

"Les Droits De l'Homme Au Grand Maghreb A La Lumière Du Contexte Géopolitique Contemporain"

Coordination : Laila ERTIMATE



2024 الطبعة الأولى



Contenu

CHAPITRE 1 _____ 5

Vivre Ensemble Et Lutte Contre Les Discriminations Intersectionnelles

Soud RAJEB

CHAPITRE 2 _____ 34

La Reconnaissance Des Droits Culturels Des Communautés Ethnolinguistiques Dans Les Pays Du Grand Maghreb:Le Cas Des Amazighs Du Maroc

Fouad AALOUANE

CHAPITRE 3 _____ 50

Espace Public Et Droits De L'homme :La Contestation Dans Les Pays aghrebins :Cas Du Maroc Et De L'algerie?

El Asser Abderrazak

CHAPITRE 4 _____ 77

La liberté de conscience au Maroc :à la recherche d'une conciliation entre le référentiel séculier de l'Etat et les standards internationaux

Abdelali BOUZOUBAÂ

CHAPITRE 1

Vivre Ensemble Et Lutte Contre Les Discriminations Intersectionnelles

Dr. Soud RAJEB

Enseignante chercheuse à la Faculté des sciences
juridiques,
Économiques et sociales, Mohammedia

Introduction

«Le vivre ensemble» est une notion complexe¹ en ce sens qu'elle implique des idées² et convoque plusieurs dimensions³ dans son analyse. Vivre ensemble c'est reconnaître et respecter toutes formes de diversité, lutter contre la discrimination⁴, le racisme, la xénophobie et faciliter la cohabitation harmonieuse. Il implique des situations sociales et politiques diverses⁵.

Ce tableau affiche les éléments⁶ conceptuels en lien avec le vivre ensemble.

1 Patrick Banon, Guide du Vivre Ensemble, édition ACTES SUD, 2016

2 Chez Renan, «désir de vivre ensemble » est un attribut de la nation ; Le Vivre ensemble est, également définit comme un processus dynamique que tous les acteurs mettent en place pour favoriser l'inclusion, ainsi que le sentiment de sécurité et d'appartenance, etc.

3 Une dimension Sociologique qui réfère à un ordre social fait de normes et de codes permettant aux individus et aux groupes de mener à bien leurs interactions et relations sociales : le bon voisinage, la solidarité, le respect de la différence. Une autre dimension qui réfère à un ordre politique et idéologique qui régule la compétition et les conflits politiques entre les acteurs politiques, etc.

4 Une discrimination est une inégalité de traitement fondée sur un critère prohibé par la loi, comme (origine, sexe, âge, etc.) ou dans un domaine visé par la loi, comme l'emploi, le logement, etc. Ce critère peut relever de caractéristiques inhérentes à la personne (sexe, race, ethnie, couleur, âge, etc.) ou acquises (langue, religion, statut matrimonial, appartenance syndicale, etc.). La discrimination peut être perpétrée par des personnes physiques ou juridiques, par les agents de l'Etat ou par des institutions publiques ou privées.

5 La compréhension de la diversité, le respect de la différence, la lutte contre les discriminations, l'indifférence, etc.

Dans la mise en œuvre du Vivre ensemble, différents instruments, mécanismes et acteurs sont mobilisés pour faciliter l'émergence des valeurs communes qui contribuent à la paix et à la cohésion sociale.

Dès 2011, le Royaume du Maroc, conscient des défis que posent l'exigence du vivre ensemble, a inscrit dans la Constitution de 2011, la diversité des affluences de la nation marocaine, la pluralité linguistique et régionale et religieuse à travers l'islam et le judaïsme.

Racisme	Xénophobie	discrimination	crime de haine	crimes de haine racistes et xénophobes	D. intersectionnel le	discrimination multiple	égalité de traitement
Attitude (stéréotypes, des préjugés et l'intention de discriminer) + conviction de la supériorité naturelle d'un groupe ; racisme n'est pas nécessairement xénophobe	l'attitude de rejet et d'exclusion de toute identité culturelle étrangère en tant que menace . il n'a pas toujours une origine raciste: pas tjr sur la condition d'infériorité	Toute distinction, exclusion, restriction ou préférence fondée sur des critères culturels prohibés. but/effet de détruire ou de compromettre la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, dans des conditions d'égalité, des DH et LF	Infraction pénale (délit P.) + mobile discriminatoire (Préjugé sur couleur, handicap, etc)	infractions pénales motivées par + préjugé raciste ou xénophobe.	Combinaison/ Interaction de 2 ou plusieurs causes de D. sont à l'œuvre simultanément = nouvelles formes d'identité et processus discriminatoires plus profonds. ex. une femme migrante + fortement racisée et handicapée	Deux ou plusieurs motifs de discrimination se produisent isolément et successivement dans le temps. et résulterait des axes séparés	Absence de toute discrimination directe ou indirecte

Depuis, ces vingt dernières années, suite à un contexte d'évolutions endogènes et exogènes, le Maroc est passé, d'un pays d'émigration, à un pays de transit et d'accueil et d'installation des personnes migrantes. Cette nouvelle dimension des mouvements migratoires, a confronté la société marocaine à cette situation dont elle n'était pas préparée, et l'a placée face à de nouvelles réalités qui sont progressivement prise en compte dans les différentes sphères politiques, économiques et sociales. Cette reconnaissance, au niveau de la loi fondamentale, d'une pluralité dans les domaines ethniques, linguistiques, culturels et confessionnels est confortée, par, entre autres, l'organisation de plusieurs conférences de l'adoption d'une nouvelle politique migratoire du Royaume et in fine par une volonté politique certaine.

«.... Plus que jamais, il est temps que Notre continent traite la Migration dans un esprit d'entière solidarité. Notre sagesse collective sera notre principal atout pour la mise en œuvre de l'Agenda Africain pour la Migration.⁷»

Suite au rapport du CNDH présenté au roi Mohammed VI le 9 septembre 2013, le Cabinet Royal a publié le même jour un communiqué pour souligner la nécessité d'une gestion opérationnelle de cette question, qui s'est concrétisée avec l'adoption dès 2014 de la stratégie nationale (SNIA), ayant permis une prise en compte effective de la question migratoire dans les politiques publiques⁸. Humaniste et basée sur les droits humains, la SNIA fait de la diversité une approche transversale⁹.

Le Royaume du Maroc devient, alors, l'un des 1^{iers} pays africains à avoir adopté une stratégie nationale d'immigration et d'asile, qui s'est traduite, ensuite, par 2 campagnes de régularisations en 2014-2015 et 2016-2017 permettant de régulariser près de 41000 personnes, tout en marquant une résistance par rapport aux tentatives de l'Union européenne de créer des centres offshores de procédures d'asile ou de débarquement régional sur le territoire marocain¹⁰.

Toutefois, au Maroc, comme ailleurs¹¹, les enjeux migratoires continuent d'évoluer et la société marocaine se retrouve

7 Extrait du Discours de Sa Majesté le Roi Mohammed VI à l'occasion du 30ème Sommet de l'Union Africaine, le 29 janvier 2018, à Addis –Abeba.

8 Education, Santé, Habitat, Formation & Emploi...

9 en 2013, une Stratégie nationale d'immigration et d'asile ayant permis une prise en compte effective de la question migratoire dans les politiques publiques dans divers domaines (éducation, santé, habitat, formation et emploi). Cet engagement s'est consolidé par des stratégies visant à promouvoir les valeurs d'une société encore plus diverse et plurielle.

10 Ce rejet permanent du royaume du Maroc est un acte politique et humanitaire saluée par la Rapporteuse spéciale lors de son dernier rapport présentée en juillet 2019 au Conseil des droits de l'homme des Nations-Unies.

11 la question migratoire est l'une des priorités des pays de l'Union Européenne qui souhaitent réguler les flux migratoires, et également de l'Afrique qui cherche à développer une nouvelle approche s'appuyant sur plus de coordination régionale

confrontée à de nouveaux défis¹² et problématiques sociales et juridiques, typiques des pays d'immigration.

« ... Les migrants sont trop souvent érigés en boucs émissaires, les réfugiés instrumentalisés et les minorités stigmatisées. Les discours de haine se multiplient, alimentant racisme, xénophobie, islamophobie, antisémitisme et bien d'autres formes de discriminations ...

... L'éducation est la seule réussite qui peut, toujours, se prévaloir d'être à la fois individuelle et collective. Elle possède ce pouvoir insigne - et essentiel - de dépasser la crainte de l'Autre, de refuser les amalgames et de déconstruire les préjugés. Antidote puissant et arme salutaire, elle est également le ciment de la cohésion, un vecteur de l'égalité et une condition sine qua non du développement... Elle doit forger des esprits vifs, tolérants et avisés, qui trouveront leur épanouissement dans des pays comme le Maroc, où dialoguent librement et s'enrichissent mutuellement les cultures et les civilisations. »¹³

Au Maroc (comme c'est le cas dans des sociétés où se côtoient des communautés différentes) le vivre ensemble n'est pas possible sans diversité¹⁴. Il n'est, d'autre part, pas possible sans une forme d'unité qu'il faudra négocier. Dans ce sens, réfléchir sur la réalité du vivre ensemble, au Maroc, signifie, entre autre,

pour redéfinir de manière « ordonnée et humanitaire » la migration « conciliant réalisme, tolérance et primauté de la raison sur les peurs » (v. Discours de Sa Majesté le Roi Mohammed VI à l'occasion du 30ème Sommet de l'Union Africaine, le 29 janvier 2018, à Addis -Abeba).

12 des défis réels de communication linguistiques, communication interculturelle et de compétition pour des ressources liés à l'emploi ou la protection sociale, etc.

13 Extrait du Message de Sa Majesté le Roi Mohammed VI aux participants à une table ronde de haut niveau au siège de l'ONU sur « le pouvoir de l'éducation pour prévenir le racisme et la discrimination: le cas de l'antisémitisme » tenue le 26 septembre 2018 à New York, en marge de la 73-ème session de l'Assemblée générale de l'ONU.

14 langue, croyance, cultures et religion, éducation, etc; sans oublier les disparités d'âge, de santé, de situation économique et de territoires

mettre en place des instruments et mécanismes juridiques sociaux et économiques de lutte contre toute les formes de discrimination de racisme¹⁵ et de xénophobie¹⁶, afin de faire vivre la diversité¹⁷ comme la richesse qu'elle constitue.

Comment s'organisent la société marocaine dans le cadre du projet constant d'une société inclusive, permettant de mettre fin à toutes les formes de discrimination (y compris multiple et intersectionnelle¹⁸) notamment vis à vis des personnes migrantes), et au renforcement du vivre ensemble.¹⁹

Pour répondre à cette question nous allons, en premier temps, questionner les différentes entrées (à valeur unique et / ou multidimensionnelles) de la non discrimination en convoquant

15 est une attitude qui comprend des stéréotypes, des préjugés et l'intention de discriminer les membres de la communauté visée. Il s'agit donc d'un ensemble de croyances qui affirment la supériorité naturelle d'un groupe sur un autre, tant sur le plan individuel qu'institutionnel, et implique des pratiques discriminatoires qui protègent et maintiennent la position de certains groupes et persèverent dans la position inférieure des minorités raciales, ethniques ou nationales.

16 désigne l'attitude de rejet et d'exclusion de toute identité culturelle étrangère à la sienne. Il se distingue du racisme en proclamant la ségrégation culturelle et en n'acceptant les personnes étrangères et les personnes immigrantes qu'à travers leur assimilation socioculturelle.

La xénophobie implique donc le rejet mais pas nécessairement l'idée d'infériorité des personnes étrangères.

17 Article 1.2. UNESCO (1978). Déclaration sur la race et les préjugés raciaux (session 20) souligne « tous les individus et tous les groupes ont le droit d'être différents, de se concevoir et d'être perçus comme tels. Toutefois, la diversité des formes de vie et le droit à la différence ne peuvent en aucun cas servir de prétexte aux préjugés raciaux »

18 L'approche méthodologique retenue, dite intersectionnelle, permet de souligner les disparités existantes entre les différentes catégories de femmes et de filles et de montrer comment les interactions entre les multiples formes de discrimination se traduisent par des privations en termes de bien-être.

La particularité de cette approche intersectionnelle réside dans le fait qu'elle dépasse la notion considérant les femmes comme groupe homogène et universel et permet ainsi de visibiliser celles qui sont les plus marginalisées, vulnérables et exclues afin de mieux orienter les politiques publiques qui leur sont destinées et répondre à leurs besoins et attentes

les **critères** prohibés de discrimination au Maroc ; en deuxième temps, pister les **indicateurs** au service d'une meilleure systématisation des plaintes sur des incidents de discrimination, de racisme et de xénophobie, afin de renforcer le **vivre ensemble sans discrimination**.

Des critères prohibés de discrimination mettant en lumière une déclinaison du corpus juridique en faveur d'un principe général de non-discrimination à valeur unidimensionnelle (à entrée unique) avec une prise en charge progressive des nouvelles formes intersectionnelles/multidimensionnelles de discrimination.

L'interdiction de la discrimination (directe et indirecte)²⁰ est liée à l'égalité formelle inscrite dans les lois, les politiques et, parfois, dans les constitutions des États. Dans son approche de lutte contre toutes les formes de discrimination, le Maroc, a opté pour inclure des dispositions juridiques dans la Constitution, dans les lois et certains règlements sans disposer d'une législation spécifique contre la discrimination raciale. Plusieurs normes pénales sanctionnent la discrimination raciale. D'autre part, le droit marocain a reconnu progressivement certains droits relatifs

20 Le Comité des droits de l'homme et le Comité des droits économiques, sociaux et culturels définissent la discrimination comme « toute distinction, exclusion, restriction ou préférence ou tout autre traitement différencié reposant directement ou indirectement sur les motifs de discrimination interdits, et ayant pour but ou pour effet d'annuler ou de compromettre la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, sur un pied d'égalité, des droits énoncés» Paragraphe 7. CDESC (2009). *Observation générale n° 20 sur la non-discrimination dans l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels (art. 2, par. 2 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels)* (Quarante-deuxième session). Extraite de :

<https://conf->

[dts1.unog.ch/1%20SPA/Tradutek/Derechos_hum_Base/CESCR/00_1_obs_grales_Cte%20Dchos%20Ec%20Soc%20Cult.html#GEN20](https://conf-dts1.unog.ch/1%20SPA/Tradutek/Derechos_hum_Base/CESCR/00_1_obs_grales_Cte%20Dchos%20Ec%20Soc%20Cult.html#GEN20)

(Dernière consultation 10/06/2019). Aussi CDH (1989). *Observation générale n°18 sur la non-discrimination* (Trente-septième session). Extraite de :

https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT%2fCCPR%2fGEC%2f6622&Lang=es (Dernière consultation 05/06/2019)

à l'égalité, à la non discrimination, y compris **multiple**²¹ et **intersectionnelle**²², et aux discours de Haine.

I-1 Des dispositifs déclinant, plus largement, sur des critères prohibés de discrimination à valeur unidimensionnelle (à entrée unique)

L'interdiction de la discrimination, du racisme, de la xénophobie du discours haineux et d'autres formes d'intolérance sont interdits par les engagements souscrits par le Maroc au niveau du Hard law, déclinés en instruments Généraux des droits de l'Homme, qui posent un principe général de non-discrimination à valeur unidimensionnelle (à entrée unique)²³, en

21 le Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes sur les mesures temporaires spéciales n°28 (2010) concernant l'article 2 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (2010), ainsi que les Observations générales 3 (2016) et 6 (2018) du Comité des droits des personnes handicapées, elles soulignent qu'il faut examiner avec soin les situations de discrimination multiple et intersectorielle et la différence entre les deux. Dans ces cas, la discrimination se produit dans des situations d'inégalité complexe. La discrimination multiple résulte d'une somme de discriminations lorsqu'il existe plusieurs motifs interdits ; cependant, la discrimination intersectorielle engendre une forme spécifique d'exclusion qui n'affecte pas ceux qui ne partagent qu'un seul des traits sur lesquels repose la discrimination.

22 le concept d'intersectionnalité a été introduit formellement dans les sciences sociales (1989) par la juriste Kimberlé Crenshaw (USA) depuis les mouvements féministes noirs et les études critiques sur la « race », mais, selon Patricia Hill Collins et Sirma Bilge (2016), « l'intersectionnalité a déjà été utilisée à différentes époques, ainsi que dans différentes espaces, mais sans être nommée comme telle. Elle renvoie aux situations dans lesquelles deux ou plusieurs causes de discrimination sont à l'œuvre, donnant lieu à un phénomène discriminatoire plus intense et spécifique que celui qui résulterait des axes séparés. Il s'agit d'une situation dans laquelle les différents motifs de discrimination sont à l'œuvre simultanément, et les raisons de leur apparition ne peuvent être différenciées. La combinaison de ces facteurs crée une synergie négative, de sorte que la discrimination ne peut être pleinement comprise seulement comme l'addition de critères. » in Intersectionality, Polity Press (25 mars 2016)

23 La Charte des Nations Unies (CNU), signée à San Francisco en 1945, aborde dans son chapitre IX le thème de la coopération économique et sociale internationale. Celle-ci déclare, dans son article 55, que les Nations Unies

instruments catégoriels²⁴, en instruments de l'Organisation internationale du travail²⁵, en instruments spécifiques des droits humains reconnaissant implicitement l'existence d'une catégorie de discriminations multiples par sexe et origine raciale et/ou ethnique (les discriminations successives) et enfin en instruments « post-CRENSHAW »²⁶ qui se révèlent plus propices à la reconnaissance des discriminations multiples et intersectionnelles²⁷.

favoriseront « le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion».

La Charte ne pose ainsi qu'une interdiction très générale des discriminations.

Les 2 Pactes internationaux de 1966 : International relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) - article 26 -et relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC) - article 2-.

La Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, 1965.

La Convention concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession, 1958.

La Convention de l'Unesco relative à la lutte contre la Discrimination dans le domaine de l'enseignement, 1960.

24 La Convention de 1951 relative au statut des réfugiés .

La Convention internationale des droits de l'enfant, 1989.

La Convention internationale sur la protection de tous les travailleurs migrants et des membres de leurs familles, 1990.

La Convention relative aux droits des personnes handicapées (CRPD) du 13 décembre 2006

25 La Convention (n°111) concernant la discrimination dans l'emploi et la profession, 1958

La Convention (n°97) concernant les Travailleurs migrants, 1949

La Convention (n°143) relative aux migrations dans des conditions abusives et pour la promotion de l'égalité des chances et de traitement des travailleurs migrants, 1975

26 Kimberlé Crenshaw Kimberlé Crenshaw a introduit le terme d'«intersectionnalité» à la fin des années 1980, dans un livre marquant devenu un classique: «Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics» (1989)

27 Protocole facultatif à la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes de 1999. Il y est mentionné que les femmes

Le royaume du Maroc, a également, déployé des efforts en souscrivant aux instruments du soft law²⁸, comme les Actes adoptés par les États au sein des organisations internationales ou lors des conférences internationales²⁹ et les observations et

font notamment l'objet de « discriminations sur le lieu de travail. L'utilisation du pluriel paraît ici viser plus la succession d'actes discriminatoires dont serait victime une femme au travail que la combinaison, le cumul ou la connexité de critères discriminatoires. En ce sens, ce texte reconnaît implicitement l'existence de discriminations multiples ou du moins d'une catégorie d'entre elles, à savoir les discriminations successives.

La Convention relative aux droits des personnes handicapées (CRPD) du 13 décembre 2006 s'intéresse elle aussi aux discriminations multiples. La CRPD interdit la discrimination fondée sur le handicap dans le domaine de l'emploi. Elle fournit une liste non-exhaustive de situations incluant « notamment les conditions de recrutement, d'embauche et d'emploi, le maintien dans l'emploi, l'avancement et les conditions de sécurité et d'hygiène au travail ». Celle-ci offre une vision renouvelée de la protection des droits de l'Homme notamment du fait de sa rédaction plus récente. En effet, l'article 5 de ladite Convention qui promeut l'égalité et la non-discrimination pose une interdiction « de toutes les discriminations fondées sur le handicap et [garantit] aux personnes handicapées une égale et effective protection juridique contre toute discrimination, quel qu'en soit le fondement ».

La formulation de la Convention diffère légèrement de celle retenue dans les textes plus anciens. Ces derniers prohibaient « toute » discrimination, ou « une telle » discrimination alors que la Convention de 2006 utilise le pluriel.

28 Instruments du soft Law peuvent consister en des, déclarations, actes adoptés par les États au sein des organisations internationales ou lors de conférences internationales, normes produites par les organisations internationales ou encore par les codes de bonne conduite, Les mémorandums d'entente, résolutions, recommandation des Organes de la charte et organes des traités...

29 La Déclaration de Philadelphie, adoptée en 1944, par l'OIT ;

La Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la croyance Assemblée générale des Nations Unies le 25 novembre 1981 (résolution 36/55) ;

le Pacte mondial sur les migrations conclu à Marrakech vise à promouvoir « des migrations sûres, ordonnées et régulières » 2018. ;

Sommet mondial de l'Alliance des civilisations-Rabat, 2020 ;

Le plan d'action de Rabat relatif à l'interdiction de tout appel à la haine, 2012 ;

La Déclaration de New York Pour les Réfugiés et les Migrants 2016

Déclaration et Programme d'action de Durban 2001 ;

La Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, tenue en 2001 à Durban

recommandation des différents Organes de la charte et organes des traités, ainsi qu'aux instruments internationaux qui incitent à l'égalité de traitement³⁰ et des chances et la lutte contre le racisme.³¹

Le Maroc, tente d'autre part, de relever le défis pour mettre ses ambitions législatives en réalités et pour lutter contre toutes les formes de discrimination et de racisme, qui fait, désormais

La Conférence d'examen de Durban, tenue en 2009 à Genève

La Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée – Durban – programme d'action (2001) :

2018 « Conférence ministérielle Africaine pour un Agenda africain sur la Migration » et qui a connu la participation d'une vingtaine de ministres et responsables gouvernementaux africains.

30 C'est l'absence de toute discrimination directe ou indirecte ».

- Une discrimination directe se produit lorsque, pour des raisons de race ou d'origine ethnique, une personne est traitée de manière moins favorable qu'une autre ne l'est, ne l'a été ou ne le serait dans une situation comparable ; ex contrôle au facias

- Une discrimination indirecte se produit lorsqu'une disposition, un critère ou une pratique apparemment neutre est susceptible d'entraîner un désavantage particulier pour des personnes d'une race ou d'une origine ethnique donnée par rapport à d'autres personnes, à moins que cette disposition, ce critère ou cette pratique ne soit objectivement justifié par un objectif légitime et que les moyens de réaliser cet objectif ne soient appropriés et nécessaires

31 À titre d'exemple nous pouvons mentionner l'Agenda 2030 dont son objectif 10 : Inégalités réduites vise à réduire les inégalités entre les pays et à leur sein) et ses différentes cibles : - 10.2 Autonomisation et intégration d'ici à 2030, autonomiser toutes les personnes et favoriser leur intégration sociale, économique et politique, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leurs handicaps, de leur race, de leur appartenance ethnique, de leurs origines, de leur religion ou de leur statut économique ou autre. - 10.3: Égalité des chances. Assurer l'égalité des chances et réduire l'inégalité des résultats, notamment en éliminant les lois, politiques et pratiques discriminatoires et en promouvant l'adoption de lois, politiques et mesures adéquates en la matière. - 10.7 : Migrations. Faciliter la migration et la mobilité de façon ordonnée, sans danger, régulière et responsable, notamment par la mise en œuvre de politiques de migration planifiées et bien gérées.

l'objet de pénalisation³² et ce malgré l'absence d'une loi uniforme et d'un Plan d'action contre le racisme.

Prenant conscience que la question de la discrimination exige une réponse collective soutenue, le Maroc entame une réforme constitutionnelle suivie par l'adoption d'un certain nombre de dispositions législatives³³ et quelques politiques publiques.

Ceci étant, la carence des mesures correctionnelles dans les dispositions de la loi, est l'une des limites du cadre juridique marocain. Pourtant, la loi suprême du Royaume consacre dans son préambule le principe de non-discrimination³⁴. D'autre part, la multiplication des instruments législatifs au Maroc, sur la question va mettre en exergue l'importance d'interroger les critères prohibés de discrimination. Les tableaux suivants reprennent quelques critères prohibés de discrimination présents

32 Autant dans la Constitution (Art.19) que dans la loi n° 36-04 relative aux partis politiques, loi sur les associations qui prévoit, des sanctions vis à vis des associations, partis politiques, et groupements de fait qui provoquent, incitent ou encouragent la discrimination, la haine ou la violence envers une personne ou un groupement de personnes. l'Art4., les comportements discriminatoire des particuliers comme des agents dépositaires de l'autorité publique ou chargés d'une mission de service public relèvent, d'une incrimination pénale (code pénal, art. Loi n° 24-03 modifiant et complétant le code pénal (2004) dans son article 431-1, Section ajoutée par l'article premier de la loi n° 09-09 sur les manifestations sportives, complétant le code pénal promulguée par le dahir n° 1-11-38 du 29 jourmada II 1432 (2 juin 2011), et article 308-5.)

33 Réponse du Maroc à la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée à l'issue de sa mission au Royaume du Maroc 2021.

34 le Maroc « développe une société solidaire où tous jouissent de la sécurité, de la liberté, de l'égalité des chances, du respect de leur dignité et de la justice sociale (...). Le Royaume du Maroc (...) réaffirme son attachement aux droits de l'Homme tels qu'ils sont universellement reconnus (...) réaffirme ce qui suit et s'y engage à bannir et combattre toute discrimination à l'encontre de quiconque, en raison du sexe, de la couleur, des croyances, de la culture, de l'origine sociale ou régionale, de la langue, du handicap ou de quelque circonstance personnelle que ce soit»

dans quelques instruments – recueillis à titre indicatifs- du corpus juridique marocain³⁵ :

	Asce nda nce	Sexe	Race/ Éthni e	Couleur	Handic ap	Situatio n conjug ale	L'opini on politiqu e	Religio n	L'appar tenanc e syndica le	Âge	L'origi ne social e ou syndica le	origine sociale ou syndica le	Langue	Ascend ance natio nale
Constitution	X		X	X							X	X		
L. 88-13 Presse article 72, Discours de haine			E	X				X						
L.36-04 partis politique sur base a.4			E					X			X	X		
L.23-98 a. 51: Détenus	X	X	X				X	X			X	X		
L.09-09 manif. sportive a. 308-5	X	X		X	X	X	X	X			X		X	
a. 36 C.travail-L.65-99- licenciement		X	X	X	X		X	X					X	
art 9 C.travail	X	X	X	X	X	X	X	X						

	Asce nda nce	Sexe	Race/ Éthni e	Couleur	Handic ap	Situatio n conjug ale	L'opini on politiqu e	Religio n	L'appar tenanc e syndica le	Âge	L'origi ne social e ou syndica le	origine sociale ou syndica le	Langue	Ascend ance natio nale
L.19.12 Sur les personnes travailleuses domestiques		X	X								X			X
L. 65-15 Les établisseme nts de protection sociale		X												X
L.103-13 violence relative à la lutte contre la violence à l'égard des femmes		X	X		X	X				X				X

35 En attendant d'achever un travail personnel de recueil de textes marocain sur la question.

	Asce nda nce	Sexe	Race/ Éthni e	Coule ur	Handic ap	Situa tion conjug ale	L'opi nion politi que	Religio n	L'appar tenanc e syndica le	Âge	L'origi ne social ou syndica le	Langue	Ascend ance nationa le
code de la famille 2004	X									X			
L.cadre 97-13 sur les enfants en situation de handicap A.36.5 et 36.6	X				X					X			
L.27.14 lutte contre la traite des êtres humains	X		X										X

	Asc en da nce	Rac e/Ét Se xe	Co le ur	Han dic ap	Situa tion conjug ale	L'opi nion politi que	Religio n	L'appar tenanc e syndica le	Âge	L'origi ne social ou syndica le	Ascen dance	Fo rt Nai ssa nce
a. 478 C.travail Agences Recrut. pve		X	X	X		X	X				X	X
C. pénal a. 431		X	X	X	X	X	X	X		X		
L.cadre 51.17 système d'éducation préambule+article 4		X						X				X
réglement intérieur des hopitaux de 2011		X	X							X		

	Ascendance	Race/Sexe	Éthnicité	Couleur	Handicap	Situation conjugale	L'opinion politique	Religion	L'appartenance syndicale	L'origine sociale ou syndicale	Ascendance nationale	Fortune	Naissance
L. 65-00 couverture médicale	X					X							
art 9.2 C.travail	X	X	X	X		X	X	X	X	X	X		
art 36 C.travail	X	X	X			X	X	X		X	X		
art 478 C.travail	X	X	X				X	X		X	X		
art 516 C.travail	X										X		
art 521. C.travail	X	X									X		

Les données des tableaux, dévoilent des avancées certaines, en matière d'intégration de différents critères prohibés de discrimination, pour faire disparaître la plupart des dispositions discriminatoires, ce qui est marqueur d'une volonté politique en faveur d'un vivre ensemble sans discrimination.

Nbr	Ascendance	Race/Sexe	Éthnicité	Couleur	Handicap	Situation conjugale	L'opinion politique	Religion	L'appartenance syndicale	L'origine sociale ou syndicale	Ascendance nationale	Fortune	Naissance
0	21	15	10	11	7	9	11		5	8	3	13	2
													1

Les tableaux décryptent, également, dans quelle mesure la lutte contre les formes de discriminations basées sur le sexe s'installe désormais, comme l'une des tendances lourdes du pouvoir au Maroc.

Les données, révèlent, en parallèle, l'absence de prise en charge de l'« ascendance » comme critère prohibé de discrimination, dans le texte Marocain. Pourtant ce critère prohibé est très visible dans les instruments internationaux autant du Hard que du soft law –précités-. Dans le même registre, la lecture des tableaux, remonte, le silence du texte marocain sur d'autres critères prohibés de discrimination, pourtant assez

présents et évoqués dans certains instruments internationaux; il s'agit, notamment des critères prohibés suivants : Grossesse, Caractéristiques génétiques, Orientation sexuelle, Identité de genre... ».

Dans certaines dispositions législatives, le critère même de la discrimination peut être pénalisé, et s'inscrire sur le terrain du crime. Les pénalités prévues dans les articles 489, 490 du Code pénal marocain attestent de l'effet discriminatoires à l'égard des personnes sur la base de leurs orientations sexuelles et identités et expressions de genre - les privant non seulement de la protection juridique en cas de discrimination, mais aussi d'autres droits fondamentaux.

De même l'article 490 du code pénal a un fort impact discriminatoire sur les enfants nés hors mariage. L'Article 148 entraîne des obstacles quant à la jouissance, des enfants né hors mariage, à l'identité (parentale) au même titre que les autres enfants né.e.s d'un mariage³⁶.

Cette carence, rend inévitable la persistance d'un certain nombre de discriminations qui résultent soit de l'absence de loi uniforme, ou de la législation elle-même. D'un autre côté, les instruments convoqués dans les tableaux, pâtissent de l'absence d'une définition claire de la discrimination raciale³⁷ conformément à l'article 1 de la convention sur la lutte contre toutes les formes de discrimination³⁸, en ne tenant pas compte

36 Voir à ce propos : CERD (2010). Examen des rapports soumis par les États parties conformément à l'article 9 de la Convention (C/MAR/CO/17-18).

37 Article 431-1 du code pénal:

Constitue une discrimination toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de l'origine nationale ou sociale, de la couleur, du sexe, de la situation de famille, de l'état de santé, du handicap, de l'opinion politique, de l'appartenance syndicale, de l'appartenance ou de la non appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée

38 La convention définit cette discrimination comme « toute distinction, exclusion, restriction ou préférence fondée sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique, qui a pour but ou pour effet de détruire ou de compromettre

des motifs de la discrimination visée, notamment l'ascendance, la couleur, etc.,

L'analyse du contenu de la loi pénale marocaine, dévoile que cette dernière se contente d'énumérer les critères prohibés sans aborder les définitions, ni de la discrimination, ni de la victime ni du délit et du crime de discrimination raciale et d'incitation à la haine et à la violence, ni l'indemnisation des dommages matériels et moraux des victimes ni les garanties procédurales et substantielles de protection des victimes.

Dans ce sens le Code pénal, actuel, ne contient aucune disposition qui donne pleinement effet à l'article 4 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination, et en particulier une incrimination spécifique sur la diffusion d'idées racistes. Une des recommandations du CERD va dans ce sens, en invitant le Maroc à inscrire dans sa législation pénale le motif raciste comme circonstance aggravante de la discrimination raciale³⁹.

Sur un autre registre, le tableau remonte l'absence d'une approche intégrée⁴⁰ préconisée dans la législation anti discrimination.

I-2- Communication et interaction des critères en faveur d'une non-discrimination multiple⁴¹/ intersectionnelle⁴²

Les questions relatives au racisme et la xénophobie sont généralement en relation et en écho à la situation des personnes migrantes –même si certaines institutions internationales les

la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, dans des conditions d'égalité, des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social et culturel, ou dans tout autre domaine de la vie publique ».

39 Recommandation du Comité sur l'élimination de toutes les formes de discrimination sur le Maroc, voir supra.

40 cette approche devrait être présente dans les dispositions dans toutes les branches du droit : Droit civil, administratif, pénal, etc.

41 ibid, page 4

42 Ibid, p. 4

séparent-. Par contre, sur le registre des politiques d'égalité et de non-discrimination, les mécanismes onusiens de protection des droits de l'homme, recommandent, l'analyse intersectionnelle»⁴³ ou multiple comme la plus appropriée et la plus recommandée des démarches d'analyse⁴⁴.

D'où l'utilité de s'arrêter sur les particularités des diverses situations qui peuvent provoquer des situations de discrimination, de vulnérabilité ou même les deux à la fois. Si le cadre juridique et politique au Maroc s'est penché sur la discrimination en général, en revanche l'intersectionnalité –en tant que phénomène complexe et multidimensionnel a été très peu prise en charge.

43 voir. Par ex. Par. 3. CERD (1995). *Recommandation générale 19 concernant l'article 3 de la Convention* (Quarante septième session):

https://confdts1.unog.ch/1%20SPA/Tradutek/Derechos_hum_Base/CERD/00_3_obs_grales_CERD.html#GEN19 (visité le 13-3-2022) :

En décrivant la discrimination dans le logement, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale reprend l'idée de l'intersectionnalité en considérant qu'il est « influent sur la répartition des habitants par quartiers et ces différences se conjuguent parfois aux différences de race, de couleur, d'ascendance et d'origine nationale ou ethnique.

À cet égard, il convient également de rappeler le nouvel agenda urbain – Habitat III des Nations Unies sur le logement et le développement durable qui affirme l'importance des relations « entre des dimensions sociales, économiques et environnementales du développement durable, lesquelles sont intégrées et indissociables » pour promouvoir des sociétés stables, prospères et inclusives et la justice sociale à partir de l'accès à la sphère publique Par. 24. Nations Unies (2016). *Conférence Habitat III – Le Nouveau Programme pour les villes* (RES/66/207): <http://habitat3.org/wp-content/uploads/NUA-French.pdf> (visité le 7-4-2022)

V. supra Déclaration de fin de mission de la Rapporteuse spéciale ; le Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes sur les mesures temporaires spéciales n°28 (2010), ainsi que les Observations générales 3 (2016) et 6 (2018) du Comité des droits des personnes handicapées.

HCHR (2018). Déclaration de fin de mission de la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée à l'issue de sa mission au Royaume du Maroc:

<https://www.ohchr.org/fr/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=24043&LangID=F>

visité le 13/05/2019

44 même si les diverses caractéristiques présentent des problématiques spécifiques.

Certes, la législation marocaine contient certaines dispositions d'interdiction de la discrimination à entrée multiple c'est le cas de la loi 19-12 relative aux conditions de travail et d'emploi des travailleuses domestiques, la loi relative au conseil de la famille et de l'enfance, la loi 103-13 de lutte contre les violences faites aux femmes, la loi cadre 97-13 sur les enfants en situation d'handicap, qui établit des critères de discrimination multiple, cette dernière a été complétée par une politique publique intégrée pour la promotion des personnes en situation de handicap (PPIPSH).

C'est le cas également de la loi 27-14 relative à la lutte contre la traite des êtres humains (2016) et la loi sur les hôpitaux de 2011 qui ouvre l'accès inconditionnée et gratuite aux services de santé aux femmes en situation de grossesse et de migration régulière ou irrégulière. C'est le cas, également, de la loi sur l'état civil qui donne le droit à un état civil aux enfants né.e.s de parents en situation de migration régulière ou irrégulière, pour éviter les cas d'apatridie.

D'autre part, la législation marocaine en matière de travail et d'emploi, prévoit des mesures de sanction stipulées par le nouveau Code à l'encontre de certains abus vis-à-vis de ces catégories sociales dites « fragiles » : femmes en état de grossesse⁴⁵, des enfants, filles et garçons mineurs de moins de 18 ans⁴⁶ et des personnes handicapées, et des droits « le droit de la femme mariée ou non, d'adhérer à un syndicat professionnel et de participer à son administration et à sa gestion⁴⁷ ».

Ceci étant, la réflexion sur la discrimination, au Maroc, tient, encore, peu compte des facteurs intersectoriels.

45 Interaction, au moins, de deux critères prohibés de discrimination : sexe et handicap

46 Interaction, au moins, de deux critères prohibés de discrimination : sexe et âge

47 Selon l'article 9 alinéa 3, de la loi n°65-99 relative au Code du Travail marocain : Interaction, au moins, de deux critères prohibés de discrimination : sexe et situation familiale.

L'intersectionnalité est une réalité difficile à quantifier dès lors qu'il n'est pas tenu en compte le fait qu'une personne ayant plus d'un statut qui la rend vulnérable à la discrimination peut souffrir d'une forme de discrimination différente du reste du groupe général. La situation spécifique des femmes migrantes et réfugiées au Maroc, en est une manifestation. Malgré l'existence de mesures et programmes pour lutter contre les violences faites aux femmes, les politiques et la législation destinées à combattre la violence envers les femmes, au Maroc, n'inclut pas encore des mesures spécifiques⁴⁸ pour lutter contre les violences faites aux femmes migrantes et réfugiées.

Sur ce registre, en 2019, la Rapporteuse spéciale sur toutes les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale et de xénophobie en mission au Maroc, tout en reconnaissant les progrès réalisés en matière d'égalité raciale, souligne la nécessité ... de reconnaître des problèmes spécifiques générés par des discriminations intersectionnelles basées sur le genre, l'orientation sexuelle ou le handicap⁴⁹.

Dans le même sens, il est important de relever que la législation marocaine accorde encore peu d'importance aux « catégories sociales fragiles ». Ainsi, cette dernière reste muette lorsqu'il s'agit de certaines pratiques sociales comme le racisme, par exemple, qui n'est mentionné que dans le cadre des motifs non valables justifiant un licenciement ou la prise d'une mesure disciplinaire (article 36 du Code du travail). Quant aux personnes

48 Par mesures spécifiques nous entendons, des mesures qui prennent en compte les spécificités de la situation, de ces sous- groupes de femmes au Maroc, et en particulier de leur statut légal à l'intérieur du Maroc.

49 HCHR (2018). Déclaration de fin de mission de la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée à l'issue de sa mission au Royaume du Maroc.

Extraite de :

<https://www.ohchr.org/fr/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=24043&LangID=F>

consulté le 13/05/2019

en situation de handicap, le nouveau Code encourage bien la prise de mesures en faveur de cette catégorie sociale, leur permettant de garantir effectivement l'égalité des chances et des opportunités. Des dispositions générales et vagues sont censées, en principe, mettre fin à des abus quotidiens vécus par des personnes salariées souvent démunies de toute forme de protection. Pour illustrer les carences enregistrées par la législature marocaine à ce niveau, nous citerons l'article 24, par ex., qui exhorte la personne employeuse à prendre des mesures dans ce sens sans pour autant expliciter les mesures « punitives » prévues pour toute violation des règles prescrites.

Certes, les instruments juridiques seuls ne sont pas suffisants pour mener une telle lutte, mais les législations nationales cohérentes, homogènes luttant contre des formes de discrimination à valeur multidimensionnelle en particulier intersectionnelle⁵⁰ sont nécessaires pour un mieux vivre ensemble. D'autant plus qu'au Maroc, le vivre ensemble continue de poser de nombreux défis en raison des nouvelles formes multidimensionnelles de discrimination encore peu prises en charge autant par les textes que par les politiques publiques⁵¹ mises en place.

50 le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale de Nations Unies dans son rapport « Effets des formes multiples et croisées de discrimination et de violence dans le contexte du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée sur la pleine jouissance par les femmes et les filles de tous leurs droits de l'homme » de 2019 a constaté la dimension sexiste de la discrimination raciale dans sa recommandation générale no 25 et a axé ses travaux sur l'intersectionnalité de la race et du genre. Il a également souligné que par exemple (...) les mauvais traitements infligés par des employeurs à des femmes travaillant dans l'économie souterraine ou comme domestiques à l'étranger ainsi que d'autres types de violence et de maltraitance ciblant des groupes spécifiques de femmes constituaient une forme de discrimination raciale dirigée spécifiquement contre les femmes à cause de leur sexe.

51 ICRAM, Politique publiques, politique publique intégrée pour la promotion des personnes en situation de handicap (PPIPSH), La vision stratégique 2015-2030 pour la réforme de l'école, Le plan gouvernemental pour l'éducation inclusive

Certaines peuvent renvoyer à des situations de discrimination multiples (facteurs différents de discriminations qui se produisent de manière séparée) et d'autre à des situations de croisement entre les différentes sources de discrimination (intersectionnelle), dont notamment en raison de l'origine et du sexe. Cela affecte la femme étrangère de manière concrète sur:

✓ la dimension civile relative à l'impossibilité d'accéder à l'héritage de son mari marocain, et à l'impossibilité à la femme marocaine mariée à un étranger de lui transmettre sa nationalité⁵².

✓ la dimension filiation de certaines mères célibataires étrangères qui souffrent de la difficulté d'attribuer la nationalité, par filiation, à leurs enfants dans certains cas⁵³; de l'impossibilité des personnes en situation de handicap ou de maladie d'accéder à la nationalité marocaine⁵⁴.

✓ la dimension parité comme préalable à la lutte contre les discriminations, en lien, spécifiquement avec des exigences dans les procédures d'octroi de cartes d'immatriculation, de résidence, etc. et qui peuvent être liées aux types d'activités, et d'emplois occupés, ainsi qu'à leur durabilité. Ces exigences peuvent occasionner des situations de discriminations indirectes⁵⁵ pour certaines personnes migrantes actives dans le secteur informel ;

visant la généralisation de la scolarisation des enfants à besoins spécifiques a été lancé en 2019, Le programme « Education et Culture » vise l'intégration des migrants et des réfugiés dans la société marocaine en leur faisant bénéficier des mêmes droits que les Marocain

52 Ce droit est réservé uniquement à l'homme marocain. Selon l'article 10 du Code de la nationalité, «seule la femme étrangère qui a épousé un Marocain peut, après une résidence habituelle et régulière au Maroc du ménage depuis 5 ans, souscrire une déclaration adressée au ministre de la Justice en vue d'acquérir la nationalité marocaine»

53 Cas des mères célibataires égyptiennes résidant au Maroc.

54 « être Sain de corps et d'esprit » est une des condition d'attribution de la nationalité marocaine, voir art de la loi 62-06.

55 Intégrer l'approche genre ne consiste pas seulement en l'abrogation des discriminations directes à l'égard des femmes migrantes dans la loi. Telles que définies par l'article 1 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, les discriminations indirectes sont le fait des

✓ la dimension genre en lien avec des formes multiples d'invisibilité :

financières, manifeste au niveau des cotisations et ses corollaires en termes de protection sociale, due à la vulnérabilité économique des femmes migrantes, principalement subsaharienne, (faibles rémunérations conséquents aux faibles niveaux d'instructions) ;

invisibilité sociale et spatiale, de ces femmes migrantes cantonnées dans des activités se réalisant dans des espaces, souvent, privés, à l'extérieur de l'espace public, en l'occurrence des activités de services (domestiques, soins à domicile, accompagnement à domicile, etc.). Ces différents remparts à la formalisation risquent de constituer des obstacles lourds à l'intégration et du vivre ensemble sans discrimination.

Pour conclure, le Maroc a, ainsi, besoin de développer un cadre juridique qui concrétise les principes d'égalité et de non-discrimination selon la constitution de 2011 et les orientations des conventions internationales, ou bien d'adopter une législation sur la criminalisation, ou de la promulgation de mesures spéciales pour prévenir le phénomène et protéger les victimes, ainsi que de la nécessité d'élaborer des plans nationaux capables de répondre de manière globale aux différentes dimensions du phénomène.

II - Le développement d'indicateurs au service d'une meilleure systématisation des plaintes et d'une approche intégrée

Le vivre ensemble sans discrimination ne se réduit pas à la promulgation de lois d'éradication du racisme, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée. L'existence d'une loi ne signifie pas la jouissance effective de ce droit. Il est important, aussi d'accompagner ces efforts par des politiques publiques, des

lois qui peuvent paraître neutres, car n'étant pas discriminatoires en elles-mêmes. Mais c'est à travers leurs effets différenciés sur les femmes qu'elles le deviennent

mesures, des actions de nature différente⁵⁶ et mécanismes de renforcement des instruments de prévention, de surveillance, de détection et d'élimination des incidents discriminatoires, racistes et xénophobes.

II-1- Les institutions qui ont un rôle clé dans l'identification des incidents de discrimination et dans le traitement des plaintes

Dès 2013, le Maroc⁵⁷ a pris note d'un certain nombre d'observations spécifiques publiées par le mécanisme de contrôle mis en place par la Convention pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, dont notamment l'absence de plaintes ou de poursuites judiciaires qui constitue un symptôme de lacunes législatives et de carence en diffusion d'informations sur les recours judiciaires disponibles pour les migrants⁵⁸.

Dans ce sens, le royaume du Maroc a entamé le chantier de réformes des anciens mécanismes et d'élaboration de nouveaux, tous nécessaires pour la protection des personnes contre les possibles violations de leurs droits.

Dans ce sens, plusieurs instances marocaines travaillent pour la déclinaison de ces principes directeurs de la constitution en matière de l'égalité des chances et la non-discrimination. Il s'agit en particulier des différents **mécanismes qui ont un caractère transversal** : la DIDH, le CNDH, l'Institution du Médiateur du Royaume et la nouvelle instance d'égalité APALD

56 analyse, sensibilisation, information des citoyen.ne.s et formation des différents actrices et acteurs clés

57 en tant que l'un des rares pays membre du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille

58 CMW (2013). Observations finales concernant le rapport initial du Maroc, adoptées par le comité à sa 19^{ème} session (C/MAR/CO/A)

–La Délégation Interministérielle aux Droits de l’Homme (DIDH) qui a pour missions, de contribuer à l’élaboration et à la mise en œuvre de la politique gouvernementale en matière de droits de l’Homme, de coordonner l’action gouvernementale en matière de promotion de la culture des droits de l’Homme et de proposer les mesures nécessaires pour leur intégration dans les politiques publiques, d’élaborer et de présenter les rapports nationaux aux mécanismes des Nations Unies ainsi que de renforcer la participation du Maroc à la dynamique internationale dans le domaine des droits de l’Homme. Elle dispose d’un portail électronique « Tafa3oul » (interaction) dédié à la gestion des plaintes

–L’Institution du Médiateur du Royaume, instance nationale indépendante, avec un rôle particulier dans la préservation des droits des citoyens et citoyennes dans leurs relations avec l’administration, ainsi que son action visant à leur rendre justice face à tout abus, dans le cadre de la primauté de la loi et de la consolidation des principes de la justice et de l’équité.

–Le Conseil national des droits de l’Homme (CNDH) chargée de connaître toutes les questions relatives à la défense et à la protection des droits humains et des libertés, à la garantie de leur plein exercice et à leur promotion ainsi qu’à la préservation de la dignité, des droits et des libertés individuelles et collectives des citoyennes et citoyens et ce dans le strict respect des référentiels nationaux et universels en la matière. loi 76-15 a institué 3 mécanismes de plainte (P.V. Torture+ P. enfants+ Protection PSH).

–L’Autorité pour la parité et la lutte contre toutes les formes de discrimination (APALD) : Prévues par l’article 19 de la Constitution, le projet de loi 14.79 relatif à la création l’APALD.

En 2019, la Rapporteuse spéciale sur toutes les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale et de xénophobie en mission au Maroc, tout en reconnaissant les

progrès réalisés en matière d'égalité raciale, souligne la nécessité de créer un cadre juridique et politique conforme au contenu du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale afin de garantir aux victimes de la discrimination un accès effectif à la justice⁵⁹.

En écho, à cette dynamique de lutte contre toutes les formes de discriminations, d'autres mécanismes de plainte ont été institués au sein de certains ministères (emploi, santé, éducation, intérieur).

Le royaume est, ainsi également, doté de **Mécanismes sectoriels**, institués au sein des différents **départements ministériels**. Ces derniers assurent des services à la population tels que la santé et l'éducation et l'intérieur qui disposent de mécanismes propres d'enregistrement et traitement de plaintes pour des situations qui entravent le respect des droits des populations.

Des plaintes peuvent être, alors, adressés aux inspections générales de ministères tel que la santé ou l'éducation.

II-2- Les indicateurs d'identification des incidents et victimes de Discrimination

Ces mécanismes, indépendamment de leur pluralité ont besoin d'un cadre unifié et homogène de définition des critères et des indicateurs d'identification des incidents, d'investigation et de traitement des plaintes liées à la discrimination intersectionnelle et raciale, favorisant ainsi la qualification de cas et une meilleure systématisation des plaintes. En sus, de ces indicateurs communs, chaque mécanisme sera en capacité de décliner ses indicateurs spécifiques.

59 ibid. Déclaration de fin de mission de la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée.

Ce tableau reprend quelques indicateurs communs– à titre indicatif- puisés du bechmarking international.

Indicateurs liés aux institutions	Indicateurs liés à la victime	Indicateurs liés à l’auteur du forfait	Indicateurs liés à l’espace et au temps
<p>Ombudsman /Comité de plaintes: Nombre de plaintes reçues et traitées; pourcentage de situations corrigées</p>	<p>Perception des victimes</p>	<p>Caractéristiques : L’agresseur portait-il des vêtements, des tatouages ou des insignes l’associant à un Groupe de haine organisé - GHO?</p>	<p>L’endroit: L’incident est survenu dans/ ou aux abords, d’un lieu communément associé aux membres d’un groupe minoritaire (centre de réfugiés et de demandeurs d’asile, foyer pour handicapés, club,) ;</p>
<p>Capacité de l’école à être un réceptacle pour des activités de prévention,</p>	<p>Indicateurs liés au comportement de la victime</p>	<p>Attitude: L’agresseur a-t-il manifesté son appartenance, soutien ou approbation aux actions ou mission d’un Groupe de haine organisé?</p>	<p>Incident dans/ à proximité d’un lieu de culte, cimetière, domicile privé, établissement associé à un groupe minoritaire ; dans les transports publics,</p>
<p>L’éducation populaire et les initiatives visant à faire découvrir la diversité ethnoculturelle de la ville/région :</p>	<p>- Indicateurs liés à l’apparence extérieure, et aux formes de contrôles subis</p>	<p>types de discours de haine ▶ Présence de mots (Word Bank) ▶ Structures non verbales désobligeantes. Ex.</p>	<p>Tendance ou fréquence des précédents incidents lieu dans la même zone ? • circulation de documents hostiles</p>

lieux de mémoire,
projets culturels,
célébrations, fêtes,
etc

Émoticônes,
ponctuation,
capitalisation, etc

dans la zone
concernée

discrimination de la part des prestataires qui intègrent spécifiquement les migrant.e.s (empêchant le refus de soins, de scolarité, etc.).	- Indicateurs liés à l'état psychologique de la victime et aux formes de violences subies	Commentaires: Le suspect a-t-il fait des déclarations écrites concernant le.s victime.s.	Déprédations de biens matériels: La signification d'un bâtiment ou un lieu (religieuse ou symbolique, cimetière, un monument, transport de morts, école, magasin)
---	---	--	--

la présence d'interprètes dans les grands hôpitaux et dans les services de police et de justice.	La victime était-elle clairement identifiable comme appartenant à un groupe (couleur, langue, vêtement, fréquentation de lieux religieux, etc.)	Perception de l'auteur du forfait	Des incidents dans des temps spécifiques (commémorations, fête religieuses, etc)
--	---	-----------------------------------	--

En sus du développement des indicateurs, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (*CERD*) a recommandé - dans ses Observations finales sur le Maroc- pour garantir l'administration de la justice, de recourir au renversement de la charge de la preuve dans les affaires de discrimination raciale en matière civile⁶⁰.

60 CERD (2010). Examen des rapports soumis par les États parties conformément à l'article 9 de la Convention (C/MAR/CO/17-18).

Enfin, il est important de souligner l'importance du rôle de signalisation des Organisation de la société civile (OSC), qui sont censées sur la base des plaintes et cas spécifiques, saisir l'instance de recours, et construire un plaidoyer auprès des autorités pour un changement de comportements et des lois, entre autre.

Conclusion

La Déclaration de New York⁶¹ - à l'origine du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières adoptée à Marrakech en décembre 2018- constitue la base sur laquelle les États peuvent incorporer dans leurs législations et plans nationaux une réponse globale en faveur des personnes réfugiées et migrantes. Comme l'a averti le Secrétaire général de l'ONU, « l'intégration n'est pas l'affaire des États agissant de manière isolée. Intégrer les réfugiés et les migrants suppose une ample participation d'un large éventail d'intervenants »⁶². Ce processus est une activité de coopération entre l'État et les organisations de la société civile, les médias, les associations de réfugiés et de migrants et les institutions internationales de défense des droits de l'homme; ainsi que les communautés religieuses et autres organisations du secteur privé. Encore faut-il que des groupes de migrantes –et migrants- soient en mesure d'assurer leurs représentations auprès des acteurs publics. Faciliter cette représentation passe donc par soutenir la société civile en relation avec les personnes migrantes, ainsi que par la promotion du dialogue avec les syndicats en mesure de l'assurer, notamment sur des problématiques en lien avec les conditions de travail des personnes migrantes, leur droit à cotiser, et jouir de la protection sociale.

61 la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants (résolution 71/1), adopté à l'unanimité par l'assemblée générale des NU, le 19 Septembre 2016 <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/>

62 Par. 66. Nations Unies (2016). Sécurité et dignité : gérer les déplacements massifs de réfugiés et de migrants. Rapport du Secrétaire général (A/70/59). Extraite de : <https://undocs.org/fr/A/70/59> (visité le 10/06/2019)

CHAPITRE 2

La Reconnaissance Des Droits Culturels Des Communautés Ethnolinguistiques Dans Les Pays Du Grand Maghreb: Le Cas Des Amazighs Du Maroc

Dr. Fouad AALOUANE

Enseignant chercheur à la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales. Université Sidi Mohamed Ben Abdellah de Fès

Résumé

La reconnaissance des droits culturels des communautés ethnolinguistiques revêt une grande ampleur vu son impact positif sur la protection et la préservation de leur identité. Les régimes politiques, y compris celles des pays maghrébins, devaient y voir une opportunité pour rétablir l'équilibre culturel, et non comme une stratégie de défense visant à contenir les mouvements de protestation. Dès lors, la promotion de la culture et l'officialisation de la langue de ces communautés constituent le moyen le plus efficace pour atteindre la consolidation de la stabilité politique et l'établissement d'une véritable unité nationale. Cette contribution cherche à mettre en lumière la question de la reconnaissance des droits culturels et linguistiques des communautés ethnolinguistiques dans les pays du Grand Maghreb, avec un accent particulier sur les amazighs du Maroc en abordant les acquis, les limites et les perspectives de la reconnaissance et la promotion de leurs droits.

Mots clés : droits culturels / communautés ethnolinguistiques / Amazighs / Grand Maghreb / Maroc.

Introduction

L'importance de la question de la reconnaissance des droits individuels et collectifs des communautés ethnolinguistiques dans les pays du Grand Maghreb tient principalement à leur situation socio-économique et culturelle généralement très insatisfaisante, et leur faible présence à la vie politique et même publique. Véritablement, les membres de ces groupes sont plusieurs fois soumis à une double discrimination, officielle et

populaire, à tel point qu'ils sont considérés comme inférieurs par certaines catégories de la polupation arabophone majoritaire.

Bien que la plupart des revendications des groupes ethnolinguistiques (minorités et peuples autochtones), à travers le monde, s'articulent autour de la composante culturelle et linguistique, les autorités politiques des pays maghrébins estiment que les revendications culturelles de ces communautés, qui tournent essentiellement autour de la reconnaissance de leur identité et l'officialisation de leurs langues, ne relèvent peut-être pas d'une importance majeure par rapport aux enjeux politiques, socio-économiques et sécuritaires de l'Etat. Ce qui est loin d'être acceptable par les militants de ces groupes, en raison de la place capitale qu'occupe la culture et la langue dans la communauté ethnolinguistique qui se caractérise par une identité culturelle et linguistique particulière.

En effet, la langue, en tant que composante essentielle de l'identité et lien principal entre les générations passées et présentes¹, joue un rôle prépondérant dans l'existence des communautés ethnolinguistiques dans les pays maghrébins. La langue amazighe, par exemple, est l'une des manifestations les plus importantes de la présence amazighe ancienne dans les pays du Grand Maghreb, ce qui rend impossible de séparer la langue du groupe de son identité.

Dés lors, les pays maghrébins sont appelés à adopter une politique linguistique équitable dans l'objectif de promouvoir les droits culturels des communautés ethnolinguistiques, et d'assurer la bonne gestion de la question de la diversité culturelle et langagière. Nonobstant que les pays maghrébins, dans le sillage des révolutions du printemps arabe, notamment le Maroc et l'Algérie, aient commencé à entretenir une politique linguistique établie même au niveau constitutionnel, qui répond aux

1 V.BERTILE, Langues régionales ou minoritaires et constitution : France, Espagne et Italie, Bruylant, Bruxelles, 2008, P3.

exigences de la démocratie, ils continuent, en réalité, à pratiquer une politique par défaut, en adoptant l'approche du «laisser-faire, laisser-aller», ce qui conduit à favoriser les langues majoritaires au détriment des langues minorées, l'amazighe en particulier, qui se trouvent alors en situation de danger². Chose qui semble tout à fait naturelle puisqu'il s'agit d'un néo constitutionnalisme arabe qui, tout en montrant des affinités avec les démocraties occidentales, s'en différencie toutefois par son caractère de démocratie constitutionnelle à référence arabo-islamique.³

Au vu de ce qui précède, Cet essai cherche à mettre en lumière la question de la reconnaissance des droits culturels des communautés ethnolinguistiques dans les pays du Grand Maghreb, avec un accent particulier sur les amazighs du Maroc en abordant les acquis, les limites et les perspectives de la reconnaissance et la promotion de leurs droits linguistiques et culturels.

L'importance de la reconnaissance des droits culturels des communautés ethnolinguistiques

La reconnaissance des droits culturels des groupes ethnolinguistiques, revêt une grande ampleur en raison de son impact positif sur leur protection. En effet, cette reconnaissance est pleinement compatible avec la nécessité d'accorder à ces communautés les droits nécessaires pour préserver leur identité culturelle, principalement liée à l'emploi et l'enseignement de leurs langues⁴.

Par conséquent, les droits culturels sont d'une importance particulière pour les minorités et les peuples autochtones. En fait, ils sont presque toujours au premier plan de leurs revendications

2 A.BOUKOUS, « L'officialisation De L'amazighe : Défis Et Enjeux », *Asinag*, N° 8, 2013, P.7.

3 G.GOZZI, « Démocratie et constitutionnalisme après les printemps arabes : Le cas de la Tunisie », *Quaderns de la Mediterrània*, n° 30/31, 2020, p.91.

4 Document de la réunion de Copenhague de la conférence sur la dimension humaine de la CSCE, Copenhague, 29 Juin 1990.

en raison de leur lien direct avec la question de l'identité. Ces droits - y compris le droit à l'éducation dans la langue maternelle - font partie des piliers fondamentaux des systèmes nationaux et internationaux des droits de l'homme, étant donné leur relation d'influence avec les autres droits, conformément au principe de l'indivisibilité des droits de l'homme, et leur contribution effective au développement de la compréhension, de la tolérance, de l'amitié et de la paix entre tous les groupes ethniques qui composent l'État, comme le droit de jouir des arts et le droit de participer à la vie culturelle⁵. Il convient également de noter que la promotion des droits culturels est nécessaire pour établir la démocratie et réaliser le développement économique et humain, car la vraie démocratie ne coexiste jamais avec l'ignorance, ce qui semble tout à fait naturel étant donné que la culture est l'oxygène de l'esprit humain.

Sur le même rang, les droits collectifs d'ordre culturel ont un impact très positif sur la préservation des caractéristiques ethniques des minorités linguistiques et des peuples autochtones, et la promotion de leur coexistence pacifique avec les autres composantes de l'État. Il convient de souligner la grande importance des droits collectifs des groupes ethnolinguistiques, car la violation de leurs droits en tant qu'entités met directement en danger la paix et la sécurité au niveau local, national et régional. En outre, l'idée d'accorder des droits collectifs à des groupes ethniques semble légitime et raisonnable car elle contribue à la mise en œuvre des droits individuels de leurs membres⁶.

Le plus important de ces droits collectifs d'ordre culturel peut être résumé comme suit : le droit des membres du groupe ethnolinguistique d'avoir, en commun avec les autres membres de leur groupe, leur propre vie culturelle, de pratiquer leurs

5 L'article 27 de la déclaration universelle des droits de l'homme, 1948.

6 J.ANDRIANTSIMBAZOVINA (dir), Dictionnaire des droits de l'homme, presses universitaires de France, Paris, 2008, p.548.

rites religieux, ou d'employer leur propre langue, conformément à l'article 27 du pacte international relatif aux droits civils et politiques, et le droit à l'éducation dans la langue maternelle conformément à l'article 29 de la convention relative aux droits de l'enfant. Ce dernier est d'une grande ampleur parce que la protection de l'identité est principalement liée à la pratique et l'enseignement de la langue. En effet, la langue n'est plus seulement un moyen de communication, car elle résume les éléments de l'histoire, de la civilisation et de la culture de la communauté ethnolinguistique. De ce fait, la langue est l'un des éléments les plus unificateurs de la communauté ethnique, dans la mesure où l'identité linguistique revêt une grande importance par rapport aux autres identités. C'est le cas notamment des amazighs des pays du Grand Maghreb, où la langue amazighe représente l'élément premier et original de tout l'échafaudage identitaire.

Les communautés ethnolinguistiques au Grand Maghreb : un processus à long terme de marginalisation des Amazighs

Les groupes ethnolinguistiques se distinguent des autres groupes humains par l'abondance et la diversité des caractéristiques qui lient leurs membres, constituées principalement de l'origine, la langue, la culture et l'histoire commune. Outre les arabes qui constituent le groupe ethnique dominant et majoritaire, linguistiquement, les amazighs constituent la communauté ethnolinguistique la plus importante dans les pays du Grand Maghreb, qu'ils soient tamazighs, chleuhs, rifains, kabyles, chaouias, nafusis, taznatits, zenagas..., ou autres⁷.

Il convient de souligner que les amazighs sont traités dans cette contribution en tant que minorité autochtone ou minorité

7 Université de Laval, « Les Berbères en Afrique du Nord », Aménagement linguistique dans le monde. Consulté le 27/01/2023, in <https://urlz.fr/jn5o>

historique⁸, d'un point de vue linguistique, sans que cela les prive du statut de peuples autochtones, pour deux raisons ; la première est que les amazighophones du Grand Maghreb sont moins nombreux que les arabophones, à titre d'exemple, les variations amazighs sont employées seulement par 26% des marocains selon les résultats du recensement général de la population de 2014,⁹ la seconde est que de nombreuses régions dans lesquelles vivent les membres de ce groupe ne sont pas témoins des manifestations de la vie du peuple indigène.

Dans la majorité des pays du Maghreb, les amazighs ont subi un déni presque total de leur identité, de leur culture, de leur langue et de leur contribution à la construction de l'histoire de leurs Etats. La gravité de cette situation réside non seulement dans le fait que la non-reconnaissance est plus dangereuse que la persécution, mais parce que la non-reconnaissance permet aux Etats de se soustraire à leurs obligations juridiques et politiques envers ces groupes. Le meilleur exemple vient de la Tunisie, le préambule de sa constitution « moderne » adopté trois ans après la révolution de 2011, dispose clairement que l'identité arabo-islamique est la seule identité de l'État¹⁰.

La situation était presque la même dans les autres pays du Maghreb. En Algérie, par exemple, la plupart des discours d'hommes politiques ont nié l'existence du "peuple des Kabyles", y compris les présidents de l'Algérie, dont l'un a déclaré : "... tous les Algériens sont des Arabes", dans un déni catégorique de l'existence des communautés ethniques non arabes.¹¹ Au Maroc,

8 C.POLERE, « Minorité ethnique », *Millénaire 3*, Janvier 2002, p.13.

9 Haut-commissariat au plan, Indicateurs RGPH 2014, Langues locales utilisées - Maroc, 2022. Consulté le 27/01/2023, in : <http://rgphentableaux.hcp.ma/Default1/>

10 Le préambule de la Constitution tunisienne de 2014 dispose : «...par notre mouvement réformiste éclairé fondé sur les éléments de notre identité arabo-musulmane et sur les acquis universels de la civilisation humaine... »

11 G.F.Dumont, « La prise en compte des groupes humains minoritaires selon les Etats », in : J.P.BARBICHE, L.OMMUNDSEN (dir), *Sociétés réconciliées ? Des*

l'amazigh qui constitue l'identité originelle de la population a été considérée, pendant de nombreuses années, parmi les grands tabous politiques. Ceux qui l'abordent sont qualifiés d'antipatriotiques, et accusés de semer la discorde, de menacer la stabilité du pays et de saper la cohésion sociale, au point que l'usage du mot « amazigh » a été interdit depuis l'indépendance jusqu'à la fin des années 1990. Et même s'il existe des nuances entre les deux pays, les politiques linguistique et culturelle du Maroc et de l'Algérie ont eu pour ligne de force la concrétisation de l'arabo-islamisme à travers l'arabisation et extension de l'usage de la langue arabe. Situation avec laquelle, les deux géants maghrébins, n'ont reconnu aucun statut ni aucune place à la composante amazighe pendant de longues années.¹²

L'affirmation identitaire amazighe commence à apparaître progressivement, plus particulièrement depuis la dernière décennie du XXe siècle, et les revendications de la constitutionnalisation des droits des amazighs se sont multipliées, notamment au Maroc où les acteurs du mouvement amazigh considèrent que seule une reconnaissance de l'identité, de la culture et de la langue amazighe par la loi suprême du pays est garante de sa protection,¹³ et en Algérie, où des militants associatifs, des intellectuels et de nombreux individus, n'appartenant à aucun regroupement politique, lancent en mars 2013 une pétition qui réclame la reconnaissance de la langue amazighe en tant que langue officielle.¹⁴

peuples à la recherche d'un compromis entre passion et raison, L'harmattan, Paris, 2008, p.17.

12 S.CHAKER, « L'officialisation de tamazight (Maroc/Algérie) : quelques réflexions et interrogations sur une dynamique aux incidences potentielles considérables », *Asinag*, n°.8, 2013, p.36.

13 F.AIT MOUS, « Les enjeux de l'amazighité au Maroc », *Confluences Méditerranée*, n°.78, 2011, p.128.

14 D.LE SAOUT, « Les associations amazighes au défi de l'institutionnalisation au Maroc et en Algérie : Entre logique consensuelle et logique protestataire », in : M.TILMATINE, T.DESRUES (dir), *Les revendications amazighes dans la*

Les révolutions du printemps arabe ont contribué à la concrétisation de ces revendications¹⁵. Ainsi, le statut juridique de la langue amazighe a profondément évolué, durant la dernière décennie, notamment dans les deux principaux pays amazighophones, l'Algérie et le Maroc. Les deux pays sont passés du déni total de cette langue, dans leur constitution, à une situation où elle y est reconnue comme réalité du pays¹⁶.

Le cas des Amazighs du Maroc : une reconnaissance incomplète

La marginalisation de l'amazighe en tant que culture et langue s'est accompagnée d'une non-reconnaissance absolue de son existence. Tout au long des constitutions de 1962, 1970, 1972, 1982, 1992 et 1996, aucune référence n'a été aux autres composantes de l'identité marocaine à l'exception de l'identité arabo-islamique.

La constitution de 2011 : le grand espoir

Dans le but d'établir une véritable réconciliation avec les amazighs, longtemps ignorés, et d'instaurer une unité nationale réelle fondée sur la diversité de l'identité marocaine, la constitution de 2011 a marqué un changement majeur dans la question de la reconnaissance des droits culturels de cette communauté. Le préambule de la nouvelle constitution, pour la

tourmente des « printemps arabes », Centre Jacques-Berque, Rabat, 2017, pp. 161-193

15 On peut affirmer que la violation des droits des groupes ethniques par les régimes politiques et leur mauvaise gestion de la diversité ethnolinguistique ont largement contribué à l'émergence des révolutions du printemps arabe. Il convient également de noter que les groupes ethniques étaient présents, à des degrés divers, lors des manifestations, obligeant ainsi les régimes politiques à entreprendre des réformes politiques et constitutionnelles, comme c'est le cas avec le mouvement du 20 février au Maroc.

16 S.CHAKER, « L'officialisation de tamazight (Maroc/Algérie) », op.cit., P35-36.

première fois, dispose que l'amazighe est une composante de base de l'identité marocaine¹⁷.

Cette reconnaissance était tangible dans l'article 5 de la Constitution qui a approuvé l'amazighe comme langue officielle de l'Etat marocain. Ce qui ouvre largement la porte à cette communauté pour bénéficier d'un ensemble de droits linguistiques et culturels dans l'objectif d'assurer une meilleure protection, conformément aux dispositions de la déclaration de l'ONU de 1992 sur les droits des personnes appartenant à des minorités, et la déclaration de l'ONU de 2007 sur les droits des peuples autochtones.

La concrétisation de cette constitutionnalisation a nécessité la promulgation d'une panoplie des lois organiques, adoptées en 2019, qui ont offert de réelles opportunités, notamment : la loi 04-16 qui consacre la fondation du Conseil national des langues et de la culture marocaine ; la loi-cadre 51.17 relative à la réforme du système national d'éducation et de formation ; et la loi 26-16 qui définit les étapes et les domaines de la mise en œuvre du caractère officiel de l'amazighe.

En vertu de cette dernière loi, l'officialisation de la langue amazighe comprend à titre d'exemple: la publication d'une copie du Bulletin officiel en langue amazighe, l'utilisation de l'une des deux langues officielles pour s'adresser aux Marocains, l'établissement dans les deux langues officielles des documents administratifs, la communication en langue amazighe sur les sites électroniques des établissements publics et des administrations, et la considération de la langue amazighe comme langue d'accès à la justice. Il convient de souligner que la loi 26-16 assure le droit à apprendre la langue : à savoir la généralisation de l'enseignement de l'amazighe sur le plan vertical, à l'ensemble

17 Le Préambule De La Constitution Marocaine De 2011 Dispose : « Son Unité, Forcée Par La Convergence De Ses Composantes Arabo-Islamique, Amazighe Et Saharo-Hassanie,.. »

des niveaux de l'enseignement ; la généralisation de l'enseignement de l'amazighe sur le plan horizontal, pour concerner toutes les régions du Royaume ; et le caractère obligatoire de cet enseignement.

La reconnaissance des droits culturels et linguistiques des amazighs : un avenir incertain

Néanmoins, la reconnaissance constitutionnelle des droits linguistiques et culturels des amazighs n'a pas été suivie de procédures concrètes à tel point qu'on peut parler d'une reconnaissance incomplète. En fait, la langue amazighe est presque absente de la scène publique, le développement de son enseignement est en retard remarquable, et le nouvel an amazigh, Yennayer, n'est toujours pas reconnu comme fête nationale¹⁸. Situation avec laquelle l'avenir de la concrétisation de cette reconnaissance demeure incertain, en particulier avec de réels défis et obstacles.

D'abord, il y a la loi organique 26-16 qui définit les étapes et les domaines de la mise en œuvre du caractère officiel de l'amazighe. Véritablement, malgré les opportunités offertes par cette loi, des craintes réelles subsistent quant au caractère vague et imprécis de certaines de ses dispositions, et la longue période accordée pour son application qui atteint 15 ans¹⁹.

Ensuite, il y a la question de la mise en valeur de l'amazighe en tant que langue à part entière. Véritablement, il faut cesser de considérer les variations amazighes comme des dialectes inférieurs à la langue arabe présentée comme la langue du Coran. En fait, un dialecte n'est pas une langue démunie d'un système graphique mais une langue qui a échoué politiquement.²⁰ Dans

18 À Vrai Dire, Les Amazighs Ne Manquent Pas Cette Date Pour Evaluer Le Bilan De Cette Reconnaissance Dans La Vie Publique, Vu La Dimension A La Fois Culturelle Et Historique De Cette Date.

19 Les Articles 31 Et 32 De La Loi Organique 26-16 Prévoient Que Plusieurs Dispositions Entreront En Vigueur Dans Un Délai Compris Entre 5 Et 15 Ans.

20 F.AIT MOUS, « Les enjeux de l'amazighité au Maroc », op.cit., p.122.

ce sens, Claude Hagège considère que tout dialecte est une langue. Au même rang, Jean Sibille affirme qu'il n'y a pas d'hierarchie entre les pratiques linguistiques.²¹

Ce qui est inconcevable, c'est que la supériorité de la langue de la majorité arabophone a été consacrée dans la constitution de 2011. En effet, l'article 5 de la constitution a reconnu l'amazighe comme langue officielle mais tout en confirmant la préférence de la langue arabe et en vidant, par suite, cette officialisation de toute substance.

L'article 5 de la constitution de 2011

L'arabe demeure la langue officielle de l'Etat. L'Etat œuvre à la protection et au développement de la langue arabe, ainsi qu'à la promotion de son utilisation.

De même, l'amazighe constitue une langue officielle de l'Etat, en tant que patrimoine commun à tous les Marocains sans exception..

Ainsi formulé, ce texte constitutionnel peut être l'objet d'interprétations divergentes. En fait, consacrer l'officialisation de l'arabe et de l'amazighe dans deux paragraphes distincts suggère qu'il y a une relation hiérarchique entre une première langue, l'arabe, et une deuxième, l'amazighe. Par conséquent, on peut dire que l'article 5 a reconnu l'amazighe comme langue officielle tout en confirmant la préférence de la langue arabe, et en rassurant la majorité arabophone en garant la protection et le développement de sa langue qui est déjà en position de domination.

Cependant, la constitution marocaine était beaucoup mieux que celle de l'Algérie dans le traitement de la constitutionnalisation de l'amazighe. Même que les deux constitutions avaient un contenu et même parfois une formulation presque pareille. La constitution algérienne de 1996 révisée en

21 V.BERTILE, *Langues régionales ou minoritaires et constitution*, op.cit., p.2.

2020 a consacré une hiérarchie flagrante des deux langues en utilisant, non seulement deux paragraphes, mais deux articles distincts à chacune des deux langues.

Les articles 3 et 4 de la constitution algérienne de 1996 révisée en 2020²²

Art. 3 — L'Arabe est la langue nationale et officielle. L'Arabe demeure la langue officielle de l'Etat. Il est créé auprès du Président de la République, un Haut Conseil de la Langue Arabe...

Art. 4 — Tamazight est également langue nationale et officielle. L'Etat œuvre à sa promotion et à son développement dans toutes ses variétés linguistiques en usage sur le territoire national. Il est créé une Académie algérienne de la Langue Amazighe, placée auprès du Président de la République...

Néanmoins, une réforme constitutionnelle incluant une reformulation de l'article 5 de la constitution marocaine est très souhaitable pour promouvoir et mettre en valeur la langue amazighe en tant que langue à part entière tout en veillant à ne pas porter atteinte à la langue de la majorité arabophone. Ce qui conduit finalement à l'instauration d'un véritable équilibre linguistique fondé sur une relation horizontale entre les deux langues. En effet, il faudrait revenir à la première version du texte constitutionnel remise par la Commission consultative pour la révision de la constitution qui contenait, à l'instar d'autres pays à majorité arabophone comme l'Irak²³, une seule phrase stipulant que : « *La langue arabe et la langue amazighe sont les*

22 Force est de constater que les algériens ont beaucoup bénéficié de la formulation de l'article 5 de la constitution marocaine de 2011 pour rédiger les articles 3 et 4 de leur constitution, à tel point qu'ils ont parfois utilisé les mêmes expressions.

23 L'article 4 De Constitution d'Irak De 2005 Dispose Que « La Langue Arabe Et La Langue Kurde Sont Les Deux Langues Officielles De l'Irak.. ». Cet Article Consacre L'officialisation De La Langue De La Communauté Ethnolinguistique Kurde Dans Un Seul Paragraphe, Sans Exprimer D'hiérarchie Ou De Supériorité De L'arabe En Tant Que Langue Majoritaire.

deux langues officielles du Maroc ». Cette formule a été atténuée sous la pression des partis conservateurs.

Conclusion

En guise de conclusion, il convient de noter que la reconnaissance des droits culturels des amazighs, à l'instar des autres communautés ethnolinguistiques du Grand Maghreb, doit être considérée comme une opportunité pour rétablir l'équilibre culturel, et non comme une stratégie de défense de l'Etat dans le but de contenir les mouvements de protestation.

Dès lors, tout en reconnaissant que le Maroc était beaucoup mieux que les autres pays du Grand Maghreb dans le traitement de la question de la reconnaissance des droits culturels des communautés ethnolinguistiques, force est de constater que la protection effective des droits culturels des amazighs dépend étroitement de la volonté politique pour traduire sur le terrain les engagements du gouvernement concernant la mise en œuvre du caractère officiel de la langue amazighe et entreprendre, à moyen terme, une réforme constitutionnelle incluant une reformulation de l'article 5 de la constitution. Ce qui aura un impact très positif sur le renforcement de la stabilité politique et l'établissement d'une véritable unité nationale dans un pays qui a de la chance de ne pas avoir un degré élevé de la fractionalisation ethnolinguistique.

Bibliographie

A.BOUKOUS, « L'officialisation de l'amazighe : défis et enjeux », *Asinag*, n°8, 2013.

C.POLERE, « Minorité ethnique », *Millénaire* 3, Janvier 2002.

Constitution algérienne de 1996 révisée en 2020.

Constitution marocaine de 2011.

Constitution tunisienne de 2014.

Constitution irakienne de 2005.

Convention relative aux droits de l'enfant de 1989.

D.LE SAOUT, « Les associations amazighes au défi de l'institutionnalisation au Maroc et en Algérie : Entre logique consensuelle et logique protestataire », in : M.TILMATINE, T.DESRUES (dir), *Les revendications amazighes dans la tourmente des « printemps arabes »*, Centre Jacques-Berque, Rabat, 2017, pp. 161-193.

Déclaration de l'ONU sur les droits des personnes appartenant à des minorités de 1992.

Déclaration de l'ONU sur les droits des peuples autochtones de 2007.

Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948.

Document de la réunion de Copenhague de la conférence sur la dimension humaine de la CSCE, Copenhague, 29 Juin 1990.

F.AIT MOUS, « Les enjeux de l'amazighité au Maroc », *Confluences Méditerranée*, n°.78, 2011

G.F.Dumont, « La prise en compte des groupes humains minoritaires selon les Etats », in : J.P.BARBICHE, L.OMMUNDSEN (dir), *Sociétés réconciliées ? Des peuples à la recherche d'un compromis entre passion et raison*, L'harmattan, Paris, 2008.

G.GOZZI, « Démocratie et constitutionnalisme après les printemps arabes : Le cas de la Tunisie », *Quaderns de la Mediterrània*, n°.30/31, 2020

Haut-commissariat au plan, Indicateurs RGPH 2014, Langues locales utilisées - Maroc, 2022. Consulté le 27/01/2023, in : <http://rgphentableaux.hcp.ma/Default1/>

J.ANDRIANTSIMBAZOVINA (dir), *Dictionnaire des droits de l'homme*, presses universitaires de France, Paris, 2008.

Loi 04-16 qui consacre la fondation du Conseil national des langues et de la culture marocaine, adoptée en 2019.

Loi 26-16 qui définit les étapes et les domaines de la mise en œuvre du caractère officiel de l'amazighe, adoptée en 2019.

Loi-cadre 51.17 relative à la réforme du système national d'éducation et de formation, adoptée en 2019.

Pacte international des droits civils et politiques de 1966.

S.CHAKER, « L'officialisation de tamazight (Maroc/Algérie) : quelques réflexions et interrogations sur une dynamique aux incidences potentielles considérables », *Asinag*, n° 8, 2013.

Université de Laval, « Les Berbères en Afrique du Nord », **Aménagement linguistique dans le monde**. Consulté le 27/01/2023, in <https://urlz.fr/jn5o>

V.BERTILE, *Langues régionales ou minoritaires et constitution : France, Espagne et Italie*, Bruylant, Bruxelles, 2008.

CHAPITRE 3

Espace Public Et Droits De L'homme: La Contestation Dans Les Pays Maghrebins: Cas Du Maroc Et De L'algerie?

Dr. EL ASSER ABDERRAZAK

Professeur De Sciences Politiques, EPGOT,
FSJESM – UHII – Casablanca

Résumé

Depuis le début des premières années d'indépendance, les pays du « grand Maghreb » ont vu s'installer des régimes politiques perçus comme despotiques, autoritaires et totalitaires (?). Un état de fait qui a marqué la vie politique de ces pays. Cela a eu des répercussions sur les droits de l'homme, ainsi que sur les libertés individuelles et collectives. Le champ de l'action politique est limité à celui du pouvoir politique dominant. Toute forme d'opposition et de contestation, est perçue comme une atteinte à l'ordre public et à la sécurité interne de l'Etat. Or, les dynamiques politiques, économiques, et socioculturelles qu'ont connu ces pays depuis le début des années 1980-1990 jusqu'à nos jours, ont brisé ce statuquo. Ces dynamiques ont poussé ces régimes à affronter une nouvelle réalité qui consacre de facto le droit à la contestation. Mais, toute forme de revendication trouve du mal à s'exprimer en raison du contrôle total exercé par ces régimes sur l'espace public. D'où ce rapport dialectique entre démocratie, espace public, droits de l'homme, droit à la contestation...Une situation qu'on ne peut pas approcher en dehors de l'étude de la nature des régimes politiques installés dans ces pays. C'est ce que ce papier essaye de vérifier sur la base d'une approche sociohistorique des rapports dialectiques entre le droit à la contestation et l'espace public à travers les cas empiriques du Maroc et de l'Algérie.

Mots clés : Espace public – Contestation – Action sociale – Etat – Droits Humains.

Abstract

Since the beginning of the first years of independence, the countries of the «Great Maghreb» have seen the establishment of political regimes perceived as despotic, authoritarian and totalitarian (?). This situation has marked the political life of these countries. This has had repercussions on human rights, as well as on individual and collective freedoms. The scope of political action is limited to that of the dominant political power. Any form of opposition and contestation is perceived as an attack on the public order and the internal security of the State. However, the political, economic and socio-cultural dynamics experienced by these countries from the early 1980s to the present day have shattered this status quo. These dynamics have pushed these regimes to face a new reality that de facto enshrines the right to challenge. But any form of claim finds it difficult to express itself because of the total control exercised by these regimes over public space. Hence the dialectical relationship between democracy, public space, human rights, the right to protest... This situation cannot be approached outside the study of the nature of the political regimes established in these countries. This is what this paper tries to verify on the basis of a sociohistorical approach of the dialectical relations between the right to protest and the public space through the empirical cases of Morocco and Algeria.

Keywords : Public space – Protest – Social action – State – Human Rights.

Introduction

L'évolution des sociétés humaines a été marquée par des processus de ruptures historiques entre des phases de despotisme, d'autoritarisme et de totalitarisme¹, mais aussi de tentatives de

¹ Bernard Bruneteau, *Les Totalitarismes*, Paris, Armand Colin, 1999 ; Arendt, Hannah, *Le système totalitaire*, traduit de l'américain par Jean-Loup Bourget, Robert Davreu et Patrick Lévy, révisé par Hélène Frappat, Paris,

« démocratisation ». Toutefois, les formes autoritaires ont souvent rétréci et combattu les libertés et les droits individuels et collectifs au sein de leurs propres sociétés. Ipso facto, les marges de liberté et de droits ont été largement limitées dans ce genre de régimes. Une situation qui a beaucoup impacté l'exercice des droits et des libertés et par conséquent l'émergence d'un espace public. Un espace dont lequel peuvent s'exprimer les opinions et les comportements politiques opposés aux orientations et choix du pouvoir politique dominant.

Or, le droit à la contestation, le droit à la protestation, le droit de dire « non » sont autant de droits qui ne peuvent pas être perçus comme des droits consacrés uniquement par le droit positif. Ils sont, au contraire, des droits naturels, des droits humains inaliénables. Ces droits s'expriment sous forme de comportements sociaux, de conduites sociales, mais aussi de modes de pensée. Ils prennent forme dans le cadre de relations sociales structurées par le phénomène de pouvoir. Il s'agit là d'un état d'actions et d'interactions sociales qui se développent dans un espace social structuré par un phénomène d'asymétrie sociale. Un état qui révèle l'existence d'une certaine répartition inégale des ressources matérielles et symboliques.

En effet, les droits de l'homme / humains sont perçus comme des droits fondamentaux ; un ensemble de droits qui conditionnent la liberté de l'Homme, la dignité et l'épanouissement de la personnalité de l'Homme. Ils sont consacrés et protégés par le droit positif. Mais, l'exercice des libertés publiques dans la plus part des Etats du monde se heurte à la nature des régimes politiques et aux limitations imposées par les autorités publiques. Celles-ci interviennent pour autoriser ou interdire l'exercice de ces droits. Dans les régimes autoritaires, la

Éditions du Seuil, 2005.(1951), p.306-309. ; Arendt, Hannah, La nature du totalitarisme, traduit de l'anglais et préfacé par Michelle-Irène B. de Launay, Paris, Payot, 1990, p. 130-131 ; Aron Raymond, Études politiques, Paris, Gallimard, 1972, p. 206. ; Aron, Raymond, Démocratie et totalitarisme, édition Gallimard, 1987.

notion de liberté n'existe pas. Les droits humains sont sacrifiés au profit du pouvoir autoritaire. Toutefois, l'histoire des sociétés humaines regorge des épisodes de lutte pour la consécration de ces droits humains dont le droit à la contestation.

Contester, protester, se soulever, se manifester... sont autant de verbes qui expriment un phénomène de refus, de rejet, et surtout d'opposition. Celle-ci s'exprime dans un espace social concurrentiel et conflictuel. Un espace de contestation politique, économique, sociale, culturelle... mais aussi d'opposition politique, économique, socioculturelle... Ce phénomène peut prendre la forme de l'émeute, du soulèvement populaire ou de révolte et donc de « révolution ». Il exprime aussi une certaine forme de dynamiques sociales qui révèlent la nature des rapports de forces qui structurent le fonctionnement interne de chaque société humaine.

Le phénomène de la contestation sociale, auquel sont inféodés les phénomènes de contestation politique, économique, culturelle..., est un phénomène qui soulève les questions d'exercice du pouvoir, du gouvernement, de la gouvernance de la chose publique, de la répartition des ressources, de la justice / injustice sociales, de la liberté, de la dignité, de la démocratie... Il s'agit d'un ensemble de déterminants qui jouent en faveur de la génération de la contestation sociale. Celle-ci s'attelle aux phénomènes du conflit social et du changement social. Deux grands phénomènes sur lesquels se sont arrêtés deux grands sociologues : Boudon et Coser². Ces deux phénomènes s'inscrivent dans le cadre d'une logique de tiraillement entre la société et la classe politique dirigeante. Un tiraillement entre les besoins et les attentes de la société (Inputs), et les politiques publiques du régime politique (Outputs).

2 Coser. Lewis. A, Les fonctions du conflit social. Paris, Presses Universitaires de France, 1982, 183 p ; Boudon Raymond, La place du désordre. Critique des théories du changement social. Paris, Presses Universitaires de France, 1984, 245 p.

Dans le cas des pays maghrébins, dès le début des premières années d'indépendance, ces pays ont vu s'installer des régimes politiques perçus comme despotiques, autoritaires et totalitaires (?). Un état de fait qui a marqué la vie politique de ces pays. Cela a entraîné des répercussions sur les droits de l'Homme, et les libertés individuelles et collectives. Le champ de l'action politique est limité à celui du pouvoir politique dominant. Toute forme d'opposition et de contestation, est perçue comme une atteinte à l'ordre public et à la sécurité interne de l'Etat. Or, les dynamiques politiques, économiques, et socioculturelles qu'ont connu ces pays depuis le début des années 1980-1990 jusqu'à nos jours, ont brisé ce statu quo. Ces dynamiques ont poussé ces régimes à affronter une nouvelle réalité qui consacre de facto le droit à la contestation. Mais, toute forme de revendication trouve du mal à s'exprimer en raison du contrôle total exercé par ces régimes sur l'espace public.

C'est pour cette raison que le droit à la contestation pose le problème des rapports dialectiques entre démocratie, espace public et droits de l'Homme dans les pays maghrébins... Une situation qu'on ne peut pas approcher en dehors de l'étude de la nature des régimes politiques installés dans ces pays. D'où la question suivante : dans quelle mesure l'espace public maghrébin, en l'occurrence marocain et algérien, permet au phénomène de la contestation de s'exprimer librement en tant que l'un des droits humains fondamental et inaliénable ? Une question qui ne peut pas être étudiée que sur la base d'une approche sociohistorique pour permettre de relater cette relation dialectique entre ces deux phénomènes. Cette approche vise à nous permettre de mettre en relief les différentes dynamiques qui ont marqué l'évolution des rapports de force entre la société et le pouvoir politique au Maghreb. D'où l'hypothèse suivante : l'exercice du droit à la contestation en tant que droit inaliénable de la famille des droits de l'Homme, ne peut s'épanouir que dans le cadre d'un espace public garanti et assuré par un système

politique démocratique. Autrement dit : le droit à la contestation comme le droit à la protestation ne sont pas des droits de cité dans les pays maghrébins, mais des réalités sociales qui expriment un état de rapports de forces entre la société et le pouvoir politique dominant. Dans quelle mesure cette hypothèse peut être vérifiée à l'échelle des pays du grand Maghreb ? C'est cette hypothèse que ce papier essaye de vérifier au niveau de la région maghrébine en essayant d'approcher les rapports dialectiques entre l'espace public et le phénomène de contestation dans les pays maghrébins, d'où les paragraphes suivants : Espace public et phénomène de la contestation dans des systèmes politiques fermés (I), Espace public et phénomène de la contestation dans des systèmes politiques semi ouverts (II).

I - Espace public et phénomène de la contestation dans des systèmes politiques fermés

Le concept d'espace public³ fait référence à une sphère ou un ensemble de sphères sociopolitique, économique et culturelle dont lesquelles s'expriment des phénomènes de communication, de discussion, de délibération et d'échange interindividuels ou intergroupes sur la chose publique, sur le bien commun. Il est pour Habermas⁴ l'expression d'un intérêt général partagé par tous au terme d'une délibération fondée sur des échanges dûment argumentés⁵. L'espace public (öffentlicher Raum) représente le

3 « L'espace public, c'est un ensemble de personnes privées rassemblées pour discuter des questions d'intérêt commun. Cette idée prend naissance dans l'Europe moderne, dans la constitution des espaces publics bourgeois qui interviennent comme contrepoids des pouvoirs absolutistes. Ces espaces ont pour but de médiatiser la société et l'État, en tenant l'État responsable devant la société par la publicité, la Öffentlichkeit dont parlait Kant », in Marc Lits, « l'espace public : concept fondateur de la communication revue Hermès, 2014/3 n° 70 | pages 77 à 81, p 77

4 Habermas, J., *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1978.. Habermas, J., « "L'espace public", 30 ans après », *Quaderni*, n° 18, 1992, P 161-191.

5 Marc Lits, « l'espace public : concept fondateur de la communication revue Hermès, 2014/3 n° 70 |, P 77

cadre social dans lequel s'effectue une communication libre, qui prend pour sujet tout ce qui concerne la culture et la collectivité. Il passe pour un régulateur intellectuel qui est propice à l'auto-organisation libre et rationnelle de la société et au perfectionnement de l'État, qui limite l'abus du pouvoir. Avec les institutions du marché, des associations ou des partis, l'espace public peut être considéré comme la catégorie centrale de la société civile⁶.

Cette approche de l'espace public, perçu dans le sens matériel et symbolique du mot, fait de cette notion une sphère où la critique s'exerce contre le pouvoir de l'Etat⁷. C'est un espace de discussion entre la société civile (l'ensemble des intérêts privés) et l'Etat responsable de faire appliquer les règles communes. C'est un espace d'échange des informations sur les questions publiques : dans des cafés, salons, salles de réunion, marchés publics... Il s'incarne dans un espace autonome et ouvert ; une arène accessible à tous les individus ; il permet de constituer une opinion publique. Dans son évolution historique, l'espace public n'est plus réservé aux seuls acteurs institutionnels et éclairés (la bourgeoisie) mais, il se comprend désormais à partir de la société civile et des médias de masse.

En effet, l'approche habermassienne s'inscrit dans la tradition des Lumières (un ancrage normatif, historique et socioculturel). L'espace public se présente dans cette optique, comme un espace délibératif qui se développe conjointement à la naissance d'une presse d'opinion qui publicise les débats de la bourgeoisie européenne des 18^e et 19^e siècles. Mais ce modèle idéal ne fonctionne pas dans des systèmes non démocratiques où les médias sont intégralement au service du pouvoir, et il s'organise

6 Nina Birkner, York-Gothart Mix, « Qu'est-ce que l'espace public ? » Histoire du mot et du concept », Société Française d'Étude du Dix-Huitième Siècle [revue «Dix-huitième siècle » 2014/1 n° 46 | P285

7 Habermas, J., *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1978. P61

aussi d'une autre manière dans des sociétés construites sur d'autres systèmes de représentation (en Afrique ou en Amérique latine, par exemple). Le modèle peut donc être opératoire pour les démocraties naissantes de l'Europe occidentale du XIXe siècle, mais il semble devoir être adapté quand il s'applique à d'autres lieux et à d'autres temps, voire être inadéquat⁸.

L'évolution des sociétés humaines au cours du 20^e siècle, a fait que la réception du concept de l'espace public varie d'un espace socioculturel à l'autre⁹. Le nouvel espace public est de plus en plus hétérogène¹⁰. Cela a donné naissance à de petits espaces multiples et alternatifs. Cet espace symbolique plus éclaté met en tension des discours d'acteurs sociaux souvent contradictoires, et issus des mondes politiques, religieux, culturels, associatifs¹¹. Il fait aussi rencontrer de multiples « discours circulants »¹² qui établissent des rapports de pouvoir et de contre-pouvoir¹³ entre les différents acteurs de la société et le pouvoir politique dominant. D'où la naissance d'un nouveau type d'espace multi-médiatique qui ne correspond plus au modèle de l'espace public tel que proposé par Habermas¹⁴.

C'est cette nouvelle donne qui a poussé certains chercheurs maghrébins¹⁵ à envisager le concept de l'espace public d'une autre manière sur le territoire maghrébin. Partant des travaux des

8 Marc Lits, « l'espace public : concept fondateur de la communication », revue Hermès, 2014/3 n° 70 |, P 77 -78.

9 Ibid. P78.

10 Gitlin, T., « Public Sphere or Public Sphericules ? », in Liebes, T. et Curran, J. (dir.), *Media, Ritual, Identity*, Londres, Routledge, 1998, p. 168-175.

11 Wolton, D., *Penser la communication*, Paris, Flammarion, 1997.

12 Charaudeau, P., *Le Discours d'information médiatique. La construction du miroir social*, Paris, Nathan/INA, 1997.

13 Marc Lits, « l'espace public : concept fondateur de la communication revue Hermès, 2014/3 n° 70 |, P 79.

14 Ibid. P 80

15 Hassan Remaoun et Ahmed Khouaja (dir.), (2019). Les mots au Maghreb. Dictionnaire de l'espace public. Oran/Tunis : CRASC/DIRASET, P422.

classiques¹⁶, l'espace public est pensé dans une double articulation : l'interaction entre la sphère publique (société civile) et l'État et la proximité du privé avec le public. La première est justifiée notamment par la grande ébullition politique et sociale que vit le Maghreb depuis 2011. La seconde, quant à elle, informe que dans la pratique, très souvent, le « privé tendrait à déteindre ou même à se confondre avec le public »¹⁷. Cette double perception de la nouvelle forme de l'espace public n'est pas propre aux sociétés maghrébines. La multiplicité, la diversité et l'hétérogénéité structurent cette notion d'espace public qui s'adapte aux différents cadres socioculturels dont lesquels elle émerge.

Dans cette optique, il est lieu de mettre en exergue que, depuis leurs premières années d'indépendance, les pays maghrébins ont connu la naissance difficile d'une certaine forme d'espace politique conflictuel et non pas d'un espace public au sens habermassien et arendtien¹⁸ du terme. La vie politique est marquée par des relations tensionnelles entre les régimes politiques dominants et les oppositions nationales. L'emprise du pouvoir politique sur les médias, le non-respect des droits de l'Homme et des libertés publiques, ont consacré la manne de l'Etat sur la société. D'où cette spécificité qui a marqué les pays maghrébins dominés par des régimes politiques autoritaires et totalitaires. Une spécificité développée par l'ensemble des pays autoritaires du monde, et surtout les régimes à parti unique.

Les pays maghrébins ont connu le développement d'oppositions politiques, sociales, économiques et culturelles / identitaires souvent violentes et même armées. Des oppositions

16 ARENDT, H., *La Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Levy, 1983.
HABERMAS, J., *L'Espace public*, Paris, Payot, 1978.

17 Hassan Remaoun et Ahmed Khouaja (dir.), (2019). Les mots au Maghreb. Dictionnaire de l'espace public. Oran/Tunis : CRASC/DIRASET, 422 P P23. In revue *Insaniyat* N°88 | 2020 | *Hirak*, enjeux politiques et dynamiques sociales - Discours et acteurs| P141-142 |

18 ARENDT, H., *La Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1983.

qui avaient exprimé une culture de contestation politique, sociale et culturelle à l'égard des régimes politiques dominants. En effet, la liberté de manifestation n'est pas autonome des autres libertés. C'est une liberté reconnue sur le plan universel comme le vecteur implicite d'une expression de la nation souveraine incarnant le bien public. Ce droit à la contestation est garanti et assuré dans les constitutions des pays maghrébins et d'autres textes juridiques¹⁹ comme une liberté d'expression et d'opinion qui peut prendre la forme orale / écrite (médias) ou actionnelle (manifestations). Mais dans la pratique, ce droit est foncièrement interdit. Il est considéré comme une atteinte à l'ordre public et à la sécurité interne de l'Etat. Cela ne peut être expliqué que par la nature despotique, autoritaire et totalitaire des régimes politiques maghrébins.

Au Maroc, le dahir des libertés publiques de 1958 a consacré un ensemble de droits humains. Un texte complété par d'autres textes juridiques dont la constitution de 2011. Mais l'histoire politique du Maroc moderne depuis 1956 jusqu'à 1999, révèle que ce pays a vécu sous un régime de monarchie absolutiste qui monopolise tous les pouvoirs. Le caractère divin du pouvoir monarchique (roi commandeur des croyants)²⁰, fait du roi la seule personne qui détient les commandes de la destinée de l'Etat et de la nation. Nous sommes en présence d'un pouvoir personnalisé à caractère patriarcal et patrimonial où le domaine public est avalé par le domaine privé. Un régime politique qui est le seul acteur sur la scène politique. Les autres formations d'oppositions sont réduites à de simples cadres qui vivent dans l'ombre d'un seul

19 Dahir n° 1-58-376 du 3 jourmada I 1378 (15 novembre 1958) réglementant le droit d'association, tel qu'il a été modifié et complété. Bulletin officiel n° 2404 bis du 27/11/1958 (27 novembre 1958).

20 John Waterbury, Le Commandeur des croyants : la monarchie marocaine et son élite ; Presses universitaires de France, Paris : 1975.

parti politique ; c'est le parti du roi²¹ constitué de partis politiques qui fonctionnent dans le giron du « makhzen »²². Cette notion de makhzen fait référence à une culture et donc à un esprit de monopole sur la vie politique, sur l'espace public et sur les leviers du pouvoir.

Dans ce contexte de système politique fermé, et de monopole total exercé sur l'espace public et sur le champ politique, les droits humains sont, *in fine*, hors-jeu. Par conséquent, toutes les conditions de la déflagration sociale et politique ont été réunies en cette période. Les grandes émeutes de Casablanca en 1965 vont ouvrir la voie à la contestation populaire mais aussi à l'une des plus grandes étapes de violations des droits de l'Homme²³.

21 C'est le cas du FDIC en 1963 créé par Ahmed Réda Guédira, ami du roi Hassan II : (front de défense des institutions constitutionnelles). Voir Claude Palazolli, le Maroc politique, édition la bibliothèque arabe : Sindbad, 1974, Paris France.

22 Makhzen ? Nom usuel utilisé pour désigner le pouvoir politique au Maroc. « Le concept de makhzen est dérivé du verbe « khazana » (cacher ou préserver) que l'on retrouve dans l'expression française de « magasin ». Dans l'ancien empire arabe, il désignait le coffre où les émirs gardaient les impôts destinés au calife de Bagdad. Le mot devint plus tard synonyme de « trésor ». La maison (« dar ») du Makhzen, là où était entreposé le trésor, était assimilé au pouvoir central et servait à qualifier notamment l'armée et la bureaucratie. (Encyclopédie de l'Islam). 4Michaux-Bellaire a construit une théorie du Makhzen défini comme une autorité despotique entretenant le désordre social pour le maintien de son propre pouvoir d'arbitrage ». Alain Claisse , Le makhzen aujourd'hui, p. 285-310, in Jean-Claude Santucci (dir.), LE MAROC ACTUEL ,Une modernisation au miroir de la tradition ? Éditeur : Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans, Éditions du CNRS, Collection : Connaissance du monde arabe, Lieu d'édition : Aix-en-Provence, Edition : 1992.

23 Basée sur le libéralisme, la stratégie de développement du roi n'obtient pas les résultats escomptés. Le chômage et l'état général de l'économie suscitent la grogne qui éclate en mars 1965. Les bidonvilles de Casablanca se soulèvent alors contre la hausse des prix et expriment leur opposition au roi. Ils sont soutenus par les étudiants qui s'opposent aux coupures dans l'éducation supérieure. Afin d'endiguer la contestation, Hassan II ordonne une répression brutale. Selon la BBC, elle fait plus de 1500 morts entre le 21 et le 23 mars. Malgré cela, de nouvelles émeutes étudiantes surgissent en juin. Elles incitent le roi à proclamer l'état d'exception, suspendre le Parlement et s'octroyer tous les pouvoirs législatifs et exécutifs. In

Cette nouvelle donne va prendre la forme de ce qui est considéré dans le Maroc moderne comme : l'ère des années de Plomb. Une période où les droits sont bafoués et sacrifiés sur l'autel du despotisme total.

L'exacerbation des tensions entre la monarchie et les partis d'opposition (le parti de l'Istiqlal et l'union national des forces populaires), a poussé le régime politique marocain à opter pour une politique de durcissement à l'égard de ses adversaires et à un exercice d'une hégémonie totale sur la scène politique, économique, culturelle, spatiale et médiatique. Cette hégémonie a pris la forme d'une emprise sur les moyens de communication de masse (radio et télévision), un monopole de l'information, et par conséquent une orientation de l'opinion publique nationale. D'où un déficit en terme de démocratie, des droits de l'homme et de l'espace public dans un régime à caractère traditionnaliste et basé sur la rente. D'où un système politique fermé.

Cet épisode d'autoritarisme a sévi aussi en Algérie depuis 1962 jusqu'à 1990. Le pays est dominé par l'idéologie du parti unique : le FLN²⁴. Un parti d'obédience panarabe, du Baath et du Nassérisme ; un parti qui repose sur l'idéologie d'un socialisme dit arabe et qui tourne dans le giron du bloc socialiste guidé par

Perspective Monde : École de politique appliquée, Faculté des lettres et sciences humaines, Université de Sherbrooke, Québec, Canada

24 Le FLN ? Le Front de libération nationale est formé lors de l'insurrection du 1^{er} novembre 1954, par la fusion du MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques, 1946) – à l'exclusion de la fraction dissidente du MNA de Messali Hadj –, de l'UDMA (Union démocratique du manifeste algérien, 1946) de Ferhat Abbas, et de l'Association des ulémas (Ben Badis, 1935). Élément moteur de l'insurrection algérienne pendant la guerre d'Algérie (1954-1962), il se transforme entre 1962 et 1964 en parti du Front de libération nationale (PFLN) et demeure pendant longtemps la principale formation politique de l'Algérie (parti unique très lié à l'armée et à l'État de 1963 à 1989, sous les présidences de Ahmed Ben Bella, Houari Boumediene et Chadli Bendjedid). In Dictionnaire le Larousse.Fr

l'union soviétique²⁵. Cette idéologie a fait du régime politique algérien un régime stalinien, autoritaire et totalitaire. Aucune voix d'opposition n'a le droit de cité. D'où un champ politique dominé par la voix unique du parti unique. L'idée même de l'espace public ne figure pas dans le lexique politique du régime politique algérien.

Il est difficile de parler d'un espace public libre et autonome dans les pays du Maghreb depuis leurs premières années d'indépendance jusqu'à la fin des années 1980 du 20^e siècle. Dans ces pays, c'est beaucoup plus le phénomène de la contestation sociale qui domine le champ politique maghrébin. Il s'agit d'une certaine forme de protestation qui s'exprime sous forme d'un comportement social individuel ou collectif. Il s'agit d'une relation sociale qui exprime un état de mécontentement, de rejet et de refus d'un comportement, d'une décision, d'une règle ou d'une norme. « Le mot contestation sert ici à qualifier toutes les manifestations d'agitation et de critiques radicales (ou non radicales) à l'égard des institutions et des valeurs établies lorsque

25 L'union soviétique ? Ou URSS : Cet ensemble a existé de 1922 à 1991. Constituée dans les années qui suivent la révolution bolchévique (Octobre 1917), l'URSS était composée de la Russie, de l'Ukraine, puis de la Biélorussie et de la Moldavie. Étaient aussi inclus les États de la

Transcaucasie : Azerbaïdjan, Arménie et Géorgie. Enfin on retrouvait une série de républiques en Asie

centrale : Kazakhstan, Turkménistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Kirghizstan. Au moment de la Deuxième Guerre mondiale, l'URSS procède à l'annexion des États baltes : Lituanie, Lettonie et Estonie. Cet ensemble était dirigé autoritairement par un parti unique : le Parti communiste de l'Union soviétique. De 1917 à 1945, il s'agissait du seul pays socialiste en face du monde capitaliste. Grâce à la Troisième internationale, l'URSS avait une influence sur les systèmes politiques européens. Après la Deuxième Guerre mondiale, se développe un monde bipolaire reposant sur l'affrontement entre l'URSS et les États-Unis. À partir de 1991, la quasi-totalité des entités qui composaient l'URSS deviendront des États indépendants ou autonomes.in

Perspective du monde ;

<https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire?idictionnaire=1548>

ces manifestations s'expriment en dehors des cadres institutionnels d'opposition »²⁶.

C'est une forme de mécontentement et de rejet des régimes politique et de leurs politiques publiques, qui sont monnaie courante dans les Etats maghrébins (Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Mauritanie). Depuis les premières années d'indépendances jusqu'à la fin de la guerre froide en 1989-1990, la dissidence maghrébine fut essentiellement incarnée par d'anciens résistants à la colonisation, des intellectuels, des cadres politiques, des étudiants ou des militants isolés.. Certes, des soulèvements et des contestations politiques majeurs ont eu lieu, en 1958 dans le Rif marocain, puis en 1963 et en avril 1980 en Kabylie, de même ont éclaté de violentes insurrections urbaines, comme à Casablanca en mars 1965, en 1981, ou dans tout le Maghreb lors des émeutes du pain de 1984²⁷.

Le contexte politique autoritaire qui a marqué l'histoire politique des pays maghrébins, n'a guère favorisé le passage du mécontentement individuel à une action collective. L'action protestataire urbaine passe de l'émeute violente, au cours des années 1980, dans un contexte politique autoritaire, aux *sit-in* pacifiques à partir du début des années 1990. Jusqu'ici, les rares *sit-in* et manifestations organisés revêtaient un caractère plutôt politique que social. Les revendications à caractère social étaient limitées aux seuls lieux de travail et espaces scolaires et universitaires. La stratégie consistant à occuper la rue n'est devenue un enjeu politique de taille qu'après 1991 et 1994, années qui correspondent à un début d'ouverture du système

26 Georges Lavau, « la contestation politique », revue courrier hebdomadaire du CRISP, n° 480, 1970 ; PP 1-21, P 3.

27 Khadija Mohsen-Finan, Pierre Vermeren,. Dissidences, révoltes populaires et nouvelles formes de contestation depuis 2011 Chapitre IX, pages 291 à 326, Dans Dissidents du Maghreb (2018)

politique pour le Maroc²⁸. En effet, le tournant des années 1988 /1990 a passablement fait évoluer la donne, sans faire disparaître les soulèvements populaires (à Alger en 1988, à Fès en 1990, à Goulmima en 1994). Toutefois, avec la fin de la guerre froide, les systèmes autoritaires de parti unique ou de monarchie absolutiste ont dû évoluer²⁹...La nature fermée du système tendait à céder la place à une certaine ouverture politique, de multipartisme, de reconnaissance des droits de l'Homme et des libertés publiques. Un changement qui s'est accompagné de l'adoption de nouvelles constitutions suite aux soulèvements populaires de 2011 et 2019...Il s'agit du début d'un processus de développement politique qui va permettre la naissance d'un certain espace public « semi autonome », et une consécration du phénomène de la contestation sans qu'on puisse soutenir la naissance d'un système politique ouvert, démocratique et libéral.

II – Espace public et phénomène de la contestation dans des systèmes politiques semi ouverts

Dans le système politique ouvert, dit démocratique et libéral, la contestation dans toutes ses formes (politique, économique, culturelle, sociale...) trouve un espace public dans lequel s'expriment les diverses positions et attitudes. Un espace public de discussion et de communication ; un espace d'échange où la démocratie libérale permet à des structures institutionnelles (partis politiques, syndicats, associations, ordres...) et non institutionnelles (mouvements sociaux divers) de s'exprimer. Les libertés d'expression, de manifestation et de contestation sont des droits humains inaliénables dans ce genre de système politiques.

Or, dans les pays maghrébins dominés par des systèmes politiques fermés, l'idée d'espace public avait trouvé du mal à s'imposer sur l'échiquier politique de ces pays. Toutefois, après

28 Abderrahmane Rachik, « Choix rationnel, frustration et protestation sociale », Revue européenne des sciences sociales, European Journal of Social Sciences, 54-2 | 2016 ; (PP 195-218), P197

29 Idem.

la parenthèse des années de plomb dans l'ensemble des Etats maghrébins, l'âge de l'ouverture et de la réforme a sonné le glas du monopole total exercé sur la vie politique par les régimes politiques en place. La chute du mur de Berlin en novembre 1989, ainsi que la chute du bloc socialiste et la fin de la guerre froide au cours des années 1990 / 1991, ont accéléré le processus des dynamiques sociales dans ces pays. La notion de l'espace public a commencé à se cristalliser à travers la naissance d'un espace public maghrébin pluriel. Les différentes figures et composantes de l'espace public se voient se déployer au travers des processus où s'imbriquent le politique et le culturel, l'économique et le social, les médias et l'action des mouvements sociaux de diverses formes et natures.

Cette nouvelle donne s'est manifestée dans la naissance de nouvelles logiques politiques et culturelles qui ont marqué l'évolution du champ politique maghrébin. Mais, dans ce champ, le concept de l'espace public habermassien ne couvre plus toute la réalité des échanges discursifs ayant pour objectif la médiation entre gouvernants et gouvernés. Il est devenu un champ de contestations multiformes. Il consiste à défier l'ordre établi. Il fonctionne suivant des procédés de violence symbolique et physique³⁰. L'espace public au Maghreb est beaucoup plus un espace social qu'un espace « purement politique ». Il est devenu un espace de lutte et d'affrontement entre les autorités publiques et les populations³¹. La fonction médiatrice assurée par les partis politiques et la société civile, est de plus en plus défailante dans ces sociétés d'aujourd'hui.

30 Bouchaala Aldjia, « l'émergence du concept d'espace public dans les contextes sociopolitiques maghrébins : réflexions sur le cas algérien », *Multimed: Revista do Reseau Mediterranéen de Centres d'Etudes et de Formation / Lucienne Cornu, Bruno Ravaz (dirs.)*. - Porto: Edicoes Universidade Fernando Pessoa, n° 2, 2012, (PP 9- 19), P15

31 La population développe une logique de défiance, voir Pierre Rosanvallon, 2006

L'espace public maghrébin, comme dans d'autres sociétés d'aujourd'hui, servant à l'expression des intérêts publics, n'a plus pour caractéristique la rationalité des échanges discursifs au sens de la rationalité habermassienne. Il est devenu un espace contestataire où la violence n'est pas exclue au regard du déni des droits dont la population est victime³². Cela s'explique par la faiblesse des structures assurant l'apprentissage de la culture démocratique et par la domination de régimes politiques autoritaires. Par conséquent, le seul mode de communication auquel recourt la population est la révolte (l'émeute) face à des régimes politiques policiers et à des systèmes politiques fermés. D'où, des soulèvements populaires qui expriment un état de désaveux³³ souvent affronté par la force, la répression, l'emprisonnement et même la tuerie. Face à cette situation, les différentes couches sociales, victimes de l'injustice, créent pour elle des espaces virtuels de discussion et de mobilisation.

Dans cette optique, le contestataire dédaigne l'utilisation des mécanismes institutionnalisés par les organisations politiques, économiques, socioculturelles, pour exprimer son désaccord³⁴. Le contestataire exprime une position différente de celle tenue par la partie adverse. Dans la contestation violente, il y a une volonté de passage à l'infraction ; une volonté de se mettre en marge des normes acceptées et des institutions. La contestation peut être décrétée illégitime comme elle peut elle-même mettre en doute la légitimité du système contesté³⁵. C'est une action qui s'exprime dans des régimes politiques ouverts / libéraux qui reconnaissent

32 Bouchaala Aldjia, « l'émergence du concept d'espace public dans les contextes sociopolitiques maghrébins : réflexions sur le cas algérien », *Multimed: Revista do Reseau Mediterranéen de Centres d'Etudes et de Formation / Lucienne Cornu, Bruno Ravaz (dirs.)*. - Porto: Edicoes Universidade Fernando Pessoa, n° 2, 2012, (pp 9- 19), P16

33 Rosanvallon Pierre, 2006, P187.

34 Georges Lavau, « La Contestation Politique », *Revue Courrier Hebdomadaire Du Crisp*, N° 480, 1970 ; Pp 1-21, P 3.

35 Idem.

le droit à la contestation, à la manifestation et à l'opposition³⁶. Par contre, dans les systèmes politiques fermés ou semi fermés, l'opposition politique, comme la contestation politique (organisées ou non organisées), ne sont pas admises par ce genre de régime autoritaire. Ce dernier, traite toute opposition en contestation illégitime même si cette opposition est légale.

Toutefois, les espaces publics maghrébins, dans le sens physique et symbolique du terme, ont connu depuis le début des années 1990 une flambé de mouvements de contestation sociale, politique, économique et culturelle...qui ont façonné leurs images. Ces grands changements drastiques ont pris l'allure de confrontations violentes (parfois pacifiques) entre les contestataires et les pouvoirs publics. Le déclenchement de ce processus de contestations allait débiter avec les événements d'Alger en octobre 1988³⁷. Des événements violents allaient ouvrir la voie à l'âge de la réforme dans ce pays à régime stalinien gouverné par un parti unique ; mais aussi à un cycle de violence et de désastre qui allait durer une dizaine d'années³⁸. Ce processus de contestation va marquer l'histoire politique de l'Algérie d'aujourd'hui lors de 2011 à l'occasion des soulèvements populaires qui ont débuté en Tunisie et qui se sont soldés par la chute du régime politique et policier de Ben Ali³⁹.

36 Ibid. P4.

37 Benjamin Stora, Akram Ellyas, « OCTOBRE 1988 (événements du 5), (Algérie, 5-12 octobre) » pages 250 à 252, in : Benjamin Stora, Akram Ellyas, Les 100 portes du Maghreb, Éditeur : Éditions de l'Atelier, Année : 1999, Collection : Points d'appui

38 Myriam Ait-Aoudia, l'expérience démocratique en Algérie (1988-1992), presses de sciences politiques, 2015, paris, France. Jean-Pierre Peyroulou, histoire de l'Algérie depuis 1988, Edition la Découverte, 2020, Paris, France.

39 Larbi Chouikha, Éric Gobe, « La force de la désobéissance : retour sur la chute du régime de Ben Ali »,

Dans Revue Tiers Monde 2011/5 (HS), pages 219 à 226 ; De Pierre-Noël Denieuil, Houda Laroussi , Tunisie 2011-2014: radioscopie d'une entrée en révolution, Edition l'Harmattan, 2017, Paris.

Ainsi que par le « Hiraq » de 2019⁴⁰. Deux grandes périodes dans l'histoire de l'espace public contestataire algérien. Un espace qui a été marqué par une violence acharnée menée par un régime politique qui demeure autoritaire et totalitaire en dépit des contraintes internes et externes qui pèsent sur son fonctionnement et sa continuité.

L'espace public contestataire qui a secoué la région du Maghreb depuis le début des années 1990, n'a pas épargné le Maroc. La ville de Fès a été le théâtre de violents affrontements entre la population et les forces de l'ordre en ce mois de décembre 1990⁴¹. Il s'agit d'un comportement contestataire qui n'a pas cessé d'être structuré avec l'action contestataire des diplômés chômeurs. Un mouvement social qui allait occuper l'espace public marocain depuis 1990⁴². Ce mouvement social des diplômés chômeurs au Maroc est né dans un contexte politique autoritaire. Il s'est imposé comme interlocuteur face aux pouvoirs publics grâce à sa mobilisation récurrente et à sa stratégie de perturbation de l'ordre établi dans la capitale du pays⁴³. Ce mouvement social s'est développé dans un contexte politique autoritaire où les protestations dans l'espace public n'ont presque jamais été autorisées, malgré l'existence d'un code des libertés publiques libéral qui reconnaît, depuis 1958, la grève et la manifestation. Puis, le mouvement a par la suite évolué dans un système politique qui s'est ouvert progressivement⁴⁴. Une

40 Abdenour Si Hadji Mohand, l'Algérie post Boutklika, Editeur : Independently Published 2021.

41 Didier Le Saout, Marguerite Rollinde, Emeutes et mouvements sociaux au Maghreb : perspective comparée, KARTHALA Editions, 1999.

42 Abderrahmane Rachik, «Choix rationnel, frustration et protestation sociale», Revue européenne des sciences sociales, European Journal of Social Sciences, 54-2 | 2016 ; (pp. 195-218), P195.

43 Abderrahmane Rachik, « Choix Rationnel, Frustration Et Protestation Sociale», Revue Européenne Des Sciences Sociales, European Journal Of Social Sciences, 54-2 | 2016 ; (PP. 195-218), P195.

44 Ibid. 96

tendance qui allait permettre aux autres mouvements contestataires d'investir l'espace public marocain.

Les jeunes diplômés chômeurs étaient les premiers à exprimer leurs protestations sociales à travers des *sit-in*, des marches et des grèves de la faim dans l'espace public⁴⁵. Depuis lors, La manifestation, comme action collective organisée et autorisée, a commencé à faire son entrée dans le répertoire de l'action collective nationale. À partir de la fin de 1995, l'action collective qui se déroulait à l'intérieur des murs (lycée, faculté, usine, bâtiment administratif, sièges des partis et syndicats, etc.), tendait vers la conquête de l'espace public⁴⁶. C'est dans ce sillage qu'intervenait l'affaire de « Gdeim Izik » en novembre 2010⁴⁷. Une affaire dont les confrontations s'inscrivent dans un cycle de mobilisations qui interpellent les pouvoirs publics sur leurs politiques de développement⁴⁸. Une affaire qui s'inscrit aussi dans le cadre d'une logique politique des manifestants pro-Polisario⁴⁹. Depuis lors, le phénomène de la contestation sociale et politique n'a pas cessé de s'accroître au Maroc⁵⁰. Mais, c'est le mouvement du 20 février qui a constitué une plaque incontournable dans l'histoire de la contestation populaire dans l'histoire politique du Maroc moderne. Un mouvement à caractère national et même transnational qui a pu réunir toutes les tendances idéologiques autour d'une plate-forme de

45 Idem.

46 Ibid. 195-199

47 Carmen Gómez Martín, « Sahara Occidental : Quel Scénario Après Gdeim Izik ? », *L'Année Du Maghreb*, VIII | 2012, 259-276.

48 Myriam Catusse, Frédéric Vairel. Question Sociale Et Développement : Les Territoires De L'action Publique Et De La Contestation Au Maroc. *Politique Africaine*, Karthala, 2010, Pp.5-23. P5

49 Yahia H. Zoubir, Gregory White, North African Politics: Change And Continuity, Routledge, 2015

50 Mouvement Du 20 Février, Hirak d'Al Hoceima, Hirak De Jerrada..... Mohsin Ouazzani, Le Mouvement De 20 Février Au Rif, Editions Slaiki Akhawayne, 2019 ; Abdennacer El Ibrahimy, Amazighité Et Contestations Au Maroc, Éditeur Brill 2022.

revendications politiques, économiques, sociales et culturelles. Un mouvement qui a secoué le champ politique marocain et qui a été derrière la nouvelle constitution marocaine de 2011.

Les actions de la contestation sociale menées au Maroc par tous les mouvements contestataires ont été capables de mettre en lumière des acteurs laissés pour compte, des causes étouffées, et de permettre l'affirmation de nouvelles identités collectives⁵¹. C'est le cas des actions menées par les coordinations locales contre la cherté de la vie, la demande de l'amélioration de la qualité des services....Des actions menées dans des espaces publics : sit-in, marches, pétitions, occupations de locaux publics, boycott...ces actions ont pu s'imposer sur l'espace public marocain en dépit des opérations d'interventions des forces de l'ordre pour réprimer ces mouvements contestataires.

Depuis 2011, date de l'éclosion du mouvement du 20 février, la donne contestataire a profondément changé. Le droit à la contestation est un droit de fait qui a pu s'imposer dans l'espace public marocain. Les foyers de la contestation qui ne s'éteignent pas sont devenus une norme qui structure la vie politique marocaine. Outre, les Hirak d'Al Hoceima d'octobre 2016⁵², de Zagora⁵³, de Jerrada⁵⁴...le Maroc est traversé par toutes les formes de mouvements de contestation dans les secteurs économiques, politiques, socioculturels...Cette culture contestataire a évolué, dans le temps et dans l'espace, pour

51 Myriam Catusse, Frédéric Vairel. Question sociale et développement : Les territoires de l'action publique et de la contestation au Maroc. *Politique africaine*, Karthala, 2010, pp.5-23. P6

52 Azzedine Hajji, « Hirak du Rif : une lutte sociale et politique contre les injustices systémiques au Maroc

Entretien avec Mohamed Aadel, Dans La Revue Nouvelle 2018/8 (N° 8), pages 22 à 29

53 Libération (2019). La pastèque déshydratante. Le risque pour Zagora de se trouver assoiffée est plus grand que par le passé. 28 février.

54 Courrier International, « Au Maroc, la colère des mineurs de Jerada ne retombe pas », 05 février 2018.

prendre la forme d'actions de boycott définies sur le plan virtuel (réseaux sociaux) et appliquées sur le plan réel⁵⁵. Une culture qui s'inscrit dans le cadre des dynamiques globales que la région maghrébine n'a pas cessé de connaître depuis les premières années de leur « indépendance ».

C'est dans cette optique que s'inscrit le Hirak algérien de 2019. Sa genèse est sensiblement différente de celle des mobilisations nationales précédentes. En 2019, bien que la situation socio-économique du pays soit toujours très problématique, ce n'est pas directement un facteur d'ordre économique qui a déclenché cette mobilisation, mais bien un événement politique : l'annonce de la candidature du Président Bouteflika à l'élection présidentielle de 2019⁵⁶. Toutefois, son impact demeure limité. Même si, le régime algérien, dans son ensemble ait été, pour partie, déstabilisé par la mobilisation populaire et les règlements de compte internes subséquents⁵⁷, une fois les rééquilibrages opérés, la fenêtre des opportunités pour le mouvement protestataire a eu tendance à se refermer⁵⁸. Le caractère épisodique et pacifique du mouvement, en termes de gestion de la situation, n'a pas impliqué, de fortes contraintes sur le régime.

55 Kamal CHAIBAT, « Le Cyberactivisme au Maroc : Focus sur la campagne de boycott en 2018 », in revue Langues, Cultures et Communication, volume 4, n°1, 2020, pp 63-78

56 Frédéric Volpi, « Le mouvement protestataire algérien de 2019 à la lumière de la théorie des mouvements sociaux et des Printemps arabes », L'Année du Maghreb, 21 | 2019, P 27-36.

57 Omar Benderra, François Gèze, Rafik Lebjaoui et Salima Mellah (sous la dir. de), Hirak en Algérie. L'invention d'un soulèvement, La Fabrique, Paris, 2020, P296.

58 Frédéric Volpi, « Le mouvement protestataire algérien de 2019 à la lumière de la théorie des mouvements sociaux et des Printemps arabes », L'Année du Maghreb, 21 | 2019, P 27-36.

Conclusion

L'espace public est une sphère de médiation entre la société et le pouvoir politique ; un espace de liberté d'expression et d'association. Il renvoie à l'existence de lieux de rencontre d'individus, de débat d'opinions, de croisement des façons de faire. Il renvoie aussi à la possibilité d'apparition de sphères de discussion rationnelle dont l'ambition première est l'entente communicationnelle. C'est un lieu de négociation, de confrontation ou de communion⁵⁹. C'est un lieu de débat et de discussion publique qui fait appel à la raison. Cette logique ne fonctionne pas pour tous les espaces culturels dont la région du grand Maghreb.

Dans le Maghreb d'hier (avant 1990), les espaces publics n'ont pas été développés dans des systèmes politiques fermés. Des systèmes structurés par la domination de la logique du parti unique : En Algérie, le FLN ; en Tunisie, le parti du Doustour de Bourguiba, en Libye, la Jamahiriya a été entre les mains du guide de la révolution, et au Maroc le pouvoir absolu du roi est l'unique gouverneur du pays. Le droit à la contestation et à la protestation est quasiment étouffé dans ce genre de régime politique, autoritaire et totalitaire. Les mouvements de contestation qui émergent ont été violemment réprimés et radiés de la scène politique : exécution des opposants, emprisonnements à vie... Cela révèle le degré de monopolisation du pouvoir politique depuis les années d'indépendance par les classes politiques dirigeantes dans les pays du grand Maghreb. Une situation qui a effacé l'idée même de l'existence d'un espace public de discussion et de débat.

59 Bouchaala Aldjia, « l'émergence du concept d'espace public dans les contextes sociopolitiques maghrébins : réflexions sur le cas algérien », *Multimed: Revista do Reseau Mediterranéen de Centres d'Etudes et de Formation / Lucienne Cornu, Bruno Ravaz (dirs.)*. - Porto: Edicoes Universidade Fernando Pessoa, n° 2, 2012, (PP 9- 19), P9.

Aujourd'hui, (depuis 1990), l'espace public a pu avoir droit de cité, mais il semble qu'il se conjugue au pluriel (politique, médiatique, contestataire). Il est un lieu de conflit avec le pouvoir politique. Il est un devient et un objectif de lutte dans les sociétés maghrébines. Il ne présente pas de contours clairement définis dans les contextes sociopolitiques des sociétés maghrébines. Car ces espaces sont parfois glissants, instables, anonymes. Ce sont des espaces qui reflètent l'influence exercée par le modèle occidental moderne sur les sociétés maghrébines. Une influence qui a donné naissance à une certaine forme de conflit entre une tendance conservatrice et une tendance moderniste⁶⁰. D'où la problématique de l'hybridité des systèmes politiques maghrébins ; ceux-ci trouvent du mal à rompre avec les pratiques despotiques et à répondre aux exigences de la démocratisation de la vie politique, économique, sociale et culturelle de leurs propres sociétés.

Au Maghreb, en dépit des réformes et des signes d'ouverture politiques entamés depuis les années 1990 et après 2011, l'image de l'espace public n'a pas beaucoup changé. Chaque régime politique maghrébin cherche à rester le maître du jeu. Le droit à la contestation n'a pas droit de cité. Toute forme de contestation est affrontée violemment. Mais la population continue à défier les régimes politiques en place. Entre 2011 et 2022, au cœur des dynamiques sociales, les régimes politiques maghrébins ont conservé ou retrouvé leur identité propre : oligarchie politico-militaire, monarchie absolutiste et présidentialisme nationaliste-conservateur autoritaire. Ils continuent de s'inscrire dans un « autoritarisme durable », notamment par l'action des forces armées et de sécurité intérieure⁶¹, signant l'échec des différentes mobilisations populaires aspirant à la démocratisation⁶².

60 Ibid. pp. 9-12

61 «Les armées et les services de sécurité ont joué et continuent de jouer un rôle central dans les États du Maghreb. Très souvent assimilés à l'État « profond», elles participent au maintien de régimes autoritaires et leur centralité tout comme leur

Toutefois, la culture contestataire demeure fort présente dans les sociétés maghrébines. Elle fait partie de leur culture ancestrale et ne cesse de s'enraciner en dépit des contraintes qui entravent le comportement contestataire. Le caractère semi ouvert des systèmes politiques maghrébins renforce les marges de manœuvre chez les contestataires et fait du droit à la contestation un droit de facto que la violence de l'Etat ne peut pas évincer du champ politique maghrébin.

Bibliographies :

1 - Amar Mohand Amer « Hassan REMAOUN et Ahmed KHOUAJA (dir.), (2019). Les mots au Maghreb. Dictionnaire de l'espace public. Oran/Tunis : CRASC/Diraset, 422 p. », note de lecture, p. 141-142 | revue *Insaniyat* N°88, 2020

2- Birkner Nina, York-Gothart Mix, « QU'EST-CE QUE L'ESPACE PUBLIC ? Histoire du mot et du concept », Société Française d'Étude du Dix-Huitième Siècle | revue « Dix-huitième siècle » 2014/1 n° 46 |

3- Bouchaala Aldjia, « l'émergence du concept d'espace public dans les contextes sociopolitiques maghrébins : réflexions sur le cas algérien », *Multimed: Revista do Reseau Mediterranéen de Centres d'Etudes et de Formation / Lucienne Cornu, Bruno Ravaz (dirs.). -Porto : Edicoes Universidade Fernando Pessoa, n° 2, 2012, (pp 9- 19),*

4- Catusse Myriam, Vairel Frédéric. Question sociale et développement : Les territoires de l'action publique et de la contestation au Maroc. Politique africaine, Karthala, 2010, pp.5-23.

5- Claisse Alain, « Le makhzen aujourd'hui », p. 285-310, in Jean-Claude Santucci (dir.), *LE MAROC ACTUEL, Une modernisation au miroir de la tradition ?* Éditeur : Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans, Éditions du CNRS, Collection : Connaissance du monde arabe, Lieu d'édition : Aix-en-Provence, Edition : 1992.

rôle ». Agnès Levallois, Elyamine Settoul, « Pouvoir des armées, armées au pouvoir », Dans *Confluences méditerranée* 2022/3 (N° 122), P 9 à 13.

62 Thibault Delamare, « Les relations civilo-militaires, révélatrices du maintien des autoritarismes au Maghreb depuis 2011 », in *Confluences Méditerranée* 2022/3 (N° 122), P15 à 31

6- Habermas, J., L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise, Paris, Payot, 1978.

7- Lavau Georges, « la contestation politique », revue courrier hebdomadaire du CRISP, n° 480, 1970 ; PP 1-21, p 3.

8- Marc Lits, « l'espace public : concept fondateur de la communication revue Hermès, 2014/3 n° 70 | pages 77 à 81

9- Mohsen-Finan Khadija, Vermeren Pierre, Dissidences, révoltes populaires et nouvelles formes de contestation depuis 2011 Chapitre IX, pages 291 à 326, Dans Khadija Mohsen-Finan, Pierre Vermeren, Dissidents du Maghreb, Edition Belin 2018.

10- Rachik Abderrahmane, « Choix rationnel, frustration et protestation sociale », Revue européenne des sciences sociales, European Journal of Social Sciences, 54-2 | 2016 ; (pp. 195-218)

11- Remaoun Hassan et Ahmed Khouaja (dir.), (2019). Les mots au Maghreb. Dictionnaire de l'espace public. Oran/Tunis : CRASC/DIRASET, 422 p.

CHAPITRE 4

La liberté de conscience au Maroc: à la recherche d'une conciliation entre le référentiel séculier de l'Etat et les standards internationaux

Dr.Abdelali BOUZOUBAÂ

Enseignant-chercheur à la Faculté des
Sciences Juridiques et Politiques
Université Ibn Tofaïl-Kénitra

Abstract

Freedom of conscience appears, at first glance, to be an individual freedom, but it is also a collective freedom. Being, in essence, a personal civil right, it has a cultural and community dimension and meaning. It also maintains very close links with neighboring notions, with which it is sometimes confused, such as: freedom of religion, opinion and expression and freedom of worship...

This observation leads us to ask the following questions: Can we build a true democracy without expressly consecrating freedom of conscience? Why is this freedom struggling to be recognized? Is it a question of mentality specific to Moroccan society? Can we reconcile Morocco's official ideological framework with international recommendations on freedom of conscience? The whole point is therefore to ask ourselves to what extent is Morocco integrating this freedom into a process of modernization of society? How is it evolving?...

Introduction

L'idée selon laquelle l'Etat est appelé non seulement à reconnaître la liberté de conscience mais également d'en garantir la protection est devenue progressivement consubstantielle à l'idée même de démocratie. A vrai dire, une analyse bien sereine dans le droit constitutionnel comparé montre l'existence d'une interdépendance confirmée entre liberté de conscience et idéal

démocratique. En d'autres termes, les régimes politiques qui n'accordent pas assez d'intérêt au respect de cette liberté sont loin d'être démocratiques.

A première vue, la liberté de conscience paraît comme une liberté individuelle, mais elle est également une liberté collective. Etant, par essence, un droit civil personnel, elle comporte une dimension et une signification culturelle individuelle et collective. Elle tisse, par ailleurs, des liens très étroits avec des notions voisines, avec lesquelles elle est des fois confondue, telles que : la liberté de religion, d'opinion et d'expression et de liberté de culte...

En fait, l'histoire de la modernité est marquée par le fait d'avoir imposé, à partir d'un processus long et conflictuel, la suprématie et l'indépendance de la sphère politique sur le fait religieux. Selon de moult modalités, influencées, certes, par les traditions nationales et culturelles, les Etats *démocratisés* se sont organisés autour d'une double volonté fondatrice : celle de faire respecter en leur sein la liberté de conscience reconnue pour *tous*, et celle de réserver un traitement, plus ou moins, égal aux citoyens et auxquels l'Etat reconnaît le droit à des identités religieuses différentes.

De son côté, le Maroc n'échappe pas à l'emprise du religieux, puisque l'imposition d'une logique de commandement politique tient, entre autres, à l'existence d'une configuration théologico-politique¹ qui puise dans la religion sa définition : le référentiel identitaire des acteurs institutionnels et des individus est *initialement religieux* et prend une place considérable à la fois dans les mentalités et dans le rapport de l'Etat avec les individus et avec l'espace public.

Cette imbrication entre religion et vie publique enrayer le cheminement de la *reconnaissance expresse* de la liberté de

¹ Khadija MOHSEN-FINAN, « Maroc : l'émergence de l'islamisme sur la scène politique », *Politique étrangère*, n° 1/2005, PP74-75.

conscience par le pouvoir politique. Cette situation génère, au Royaume, de multiples tensions au sein même du système juridico-politique à cause notamment de l'inadéquation des textes de lois avec une société dont les mœurs et les idées sont en perpétuelle évolution, et l'inadaptation également avec les standards internationaux en la matière..

Ce constat nous amène à poser les questions suivantes : Peut-on construire une vraie démocratie sans consécration expresse de la liberté de conscience ? Pourquoi cette liberté peine-t-elle à être reconnue ? Est-ce un choix politique propre et adapté à la société marocaine ? Peut-on concilier le référentiel idéologique officiel du Maroc avec les recommandations internationales en matière de liberté de conscience ? Et quel est le devenir de cette liberté dans un contexte imprégné par la religiosité ?...

Il sera notamment question d'enclencher une réflexion sur le réformisme de la théocratie marocaine tout en assurant une certaine « neutralité axiologique » à l'égard des manifestations du religieux dans la société marocaine². En d'autres termes, il s'agit d'une question subtile et complexe de la recherche d'un certain équilibre entre l'Etat et religion, une telle démarche est susceptible d'édifier la trajectoire d'accès à la sécularité.

Dans ce contexte, le recours aux standards internationaux paraît d'un intérêt très significatif. Il permet de se rendre à une évidence selon laquelle la dualité Etat/religion n'est pas partout identique puisqu'elle diffère d'un pays à l'autre, ainsi que les réponses institutionnelles aux problématiques de la liberté de

² Dans ce sens, A.FILALI-ANSARI avance : « En fait, l'essentiel dans le tournant démocratique, et en général dans les pratiques politiques modernes, n'est pas tant l'élimination du religieux, mais le changement de son mode de présence et d'action. Au lieu d'être considéré comme un système de prescriptions figées, régissant dans le détail les mécanismes de l'ordre social, il est tenu et traité comme une source de normes morales », « Islam, laïcité, démocratie » in Pouvoirs, n° 104-1/2003, P17.

conscience s'inscrivent dans le sillage des spécificités culturelles et culturelles de l'édification de chaque Etat.

I. LA LIBERTE DE CONSCIENCE AU PRISME DES STANDARDS INTERNATIONAUX

Il est malaisé d'affirmer l'existence de « standards internationaux » en matière de la liberté de conscience. Généralement, il existe, au moins, deux grandes trajectoires différentes confrontées à la place de la religion au sein d'un système politique. Marcel Gauchet avance dans ce sens : « la transition d'un monde où la religion est structurante, où elle commande la forme politique des sociétés et où elle définit l'économie du lien social, vers un autre où les religions continuent d'exister, mais à l'intérieur d'une forme politique et d'un ordre collectif qu'elles ne déterminent plus »³. Ces deux trajectoires renvoient soit à la laïcité soit à la sécularité. Moins répandue, la laïcité est notamment circonstancielle à l'histoire de la France⁴. Issue de longs conflits entre l'Eglise et l'Etat, la laïcité « française » s'est matérialisée par la promulgation de la loi 1905⁵. Dans cette trajectoire, la place de la religion dans l'espace public se définit par la législation.

Dans la seconde trajectoire, celle de la sécularisation, ce « choix » est appréhendé comme un processus sociétal qui se déroule en l'absence d'intervention de l'Etat, et par conséquent, l'absence de la loi et de contrôle.

Certes, la sécularisation n'a pas pour finalité d'exclure, de manière catégorique, la religion de l'espace public, mais au fur et

³ Marcel. GAUCHET, *La religion dans la démocratie, parcours de la laïcité*, Paris., Gallimard, Coll. « Folio essais », 2001, PP13-40.

⁴ *Ibid.*, PP4-13.

⁵ Philippe PORTIER et Jean BAUBEROT, « La loi de 1905 n'aura pas lieu. Histoire politique des séparations des Églises et de l'État (1902-1908). Tome 1 : L'impossible « loi de liberté » (1902-1905). Avec Dorra MAMERI-CHAAMBI, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2019, 430 p. », *Archives de sciences sociales des religions*, vol. 192, no. 5, 2020, PP140-143.

à mesure qu'elle se développe, l'aptitude du religieux à structurer cet espace public se restreint progressivement⁶. Historiquement, à travers un long processus conflictuel, la sécularisation s'est érigée dans les pays de l'Europe du nord, sous forme d'une conception conciliatrice entre religion, autonomie du politique et société civile sans aller jusqu'à une segmentation formelle entre le pouvoir temporel et spirituel. Elle a conduit à une forme d'acceptation mutuelle des religieux et des défenseurs de l'autonomie du politique et de la société civile sans atteindre une séparation formelle et nette entre l'Etat et l'Eglise.

Il est vrai que la laïcité ne cadre pas, dans la majeure partie des cas, avec les configurations des sociétés musulmanes où on enregistre l'absence d'un clergé centralisant l'autorité religieuse et où l'Etat disposant d'une légitimité et une institutionnalisation ancrée fait défaut.

En revanche, la sécularité demeure un processus qui est susceptible d'être jugé conforme avec la configuration et la trajectoire historique des pays musulmans. N'étant pas un instrument institutionnel, la sécularisation s'inscrit bien dans les spécificités des sociétés. Elle est d'ailleurs affiliée dans un processus graduel, de manière différenciée, dans les sociétés musulmanes et, parfois même, de manière paradoxale et perturbée. Logiquement, elle est favorisée par la tendance à l'individualisation que l'on puisse observer notamment dans les grands centres urbains, mais également, elle peut être favorisée par la « réislamisation » fondamentaliste et piétiste laissant se développer l'autonomie du politique dans l'espace public. Dans cette logique, Olivier Roy voit que : « le religieux s'est sécularisé, au sens où le divin est l'affaire du chacun. L'articulation du religieux et du social s'est aussi modifiée. Ce qui explique que l'échec de l'islamisme aille de pair avec la réislamisation et la diffusion du religieux dans des espaces variés

⁶ Jean-Pierre MACHELON, « Espace public, service public et libertés religieuses » in *Revue Internationale de Droit Comparé*, n° 66-3, 2014, PP677-687.

mais qui justement laissent désormais à la politique son autonomie de fait »⁷.

L'intelligibilité de cette problématique impose la présentation d'un modèle qui montre la spécificité de chaque trajectoire.

LA LIBERTE DE CONSCIENCE DANS LE CADRE D'UNE LOGIQUE DE LAÏCITE

Nous avons souligné plus haut que la laïcité est, par excellence, un produit historiquement et foncièrement français. Elle correspond factuellement à une phase de la lutte contre le dogmatisme et la mainmise de l'église catholique sur la vie publique, ce qui implique l'affirmation de la séparation de l'Eglise et de l'Etat et le refus de toute interférence entre les deux champs. Mais en dehors du cas français, elle est un fait rare dans les annales de l'Histoire.

Dans le monde musulman, il n'y a que la Turquie, au terme d'un processus autoritaire sous la houlette de Mustapha Kemal Atatürk, ait hissé la laïcité en principe constitutionnel. Le modèle de la laïcité « à la française » prend corps à partir du basculement culturel qu'incorporait l'esprit de la Révolution de 1789. Fruit d'un processus où se mêlent les apports de la philosophie moderne – Machiavel, Hobbes et Rousseau – et les revendications d'une bourgeoisie en quête d'autonomie, ce basculement s'est matérialisé par une triple rupture :

1-Rupture dans la conception de l'Homme : la philosophie chrétienne sur laquelle s'appuie l'Ancien Régime relie le sujet à la transcendance. L'homme est une créature en situation de dépendance vis-à-vis de l'être qui l'a portée à l'existence. Sa liberté s'inscrit dans un ordre finalisé, elle tient dans le fait de s'ordonner aux devoirs que Dieu lui impose. L'esprit de la Révolution abolit cette téléologie. Le sujet (l'homme) devient, selon la formule de Hobbes, « un dieu pour lui-même », doté

7 Olivier ROY, *L'islam mondialisé*, Paris, Seuil, 2002, P91-92.

de la liberté de conscience et capable de construire, selon ses convictions intimes, les cadres de son séjour terrestre.

Corrélativement, émerge une forme inédite de l'Etat. L'ordre traditionnel, renvoyant l'institution politique à son origine divine déterminée par le droit naturel et religieux, ne résiste plus aux apports de la société moderne. Procédant de la décision des hommes, du contrat qu'ils concluent librement les uns avec les autres, l'Etat se détache de la norme théologique. Quant à l'Eglise « épine dorsale de la civilisation », en conditionnant les croyances des peuples, intronisant les gouvernants et, au nom de la vérité, certifiant la validité des normes socio-juridiques, elle voit son action, dans le système issu de 1789, se privatiser. Elle ne devient au fond, que la productrice, parmi d'autres, d'une opinion discutable que l'Etat dans sa souveraineté peut fort bien négliger.

2. la deuxième rupture intervient avec la loi du 9 décembre 1905 qui instaure le principe de la laïcité par la séparation entre l'Etat et l'Eglise et la proclamation solennelle de liberté de conscience dans son premier article : « la République assure la liberté de conscience ». Cette reconnaissance de la liberté de conscience, comme fondement premier de la laïcité, est depuis ce temps régulièrement réaffirmée⁸.

3. la troisième rupture intervient dans les années 1960 et surtout 1970. La laïcité républicaine se trouve en défaut de plausibilité ou en « panne », selon l'expression de Danielle Hervieux-Léger⁹, sur fond de la revendication identitaire. Si le débat public ne doit rassembler que des êtres de raison, arrachés à l'emprise de leurs communautés primordiales et

8 Pour plus de détails, voir : Geoffrey NINANE, « Prestation de serment et liberté de pensée, de conscience et de religion. (obs. sous Cour eur. dr. h., décision *Shortall e.a. c. Irlande*, 19 octobre 2021) », *Revue trimestrielle des droits de l'Homme*, vol. 131, no. 3, 2022, pp. 673-688.

9 Danielle HERVIEUX-LEGER, *La religion en miettes ou la question des sectes*, Paris, Calmann-Lévy, 2001, P27.

dessais de leurs particularités régionales, culturelles et religieuses, ceci s'est trouvé profondément placé au centre des débats acharnés et inachevés ces dernières décennies. On a commencé à croire que l'espace public devrait admettre les identités privées. Ce discours de la « reconnaissance » tient à deux principales raisons :

- la « crise » migratoire aigüe, notamment maghrébine, faisant de l'islam la deuxième religion de la France. Ce mouvement a contribué à la fragilisation de la laïcité originelle par des revendications identitaires¹⁰ s'articulant autour de la prise en compte de ses singularités culturelles et religieuses. L'affaire du « foulard islamique », de même que la multiplication des requêtes relatives à la construction des mosquées, illustre parfaitement ce tournant particulariste.

- la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme¹¹ favorable à une conception positive de la liberté de conscience et très attentive à la défense des identités se basant sur l'article 9 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales de 1950.

Tout indique que s'est engendré durant les dernières décennies, sous l'effet des mutations sociopolitiques, un système inédit de régulation et d'adaptation de la croyance. Son dessein est d'articuler la différence à la démocratie, il vise, tout en ouvrant la sphère publique à la présence du religieux, à réaménager, selon une logique de synergie et non plus

10 Il faut noter que ces revendications ont trouvé écho auprès d'un certain nombre d'intellectuels des années 1960 tels que Michel Foucault, Gilles Deleuze ou encore Jean- François Lyotard, qui critiquaient « la liberté des lumières ».

11 L'arrêt *Otto Preminger Institut* contre l'Etat autrichien a constitué en 1994 une étape importante. Ainsi que l'arrêt *Kjeldsen* contre l'Etat du Danemark qui est susceptible d'une interprétation qui va dans le sens d'obliger l'Etat à garantir le pluralisme éducatif permettant une expression réelle des convictions culturelles dans le système scolaire.

d'exclusion, la relation entre l'unité et la pluralité, l'égalité et l'altérité, le public et le privé.

Cette laïcité s'annonce certes dans la loi fondamentale elle-même. Si le constituant de 1946 s'est contenté de déclarer que la France est une république laïque, celui de 1958 a repris la formule en lui ajoutant de manière positive que la « République respecte toutes les croyances ».

LA LIBERTE DE CONSCIENCE DANS UN CONTEXTE DE LAÏCITE AUTORITAIRE : LE CAS DE LA TURQUIE

La laïcité est, en principe, intrinsèquement consécutive, d'une part, à la sécularisation des esprits et des attitudes individuelles et/ou collectives, des institutions et des gouvernements et des lois, et, d'autre part, au pluralisme démocratique et à l'Etat garant des droits et des libertés. Alors que l'interprétation qui en ait été faite et les applications auxquelles elle a donné lieu en Turquie ont davantage signifié mimétisme et volonté d'imposer par le haut une modernisation effrénée peu respectueuse des libertés et des aspirations populaires. La liberté n'y a jamais été associée à l'idéal de la démocratie et de respect des droits de l'homme. Politique antidémocratique, catégorique et inadaptée, elle s'est souvent muée en idéologie de persécution des courants spirituels et ethniques, d'asservissement des consciences et en ennemi de la religion.

C'est en rupture avec l'héritage théocratique ottoman que Mustafa Kemal dit Atatürk ait instauré en 1923 une république reposant sur une légitimité loin d'être religieuse. Considérant que l'islam fut, en partie, responsable de l'arriération du pays, Atatürk pensait qu'il fallait absolument le domestiquer et le moderniser mais tout en le maintenant officiellement pour préserver l'unité de la Turquie. Son projet consistait à séparer l'Etat de la religion mais sans défaire les liens de sujétion de la religion vis-à-vis de l'Etat.

Bref, Atatürk souhaitait que la nation turque reste musulmane, mais uniquement au niveau des comportements individuels. Il s'agissait donc d'une « éradication » de l'aspect ostentatoire de la religion dans l'espace public comme la fixation du repos hebdomadaire le dimanche au lieu de vendredi ou encore la célébration du nouvel an le 1^{er} janvier...

Plusieurs réformes, prenant pour cible le religieux, ont été prises tout en se distinguant par leur ampleur et leur caractère autoritaire dicté d'en haut. Ainsi, suite à la proclamation de la République turque en 1923, la Constitution adoptée en 1924 avait mis fin au califat et avait relégué définitivement la religion sous la tutelle de l'Etat. Une éducation laïque et obligatoire fut initiée à tous les niveaux. Une Direction puissante des affaires religieuses, chargée de la gestion des lieux de culte et du personnel y afférents fut créée et rattachée directement au premier ministre. En 1925, les confréries religieuses traditionnelles furent dissoutes et « la loi de chapeau »¹² a été adoptée. Et en 1926, un code civil, inspiré du code suisse, a été adopté tout en remplaçant la loi islamique. Cette mesure a été suivie, en 1928, par la suppression de l'article de la Constitution qui faisait de l'Islam la religion de l'Etat ; et en 1934, une loi sur le nom de famille a interdit les adjectifs à connotation islamique et le droit de vote et d'éligibilité a été accordé aux femmes¹³. Ce choix a été consolidé par l'adoption de la laïcité comme principe constitutionnel en 1937.

Cette interprétation assez caricaturale et biaisée de la laïcité et de la sécularisation turque n'est pas seulement sectaire, abusive et illusoire dans la mesure où elle méconnaît l'attachement des

12 La loi dite du chapeau a été adoptée le 25 novembre 1925 tout en interdisant le port du Fez pour les hommes et le port du voile pour les femmes, pour plus de détails, voir : Alberto Fabio AMBROSIO. « Les habits de la révolution : la Turquie entre Orient et Occident », *Histoire, Europe et relations internationales*, vol. 1, no. 1, 2022, PP55-64.

13 Aybegül YARAMAN, « Turquie : réalités du féminisme, ambiguïtés du kémalisme », *Après-demain*, vol. 1, nf, no. 1, 2007, PP16-19.

individus à la dimension spirituelle de l'existence et la capacité de résistance des consciences individuelles à toute forme de despotisme et l'importance des solidarités collectives, mais elle s'est révélée de surcroît profondément nocive dans ses conséquences puisqu'elle n'a pas pu empêcher, au moment où s'exacerbaient les crises socio-économiques et les malaises identitaires, la riposte islamiste ou néo-fondamentaliste.

Or, si la laïcité turque s'est construite par le haut contre la volonté populaire par Atatürk qui a imposé également un système de parti unique, et une protection des principes laïcs par l'armée qui n'hésite pas à intervenir, il n'en reste pas moins que depuis la fin de la seconde Guerre mondiale, et au gré de la transformation vers la démocratie pluraliste, le parti démocrate sera le premier à avoir remporté les élections libres de 1950. Une fois au pouvoir, ce parti a procédé au démantèlement partiel de la laïcité, réintroduisant notamment l'enseignement coranique dans l'école publique. De même, et à partir des années 1980, une élite « islamique » centralisée notamment dans les zones urbaines allait enclencher un mouvement revendicatif à caractère politique. L'objectif fut atteint par le biais des urnes puisque le parti de la Justice et du développement (AKP) conquiert le pouvoir pour s'y installer durablement.

Il est de mise à souligner que la laïcité de l'Etat turc ait connu quelques problèmes depuis l'arrivée au pouvoir des islamistes en 2002 dont le plus ostensible demeure, malgré l'opposition farouche de l'armée, en sa qualité de gardienne de la laïcité, l'acceptation, en 2010, du port de voile dans les universités avant qu'il ne soit toléré ultérieurement pour les élèves et les enseignantes des écoles secondaires et primaires dans lesquelles fut rétabli l'enseignement obligatoire de l'islam sunnite. En

2012, le port de voile a été toléré, de manière progressive, dans toutes les catégories de la fonction publique¹⁴.

De ces faits, on pourrait faire deux lectures :

La première est qu'il est difficile de parler aujourd'hui d'un « modèle » de laïcité turque à cause d'un retour en force de l'islam politique depuis 2002.

La seconde est, que depuis ces événements, on assiste à la prise de conscience d'une « pluralité sociale » visible, qui a été marginalisée à un certain moment, et qui ne pourrait pas faire l'objet d'un conditionnement de l'unitarisme kémaliste.

On peut conclure, dans ce cas de figure, que la laïcité turque avait un caractère autoritaire et brutal puisqu'elle a été imposée par la junte militaire de manière trop accélérée dans une période très courte (1922-1937). Alors que la Turquie d'aujourd'hui est connue par un climat où la capacité de négociation, tout en évitant les dérives fondamentalistes et la remise en cause d'un ordre politique républicain, est bien limitée en la présence d'une dualité sociétale : une société occidentalisee et une autre islamisée.

Il est clair que, pour garantir la liberté de conscience, certains Etats adoptent la logique de la laïcité tandis que d'autres appliquent celle de la sécularité.

Certes, si la démarche laïque favorise une rupture nette entre l'Etat et la religion, le sécularisme se

caractérise par l'affirmation de ce lien pour réussir ce projet. En effet, plusieurs pays sont considérés comme loin du schéma laïc, mais consacrent la liberté de conscience et ils sont loin également d'être réceptifs de démocratie. C'est ce constat qui paraît le mieux adapté au Maroc puisque la Constitution de 2011

14 Au-delà de ces revirements, on notera également le retour de l'appel à la prière en langue arabe...

semble consacrer la liberté de conscience dans une perspective de sécularité.

LA LIBERTE DE CONSCIENCE DANS LE CONTEXTE MAROCAIN

Une lecture sereine et profonde de la Constitution de 2011, on relèvera que ce texte, même s'il n'a pas réussi à inscrire expressément la liberté de conscience, n'a pas manqué de dessiner un fond constitutionnel sécularisé susceptible de jeter les bases de la protection de cette liberté et de la préservation de tous les droits fondamentaux des citoyens.

Dans cet esprit, le constituant a prévu des principes et mécanismes qui, selon une lecture interprétative du texte et en l'espoir d'une audace jurisprudentielle, laisseraient présager la consécration de la liberté de conscience. Par ailleurs, conscient de la place du Roi, en sa qualité de commandeur des croyants, le Constituant de 2011 a bien redéfini les compétences du monarque tout en distinguant entre celles temporelles et spirituelles.

Certes, la Constitution de 2011 n'a pas pu prévoir expressément la liberté de conscience, mais elle n'a pas manqué d'ancrer le caractère séculaire de cette loi fondamentale, et ce par la consolidation de la logique de séparation de la normativité et de la sacralité.

Il est aisé à soutenir que même si le normatif ne dispose pas souvent d'assez de crédibilité face au déterminisme du réel puisque les rapports entre le Droit et le fait se séparent par un schisme manifeste au sein du réel. Pourtant, le système juridique, en tant que déterminant de la réalité, constitue, au moins, un référentiel permettant de jauger le degré des mutations sociétales et culturelles qui caractérisent une période bien déterminée. Même si le tissu bien complexe des traditions, des mœurs, du droit, la politique et le poids de religieux, le juridique s'accapare souvent une place importante comme instrument de production du réel.

Il est difficile de nier que le Royaume ait connu une évolution juridique remarquable au cours des trois dernières décennies. Un essor qui se traduit par la sécularisation de la société caractérisée par le renforcement du positivisme et de normativisme. Et l'adoption de la Constitution de 2011 s'inscrit bien dans ce sillage.

Les rédacteurs de la dernière charte fondamentale du pays ont bien pris en considération les préceptes de la tendance doctrinale normativiste¹⁵, en l'occurrence, la théorie de la hiérarchie des normes, chère à Hans Kelsen¹⁶, et notamment le principe de la constitutionnalité dont l'ordonnancement renvoie au principe de légalité démocratique.

Par conséquent, la loi fondamentale de 2011 a renforcé la protection et la garantie des droits et libertés dont la liberté de conscience, étant donné que la Cour constitutionnelle est habilitée à statuer par voie d'exception sur la constitutionnalité d'une loi qui risque de porter atteinte aux droits et libertés garantis constitutionnellement¹⁷.

Le Constituant a donc mis en place un fondement constitutionnel sécularisé protecteur de la liberté de conscience. Dans ce sens, moult dispositions ont été prévues. D'abord, le préambule qui dispose désormais de la même valeur juridique que les autres dispositions du texte constitutionnel. Il y est souligné que le Maroc s'engage à bannir et combattre toute forme de discrimination à l'encontre de quiconque en raison notamment

15 Siméon Patrice KOUAM, « La définition du juriste et la redéfinition de la dogmatique juridique : à propos du syncrétisme méthodologique », *Les Cahiers du droit*, Vol. 55, n° 4- 2014, PP877-922.

16 L'article 6 de la Constitution de 2011 dispose : « Sont affirmés les principes de constitutionnalité, de hiérarchie et d'obligation de publicité des normes juridiques. La loi ne peut avoir d'effet rétroactif ».

17 L'article 133 de la Constitution prévoit : « La Cour Constitutionnelle est compétente pour connaître d'une exception d'inconstitutionnalité soulevée au cours d'un procès, lorsqu'il est soutenu par l'une des parties que la loi dont dépend l'issue du litige, porte atteinte aux droits et libertés garantis par la Constitution. (...) ».

de ses croyances, comme il s'engage solennellement à « souscrire aux principes, droits et obligations énoncés dans les chartes et conventions respectives des organisations internationales et réaffirme son attachement aux droits de l'homme tels qu'ils sont universellement reconnus ».

Par ailleurs, la primauté de l'islam, religion de l'Etat, conformément à l'article 3 de la Constitution, demeure imprécise. Elle ne réfère pas *ipso facto* à l'adoption du droit musulman. La référence à l'islam comme religion de l'Etat renvoie plutôt à un cadre référentiel à caractère historique et national. De ce fait, le Constituant précise que l'islam est l'une des constantes fédératrices de l'Etat, avec l'unité nationale, l'intégrité territoriale et l'identité une et indivisible de la nation.

De surcroît, les dispositions de la Constitution qui ont trait à la religion musulmane mettent en lumière la liberté des cultes, les principes de tolérance et d'ouverture. Cet intérêt porté pour les valeurs de modération, d'ouverture et de tolérance, conjuguée avec les consultations doctrinaires religieuses (fatwas) sur le fond « des principes, percepts et desseins tolérants de l'islam » (article 41) doit en principe être interprété comme un rejet de toute forme d'altération à la liberté de conscience.

Dans le même ordre d'idées, l'article 7 dispose que les partis politiques qui « œuvrent à l'encadrement et à la formation politique des citoyennes et des citoyens (...) ne peuvent être fondés sur une base religieuse, linguistique, ethnique ou régionale ou d'une manière générale sur toute autre base discriminatoire ou contraire aux droits de l'homme ».

De son côté, l'article 25 prévoit : « sont garanties les libertés de pensée, d'opinion et d'expression sous toutes leurs formes », cette disposition doit être en principe interprétée également comme une reconnaissance tacite de la liberté de conscience.

De surplus, la Constitution, dans son article 161, a chargé le Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH) de la mission

de la protection des droits et libertés, la garantie de leur plein exercice et leur promotion ainsi que la préservation de la dignité, des droits et des libertés individuelles et collectives des citoyennes et citoyens tout en se conformant aux standards nationaux et internationaux en la matière.

Ce fondement constitutionnel sécularisé doit, en principe, constituer pour le juge marocain une base solide pour qu'il s'arme d'audace afin de protéger la liberté de conscience. Le constat est que depuis l'adoption de la loi fondamentale de 2011, on assiste à un penchement louable de la jurisprudence marocaine vers la garantie de la liberté de conscience¹⁸.

Il est certain que le choix de la démocratisation, même lente, de la société marocaine est irréversible et constitue désormais une constante consacrée constitutionnellement. Ainsi, l'espoir est que la Cour constitutionnelle puisse, de son côté, apporter sa pierre à l'édifice en produisant une jurisprudence protectrice des droits et libertés à l'instar de ses similaires européennes, et qu'elle ait plus d'audace à la fois pour déterminer, avec précision et justesse, la portée de ces droits universellement reconnus, et pour contrôler efficacement la conformité des lois avec des principes considérés comme inconnus du dispositif juridique national.

A la lumière de certaines expériences étrangères, quoiqu'il est quasi impossible d'évoquer aujourd'hui l'existence d'un « modèle » exemplaire en matière du respect de la liberté de conscience, nous pourrions affirmer, sans ambages, que la garantie de cette liberté au Maroc d'aujourd'hui pose encore problème puisque sa consécration explicite dans la Constitution de 2011 s'est bien heurtée à l'attachement à l'Islam et le respect des traditions. Ceci est bien manifeste dans le « flou » qui règne

18 Deux décisions notoires de la justice marocaine témoignent de cette nouvelle tendance : un arrêt de la Cour d'appel de Fès dans l'affaire dite « Mohamed El Baladi » et un arrêt rendu en novembre 2018 par la Cour d'appel de Taza qui a innocenté un individu poursuivi pour « ébranlement de la foi d'un musulman »...

dans la loi fondamentale notamment le difficile exercice de départager entre l'Etat civil et l'Etat religieux, et également la question de la suprématie de la loi internationale...

Nonobstant, malgré que cette liberté ne soit pas encore garantie au Royaume, et que l'Islam est la religion officielle de l'Etat, nous assistons ces dernières années à une certaine affirmation progressive d'un modèle de sécularité « spécifique » tenant en considération, de plus en plus et sur plusieurs registres, des exigences démocratiques mais articulé dans une société confessionnelle ment à majorité musulmane et à minorité juive.

Une telle démarche est susceptible de hisser la liberté de conscience en un droit inaliénable dans un paysage marqué par le pluralisme confessionnel et garanti par la commanderie des croyants, de la loi et de la jurisprudence.

Bibliographie

1. Abdou FILALI-ANSARI, « Islam, laïcité, démocratie » in *Pouvoirs*, n° 104-1/2003 ;
2. Alberto Fabio AMBROSIO. « Les habits de la révolution : la Turquie entre Orient et Occident », *Histoire, Europe et relations internationales*, vol. 1, no. 1, 2022
3. Marcel GAUCHET, *La religion dans la démocratie, parcours de la laïcité*, Paris., Gallimard, Coll. « Folio essais », 2001 ;
4. Daniëlle HERVIEUX-LEGER, *La religion en miettes ou la question des sectes*, Paris, Calmann-Lévy, 2001 ;
5. Siméon-Patrice KOUAM, « La définition du juriste et la redéfinition de la dogmatique juridique : à propos du syncrétisme méthodologique », *Les Cahiers du droit*, Vol. 55, n° 4- 2014.
6. Jean-Pierre MACHELON, « Espace public, service public et libertés religieuses » in *Revue Internationale de Droit Comparé*, n° 66-3, 2014 ;
7. Khadija MOHSEN-FINAN, « Maroc : l'émergence de l'islamisme sur la scène politique », *Politique étrangère*, n° 1/2005 ;

8. Geoffrey NINANE,. « Prestation de serment et liberté de pensée, de conscience et de religion. (obs. sous Cour eur. dr. h., décision *Shortall e.a. c. Irlande*, 19 octobre 2021) », *Revue trimestrielle des droits de l'Homme*, vol. 131, no. 3, 2022 ;
9. Philippe PORTIER et Jean BAUBEROT, « *La loi de 1905 n'aura pas lieu. Histoire politique des séparations des Églises et de l'État (1902-1908). Tome 1 : L'impossible « loi de liberté » (1902-1905).* Avec Dorra MAMERICHAAAMBI, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2019, 430 p. », *Archives de sciences sociales des religions*, vol. 192, no. 5, 2020 ;
- 10.Olivier ROY, *L'islam mondialisé*, Paris, Seuil, 2002 ;
- 11.Aybegül YARAMAN, « Turquie : réalités du féminisme, ambiguïtés du kémalisme », *Après-demain*, vol. 1,nf, n°. 1, 2007.

حقوق الإنسان بالمنطقة المغاربية في خضم السياق الجيوستراتيجي الراهن - مؤلف جماعي -

تنسيق: ليلى الرطيمات





منشورات مركز تكامل للدراسات والأبحاث

**حقوق الإنسان بالمنطقة المغاربية
في خضم السياق الجيواستراتيجي الراهن**

الكتاب: حقوق الإنسان بالمنطقة المغاربية في خضم السياق الجيواستراتيجي الراهن

التصنيف: مؤلف جماعي

تقديم: عبد الرحيم العلام

تنسيق: ليلى الرطيمات

الطبعة الأولى: 2024

Dépôt Légal : 2024MO0700

ISBN : 978-9920-618-63-2

مطبعة قرطبة

Travaux d'impression

Offset & Numérique

Tél: 212 5 28 23 96 96

E-mail: kortoba.pub@gmail.com

Avenue Abdellah Guenoun - Cité Salam - Agadir

تصميم الغلاف: صباح الهيثي- المغرب

منشورات مختبر الأبحاث القانونية وتحليل السياسات، كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية.

جامعة القاضي عياض، مراكش، ومركز تكامل للدراسات والأبحاث، 2023م.

بدعم من مؤسسة هانس زايدل الألمانية



اللجنة العلمية

• الدكتور سعيد أغريب	• الدكتور محمد الغالي
• الدكتور عبد الرحيم العلام	• الدكتور رضوان خولفة
• الدكتورة انتصار بنصبيح	• الدكتورة مليكة الزخيني
• الدكتور حسين شكراني	• الدكتور عبد الفتاح البلعمشي
• الدكتور محمد لزهر غربي	• الدكتورة مريم محرز
• الدكتور أبو قاسم الزياتي	• الدكتور محمد بلعربي
• الدكتور ياسين اغلالو	• الدكتور عبد الرحيم خالص

الفهرس

- 7 تقديم
- الفصل الأول: المتغيرات التفسيرية لعلاقة الانتقال الديمقراطي بالعدالة الانتقالية في تجارب الدول المغاربية -دراسة حالي المغرب وتونس- حميد بلغيت 12
- الفصل الثاني: المقاربة التونسية لحقوق الإنسان وأثرها على الانتقال الديمقراطي محمّد بالرّاشد 37
- الفصل الثالث 58 مسألة حقوق الإنسان في الدول المغاربية بين الضغط الخارجي والمتغيرات الداخلية محمد الخلوقي 59
- الفصل الرابع: مناهضة خطاب الكراهية في سياق القانون الدولي لحقوق الإنسان ليلي الرطيمات 81
- الفصل الخامس: الحقوق الثقافية بالدول المغاربية: من دسترة الحقوق اللغوية إلى إدماجها في الحياة العامة الشريف تيشيت 101
- الفصل السادس 125 الحق في الأمازيغية بين ثقل التاريخ والبحث عن "السلم الثقافي" دراسة في سيورة الانتقال من "النفسي" إلى التضبيب: أنموذج المغرب الراهن والجرائر خالد أوّسو 126
- الفصل السادس: في حدود كونية حقوق الإنسان: حقوق إنسانية بشروط ثقافية مقارنة سوسيولوجية لحقوق الإنسان بالمجتمع المغربي يونس الحياني 149
- الفصل الثامن: المغرب والمحكمة الجنائية الدولية بين الاعتبارات الحقوقية والرهانات الجيوسياسية محمد الوادراسي 169
- الفصل الثامن: أي دور للمحكمة الجنائية الدولية في تعزيز حماية حقوق الإنسان في البلدان المغاربية؟ علي فاضلي 187

الفصل العاشر: العلاقات الأرومغارية ومشروطة حقوق الإنسان: إختبار ما بعد الحراك 211
أبولاه البشير

الفصل الحادي عشر: أثر التحولات السياسية والدستورية على الوضعية الحقوقية
الراهنة للمرأة المغاربية - المغرب وتونس نموذجا- 234
سمية الديك

الفصل الثاني عشر: حقوق الإنسان ومواقع التواصل الإجتماعي قراءة في أدوار ما يسمى
بالمؤثرين 255
خالد مجدوب

تقديم

ظلت فكرة حقوق الإنسان، والسعي لتجسيدها في السياسات العمومية، إحدى الرهانات الكبرى للقوى السياسية، والنخب الأكاديمية، وفعاليات المجتمع المختلفة بالدول المغاربية. كما لم يحل اختلاف السياقات التاريخية لهذه الدول، وتفاوت وثيرة تفاعلها مع التطورات الدولية في مجال حقوق الإنسان، دستوريا وقانونيا، من تشكيل إجماع حول ضرورة ترسيخ ثقافة حقوق الإنسان. غير أن الجدل حول مسألة حقوق الإنسان يكاد لا ينتهي، خصوصا أن هذا المفهوم يأخذ صفة القطعية والشمولية لدى بعض الباحثين والحقوقين، من دون التوقف لمساءلته، والوعي بسياقات نشأته وإلتزاماته، والفرضيات التي يضمورها، فضلا عما يرتبط به من مسائل سياسية واقتصادية، مثل انتهاك سيادة الدولة الوطنية، وفتح الأسواق، والعدل في توزيع الثروة.

تضفي مسألة الكونية والخصوصيات الوطنية والدينية والعرقية عبئا أكبر على مسار ترسيخ ثقافة حقوق الإنسان، إذ لم يقع الاهتمام بعد إلى الجواب الحاسم، رغم بساطة هذه الإشكالية ظاهرياً، بحيث ساد الاختلاف بين الباحثين والمهتمين بخصوص صيغة مناسبة للتوفيق بين المدافعين عن الكونية والمنتصرين للخصوصية. ذلك أن الموضوع يُطرح عادة في صيغة تساؤل ينفي إمكانية التوفيق بين عنصري الإشكالية: هل تمتاز حقوق الإنسان بالكونية أم بالخصوصية؟ ومن البديهي أن طرح الإشكالية بهذه الصيغة يؤدي بدون شك إلى التناقض. ومن ثم تبدأ رحلة الحديث عن "كونية" حقوق الإنسان من افتراض حالة "طبيعية" دون أي تنظيم سياسي أو اجتماعي، أي حالة الإنسان خارج أي سلطة أو تنظيم من أي نوع. وبناءً على هذه الحالة المفترضة تم استنتاج مجموعة من الأفكار كما هو عند فلاسفة العقد الاجتماعي، حيث التأسيس للحرية والمساواة بناء على "حالة الطبيعة" المفترضة.

يمكن الإشارة في هذا السياق، إلى أن لغة الخطاب في الإعلان العالمي لحقوق الإنسان بحد ذاتها جاءت متحيزة حسب منتقدي هذا الاعلان؛ فالخطاب، وفق هذا الرأي، صيغ بلغة "ليبرالية"، تنطلق من مركزية "الحرية"، وتخطب البشر بما هم "أفراد"، وتؤكد على مسألة "المجال الخاص" و"الملكية الخاصة". كما ويرفع فريق من المهتمين شعار كونية حقوق الإنسان، معتقدا أن هذه الأخيرة لا يمكن أن تخضع لأي استثناء وأنه لا يمكن إخضاعها للخصوصيات مهما كانت طبيعتها سواء كانت سياسية أو اقتصادية أو ثقافية أو لغوية أو دينية، إذ يرى هؤلاء

أن حقوق الإنسان واحدة في كل مكان وزمان، أي أن الإنسان واحد مهما كانت ظروفه وسياقاته.

وفي مقابل ذلك، وُجد من يدافع عن نظرية معاكسة تماما، ترى أن الكونية المدّعاة لحقوق الإنسان افتراء، وأنها وجه من وجوه الهيمنة الثقافية الغربية وطريقة لفرض توجه معين، مستمد من النظرية الغربية لحقوق الإنسان التي أفرزتها الفلسفة السياسية خلال القرن الثامن عشر في أوروبا، والتي ترجمها إعلان حقوق الإنسان والمواطن في أمريكا نهاية القرن الثامن عشر. وترى هذه النزعة أن نظرية حقوق الإنسان تسعى إلى أن تُفرض فرضاً على الأمم والشعوب المختلفة، بناء على ذلك يكون الحديث عن الكونية وجهاً من وجوه تخليد الخطاب الاستعماري المهيمن. كما توجد نزعة ثالثة تحاول التوفيق بين النزعتين المذكورتين، من خلال تأكيد أن الكونية لا تنفي الخصوصيات بل ما هي إلا مجموع أفضليات الثقافات العالمية.

يجدر التنويه أنه في سياق بناء الدولة الحديثة بعد التحرر من الاستعمار، حملت النخب المغربية بكل أطيافها الاهتمام بترسيخ منظومة حقوق الإنسان، لكن سرعان ما سجل تراجع وإخفاقات كبيرة غيرت مسار بناء دولة الحقوق والمؤسسات، حيث تجسد هذا التراجع مغربيا فيما عرف بـ "سنوات الجمر والرصاص"، وفي الجزائر بـ «العشرية السوداء»، وفي ليبيا بنظام عسكري ألغى الفرد وناقض الحرية، ونفس الشيء بالنسبة للدول المغربية الأخرى بصيغ مختلفة. لكن وأمام الضغوطات الداخلية، والتحولت الدولية، عرفت الحقوق والحريات في هذه الدول بعض الانفراجات، تم التعبير عنها من خلال التعديلات الدستورية، وبعض المبادرات الرسمية، من قبيل تجربة "الإنصاف والمصالحة" في المغرب، ومبادرة "الوثام الوطني" في الجزائر.

إلا أن أهم التحولات السياسية الكبرى بالمنطقة المغربية، نُسبت إلى مرحلة الحراك الاجتماعي الذي عرفته العديد من الدول المغربية منذ أواخر نهاية عام 2010، وشهدت حراكا سياسيا واجتماعيا غير مسبوق، تباينت نتائجها من حيث الأهمية والسياق والتداعيات، لكنها عموما ضغطت من أجل الإصلاح والتغيير، والتقدم الديمقراطي، والعدالة الاجتماعية، وبناء دولة المؤسسات واحترام حقوق الإنسان والحريات العامة والخاصة.

وإذا كانت التحولات تعكس رغبة الشعوب في ضرورة احترام حقوق الإنسان وتجاوز مظاهر الاستبداد والفساد وتحقيق التنمية والديمقراطية داخليا، فإن واقعا إقليميا ودوليا جديدا تشكل بصورة تتجاوز الاختلالات السياسية والاقتصادية القائمة، التي فوتت على البلدان

المغربية فرصا واعدة نحو التنسيق والاندماج واستثمار إمكانياتهم في هذا الصدد. لأنه يستلزم سعي البلدان المغربية لتحقيق نمائها السياسي والاقتصادي والاجتماعي والثقافي، أن تنعم شعوبها بالحريات والحقوق وفق المعايير التي تتضمنها المواثيق الدولية والمعاهدات الشارعة في مجال حقوق الانسان.

عموما، وبالرغم من كل الإصلاحات والمكتسبات التي حققتها بعض البلدان المغربية قبل سنة 2011، كتجربة العدالة الانتقالية بالمغرب من خلال هيئة الانصاف والمصالحة، وما تمخض عنها من تضمين لبعض توصياتها بدستور 2011، فضلا عما حققته التجربة التونسية عقب "ثورة الياسمين" من نتائج، إلا أنه وبعد مرور أزيد من عشر سنوات على ما عرف بـ "الربيع الديمقراطي"، أصبحت النخب والنقاشات العمومية والأكاديمية بالدول المغربية، تسجل تراجعا على مستوى الحريات العامة واحترام حقوق الإنسان وبناء مؤسسات دولة الحق والقانون في هذه البلدان.

كما أن الوضع في ليبيا، يعبر، بشكل واضح، عن مدى هشاشة بناء الدولة، ويعكس المسافة التي تفصل المنطقة عن بناء دولة المؤسسات، حيث يلقي هذا الوضع بظلاله ليس فقط على البلدان المغربية، ودول إفريقيا جنوب الصحراء، بل إن الإكراهات الراهنة استباححت سيادة هذه الدول ووضعتها عرضة للتدخلات الأجنبية، باعتبارها دولا فاشلة، الشيء الذي يُفقد ثقافة حقوق الانسان وعاء نمائها وتطورها.

ومن نافل القول إن مفاهيم من قبيل: حقوق الانسان، الديمقراطية، القانون، الحرية، العدالة، الحقوق والمواطنة، الدستور، الدولة المدنية، المجتمع المدني والانتقال الديمقراطي، هي مفاهيم متداخلة ومتكاملة فيما بينها؛ إذ يصعب الحديث عن بعضها دون الحديث عن البعض الآخر. لذلك تعددت الأسئلة وتنوعت بدءا من التساؤل حول إمكانية الحديث مثلا عن انتقال ديمقراطي بالبلدان المغربية دون استحضار احترام حقوق الانسان وفق المواثيق الدولية؟ وهل يمكن ترسيخ دولة الحق والقانون من غير أن تبرز قضايا الحريات والحقوق والعدالة الاجتماعية؟

يأتي هذا الكتاب من أجل تسليط الضوء على واقع حقوق الانسان بالبلدان المغربية خلال العشر سنوات الأخيرة، وهو الذي يجمع بين دفتيه أعمال الندوة التي نظمها مركز تكامل للدراسات والأبحاث، ومختبر الدراسات القانونية وتحليل السياسات، ومختبر البحث حول التعاون الدولي من أجل التنمية، بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية، جامعة

القاضي عياض مراكش، وبدعم من ومؤسسة هانس زايدل، حول موضوع يحمل نفس عنوان المؤلف، أي "حقوق الانسان بالمنطقة المغربية في ظل السياق الجيوسياسي الراهن"، حاول من خلالها المتدخلون التأصيل لمفهوم الحريات وحقوق الانسان بالبلدان المغربية، ومساءلة التجارب المغربية عن مدى ملاءمتها للمواثيق الدولية لحقوق الإنسان، في استحضار واع لعلاقة نجاح التجارب الدولية للعدالة الانتقالية بترسيخ احترام حقوق الانسان، فضلا عن تأثير التحولات الاقتصادية والاجتماعية الراهنة على واقع حقوق الانسان بالمنطقة المغربية.

عبد الرحيم العلام

الفصل الأول

المتغيرات التفسيرية لعلاقة الانتقال الديمقراطي بالعدالة الانتقالية في تجارب الدول المغاربية -دراسة حالي المغرب وتونس-

د.حميد بلغيت

أستاذ القانون العام

كلية الحقوق السوسيني، بالرباط

ملخص

تنطلع هذه الورقة إلى البحث في علاقة العدالة الانتقالية بالانتقال الديمقراطي في التجربتين المغربية والتونسية، من خلال إثارة سؤال هل نجاح تجربة ما للعدالة الانتقالية يجب بالضرورة أن تكون مسبقة بانتقال ديمقراطي وسياسي ودستوري عميق وتبويجا له، أم أنه يمكن أن تكون مقدمة للانتقال وممهدة للتحوّل السياسي؟، وهل ثمة علاقة تلازمية بين العدالة الانتقالية والانتقال الديمقراطي، أم أنه يمكن تصور انتقال ديمقراطي ناجح دون عدالة انتقالية تامة؟، أو بمعنى آخر، هل تشكل العدالة الانتقالية شرطا أم متطلبا لنجاح الانتقال الديمقراطي؟

ولتعقب مستويات العلاقة بين العدالة الانتقالية والانتقال الديمقراطي، وفقا للمنهج المقارن، انصرف انشغال هذه الورقة إلى اصطفاء أربعة متغيرات وهي: 1- العدالة الانتقالية واستمرارية/ القطيعة (مع) النظام السياسي المسؤول عن انتهاكات الماضي. 2- العدالة الانتقالية والتوافقات السياسية المؤسسة للانتقال الديمقراطي. 3- العدالة الانتقالية والمسألة الدستورية. 4- العدالة الانتقالية وترتيب أولويات المرحلة الانتقالية.

كلمات مفتاحية: العدالة الانتقالية، الانتقال الديمقراطي، التحوّل الديمقراطي، التوافقات السياسية، المرحلة الانتقالية.

Abstract

The present paper aims to investigate the relationship between transitional justice and democratic transition in the Moroccan and Tunisian contexts. It raises the question: Must the success of transitional justice be preceded by a profound democratic, political, and constitutional transition, or can it serve as a prelude to such transitions and political transformation? Is there a correlation between transitional justice and democratic transition,

or can a successful democratic transition occurs without complete transitional justice? In other words, does transitional justice constitute a condition for the success of democratic transition?

From a precise angle, this paper depends on the comparative approach to trace the relationship between transitional justice and democratic transition, by selecting four variables: 1- Transitional justice and the continuity/ rupture with the political regime responsible for past violations. 2- Transitional justice and political consensus in establishing democratic transition. 3- Transitional justice and constitutional considerations. 4- Transitional justice and prioritization during the transitional phase.

Keywords: Transitional justice, democratic transition, democratization, political consensus, transitional phase.

مقدمة

لدراسة خصائص تجارب العدالة الانتقالية¹ حسب زمن إجرائها مقارنة بمسار الانتقال السياسي العام، سيم استحضار التجريبتين المغربية والتونسية كحالتين للدراسة، باعتبارهما من أهم التجارب المغربية التي حظيت بالكثير من الاهتمام السياسي والأكاديمي. فبالرغم من أن عملية الانتقال، تأخذ أشكالاً مختلفة في ضوء كل تجربة، من حيث الفاعلين، والسرعة، والنطاق، والتتابع، والنتائج، إلا أن الدراسة المقارنة لحالات الانتقال الديمقراطي والعدالة

¹ سيتم الاعتماد في هذه الورقة بالتعريف الإجرائي للعدالة الانتقالية كما صاغه الأمين العام للأمم المتحدة في تقرير له حول "سيادة القانون والعدالة الانتقالية في مجتمعات الصراع ومجتمعات ما بعد الصراع" حيث اعتبرها "نطاق العمليات والآليات المرتبطة بالمحاولات التي يبذلها المجتمع لتفهم تركة من تجاوزات الماضي الواسع النطاق بغية كفالة المساءلة وإقامة العدالة وتحقيق المصالحة. وقد تشمل هذه الآليات القضائية وغير القضائية على السواء، مع تفاوت مستويات المشاركة الدولية (أو عدم وجودها مطلقاً) ومحاكمات الأفراد، والتعويض، وتقصي الحقائق، والإصلاح الدستوري، وفحص السجل الشخصي للكشف عن التجاوزات، والفصل أو اقتراحهما معاً".

أنظر، الأمين العام للأمم المتحدة، تقرير "سيادة القانون والعدالة الانتقالية في مجتمعات الصراع ومجتمعات ما بعد الصراع" الموجه إلى مجلس الأمن، 23 غشت 2004، S/2004/616، الفقرة 8.

الانتقالية تغدو أمرا مهما. فالحقيقة كما يقال، لا تصير ملموسة إلا إذا صيغت في الجمع، أي في شكل حقائق، وليس في شكل حقيقة واحدة.²

لغرض هذه الورقة، سيتم الاقتصار على تعقب مستويات العلاقة بين العدالة الانتقالية والانتقال الديمقراطي كلحظة، أي تتبعها عبر مدخل التوافقات السياسية، والمسألة الدستورية، وترتيب أولويات المرحلة الانتقالية. لأن دراسة العدالة الانتقالية في سياق ترسيخ الممارسة الديمقراطية، يلزمها تصور آخر، بل نموذج تحليلي بديل، وهو الالتزام بمسار التحول إلى الديمقراطية عوض الانتقال الديمقراطي.

تهدف هذه الورقة إلى المساهمة في بناء نموذج لفهم علاقة آليات العدالة الانتقالية بالانتقال الديمقراطي في السياق المغربي، لسببين وهما:

- أن المدة الزمنية التي أعقبت التجريبتين المغربية والتونسية كافية، أولا، لفهم السياقات الخاصة والعامّة لهذه التجارب، وتتيح، ثانيا، أيضا إمكانية لتقييم مآلاتها نجاحا وإخفاقا، وإن كان هذا التقييم لا يخلو من مجازفة.

- أن الأعمال النقدية للديمقراطية الليبرالية دفعت اتجاهها -أخذ في التشكل داخل الأوساط المهتمة ب"علم الانتقال"- أولت بعض أدبياته اهتماما بالغاً لدراسة قدرة المجتمعات على التحول إلى الديمقراطية انطلاقاً من خصوصياتها المحلية وبيئتها الثقافية، وهو ما يعني إعادة النموذج الغربي للانتقال الديمقراطي إلى نسبيته الجغرافية والتاريخية وسحب الطابع الكوني عنه، أي أنه ليس بالضرورة صالحاً لكل السياقات. هذه النزعة بالذات، امتدت إلى دراسات العدالة الانتقالية، فافترض طيف من الباحثين وجود أساس موضوعي للبحث في عدالة انتقالية أصيلة نابعة من البيئة الثقافية للمجتمعات. وهو ما يمنحنا حق المجازفة في هذه الورقة للبحث عن خصائص متماثلة لتجارب العدالة الانتقالية في المنطقة المغربية لكونها تتقاسم مجالا جغرافيا وتاريخيا وثقافيا إلى حد ما مشتركا.

لا تدعي هذه الورقة الكشف عن الانتظامات القائمة بين الانتقال الديمقراطي والعدالة الانتقالية وحصرها، أو بناء تعميمات قابلة لفهم هذه الانتظامات، وإنما سينصرف ههما الأساس، إلى البحث عن العلاقة بين الانتقال الديمقراطي والعدالة الانتقالية، كما تم اختبارهما في التجريبتين المغربية والتونسية، من خلال الاشتباك العلمي مع التساؤلات التالية:

² كمال عبد اللطيف، "العدالة الانتقالية والتحويلات السياسية في المغرب: تجربة هيئة الإنصاف والمصالحة"، سياسات عربية، العدد 5 (نونبر 2013)، ص97.

• هل نجاح تجربة ما للعدالة الانتقالية يجب بالضرورة أن تكون مسبوقه بانتقال ديمقراطي وسياسي ودستوري عميق وتويجا له، أم أنه يمكن أن تكون مقدمة للانتقال وممهدة للتحوّل السياسي؟

• هل نجاح العدالة الانتقالية رهين بطبيعة القوة المتحكمة بزمام المبادرة أثناء الانتقال وبعده، أم أنه مرتبط بشكل التحوّل أتم داخل نفس منظومة الحكم أم خارجها؟

• هل تنصرف غايات العدالة الانتقالية المحدثه من طرف نفس النظام المسؤول عن الانتهاكات إلى إجراء مصالحة جدية، أم أنها مجرد آلية لتجديد الشرعية والتخلص من تركه ماضيه الأليم؟

• ألا يجد الارتباك الملازم لبعض تجارب الانتقال الديمقراطي والعدالة الانتقالية مرده إلى الطابع الفجائي للتحوّل السياسي مما يجعل مسار الانتقال الديمقراطي والعدالة الانتقالية مفتوحا على احتمالات متعددة؟

• هل يرتهن نجاح الانتقال الديمقراطي وتجربة العدالة الانتقالية فقط بتحقق شروط سياسية ودستورية مؤسسة وضامنة، أم يتحكم في مسارهما أسلوب تدبير لحظة الانتقال ذاتها من طرف النخب الوافدة على الحكم؟

لا شك أن هذه التساؤلات تحتمل أن تقارب من مداخل مختلفة ومستويات متعددة قد يتعذر على هذه الورقة الإحاطة بكل جوانبها. وعليه، سيشكل الانتقال الديمقراطي في التجريبتين المغربية والتونسية، باعتباره لحظة وليس مسارا³، معلما لتحديد إحداثيات العدالة الانتقالية من خلال متغيرات انصب الاهتمام على أربعة منها، وهي:

• العدالة الانتقالية في سياق استمرارية/ القطيعة (مع) النظام السياسي المسؤول عن انتهاكات الماضي.

• العدالة الانتقالية والتوافقات السياسية المؤسسة للانتقال الديمقراطي.

³درجت بعض الأدبيات على التمييز بين الانتقال الديمقراطي والانتقال إلى الديمقراطية أو بين الانتقال الديمقراطي والتحوّل الديمقراطي على أساس أن الانتقال الديمقراطي عملية لحظية محددة في الزمان ترتبط بالحرص على ضمان ديمقراطية آليات الانتقال، في حين أن التحوّل الديمقراطي أو الانتقال إلى الديمقراطية فينطويان على مسار من عمليات تراكمية سياسية واجتماعية مستمرة تستهدف أساسا الانتقال من نظام ديمقراطي إلى مجتمع ديمقراطي.

• العدالة الانتقالية والمسألة الدستورية.

• العدالة الانتقالية وترتيب أولويات المرحلة الانتقالية.

1. أثر متغير القطيعة والاستمرارية مع النظام السابق على تجارب العدالة الانتقالية

أفردت دراسات علم الانتقال مباحث خاصة لأنماط الانتقال، حاولت من خلالها وضع نمذجة للتجارب وتصنيف التحولات كما هي مختبرة وفقا لأهم خصائصها، وهي بذلك بعيدة عن التصنيف النظري التجريدي الحصري للانتقالات السياسية. ولعل اختلاف قائمة أنماط العدالة الانتقالية من باحث إلى آخر، ناتجة عن الخصوصية التي تسم التحولات الديمقراطية مع مرور الوقت، وعن اختلاف السياقات والفضاءات الجغرافية.

بالرغم من تعدد هذه الأنماط، إلا أنه يبقى أكثرها تردداً، هو نمط الانتقال من الأعلى، ونمط التفاوض بين نخب الحكم والمعارضة، ونمط الانتقال من الأسفل، ونمط الفرض بالقوة من الخارج، كحالي العراق وأفغانستان. ومع ذلك ليس تمت ستار حديدي بين هذه الأنماط، بل إنها تتداخل وتتشابك،⁴ وقد يبتدأ الانتقال بنمط معين وينتهي به المطاف بنمط آخر، وقد يأخذ الانتقال بأكثر من أسلوب منذ بدايته.

شكل نمط التحول من الأعلى، الأسلوب الغالب لتجارب الانتقال في ظل استمرارية النظام السياسي، وهو ما ينطبق على التجربة المغربية، وإن كانت التجربة الوطنية قد أخذت ببعض أسباب نمط التفاوض بين النظام والمعارضة.

تتقاطع خصائص الانتقال في المغرب مع السمات الثابتة لتجارب التحول من الأعلى، خاصة على مستوى اقتناع النظام بأن التغيير هو الثمن الأقل تكلفة لاستمراره والحيلولة دون سقوطه أو تفككه. وفي سياق هذه التحولات، غالبا ما يكون النظام هو صاحب المبادرة باتخاذ سياسات إصلاحية تدرجية داخله. ويتسم هذا النمط بالتغيير المؤسسي المتدرج في إطار استمرار النخبة الحاكمة، بحيث لا يحدث انقطاع أو تحول سريع لشكل نظام الحكم والدستور، بل يتمثل الانتقال في شكل سلسلة من الإجراءات والقرارات التدرجية.⁵

⁴ علي الدين هلال، الانتقال إلى الديمقراطية: ماذا يستفيد العرب من تجارب الآخرين؟، سلسلة عالم المعرفة 479 (الكويت: المجلس الوطني للثقافة والفنون والآداب، دجنبر 2019)، ص115.

⁵ نفس المرجع، ص91.

حذر الباحث توماس كاروتس Thomas Carothers من التحول وفقا لهذا النمط، لأنه أصبح نمطا غير فعال، منبها إلى أنه من أصل 100 دولة مرت به، هناك عشرون منها فقط حققت ديمقراطية ناجحة أو كاملة. أما البقية فظلت في المنطقة الرمادية.⁶ وجمعت نظمها بين الديمقراطية الشكلية، أو ما يطلق عليه بالديمقراطية الإجرائية، وخصائص أسلوب الحكم التسلسلي، باستمرار نفوذ مؤسسات تمارس السلطة، إلا أنها لا تخضع للمحاسبة. وهو أسلوب الجمع بين مظاهر نظام تنافسي على مستوى القاعدة، ونظام مغلق على مستوى القمة.

إن ضمان نجاح هذا النمط، أو على الأقل، حماية الانفراج السياسي المحسوب من الارتداد السلطوي، ومما يطلق عليه بالاستنزاف الديمقراطي، يتطلب عدم تبني مواقف حدية يكون من شأنها تهديد المصالح الأساسية للنخبة الحاكمة، وغالبا ما تشكل العدالة الانتقالية لحظة للإقدام على تنازلات تمس في العمق ارهاصات التحول الديمقراطي. وعليه، يمكننا الزعم بوجود خصائص لتجارب العدالة الانتقالية باستحضار متغير بناء هذه التجارب في سياق استمرارية النظام السياسي أو في سياق القطيعة العضوية معه.

من جملة السمات البارزة لتجارب العدالة الانتقالية في ظل استمرارية نفس النظام السياسي، هناك المغالاة في التركيز على الضحية (السخاء في التعويض المادي لجبر ضرر الضحايا، وتقديم الاعتذار عن ممارسات الماضي...)، وصراف الانتباه عن الجلاذ، وترجيح التطلع للمستقبل، أي لضمانات عدم التكرار، كما يتم كل ذلك على حساب كشف حقيقة أحداث الماضي، والنبش في الذاكرة. هذا بالإضافة إلى خاصية البعد الفوقي لآليات العدالة الانتقالية في تجارب الانتقال داخل نفس النظام السياسي، على عكس تجارب التحول في إطار القطيعة.

تجد عيوب تجربة العدالة الانتقالية بالمغرب أساسها، من حيث الشكل والمقاربة، في أن النص المنظم لآلية العدالة الانتقالية في المغرب، لم يكن موضوع حوار وتشاور عمومي، خاصة من قبل الضحايا، بل لم يتم وفقا للقنوات العادية لصياغة وإنتاج القواعد القانونية في دولة المؤسسات. ومن حيث المضمون، لم يعكس هذا القانون مطامح ضحايا الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان، والجمعيات الحقوقية الوطنية والدولية، المعبر عنها في المناظرة الوطنية حول الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان بالرباط سنة 2001.⁷ مما جعل مسألة إحداث هيئة

⁶ نفس المرجع، ص 92، 93.

⁷ نظم كل من المنتدى المغربي للحقيقة والإنصاف والجمعية المغربية لحقوق الإنسان والمنظمة المغربية لحقوق الإنسان مناظرة وطنية حول الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان ما بين 9-11 نوفمبر 2001، وطالب البيان

للعدالة الانتقالية شأنًا مؤسستيا رسميا أكثر من كونه تنويجا لحوار مجتمعي موسع، وأقرب إلى منحة من النظام، وكأننا أمام عمل لحظي وظرفي وتقني، وليس إزاء منعطف فارق في تاريخ الأمة ولحظة لاستعادة كرامة مهدورة واسترداد حقوق مسترخصة، حيث تم تهريب النقاش حول الماضي من دوائر الفضاء العام وحشره في زاوية القنوات المؤسستية ووفقا للضوابط القانونية والتنظيمية القائمة.

وتكمن خلفية هذا الخيار، في رغبة النظام السياسي في التحكم ابتداء وانتهاء في جزئيات التجربة، وضبط تفاصيلها، وتحديد مآلاتها، وإخضاعها لإيقاعه ومنطقه الخاص.

تعد استمرارية نفس البنية السياسية عقبه كؤود أمام أي انتقال ديمقراطي سليم وسلس، ونفس الأمر ينسحب على العدالة الانتقالية، باعتبارها من متطلبات الانتقال الديمقراطي. فإذا كان الانتقال الديمقراطي الممنوح، هو أسوأ أشكال الانتقال، فبمنطق قياسي، يمكن القول إن العدالة الانتقالية في ظل الانتقال الديمقراطي الممنوح، هي أسوأ أشكال العدالة الانتقالية، حيث أنها عدالة لم يفرزها تفاوض أو توافق سياسي بين النظام الحاكم وقوى المعارضة، بل هي مجرد منة والتفاتة من النظام السياسي.

بعد تجربة حكومة التناوب التوافقي (1998-2002) شهد المغرب جزرا ديمقراطيا، عبر عنه آنذاك حزب الاتحاد الاشتراكي للقوات الشعبية في أحد بياناته بالخروج عن المنهجية الديمقراطية وعودة جيوب المقاومة، حيث تم تعيين شخصية تكنوقراطية على رأس الحكومة في وقت تصدر فيه حزب الاتحاد الاشتراكي للقوات الشعبية الانتخابات التشريعية لسنة 2002.

وهكذا تزامن إحداث هيئة الإنصاف والمصالحة مع لحظة حسمت فيها نزعات التسلط لصالحها معركة تنازع الإيرادات حول المشروع المجتمعي والديمقراطي المنشود، بل في لحظة تم خلاله إغلاق قوس الانتقال الديمقراطي الهش الذي برزت بعض بشائره ومؤثراته مع حكومة التناوب التوافقي، مما ضيق دائرة الطموح وحصر مساحات التوقعات.⁸ وعليه، فتجارب

الختامي للمناظرة بإحداث آلية للعدالة الانتقالية وعدم الاكتفاء بهيئة التحكيم المستقلة لتعويض ضحايا الاختفاء القسري والاعتقال التعسفي، وأن طي صفحة الماضي لن يتم إلا بالكشف الكامل عن الحقيقة والمساءلة وإقرار ضمانات عدم التكرار.

⁸ أنظر:

إسماعيل حمودي، الانتقال الديمقراطي في المغرب: حدود التحول، رؤية تركية، العدد 13 (ربيع 2015)، ص

39-27

العدالة الانتقالية عادة ما تكون ناجحة في سياقات انتقالات ديمقراطية جديدة، وليس في سياقات انتقالات هشة، أو في لحظات ارتداد وتراجع عن ممارسات اعتبرت مكتسبات في مسار البناء الديمقراطي الوطني.

إن التجربة المغربية وإن تم خوضها خارج القطيعة مع النظام السياسي، إلا أنها شكلت لبنة في مسار الانتقال الديمقراطي التدريجي، والذي يعبر عنه في الخطاب التداولي الرسمي بالتحول في ظل الاستمرارية، أو كما عبر عنه الأستاذ أحمد شوقي بنوب بالقطائع الإيجابية للنظام السياسي، بمعنى التحول في إطار القطائع الإيجابية التدريجية للنظام، أي أن المراد بالقطيعة هو الممارسة والسلوك، وليس النظام السياسي كبنية. وقد لا نكاد نجد توصيفا أدق لهوية التحول الذي جرى غير تعبير موفق للباحثين مريم كاتوس Myriam Catusse وفريدريك فيريل Frédéric Vairel حيث قالوا أن التحول في المغرب أفرز "نظاما لم يعد هو نفسه ولم يصبح شيئا آخر غيره"⁹.

أما بخصوص تجارب الانتقال من خلال القطيعة، حيث يتم التحول في غالبه من الأسفل، وأداته الرئيسية في ذلك الضغوط الشعبية والاحتجاجات الجماهيرية، التي تترتب عن وجود أزمة سياسية واجتماعية تؤدي إلى تعبئة جماعية ضد النظام القائم، فإن النظام وحتى نخب المعارضة الحزبية التقليدية في الغالب تفقد السيطرة على الوضع وعلى ضبط وتحديد مساره.¹⁰

وفي الحالة هاته، غالبا ما يتعاضم الصراع بين القيادات السياسية وقوى الثورة في الميدان، وبين الشرعية الثورية والشرعية الدستورية. ويثار الخلاف حول سقف مهام الثورة، هل تتوقف في حدود إسقاط النظام أم تمتد إلى تطهير المؤسسات ومحاسبة رموز النظام المنهار وإلى إسقاط الدولة أحيانا.

عادة ما تولي تجارب العدالة الانتقالية في سياقات الانتقال خارج النظام السياسي المسؤول عن انتهاكات الماضي أهمية أكبر لمحاسبة الجناة، والكشف الكامل عن الحقيقة من خلال

يحيى عالم، خلفيات صراع الإيرادات وسؤال الانتقال الديمقراطي بالمغرب، دراسات، مركز برق للسياسات والاستشارات، 05 ماي 2017. شوهدي في 15 ماي 2022.

<https://barq-rs.com/الانتقال-وسؤال-الإيرادات-صراع-خلفيات/>

⁹ Myriam Catusse, Frédéric Vairel, "Ni tout à fait le même, ni tout à fait un autre : Métamorphoses et continuité du régime marocain", Maghreb-Machrek, printemps 2003, n°175, p. 73-91

¹⁰ علي الدين هلال، مرجع سابق، ص 103.

سيطرة النخبة الحاكمة الجديدة على المؤسسات المدنية، وبالتالي نفوذها إلى الأرشيف المدني، أما ما يتعلق بالأرشيف العسكري فليس الأمر متاحا دائما.

تأسيسا على ما سبق، يمكن القول أن تجربة العدالة الانتقالية في المغرب على تواضعها كانت مضمونة النتائج ومرسومة المسار ومحددة المأل، أما التجربة التونسية فضعفها يكمن في قوة اختصاصاتها وطموحها الكبير، وفي الحالة هاته تصير نتائج التجارب التي لا تقبل التنازلات مفتوحة على احتمالات متعددة، وقد يعرف مسارها منعطفات خطيرة، حيث تخضع في عملها للتقلبات الحكومية والوضع الأمني وميزان القوة بين قوى التغيير والقوى المحافظة¹¹.

2. العدالة الانتقالية في سياق التوافقات السياسية الممهدة للانتقال الديمقراطي

تمر عادة التحولات السياسية، وخاصة الديمقراطية منها، بتوافقات سياسية بين القوى المتنافسة على السلطة، والمتمثلة أساسا في التوجه الإصلاحية في النظام والتوجهات المعتدلة في المعارضة أو التغيرات السياسية الأكثر جاهزية لتعويض النظام. لأن الانتقال الديمقراطي كما أورد الأستاذ محمد أركين يتأسس على معطيين رئيسيين وهما: آلية الميثاق السياسي، وفكرة أن الانتقال مطبوع بعدم اليقين¹².

غالبا ما تتميز التحولات السياسية المستندة على توافقات صلبة بالثبات وبالقدرة على الحد من لا يقينية الانتقال وحصرا الاحتمالات التي يمكن أن تمضي فيها عملية التحول. لذلك يسمي أرنت ليههارت Arend Lijphart التوافقات السياسية بسياسة إرساء الدعائم¹³. غير أن المفاوضات بين النظام وقوى المعارضة، قد يفضي إلى توافقات سياسية، وقد ينحرف إلى شكل صفقات ومساومات سياسية. فكلما حازت التوافقات السياسية الممهدة للانتقال عن الحسم في عدد من القضايا المصيرية، كلما كانت هذه التوافقات تكتيكية، وليست نهائية، وكلما ارتفع

¹¹ يراد بالقوى المحافظة في هذه الورقة كافة التعبيرات السياسية والاجتماعية والثقافية المتمسكة بالوضع القائم والحريصة على صيانتها من خلال مواجهة أي نزوع نحو التغيير.

¹² محمد أركين، الدستور والدستورانية: من دساتير فصل السلط إلى دساتير صك الحقوق، ط1 (الدار البيضاء: مطبعة النجاح الجديدة، 2007)، ص149.

¹³ أيمن بوغانمي، "الانتقال الديمقراطي التشاركي في تونس حلول نخوية في سياق ثوري"، ضمن مؤلف جماعي بعنوان: النخب والانتقال الديمقراطي التشكل والمهمات والأدوار، ط1 (بيروت: المركز العربي للأبحاث ودراسة السياسات، مارس 2019)، ص63.

منسوب الشك في صدق نوايا التحول لدى النظام السياسي، وكلما أفضت إلى ديمقراطية هشة وانتقال ديمقراطي غير مكتمل.

ما يميز لحظات الانتقال المشهودة في التجربتين المغربية والتونسية، أنهما لم تمرا بتفاوض حقيقي بين النظام والمعارضة، كذلك الذي تم بين الأحزاب الشيوعية وقوى المعارضة في دول أوروبا الشرقية -باستثناء رومانيا-، والتي أطلق عليها بمفاوضات المائدة المستديرة أو اللجان التوفيقية، والتفاوض في إطار المؤتمرات الوطنية في عدد من التجارب الإفريقية، أو مفاوضات كوديسا في حالة جنوب إفريقيا¹⁴.

بيد أن تلاقي التجربتين المغربية والتونسية في قيامهما على أرضية هشة لترتيب الانتقال، وإن كان يعود إلى طبيعة ميزان القوة بين المعارضة والنظام في الحالتين، إلا أنه في الحالة المغربية، كانت المفاوضات تجري بشروط النظام، أي بشروط الملك الحسن الثاني، في حين أنه في الحالة التونسية، نظرا للطابع الفجائي للثورة وللتفكك السريع للنظام، لم تتح فرصة وقدر كاف من الوقت لترتيب الانتقال، وإجراء حوار مع المعارضة. ولعل بعض من الارتباك والارتجالية التي لازمت الفعل السياسي في تونس بعد الثورة إلى غاية سنة 2014، كان ناتجا عن انتقال الحكم بدون خطة متوافق عليها بين الأطراف. وكان الوضع أشبه بما أطلق عليه أنطونيو غرامشي Antonio Gramsci بعالم قديم يحتضر وآخر جديد لم يولد بعد.

إذا كانت تحولات النظام الدولي مع انهيار الاتحاد السوفياتي، واشتداد الأزمة الاقتصادية الوطنية، وتدهور الوضع الصحي للملك، قد دفع القصر إلى تقديم بعض التنازلات، إلا أنه مع ذلك، ظل القصر في مرتبة أقوى في التفاوض، لأن تحولات السياسة الدولية أربكت حسابات المعارضة كذلك، حيث شهدت نفس الفترة تراجعا تراجيديا لقوى اليسار على المستوى العالمي، وفتور الحماس على المستوى الدولي لتأييد المعارضة ذات التوجهات اليسارية بعد انهيار الاتحاد السوفياتي. هذا بالإضافة إلى عوامل داخلية مرتبطة بمكونات المعارضة التي اخترقتها تمايزات كثيرة¹⁵.

¹⁴ علي الدين هلال، مرجع سابق، ص 98.

¹⁵ للمزيد من المعطيات بخصوص تضارب المواقف بين زعماء أحزاب الكتلة الديمقراطية وحدة الانشقاقات التي اعتملت داخل أحزاب المعارضة خلال أواسط التسعينيات من القرن الماضي يراجع: - أحمد بوز ومحمد حفيظ، أوراق من زمن السياسة: اليوسفي كما عشناه، ط1 (طنجة: دار الفاصلة للنشر، 2021)، ص 312.

خلافًا لأغلب التحولات السياسية التي كانت ناتجة عن قوة المعارضة وتراجع نفوذ النظام، أو تعادل على الأقل لقوة الطرفين، فإن التجربة المغربية للانتقال أفرزها وضع تراجع قوة الخصمين السياسيين، مع وجود امتياز لصالح القصر، وهو ما منحه القدرة على التمسك بزمام المبادرة. لذلك، تعود هشاشة الانتقال الديمقراطي في شوطه الأول، أي في إطار حكومة التناوب التوافقي، إلى الطابع الممنوح للانتقال، أي التحول بإرادة النظام وفي إطار ما تسمح به استمراريته.

يرى بروتون وهيجلي أن التوافقات الكبرى غالبًا ما تنطلق من أرضية الأزمات الخطيرة، كحالة الانهيار الاقتصادي، والمجاعات، والهزائم الحربية، وشبح الحروب العرقية...¹⁶ لذلك، فالتوافقات في سياقات غير مأزومة، أو في سياقات لا تشكل فيها الأزمة خطورة على استمرارية النظام، غالبًا ما تكون توافقات تكتيكية، وحتى إذا ما تم الاتفاق على ضرورة الانتقال، فإنه نادرا ما يحصل التوافق على كفاءاته ومراحلته، كما هو حال التجربة المغربية.

يشير الباحث أناس المشيشي في هذا الإطار، إلى أنه لم يكن ثمة أي اتفاق صريح بين الملك والمعارضة حول مراحل الانتقال ومآله، على نحو يجعل مجرى الحياة السياسية يتسم بحد أدنى من قابلية التوقع، التي تعد سمة أساسية للنظام السياسي الحديث، ما يترك المجال مفتوحًا أمام تأويل بعض قرارات المؤسسة الملكية وعدها إشارات في هذا الاتجاه أو ذاك، في إسقاط واضح لممارسة غير عقلانية على المجال السياسي. فواقعة القسم على القرآن بين الراحل الحسن الثاني وعبد الرحمن اليوسفي، لم ترتب التزامات محددة على عاتق الملك الراحل، فالالتزام الوحيد الذي جرى الإفصاح عنه هو تعيين عبد الرحمن اليوسفي وزيرًا أولًا، مع جهل الرأي العام بما دار بين الملك واليوسفي وطبيعة الاتفاق أو التوافق الذي حصل، إن كان حصل فعلاً¹⁷. وهو ما اعتبره عدد من الباحثين أن عبد الرحمان اليوسفي قدم الاتحاد

-BENNANI-CHRAÏBI, Mounia, *Partis politiques et protestations au Maroc (1934-2020)*, Nouvelle édition, Rennes: Presses universitaires de Rennes, 2021 (généré le 29 septembre 2021), P149-150.

¹⁶ كمال الغزي، "النخب: بناء الوفاقات وترويض السياسة"، ضمن مؤلف جماعي بعنوان: النخب والانتقال الديمقراطي التشكل والمهمات والأدوار، ط1 (بيروت: المركز العربي للأبحاث ودراسة السياسات، مارس 2019)، ص42.

¹⁷ أناس المشيشي، "الفيلسوف والانتقال الديمقراطي بالمغرب أنموذج محمد عابد الجابري"، ضمن مؤلف جماعي بعنوان: النخب والانتقال الديمقراطي التشكل والمهمات والأدوار، ط1 (بيروت: المركز العربي للأبحاث ودراسة السياسات، مارس 2019)، ص251.

الاشتراكي قرابانا لترتيبات سياسية غير مضمونة¹⁸ ، لأنه قبل بمعادلة الحكم خلف الملك وليس مع الملك وإلى جانبه.

فضلا عن غياب خطة للانتقال، من حيث محطاتها الكبرى وإطارها الزمني، فهشاشة التوافقات السياسية بين القصر والمعارضة، فوتت الفرصة التاريخية كما يقول محمد عابد الجابري للإجابة عن سؤال "مضمون الديمقراطية التي نريد الانتقال إليها"¹⁹. فالديمقراطية المتولدة عن تجارب الدول في هذا المسار التاريخي الطويل هي في الحقيقة ديمقراطيات بالجمع، وليست بالمفرد، منها الديمقراطية الليبرالية، والديمقراطية الاجتماعية والديمقراطية التوافقية... وهو ما يفرض ضرورة الحسم، ليس فقط في الخيار الديمقراطي، وإنما أيضا في أي ديمقراطية نرتضي.

لا شك أن طبيعة التوافقات الحاصلة بين القوى السياسية لا ترهن فقط الانتقال الديمقراطي، بل تحدد طبيعة وشكل العدالة الانتقالية. لذلك فالتوافقات السياسية التي كانت أقرب إلى إملاءات في التجربة المغربية، وغيابها أو محدوديتها في التجربة التونسية، كانت لها تداعيات ملحوظة على مسار العدالة الانتقالية في البلدين، حيث كانت عدالة انتقالية ممنوحة في الحالة المغربية، إذ تحكم النظام في إحداثها، وفي تعيين أعضائها، وفي صلاحياتها، وفي حدود إثارها لمسؤولية الدولة، وشروط الكشف عن الحقيقة... وبالرغم من الطموح الكبير الذي حدى التجربة التونسية، إلا أنها كانت عدالة انتقالية بلا ضمانات سياسية، حيث لم تفرزها توافقات سياسية مرتبة للحظة الانتقال.

إذا كان الانتقال السياسي في التجربة المغربية قد أخفق في تحقيق الكتلة التاريخية، والتي حسب محمد عابد الجابري لا تستثني من صفوفها إلا من يضع نفسه خارجها،²⁰ حيث انتقى النظام بعناية مخاطبيه لإنجاز الانتقال، وتم بذلك استبعاد تعبيرات سياسية، فحتى وإن لم تكن تعبر عن طيف مجتمعي واسع، إلا أنها حاضرة بقوة من خلال طروحاتها السياسية ومواقفها، وأقصد بذلك عددا من التعبيرات اليسارية والإسلامية غير الانتخابية، فإن العدالة الانتقالية هي كذلك لم تشمل كافة أطراف الحركة الحقوقية الوطنية، وإنما اقتصر فقط على بعضها التي تعتبر معتدلة في نقدها لوضعية حقوق الإنسان في المغرب.

¹⁸ أحمد بوز ومحمد حفيظ، مرجع سابق، ص341.

¹⁹ أناس المشيشي، مرجع سابق، ص242.

²⁰ أناس المشيشي، مرجع سابق، ص248.

بالرغم من أن مسألة حقوق الإنسان على المستوى الوطني أثرت بالتزامن مع بداية الانفراج السياسي، أي مع بداية التسعينيات من القرن الماضي، إلا أن النظام السياسي استبعد مسألة حقوق الإنسان من قضايا التداول مع المعارضة السياسية، وتم تهريب النقاش المرتبط بتسوية ماضي الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان إلى مؤسسة أخرى، وهي المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان المحدث بدوره بظهير ملكي سنة 1990، بل تم إغلاق منافذ خوض نخبة الانتقال السياسي في قضايا الانتقال الحقوقي، فقد اعترض القصر بشدة على انتقاد أحد مستشاري عبد الرحمان اليوسفي تجربة المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، وبالخصوص توصيته بشأن تدبير ملفات الاختفاء القسري.²¹ وبذلك تم خوض انتقاليين منفصلين من حيث الفاعلين والتوقيت والفضاء.

3. العدالة الانتقالية والمسألة الدستورية

انشغلت أدبيات الانتقال الديمقراطي بالمسألة الدستورية، من زاوية أن جوهر العلاقة بين المسلسلين القانوني والسياسي، يكمن في مدى رغبة الأطراف السياسية في الانتقال من إطار الميثاق السياسي إلى ميثاق دستوري، يعمل على هندسة تسوية المرور إلى النظام الديمقراطي.²²

فالوثيقة الدستورية، تسمح بقراءة الانتقال، ليس من داخل فكرة الميثاق السياسي، بل بمنظار القواعد القانونية الاتفاقية، وقدرتها على تجسيد عملية المرور إلى فضاء الديمقراطية والمؤسسات²³. فضلا عن كون الدستور، يعكس الإرادة السياسية للقطع مع الماضي، فإنه يخرج التعاقدات بين النخب من طابعها السياسي إلى طابع قانوني، أي أنه يترجم التعاقدات السياسية إلى ضمانات دستورية. كما يخلص التوافقات السياسية، من توافقات مطبوعة بالسرية إلى توافقات علنية. بالإضافة إلى أنه يخرج هذه التوافقات السياسية، من طابعها النخبوي بين القيادات الحزبية إلى بعد جماهيري-مجتمعي أوسع، حيث يمكن اعتبار الاستفتاء الشعبي على الدستور بمثابة لحظة للمصادقة الشعبية على توافقات النخب، كما يمنح الدستور للتحويل مناعة أقوى من الارتداد مقارنة مع الرهان فقط في التحول على التعهدات السياسية للأفراد.

²¹ أنظر، أحمد بوز ومحمد حفيظ، مرجع سابق، ص 329.

²² محمد أتركين، مرجع سابق، ص 147.

²³ محمد أتركين، مرجع سابق، ص 147.

تباينت خبرات الدول التي مرت بمرحلة الانتقال الديمقراطي، فمنها من أسقطت الدستور القديم بالكامل، ومنها من أجرت عليه تعديلات تتواءم والمرحلة الجديدة، وارتبط ذلك بما إذا كانت عملية الانتقال قد مثلت قطيعة مع الماضي، أو أنها تمت نتيجة تفاوض مع النظام القديم. ففي جنوب إفريقيا تفاوضت قوى المعارضة مع النظام العنصري، وظل الدستور القديم ساريا حتى انتهاء المفاوضات وانتقال السلطة. وفي الأرجنتين غير الدستور بعد مرور عشر سنوات على الإصلاح الديمقراطي.²⁴

عرفت المسألة الدستورية في المنطقة المغاربية تباينات كبيرة حسب طبيعة الانتقال وأسلوبه، حيث تم خوض تجربة الانتقال الديمقراطي وتجربة العدالة الانتقالية في المغرب في سياق دستور محدود التطلعات، وهو دستور 1996، مما جعل المطلب الدستوري منتهى للعدالة الانتقالية والانتقال الديمقراطي وليس مبتدأ لهما.

صحيح أن الإصلاحات الدستورية استأثرت باهتمام الفرقاء السياسيين (القصر والمعارضة) في المغرب، على الأقل منذ مطلع تسعينيات القرن الماضي، وصحيح كذلك أن التوافق غير المحسوم بين هذه الأطراف هو الذي أجهض الشوط الأول من التقارب السياسي بين النظام والمعارضة، حيث اعتبرت هذه الأخيرة، أن دستور 1992 لم يستجب لتطلعاتها الدستورية²⁵، إلا أن مسار "التفاوض" المستأنف مع المعارضة، خلال أواسط التسعينيات، انتهى بتصدر المسألة الانتخابية لأجندة التوافقات السياسية، وبذلك توارت مسألة الإصلاحات الدستورية إلى الخلف، واختزل المطلب الدستوري في بعد انتخابي ضيق، وأساسا انتخاب كافة أعضاء مجلس النواب انتخابا مباشرا، خلافا لما هو عليه الأمر في دستور 1992.

ونفس الأمر ينطبق على العدالة الانتقالية، حيث تعود بعض أسباب محدودية تجربة العدالة الانتقالية بالمغرب إلى أن الإطار الدستوري الذي أجريت في ظلّه تجربة هيئة الأنصاف والمصالحة، لم يسعف آلية العدالة الانتقالية المغربية على بلوغ مرامها كما هو جار في بعض تجارب العدالة الانتقالية في إفريقيا وأمريكا اللاتينية، أو لرفع سقف التطلعات على مستوى الكشف عن الحقيقة والمساءلة، بحكم أن هذه التجربة مؤطرة بدستور يعتره عوز ديمقراطي وحقوقى كبير، من حيث مضمونه ومنهجية إعداداه.

²⁴ علي الدين هلال، مرجع سابق، ص121.

²⁵ أحمد بوز ومحمد حفيظ، مرجع سابق، ص245-247.

ولعل استشعار أهمية المدخل الدستوري لإنجاح تجربة العدالة الانتقالية هو ما حدا بالتقرير الختامي لهيئة الإنصاف والمصالحة إلى التشديد في توصياتها على الإصلاح الدستوري. واعتبرت هذه المقترحات توصيات وجمية ومرتكزا للإصلاح الدستوري لسنة 2011.

لم تحرص القوى السياسية التي تصدرت تشريعات ما بعد سنة 2011 -حزب العدالة والتنمية أساسا- على تصحيح مسار التحول الديمقراطي بخصوص المسألة الدستورية، حيث أن تهميش المسألة الدستورية، من خلال اعتبار الإصلاح الدستوري المستجيب للانتقال قابل للتأجيل في سياق حكومة التناوب، أعادته التجربة الحكومية لما بعد دستور 2011 بأسلوب آخر، وهو الرهان على كسب ثقة الملك لصالح حزب العدالة والتنمية ولو على حساب الدستور والممارسة الديمقراطية، من خلال الإقدام على تنازلات إرادية. وأفضت هذه الممارسات إلى أولوية الثقة على التعاقد المكتوب، وأسبقية السياسي على الدستوري مرة أخرى²⁶.

استحضارا لأهمية المعطى الدستوري في منح شرعية أقوى تتجاوز الشرعية الثورية، عملت قوى التغيير بعد انهيار نظام بن علي في تونس على إجراء الانتقال الديمقراطي وخوض تجربة للعدالة الانتقالية بدءا في إطار مبادئ دستورية محصنة للمطلب الديمقراطي للثورة التونسية، كان يجسدها بين سنتي 2011 و2014 القانون التأسيسي بشأن التنظيم المؤقت للسلطات العامة، ثم تواصلت عملية الانتقال في إطار دستور 2014. وبذلك، اختلفت التجربة التونسية عن التجربة المغربية، حيث أجريت الأولى في إطار دستور الانتقال، والثانية في إطار دستور ممهّد للانتقال الديمقراطي²⁷.

وعليه، يمكن استخلاص فكرة أولية مفادها، أن زمنية خوض تمرين العدالة الانتقالية في علاقته بالمسألة الدستورية قابلة أن تفسر منسوب الطموح وسقف التطلعات المرسوم لأليات العدالة الانتقالية، على الأقل في منطلقها، حيث تبين أن استكمال أركان العدالة الانتقالية وقوة صلاحيات آلياتها المؤسساتية يتماشى اضطرادا مع ما إذا كان الدستور ضامنا للانتقال، أم أنه موفر فقط لشروط التحول، أو ما تسميه بعض قوى اليسار في المغرب بالتأسيس للانتقال.

²⁶ حسن طارق، الديمقراطية وقضايا الانتقال السياسي بالمغرب، ط1 (الرباط: مطبعة دعاية، 2020)، ص

112.

²⁷ شاكر الحوكي، " العدالة الانتقالية والانتقال الديمقراطي في تونس: قراءة نظرية في تفكيك المفاهيم والنتائج"، مجلة المفكرة القانونية، تونس، العدد 16، دجنبر 2019، ص 6. شوهد في 22 فبراير 2022.

https://legal-agenda.com/wp-content/uploads/Legal-Agenda_Tunisia_issue16.pdf

بيد أن المسألة الدستورية وإن كانت مسعفة لفهم تباين اختصاصات هيئات العدالة الانتقالية، لا سيما ما يتعلق بالمساءلة القضائية للجنة والكشف الكامل عن الحقيقة، إلا أنها في المقابل لا تقوم بالضرورة أساسا لفهم مسارات هذه التجارب، وكذلك تقييم أدائها نجاحا وإخفاقا.

4. العدالة الانتقالية وأولويات المرحلة الانتقالية

توفر الترتيبات والتوافقات الممهدة للانتقال السياسي شروط التحول السلس من الاستبداد إلى الديمقراطية، غير أن الترتيبات القبلية، وحسم الخيارات، وتحديد عناصر النظام السابق من مواقع التأثير في الجيش والاستخبارات والسلطة والاقتصاد، لا تشكل ضمانا لسلوك التحول مسارا ديمقراطيا. فقد تعود أسباب الارتداد وإجهاض الانتقال أحيانا إلى أخطاء تدبير المرحلة الانتقالية ذاتها من طرف النخبة السياسية الجديدة، نتيجة سوء تقديرها لأولويات المرحلة. فاصطفاء قضايا معينة إلى صدارة الاهتمام، قد يشوش على مسار الانتقال الديمقراطي عوض أن يخدمه.

وعليه، لا يمكن تقييم مآلات الانتقال فقط بالفرص والعوائق الموجودة مسبقا فحسب، لكن أيضا باستحضار الفرص والعوائق المتولدة من الانتقال ذاته، والذي يصنعه في كل الأحوال فاعلون واعون²⁸. وفي نفس اتجاه النزعة الإرادية للتحول، التي لا نؤيدها كثيرا، أورد صامويل هنتنغتون أن "شروط تحقيق الديمقراطية يجب أن تتوافر، إلا أن الزعماء السياسيين وحدهم الذين يستطيعون بإرادتهم أن يحققوا أهدافها"²⁹.

تتحمل الطبقة السياسية المدبرة للمرحلة الانتقالية مسؤولية كبرى في فصل الخيارات العاطفية الجماعية، خاصة في سياقات الثورة، عن الخيارات العقلانية من حيث ترتيب الأولويات، وترجيح الخيارات، وإن لزم الأمر التضحية أو التقليل من شأن بعض القضايا،

²⁸ حافظ عبد الرحيم، "فاعلو الانتقال الديمقراطي: أي دور للنخبة في فهم المراحل الانتقالية في التجربة التونسية"، ضمن مؤلف جماعي بعنوان: النخب والانتقال الديمقراطي التشكل والمهمات والأدوار، ط1 (بيروت: المركز العربي للأبحاث ودراسة السياسات، مارس 2019)، ص56.

²⁹ وجه خوان لينز Juan Linz منذ وقت مبكر نقدا حادا للتصور التبسيطي والاختزالي للانتقال والمتسم بالنزعة الإرادية من خلال مؤلفه الصادر سنة 1978 بعنوان "تعثر الأنظمة الديمقراطية: الأزمات والعثرات وإعادة التوازن".

أنظر، حسن طارق، مرجع سابق، صص9، 15.

كالعدالة الانتقالية مثلا. فهذه الأخيرة باهظة الثمن، قد تشتت الانتباه أحيانا عن مهمة أسمى تتمثل في بناء الدولة الديمقراطية.

أكدت بعض تجارب الانتقال الناجحة على الصعيد الأوروبي كالتجربة الإسبانية، أن الانتقال الديمقراطي لا يمر بالضرورة عبر العدالة الانتقالية، ولا عبر عدالة انتقالية مستكملة لكافة أركانها حتى في حالة خوضها. ولعل هذه الحسابات العقلانية المرتبطة بتقدير الربح والخسارة، وليس الظلم والعدل، هو الذي حدا بالمعارضة في بولندا إلى إطلاق شعار "ثورة التقييد الذاتي" على ثورتها الديمقراطية الليبرالية³⁰. فبعض التساهل تجاه عناصر النظام المنهار أو المنفتح على التحول السياسي التنافسي يعزز فرص نجاح التعاقد الاجتماعي الديمقراطي³¹.

قد تسفر التعاقدات السياسية عن تقييدات على العملية الانتخابية، كالتعهد بعدم تصدر المعارضة الأغلبية البرلمانية. كما جرى في بولندا مثلا، حيث تم التوافق على الاعتراف بحركة تضامن وحقها في العمل السياسي، مقابل إعطاء الحزب الشيوعي الحق في شغل 60% من مقاعد البرلمان في الانتخابات التي أجريت سنة 1989. وفي الشيلي أفضى التفاوض إلى الاكتفاء بإجراء تعديلات دستورية سنة 1988، والنص على استمرار أغسطو بينوتشي قائدا للقوات المسلحة مدة ثماني سنوات بعد نقل السلطة، وأن يظل عضوا بمجلس الشيوخ مدى الحياة³². وأبقت دول أوروبا الشرقية، باستثناء رومانيا، على الأحزاب الشيوعية، لكونها لم تعد تشكل خطرا على الديمقراطية³³.

في نفس الاتجاه، وحسب تعبير الأستاذ كمال عبد اللطيف "جرى تغليب أفق التصالح التاريخي والسياسي على منطق المقاضاة في التجربة المغربية للعدالة الانتقالية، لأن هيئة الإنصاف والمصالحة لم تنجحها ثورة، بل رتبت ملامح وجودها في سياق تاريخي انتقالي بين ملكين هما الحسن الثاني ومحمد السادس"³⁴.

³⁰ نويل كالهون، معضلات العدالة الانتقالية في التحول من دول شمولية إلى دول ديمقراطية: تجارب من دول أوروبا الشرقية، ترجمة ضفاف شربا، ط1 (بيروت: الشبكة العربية للأبحاث والنشر، 2014)، ص50.

³¹ نفس المرجع، ص62.

³² علي الدين هلال، مرجع سابق، ص98، 101.

³³ نويل كالهون، مرجع سابق، ص16.

³⁴ كمال عبد اللطيف، مرجع سابق، ص95.

أضف إلى ذلك، أن التجربة المغربية لم تجازف برهن الانتقال في جانب واحد، بل أجري التحول في إطار انتقالات جزئية متفاوتة السرعة والوتيرة والتوقيت والإرادة السياسية. فقد تجسد الانتقال على مستوى واجهات متعددة أبرزها الانتقال الدستوري، الذي وصفه عدد من الباحثين بانتقال دستوري بدون مضمون ديمقراطي³⁵، وانتقال حكومي اعتبرته البعثة مونية بناني الشرايبي، في عبارة شديدة البلاغة، بتناوب توافقي عاجز عن التحول إلى تناوب ديمقراطي³⁶، وعدالة انتقالية لم تفض إلى القطع مع ممارسات الماضي، فلازالت السياسة الحقوقية الوطنية تعرف سجلات حادة حول نفس قضايا حقوق الإنسان المنتهكة بشكل جسيم وممنهج في سنوات الجمر والرصاص، وعلى اختلاف درجات هذه الانتقالات الجزئية يبقى أكثرها اكتمالا هو انتقال العرش والملك سنة 1999 بين ملك راحل وآخر جديد.

تعكس الواجهات المتعددة للانتقال في التجربة الوطنية أمرا مفاده تحكم النظام السياسي وأساسا القصر، في تحديد منطلق كل مستوى من مستويات الانتقال المذكورة، وبذلك كانت انتقالات غير مكتملة وغير مستوفية لمهامها، لكنها في المقابل لم تكن مفتوحة على احتمالات متعددة، حيث امتد هذا الضبط والتحكم إلى خوض انتقالات غير مجازفة، وكانت بذلك مضمونة النتائج، يتحكم فيها سقف النفس الديمقراطي والانفتاح السياسي المسموح به من طرف النظام.

أما بخصوص التجربة التونسية، فانفراد التعبيرات السياسية المعارضة لنظام بن علي بالسلطة عقب الثورة³⁷، في غياب ترتيبات مسبقة أثناء الثورة أو بعدها مباشرة، أدى إلى تدمير مرتجل ومرتبك للمرحلة الانتقالية. كان أبرز عناوينها رهن الانتقال الديمقراطي بالعدالة الانتقالية، إلى درجة أن الطبقة السياسية الجديدة أولت العدالة الانتقالية نفس درجة اهتمامها بالانتقال الديمقراطي، دون الانتباه إلى أن وضع قضايا أخرى على هامش الأولويات، قد يجهز على المسارين كلاهما، كالوضع الاقتصادي والأمني والعامل الخارجي مثلا.

يتمثل توفق النخبة السياسية في تدبير المرحلة الانتقالية في قدرتها على الترويج بين خيارات صعبة، فالتجربة الإسبانية مثلا، ما كان لها أن تنجح لولا انتباه حكومة أدولفو سواريز Adolfo

³⁵ حسن طارق، مرجع سابق، ص.80.

³⁶ BENNANI-CHRAÏBI Mounia, Op.Cit, P153-154.

³⁷ بالرغم من استمرارية إسناد مسؤوليات سياسية وإدارية لبعض الرموز الإصلاحية في نظام بن علي في المرحلة التي أعقبت الثورة، إلا أن مهامهم كانت خاضعة لشروط الثورة ولرقابة قوى التغيير في تونس، ولا تشكل بذلك امتدادا للنظام المنهار.

Suarez إلى ضرورة منح الأسبقية للاندماج في الجماعة الاقتصادية الأوروبية على الاقتصاص من الجناة، حيث تعهدت حكومة سواريز بعدم ملاحقة عناصر نظام فرانكو. ولم يفتح ماضي الانتهاكات بملفاته الثقيلة إلا بعدما استقر التحول الديمقراطي، وبدأ الحديث عن الموضوع من زاوية بعده التاريخي والحفاظ على الذاكرة الجماعية فقط³⁸. مما يعني أن التجربة الإسبانية اختارت بأسلوبها الخاص للعدالة الانتقالية زمن الترسخ الديمقراطي، وليس زمن الانتقال الديمقراطي.

بالرغم من الطموح الذي حدى مشروع العدالة الانتقالية في تونس، والذي أخذ طابعا رسميا وقانونيا بموجب قانون العدالة الانتقالية الصادر في أواخر 2013³⁹، إلا أن تجربة هيئة الحقيقة والكرامة صاحبها اضطرابات لم تهدأ، بدءا بالتأسيس، مروراً بتوفير وسائل وإمكانيات الاشتغال، وانتهاء بإصدار التقرير الختامي للهيئة وتنفيذ توصياته. وتجد هزات وتقلبات مسار العدالة الانتقالية مردها في أن التوافقات السياسية أخذت فترة زمنية طويلة، وعرفت في أشواطها الأخيرة، أي قبل اعتماد دستور 2014، عودة قوية لعناصر النظام السابق، مما أعاد تونس إلى مربع البداية، أي لحظة الصراع بين قوى النظام وقوى التغيير السياسي، في الوقت الذي كان مفترضا فيه أي يبقى التنافس محصورا بين القوى المؤيدة للتحول الديمقراطي، وأن يخاض جل هذا التنافس داخل المؤسسات وفي إطار الشرعية الدستورية.

أدت تدابير العزل السياسي، وحملة الاعتقالات الواسعة في صفوف رموز النظام السابق، وحل حزب التجمع الدستوري الديمقراطي، ومصادرة ممتلكات الأفراد المقربة من الرئيس بن علي وعائلته، إلى تدبير مزدوج لجرائم الماضي في مسارين للعدالة، وهما القضاء العادي، وآلية العدالة الانتقالية.

فضلا عن مسار العدالة الجزائية عقب الثورة مباشرة، تم إحداث ثلاث مؤسسات متداخلة الاختصاصات والمهام، وهي "الهيئة العليا لتحقيق أهداف الثورة والإصلاح السياسي والانتقال الديمقراطي"، و"اللجنة الوطنية لاستقصاء الحقائق في التجاوزات والانتهاكات

³⁸ شاكر الحوكي، مرجع سابق، ص 6.

³⁹ فضلا عن استكمال هيئة الحقيقة والكرامة لكافة أركان العدالة الانتقالية من حيث الكشف عن الحقيقة والمساءلة وجبر الضرر الجماعي والفردى وإقرار ضمانات عدم التكرار، فإنها تعتبر من الآليات التي عرفت ولايتها الزمنية مدة أطول مقارنة مع باقي التجارب الدولية، وأن ولايتها الموضوعية لم تقتصر فقط على انتهاكات الحقوق المدنية والسياسية بل شملت أيضا جرائم الفساد المالي والاقتصادي، هذا بالإضافة إلى توسيع مفهوم الضحية في تقديرها للتعويض الفردي.

المسجلة خلال الفترة الممتدة من 17 دجنبر 2010 إلى حين زوال موجها"، و"اللجنة الوطنية لتقصي الحقائق حول الرشوة والفساد"⁴⁰. إذا كان إحداث الهيئة الأولى، استجابة لضرورة أملتها حالة الفراغ الدستوري، فإن مجال اختصاص اللجنتين الأخيرين، يندرج في صميم مهام آلية العدالة الانتقالية⁴¹، خاصة وأن الولاية الزمنية لهيئة الحقيقة والكرامة امتد من سنة 1955 إلى غاية دجنبر 2013.

ما يستفاد من هذه المعطيات هو أن التجربة التونسية جازفت، وبشكل غير محسوب، في الرهان كثيرا على نجاح العدالة الانتقالية لتأمين الانتقال الديمقراطي، إلى درجة أن العدالة الانتقالية صارت بهذا المنطق، عاملا محمدا، وليس عاملا مساعدا للانتقال الديمقراطي. والحال أن الانتقال إلى الديمقراطية هو مسار معقد، ودرامي أحيانا، ومتعدد الأبعاد، يستوجب إنجاحه الوعي بضرورة ضمان نوع من التوازن بين مستويات الانتقال، وحتى في حالة منح الامتياز لبعد من الأبعاد، كالعدالة الانتقالية في التجربة التونسية، والوضع الاقتصادي في التجربة الإسبانية، والانتقال الحكومي في التجربة المغربية، يجب أن يكون في حدود عدم الإضرار بالأبعاد الأخرى، التي بدونها تبقى إمكانات الارتداد السلطوي واردة بل راجحة في كل لحظة وحين.

في ضوء كل ما تم إيراداه عن التجريبتين المغربية والتونسية، يمكن الخلوص في هذه الجزئية، إلى استنتاج مفاده، أن التجربة التونسية خاضت تمرين العدالة الانتقالية بمنطق غائي، أي أن العدالة الانتقالية مهمة لذاتها، في حين تحكم في التجربة المغربية المنطق الأداتي، مما ترك المجال مفتوحا على تقديرات مختلفة، بين من يرى هيئة الإنصاف والمصالحة مشهدا من مشاهد الانتقال الديمقراطي، وأخرى تعتبرها هيئة لا تعدو كونها تائيتا لمشهد انتقال سلطوي.

⁴⁰ تم تعويض اللجنة الوطنية لتقصي الحقائق حول الرشوة والفساد منذ مارس 2012 بالهيئة الوطنية لمكافحة الفساد التي بدورها تم تجميد نشاطها منذ سنة 2021.

⁴¹ عفيفة المناعي وحمادي الرديسي، "العدالة الانتقالية في تونس: المسار المنقوص"، ورقة بحثية، مبادرة الإصلاح العربي، 23 غشت 2018. شوهدي في 10 أبريل 2022.

/العدالة-الانتقالية-في-ت-https://www.arab-reform.net/ar/publication/

خاتمة

إن تحديد المتغيرات في أي دراسة يبقى عملا انتقائيا واختيارا عقلانيا، وإن كان مبررا منهجيا. فتركيز هذه الدراسة على متغير الاستمرارية، والقطيعة مع النظام المسؤول عن انتهاكات الماضي، وعلى متغير وجود أو غياب توافقات سياسية ممهدة للانتقال، وعلى مدى نقل التعاقدات السياسية إلى تعاقدات دستورية، وعلى تدبير لحظة الانتقال، من خلال وضع سلم لأولويات مرحلة التحول وفقا لقاعدة الربح والخسارة كقاعدة عقلانية في اتخاذ القرار، يجعل متغيرات أخرى على هامش التحليل، وإن حصلت لدينا قناعة راسخة ووعي كبير بأهميتها وأثرها على الانتقال الديمقراطي وعلى عمل آليات العدالة الانتقالية، خاصة متغير العامل الخارجي ودور النخب، مع التنبيه إلى أن هذا الأخير تم التعرض له وإن بشكل متفرق في متن هذه الورقة.

انتهت هذه المحاولة البحثية إلى أن لتجارب العدالة الانتقالية والانتقال الديمقراطي كميأ خاص، يصعب معها المجازفة بالبحث عن خصائص مشتركة بين تجارب الانتقال الديمقراطي والعدالة الانتقالية لدول معينة عبر مدخل تقاسم الفضاء الجغرافي والتاريخي والثقافي. فالتقاطعات التي يمكن رصدها بين تجربتي الانتقال في تونس والمغرب وارد أن يجدها أي باحث، دون كبير عناء، بين تجارب دول لا تتقاسم أي من هذه المعطيات المشتركة. مما يعني أن أي تجربة للانتقال قد تبنى على تراكمات تجارب سابقة، إلا أنها تبقى خاضعة للنسبية التاريخية التي تتحكم فيها خصوصياتها السياقية.

إن ارتهان علم الانتقال بدراسة تجارب التحول أملا في وضع قوانين عامة مجردة عن التجربة، جعله أمام تعقب غير منته لتحويلات سياسية لا يشبه بعضها بعضا. لهذا، فأفضل ما في مقارنة الانتقال، أنها تطلعنا على احتمالات نجاح مسارات "الدمقرطة"، وعلى عليية عمليات الانتقال الديمقراطي، إلا أنها في المقابل، لا تطلعنا البتة على كيفية هذا الانتقال ذاته⁴².

وعلى صعيد آخر، توقفت الورقة عند العلاقة بين الانتقال الديمقراطي والعدالة الانتقالية في ضوء التحويلات السياسية الحديثة، ليس بغرض إثبات العلاقة بين الإثنين، وإنما للكشف عن طبيعة العلاقة المتبادلة ودرجة التأثير الذي يمكن أن يحصل بين مسار العدالة الانتقالية ومسار الانتقال الديمقراطي. وبذلك خلصت الورقة، إلى أن العدالة الانتقالية مجرد متطلب، وليست شرطا واقفا لنجاح الانتقال الديمقراطي، بمعنى أن العدالة الانتقالية عاملا مساعدا لاستكمال التحول الديمقراطي، وليست عاملا محددا له. بل الأكثر من ذلك، قد يكون أسلوب

⁴² حافظ عبد الرحيم، مرجع سابق، ص552.

تدبير العدالة الانتقالية، عاملاً مقوضاً ومؤثراً تأثيراً سلبياً على مسار الانتقال إلى الديمقراطية، وهذا ما سبق أن تمت الإشارة إليه بخصوص التجربة التونسية.

إن غياب/ضعف التوافقات السياسية قبل الانتقال، أثر على مسار العدالة الانتقالية في تجربتين المغرب والتونس، بجعل الأولى ذات طابع فوقي، ركزت على الضحية وأعفت الجلاذ من المساءلة قانونية كانت أو أخلاقية، وأفضت بالثانية، إلى نوع من الحدية في المواقف، مما أزهق عملية التحول الديمقراطي، وكانت بالنتيجة العدالة الانتقالية عبئاً على مسار الانتقال الديمقراطي في تونس.

أدت الخيارات الدستورية غير المحسومة، واشتداد تنازع الإيرادات في تدبير المرحلة الانتقالية في تجربة البلدين، إلى ما انتهى إليه الباحث الأمريكي جون واتربوري John Waterbury، وإن كان يقصد المغرب فقط، حينما اعتبر "الانتقال الديمقراطي في المغرب لا يمضي قُدماً، بل يدور في حلقات مفرغة في شكل تحول ديمقراطي لا متناهي"⁴³.

لائحة أهم المراجع

ا. الكتب

1. أتركين، محمد. الدستور والدستورانية: من دساتير فصل السلط إلى دساتير صك الحقوق. ط1. الدار البيضاء: مطبعة النجاح الجديدة (2007)
2. بوز، أحمد وحفيظ، محمد. أوراق من زمن السياسة: اليوسفي كما عشناه. ط1. طنجة: دار الفاصلة للنشر، (2021).
3. طارق، حسن. الديمقراطية وقضايا الانتقال السياسي بالمغرب، ط1. الرباط: مطبعة دعاية، (2020).
4. كالهون، نويل. معضلات العدالة الانتقالية في التحول من دول شمولية إلى دول ديمقراطية: تجارب من دول أوروبا الشرقية. ترجمة صفاف شربا. ط1. بيروت: الشبكة العربية للأبحاث والنشر(2014).

⁴³ جون واتربوري، "المغرب 2011-2018: المضي قُدماً أم في حلقة مفرغة؟"، تمهيد لمؤلف جماعي بعنوان: "20 فبراير ومآلات التحول الديمقراطي في المغرب"، ط1 (بيروت: المركز العربي للأبحاث ودراسة السياسات، 2018).

5. هلال، علي الدين. الانتقال إلى الديمقراطية: ماذا يستفيد العرب من تجارب الآخرين؟ سلسلة عالم المعرفة 479. الكويت: المجلس الوطني للثقافة والفنون والآداب (دجنبر 2019).
6. واتربوري جون. "المغرب 2011-2018: المضيُّ قُدُمًا أم في حلقة مفرغة؟، تمهيد لمؤلف جماعي بعنوان: "20 فبراير ومآلات التحول الديمقراطي في المغرب". ط1. بيروت: المركز العربي للأبحاث ودراسة السياسات (2018).

II. المقالات

1. بوغانمي، أيمن. "الانتقال الديمقراطي التشاركي في تونس حلول نخبوية في سياق ثوري". ضمن مؤلف جماعي بعنوان: النخب والانتقال الديمقراطي التشكل والمهمات والأدوار. ط1. بيروت: المركز العربي للأبحاث ودراسة السياسات (مارس 2019).
2. حافظ، عبد الرحيم. "فاعلو الانتقال الديمقراطي: أي دور للنخبة في فهم المراحل الانتقالية في التجربة التونسية". ضمن مؤلف جماعي بعنوان: النخب والانتقال الديمقراطي التشكل والمهمات والأدوار. ط1. بيروت: المركز العربي للأبحاث ودراسة السياسات (مارس 2019).
3. حمودي، إسماعيل. "الانتقال الديمقراطي في المغرب: حدود التحول". رؤية تركية. العدد 13 (ربيع 2015).
4. الحوكي، شاكر. "العدالة الانتقالية والانتقال الديمقراطي في تونس: قراءة نظرية في تفكيك المفاهيم والنتائج". مجلة المفكرة القانونية. تونس. العدد 16 (دجنبر 2019).
5. عالم، يحيى. "خلفيات صراع الإرادات وسؤال الانتقال الديمقراطي بالمغرب". دراسات. مركز برق للأبحاث والدراسات. 05 ماي 2017.
6. الغزي، كمال. "النخب: بناء الوفاقات وترويض السياسة"، ضمن مؤلف جماعي بعنوان: النخب والانتقال الديمقراطي التشكل والمهمات والأدوار. ط1. بيروت: المركز العربي للأبحاث ودراسة السياسات (مارس 2019).
7. كمال، عبد اللطيف. "العدالة الانتقالية والتحويلات السياسية في المغرب: تجربة هيئة الإنصاف والمصالحة"، سياسات عربية، العدد 5 (نونبر 2013).
8. المشيشي، أناس. "الفيلسوف والانتقال الديمقراطي بالمغرب أنموذج محمد عابد الجابري". ضمن مؤلف جماعي بعنوان: النخب والانتقال الديمقراطي التشكل والمهمات والأدوار. ط1. بيروت: المركز العربي للأبحاث ودراسة السياسات (مارس 2019).

9. المناعي، عفيفة والرديسي، حمادي. "العدالة الانتقالية في تونس: المسار المنقوص". ورقة بحثية. مبادرة الإصلاح العربي. 23 غشت 2018.

<https://www.arab-reform.net/ar/publication/العدالة-الانتقالية-في-تونس/>

III. مراجع أجنبية

1. Bennani-Chraïbi Mounia, Partis politiques et protestations au Maroc (1934-2020), Nouvelle édition [en ligne]. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2021 (généré le 29 septembre 2021).

Disponible sur Internet : <https://books.openedition.org/pur/142665>

2. Myriam Catusse, Frédéric Vairel, "Ni tout à fait le même, ni tout à fait un autre : Métamorphoses et continuité du régime marocain", Maghreb-Machrek, n°175 (printemps 2003).

الفصل الثاني

المقاربة التونسية لحقوق الإنسان وأثرها على الانتقال الديمقراطي

د. محمد بالراشد

أستاذ باحث في علم الاجتماع

جامعة جندوبة - تونس

ملخص

تهدف هذه الورقة إلى تبيين انعكاس مقاربة الفاعلين الاجتماعيين والسياسيين في تونس لحقوق الإنسان خلال فترة الانتقال الديمقراطي، وكيف أثّرت تلك المقاربة في ذلك المسار برمته. ذلك أنّ منطلق الثورة التونسية كان حقوقيًا ولكن بصيغة اجتماعية اقتصادية محوراً للحق في التنمية والحق في التشغيل، الأمر الذي يحفز عن البحث عن طبيعة تلك المقاربة وما إذا جسّدت قطيعة مع المقاربات التونسية لحقوق الإنسان ولا سيّما منها تلك التي اعتمدت واتبعت من قبل النخبة السياسية منذ الاستقلال والتي بدت فيها القطيعة بين النصوص والواقع جلية وواضحة.

The Tunisian approach to human rights and its impact on the democratic transition

Dr.. Muhammad Berrashid; Research professor in sociology

University of Jendouba – Tunisia

Abstract

This paper aims at demonstrating the reflection of the approach of social and political actors in Tunisia to human rights during the period of democratic transition, and how that approach affected that entire process. This is because the starting point of the Tunisian revolution was human rights, but with a socio-economic nature centered on the right to development and the right to employment, which motivates research into the nature of that approach and whether it embodies a break with Tunisian approaches to human rights, especially those that have been adopted and followed by the political elite since independence and in which the break between texts and reality appeared clear and clear.

مقدمة

لا يُنكر أحد في تونس أو خارجها أنّ انتهاكات حقوق الإنسان كانت من الأسباب الرئيسيّة المباشرة للثورة التونسيّة في شتاء 2010-2011 والتي أفضت إلى مغادرة الرّئيس بن علي للبلاد فدخل تونس مرحلة الانتقال الديمقراطيّ. فقد جسّدت الحادثة المنطلق (حادثة إحراق البوعزيزي لنفسه) ردّ فعل شابّ من منطقة داخلية على طريقة تعامل الدولة مع فئات اجتماعية باتت عاجزة عن تأمين الحقّ في عيش كريم. وهكذا كان منطلق الاحتجاجات المطالبة بالحقّ في شغل يحفظ كرامة الإنسان. وقد اختزل الشباب المحتجّ ذلك المطلب في شعار بليغ "التّشغيل استحقاق يا عصابة السّراق" في إشارة منهم إلى الفساد والتّجاوزات الكبيرة التي قام بها المقربون من الرّئيس آنذاك. ومن هنا كان على النّخبة السياسيّة التي تولّت قيادة البلاد في المرحلة الانتقاليّة أن تأخذ بعين الاعتبار هذا البعد الحقوقيّ الذي كان قاده الاحتجاجات التي جاءت بتلك النّخب إلى الحكم. ولكنّ المقاربة التونسيّة لحقوق الإنسان في تلك المرحلة أثّرت بطريقة مباشرة أو غير مباشرة في تعرّث مرحلة الانتقال الديمقراطيّ.

1. الإشكاليّة:

لمّا كانت المطالبة بحقوق الإنسان العامل القادح للثورة التونسيّة، فإنّ التّعاطي مع تلك الحقوق وطرق إعمالها في الواقع اليوميّ للتونسيّين ستكون عوامل حاسمة في نجاح مسار الانتقال الديمقراطيّ أو في تعثره. ومن هنا يكون من الوجيه والمنطقيّ التّساؤل عن طبيعة المقاربة التونسيّة لحقوق الإنسان خلال تلك الفترة وتأثيرها في ذلك المسار. بعبارة أخرى، ما هي خصائص المقاربة التونسيّة لإعمال حقوق الإنسان في تونس في فترة الانتقال الديمقراطيّ؟ وما أثرها على تلك العمليّة؟

2. منهجية الدراسة:

تقوم الدّراسة على منهج وصفيّ تحليليّ يستعين بالتّاريخ الاجتماعيّ لأنّ إعمال حقوق الإنسان في تونس خلال فترة الانتقال الديمقراطيّ يتطلّب إلى جانب التّركيز على الرّاهن تأمل الماضي قصد الوقوف عند الجذور، ومن ثم على الأرضيّة الثقافيّة والاجتماعيّة والسياسيّة التي يفترض أن تؤطر مقارنة النّخب التونسيّة لحقوق الإنسان زمن الانتقال الديمقراطيّ.

3. أهمية الدراسة:

تتأتى أهمية هذه الدراسة من عدة معطيات يمكن إجمال أهمها في النقاط الآتية:

- كانت حقوق الإنسان من الأسباب المباشرة للثورة التونسية، ومن ثم لدخول البلاد مرحلة الانتقال الديمقراطي. بمعنى أن الاحتجاجات الشعبية التي بدأت شبابية وانتهت إلى انتفاضة شعبية دفعت الرئيس إلى مغادرة الوطن كانت ذات دوافع حقوقية بالأساس. ولذلك لا غرابة أن تصدرت المطالبة بالحق في الشغل الشعارات التي رفعها المحتجون.
- تبنت مختلف التّنظيمات السّياسيّة - على اختلاف مرجعيّاتها (الليبيراليّة-اليساريّة-الإسلاميّة-القوميّة) المقاربة الحقوقية في رؤيتها للثورة التونسية وما ترتب عنها، حتّى أنّ الثّورة نفسها سُميت ثورة الحرّيّة والكرامة، في إشارة من تلك التّنظيمات لاستعدادها لتلبية مطالب تلك الشّرائح الاجتماعيّة التي ثارت على النّظام السّابق وتمكينها من التمتع بالحقوق التي حرمت منها لفترات طويلة.
- اتّفقت مختلف التّنظيمات السّياسيّة على المحافظة على ما أسمته ب"المكاسب الحقوقية" التي تحققت للمرأة التونسية، حتّى أن تلك الأطراف اتّفقت على إدراج مبدأ التّنصف بين الجنسين في التّرشّح للمجلس الوطنيّ التأسيسي ثم لاحقا لمجلس النواب.
- رفعت تونس بشكل رسميّ أهمّ تحفّظاتها على اتفاقيّة "سيداو" (اتفاقيّة القضاء على جميع أشكال التّمييز ضدّ المرأة) وذلك في نيسان/ أبريل 2014. وهو ما يعني انخراط تونس بشكل مطلق في البعد الكونيّ لحقوق الإنسان الخاصّة بالمرأة.
- لعبت المنظّمات المعنيّة بحقوق الإنسان دورا متزايدا على السّاحة الوطنيّة وفي مجالات مختلفة، ونكتفي في هذا السّياق بالإشارة أولا إلى الدور الذي لعبته الرّابطة التونسيّة لحقوق الإنسان في إنجاح الحوار الوطنيّ والذي انتهى بتبويبها إلى جانب الاتّحاد العام التونسيّ للشغل والاتّحاد التونسيّ للصناعة والتّجارة والصّناعة التقليديّة والهيئة الوطنيّة للمحامين بجائزة نوبل للسلام لسنة 2015. وكذلك للدور المتزايد للمعهد العربيّ لحقوق الإنسان في التّربية على حقوق الإنسان حيث أبرم شراكة مع وزارة التّربية انتهت إلى إعادة النّظر في برامج عدد من الموادّ الدّراسيّة في المراحل الابتدائيّة والإعداديّة والثّانويّة من منظور حقوقيّ. وقد امتدّ هذا العمل على ما يناهز السّنتين (2012-2014).
- في مقابل هذا الاعتراف المجمع عليه بأولويّة حقوق الإنسان بالرّعاية، عرف إعمال تلك الحقوق تعثرا عبّرت عنه موجات الهجرة الشّبابيّة النّظاميّة وخاصّة غير النّظاميّة التي جسّدت حالة من الإحباط واليأس من التّمتع بالحقوق التي تمّت المطالبة بها. وقد بلغ هذا الإحباط حدّا

جعل العائلات تبحث في صيغ مساعدة أبنائها على مغادرة البلاد (توفير المبلغ المالي اللازم للهجرة). كما تجسّد ذلك التّعترّ من خلال تراجع مشاركة الشباب في الاستحقاقات الانتخابية التي عرفتها البلاد.

- استمرّ التّفاوت الجهويّ على حاله، وتواصل معه عدم تمتّع جزء كبير من ساكنة المناطق الداخليّة بحقوق الإنسان عامّة والحقّ في التنمية خاصّة.

- بروز الانتماءات الأوليّة مثل العروشيّة (القبليّة) والجهويّة (المناطقية)⁴⁴ كأطر للمطالبة بحقوق الإنسان، وهي مفارقة تسترعي الانتباه لأنّ المطالبة بحقوق الإنسان لا تكون تحت راية الانتماءات الأوليّة التي تعني الانطواء على الذات والتي أدّت في حالات معيّنة إلى تهديد المصلحة الوطنيّة (توقّف إنتاج الفسفاط والبتروّل). بمعنى أنّ جزءاً من الشعب التونسيّ اختار المطالبة بحقوقه من خلال الانتماء إلى الجهة والعرش وليس من خلال التّنظيمات السياسيّة التي تكاثرت عددها حتّى ناهز ما يزيد عن مائتي حزب سياسيّ.

يُحفّز هذا الواقع المتناقض لحقوق الإنسان في تونس في فترة ما بعد 2011 على البحث المعمّق بغاية فهم نوعيّة مقاربة تلك الحقوق وتفسيرها، خاصّة وأنّ هذه المفارقات التي عرفها واقع حقوق الإنسان في تونس جعلت كلاً من السكرتير العامّ للأمم المتّحدة بان كي مون والمفوض السامي لحقوق الإنسان للأمم المتّحدة يُشيدان "إثر زيارة العمل التي أدياها إلى تونس سنة 2015 بعزيمة الشعب التونسيّ في تحقيق طموحاته في مجال حقوق الإنسان منذ 2011. واعتبرا أنّ مسار التّحوّل الديمقراطيّ في تونس أنموذج للمنطقة العربيّة على الرّغم من وجود الكثير من التّحدّيات والعقبات"⁴⁵. بمعنى أنّ وضع حقوق الإنسان خلال مرحلة الانتقال الديمقراطيّ اتّسم بنوع من التّضارب بين الرّغبة والتّحدّيات. ولهذا السبب "تمنّ المفوض السامي الدور الفعّال والحيويّ للمجتمع المدنيّ في ضمان الانتقال الديمقراطيّ على الطريق الصّحيح من خلال مسار الحوار الوطنيّ وتيسير الإصلاح التدريجيّ لاسيّما في مجال حقوق الإنسان وسيادة القانون والعدالة الانتقاليّة، إلّا أنّه لاحظ وجود تحديّات هامّة وعدد من

⁴⁴ من ذلك مثلاً مطالبة نقابة التّعليم الابتدائيّ بجهة تطاوين (الجنوب الشرقيّ التونسيّ) بتمكين أبناء الجهة من حقّهم في العمل قبل انتداب خزّيجيّ شعبة التّربية والتّعليم القادمين من جهات أخرى، أنظر بلاغ نقابة التّعليم الابتدائيّ بتطاوين بتاريخ 2022/9/15.

⁴⁵ إشراق بن الزين: تقييم مسار حقوق الإنسان في تونس: 5 سنوات بعد ثورة 14 جانفي 2011، ضمن أمين الغالي (تقديم): تقييم الانتقال الديمقراطيّ في تونس بعد 5 سنوات، تونس، مركز الكواكبي للتّحوّلات الديمقراطيّة، 2015، ص13.

التقائض ومن التحدّيات في مجال حقوق الإنسان منها الفوارق الاجتماعيّة والاقتصاديّة والمساءلة والعدالة ومعاملة السّجناء والموقوفين وإنجاز الإصلاحات القانونيّة إضافة إلى الوضع الصّعب في البلاد⁴⁶. بمعنى أنّ حصيلة مسار الانتقال الديمقراطيّ على مستوى حقوق الإنسان على أهميّتها تظلّ محدودة أمام التحدّيات العديدة التي تلامس أبعادا حقوقيّة مختلفة.

تجعل هذه العوامل المتداخلة - التي تكشف عن وضع هشّ لحقوق الإنسان في تونس في فترة الانتقال الديمقراطيّ- من البحث في طبيعة المقاربة المتّبعة في أعمال حقوق الإنسان أمرا مبرّرا ومشروعا ووجيها لأنّ نجاح مسار الانتقال الديمقراطيّ تماما مثل تعثّره يمرّان بإعمال حقوق الإنسان وفق المبادئ التي تحكمها وهي الكونيّة والتّرابط وعدم القابليّة للتجزئة.

4. مفاهيم الدراسة:

أ. حقوق الإنسان

توجد تعريفات عديدة لحقوق الإنسان منها أنّها "أحد فروع العلوم الاجتماعيّة الذي يختصّ بدراسة العلاقات بين النّاس، استنادا إلى كرامة الإنسان وتحديد الحقوق والرّخص الضّرويّة لازدهار كلّ كائن إنسانيّ"⁴⁷. بمعنى أنّها فرع من فروع العلوم الاجتماعيّة له زاوية نظر خاصّة للعلاقات بين البشر تجعله يركّز على كرامة الإنسان. وهي في هذا المجال تلتقي ولو إلى حدّ مع علم الاجتماع الذي يهتمّ بالعلاقات الاجتماعيّة أو الذي يتّخذ من العلاقات الاجتماعيّة مركز اهتمام⁴⁸.

كما تعرّف حقوق الإنسان أيضا بأنّها "عبارة عن مبادئ يمكن للأفراد بحسبها أن يتصرّفوا، كما يمكن وفقها للدول أن تشرّع وتحكم. ولكنها أيضا عبارة عن قيم تطمح لها الإرادات البشريّة. وحقوق الإنسان من حيث هي قيم تشكّل مثلا أعلى وأقفا لم يتم بلوغه على النّحو الأكمل بدون شك"⁴⁹. ويقدم هذا التعريف حقوق الإنسان على أنّها مبادئ توجّه سلوكيّات

⁴⁶ المرجع نفسه، ص 14.

⁴⁷ أحمد الرّشدي؛ حقوق الإنسان في أربعة عقود: إنجازات كبيرة وإشكاليّات مستمرة، السّياسة الدوليّة العدد 161، يوليو 2005، المجلّد 40، ص 125.

⁴⁸ للمزيد حول العلاقات كموضوع مميّز لعلم الاجتماع يُرجى الرّجوع إلى:

Donati (P) ; La Relation comme objet spécifique de la sociologie, Revue du Mauss, 2004/2, n°24, PP 233-254

⁴⁹ اليونسكو؛ كلّ البشر: كتاب مدرسيّ في التّربية على حقوق الإنسان، باريس- منظمة الأمم المتّحدة للتّربية والعلم والثّقافة، تونس- المعهد العربيّ لحقوق الإنسان، 2001، ص 20.

الأفراد، أي توطّر تفاعلاتهم مع الآخر فردا كان أو جماعة. وهي أيضا موجّهة لتشريعات الدّول. ولكّنها كذلك مثل عليا تطمح الإزادات البشريّة إلى تحقيقها وتجسيمها.

ودون عرض مزيد من التّعريفات لحقوق الإنسان، نستخدم تلك الحقوق في هذه الدراسة بمعنى الحقوق المتأصّلة في الفرد والتي يمتلكها بشكل مستقلّ عن أي اعتراف من قبل سلطة سياسيّة⁵⁰. فهي بذلك مشترك إنسانيّ بُني خلال مسيرة طويلة قطعها الإنسان عبر التّاريخ. وهي من هذا المنطلق "ليست مجرد لائحة للحقوق، وإنّما هي تصوّر أخلاقيّ يحمل معه رؤية محدّدة للعالم وللإنسان. والعلاقات الاجتماعيّة تتطلّب مراجعة صارمة للعديد من المقولات والمفاهيم التي اعتدنا أن نصف بها أنفسنا ونحاكم بها غيرنا، وهو الأمر الذي يتطلّب إعادة قراءة تاريخنا الخاصّ وتجديد فكرنا الدينيّ"⁵¹. أي أنّ تلك الحقوق المتأصّلة في البشريّة تحتاج إلى أكثر من تعدادها ووضعها في قائمة، إنّها تستدعي ثقافة تتمّ تبيئتها فيها تكون مغايرة للثقافة التي كانت سائدة وهو ما يفرض علينا إعادة قراءة جزء من المسلّمات التي حكمت علاقتنا بذواتنا وبالأخر.

ويتمّسم مفهوم حقوق الإنسان بأنّه حركيّ يتطوّر مع العصور ويخضع لمقتضيات كلّ عصر⁵². وقد نجم عن ذلك التّطوّر بروز ما يسمّى بأجيال حقوق الإنسان، حيث يشمل الجيل الأوّل الحقوق المدنيّة والسياسيّة (الحقّ في الحياة والحريّة والأمان الشخصيّ والتحرّر من الرّق والتّعذيب والمساواة أمام القانون والحقّ في محاكمة عادلة والحقّ في المشاركة في الحياة السياسيّة...). ويضمّ الجيل الثّاني الحقوق الاقتصاديّة والاجتماعيّة والثقافيّة (الحقّ في التّعليم، الحقّ في الصّحة، الحقّ في المشاركة في الحياة الثّقافيّة...). ويغطّي الجيل الثّالث ما يُعرف بحقوق التّضامن (الحقّ في التّنمية المستدامة، الحقّ في بيئة سليمة...). ولعلّ البشريّة في حاجة إلى جيل جديد من الحقوق نظرا للتّقدّم الكبير الذي عرفته البشريّة ولبروز حقوق ما

⁵⁰ Sagesser (C) ; Les Droits de l'Homme, CRISP, « Dossiers du CRISP », 2009/N°73,p11

⁵¹ زهير اليعكوبي؛ حقوق الإنسان بين التأسيس والنقد، الفكر العربيّ المعاصر، العدد 171-172، شتاء - ربيع 2016، ص 49.

⁵² علي بن حسين المحجوبي؛ حقوق الإنسان بين النّظرية والواقع، عالم الفكر، العدد4، المجلّد 31، أبريل يونيو 2003، ص8.

فتنت تشدّ إلها الانتباه مثل الحقوق الثّقافيّة التي لا يريد من خلالها الإنسان أن يكون مثل غيره بل أن يكون آخرًا على حدّ قول عالم الاجتماع الفرنسيّ آلان توران⁵³ A. Touraine.

وعلى الرّغم من التّطوّر الذي عرفته هذه الحقوق، فإنّها تظلّ محكومة بمبادئ ناظمة لها ومؤطرّة لعمليّة إعمالها وأهمّها أنّها حقوق مطلقة. فمن "بين المبادئ الحاكمة لحقوق الإنسان عموماً والتي تأسّلت خلال العقود الماضية، المبدأ الذي يقضي بأنّ الأصل في حقوق الإنسان أنّها عامّة ومطلقة، أي يتعيّن الاعتراف بها لكلّ إنسان على وجه الإطلاق وفي جميع الأحوال..."⁵⁴.

وفضلاً عن الطّابع المطلق لتلك الحقوق، فإنّ هذه الأخيرة "تتكامل فيما بينها بمعنى أنّ الأصل في هذه الحقوق هو ترابطها وعدم قابليّتها للانقسام أو التّجزئة"⁵⁵. بمعنى أنّه لا يمكن المفاضلة بينها، أو التمييز بين أصنافها على أساس المفاضلة فالقول "بمبدأ تكامل حقوق الإنسان وترابطها وعدم قابليّتها للتجزؤ، إنّما يجد مسوّغه في كونه الشّرط الضّروريّ لكفالة التّمتع بهذه الحقوق من جهة ولأنّه – أي هذا التّكامل- هو الذي يتيح للإنسان أينما وجد فرصة إشباع حاجاته الأساسيّة والمجتمعيّة بصفته إنساناً يعيش في إطار جماعة سياسيّة منظمّة"⁵⁶.

من هنا نخلص إلى أنّ حقوق الإنسان حقوق متأسّلة في الإنسان، بفقدانها يفقد إنسانيّته. وهي حقوق كونيّة شاملة لكلّ البشر ومترابطة لا مفاضلة بينها. وكلّ مفاضلة هي في الأخير انتهاك لها. وحقوق الإنسان، فضلاً عن ذلك كلّها، جوهر الديمقراطيّة ونواة المواطنة، إذ لا معنى للحديث عن الديمقراطيّة والمواطنة في غياب حقوق الإنسان. لأنّ الديمقراطيّة ترتكز على وجود مواطنين فاعلين. والمواطن "كائن حيّ لا يستقيم وجوده من دون التّمتع إلى جانب الحقوق السياسيّة بحقوق اقتصاديّة واجتماعيّة وحتىّ ثقافيّة"⁵⁷.

ب. الانتقال الديمقراطيّ

قدّمت تعريفات مختلفة للانتقال الديمقراطيّ من ذلك كونه "الانتقال من نظام استبداديّ إلى نظام ديمقراطيّ. وقد ظهر لأول مرّة في السّياق الإسبانيّ في إشارة إلى الانتقال من نظام

⁵³ Il s'agit bel et bien ici non plus d'être comme les autres, mais d'être autre. Touraine (A); Un nouveau paradigme pour comprendre le monde d'aujourd'hui, Paris, fayard, 2005, P237

⁵⁴ أحمد الرّشيدى؛ المرجع السّابق، ص128.

⁵⁵ المرجع نفسه، ص129.

⁵⁶ المرجع نفسه، ص129.

⁵⁷ أحمد بن الحسين المحجوبي؛ المرجع السّابق، ص9.

الجنرال فرانكو الاستبداديّ إلى النّظام الديمقراطيّ. وقد صارت المقولة شائعة في التّسعينات مع تفكّك الكتلة السّوفياتية. وقد تمّت بلورة براديفم جديد في العلوم السياسيّة "علم الانتقال" la transitologie حيث قام الباحثون ولأزوالوا بإجراء العديد من المقارنات بين الدول، بهدف تحديد مراحل التحوّل الديمقراطيّ لمساعدة أولئك الذين ينخرطون فيه⁵⁸. وكذلك باعتباره «عملية تطبيق القواعد الديمقراطية سواء في مؤسسات لم تطبّق من قبل أو امتداد هذه القواعد لتشمل أفراداً أو موضوعات لم تشملهم من قبل، إذن هي عمليات وإجراءات يتمّ اتخاذها للتحوّل من نظام غير ديمقراطيّ إلى نظام ديمقراطيّ مستقر»⁵⁹.

يكون الانتقال الديمقراطيّ بناء على ما سبق، عملية تحوّل من نظام استبداديّ إلى نظام ديمقراطيّ. و"تنبع أهمية هذه العملية من أنّها تمثّل مرحلة تحوّل جوهريّ في طبيعة النّظام السياسيّ، وفي علاقة الدولة بالمجتمع، ومن ثم فإنّها مرحلة "تأسيسية" تؤثر في شكل النّظام الجديد وسماته، وتلقّي بظلالها على مسار التطوّر الذي يأخذه النّظام"⁶⁰ بمعنى أنّ عملية الانتقال الديمقراطيّ هي مسار processus يفضي إلى إرساء نظام سياسيّ ديمقراطيّ. ويلامس هذا المسار بعدين اثنين، بعد ثقافيّ وبعد مؤسّساتيّ.

ويشير البعد الثقافيّ إلى "تعميق مبدأ المواطنة، وجوهرها المساواة في الحقوق والحريّات والواجبات، وتوسيع دائرة المشمولين بها..."⁶¹. وخلال هذه العملية تبدأ ثقافة سياسيّة جديدة في التبلور، بحيث "تعرّض قيم الجماعة السياسيّة للتغيير، فقيم الطّاعة والوحدة التي سادت في النّظم السلطوية تحلّ محلّها قيم التعدّد والتنوّع والتنافس، وأنماط السلطة ذات الطّابع الهراريّ (الهرميّ) تحلّ محلّها أنماط أكثر تعقيداً تتطلّب بناء التحالفات والشبكات والسعي إلى تحقيق التوافق السياسيّ بين الآراء"⁶². و"أما البعد المؤسّسي فإنه يشير إلى تضمين ممارسات

⁵⁸ Navarre (M); Cinq questions —clés sur les transitions démocratiques, Sciences humaines, Les grands dossiers des sciences humaines, N°62, Mars-Avril-Mai 2021, p24

⁵⁹ بلقيس أحمد منصور: الأحزاب السياسيّة والتحوّل الديمقراطيّ، القاهرة، مكتبة مدبولي، 2004، ص 29، ورد عند لفرع بن علي؛ أزمة التحوّل نحو الديمقراطية في الجزائر، 1989-2014، المجلة العربيّة للعلوم السياسيّة، العدد45-46، 2015، ص57.

⁶⁰ علي الدّين هلال: الانتقال إلى الديمقراطية: ماذا يستفيد العرب من تجارب الآخرين؟ الكويت، المجلس الوطني للثقافة والفنون والآداب، عالم المعرفة، عدد 479، ديسمبر 2019، ص87.

⁶¹ المرجع نفسه، ص- ص88-89.

⁶² المرجع نفسه، ص88.

التعددية الحزبية والتنافسية في الجسد السياسي، ويشمل ذلك تعديلات دستورية وتنظيمية، وإعادة توزيع لموارد السلطة والنفوذ في المجتمع، وتوسيع دائرة المشاركة فيهما، و بروز مراكز سياسية واجتماعية جديدة تتمتع بدرجة عالية من الاستقلال"⁶³، فالانتقال الديمقراطي مسار تحول من حكم يقتضي تحولا في الثقافة وفي المؤسسات بحيث تسود ثقافة المواطنة، وتحتضن المؤسسات التعددية والتنوع.

5. حقوق الإنسان في تونس قبل شتاء 2010-2011

أ. حقوق الإنسان في تونس في مرحلة ما قبل الاستعمار: مكون من مكونات رؤية النخبة لتحديث البلاد وعصرنتها

عند تعقب مسار حقوق الإنسان في تونس تستوقفنا بعض المحطات المهمة التي سجلت فيها حقوق الإنسان حضورها. ففي سنة 1846 مثلا تم إلغاء العبودية في تونس بقرار من أحمد باي في 28 محرم 1262 هـ (28 جانفي 1846). وبذلك تكون تونس سبّاقة في الاعتراف بمبدأ المساواة والحرية لكلّ البشر. ولهذا "يمثل قرار إلغاء الرق وتحرير العبيد في جانفي 1846 قرارا رائدا في العالم الإسلامي بل في العالم بأسره..."⁶⁴.

ومن المحطات الأخرى التي ينبغي التوقف عندها تلك المتصلة بمساهمات رؤاد الإصلاح التونسيين مثل خير الدين التونسي ومحمود قبادو والجنرال حسين... الخ. فقد اشتغل هؤلاء المصلحون على تحديث إيالة التونسية وكان هاجسهم أن تواكب التقدّم الأوروبي، فبحثوا عن مكان من ذلك التقدّم فوجدوها في الأمن والعدل بحسب عبارة خيرالدين⁶⁵ الذي استرعت اهتمامه الحرية لدى الأوروبيين فحدّد معانيها لديهم بمعنيين المعنى الشخصي والمعنى السياسي. فأما الحرية الشخصية فهي "إطلاق تصرف الإنسان في ذاته وكسبه مع أمنه على نفسه وعرضه وماله ومساواته لأبناء جنسه لدى الحكم بحيث أنّ الإنسان لا يخشى هزيمة في ذاته ولا في

⁶³ المرجع نفسه، ص 88.

⁶⁴ خليفة شاطر: المشروع الإصلاحي بين الطموح والواقع، ضمن خليفة شاطر (إشراف): تونس عبر التاريخ، الجزء الثاني: من العهد العربي الإسلامي إلى حركات الإصلاح، تونس، مركز الدراسات والبحوث الاقتصادية والاجتماعية، 2007، ص 295.

⁶⁵ يقول خير الدين "إنما بلغوا تلك الغايات والتقدّم في العلوم والصناعات بالتنظيمات المؤسسة على العدل السياسي وتسهيل طرق واستخراج كنوز الأرض بعلم الزراعة والتجارة وملاك ذلك كلّ الأمن والعدل اللذان صارا طبيعة في بلادهم..." خير الدين التونسي: أقوم المسالك في معرفة أحوال الممالك، قرطاج، بيت الحكمة، 1990، ص 133.

سائر حقوقه، ولا يحكم عليه بشيء لا تقتضيه القوانين المتقرّرة لدى المجالس...وبالجملة فإنّ القوانين تقيد الرّعاة كما الرّعية"⁶⁶. وأمّا الحرّية السياسيّة فهي "تطلب من الرّعايا التّدخل في السياسات الملكيّة والمباحثة فيما هو الأصلح للمملكة.."⁶⁷.

وفي تحديد خير الدين لمواطن قوّة أوروبا (العدالة، الأمن، الحرّية، المساواة أمام القانون، المشاركة في صنع السياسة العامة...)، نجد دعوة ضمنيّة إلى إعمال تلك الحقوق حتّى يتسوّى تعصير تونس وتحديثها. وقد أثمرت جهود نخبة المصلحين صدور نصّين مهمّين تضمّننا مبادئ حقوق الإنسان وهما عهد الأمان (1857) الذي بُني على أربعة أركان وهي: في أمانة الدين وفي أمانة النفس وفي أمانة المال وفي الأمانة على العرض⁶⁸ ودستور 1861 الذي "كان أوّل دستور في العالم العربيّ الإسلاميّ قاطبة، وهو بمثابة الزلزال في الحياة السياسيّة التّونسيّة، إذ لم يكن أحد يتصوّر أنّه سيقع في يوم ما وضع حدّ للاستبداد السياسيّ الرّهيب الذي جنّم على البلاد منذ عصر قرطاج البونيّة (814 ق م-264 ق م). وهكذا تحوّل التّونسيّون -بفضل هذا الدّستور- نظريّاً على الأقلّ من رعايا إلى مواطنين..."⁶⁹.

ولعلّ أهمّ ما ميّز دستور 1861 أنّه "حدّ من السّلطة المطلقة للباي وفصل بين السّلطات الثلاث التّنفيذيّة والتّشريعيّة والقضائيّة..."⁷⁰ من ناحية وضمن مجموعة من الحقوق مثل الأمن على النفس والعرض والمال (الفصل 86) والمساواة أمام القانون (الفصل 88) وحقّ التنقّل من الوطن وإليه (الفصل 92) ...الخ.

ومما سبق، نخلص إلى أنّ حقوق الإنسان كانت حاضرة في تونس قبل الاستعمار حتّى وإن اكتست طابعاً نخبويّاً. بعبارة أخرى كانت حقوق الإنسان من الدعامات الأساسيّة التي رغب المصلحون في اعتمادها مدخلاً لتحديث البلاد. صحيح أنّ لضغوط ممثلي الدّول الأجنبيّة في تونس دوراً في إصدار نصّي عهد الأمان ودستور 1861 لأنّ هذه الإصلاحات الدستوريّة تمّ

⁶⁶ خير الدين التّونسيّ؛ المرجع السّابق، ص 222.

⁶⁷ المرجع نفسه، ص 222.

⁶⁸ للمزيد حول هذه الأركان، يرجى الرّجوع إلى وثيقة عهد الأمان وإلى عبد الفتّاح عمر وقيس سعّيد، شرح قواعد عهد الأمان، ضمن عبد الفتّاح عمر وقيس سعّيد؛ نصوص ووثائق سياسيّة تونسيّة، تونس، مركز الدّراسات والبحوث والنّشر، كليّة الحقوق والعلوم السياسيّة 1987، صص 14-16.

⁶⁹ الهادي التّيمومي؛ تونس والتّحديث؛ أوّل دستور في العالم الإسلاميّ، صفاقس، دار محمّد علي الحامي للنّشر، 2010، ص 119.

⁷⁰ المرجع نفسه، ص 119.

وضعها في إطار تاريخي يتسم بـ "التسرب الاقتصادي الأوروبي وما رافقه من هيمنة بعض القنائل وتدخّلهم لصالح جالياتهم"⁷¹، إلا أنّ "المصلحين التونسيين وجدوا الفرصة سانحة لتجسيم هذه المبادرة وتعميقها وإكسابها بعد شموليًا يتجاوز مطالب القنائل لصالح جالياتهم"⁷². وبعبارة مغايرة، لقد كان رواد الإصلاح في تونس على بينة من أهمية حقوق الإنسان لعصنة البلاد، إلا أنّ الاستعمار الفرنسي الذي جثم على البلاد بين سنتي 1881 و1956 حال دون استمرار الحركة الإصلاحية ودون توسّع المطالب الحقوقي.

ب. حقوق الإنسان زمن الدولة الوطنية بين الإرجاء ومفارقة النصّ للواقع

باستقلال تونس سنة 1956 تبنت النخبة السياسية المدخل التشريعي والقانوني لإرساء الدولة وإعمال حقوق الإنسان. وفي هذا الإطار جاءت مجلة الأحوال الشخصية (1956) لتضمن حقوق المرأة داخل الأسرة التونسية وقانون 4 نوفمبر 1958 المتعلق بالتعليم بضمان حقوق الأطفال في التعليم. ويظلّ صدور الدستور (1959) أهمّ حدث تشريعي لأنّ هذا النصّ تبنى النظام الجمهوري باعتباره "خير كفيل لحقوق الإنسان وإقرار المساواة بين المواطنين في الحقوق والواجبات ولتوفير أسباب الرفاهية بتنمية الاقتصاد واستخدام ثروة البلاد لفائدة الشعب، وأنجع أداة لرعاية الأسرة وحقّ المواطنين في العمل والصحة والتعليم"⁷³.

وقد ضمن دستور 1959 حقوقًا مختلفة من قبيل حرمة الفرد (الفصل 5) وحرية المعتقد (الفصل 5) والمساواة في الحقوق والواجبات وأمام القانون (الفصل 6) والحق النقابي... الخ، إلا أنّ النخبة السياسية ارتأت إرجاء إعمال جلّ تلك الحقوق متذرعة بذريعتين اثنتين هما الحفاظ على الوحدة الوطنية وتحقيق التنمية. ولم تختلف تونس في ذلك عن سائر الدّول العربيّة بل وعن دول أخرى ارتأت تعطيل تمتّع الشعوب بحقوق الإنسان لذرائع ثلاث، "نعني بها ذريعة التّضح السياسي في عامة الأوساط الشعبيّة...، ثم ذريعة الوحدة الوطنيّة وهاجس العداوات العشائريّة والطائفيّة والخلافات السياسيّة، وأخيرا ذريعة التنمية الاقتصاديّة والاجتماعيّة"⁷⁴.

⁷¹ خليفة شاطر؛ المرجع السابق، ص 299.

⁷² المرجع نفسه، ص 299.

⁷³ من توطئة دستور الجمهورية التونسية لسنة 1959.

⁷⁴ مصطفى الفيلاي؛ نظرة تحليلية في حقوق الإنسان من خلال المواثيق وإعلان المنظمات، ضمن مجموعة مؤلّفين؛ حقوق الإنسان الرّؤى العالميّة والإسلاميّة والعربيّة، بيروت، مركز دراسات الوحدة العربيّة، 2005، ص 25.

لقد نجم عن الإجراء الذي اتبعتة النّخب السياسيّة مفارقة النّص للواقع، فالدستور ينصّ على حقوق والواقع اليوميّ يشهد انتهاكا لتلك الحقوق في بلد اختار نظام الحزب الواحد بعد أن تحوّل اسم الحزب الحاكم إلى الحزب الاشتراكيّ الدستوريّ سنة 1964 في مؤتمر بنزرت الذي "حوّل عملياً الحزب الحاكم إلى حزب الحاكم، أي إلى حزب يمثل الحكومة بعد أن كان يمثل قطاعات عريضة من الشعب"⁷⁵. وقد قامت "الحكومة بداية من 1963 ببعث شعب مهنيّة تأتمر بأوامر الحزب الحاكم داخل المؤسّسات الاقتصاديّة وتنافس نقابات الاتّحاد العام التّونسيّ للشغل. كما أنّ مجلّة الشغل الصادرة عام 1966 تضمّنت تضييقات على ممارسة حقّ الإضراب. أمّا بداية من فاتح جانفي 1963 فأصدرت الدولة أمرا بمنع الحزب الشيوعيّ التونسيّ وجريدة "منبر التّقدّم اليساريّة" المستقلّة"⁷⁶. وبذلك تكون حقوق الإنسان في دستور 1959 مسألة نظريّة بالأساس، ولم يقع إعمالها في الحياة اليوميّة إلّا بما ينسجم مع رؤية الحاكم، وهو الأمر الذي استمرّ لاحقاً حتّى بعد دستور 2002 الذي صدر إثر استفتاء 26 ماي 2002 والذي نصّ في فصله الخامس على أن "تضمن الجمهوريّة التونسيّة الحرّيات الأساسيّة وحقوق الإنسان في كونيتها وشموليتها".

لم يعرف إعمال حقوق الإنسان تحسّنا بعد صدور دستور 2002 واستمرت مفارقة النّص للواقع على الرّغم من أنّ مسألة الإجراء لم تعد تُثار نظرا إلى أنّ رئيس الجمهوريّة الثّاني كان قد أعلن منذ 7 نوفمبر 1987 تاريخ تولّيه الحكم أنّ الشعب التونسيّ "بلغ من الوعي والنّضج ما يسمح لكلّ أبنائه وفئاته بالمشاركة البناءة في تصريف شؤونه في ظلّ نظام جمهوريّ يوّلي المؤسّسات مكانتها ويوفّر أسباب الديمقراطية المسؤولة"⁷⁷.

كانت نتيجة هذه المفارقة على مستوى الحقوق السياسيّة دخول البلاد في تعدّدية شكليّة عمّقت هيمنة الحزب الحاكم الذي صار يسمّى التجمّع الدستوري الديمقراطيّ. وفسح المجال للرئيس للتّرشح لمرات مفتوحة بعد أن حدّد تنقيح الدستور سنة 1988 فترات الرئاسة بفتوتين. كما استمرّ التعذيب والاعتقال غير القانوني⁷⁸. وعلى مستوى الحقوق الاقتصاديّة والاجتماعيّة لم تكن الحصيلة أفضل "حيث كان الخطاب السياسيّ الرّسميّ في اتّجاه والفعل السياسيّ على

⁷⁵ الهادي التيمومي؛ تونس 1956-1987، صفاقس؛ دار محمد علي الحامي للنشر، 2006، ص 77.

⁷⁶ المرجع نفسه، ص 78.

⁷⁷ من بيان 7 نوفمبر 1987.

⁷⁸ أنظر منظّمة العفو الدوليّة؛ تونس: التعذيب والاعتقال غير القانوني والمحاكمات الجائرة، مايو/أيار 2008،

الأرض في الاتجاه المعاكس تماما، إذ أنّ التّصريحات الرّسميّة كانت تقدّم صورة مشرقة عن الإنجازات الاقتصادية والاجتماعيّة التي حققتها تونس إلّا أنّ تلك الإنجازات كانت موجودة نسبيا على الشّريط السّاحليّ أمّا باقي المناطق الدّاخليّة فقد كانت تعاني الحرمان والتّهميش، وهذا ما خلق أزمة ثقة بين السلطة والمواطنين على امتداد عقدين من حكم الرّئيس بن علي⁷⁹.

وقد تجلّت هذه المفارقة بين النصّ والواقع أكثر على مستوى الحقّ في الشغل. فحسب تقرير البنك الدولي الذي يعود إلى شهر مارس 2008، فإنّ نسبة بطالة أصحاب الشّهادات الجامعيّة في ارتفاع مطّرد حيث كانوا سنة 2006-2007 ما يربو على 336000 عاطل بينما كان عددهم في السنة السابقة 121800 عاطل وكذلك في استقصاء يعود لسنة 2005 لعيّنة من 4800 صاحب دبلوم تبيّن أنّ قرابة نصفهم عاطلون عن العمل⁸⁰. وقد دفع هذا التّضارب بين الخطاب والواقع بعض الدبلوماسيّين الأجنبيّين إلى الإشارة إلى ذلك، ومن الأمثلة على ذلك "تقرير السفير الأمريكي بتونس لسنة 2008 والذي وصف فيه النّظام السياسيّ التونسيّ بأنّه شبه مافيو... وأنّ تونس دولة بوليسيّة فيها قليل من حرّيّة التّعليم ومشاكل خطيرة بحقوق الإنسان"⁸¹.

ودون الخوض في مزيد من التّفصيل، نقول إنّ تونس المستقلّة تعاطت مع منظومة حقوق الإنسان إلى حدود شتاء 2010-2011 على أنّها مضمونة بالدستور دون إعمالها في الواقع اليوميّ، حتّى أنّ تلك الحقوق وما لفّ بها من فعاليّات مثل جائزة رئيس الجمهوريّة لحقوق الإنسان كانت شعارات بل إنّ توقيع تونس على الاتّفاقيات الدوليّة مثل اتفاقية مناهضة التعذيب لم تتجاوز في حالات كثيرة الإمضاء. فلا الحقوق السياسيّة أعملت ولا الحقّ في التنمية ضُمن ولا فُعّلت الحقوق الاقتصادية والاجتماعيّة. وفي مقابل ذلك تفسّى الظلم وتزايد الفقر وصارت المحسوبيّة والرّشوة محدّدتين للمعاملات. وقد "أدّت المحسوبيّة إلى عدم تكافؤ الفرص بين أفراد الشعب الواحد، إلى جانب وضع الرّجل المناسب في أماكن لا يستحقّها مع إهدار الفرصة أمام من هو أكفأ منه، كما أدّت الرّشوة إلى فساد كبير في الاقتصاد جعله يتميّز بعدم

⁷⁹ محمد سليمان ومصطفى مرضي؛ تجربة الانتقال الديمقراطيّ في تونس: فرص ومخاطر، مجلّة البحوث في

الحقوق والعلوم السياسيّة، المجلّد 07 العدد 02، السنة 2021، ص 595.

⁸⁰ المرجع نفسه، ص 596.

⁸¹ المرجع نفسه، ص 597.

الشفافية وافتقاد مصداقية الكثير من مؤسسات الدولة خصوصا الأمن والقضاء والإدارة"⁸². وهكذا أفضت مفارقة النص للواقع إلى انتفاضة شعبية أجبرت الرئيس على مغادرة البلاد.

6. حقوق الإنسان في تونس زمن الانتقال الديمقراطي: عندما تختار النخبة السياسية المفاضلة بين حقوق الإنسان

من المعروف أنّ الشباب هم الفاعلون الأساسيون في الثورة التونسية—كما هو الأمر في بقية الثورات العربية— لكن "مفردة الشباب في توصيف هؤلاء الفاعلين وحركتهم، لا تحيلنا إلى فئة اجتماعية أو عمرية. إنّها تحيل أساسا إلى المهمّشين الذين يشعرون بالتهميش، وهؤلاء كما نعرف ينتمون إلى الأعمار كلّها. وقد بيّن بيار بورديو في دراسة مهمّة له بعنوان "الشباب كلمة"، أنّ المفردة تشير إلى علائق وأدوار ومواقع اجتماعية أكثر ممّا تحدّد فئة عمرية أو اجتماعية"⁸³. وقد "مثّل تحسين الوضع الاقتصاديّ المطلب الرئيس للشعب التونسيّ عموما في أثناء المدّ الثوريّ في تونس، إضافة إلى التّمنية الجهوية والمساواة بين الجهات والمناطق"⁸⁴. وهو ما يعني أنّ الفاعلين الجدد ركّزوا في مطالبتهم على الحقوق الاجتماعية من شغل وتنمية... الخ. ومن هنا فإنّ تحليل المقاربة يقتضي التّركيز على بعدين أولهما مدى تمتّع الشباب بحقوق الإنسان وهو الفاعل الرئيسيّ في الثورة، وثانيهما مدى احترام النّخب السياسيّة لمبدأ جوهرية وهو ترابط تلك الحقوق.

كتب الباحث التونسيّ زهير بن جنّات "لئن كان من الطبيعيّ أن يشتعل فتيل الاحتجاج الاجتماعيّ قبل سنة 2010 نظرا لتواتر الأزمات الاقتصاديّة وانسداد أفق الانتقال السياسيّ وإصرار النظام على انتهاج خيار الاستبداد السياسيّ وخنق الحريّات، فإن ما حصل في تونس بعد إسقاط نظام الرئيس بن علي في مرحلة أولى ومباشرة مرحلة جديدة تأسيسية، وحتى بعد

⁸² سمية عطاوة وهشام درويش؛ دور التّضيق على حريّة الإعلام والتّعبير في تفسّي ظاهرة الفساد في تونس: دراسة مقارنة قبل الثورة وبعده، مجلّة الدّراسات الإعلاميّة، المركز الديمقراطيّ العربيّ، برلين ألمانيا، العدد الثّامن، أغسطس 2019، ص306.

⁸³ كمال عبد اللّطيف؛ مدخل إلى قراءة الأبعاد الثقافيّة للثورات العربيّة، ضمن مجموعة مؤلّفين؛ الانفجار العربيّ الكبير: في الأبعاد الثقافيّة والسياسيّة، الدوحة، المركز العربيّ للأبحاث ودراسة السياسات، 2012، ص27.

⁸⁴ حمزة المصطفى وصوفية حنازلة؛ العقدة الجليليّة في الانتقال الديمقراطيّ بعد الثورات الشعبيّة: الشباب التونسيّون وتحديات استدامة التوافق السّياسيّ، ضمن مجموعة مؤلّفين، الشباب والانتقال الديمقراطيّ في البلدان العربيّة، الدوحة، المركز العربيّ للأبحاث ودراسة السياسات، 2019، ص364.

إقرار دستور 27 جانفي 2014 لم يقطع على ما يبدو مع الأسباب التقليدية التي كانت باستمرار المصدر الأساسي لاندلاع موجات الاحتجاج والرفض الجماعيين، وليس أدل على ذلك مما تعرفه البلاد بين الفينة والأخرى من احتجاجات اجتماعية ومبادرات فعل جماعي وتظاهرات مختلفة صارت تمثل بوضوح مكونات أساسية للمشهد السياسي والاجتماعي العام لا تقل أهمية عن مختلف أنواع المبادرات المؤسسية المنظمة وغير المنظمة الرسمية وغير الرسمية⁸⁵.

لهم هذا الواقع الذي يبرز تعثراً في إعمال حقوق الإنسان أدى إلى احتجاجات جماعية، سنتوقف عند بعض المؤشرات المهمة منها تزايد أعداد التنظيمات السياسية حتى أن عددها قارب المائتين وخمسين حزبا سياسيا وهذا النمو في أعداد تلك التنظيمات مؤشّر - ولو إلى حدّ - على وضع الحقوق السياسية وكذلك تنامي أعداد التنظيمات المدنية (الجمعيات) التي بلغ عددها 23676 جمعية في نوفمبر 2020⁸⁶ الأمر الذي يعكس حضورا واضحا للحقوق المدنية والسياسية وهو حضور دعمه تكوّن مجلس وطني تأسيسي تعددي (بعد انتخابات 2011) وبرلمانيين تعدديين (بعد انتخابات 2014 و 2019)، وتناوب عدد من الرؤساء على قصر قرطاج. ولكن هذه الحقوق السياسية شابتها شوائب منها ما سُمي بالسياسة الحزبية حيث غادر النواب الكتل التي ترشّحوها إلى الانتخابات من خلالها وفازوا بمقاعد بسبب برامجها، الأمر الذي أفقدهم ثقة الشعب، وخاصة الشباب الذي صار ينظر إليهم على أنهم يلهثون وراء مصالحهم لا غير، وأنهم لا يلتزمون بما عاهدوا عليه الشعب. وهنا تصبح مسألة القدوة في إعمال الحقوق السياسية غائبة. فالنخب الحزبية لم تكن قدوة للشباب وأظهرت تهافتا على المناصب ومن ثمّ أفقدت الحقوق السياسية بل الديمقراطية نفسها هويتها، لأنّ هذه الصفوة السياسية اختزلت الحق في المشاركة في الحياة السياسية في أبعاده المختلفة في الانتخابات "غير أنّ الانتخابات ليست كلّ ما في الديمقراطية من معنى"⁸⁷ خاصة وأنّ تلك الانتخابات التي شملت المجال المحلي (البلديات) لم تثمر تغييرا ملموسا في حياة ساكنة تلك البلديات.

⁸⁵ زهير بن جنت؛ المفاضلة بين الحقوق والحريات تشريع لانتهك حقوق الإنسان (تحليل منشورات نشطاء الحركات الاجتماعية على فايسبوك أثناء فترة الحجر الصحي الشامل)، ضمن وحيد الفرشيشي، في اللاتفاضلية بين الحقوق والحريات: في علاقة الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية بالحريات الفردية، تونس، ديسمبر 2020، ص.33.

⁸⁶ عن موقع حقائق أون لاين <https://www.hakaekonline.com> بتاريخ 2020-11-14 (23:26)

⁸⁷ محمد عابد الجابري؛ الديمقراطية وحقوق الإنسان، بيروت، مركز دراسات الوحدة العربية، 1994، ص.16.

ومن المؤشرات الأخرى التي ينبغي التركيز عليها الحقوق الاقتصادية والاجتماعية. فالثورة التونسية في نظر الكثيرين "اجتماعية الطابع ولم تكن ثورة حرية كما وصفها الصحافة الغربية"⁸⁸ بمعنى أنّ الثورة التونسية كانت ذات طابع اجتماعي اقتصادي بالأساس، ولعلّ ما شهدته تونس سنة 2011 من "موجة هجرة غير نظامية لم يسبق لها مثيل في تاريخها المعاصر، عشرات الآلاف من الشباب أساسا يركبون البحر في ظلّ ما يعرف ب"الحرقه" شباب من الجنسين..⁸⁹ أكبر دليل على ذلك الطابع، حيث استغلّ آلاف الشباب فترة الاضطرابات ليقدموا على مغادرة البلاد باحثين عن تحقيق الحلم بعيش كريم وإن كان عبر المخاطرة وركوب البحر، وهو الأمر الذي ظلّ مستمرًا إلى اليوم ففي ولاية تطاوين قُدّر "عدد المهاجرين نحو صربيا منذ بداية العام بما يقارب 12 ألف مهاجر، بينما تتحدّث أرقام أخرى غير رسمية عن 15 ألف مهاجر من مدينة عدد سكّانها في حدود 150 ألف ساكنا"⁹⁰. بمعنى أنّ المشهد السياسي الذي احتلته نخب سياسية تقليدية يمينية ويسارية ذات خلفيات ايديولوجية حكمت نظرتها للحكم ولحقوق الإنسان، لم يسهم في تمكين الشباب من التمتع بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية بل إن بعض هذه الحقوق عرف تراجعًا، ولعلّ كثرة المنقطعين عن التعليم دليل على ذلك. فقد كشف وزير التربية سنة 2019 أنّ "280 تلميذا ينقطعون يوميًا عن الدّراسة، مشيرًا إلى أنّها ظاهرة تسمّى أساسا الذكور وتكبّد الدولة 1135 مليون دينار أي ما يمثّل نسبة 20 بالمائة من ميزانية وزارة التربية...وارتفع عدد المنقطعين عن الدراسة من سنة إلى أخرى حيث بلغ عددهم السنة الماضية 101 ألف منقطع وأكثر من 526 ألفًا خلال السنوات الخمس الأخيرة"⁹¹.

وإلى جانب الضرر الذي لحق بالحقّ في التّمدّس نقف على مؤشّر آخر يعكس صدعا آخر في الحقوق الاجتماعية وهو ارتفاع البطالة. فوفقا "لنتائج المسح الوطني حول عدد السّكان والتّشغيل للتّلاثي الثالث من سنة 2021، التي قام بها المعهد الوطني للإحصاء ونشرها في تقريره

⁸⁸ Jaldi (A) ; Tunisie : La démocratie à l'épreuve de la transition économique, Rabat, Policy Center for the New South ,2021, p8

⁸⁹ عبد الستار السحياني؛ الشباب والهجرة غير النظامية في تونس: دراسة ميدانية لتمثّلات الاجتماعية والممارسات والانتظارات، تونس، منتدى الحقوق الاقتصادية والاجتماعية 2016، ص.9.

⁹⁰ محمّد بالطّيب؛ من تطاوين إلى صربيا: دولة الكزاوي؛ عن موقع khatt30.com (أغسطس 2022)/شوهده يوم 2022/9/27

⁹¹ ارتفاع الانقطاع المدرسيّ يفاقم متاعب التّعليم العموميّ في تونس، عن موقع alarab.co.uk (شوهده 17:03 / 2022/9/23)

الخاصّ بشهر نوفمبر 2021، فإنّ نسبة البطالة ارتفعت بـ0.5 نقطة مقارنة بالثلاثي الثّاني من سنة 2021 لتبلغ 18.4 بالمائة... ووفقاً لتقرير المعهد الوطني للإحصاء فقد حافظت المناطق الغربيّة للبلاد التّونسيّة والجنوب التّونسيّ على أعلى نسبة من البطالة. فقد بلغت 33 بالمائة بالشّمال الغربيّ و26.3 بالمائة بالجنوب الغربيّ و22.5 بالمائة بالجنوب الشّرقى، وهي معدّلات تتجاوز المعدّل الوطنيّ بين أربع وأربعة عشر نقطة⁹².

يعكس ارتفاع البطالة عدم تمتّع شريحة واسعة من الشّباب التّونسيّ لاسيّما أولئك القاطنين بالمناطق الدّاخليّة بالحقّ في الشغل وهو الحقّ الذي خرجوا من أجله. ويفسر ارتفاع نسب البطالة بعد عدّة سنوات من الثّورة التّونسيّة بعوامل عدّة منها أنّ "فترة الانتقال الديمقراطيّ اقتضت على معالجة الجانب السّياسيّ وإهمال شبه تامّ لإشكاليّة التّنمية وضرورة مراجعة المنوال الحاليّ"⁹³. وبهذا نكون أمام صورة مغايرة لتلك التي عاشتها تونس بعد الاستقلال حيث تمّ إرجاء الحقوق السّياسيّة إلى حين تحقّق التّنمية حيث تمّ إعطاء الأولويّة للسّياسيّ على حساب الاقتصاديّ والاجتماعيّ وفي ذلك إخلال بمبدأ ترابط حقوق الإنسان وتكاملها.

وبعبارة أخرى، شكّلت المقاربة التجزيئيّة لحقوق الإنسان حجر عثرة للانتقال الديمقراطيّ في تونس لأنّ "الديمقراطية لا تمارس بشكل فعليّ إلاّ عندما يكون الناس يعيشون في مأمّن ضدّ غوائل الفقر والمرض والبطالة، وإذا لم يتحقّق الاستقرار والتّقدّم في حياتهم فسيبقى هؤلاء مهتديّن بأنّ تحكّمهم أنظمة سلطويّة"⁹⁴. بمعنى أنّ تضمين الحقوق الاجتماعيّة في الدستور وتأكيد البرامج الانتخابيّة للأحزاب السّياسيّة على العدالة الاجتماعيّة "التي تمّ إدراجها في برامج مختلف الأحزاب السّياسيّة على اختلاف مرجعيّاتها الفكرية والايديولوجيّة..."⁹⁵ لا يعدّ كافياً لإعمال تلك الحقوق بل سيؤدّي إلى فقدان ثقة الشّباب في الفاعلين السّياسيين وما تراجع

⁹² ارتفاع نسبة البطالة في تونس لتبلغ 18 فاصل 4 بالمائة خلال الثّلاثي الثالث من سنة 2021، عن موقع ar.businessnews.com.tn (شوهدي في 2022/9/23، 17:22)

⁹³ عبد الجليل البدوي؛ الإشكاليات والتحديات الاقتصادية والاجتماعية في مرحلة الانتقال الديمقراطي، ضمن مسعود الرمضاني (تقديم)؛ تونس: الانتقال الديمقراطي العسير، القاهرة، مركز القاهرة لدراسات حقوق الإنسان 2017، ص 64.

⁹⁴ مصباح الشيباني؛ مآزق ثورة "الشعب يريد" ومآلاتها: مقارنة سوسيولوجيّة في عقل ما قبل الثورة، قليبية، زينب للنشر 2018، ص 42.

⁹⁵ المرجع السّابق، ص 152.

نسب مشاركة الشباب في الانتخابات إلا مؤشّر على ذلك. وقد ضاعفت جائحة كورونا من إحباط الشباب نظرا لتأثيراتها السلبية على الاقتصاد التونسي، حيث أسهمت جائحة كورونا من جهتها في تعميق مفارقة النصّ للواقع في مجال حقوق الإنسان. فقد أفضى تعاطي الدولة مع تلك الجائحة إلى "تغيب عديد المواطنين غير المدرجين بسجلات الضمان الاجتماعي والذين لا يعتبرون في نظر الدولة من المعوزين والفئات المهمشة، مع العلم أنّ عدد هؤلاء كبير جدًا في تونس كما تتميز حياتهم أساسا بكسب قوتهم وقوت عائلاتهم بالعمل اليوميّ بما معناه أن الدولة التونسية قامت هنا بإقصاء شريحة من المجتمع والزامها بالبقاء في البيوت دون القيام بإجراءات فعلية تخصّهم"⁹⁶، هذا فضلا عن الخسائر التي كبدتها الجائحة للاقتصاد التونسي وفاقمت من أزمته وهو المتأزم أصلا.

أدت المقاربة التجزئية والتفضيلية لحقوق الإنسان إلى تعثر في مسار الانتقال الديمقراطي، بمعنى أن هذا الأخير يتطلب أكثر من وضع نصوص تضمن حقوق الإنسان، وأكثر من ممارسة الحقوق السياسية، إنه يقتضي ثقافة حقوقية متينة ومنوالا تنمويًا ييسر أعمال حقوق الإنسان باعتبارها منظومة مترابطة لأنّ التشبث بالمنوال الاقتصاديّ الحالي لا يساعد على تبينة ثقافة حقوقية لا تفاضل بين حقوق الإنسان ولا تستثني الشباب من تصوّر أعمالها وتفعيلها في المعيش اليوميّ.

خاتمة

كانت حقوق الإنسان عاملا مباشرا لاندلاع الثورة التونسية، ولكنّ تعاطي النخب السياسية معها في فترة الانتقال الديمقراطيّ طغت عليه نظرة اختزالية أعطت الحظوة للحقوق السياسية على حساب الحقوق الأخرى وخاصّة منها الاقتصادية والاجتماعية. وقد ساهمت كورونا في مزيد تهميش هذه الحقوق الأخيرة الأمر الذي جعل مسار الانتقال الديمقراطيّ يعرف تعثرا يعود في جزء منه إلى طبيعة المقاربة في أعمال حقوق الإنسان والتي نظرت إليها بمنظار نخب سياسيّة بحثت في المرحلة الانتقالية عن تعويض ما حُرمت منه طيلة عقود من عمل سياسيّ حتّى أنّ الفعل السياسيّ أصبح أقرب إلى التعبير عن إثبات أمام الآخر منه إلى طريقة في إدارة الشأن العام والبحث عن المشترك، ومن ثمّ عن أعمال حقوق الإنسان في شموليتها وترابطها. فحقوق

⁹⁶ آية بوصحيح؛ تعميق اللامساواة الاقتصادية والاجتماعية بين الفئات المجتمعية في زمن الوباء (مقاربة قانونية)، كراسات منتدى الحقوق الاقتصادية والاجتماعية، الكراس عدد04، 2020، ص54.

الإنسان وإن لم تكن معطى جديدا بالنسبة إلى تونس التي سجّل تاريخها محطات مهمّة في مجال حقوق الإنسان (إلغاء الرّق سنة 1846/ حقوق المرأة سنة 1956...)، فإنّ تعاطي الفاعلين الاجتماعيين والسياسيين معها في مرحلة الانتقال الديمقراطيّ أبان عن هوة تفصل التشريع عن الواقع. فهؤلاء الفاعلون أجمعوا على مركزية حقوق الإنسان في الحراك الذي عاشت على وقعه تونس منذ شتاء 2010-2011، إلا أنّهم انتصروا في استراتيجياتهم لإعمال حقوق الإنسان إلى الحقوق السياسيّة والمدنيّة على حساب الحقوق الاقتصاديّة والاجتماعيّة الأمر الذي عمّق هشاشة المناطق الدّاخليّة وانعكس سلبا على مستوى عيش شرائح واسعة من التونسيّات والتونسيّين الأمر الذي انعكس سلبا على مسار الانتقال الديمقراطيّ برمته. لقد كرّست استراتيجيات الفاعلين الاجتماعيين والسياسيين في مرحلة الانتقال الديمقراطيّ مفارقة النّص للواقع كلّما اتّصل الأمر بحقوق الإنسان في تونس.

لائحة المراجع

1. المراجع باللّغة العربيّة

1. بن علي (زين العابدين)؛ بيان 7 نوفمبر 1987.
2. بن علي (لقرع)؛ أزمة التحوّل نحو الديمقراطية في الجزائر، 1989-2014، المجلّة العربيّة للعلوم السياسيّة، العدد 45-46، 2015.
3. بوصحيح (آية)؛ تعميق اللامساواة الاقتصادية والاجتماعية بين الفئات المجتمعية في زمن الوباء (مقاربة قانونية)، كراسات منتدى الحقوق الاقتصادية والاجتماعية، الكراس عدد 04، 2020.
4. التّونسيّ (خير الدّين)؛ أقوم المسالك في معرفة أحوال الممالك، قرطاج، بيت الحكمة، 1990.
5. التّيمومي (الهادي)؛ تونس والتّحديث؛ أوّل دستور في العالم الإسلاميّ، صفاقس، دار محمد علي الحامي للنّشر، 2010.
6. الرّشيدي (أحمد)؛ حقوق الإنسان في أربعة عقود: إنجازات كبيرة وإشكاليّات مستمرة، السّياسة الدوليّة العدد 161، يوليو 2005، المجلّد 40.
7. الرّمضاني(مسعود) // (تقديم)؛ تونس: الانتقال الديمقراطيّ العسير، القاهرة، مركز القاهرة لدراسات حقوق الإنسان 2017.
8. السّحباني (عبد السّتار)؛ الشباب والهجرة غير النظامية في تونس: دراسة ميدانيّة للمتمثّلات الاجتماعيّة والممارسات والانتظارات، تونس، منتدى الحقوق الاقتصاديّة والاجتماعيّة 2016.

9. سليمان (محمد) ومرضي (مصطفى): تجربة الانتقال الديمقراطي في تونس: فرص ومخاطر، مجلة البحوث في الحقوق والعلوم السياسية، المجلد 07 العدد02، السنة 2021.
10. شاطر (خليفة) // (إشراف): تونس عبر التاريخ، الجزء الثاني: من العهد العربي الإسلامي إلى حركات الإصلاح، تونس، مركز الدراسات والبحوث الاقتصادية والاجتماعية، 2007.
11. الشيباني (مصباح): مآزق ثورة "الشعب يريد" ومآلاتها: مقاربة سوسولوجية في عقل ما قبل الثورة، قلبية، زينب للنشر 2018.
12. عطاوة (سمية) ودرويش (هشام): دور التضييق على حرية الإعلام والتعبير في تفشي ظاهرة الفساد في تونس: دراسة مقارنة قبل الثورة وبعده، مجلة الدراسات الإعلامية، المركز الديمقراطي العربي، برلين ألمانيا، العدد الثامن، أغسطس 2019
13. الغالي (أمين) // (تقديم): تقييم الانتقال الديمقراطي في تونس بعد 5 سنوات، تونس، مركز الكواكب للتحوّلات الديمقراطية، 2015.
14. الفرشيشي (وحيد)، فياللانفاضلية بين الحقوق والحريات: في علاقة الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية بالحريات الفردية، تونس، ديسمبر 2020.
15. مجموعة مؤلفين؛ الانفجار العربي الكبير: في الأبعاد الثقافية والسياسية، الدوحة، المركز العربي للأبحاث ودراسة السياسات، 2012.
16. مجموعة مؤلفين؛ حقوق الإنسان الرؤى العالمية والإسلامية والعربية، بيروت، مركز دراسات الوحدة العربية، 2005.
17. المحجوبي (علي بن الحسين): حقوق الإنسان بين النظرية والواقع، عالم الفكر، العدد4، المجلد 31، أبريل يونيو 2003.
18. مداني (ليلي) // (إشراف): إشكالية المؤسسة وأفاق الانتقال الديمقراطي، أشغال الملتقى الوطني المنعقد يوم 8 ديسمبر 2020، جامعة بومرداس، كلية الحقوق والعلوم السياسية بودواو.
19. منظمة العفو الدولية؛ تونس: التعذيب والاعتقال غير القانوني والمحاکمات الجائرة، مايو/أيار 2008، رقم الوثيقة MDE30/005/2008. Al Index.
20. هلال (علي الدين): الانتقال إلى الديمقراطية: ماذا يستفيد العرب من تجارب الآخرين، الكويت، المجلس الوطني للثقافة والفنون والآداب، عالم المعرفة، عدد 479، ديسمبر 2019.
21. اليعكوبي (زهير): حقوق الإنسان بين التأسيس والنقد، الفكر العربي المعاصر، العدد 171-172، شتاء - ربيع 2016.

22. اليونسكو؛ كلّ البشر: كتاب مدرسيّ في التّربية على حقوق الإنسان، باريس- منظمة الأمم المتّحدة للتّربية والعلم والثّقافة، تونس- المعهد العربيّ لحقوق الإنسان، 2001.

II. بالفرنسيّة

1. Jaldi (A) ; Tunisie : La démocratie à l'épreuve de la transition économique, Rabat, Policy Center for the New South ,2021.
2. Donati (P) ; La Relation comme objet spécifique de la sociologie, Revue du Mauss, 2004/2, n°24.
3. Navarre (M) ; Cinq questions –clés sur les transitions démocratiques, Sciences humaines, Les grands dossiers des sciences humaines, N°62, Mars-Avril-Mai 2021.
4. Sagesser (C) ; Les Droits de l'Homme, CRISP, « Dossiers du CRISP », 2009/N°73.
5. Touraine (A) ; Un nouveau paradigme pour comprendre le monde d'aujourd'hui, Paris, fayard, 2005.

الفصل الثالث

مسألة حقوق الإنسان في الدول المغربية بين الضغط الخارجي والمتغيرات الداخلية

د. محمد الخلوقي

أستاذ باحث في القانون الدولي والعلاقات الدولية
كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية
قلعة السراغنة - جامعة القاضي عياض-

ملخص

"بدأ مفهوم حقوق الإنسان يعرف تحريفا عن غايته والرسالة الإنسانية المفروض تقديمها للعالم. إذ أضحت هذه الحقوق خاضعة للتسييس والاستغلال من طرف القوى الكبرى، لشرعنة مجموعة من الأفعال غير القانونية، كما أصبح سجل الدول في حقوق الإنسان من العوامل المحددة للانضمام للتجمعات الدولية الاقتصادية كانت أم سياسية، والآن أصبح محددًا في تنظيم التظاهرات الرياضية العالمية... الأمر الذي أدى بتحول نظرية التدخل من أجل حماية حقوق الإنسان إلى سياسة احتواء للدول وإخضاعها. في هذا السياق ظلت المنطقة المغربية حبيسة بين منطق التأسيس لحقوق الإنسان وتكريسها على المستوى الداخلي من جهة، ومن جهة أخرى متأثرة بالتدخلات الخارجية والمتغيرات الجيوسياسية، أبرزها تدخل القوى الاستعمارية القديمة للمنطقة والقوة الكبرى الولايات المتحدة الأمريكية."

كلمات مفتاحية: حقوق الإنسان، الدول المغربية، التدخل، الربيع العربي.

Abstract

" The purpose of the concept of human rights and the humanitarian message it is supposed to present to the world have begun to be distorted. As these rights have become subject to politicization and exploitation by the world's major powers to legitimize a range of illegal acts. The record of countries in human rights has become one of the determining factors for joining international bodies, whether economic or political. Now it has become a determining factor in the organization of international sporting event. This has led to the transformation of the theory of intervention in order to protect human rights into a policy of containing and subjugating states. In this

context, the Maghreb region, on the one hand, remains trapped between the logic of establishing human rights, and their integration at the internal level, and on the other hand, it is affected by external interventions and geopolitical changes, most notably the intervention of the old colonial powers in the region and the United States of America – the world's superpower."

.Human Rights, Maghreb Countries, interference, Arab Spring : Keywords

مقدمة

تعدّ مسألة حماية حقوق الإنسان والحفاظ عليها من القيم الإنسانية الكونية، وذلك من خلال ما خلفته الحضارات الإنسانية من آثار أو ما ورد في كتب سماوية من تأكيدٍ على احترام الإنسان وصيانة كرامته، وكل ما يتعلق بها من أمور مادية أو معنوية، جسدية أو روحية. غير أنّ هذه الحقوق غالبًا ما تكون محطّ جدل بين السلطة المفروض فيها صيانتها وبين من يستحقها.

لا يمكن إنكار مدى تطوّر حقوق الإنسان في العالم، بالنظر إلى عدد المواثيق والمعاهدات الدولية الخاصة بهذا المجال، انطلاقًا من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان، فالعهود الدولية، ثم المواثيق الدولية الخاصة. لكن درجة انخراط الدول في هذه التعاهدات تختلف من دولة إلى أخرى، حسب طبيعة الأنظمة السياسية أو الاختلاف الإيديولوجي أو الثقافي.

تعدّ الأمم المتحدة المنظمة الرئيسية التي تسهر على حماية وتطوير وتكريس ثقافة حقوق الإنسان في العالم، عن طريق مجلسها لحقوق الإنسان، والذي حلّ محلّ لجنة الأمم المتحدة لحقوق الإنسان. بالإضافة إلى ذلك توجد مجموعة من المنظمات الدولية غير الحكومية، والتي نصّبت نفسها مدافعا عن حقوق الإنسان، وفقا لمجموعة من المعايير التي تضعها لقياس مدى احترام حقوق الإنسان في مختلف دول العالم، وتصدر تقارير في هذا الشأن. ولم تعد هذه التقارير مقتصرّة على المنظمات فقط، بل أصبحت بعض الدول تصدر قوائم للدول التي لا تحترم حقوق الإنسان أو تنتهكها. وعلى رأس هذه الدول الولايات المتحدة الأمريكية التي تصدر تقريرا سنويا تصنف فيه الدول حسب احترامها لحقوق الإنسان، والذي يثير مجموعة من الخلافات السياسية، وتبادل الاتهامات بين الولايات المتحدة الأمريكية وبعض الدول الكبرى التي تنتقدها، خاصة روسيا والصين. بينما تعدّ هذه التقارير بمثابة محاسبة لدول أخرى، خصوصا إذا ارتبطت بإعانات مالية وعسكرية لها.

لقد أظهرت ثورات الربيع العربي التي انطلقت من تونس زيفَ الادعاءات التي كانت تدّعيها مجموعة من الأنظمة السياسية، كونها أنظمة ديمقراطية، تضع حقوق الإنسان في صلب أولوياتها. كما أبانت هذه الثورات التي أرادت الانعتاق من الاستبداد والقمع عن تواطؤ مجموعة من الدول الغربية التي تدعي أنها حامية وحارسة لحقوق الإنسان في العالم، وهي التي عرضت خدماتها على هذه الأنظمة، من أجل قمع تلك الاحتجاجات، بل وتخطت ذلك بالتدخل عسكرياً في المنطقة، وتفويت فرصة ذهبية على شعوبها من أجل التأسيس لديموقراطية حقيقية منبثقة من القاعدة.

سنناقش في هذه الورقة البحثية علاقة الإدارات الأمريكية بوضعية حقوق الإنسان في المنطقة المغاربية، وكيف يؤثر اختلافُ الإدارة الحاكمة من جمهوريين إلى ديمقراطيين على وضعية حقوق الإنسان في المنطقة، وكيف تحولت مسألة حقوق الإنسان من ثقافة ومطلب عالمي وجب تكريسها والحثّ عليه، إلى وسيلة ضغط من طرف الولايات المتحدة الأمريكية على هذه الدول من أجل إخضاعها سياسياً، والتدخل في شؤونها الداخلية.

كما سنتطرق إلى تأثير حقوق الإنسان في دول المنطقة بالأوضاع الجيوسياسية العالمية والمحلية، وذلك من خلال محورين أساسيين:

- حقوق الإنسان بين الحماية الدولية والتدخل في الشؤون الداخلية للدول.

- تأثر أوضاع حقوق الإنسان بالتقلبات الجيوسياسية.

1- حقوق الإنسان بين الحماية الدولية والتدخل في الشؤون الداخلية للدول:

إن جعل مفهوم حقوق الإنسان مفهوماً عالمياً يتخطى كل الحدود رغم ارتباطه بالفرد، فرض على الدول التقيد بهذه الحقوق كواجبات عالمية، وجب احترامها وإدماجها في تشريعاتهم الداخلية. كما وضعت المنظمات الدولية خصوصاً الحكومية آليات للتتبع والمواكبة والمراقبة، للوقوف على مدى احترامها، وفرض عقوبات على الدول المخالفة لتلك المواثيق وتنتهك فيها حقوق الإنسان. إذا كانت حقوق الإنسان قد وصلت إلى حد فرض عقوبات على الدول التي تنتهكها يوحى بالأهمية التي وصلت إليها على الصعيد العالمي، فإنها لم تسلم من تحريف واستغلال من طرف دول نصّبت نفسها حامية لها.

تقدّم لنا "الجيوبوليتيك" في تركيبها الحالية قراءتين متعارضتين حول هذا الموضوع؛ الأولى متفائلة تدعم فكرة عالمية حقوق الإنسان، والتوسّع التدريجي لمجال حقوق الإنسان المتعارف

عليه، إذ وصلنا إلى الجيل الرابع من حقوق الإنسان. وإعلان عدم قابلية الحقوق المدنية والسياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية للتجزئة، في وعي حقيقي أمام تصاعد حالات الفصل والميز العنصري والمعاملة غير الإنسانية... ثم القراءة الثانية الأكثر تشاؤماً تقودنا إلى ملاحظة أن حقوق الإنسان بعيدة على أن تحترم على المستوى الدولي، وأن عالمية حقوق الإنسان أمر بعيد المنال، إذ تم تسجيل حالات انتهاك ممنهجة لحقوق الإنسان في الدول المتقدمة كما الدول الفقيرة⁹⁷.

1- حقوق الإنسان في السياسة الخارجية الأمريكية وسيلة ضغط أم مسؤولية أخلاقية؟

1- شرعنة التدخل بحجة حقوق الإنسان:

رغم الاختلاف الحاصل بين فقهاء القانون الدولي حول اعتبار مسألة حقوق الإنسان من صميم السلطان الداخلي للدول، ومن يعتبرها شأنًا عالميًا يستوجب تدخلًا دوليًا إن تبث أيّ خرق لهذه الحقوق في دولة من دول العالم⁹⁸، فالواقع الدولي أبان عن وجود تدخلات دولية في مجموعة من المناسبات، بداعي حماية حقوق الإنسان، خصوصًا من طرف الدول الغربية، وعلى رأسها الولايات المتحدة الأمريكية.

لقد أشار "Antoine Rougier" في حديثه عن التدخل الإنساني إلى كون هذا التدخل اعتراف بحق ممارسة المراقبة الدولية من طرف دولة على أعمال مخالفة لقوانين الإنسانية ضمن السياسة الداخلية لدولة أخرى. حسب هذا المنظور فأبى تجاهل للحقوق الإنسانية لشعب من طرف حكاه، يستوجب تدخل دولة أو مجموعة من الدول باسم المجتمع الأممي، واتخاذ تدابير تمنع ذلك. كما قال "Perez Vera" إن الحماية الإنسانية هي المؤسسة القانونية التي تسعى إلى صون الحقوق الأساسية لكل فرد، بغض النظر عن جنسيته، لأن الجميع ينتهي إلى المجموعة البشرية، قبل الانتماء إلى المجتمع السياسي⁹⁹.

⁹⁷ Ali Sedjari, «Mondialisation des droits de l'homme et géopolitique de l'universalisme», Droit de l'homme entre singularité et universalité, Edition L'Harmattan, 2010 p 140.141.

⁹⁸ من أجل التوسع أكثر حول مسألة احترام حقوق الإنسان واعتبارها قضية داخلية، راجع سعد الركراكي، "محاضرات في القانون الدولي العام"، الطبعة الثانية، مراكش، 1993، ص 215.

⁹⁹ محمد ميكو، "المنتظم الدولي وحقوق الإنسان المنتظم الدولي والتدخل"، سلسلة "الدورات" مطبوعات أكاديمية المملكة المغربية، عدد بعنوان "هل يعطي حق التدخل شرعية جديدة للاستعمار؟" الرباط 1991، ص 106.

قامت العديد من الدول بإعطاء نفسها الحق في التدخل في الشؤون الداخلية لدول أخرى، بدافع حماية حقوق الإنسان، سواء كان هذا التدخل عسكريا أو سياسيا أو عن طريق فرض عقوبات اقتصادية. ردًا على ذلك؛ تدافع الدول المستهدفة عن نفسها فيما يتعلق بمحاولات التدخل في وضعية حقوق الإنسان على المستوى الوطني، كَوْن ذلك تدخلا غير مشروع في شؤونها الداخلية، انطلاقا من الفقرة السابعة من المادة الثانية من ميثاق الأمم المتحدة التي تقول: "ليس في هذا الميثاق ما يسوغ للأمم المتحدة أن تتدخل في الشؤون التي تكون من صميم السلطان الداخلي لدول ما، وليس فيه ما يقتضي الأعضاء أن يعرضوا مثل هذه المسائل لأن تحل بحكم الميثاق...".

غير أن الإشكال المطروح هو الحد الفاصل بين ما يمكن اعتباره شأنا داخليا أو عكس ذلك، في هذا الشأن أشار الأستاذ "زوريك" "zourek" إلى أن: "المعيار الحاسم في معرفة ما إذا كانت مسألة ملموسة تدخل في إطار الاختصاص الوطني أو لا هو وجود اتفاقيات دولية، تفرض التزامات على الدول المعنية بالأمر، ولا يمكن لمادة منظمة من قبل اتفاقات دولية أن تدخل في الاختصاص الوطني"¹⁰⁰.

كذلك ذكرت المحكمة الدائمة للعدل الدولي سنة 1923 في أحد آرائها الاستشارية، أن مسألة معرفة ما إذا كانت مادة ما تدخل في المجال الخاص لدولة ما، هي مسألة نسبية، وتتعلق بتطور العلاقات الدولية. أما معهد القانون الدولي فقد أكد في توصيته الصادرة في 29 أبريل 1954 بتحديد المجال المحفوظ وآثاره، "أنّ المجال المحفوظ هو مجال الأنشطة الدولية أين لا يرتبط اختصاص الدولة بالقانون الدولي." وفي المادة الثالثة لهذه التوصية تم النصّ صراحة على أن: "إبرام التزام دولي في مادة ضمن إطار المجال المحفوظ يزيل عنها هذه الصبغة، في كل مسألة تتعلق بتفسير أو تطبيق هذا الالتزام"¹⁰¹.

2- حماية حقوق الإنسان بين الجمهوريين والديموقراطيين:

إن وضع الولايات المتحدة الأمريكية كقوة عظمى في العالم يجعلها أمام تحديات مختلفة ومتعارضة. وتولي الولايات المتحدة -منذ أحداث الحادي عشر من سبتمبر- أهمية لأمنها القومي بالدرجة الأولى، بعد أن كانت تضع مسألة حقوق الإنسان محور سياستها الخارجية. لكن الأمر

¹⁰⁰ ورد في، سعد الركراكي، "محاضرات في القانون الدولي العام"، دار تنمیل للطباعة والنشر، مراكش، الطبعة الثانية 1993، ص216.

¹⁰¹ سعد الركراكي، مرجع سابق، ص217.

تغير خلال السنين الأخيرة، خصوصا مع ولاية الرئيس الأمريكي السابق "باراك أوباما" الذي أكد بشكل واضح في خطاباته الرئاسية على أولوية حقوق الإنسان وأهميتها، فقد أكد خلال خطابه سنة 2009 في القاهرة على أن مشاغل حقوق الإنسان عنصر جوهري في سياسته الخارجية¹⁰². ليصطدم هذا الخطاب فيما بعد بمجموعة من العوائق، أولها الإرث الذي تركته إدارة "بوش" الجمهورية فيما يخص الانتهاكات الحقوقية التي صاحبت ما عُرف بـ"الحرب على الإرهاب".

لقد أشارت منظمة "هيومن رايتس ووتش" "Human Rights Watch" إلى ازدواجية المعايير في موضوع حقوق الإنسان، حيث أشار "جو ستورك" نائب مديرها لقسم الشرق الأوسط في تعقيبه على تسلم الرئيس الأمريكي السابق "باراك أوباما" لجائزة نوبل للسلام، إن عمل إدارته على ثني الحكومات "التعسفية" في الشرق الأوسط - على حد تعبيره- عن انتهاك حقوق الإنسان، متهاون في بعض الحالات، الأمر الذي يثير مخاوف من استمرار الولايات المتحدة الأمريكية في تطبيق معايير مزدوجة، حينما يتعلق الأمر بمواجهة الانتهاكات الخطيرة لحقوق الإنسان من جانب حلفائها المهمين. كما عبّر كاتب المقال عن امتعاضه من ثناء وزيرة الخارجية الأمريكية في تلك الولاية على المغرب، وما حققه من تقدم في احترام حقوق الإنسان، خاصة في مجال حقوق المرأة. ودعم الولايات المتحدة الأمريكية لسياسة الرباط في الصحراء المغربية¹⁰³.

يبين هذا التعارض الذي يبدو واضحا بين أهم المنظمات غير الحكومية المختصة في مجال حقوق الإنسان والولايات المتحدة الأمريكية، إلى أي مدى أصبحت هذه المسألة سياسية، وانحرفت عن إطارها الإنساني الكوني إلى وسيلة ضغط يتم إشهارها في وجه الحكومات. إذ تختلف رؤية الإدارات الأمريكية حول حقوق الإنسان وجعلها محور السياسة الخارجية بين الجمهوريين والديمقراطيين، إذ نجد الحزب الأول أقل تطلبا في هذا الشأن، بل ارتبط حكم هذا الحزب بالعديد من الخروقات التي طالت حقوق الإنسان، داخل وخارج الولايات المتحدة الأمريكية.

تتجاهل الإدارات الجمهورية موضوع حقوق الإنسان في سياستها الخارجية، وقد تميزت آخر ولاية للحزب متمثلة في الرئيس "ترامب" بتراجع واضح للوضع الحقوقي في العالم. إذ وصفت منظمة العفو الدولية فترة ولاية الرئيس الأمريكي "دونالد ترامب" كمرحلة تراجع خطير لحقوق الإنسان، وذلك لغياب الضغط الدولي على الحكومات في الشرق الأوسط وشمال

¹⁰² Joe Stork, «Obama and Human Rights in the Middle East : Suggestions for Act Two», January 13/2010
<https://carnegieendowment.org/sada/24684>.

¹⁰³ Joe Stork, op. cit.

إفريقيا، وعدّدت مجموعة من التجاوزات في الدول المغربية كالتضييق على الحريات العامة والصحافة والإعلام... مقابل استمرار الحكومة الأمريكية في التعامل مع أنظمة تلك الدول، واضعة الصفقات التجارية المربحة والتعاون الأمني أو مبيعات الأسلحة قبل حقوق الإنسان، الأمر الذي أدّى إلى تأجيج الانتهاكات حسب قول المنظمة¹⁰⁴.

رغم كل هذه المؤاخذات عن الدور السلبي للولايات المتحدة الأمريكية في مجال حقوق الإنسان خصوصا خلال عهد الجمهوريين، إلا أن المجتمع الدولي والمنظمات الحقوقية يُقرّان بدورها في عدم تدهور هذه الحقوق في العديد من دول العالم. ظهر ذلك جليًا حين انسحبت الولايات المتحدة الأمريكية من مجلس حقوق الإنسان التابع للأمم المتحدة، إذ اعتبر نشطاء حقوقيون أن هذا الانسحاب سيصعب تعزيز مكانة حقوق الإنسان في العالم، رغم الانتقاد الذي طال الإدارة الأمريكية في ولاية الرئيس "ترامب" لعدم وضعها موضوع حقوق الإنسان كأولوية في سياستها الخارجية، واتهامها بغض الطرف عن انتهاكات حقوق الإنسان في بعض دول العالم. خصوصا أن هذا الانسحاب جاء احتجاجا على إدانة المجلس لانتهاكات إسرائيل في غزة، واتهامها المجلس بالتحيز ضدها¹⁰⁵. لكن مع كل تلك المؤاخذات فوجود الولايات المتحدة في المجلس له دور في حفظ التوازن، وردع مجموعة من الممارسات المخلة بحقوق الإنسان في مجموعة من دول العالم.

ككل إدارة ديموقراطية تأتي بعد ولاية حكم خلالها الجمهوريون يُثار موضوع حقوق الإنسان في السياسة الخارجية الأمريكية. وقد برز ذلك في خطاب تنصيب الرئيس الجديد "جو بايدن" الذي أكد أن حقوق الإنسان ستصبح محور سياسته الخارجية. كما يمكن اعتبار إعادة انتخاب الولايات المتحدة الأمريكية في مجلس حقوق الإنسان للأمم المتحدة أول الخطوات التي يؤكد فيها الرئيس الأمريكي الجديد عزمه القطع مع عهد سابقه فيما يتعلق بموضوع حقوق الإنسان، والذي كانت عليه مؤاخذات كثيرة، ليس فقط في غض الطرف عن الممارسات التي تقوم بها بعض الأنظمة السياسية في الشرق الأوسط والمنطقة المغربية، بل حتى في الداخل الأمريكي فيما يتعلق بالتعامل مع المهاجرين السريين والجوار الأمريكي.

¹⁰⁴ "اللامبالاة العالمية إزاء انتهاكات حقوق الإنسان في منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا توجع ارتكاب الفظائع والإفلات من العقاب"، تقرير منظمة العفو الدولية منشور بتاريخ 2/09/2019 على موقع المنظمة،

[/https://www.amnesty.org/ar](https://www.amnesty.org/ar)

¹⁰⁵ ليڤي روتون وميشيل نيكولز، "أمريكا تنسحب من مجلس حقوق الإنسان بسبب التحيز ضد إسرائيل ومنتقديها"،

مقال منشور على موقع رويترز بتاريخ 19 يونيو 2018، / <https://www.reuters.com>

2- تأثير حقوق الإنسان في الدول المغاربية بشكل الإدارة الأمريكية الحاكمة

انطلاقاً من الموقع "الجيوستراتيجي" الذي تشغله الدول المغاربية بالقرب من أوروبا وكجزء من منطقة الشرق الأوسط، تخضع دول هذه المنطقة لمجموعة من التجاذبات السياسية، وتتأثر بها. هذه التجاذبات والاستقطاب الدولي الذين عرفتهما المنطقة منذ الحرب الباردة، لا زالا مستمرين إلى يومنا هذا، يقدّمان لنا فكرة حول طبيعة الأنظمة في المنطقة، وانعكاس ذلك على مسألة حقوق الإنسان. حيث تختلف المكتسبات الحقوقية من دولة إلى أخرى، حسب النظام السياسي الحاكم، وحسب درجة الضغط الخارجي. كما يمكن الحديث عن متغيرات جديدة عرفتها الساحة المغاربية، منها ظهور ما سمي بثورات الربيع العربي.

لقد أصبح طُرح موضوع حقوق الإنسان في أجنادات السياسة الخارجية للدول أمراً معمولاً به، وتم فرضه كأمر واقع، عكس التحفظات التي كانت تكتنفه في السابق، بحجة أنه أمر داخلي سيادي. وتصادف هذا التوجُّه الذي يربط المساعدة على التنمية باحترام حقوق الإنسان منذ ثمانينيات القرن الماضي، سواء تعلق الأمر بسياسات التعاون الدولي التي تلتها الدول المانحة أو عند إبرام اتفاقيات ثنائية أو متعددة الأطراف تفرض على الدولة مراعاة التزاماتها فيما يتعلق باحترام حقوق الإنسان. غير أن تضارب المصالح والسياسات الداخلية للدول على المستوى الاقتصادي والاستراتيجي، أفقد مسألة حقوق الإنسان مكانتها كمحدد رئيسي في السياسات الخارجية للدول¹⁰⁶.

تعتبر الولايات المتحدة الأمريكية من أكبر وأهم الدول المانحة في العالم، سواء داخل المنظمات الدولية أو بواسطة الوكالة الأمريكية للتعاون الدولي. تقترن هذه المساعدات -مالية كانت أم عسكرية- بمجموعة من الشروط في المجالات السياسية والحقوقية. إذ نجد في العديد من السوابق أن الولايات المتحدة تجمّد الدعم الممنوح للدول المغاربية، من أجل مسائل متعلقة بتدهور حقوق الإنسان أو ارتباطاً بالعملية الديمقراطية في هذه البلدان. كما تقوم مجموعة من المنظمات الدولية على رأسها "هيومن رايتس ووتش" والمؤسسات التشريعية داخل الولايات المتحدة بالضغط من أجل وقف أو تجميد هذه المساعدات، حتى تغير الأنظمة سياستها الحقوقية القمعية من وجهة نظرهم.

¹⁰⁶ عبد العزيز لعروسي، "حقوق الإنسان بالمغرب: ملاءمات دستورية وقانونية"، المجلة المغربية للإدارة المحلية والتنمية، سلسلة مواضيع الساعة 103 الطبعة الأولى 2018، ص 153.

اعتمد الكونغريس الأمريكي العديدَ من القوانين التي تربط بين احترام حقوق الإنسان وتلقي المساعدات، وحرمان الحكومات المنتهكة لتلك الحقوق من المساعدات. إذ تصدر الخارجية الأمريكية تقارير سنوية، ترصد من خلالها أوضاع حقوق الإنسان في دول العالم. وهناك من يعيب على الولايات المتحدة الأمريكية تسييس هذه التقارير واستغلالها لخدمة مصالحها الخارجية، والتأثير على حكومات الدول الأخرى، دون مراعاة روح حقوق الإنسان العالمية¹⁰⁷.

لقد سبق أن نهجت الولايات المتحدة الأمريكية نفس الخطة خلال عهد الرئيس الديمقراطي "باراك أوباما"، حيث تم إنجاز تقرير معادٍ للمغرب فيما يخص حقوق الإنسان في الأقاليم الجنوبية، إذ قامت ممثلة الولايات المتحدة الأمريكية بالأمم المتحدة في أبريل 2013 بتقديم مقترح لمجلس الأمن من أجل توسيع عمل بعثة الأمم المتحدة بالصحراء المغربية، ليشمل مراقبة وضعية حقوق الإنسان. هذا الأمر عارضه المغرب بشدة، واعتبره تدخلا في شؤونه الداخلية، وجاء في خطاب للملك "محمد السادس" بمناسبة الذكرى 38 للمسيرة الخضراء "أن بعض المنظمات الحقوقية تستعمل تقارير جاهزة لأحداث معزولة للنيل من المغرب... كذلك تكلف بعض الدول موظفين معروفين بمعاداتهم للمغرب، يمزرون تقارير مغلوطة عن وضعية حقوق الإنسان، متجاهلين التقدم الذي حققه المغرب في هذا المجال..."¹⁰⁸ لتتراجع الولايات المتحدة الأمريكية عن تقديم هذا المطالب، بل أكثر من ذلك حاول مجلس الشيوخ الأمريكي أكثر من مرة استثناء الصحراء المغربية من الدعم المالي الذي تقدمه الولايات المتحدة للمملكة، ليتم التراجع عن ذلك لصالح المغرب، مما يوضح أن مسألة الدفاع عن حقوق الإنسان نابعة من مواقف سياسية، وغير مرتبطة بمعيار واضح مبني على محددات ثابتة.

عمليا تعتبر تقارير الخارجية الأمريكية والضغط الذي تمارسه على الدول في مجال حقوق الإنسان أكثر تأثيرا من المنظمات الدولية الحقوقية، وإن كان ذلك له دوافع سياسية من أجل تحقيق مصالحها العليا. إلا أنه يحقق نوعا من التوازن الذي يحفظ بعض هذه الحقوق، خصوصا في الدول التي لا تستطيع مجابهة الولايات المتحدة، ومنها الدول المغربية، فطبيعة

¹⁰⁷ عبد العزيز لعروسي. مرجع سابق، ص 155.

¹⁰⁸ "ملك المغرب: نرفض الزيادة بحقوق الإنسان في الصحراء" تقرير إخباري على موقع الجزيرة الإخباري، بتاريخ

7/11/2013

[/https://www.aljazeera.net/news/arabic/2013/11/7](https://www.aljazeera.net/news/arabic/2013/11/7)

الأنظمة في المنطقة على اختلافها وتفاوتت قناعاتها بثقافة حقوق الإنسان إلا أنها تدرك أن كل ما يهم الولايات المتحدة هو الحفاظ على أمنها القومي.

لقد كشفت بعض الوثائق المسربة المعروفة بوثائق "ويكيليكس" أن الدول المغاربية قدمت للولايات المتحدة الأمريكية الكثير من التسهيلات الأمنية، بل إن التنسيق الأمني فاق التنسيق بين هذه الدول مع بعضها البعض؛ ذلك ما يفسر التغاضي الأمريكي عن الكثير من الانتهاكات الحقوقية، وضعف الإصلاحات السياسية والاقتصادية، والتضييق على الحريات الفردية، وتوجُّس الولايات المتحدة من أيّ حراك قد يغير الأوضاع في المنطقة، وتفضيلها بقاء الوضع على ما هو عليه؛ فالاستقرار أهم من الديمقراطية¹⁰⁹.

بعد أن تميزت مرحلة حكم الرئيس الديمقراطي "باراك أوباما" بنوع من الانفراج الحقوقي في المنطقة المغاربية، ساعده على ذلك ما عرفته المنطقة المغاربية من حراك شعبي "الربيع العربي" الذي كسّر حاجز الصمت -سنتطرق لهذا العامل في المحور المقبل- ستأتي بعد ذلك مرحلة جديدة، سيّدت فيها "الشعبوية" المشهّد السياسي العالمي، كانت الولايات المتحدة جزءاً من هذا المشهد بوصول الرئيس الأمريكي "دونالد ترامب" الجمهوري للرئاسة. واكبت هذه الولاية ردة حقوقية عالمية، سواء على المستوى الداخلي أو الخارجي، والسكوت عن مجموعة من الانتهاكات الحقوقية، وقد وصفت منظمة "مراقبة حقوق الإنسان" ولاية الرئيس الأمريكي "ترامب" بمثابة "الكارثة على حقوق الإنسان، وأنه غير مبالٍ بل ومعادٍ لها".

بعد اندلاع الحراك الشعبي في الجزائر سنة 2019 والذي بدأ بالمطالبة بعدم ترشح الرئيس السابق "عبد العزيز بوتفليقة" لعهدة خامسة، ترتّبت عن ذلك مجموعة من الخروقات الحقوقية، ومواجهة الاحتجاج الشعبي بقمع واعتقال قادة الحراك¹¹⁰. كان موقف الولايات المتحدة الأمريكية متحفظاً، إذ اكتفت بالمراقبة والتصريحات الباردة، حيث جاء على لسان المتحدث باسم الخارجية الأمريكية "روبرت بالدينو" في مارس 2019: "نحن نراقب هذه

¹⁰⁹ فتحي بولعراس، "الدبلوماسية التقليدية في مواجهة العصر الرقمي: كواليس العلاقات المغاربية في وثائق ويكيليكس"، المجلة العربية للعلوم السياسية، عدد 32 خريف 2011 مركز دراسات الوحدة العربية، لبنان، ص 129.

¹¹⁰ Rapport sous-titre. «Algérie: Trois ans après le début du mouvement du Hirak, la répression se durcit : Les autorités devraient libérer toutes les personnes emprisonnées pour s'être exprimées pacifiquement»، publié le 21 février 2022,

<https://www.hrw.org/fr/news/2022/02/21/algerie-trois-ans-apres-le-debut-du-mouvement-du-hirak-la-repression-se-durcit>.

التظاهرات في الجزائر، وسنواصل فعل ذلك، وأن الولايات المتحدة تدعم حق الشعب الجزائري في التجمع السلمي". يفسّر هذا الموقف بخشية الولايات المتحدة من الانفلات الأمني وتهديد الاستقرار بالمنطقة، والشراكة الاستراتيجية التي تربط الدولتين، خصوصا فيما يتعلق بالتعاون في ما يسمى "الحرب على الإرهاب"¹¹¹.

لكن هذا الموقف الأمريكي يمكن تفسيره في منحنى آخر غير التعاون المعلوماتي والأمني؛ كونه الجزائر تعتبر حليفا تقليديا للجانب الشرقي خاصة روسيا، فالحراك الشعبي في الجزائر تزامن وولاية جمهورية برئاسة "دونالد ترامب" آخرهما هو حقوق الإنسان وحرية التعبير، ناهيك عن التعتيم الإعلامي الذي مارسه ولا زالت السلطة في الجزائر على الأحداث. كذلك الوضع في ليبيا بعد الإطاحة بـ"العقيد القذافي" وما تعيشه من تشتت وتدهور أمني، كان حافزا للولايات المتحدة وغيرها من الدول الغربية كفرنسا لعدم الضغط على السلطة في الجزائر للاستجابة لمطالب الشعب، والخوف من مرحلة فراغ قد تؤدي إلى خلق ليبيا ثانية في شمال إفريقيا.

لم تستثنى تونس من الانتقاد الأمريكي، على إثر التراجع الذي عرفته الدولة في مجال حقوق الإنسان وحرية التعبير والممارسة السياسية، بعد أن استبشر الشعب التونسي خيرا بإسقاط النظام القومي السابق لـ"بنعلي"، إذ عرفت الجمهورية التونسية انتقالا سلميا للسلطة وأقلّ عنفا من ضمن الدول التي شملها ربح "الربيع العربي". ساعد على سلاسة تداول السلطة وقيادة المرحلة الانتقالية في تونس بعد الرئيس المنتخب المؤسسات الدستورية، نقطة الضوء التي تركها الرئيس السابق، وقوة التنظيم النقابي، والنخبة التونسية المثقفة.

بعد مرور المرحلة الانتقالية التي عرفت تناوب مجموعة من القوى السياسية على الحكم في تونس، أبرزها مرحلة ما سمي "الترويكا" والتي انخرطت فيها ثلاثة أحزاب سياسية منتخبة من طرف الشعب¹¹²، ستعرف تونس تراجعاً كبيراً في مسألة حقوق الإنسان وحرية التعبير، مع تولّي الرئيس الجديد "قيس سعيد" مقاليد الحكم، فإذا كان وصوله إلى الرئاسة كثنائي رئيس منتخب بشكل ديمقراطي بعد الراحل "الباي قائد السبسي"، فقراراته غير الديمقراطية أثارت العديد من الانتقادات على الصعيدين الداخلي والخارجي.

¹¹¹ عربي بومدين، "العامل الخارجي والحراك الشعبي في الجزائر"، ملف حراك 22 فبراير في الجزائر في وجوه المتعددة، سياسات عربية، العدد 55 المجلد 10، مارس 2022، ص 87.

¹¹² معلومات أكثر حول هذه التجربة أنظر: عائشة التايب، "الترويكا الحاكمة في تونس، حصاد العام بين صعوبات الممارسة وجسامة التحديات"، دورية سياسات عربية، قطر، العدد الأول، مارس 2013.

عبر وزير الخارجية الأمريكي "أنتوني بلينكن" في مناسبات عديدة عن قلق الولايات المتحدة الأمريكية من المسار المنحرف الذي تسلكه تونس في بناء دولة ديمقراطية، وقال في بيان له تعقيباً على نتائج الدستور التونسي الجديد إن "تونس تشهد منذ العام الماضي تراجعاً مقلقاً عن المعايير الديمقراطية، وقوضت العديد من المكاسب التي حققها الشعب التونسي بصعوبة ومشقة منذ سنة 2011". كما دعا وزير الخارجية الأمريكي الرئيس التونسي إلى القيام بإصلاحات قانونية، تمكّن جميع شرائح الشعب التونسي من المشاركة في الانتخابات وبناء الديمقراطية في تونس، وعبر في نفس السياق حول الدستور الجديد أنه: "يمكن أن يُضعف الديمقراطية في تونس، ويقلل من احترام حقوق الإنسان والحريات الأساسية". وقد ردّت تونس على لسان وزير خارجيتها أنها تعتبر هذه التصريحات تدخلاً في شؤونها الداخلية، وأن مبدأ حق الشعوب في تقرير مصيرها من أهم المبادئ التي يقوم عليها القانون الدولي¹¹³.

2- تأثر أوضاع حقوق الإنسان بالتقلبات الجيوسياسية

لعل أبرز ما يميّز البلدان المغاربية هو اختلاف أنظمتها السياسية، بشكل ينعكس على أوضاعها الداخلية وعلاقتها الخارجية، سواء من حيث العلاقات البينية المغاربية أو الاصطفاف والتحالفات الدولية. رغم انقضاء الحرب الباردة التي قسمت دول المغرب العربي إلى طرف تابع للشرق (ليبيا والجزائر) وآخر تابع للغرب (تونس المغرب وموريتانيا) سيستمر هذا الانقسام إلى يومنا هذا، مع تسجيل بعض المتغيرات التي نتجت عن ثورات الربيع العربي والتي قلبت الأوضاع في المنطقة، وقبلها أحداث الحادي عشر من سبتمبر 2001 حيث ستعرف وضعية حقوق الإنسان تدهوراً خطيراً.

"الحرب على الإرهاب" امتحان عسير لحقوق الإنسان في الدول المغاربية

دقت أحداث 11 من سبتمبر 2001 التراجيدية وما تلاها من تصرفات على مستوى مناطق كثيرة في العالم ناقوس الخطر الذي يحديّ بحقوق الإنسان. وسمحت السياسات الأمنية المعتمّدة من طرف الدول، بسنّ تشريعات قاسية وقمعية، من أجل حماية ما أسّمتها السلم الاجتماعي وأمن الدولة، باستعمال متقن لوسائل المراقبة والتتبع. فقادت مرجعية الأمن الشامل ومفهوم "حالة الاستثناء الدائم"، مجموعة من الدول الديمقراطية في السنوات الأخيرة للقيام بمجموعة من التجاوزات لحماية أمن الدولة. فتمّ انتهاك حقوق الإنسان والتنكيل بها يوماً باسم "الحرب على الإرهاب"، كما كانت حصيلة الاعتقالات والتعذيب، وانتهاك حرية

¹¹³ نجاه فقيري، "التوتر بين تونس وأمريكا: الأسباب والتأثيرات"، مقال منشور على موقع:

التعبير والتجمُّع ثقيلة جدًا، ناهيك عن أنّ المحاكمات دون أدنى شروط تحقيق العدالة أصبحت القاعدة لا الاستثناء¹¹⁴.

تناسلت بعد أحداث الحادي عشر من سبتمبر القوانين الوطنية على الصعيد العالمي، من أجل محاربة ظاهرة "الإرهاب"، وأثبتت الممارسة تعارضًا واضحًا بين حماية الأمن القومي للدول من جهة وحماية حقوق الإنسان من جهة أخرى. كما حاولت العديد من الدول إضفاء نوع من المشروعية على التراجعات القانونية عن المبادئ الدولية لحقوق الإنسان، إذ أضرت التشريعات الصادرة عن عدد من الدول الغربية خصوصًا الولايات المتحدة الأمريكية، بحقوق الإنسان تحت ذريعة مكافحة الإرهاب. حيث دخلت الدول في معادلة صعبة هي كيفية التوفيق بين مكافحة الإرهاب وتأمين حقوق الإنسان وفق المبادئ الدولية الثابتة، آخذين في الاعتبار تشديد الأمم المتحدة على كفالة احترام حقوق الإنسان خلال معالجة إشكالية الإرهاب¹¹⁵.

بموازاة مع هذه الحملة من القوانين، لم تكن الدول المغاربية في معزل عنها، لأسباب عديدة، أولها العدد الكبير من المقاتلين الذين ينتمون إلى الجماعات المصنفة "إرهابية" من دول مغاربية، ثم اكتواء هذه الدول بأعمال تلك الجماعات، وضغط الولايات المتحدة الأمريكية على الدول من أجل الانخراط في هذه الحملة، ودعوة الأمم المتحدة الدول لسنّ قوانين من أجل مكافحة "الإرهاب"، وإبلاغ مجلس الأمن بالتقدم الذي أحرزته في هذا المجال حسب قرار مجلس الأمن رقم 1373 بتاريخ 28 سبتمبر 2001.

لقد شكّلت أحداث الحادي عشر من سبتمبر نقطة فارقة في الملف الليبي الذي كان مثقلًا بالعقوبات الدولية، حيث انحنت ليبيا للعاصفة، ونظّمت حملة واسعة من الاعتقالات لأفراد متهمين بالانتماء لجماعات متطرفة "الجماعة الإسلامية المقاتلة"، والمدرجة على قائمة المنظمات الإرهابية من طرف الولايات المتحدة الأمريكية. كما قامت الجمهورية الليبية بتعويض جميع أسر ضحايا الأعمال الإرهابية التي كانت متهمه بها، وعدول الرئيس الراحل "معمر القذافي" عن فكرة امتلاك أسلحة الدمار الشامل خوفا من مصير العراق سنة 2003. أثمرت تلك الإجراءات التي اعتبرت بمثابة تنازلات وتغيير لموقف الزعيم الليبي التاريخي اتجاه الغرب، رُفَع العقوبات

¹¹⁴ Ali Sedjari, op. Cit. p. 143.

¹¹⁵ محمود جميل الجندي، "أثر قوانين محاربة الإرهاب في تردّي أوضاع حقوق الإنسان (2001-2011) قانون باتريوت نموذجًا"، المجلة العربية للعلوم السياسية، العدد 38، ربيع 2013، ص 104.

الاقتصادية المفروضة على ليبيا سنة 2004 وشطبها من لائحة الدول الراعية للإرهاب سنة 2006¹¹⁶.

تضمن تقرير التنمية الإنسانية في العالم العربي لسنة 2003 مجموعة من المؤاخذات على الوضعية الحقوقية في الدول العربية، حيث جاء فيه: "لعلّ أَوْخَم العواقب لإجراءات التضييق على الحريات، أنّ السلطة في بعض البلدان العربية وجدت مبررا آخر لسن قوانين جديدة، حدّت من الحريات المدنية والسياسية، كما تبنت الدول العربية مجتمعة تعريفا موسّعا للإرهاب، اتخذ تعبيراً مؤسسيا على الصعيد العربي في الميثاق العربي لمكافحة الإرهاب. وتعرّض هذا الميثاق للنقد في دوائر حقوق الإنسان العربية والدولية، باعتبار أن مثل هذا التعريف الموسع يفتح الباب لإساءة الاستخدام"¹¹⁷.

تزامنا مع "الحرب العالمية ضد الإرهاب" قامت الحكومة الجزائرية بمواجهة الانتقاد الدولي لسجلها الأسود في مجال حقوق الإنسان، بالقول إنّ التهديد الإرهابي المحلي والجماعات المسلحة الجزائرية متحالفة مع تنظيم القاعدة. وقد كانت الفرصة سانحة لاجتثاث قواعد "جبهة الإنقاذ الإسلامية" في صفوف السكان والمتعاطفين، حيث شنت قوات الأمن حملة عنف ضد أعضاء هذه الجماعة وأنصارها، كما انتشرت عمليات التوقيف التعسفية والاعتقالات الإدارية والتعذيب المنهج، فحسب إحصائيات رسمية بتاريخ مارس 2005 ظلّ أزيد من 6146 شخص في عداد المختفين¹¹⁸.

عرف المغرب كذلك خلال هذه الفترة مجموعة من حملات الاعتقال في صفوف متشددين إسلاميين، وقد صاحبت ذلك مؤاخذات حقوقية رافقت تلك الحملات. كما تم إقرار قانون 03.03 سنة 2003 المتعلق بمكافحة "الإرهاب" والذي خَلَف ردود أفعال من طرف منظمات حقوقية وطنية ودولية¹¹⁹. في هذا الإطار أطلقت المملكة المغربية برنامج "مصالحة" الذي استفاد منه معتقلو ما يُعرف بـ"السلفية الجهادية" منذ سنة 2017، شارك فيه رجال الدين

¹¹⁶ محمد غربي، "الغطرسة الأمريكية والحرب الكوكبية على شبح الإرهاب"، مؤلف جماعي تحت عنوان "نحو استراتيجية شاملة لمكافحة الإرهاب"، الطبعة الأولى 2008، ص 85.

¹¹⁷ عبد السلام بلاجي، "جنود الإرهاب ومآلاته"، مؤلف جماعي تحت عنوان "نحو استراتيجية شاملة لمكافحة الإرهاب"، الطبعة الأولى 2008، ص 118.

¹¹⁸ Algérie. «Des pouvoirs illimités : La pratique de la torture par la sécurité militaire en Algérie». Rapport index n° : 28/004/2006. 9 Juillet 2006. <https://www.amnesty.org/fr/documents/mde28/004/2006/fr/>

¹¹⁹ المجلس الوطني لحقوق الإنسان، مذكرة يناير 2015، مشروع قانون 86.14 يقضي بتغيير وتنظيم أحكام مجموعة القانون الجنائي وقانون المسطرة الجنائية المتعلقة بمكافحة الإرهاب.

وخبراء في علم الاجتماع، كما استفاد العديد من السجناء من عفو ملكي. ساهمت هذه المبادرات في نشر ثقافة حقوق الإنسان، وساعدت على منح فرصة لمراجعة الذات بالنسبة للمعتقلين، وكذلك مناسبة لمراجعة الدولة بطريقة التعامل مع هذه العينة من الناس بالموازاة مع المسار الجنائي.

- حقوق الإنسان بعد ثورات الربيع العربي

شهدت الدول المغربية في بداية العشرية الثانية من الألفية الثالثة، حراكا شعبياً أدى إلى قلب المنطقة رأساً على عقب، تكسّر من خلاله جدارُ الخوف والصمت اللذين كانا مفروضين على شعوب المنطقة.

اندلعت هذه الثورات نتيجة تدهور الأحوال الاجتماعية والسياسية، كارتفاع أسعار الغذاء، وزيادة الفقر، وارتفاع متوسط البطالة بين الشباب من 15 إلى 24 سنة في تونس ومصر والجزائر حتى 35 بالمائة، بينما متوسط المعدل العالمي هو 14.4 بالمائة. فالأنظمة التسلطية في هذه البلدان تناست التأثيرات المباشرة الأمنية والسياسية لهذه المشاكل، ودورها في تأجيج الغضب الشعبي، لأنها تهتم قوة بشرية في سنّ العطاء معطّلة عن الانتاج، وتعتبر أرضية خصبة للثورة الاجتماعية والاقتصادية¹²⁰.

ستختلف تجارب الدول المغربية في ثورات الربيع العربي من دولة إلى أخرى، حسب طبيعة النظام السياسي الحاكم فيها، حيث كانت تونس أقلها دموية من نظيراتها العربية أو المغربية خصوصاً ليبيا التي لازالت تبحث عن الاستقرار السياسي إلى اليوم.

في المغرب قامت اللجنة الساهرة على صياغة الدستور الجديد بتنزيل العديد من توصيات لجنة الإنصاف والمصالحة، من أجل القطع مع ماضي الانتهاكات والتجاوزات الجسيمة لحقوق الإنسان في صفحة مظلمة من تاريخ المغرب المعاصر. تجسّد ذلك في الفصل الثالث والعشرين والرابع والعشرين، والخامس والعشرين، وفصول أخرى متعلقة بشروط الاعتقال، وحرية التعبير، والنشاط النقابي، والتجمهر والتظاهر، وغيرها من الحقوق المكفولة بموجب الدستور الجديد لسنة 2011. رغم كل هذه الامتيازات التي جاء بها الدستور الجديد، إلا أن الملاحظ هو

¹²⁰ توفيق المدني، "ربيع الثورات الديمقراطية العربية"، المستقبل العربي، أبريل 2011، عدد 386، مركز دراسات الوحدة العربية، لبنان، ص 117.

تراجع وضع حقوق الإنسان في المغرب مقارنة مع تلك الامتيازات، في تباين واضح بين التنزيل والتفسير للنص الدستوري، ومفرزاته الديمقراطية¹²¹.

تتميز الحالة المغربية ببعض التناقض والغموض أحيانا، فرغم التقدم الذي حققته الدولة في مؤشرات الصحة والتعليم والدخل الفردي، إلا أنه يقبع في مراتب متأخرة في ترتيب تقرير مؤشر التنمية البشرية، الصادر عن برنامج الأمم المتحدة بين سنوات 2011 و2018، وارتفاع طفيف في تقرير سنة 2020. كذلك تتجسد هذه الضبابية بين ما يعرفه المغرب من تقدم اقتصادي، ومبادرات تنموية وحقوقية تمثلت في تحسُّن البنية التحتية، والمبادرة الوطنية للتنمية البشرية، وتجربة الإنصاف والمصالحة، إلا أن المغرب لم يستطع التخلص بشكل نهائي من السلطوية، والانتقال نحو الديمقراطية؛ بتقدمه خطوة، والتراجع خطوة¹²².

يتمظهر كل ما سبق في تقارير وتوصيات المنظمات الدولية المتخصصة في مجال حقوق الإنسان والديمقراطية، حيث أشادت بجهود المغرب في النهوض بجانب من الحقوق والحريات الأساسية، كتصنيف المغرب في الدرجة الأولى من طرف اللجنة الفرعية لمناهضة التعذيب التابعة للأمم المتحدة في ديسمبر 2019، بفضل اعتماد القانون الخاص المنشئ للآلية الوطنية للوقاية من التعذيب. بينما تشير تقارير أخرى لمنظمات دولية إلى تخلف المغرب في مجال النهوض بحقوق الإنسان والحريات السياسية، كتقرير منظمة "فريدوم هاوس" لقياس الديمقراطية والحرية في العالم لعام 2018 والذي صدر في فبراير 2019، مُصنِّفاً المغرب في خانة الدول الحرة جزئياً بتسعة وثلاثين نقطة من مائة، والمرتبة الرابعة عربياً، اعتماداً على مؤشرات مختلفة منها: التعددية الحزبية، سير العملية الانتخابية، حرية التعبير والاعتقاد، الحقوق الفردية، الأداء الحكومي...¹²³.

انطلق حراك شعبي آخر في الجزائر سنة 2019 رغم أنه كان متأخراً بالنظر للقبضة الحديدية التي يُطبّقها النظام العسكري على الشعب الجزائري، إلا أن خطوة ترشيح الرئيس الراحل "عبد العزيز بوتفليقة" لولاية رئاسية جديدة، بغض النظر عن حالته الصحية، لم تكن تسمح بذلك، فأشعلت شرارة حراك شعبي واسع في الجزائر بأكملها. كان الحراك في الجزائر يسعى إلى استعادة الدولة، لكن دون الوقوع في أخطاء وحالات شبيهة بما وقع في بعض دول

¹²¹ عبد الصادق توفيق، "قضايا الحقوق والحريات في الدساتير العربية الجديدة: دراسة لحالة تونس والمغرب"، مجلة رواق عربي (1)، 2020 مركز القاهرة لدراسات حقوق الإنسان، ص 49.

¹²² عبد الصادق توفيق، مرجع سابق، ص 51.

¹²³ عبد الصادق توفيق، مرجع سبق ذكره، ص 51.

الربيع العربي، مخافة الدمار الذي عرفته سوريا وليبيا واليمن أو السقوط في حالة مصر والعودة إلى حكم عسكري أكثر قمعا، حيث حمل الحراك شعار: "دولة مدنية وليست عسكرية".

حاولت السلطة القائمة في الجزائر الالتفاف على الثورة الشعبية، بإقرار دستور جديد، ادّعت أنه يحقق مطالب الثورة، واعتبرته نصرا لها، وأن أية مطالب أخرى تعتبر غير شرعية، وتدعو إلى تغيير معالم الدولة الجزائرية، والمساس باستقرارها¹²⁴. لكن الأمور ستقلب بعد انتخاب الرئيس "عبد المجيد تبون"، وتعديل الدستور بهدف دفن الحراك، حيث بدأت حملة الاعتقالات والتضييق على الحريات، وإلصاق تهمة ثقيلة بالمتظاهرين، من قبيل "الإرهاب"، واستخدام الدستور من أجل التضييق على حرية الصحافة، والتضييق على ناشطي حقوق الإنسان، وتعليق عمل مجموعة من الأحزاب السياسية¹²⁵.

عملت اللجنة التأسيسية في تونس بعد الثورة على إعداد دستور جديد تمت المصادقة عليه باستفتاء شعبي سنة 2014، والذي أعطى أهمية كذلك لحقوق الإنسان والحريات واحترامها، في الباب الثاني منه. غير أن تونس ستعرف ردّة حقوقية، بعد انتخاب الرئيس الجديد "قيس سعيد"، الذي انقضّ على جميع السلط في البلاد، وأغرق المشهد السياسي بالمراسيم الرئاسية التي تحدّ من حرية التعبير، في عودة إلى سنوات العهد السابق، وما رافقها من انتهاك لحقوق الإنسان، والتضييق على الحريات العامة. لقد أصدر الرئيس التونسي بشكل فردي مجموعة من القرارات التي اعتبرها المراقبون انقلابا على النظام السياسي التونسي لما بعد ثورة 2011، إذ قام في 25 يوليو 2021 بإقالة رئيس الحكومة، وتجميد أعمال البرلمان، ورفع الحصانة على أعضائه، وتعطيل صلاحياته التشريعية. تولى الرئيس التونسي بعد ذلك صلاحيات السلطة التشريعية وصلاحيات رئاسة السلطة التنفيذية، إضافة إلى منصب النيابة

¹²⁴ لتفاصيل أكثر حول الحراك في الجزائر أنظر: العدد 55 من دورية سياسات عربية، ملف خاص حول "حراك 22 فبراير في الجزائر في وجوهه المتعددة". مارس 2022.

¹²⁵ Rapport sous-titre, «Algérie : Trois ans après le début du mouvement du Hirak, la répression se durcit : Les autorités devraient libérer toutes les personnes emprisonnées pour s'être exprimées pacifiquement», publié le 21 février 2022,

<https://www.hrw.org/fr/news/2022/02/21/algerie-trois-ans-apres-le-debut-du-mouvement-du-hirak-la-repression-se-durcit>.

العامة، وإقالة كل من عارضه من الوزراء والمسؤولين الذين لم يتعاونوا معه، واعتبروا أن إجراءاته غير دستورية¹²⁶.

بعد أن ذكر في أحد حواراته مع مجلة "Jeune Afrique" أنه سيعتمد سياسة تنمية تنطلق من المحلي إلى الجهوي وإعادة الحق للشعب في المشاركة في الحكم، قام الرئيس التونسي الجديد بالانقلاب على جميع المكتسبات التي حققها الشعب التونسي الذي انتخبه، وشبهه الكثير من المراقبين ما قام به الرئيس بالانقلاب السياسي. أدى ذلك بالبلاد ليس فقط إلى التراجع عن حماية الحقوق والحريات، بل الذهاب نحو السكتة الاقتصادية، لغياب رؤية واضحة، واضطراب مناخ الأعمال في تونس، نتيجة تدهور الأوضاع السياسية، إذ أصبح الرئيس في عزلة سياسية بين سخط الشعب وضغط المعارضة¹²⁷.

كرّس الرئيس التونسي "قيس سعيد" هذه الوضعية الانقلابية بإجراءات جديدة ركّزت في يده السلطات والسيطرة على الحكم، إذ قام بتشكيل حكومة جديدة، دون الرجوع إلى البرلمان، وتنظيم استفتاء شعبي يخص تعديل الدستور، أثار الكثير من الجدل، وبذلك يكون نقل البلاد من محاولة بناء ديمقراطي إلى الرجوع إلى نظام سلطوي¹²⁸.

سيثير هذا الوضع الجديد في تونس الكثير من الانتقادات الخارجية، خصوصا من الولايات المتحدة الأمريكية وبعض الدول الغربية ومنظمات حقوقية، التي عبّرت عن قلقها من التراجع الذي تعرفه البلاد في حقوق الإنسان.

رغم دعوة الرئيس التونسي "قيس سعيد" في خطابه بضرورة احترام حقوق الإنسان، إلا أن ممارساته تتناقض وذلك الخطاب، حيث عرض ضمانات مؤسساتية جوهرية لحقوق الإنسان للخطر؛ إذ قام بحلّ الهيئة المستقلة المختصة بالإشراف على القضاء في تونس، ومنح نفسه صلاحيات التدخل في عمل القضاء، وكذلك حلّ اللجنة المكلفة بفحص مدى دستورية القوانين الجديدة، ومنع الطعن في المحاكم الإدارية في المراسيم التي يُصدرها. ناهيك عن استهداف بعض المعارضين لسياساته، ومنعهم من السفر أو وضعهم تحت الإقامة الجبرية أو تقديمهم لمحاكمات جنائية، كما أجرت السلطات القضائية بما في ذلك المحاكم العسكرية

¹²⁶ المؤشر العربي: اتجاهات الرأي العام التونسي نحو التجربة الديمقراطية، دورية سياسات عربية، عدد 52، سبتمبر 2021، ص106.

¹²⁷ Farida Dahmani, Tunisie: «Kaiser Saïed », article publié sur Jeune Afrique, N°3109 Février 2022.

¹²⁸ المؤشر العربي، مرجع سبق ذكره، ص106.

تحقيقات أو محاكمات في حق شخصيات تونسية معروفة، صحفيين وأعضاء مجلس الشعب وسياسيين ورئيس سابق للدولة التونسية، مقابل ممارستهم الطبيعية لحقهم في حرية التعبير وحرية التجمع السلمي¹²⁹.

أمام هذه الإجراءات المثيرة للجدل في تونس، هددت الولايات المتحدة الأمريكية بتجميد المساعدات المالية المقدّمة إلى تونس في ميزانية السنة المالية 2023، غير أنها خفّضتها إلى النصف بـ 61 مليون دولار بدل 112 مليون دولار، إذ ادّعت الخارجية الأمريكية أن هذا الشكل الجديد للدعم سيمكّن منظمات المجتمع المدني من الاستفادة بدلا من الحكومة، لغياب الثقة بالمستقبل السياسي لتونس بقيادة "قيس سعيد". كذلك صرّح السفير الأمريكي السابق في تونس "غوردن غراي" أنه يعارض ما أسماه استبداد الرئيس التونسي، الذي عرضت إجراءاته المساعدات الاقتصادية لتونس للخطر، وشبّهه بالرئيس الذي جمع بين استبداد "ابن علي" وفلسفة "معمر القذافي" في الحكم. رغم ذلك قال السفير الأمريكي إنه يعارض قطع المساعدات على تونس، ويدعو إلى توظيفها لتحقيق الديمقراطية¹³⁰.

خاتمة

إنّ أكبر تهديد يحديق بموضوع حقوق الإنسان هو إخراجُه من مجاله الحقوقي الإنساني المحض، وإقحامه في متاهات السياسة، حيث أصبحت المسألة الحقوقية ورقة ضغط تلوح بها الدول الكبرى، من أجل نيل بعض التنازلات، عوض الحثّ على احترام الحقوق. كما أنّ تقديم المصلحة القومية للدول، والتقلبات الجيوسياسية المتسارعة التي يعرفها العالم، جعلتا موضوع حقوق الإنسان أمرا ثانويا وغير ذا قيمة، إذ أصبحنا نجد تواطؤا واضحا بين دول تدعي حماية حقوق الإنسان، وأخرى كانت متهمّة بانتهاكها إلى وقت قريب، خصوصا بعض الدول المغاربية. غير أن ما تغفله هذه الأنظمة السياسية هو أن هذه الثورات ومشاكل الهجرة والأمن، وليدة تدهور أوضاع حقوق الإنسان بمختلف أوجهها.

تجدد الإشارة إلى أن مسألة حقوق الإنسان كانت ولا زالت مسألة إيديولوجية بامتياز، يحكمها اختلاف التوجّهات والمشارب الثقافية والسياسية والاجتماعية، حيث تحاول الدول

¹²⁹ أمانة القلاي، نائبة مديرة المكتب الإقليمي للشرق الأوسط وشمال إفريقيا لمنظمة العفو الدولية، "تونس: تدهور حقوق الإنسان على مدى عام منذ هيمنة الرئيس على السلطة"، تقرير منظمة العفو الدولي، بتاريخ يوليو 2022 تحت

رقم MDE30/5876/2022

¹³⁰ انتقد "استبداد" الرئيس سعيد... سفير أمريكي سابق: لا تقطعوا المساعدات عن تونس، بل وظفوها لتحقيق الديمقراطية. مقال منشور على موقع الجزيرة، بتاريخ 19/9/2022. [/https://www.aljazeera.net/news/politics](https://www.aljazeera.net/news/politics)

المتقدمة والقوية فرض هيمنتها على المستوى القيمي، واعتبارها المثل الذي يجب على باقي الدول اتباعه. فتلك الدول التي صدرت فكرة كونية حقوق الإنسان ونشرها على المستوى العالمي، هي نفسها التي ارتكبت فظائع في حق الشعوب التي استعمرتها، وخلفت وراءها جرائم إبادة جماعية وجرائم ضد الإنسانية. كما أن العالم الغربي الذي يريد أن يسوق ثقافة حقوق الإنسان كان هو مهد انتهاك حقوق الإنسان، كالميز العنصري الذي بدأ يتصاعد وتعاضم شوكة اليمين المتطرف.

إن تكريس ثقافة حقوق الإنسان في المنطقة المغاربية ومأسستها يجب أن يكون نابعا من الرغبة الداخلية للدول، بعيدا عن أي ضغوط خارجية أو محاولات للتسويق الخارجي. مع الاحتفاظ بالخصوصية الثقافية لكل دولة: فحقوق الإنسان كونية في بعضها ومشتركة، لكنها مختلفة في بعضها الآخر، خاصة الحقوق الفردية، وما يُراد منها.

لائحة المراجع

1. المراجع باللغة العربية

1. أمانة القلاي، نائبة مديرة المكتب الإقليمي للشرق الأوسط وشمال إفريقيا لمنظمة العفو الدولية، "تونس: تدهور حقوق الإنسان على مدى عام منذ هيمنة الرئيس على السلطة"، تقرير منظمة العفو الدولية، بتاريخ يوليو 2022 تحت رقم MDE30/5876/2022.
2. المجلس الوطني لحقوق الإنسان، مذكرة يناير 2015، مشروع قانون 86.14 في شأن "تغيير وتتميم أحكام مجموعة القانون الجنائي وقانون المسطرة الجنائية المتعلقة بمكافحة الإرهاب".
3. توفيق المدني، "ربيع الثورات الديمقراطية العربية"، المستقبل العربي، أبريل 2011، عدد 386 مركز دراسات الوحدة العربية، لبنان.
4. سعد الركراكي، "محاضرات في القانون الدولي العام"، الطبعة الثانية 1993، مراكش.
5. عربي بومدين، "العامل الخارجي والحراك الشعبي في الجزائر"، ملف حراك 22 فبراير في الجزائر في وجوهه المتعددة، سياسات عربية، العدد 55، 10 مارس 2022.
6. عبد الصادق توفيق، "قضايا الحقوق والحريات في الدساتير العربية الجديدة: دراسة لحالة تونس والمغرب"، مجلة رواق عربي، 25 (1)، 2020 مركز القاهرة لدراسات حقوق الإنسان.

7. عبد العزيز لعروسي، "حقوق الإنسان بالمغرب: ملاءمات دستورية وقانونية." المجلة المغربية للإدارة المحلية والتنمية، سلسلة مواضيع الساعة 103 الطبعة الأولى 2018.
8. عائشة التايب، "الترويكا الحاكمة في تونس، حصاد العام بين صعوبات الممارسة وجسامة التحديات"، دورية سياسات عربية، قطر، العدد الأول، مارس 2013.
9. عبد السلام بلاجي، "جذور الإرهاب ومآلاته"، مؤلف جماعي تحت عنوان "نحو استراتيجية شاملة لمكافحة الإرهاب"، الطبعة الأولى 2008.
10. محمود جميل الجندي، "أثر قوانين محاربة الإرهاب في تردّي أوضاع حقوق الإنسان (2001-2011) قانون باتريوت نموذجاً"، المجلة العربية للعلوم السياسية، العدد 38، ربيع 2013.
11. محمد غربي، "الغطرسة الأمريكية والحرب الكوكبية على شبح الإرهاب"، مؤلف جماعي تحت عنوان "نحو استراتيجية شاملة لمكافحة الإرهاب"، الطبعة الأولى 2008.
12. محمد ميكو، "المنتظم الدولي وحقوق الإنسان، المنتظم الدولي والتدخل"، سلسلة "الدورات" مطبوعات أكاديمية المملكة المغربية، عدد بعنوان "هل يعطي حق التدخل شرعية جديدة للاستعمار؟"، الرباط 1991.
13. فتحي بولعراس، "الدبلوماسية التقليدية في مواجهة العصر الرقمي: كواليس العلاقات المغربية في وثائق ويكيليكس"، المجلة العربية للعلوم السياسية، عدد 32، خريف 2011، مركز دراسات الوحدة العربية، لبنان.
14. ملف خاص حول "حراك 22 فبراير في الجزائر في وجوهه المتعددة." دورية سياسات عربية، العدد 55، مارس 2022.

المراجع الأجنبية:

1. Ali Sedjari , « Mondialisation Des Droits De L'homme Et Géopolitique De L'universalisme », Droit De L'homme Entre Singularité Et Universalité, Edition L'Harmattan, 2010 P 140.141.
2. Farida Dahmani, Tunisie : «Kaiser Saïed», Article Publié Sur Jeune Afrique, N°3109 Février 2022.
3. Algérie. « Des Pouvoirs Illimités: La Pratique De La Torture Par La Sécurité Militaire En Algérie». Rapport Index N°: 28/004/2006. 9 Juillet 2006.
<https://www.amnesty.org/fr/documents/mde28/004/2006/fr/>
4. Joe Stork, «Obama And Human Rights In The Middle East: Suggestions For Act Two»,
<https://Carnegieendowment.Org/Sada/24684>

الفصل الرابع

مناهضة خطاب الكراهية في سياق القانون الدولي لحقوق الإنسان

د. ليلى الرطيمات

أستاذة باحثة في العلاقات الدولية

كلية العلوم القانونية والسياسية

جامعة الحسن الاول- سطات- المغرب

ملخص

إن الصراعات القائمة الآن بين أفراد المجتمعات، هي بسبب الاستعمال المتزايد لخطاب الكراهية والذي يدعو إلى أعمال العنف ويخلق مناخا من الكراهية والأحكام المسبقة التي قد تتحول إلى تشجيع إرتكاب جرائم الكراهية.

تطرق العديد من القوانين والمعاهدات الدولية إلى ضرورة تجريم خطاب الكراهية والرسائل التحريضية بشكل يردع كل من يحاول استثارت الفتن. وقد نص المشرع الدولي على مجموعة من المواد التي تحمي حق التعبير وإبداء الرأي والتدين والمعتقد والمساواة بين الجنسين وبين الأعراق والأصول البشرية.

ونظرا لصعوبة وضع الحد الفاصل بين حرية التعبير وبين خطاب الكراهية خرج مجلس حقوق الانسان التابع لمنظمة الامم المتحدة في سنة 2012 وخلال مؤتمر انعقد بالرباط والذي تم من خلاله الاتفاق على مجموعة من المعايير وهو عبارة عن اختبار من ست نقاط لتقدير حالات خطاب الكراهية التي على القانون تقييدها أو ملاحقتها دوليا.

Abstract

The conflicts that now exist between members of societies are due to the increasing use of hate speech that calls for acts of violence and creates a climate of hatred and prejudice that may turn into encouraging the commission of hate crimes.

Many international laws and treaties address the need to criminalize hate speech and inflammatory messages in a way that deters those who try to stir up strife. International lawmakers have stipulated a set of articles that protect the right to expression, opinion, religion, belief, gender equality, race and ethnicity.

Given the difficulty of drawing the line between freedom of expression and hate speech, the United Nations Human Rights Council came up with a set of criteria in 2012 during a conference in Rabat that agreed on a six-point test for assessing cases of hate speech that the law should restrict or prosecute internationally.

مقدمة

شاع في السنوات الأخيرة مصطلح خطاب الكراهية بشكل كبير، وتنامت فحواه في جل المجتمعات سواء التي تدعي احترام حقوق الإنسان وفق المواثيق الدولية أو التي تنتهك فيها هذه الحقوق بحجة الاختلاف الديني والعقائدي والايديولوجي. لتتسع كراهية الخطاب في وقت أصبحت فيه مجتمعات مواقع التواصل الاجتماعي بيئة خصبة لهواة الشهرة المنغمسة بالحدق ونبذ الآخر.

إن الصراعات القائمة الآن، هي بسبب الاستعمال المتزايد لخطاب الكراهية. حيث أصبح خطاب الكراهية في زمننا الراهن قوامه الكلمات الجارحة التي تلحق اذى معنويا ونفسيا بالأفراد، ما جعلنا نشهد إنتقالا من فكرة الدعاية إلى فكرة الإهانة، أي بمعنى آخر؛ تحول خطاب الكراهية إلى عملية تستخدم فيها الكلمات لمهاجمة شخص ما بصورة مباشرة بدلا من خطاب دعائي يعمل على تحريض طرف ثالث على الكراهية.

لا يؤثر خطاب الكراهية على الأفراد والجماعات المستهدفة فحسب، بل يؤثر أيضا على المجتمعات ككل. إن التأثير المدمر للكراهية ليس شيئا جديدا. ومع ذلك، فقد تم تضخيم حجمها وتأثيرها اليوم من خلال تقنيات الاتصال الجديدة، لدرجة أن خطاب الكراهية أصبح أحد أكثر الأساليب شيوعا لنشر الخطاب والأيديولوجيات المثيرة للانقسام على نطاق عالمي. وإذا ترك خطاب الكراهية دون رادع، يمكن أن يضر بالسلام والتنمية، لأنه يمهد للصراعات والتوترات، وانتهاكات حقوق الإنسان على نطاق واسع.

تسعى الورقة للإجابة على عدة تساؤلات بشأن ما المقصود بخطاب الكراهية؟ وما الحدود الفاصلة بين الحق في حرية الرأي والتعبير وخطاب الكراهية؟ وهل يجب حماية خطاب الكراهية من أجل حماية قيم الديمقراطية وحقوق الإنسان؟ وإذا كانت الإجابة لا فكيف يمكن مواجهته والحد منه؟

وعليه سأحاول مقارنة الموضوع من خلال معرفة الإطار المرجعي لضمان الوقاية من خطاب الكراهية ونبذ العنف وفق المواثيق الدولية (المحور الأول)؟ مع تحديد خطط مواجهة خطاب الكراهية على المستوى الدولي والوطني (المحور الثاني).

المحور الأول: الإطار المرجعي الدولي للتمييز ما بين خطاب الكراهية وحرية التعبير

الفقرة الأولى: تحديد مفهوم خطاب الكراهية

تطرقت العديد من القوانين والمعاهدات الدولية إلى ضرورة تجريم خطاب الكراهية والرسائل التحريضية بشكل يردع كل من يحاول استثارت الفتن. وقد نص المشرع الدولي على مجموعة من المواد التي تحمي حق التعبير وإبداء الرأي والتدين والمعتقد والمساواة بين الجنسين وبين الأعراق والأصول البشرية، والتي من بينها "الاتفاقية الدولية للقضاء على جميع أشكال التمييز العنصري" (CERD) سنة 1961، والتي كانت أول اتفاقية دولية تجرم بشكل مباشر "خطاب الكراهية"¹³¹.

إن الفلسفة الأساسية التي انطلق منها تجريم خطاب الكراهية دولياً كانت لحماية الحق في حرية التعبير عن الرأي؛ وبدا ذلك واضحاً من خلال العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية الذي دعا الدول في نص المادة 20-2 إلى "حظر أية دعوة إلى الكراهية القومية أو العنصرية أو الدينية تشكل تحريضاً على التمييز أو العداوة أو العنف". رغم تحفظ بعض الدول التي رأت في نص المادة تناقضاً مع الحق في التعبير بحرية. ويقراً هذا النص في إطار نص المادة (19) من العهد ذاته الذي كفل لكل إنسان الحق في التعبير عن الرأي¹³².

¹³¹ يمكن الاطلاع على "الاتفاقية الدولية للقضاء على جميع أشكال التمييز العنصري" على الموقع الإلكتروني التابع لمنظمة الأمم المتحدة:

<https://www.ohchr.org/ar/instruments-mechanisms/instruments/international-convention-elimination-all-forms-racial>

¹³² وفقاً لمقتضيات المادتين 19-20 من العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية الصادر عن منظمة الأمم المتحدة.

للمزيد من التفاصيل يمكن الاطلاع على العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية لسنة 1966 على الموقع الإلكتروني التالي:

<https://www.ohchr.org/ar/instruments-mechanisms/instruments/international-covenant-civil-and-political-rights>

وتعتبر تلك المواد من أهم ما أقرته المعاهدات والقوانين الدولية، إلا أن تطبيقها هو ما يشكل عائقا نحو إلغاء الكراهية على أسس طائفية أو دينية أو عرقية... فأغلبية الدول التي صادقت على هذه القوانين والمعاهدات ومن ضمنها المغرب قامت بتشريع قوانين داخلية تدين الكراهية والتحريض.

ولكن من المؤكد تماما أن حدود خطاب الكراهية تتداخل بطريقة أو بأخرى مع حق الحرية في التعبير، مما يخلق مشكلة كبيرة في تحديد أين تبدأ حدود التعبير وأين تنتهي، ومتى يتحول التعبير إلى خطاب كراهية، ولماذا منحت الشرعية الدولية الدول الحق بوضع قوانين تحدد وفي حالات محدودة جدا حرية التعبير.

إن التمييز بين حرية الرأي وخطاب الكراهية هو أمر ينطوي على قدر كبير من المشقة ذلك أن مفهوم خطاب الكراهية من الصعوبة بمكان تعريفه بصورة جامعة، ولكن قد يفيدنا في هذا السياق النظر إلى ما يتم تداوله حاليا بوصفه توصيفا لخطاب الكراهية؛ وتحديدًا وجهة النظر القائلة بأنه ضرب من الخطاب قد يتضمن كلمات أو صورا تستهدف بنوع من الانتقائية جماعة ما¹³³.

وفي أغلب الديمقراطيات، لا يعتبر خطاب الكراهية شكلا من أشكال حرية التعبير التي تحميها القوانين، كما أنه لا يأخذ شكلا معينًا وهو الكلام المباشر الواضح، فقد يكون بالتصرف أو الإيحاء أو الكتابة أو حتى الإشارة. ولكن تعريف التحريض أو خطاب الكراهية بشكل دقيق علميا هو أمر عقيم وهذا يرجع تحديدا لأنهما يتقاطعان ويغطيان طيفا واسعا من السلوكيات اللفظية والرمزية¹³⁴.

يمكن تعريف خطاب الكراهية كما هو صادر عن الكونغرس الأمريكي سنة 1993 ضمن قانون لـ "الإتصالات السلوكية واللاسلكية وإدارة المعلومات" بأنه "الخطاب الذي يدعو إلى

¹³³ تعريف مجلس لخطاب الكراهية كما ورد في المقترح رقم R 20-97 المتعلق بخطاب الكراهية.

مجلس حقوق الإنسان / التحريض على الكراهية العنصرية والدينية وتعزيز التسامح- الدورة الثانية -2006/3/15 ص 11فقرة 36.

¹³⁴ لجنة القضاء على التمييز العنصري/خطاب التحريض على الكراهية -توصية رقم 35 فقرة 10، ص 5 منشورات الأمم

المتحدة 2013/9/26

LANGTON, R. (2018), The Authority of Hate Speech. To be published in: J. Gardner, L. Green, and B. Leiter, Oxford Studies in Philosophy of law, vol. III, Oxford: Oxford University Press.

أعمال العنف أو الجرائم الكراهية الخطاب الذي يخلق مناخا من الكراهية والأحكام المسبقة التي قد تتحول إلى تشجيع ارتكاب جرائم الكراهية¹³⁵.

وهو خطاب يوحد ويفرق في نفس الوقت فيخلق "نحن" في مواجهة "هم" يغذى ثنائية الخير والشر وأي تشكيك في ذلك يعد تشكيكا في هوية المجموعة.

ويمكن استخلاص عدد من المؤشرات للمفهوم كما يلي:

■ المؤشرات الإجرائية:

- الدعوة إلى العداة أو الكراهية.
- إطلاق اتهامات دون سند أو تبرير.
- السب والاستهجان والتحقير.
- الوصم والإنقاص من قيمة الآخر.
- التحريض على الانتقام والنييل من الفرد أو الجماعة المستهدفة.
- الحض على التمييز على أساس الجنس أو العرق أو الدين أو المعتقد أو الانتماء الفكرى أو غيرها.
- الحض على العنف أو تبريره¹³⁶.

■ أنواع خطاب الكراهية:

يمكن التفرقة بين ثلاثة أنواع على الأقل من خطاب الكراهية وفقا لمستوى خطورتها:

¹³⁵ صالح الحمداني / تجريم خطاب الكراهية مجلة العالم يمكن الاطلاع عليه على الموقع الالكتروني التالي:

www.alaalem.com

¹³⁶ ليونيسكو: "مكافحة خطاب الكراهية في الإنترنت Countering Online Hate Speech"، منشورات اليونيسكو، 2010،

ص10. يمكن الاطلاع على التقرير على الموقع الالكتروني التالي:

https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000233231_ara

خطابات الكراهية وقود الغضب، نظرة عن المفاهيم الأساسية في الاطار الدولي، منشورات مركز هورودو لدعم التعبير

الرقعي، القاهرة 2017، ص6. <https://hrdoegypt.org>

أ- خطاب الكراهية الذي يجب حظره:

يمنح القانون الدولي أعضاء الأمم المتحدة الحق في حظره لمنع آثاره المدمرة، مثل التحريض المباشر والعلني على الإبادة الجماعية، يحتوى هذا النوع على التحريض على القيام جزئياً أو كلياً بأفعال مثل: قتل شخص أو مجموعة من الناس ضحية خطاب الكراهية، إحداث إصابات على الجسم أو العقلية، التسبب في أضرار مادية متعمدة، القيام ببعض المحاولات لمنع ولادة الأطفال في جماعة معينة، إخراج الأطفال من أسرهم بالقوة.

ب- خطاب الكراهية الذي يمكن حظره:

يسمح القانون الدولي بتقييد حق حرية التعبير في حالات معينة لاحترام حقوق الإنسان وحماية الأمن القومي والاستقرار العام والصحة والأخلاقيات. والمقصود هنا الخطاب الذي لا يشكل جريمة جنائية فالجهة الفاعلة لا تبذل أي محاولة للتحريض على فعل شيء محدد تجاه المستهدفين بالخطاب، ولكن يكون مسوغاً لدعوى مدنية أو إدارية مثل طلب تعويضات مادية .

ج- خطاب الكراهية غير المحظور:

وهي التعبيرات التي يعتقد أنها تمس مشاعر شخص أو جماعة فهو لا يشكل جريمة جنائية وليس مسوغاً لدعوى مدنية أو إدارية، ولكنه مثير للقلق بشأن التسامح والتأدب واحترام حقوق الآخرين وعلى الرغم من أن القانون لا يحظره فإنه يمكن أن يغرس التعصب. وأفضل رد على هذا النوع من خطاب الكراهية ليس جعله جريمة بل بناء جسور التفاهم بين الطرفين¹³⁷.

وفي هذا السياق، يثور تساؤلٌ حول المعايير التي يرتقي بوجودها الخطاب ليمسي خطاباً ينطوي على الكراهية ويحرض على العنف أو العنصرية أو التمييز؟

الفقرة الثانية: معايير الأمم المتحدة المحددة لخطاب الكراهية

يعرف العالم في الوقت الراهن، وحتى في أكثر الدول الديمقراطية والتي تحترم الحق التعبير، الجدل حول القيود التي يجب وضعها لتفادي ضرر خطاب الكراهية على المجتمع، خاصة بعد وصول اليمين المتطرف إلى الحكم في أوروبا والولايات المتحدة.

¹³⁷ LANGTON, R. (2012), Beyond Belief: Pragmatics in Hate Speech and Pornography. In: I. Maitra, and M.K. Gowan, eds. Speech and Harm: Controversies over Free Speech. Oxford: Oxford University Press, PP 72-93.

ونظرا لصعوبة وضع الحد الفاصل بين حرية التعبير وبين خطاب الكراهية، تمكن مجلس حقوق الانسان التابع لمنظمة الامم المتحدة في 2012، وخلال مؤتمر انعقد بالرباط والذي تم من خلاله الاتفاق على مجموعة من المعايير وهو عبارة عن اختبارا من ست نقات لتقدير حالات خطاب الكراهية التي على القانون تقييدها أو ملاحقتها دوليا¹³⁸.

والتي سميت بـ"خطة عمل الرباط" بشأن حظر الدعوة إلى الكراهية الدينية أو القومية أو العنصرية التي تشكل تحريضا على التمييز أو العداوة أو العنف بمعايير ستة لاعتبار خطابا ما ينطوي على الكراهية تمثلت فيما يلي:

أولاً: سياق الخطاب؛ تقييم فداحة الخطاب من خلال تقييم السياق الاجتماعي والسياسي والاقتصادي للفئة التي استهدفها الخطاب، والتي تأخذ بعين الاعتبار مدى تواجد حوادث عنف ضد الفئة المستهدفة، ومدى تمييز المؤسسات لهذه الفئة، وتواجد بيئة سياسية أو إعلامية تميز ضدها.

ثانياً: تأثير المتحدث؛ موقف المتكلم وما لديه من سلطة أو تأثير على جمهوره. وهنا تؤخذ اعتبارات خاصة إن كان المتكلم سياسياً، أو عضواً بارزاً في حزب، أو موظفاً عاماً، أو أشخاصاً لديهم تأثير مشابه.

ثالثاً: قصد أو نية المتحدث؛ يجب أن يكون لدى المتحدث قصد واضح في الانخراط لحشد الكراهية، واستهداف فئة على أساس العرق أو اللون أو الدين، وأن يكون مدركاً للعواقب التي يمكن أن يحدثها خطابه. آخذين بعين الاعتبار اللغة المستخدمة ومدى تكرار الخطاب.

رابعاً: محتوى الخطاب؛ مدى دعوة الخطاب بشكل مباشر أو غير مباشر للتمييز أو العنف أو العداة المجتمعي ضد فئة مستهدفة¹³⁹.

¹³⁸ يمكن الاطلاع على نسخة موجزة بشأن "التحريض على الكراهية" اختبار المعايير في خطة عمل الرباط على الموقع الإلكتروني الخاص بمكتب المفوض السامي لحقوق الإنسان التابع للأمم المتحدة:

<https://www.ohchr.org/ar/documents/one-pager-incitement-hatred-rabat-threshold-test>

¹³⁹ نظمت مفوضية حقوق الانسان التابعة للأمم المتحدة لحقوق الإنسان في سنة 2011، سلسلة من حلقات عمل الخبراء في مختلف مناطق العالم، حول التحريض على الكراهية القومية أو العنصرية أو الدينية، في ضوء ما يرد في القانون الدولي لحقوق الإنسان. وقد بحث المشاركون، خلال حلقات العمل، هذه القضية في مناطق العالم المختلفة، وناقشوا السبل الاستراتيجية للتصدي للتحريض على الكراهية سواء أكانت ذات طبيعة قانونية أم غير ذلك. وتم تضمين هذه النتائج والتوصيات المنبثقة عن حلقات العمل واعتمدها الخبراء في الرباط بالمملكة المغربية بتاريخ 5 أكتوبر 2011.

خامسا: نطاق الخطاب وشدة تردده؛ على تقييم الخطاب أن يدرس الوسيلة التي بث أو نشر من خلالها الخطاب ومدى شدته وتردده. مثلا، هل بث الخطاب في منشور واحد، أم بث ونشر في الإعلام السائد؟ وهل بث أو نشر مرة واحدة أم نشر مرارا مع الإصرار على تكراره؟

سادسا: احتمالية وقوع ضرر؛ وأرجحية حدوث الضرر أو الخطر على أن تكون العلاقة السببية مباشرة بين الخطاب وأرجحية حدوث الخطر¹⁴⁰.

إن وثيقة عمل الرباط تعتبر حتى الآن من أفضل استراتيجيات العمل الدولية المتعلقة بمكافحة خطاب الكراهية. وقد رأيت الوثيقة أن أنحاء مختلف من العالم قد شهدت في السنوات الأخيرة عدة أحداث سلطة الضوء مجددا بمسألة التحريض على الكراهية. كما أن الكثير من النزاعات التي حدثت خلال العقود الماضية قد تضمنت عنصر التحريض على الكراهية القومية أو العنصرية أو الدينية. ورأت الوثيقة أن احترام حرية التعبير هو عامل حاسم لضمان الديمقراطية والتنمية البشرية المستدامة وكذلك لتعزيز السلام والأمن الدوليين¹⁴¹.

وصفت الوثيقة معظم القوانين المناهضة للتحريض في البلدان المختلفة في أنحاء العالم بالمتباينة وأحيانا قاصرة جدا أو فضفاضة. كما أن الاجتهادات القضائية حول التحريض على الكراهية هي حتى الآن نادرة ومرجلة، وأن معظم تلك السياسات تتسم بالعموميات ولا تتبع بصورة منهجية وتفتقر إلى التركيز على المحرومين وتنقصها التقييمات المناسبة.

المحور الثاني: خطط مواجهة خطاب الكراهية على المستوى الدولي والوطني

الفقرة الأولى: واقع مواجهة خطاب الكراهية على المستوى الدولي

• أولا: مظاهر خطاب الكراهية على المستوى الدولي

إن خطاب الكراهية قد وجد متسعا وفضاء رحبا خلال السنوات السابقة، وذلك لعدة أسباب، منها الهجمة على الحريات والديمقراطية وصعود اليمين المتطرف في أنحاء العالم،

¹⁴⁰ للتوسع أكثر حول الموضوع، يمكن الاطلاع على نسخة موجزة بشأن "التحريض على الكراهية" اختبار المعايير في خطة عمل الرباط على الموقع الإلكتروني الخاص بمكتب المفوض السامي لحقوق الإنسان التابع للأمم المتحدة:

<https://www.ohchr.org/ar/documents/one-pager-incident-hatred-rabat-threshold-test>

¹⁴¹ خطة عمل الرباط / حظر الدعوة إلى الكراهية القومية أو العنصرية أو الدينية التي تشكل تحريضا على التمييز أو العداوة أو العنف ص7 وهامش5 من نفس الصفحة - المفوضية السامية لحقوق الإنسان - المغرب 2012/10/5.

<https://www.ohchr.org/AR/NewsEvents/Pages/TheRabatPlanofAction.aspx>

بالإضافة إلى تفاقم أزمة اللاجئين وتصاعد ظاهرة الإسلاموفوبيا في أوروبا. كما أن هذا الخطاب وجد على مواقع التواصل الاجتماعي حاضنة خصبة.

وقد أدى صعود أحزاب التيار اليميني الاثني أو القومي لمزيد من رسائل الكراهية التي تجذب فئة أوسع نطاقا من الناخبين وتستجيب الأحزاب اليمينية المتطرفة للظروف والتحديات الراهنة مثل زيادة الهجرة غير النظامية والأزمة الاقتصادية والإرهاب .. إلخ من خلال سياسة الاستقطاب والخوف ونشر العنصرية الثقافية والكراهية وعدم التسامح فيتم تصوير المهاجرين والأجانب خاصة غير القادرين على الاندماج في الثقافة الأوروبية أنها شخصيات مختلفة ومتدنية ومصدر تهديد اجتماعي واقتصادي وأمني¹⁴².

وقد منحت العديد من الدول الأوروبية في السنوات الأخيرة الحماية للكثير من طالبي اللجوء والمهاجرين الباحثين عن ملاذ آمن في أوروبا إلا أنها حماية لا تخلو من العقوبات والتحديات والتي تشمل التمييز ومظاهر العنصرية وكراهية الأجانب وأصبحت الاعتداءات الجسدية فضلا عن تقييد حرية التنقل خارج المخيمات أو منع التعبير عن الهوية الدينية في ارتفاع مستمر، فرغم أن ألمانيا كانت أكثر الدول الأوروبية ترحيبا بالمهاجرين إلا أنه حدثت عدة اعتداءات وهجمات معادية للأجانب على خلفية خطاب الكراهية وترديد وسائل الإعلام قيام المسلمين بالاعتداءات الإرهابية فقد تم حرق مسجد في برلين بمارس 2018 وإساءة معاملة العائلات السورية، أما بولندا فقد أغلقت حدودها تجاه اللاجئين والمهاجرين غير الشرعيين منذ 2017 باستثناء عدد محدود جدا غالبيتهم من المسيحيين ومع ذلك تزايدت نسبة الهجمات وجرائم الكراهية على خلفية صعود الأحزاب اليمينية المتطرفة ووصولها للسلطة منذ 2015 وتبنى حزب "القانون والعدالة القومي" والذي احتفظ بتقدمه أيضا في انتخابات أكتوبر 2019 موقفا مضادا لهم بل والتحذير من الأمراض التي يحملونها. وهناك منظمة "بيغيدا"-الأوروبيون الوطنيون ضد أسلمة الغرب- المناهضة للإسلام والتي تنتشر في جميع أنحاء أوروبا ترى أنه يجب إدراك تهديد الإسلام ونظمت عددا كبيرا من الاحتجاجات ضد المسلمين مما خلق موجة غير مسبوقه من الخوف.

تعرض المسلمون بعد الحادي عشر من شتنبر للوصم والعداء في كثير من وسائل الإعلام الغربية التي ربطت بين الإسلام والإرهاب، مما كان محركا رئيسا لظهور كراهية المسلمين حول

¹⁴² دراسة حول الهجرة واللجوء في بلدان المغرب العربي، أطر قانونية وإدارية غير كافية وغير قادرة على ضمان حماية المهاجرين واللاجئين وطالبي اللجوء، صادر عن الشبكة الأوروبية-المتوسطية لحقوق الانسان، دجنبر 2017.

العالم. على سبيل المثال ركز الإعلام الفرنسي في تناوله للإسلام على كل ما يزيد الكراهية والتركيز على مفاهيم ومصطلحات التطرف، والأصولية، والحرب المقدسة، وتعدد الزوجات، والجهاد، الإرهاب... إلخ خاصة بعد أحداث 11 سبتمبر 2001، ومدريد سنة 2004، ولندن سنة 2005، والرسوم الكاريكاتورية الدنماركية في 2005¹⁴³. وتتجاوز العائدات السنوية لخطاب الكراهية ملايين الدولارات حيث تروجه المجالات التي تعاني من الركود لكي تحل أزمته الاقتصادية وتزيد عائداتها الإعلانية وبالفعل زادت مبيعاتها في فرنسا لأكثر من 15 بالمائة فالكراهية تجارة رابحة إعلاميا.

● ثانيا: الجدل الدولي ما بين مناهضة خطاب الكراهية و حماية حرية التعبير

دافع كثير من المفكرين بقوة عن الحق في حرية التعبير وذلك من منطلق النقاش القائم حول هل يجب حماية خطاب الكراهية من أجل حماية قيم الديمقراطية وحقوق الإنسان؟ ففي هذا الصدد، ورأى جون ستيوارت ميل إذا كان كل البشر جميعا يتفقون على رأى، وكان هناك شخص واحد فقط يؤمن بالرأى المعاكس، فلن يكون هناك ما يبرر للبشرية إسكات ذلك الشخص¹⁴⁴.

على غرار ذلك يثار جدل واسع حول مشروعية وتجريم خطاب الكراهية ومدى تعارض المفهوم الواسع غير المحدد له مع حرية التعبير المكفولة بالمواثيق الدولية وتتركز الأطروحات في اتجاهين: يرى الأول أن مواطني الديمقراطية يجب أن يكونوا أحرارا في مناقشة أي وجهة نظر يرون أنها مناسبة للنقاش، خشية أن يتوقف مجتمعهم عن أن يكون ديمقراطيا، والأمر الضروري لشرعية الديمقراطية و من حق المواطنين مناقشة آرائهم حول القانون والسياسة، ومن ثم علينا الحياد إزاء خطاب الكراهية ورفض حظره وأفضل رد على الخطاب المفعم بالكراهية هو المناقشة وتنمية سوق للأفكار التي تواجهه وتفنده. وتتمثل العقبة القانونية في صعوبة تعريف خطاب الكراهية ومعايير ارتقائه لمرتبة التحريض على التمييز أو العداوة أو العنف وربما تستخدم التشريعات الوطنية مصطلحات فضفاضة أو غير دقيقة يساء

¹⁴³ Marion Tissier-Raffin : Crise européenne de l'asile : l'Europe n'est pas à la hauteur de ses ambitions, revue des droits de l'homme, Publié le mardi 1er décembre 2015, p 3-11.

¹⁴⁴ أخذوش الحسين: نظرية أفعال اللغة لدى الفيلسوف أوستين أسسها وحدودها الفلسفية، مؤمنون بلا حدود، مقال تم نشره بتاريخ 21 أكتوبر 2021، يمكن الاطلاع عليه على الموقع الالكتروني التالي:

<https://www.mominoun.com/pdf1/2016-08/ostine.pdf>

تطبيقها¹⁴⁵. بينما يدعو الاتجاه الثاني إلى فرض القيود على خطاب الكراهية وتحدد أسبابه في أن هدف الحكومات الديمقراطية هو تحقيق العدالة بشكل موضوعي وأن يتحرر الأشخاص من الإكراه والتهديد المعنوي ويؤدي خطاب الكراهية غالبا إلى سياسات غير عادلة بشكل صارخ مما يتطلب تقييد وحظر ذلك الخطاب. وحتى لو كانت القوانين التي تحظر خطاب الكراهية تقلل من الطابع الديمقراطي للمجتمعات، فإنها لا تنال من أي قيمة من قيم الديمقراطية لأن حظر خطاب الكراهية لا يمنع المواطنين من أن يكون لديهم أفكار بغیضة فالحظر فقط يمنع إيذاء الآخرين من خلال التعبير عن تلك الأفكار لحماية الأقليات من الضرر الذي قد يصيبها بسببه¹⁴⁶.

لقد طورت الأنظمة الأوروبية والأمريكية اختلافا جذريا النهج لتنظيم خطاب الكراهية العنصرية. في الولايات المتحدة الأمريكية، من المستحيل تقريبا القيام بإدانة للتعبيرات العنصرية ما لم تكن الكلمات تثير عنفا فوريا أو تشكل تهديدا مباشرا بينما في معظم الدول الأوروبية تعتبر السلطات القضائية التحريض على الكراهية العنصرية خطرا يعاقب عليه، ولا يعتبر خطاب الكراهية في أغلب الديمقراطيات الأوروبية شكلا من أشكال حرية التعبير التي تحميها القوانين¹⁴⁷.

تتعدد مقاربات التفسير وربما يعود ذلك إلى طبيعة الثقافة السياسية السائدة، فالمجتمع الأمريكي ومواطنوه أكثر دعما للحماية الموسعة لحرية التعبير والأولوية لقيمة الحرية وقد عززت الأحكام القضائية هذا التوجه، في حين أن الأوروبيين قد يعطوا وزنا للقيم الأخرى مثل الكرامة الإنسانية والشخصية والشرف بشكل أكبر نسبيا مقارنة بحرية التعبير الجامحة. ومن جانب آخر، يجب النظر إلى النصوص القانونية المحددة ذات الصلة حيث يتمسك التعديل الأول

¹⁴⁵ Gabriella B. Klein (2018), Applied Linguistics to Identify and Contrast Racist 'Hate Speech': Cases from the English and Italian Language, University of Perugia, Perugia, Italy.

¹⁴⁶ كريستن ويبكي تيمرمان، "التحريض في القانون الجنائي الدولي" Incitement in international criminal law، مراجعة دولية للصليب الأحمر، المجلد 88 رقم 864، دجنبر 2006، صفحة 832.

https://www.icrc.org/en/doc/assets/files/other/irrc_864_timmermann.pdf

¹⁴⁷ مكافحة خطاب الكراهية: توصية السياسة العامة رقم 15 للجنة الأوروبية لمناهضة العنصرية والتعصب. <https://rm.coe.int/ecri-general-policy-recommendation-no-15-key-topics-combating-hate-spe/16809ed2c8>

للدستور الأمريكي بشكل قاطع بقيمة حرية التعبير¹⁴⁸، بينما تسرد المادة 10 من الاتفاقية الأوروبية لحقوق الإنسان صراحة أسباب أن حرية التعبير يمكن أن تكون مقيدة¹⁴⁹.

رغم غياب تعريف محدد لما يقصد بخطاب الكراهية إلا أن التشريعات الدولية لا تعتبر حرية التعبير حقا غير مشروطا.

• الفقرة الثانية: خطة مواجهة خطاب الكراهية بالمغرب

أولا: ملائمة الترسنة القانونية بالمغرب مع المواثيق الدولية المناهضة لخطاب الكراهية

أن المغرب خطا خطوات مهمة في اتجاه مكافحة كل أشكال الكراهية والتطرف كيفما كان مصدرها. مستندا في ذلك إلى مرجعيته الإسلامية ودستور 2011 الذي يؤكد على مبادئ التعايش السلمي بين كافة الفئات والأطياف الاجتماعية والعرقية والثقافية والسياسية.

وتتجلى الخطوات التي اتخذها المغرب في مجال مكافحة خطاب الكراهية، على المستويين الوطني والقاري، في استراتيجية المغرب فيما يتعلق بالهجرة واللجوء، والتي تتمحور حول تعزيز قيم قبول الآخر والتعايش والاندماج.

وعمل المغرب على تقوية ترسانته التشريعية والمؤسسية، بهدف تعزيز قبول الآخر، والاعتراف المتبادل، واحترام الآخرين، ونبذ الصور النمطية، والكراهية، وتعزيز تعاليم الإسلام المعتدل.

وفي السياق ذاته، أجرى المغرب مراجعة شاملة لنظامه التعليمي، ولا سيما من خلال إصلاح مؤسسات التعليم الديني. حيث تم تضمين المناهج مفاهيم الإيثار، والتنوع الديني عبر جميع مراحل التعليم الأساسي، كما تم إطلاق العديد من مراكز البحوث المتخصصة في هذا المجال.

وتبرز التجربة المغربية في مجال مكافحة التحريض على الكراهية وبناء نموذج فعال في النهوض بكافة التعبيرات اللغوية والثقافية من خلال دسترة اللغة الأمازيغية، وكذا مجهوداته الرامية إلى حماية الثقافة الحسانية، والتي تعد من النماذج والممارسات الدولية الفضلى التي

¹⁴⁸ محمد شريف بسيوني، الوثائق الدولية المعنية بحقوق الإنسان، المجلد الثاني، الوثائق الإسلامية والإقليمية، دار الشروق، القاهرة 2003، ص 196-197.

¹⁴⁹ Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales telle qu'amendée par les Protocoles N° 11 et N° 14, Rome, 4.XI.1950, Série des traités européens -N° 5, conseil d'Europe.

يتقاسمها المغرب مع بلدان شقيقة وصديقة في أفق المساهمة الجماعية في رفع التحديات والمخاطر المرتبطة بانتشار خطاب التطرف والميز والتحريض على الكراهية.

وفي هذا السياق، فإن المغرب قام بملائمة قوانينه مع التزاماته الدولية سواء في ما يخص القانون الجنائي الذي جرم التحريض على التمييز بكافة أنواعه أو مدونة الصحافة والنشر التي منعت التحريض على الكراهية والإرهاب وتحقير الأشخاص والإساءة إليهم سواء باسم الدين أو الجنس أو اللون.

ويواصل المغرب بذل مجهوده لتدعيم حقوق الإنسان ومكافحة خطاب الكراهية باعتباره بلد يتوفر على رصيد تاريخي غني بالتسامح والتعايش والتمازج بين الأديان، بحكم الدور التاريخي والمركزي لمؤسسة إمارة المؤمنين التي يمثلها الملك محمد السادس، في بعدها الرمزي والروحي والوظيفي، كضمانة وركيزة أساسية لحماية الحقوق والحريات المكفولة بموجب الدستور والاتفاقيات الدولية لحقوق الإنسان، والتي يعد المغرب طرفاً فيها، مما يضمن الطمأنينة الدينية والروحانية، ويحمي المجتمع من كل غلو أو انحراف في تفسير الدين لأغراض التحريض على العنف والتمييز والكراهية، فضلاً عما تخوله إمارة المؤمنين من أدوار في إطار الدبلوماسية الدينية الموجهة إلى البلدان المجاورة والصديقة المهتدة بالتطرف الديني، من حيث نشر العبادة وخاصة تدريب الأئمة.

كما كان للمغرب دور في تبني الأمم المتحدة سنة 2021 القرار القاضي باعتماد يوم عالمي لمحاربة خطابات الكراهية والمتمثل في 18 يونيو من كل سنة¹⁵⁰. إذ يتطلب منع التحريض على العنف والجرائم الوحشية تعاوناً متواصلًا من جانب القادة الدينيين في العالم أجمع من أجل نزع بذور الكراهية وتشجيع التسامح والتعايش بين الأديان، باعتبار أن الحفاظ على الأمن والاستقرار العالميين يشكل أولوية تستحق أن يشارك فيها القادة الدينيون بدور بارز، إذ أن التعاون الدولي في مجال القضاء على مصادر التحريض على الكراهية والعنف والجرائم الوحشية يظل من ضمن الآليات الفعالة التي يجب استثمارها¹⁵¹.

¹⁵⁰ وكانت المستشارية الأمامية الخاصة المعنية بمنع الإبادة الجماعية، أليس وايريمو نديريتو، قد وصفت المغرب، خلال اجتماع رفيع المستوى عقد بنويورك في يونيو 2022، بـ"القوة الدافعة" في اعتماد قرار الإعلان عن يوم 18 يونيو يوماً دولياً لمكافحة خطاب الكراهية.

<https://www.un.org/ar/observances/countering-hate-speech>

¹⁵¹ أنطونيو غوتيرش الأمين العام للأمم المتحدة / استراتيجية الأمم المتحدة وخطة عملها بشأن خطاب الكراهية 2019- خطة عمل القيادات والجهات الفاعلة الدينية لمنع التحريض على العنف صه- الأمم المتحدة يوليو 2017.

كما لا ننسى التأكيد على دور المؤسسات الإعلامية والدينية في تعزيز ثقافة التسامح ومناهضة خطاب الكراهية والتطرف، وأيضا دور المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان في مواجهة الكراهية والتعصب ونشر ثقافة التسامح.

ثانيا: دراسة حالة خطاب الكراهية بوسائل التواصل بالمغرب

ان من أبرز مظاهر خطاب الكراهية تمر عبر وسائل التواصل الاجتماعي¹⁵²، وفي هذا السياق سيتم التركيز خاصة عن وسائل الاعلام والتواصل كوسيلة من بين الوسائل تمرير خطاب الكراهية، وفي إحدى الدراسات التي استهدفت 100 مبحوث من رواد شبكات التواصل الاجتماعي بالمغرب، من مختلف الشرائح العمرية والطبقات الاجتماعية والمستويات الدراسية، إلى أن الطرف المحرض على الكراهية والعنف عبر شبكات التواصل الاجتماعي يكون في أغلب الحالات مجهول الهوية¹⁵³.

ويأتي "التطرف في الأفكار" على رأس الأسباب المرتبطة بالأفكار والمعتقدات، التي تؤدي إلى نشر خطاب الكراهية، بنسبة 33%، يليه مؤشر الاختلاف في المعتقدات بنسبة 17%، متبوعا بمؤشر الاختلاف في القيم الاجتماعية بنسبة 14%، ثم مؤشر التفاوتات الاجتماعية والاقتصادية بنسبة 6%.

اما بخصوص صور الكراهية والعنف عبر شبكات التواصل الاجتماعي، ففي اغلب الاحيان تكون في السب والشتم بنسبة 50%، وفي خطاب العنصرية 20%، وتمثلها 12% في التهديد والترهيب، في حين أن 10% من المبحوثين تمثلوها في خطاب التحريض على العنف. وحصرت نسبة 8% تصورها للكراهية والعنف عبر شبكات التواصل الاجتماعي في التحرش¹⁵⁴.

ويعتبر خطاب الاختلافات العرقية والقبلية، وخطاب الاختلافات اللغوية واللسانية، والخطاب الديني والطائفي، ضمن قائمة أنواع خطابات الكراهية المكرسة أكثر في شبكات التواصل الاجتماعي، فضلا عن الاختلافات في الآراء والمواقف بنسبة 48%، وخطاب الاختلاف

¹⁵² اليونسكو / مكافحة خطاب الكراهية في الانترنت - اصدارات مكتب اليونسكو بالعربية - باريس 2015.

<https://unesdoc.unesco.org>

¹⁵³ دراسة ميدانية حول خطاب الكراهية بالمغرب، من إنجاز عبد اللطيف كداي، سعيد بنيس، محمد طارق، ادريس الغزواني، من نسيق ياسين ايصوبونا، تم إنجاز الدراسة في إطار سياسة الجوار بين مجلس أوروبا والمغرب، طبعة 2021، ص 60-74.

¹⁵⁴ دراسة ميدانية حول تطرف الفكر أبرز سبب لنشر الكراهية في مواقع التواصل الاجتماعي:

<http://www.marsadhouriyat.org/reports/view/3114?l=fr>

في الأديان والمذاهب بنسبة 14%، ثم خطابات الاختلافات في التفاوتات الاجتماعية والاقتصادية بنسبة 11%.

ويبدو أن شبكات التواصل الاجتماعي أضحت متنفسا لتفريغ العنف والكراهية. وذلك لعدة اعتبارات، مثل غياب مجالات التعبير وسهولة الولوج إليها، ولكون هذه الشبكات مجالا مفتوحا، وكون الشخص حرا أكثر أمام الشاشة، كما أن إمكانية إخفاء الهوية الحقيقية للشخص تسهل نشر خطاب الكراهية، إضافة إلى غياب أدنى عقاب أو متابعة تجاه المحرضين على العنف...¹⁵⁵.

ومن منطلق الدراسات الميدانية، واعتبارا لكون فئة الشباب أكثر استخداما واستهدفا لدعاة خطاب العنف والكراهية، وصناع الإرهاب، وآليات التدجين والاستقطاب، فإن لهذه الفئة دور مهم في مناهضة خطاب الكراهية.

وعلى غرار ذلك، فإن للمؤسسات الاجتماعية التقليدية دور في بناء العلاقات المجتمعية من خلال تربية المواطن على احترام الآخر. وتمثل هذه المؤسسات الاجتماعية التقليدية على الخصوص في الأسرة الحاضنة الأولى للمواطن والمدرسة بمختلف مسالكها فضلا عن الإعلام خاصة الذي يعتمد على الشبكة العنكبوتية، إلى جانب الدور الذي تضطلع به دور الشباب والنقابات والأحزاب السياسية.

خاتمة

تعد وسائل الإعلام من أهم آليات التعبير في العالم المعاصر، ومن المقومات الأساسية لضمان الديمقراطية وتعزيز قيم التسامح والتعددية والتنوع الاجتماعي وكفالة السلم والاستقرار. وتجدر الإشارة في هذا الإطار، على أن كافة الشرائع والقوانين تتفق على أن حرية التعبير ليست حرية مطلقة، حيث أن من أهم الحدود في هذا المجال منع استخدام حرية التعبير من أجل التحريض على الكراهية والميز والعنف والإرهاب، باعتبارها تمس صميم قيم ومبادئ حقوق الإنسان، كما أنها تصبح في هذه الحالة خطرا حقيقيا على استقرار المجتمعات وتعايش الفئات ومن تم على السلم الاجتماعي للشعوب والأمم.

¹⁵⁵ توصية السياسة العامة رقم 15 / مكافحة خطاب الكراهية ص 177 - ستراسبورغ 2016/3/21 - ترجمة المغرب بتمويل من النزوح.

ونظرا لكون مواجهة خطاب الكراهية تتطلب مجهودا دوليا، فقد سلطت الجمعية العامة للأمم المتحدة في يوليو 2021، الضوء على المخاوف العالمية بشأن "الانتشار المتسارع لخطاب الكراهية" في جميع أنحاء العالم، واعتمدت قرارا بشأن "تعزيز الحوار بين الأديان والثقافات والتسامح في مواجهة خطاب الكراهية".

يقر القرار بضرورة مكافحة التمييز وكراهية الأجانب وخطاب الكراهية ويدعو جميع الجهات الفاعلة ذات الصلة، بما في ذلك الدول، إلى زيادة جهودها للتصدي لهذه الظاهرة، بما يتماشى مع القانون الدولي لحقوق الإنسان.

وغير ذلك، تشكل التربية على التسامح الضمانة الأساسية لكسب الحرب ضد خطاب الكراهية والتطرف، "لكونها تراهن على بناء الانسان وتعزيز استقلالته بتطوير قدراته العقلية وتوسيع معارفه والقضاء على الجهل، أحد أهم منابع الخوف المؤدي لكراهية الآخر".

أن مواجهة خطاب الكراهية و التطرف والحد من آثاره السلبية على المجتمع والانسانية بشكل عام، يقتضي سلوك طريقتين متكاملتين لا محيد عنهما، يتمثل أولهما في الطريق القانوني ومعاقبة مخالفه من مروجي خطاب الكراهية، في حين يتمثل المسلك الثاني في التربية والثقافة وبناء قدرات الانسان، "أي مسلك الوقاية الذي يتطور في الامد البعيد ويمنح الانسان حدا أدنى من المناعة الحضارية ضد السقوط في الكراهية العمياء للآخر، لا لشيء الا لكونه مختلفا عرقيا أو قوميا أو دينيا أو أدبيا أو ثقافيا.

لائحة المراجع

I. المراجع باللغة العربية:

1. خطابات الكراهية وقود الغضب، نظرة عن المفاهيم الأساسية في الاطار الدولي، منشورات مركز هورودو لدعم التعبير الرقعي، القاهرة 2017.
2. محمد شريف بسيوني: الوثائق الدولية المعنية بحقوق الإنسان، المجلد الثاني، الوثائق الإسلامية والإقليمية، دار الشروق، القاهرة 2003.
3. دراسة ميدانية حول خطاب الكراهية بالمغرب، من إنجاز عبد اللطيف كداي، سعيد بنيس، محمد طارق، ادريس الغزواني، من نسيق ياسين ايصوبوا، تم إنجاز الدراسة في إطار سياسة الجوار بين مجلس أوروبا والمغرب، طبعة 2021.

4. دراسة ميدانية حول تطرف الفكر أبرز سبب لنشر الكراهية في مواقع التواصل الاجتماعي:
<http://www.marsadhouriyat.org/reports/view/3114?l=fr>
5. نسخة موجزة بشأن "التحريض على الكراهية" اختبار المعايير في خطة عمل الرباط على الموقع الإلكتروني الخاص بمكتب المفوض السامي لحقوق الإنسان التابع للأمم المتحدة:
<https://www.ohchr.org/ar/documents/one-pager-incitement-hatred-rabat-threshold-test>
6. سلسلة من حلقات عمل الخبراء في مختلف مناطق العالم، حول التحريض على الكراهية القومية أو العنصرية أو الدينية، في ضوء ما يرد في القانون الدولي لحقوق الإنسان. منظمة من طرف مفوضية حقوق الانسان التابعة للأمم المتحدة لحقوق الإنسان بتاريخ 5 أكتوبر 2011.
7. خطة عمل الرباط / حظر الدعوة إلى الكراهية القومية أو العنصرية أو الدينية التي تشكل تحريضا على التمييز أو العداوة أو العنف المفوضية السامية لحقوق الإنسان -
 المغرب/2012/10/5
<https://www.ohchr.org/AR/NewsEvents/Pages/TheRabatPlanofAction.asp>
8. دراسة حول الهجرة واللجوء في بلدان المغرب العربي، أطر قانونية وإدارية غير كافية وغير قادرة على ضمان حماية المهاجرين واللاجئين وطالبي اللجوء، صادر عن الشبكة الأوروبية-المتوسطية لحقوق الانسان، دجنبر 2017.
9. أخذوش الحسين: نظرية أفعال اللغة لدى الفيلسوف أوستين أسسها وحدودها الفلسفية، مؤمنون بلا حدود، مقال تم نشره بتاريخ 21 أكتوبر 2021، يمكن الاطلاع عليه على الموقع الإلكتروني التالي:
<https://www.mominoun.com/pdf1/2016-08/ostine.pdf>
10. كريستن ويبكي تيمرمان، "التحريض في القانون الجنائي الدولي " Incitement in international criminal law، مراجعة دولية للصليب الأحمر، المجلد 88 رقم 864، دجنبر 2006.
https://www.icrc.org/en/doc/assets/files/other/irrc_864_timmermann.pdf
11. مكافحة خطاب الكراهية: توصية السياسة العامة رقم 15 للجنة الأوروبية لمناهضة العنصرية والتعصب.
<https://rm.coe.int/ecri-general-policy-recommendation-no-15-key-topics-combating-hate-spe/16809ed2c8>

12. أنطونيو غوتيرش الأمين العام للأمم المتحدة، استراتيجية الأمم المتحدة وخطة عملها بشأن خطاب الكراهية 2019- خطة عمل القيادات والجهات الفاعلة الدينية لمنع التحريض على العنف ص5- الأمم المتحدة يوليو 2017.
13. اليونيسكو / مكافحة خطاب الكراهية في الإنترنت - إصدارات مكتب اليونيسكو بالعربية - باريس 2015. <https://unesdoc.unesco.org>
14. توصية السياسة العامة رقم 15 / مكافحة خطاب الكراهية ص177 - ستراسبورغ 2016/3/21 - ترجمة المغرب بتمويل من النرويج.
15. الاتفاقية الدولية للقضاء على جميع أشكال التمييز العنصري " على الموقع الإلكتروني التابع لمنظمة الأمم المتحدة:
<https://www.ohchr.org/ar/instruments-mechanisms/instruments/international-convention-elimination-all-forms-racial>
16. العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية لسنة 1966 على الموقع الإلكتروني التالي:
<https://www.ohchr.org/ar/instruments-mechanisms/instruments/international-covenant-civil-and-political-rights>
17. تعريف مجلس حقوق الانسان لخطاب الكراهية كما ورد في المقترح رقم R 97-20 المتعلق بخطاب الكراهية.
18. مجلس حقوق الانسان / التحريض على الكراهية العنصرية والدينية وتعزيز التسامح- الدورة الثانية -2006/3/15.
19. لجنة القضاء على التمييز العنصري/خطاب التحريض على الكراهية -توصية رقم 35 فقرة 10، منشورات الأمم المتحدة 2013/9/26.
20. صالح الحمداني / تجريم خطاب الكراهية مجلة العالم يمكن الاطلاع عليه على الموقع الإلكتروني التالي: www.alaalem.com
21. ليونيسكو: "مكافحة خطاب الكراهية في الإنترنت Countering Online Hate Speech"، منشورات اليونيسكو، 2010. يمكن الاطلاع على التقرير على الموقع الإلكتروني التالي:
https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000233231_ara

22. المستشارية الأممية الخاصة المعنية بمنع الإبادة الجماعية، أليس وايريمو نديريتو: المغرب، "القوة الدافعة" في اعتماد قرار الإعلان يوم 18 يونيو يوما دوليا لمكافحة خطاب الكراهية، نيويورك يونيو 2022.

<https://www.un.org/ar/observances/countering-hate-speech>

II. المراجع باللغة الأجنبية:

1. LANGTON, R. (2018), The Authority of Hate Speech. To be published in: J. Gardner, L. Green, and B. Leiter, Oxford Studies in Philosophy of law, vol. III, Oxford: Oxford University Press.
2. LANGTON, R. (2012), Beyond Belief: Pragmatics in Hate Speech and Pornography. In: I. Maitra, and M.K. Gowan, eds. Speech and Harm: Controversies over Free Speech. Oxford: Oxford University Press.
3. Marion Tissier-Raffin : Crise européenne de l'asile : l'Europe n'est pas à la hauteur de ses ambitions, revue des droits de l'homme, Publié le mardi 1er décembre 2015.
4. Gabriella B. Klein (2018), Applied Linguistics to Identify and Contrast Racist 'Hate Speech': Cases from the English and Italian Language, University of Perugia, Perugia, Italy.
5. Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales telle qu'amendée par les Protocoles n° 11 et n° 14, Rome, 4.XI.1950, Série des traités européens -n° 5, conseil d'Europe.

الفصل الخامس

الحقوق الثقافية بالدول المغاربية: من دسترة الحقوق اللغوية إلى إدماجها في الحياة العامة

د. الشريف تيشيت

أستاذ باحث بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية

جامعة القاضي عياض، مراكش

ملخص

إذا كانت نصوص أغلب دساتير الدول المغاربية قد تضمنت اعترافا بالحقوق الثقافية واللغوية، فإن حماية هذه الحقوق وتعزيزها للهوية، يتطلب - بعد التأسيس لها في الدساتير والقوانين - التزاما بتعزيزها وتشجيعها وترقيتها وإدماجها في الحياة وفي المؤسسات العامة من جهة، وترسيخها كسلوك إيجابي في المجتمع من جهة أخرى.

ومن خلال أن الحقوق اللغوية تعد أساسا راهنيا للوقوف على مدى الارتقاء والنهوض بالحقوق الثقافية في عمومها، يبدو من خلال مقارنتنا لهذا الموضوع أن هناك تفاوتاً في الدول المغاربية على مستوى ترسيم هذه الحقوق والنهوض بها وترقيتها. فبينما يظهر الاهتمام القانوني والسياسي بالمغرب بهذه الحقوق والعزم على حمايتها وضمان ممارستها، والأمر نفسه بالجزائر، وإن بشكل أقل، بحكم خصوصية الثقافة واللغة الأمازيغية بهاذين البلدين، فإن نجاح سياسات الدول المغاربية عموماً في مجال إدماج الحقوق الثقافية واللغوية في مختلف مناحي الحياة العامة المغاربية يحتاج إلى الإرادة السياسية الصادقة التي تقطع مع التوجس من خصوصيات الجماعات الثقافية المكونة لها.

Abstract

Many Maghreb countries constitutions include the recognition of the cultural identity needs, and linguistic rights. The reservation of these rights that buttr from one hand, a commitment to be backed, encouraged, elevated and integrated in life and in all public institutions. On the other hand, it needs to be consolidated as a .of these rights positive behaviour. All this is after the institutionalization

Although the linguistic rights are considered to be the basic to assess the upgrading and advancement of cultural rights in general, it seems from our approach

cerning in dealing with subject that there is a disparity in all Maghreb countries con formalizing, upgrading and promoting of these rights. Indeed, there is a serious interest in Morocco to protect and guarantee the practice of these rights as un Algeria in those with a less level because of the specificities of Amazigh language and culture two countries. Generally, the success of the Maghreb countries policies on integrating the linguistic and culture rights in all domains of public life requires honest political -ies of subdetermination to eradicate the apprehensions about cultural specificit .communities

مقدمة

ظلت مسألة تعزيز الحقوق الثقافية واللغوية سؤالا راسخا في خطابات بعض الفعاليات المدافعة عن الهوية من شعوب الدول المغاربية، بما أفرزته من قضايا ومطالب، وبرزت وتصاعدت، بشكل قوي إبان الاحتجاجات التي عرفتها دول شمال افريقيا سنة 2011، حيث بدأت الشرارة الأولى لهذه الاحتجاجات في تونس واتجهت فيما بعد نحو باقي الدول المغاربية، مركزة في مطالها على وجوب إعادة بناء الوطنية في هذه الدول والتأسيس الدستوري لها، وتحقيق مطلب دسترة وترسيم التنوع الثقافي واللغوي.

فالاعتراف بالحقوق الثقافية واللغوية يعد أحد المرتكزات الأساسية لمعالجة أزمة الهوية الثقافية للشعوب وعاملا حاسما لتحقيق الإنصاف والمساواة وضامنا أساسيا لاستتباب الأمن والسلم الاجتماعي. فتمتع الأشخاص والجماعات بثقافتهم الخاصة وتمكينهم من التعبير بلغاتهم بكل حرية وإدماجها في الحياة العامة، يضمن لكل أمة أو لشعب أو لجماعة الحق في الوجود والتطور والتقدم في إطار ديناميتها الداخلية، وبعوامل التأثير الخارجية، مع حفاظها على خصوصيتها واستقلالها.

تأسيسا على ذلك، ومن منطلق أن نصوص أغلب دساتير الدول المغاربية تضمنت اعترافها بالحقوق الثقافية واللغوية، وأن حماية هذه الحقوق وتعزيزها للهوية، يتطلب التزاما بتعزيزها وتشجيعها وترقيتها، بعد التأسيس لها في الدساتير والقوانين من جهة، وإدماجها في الحياة وفي المؤسسات العامة وكذلك، ترسيخها كسلوك إيجابي في المجتمع من جهة أخرى. فإننا سنحاول مقارنة إشكالية هذا الموضوع بتوضيح أهمية الحقوق الثقافية والتركيز على الحقوق اللغوية

تحديداً، باعتبارها أساساً راهنيا للوقوف على مدى الارتقاء والنهوض بالحقوق الثقافية في عمومها. وذلك من خلال الإجابة على الأسئلة التالية:

- ما هي القيمة التي أعطيت للحقوق الثقافية عموماً واللغوية خصوصاً في دساتير دول شمال أفريقيا؟

- إلى أي أحد ساهمت نصوص الدساتير المغربية في ترسيم هذه الحقوق والتمكين منها والرقى بها؟

- ثم، ما هي صعوبات التأسيس لها في إطار مفهوم المواطنة القائم على المساواة في التمتع بالحقوق من جهة، والديمقراطية وتحديث الدولة والمجتمع من جهة أخرى؟

وتجدر الإشارة قبل الإجابة على الإشكالية الرئيسية والأسئلة المتفرعة منها أن هذا الموضوع تتقاطعها مجموعة من المفاهيم المتداخلة من قبيل: الهوية الثقافية، الذات الثقافية، التنوع الثقافي ... وغيرها، فإن توظيفنا لهذه المفاهيم سيتم في التزام بما يخدم مقارنة مسألة الحقوق الثقافية عموماً واللغوية تحديداً باعتبارهما المفهومين المركزيين لهذا الموضوع.

فالحقوق الثقافية هي تمكين الإنسان من حرية اختيار هويته وتطويرها دون استبعاده من خيارات أخرى هامة بالنسبة إليه، وتوجد عملياً صيغتان رئيسيتان من الاستبعاد: الأولى تظهر في رفض الاعتراف له بأسلوب الحياة الذي يريده عن طريق تضيق حرياته الدينية أو منعه من استخدام لغته الأصلية وعاداته وتقاليده وثقافته، أما الثانية فتظهر في حرمانه من المشاركة من خلال سياسات التمييز والحرمان من تكافؤ الفرص الاجتماعية والسياسية والاقتصادية بسبب انتمائه وهويته¹⁵⁶.

أما مفهوم الحقوق اللغوية، فيشير إلى حقوق الإنسان التي تحدث على أساس تفضيلات اللغة أو استخدامها من قبل سلطات الدولة والأفراد والكيانات الأخرى، معبر عنها بمنظومة التزامات من السلطات باستخدام اللغات في سياقات مختلفة، وعدم التدخل في الخيارات اللغوية للتعبير، وقد تمتد إلى الالتزام بدعم استخدام لغات الأقليات. وبالتالي يمكن التمييز في الحقوق اللغوية بين مستويين: يتضمن الأول التزام الحماية دون التعزيز، ويتجسد في التمكين السلبي من الحقوق اللغوية من خلال الحماية، أما المستوى الثاني فيتضمن التزام التشجيع

¹⁵⁶ بن مهي (الحسن)، مضمون الحقوق الثقافية وتحديات الانقضاء بمكانتها ضمن منظومة حقوق الإنسان، مجلة العلوم الإنسانية لجامعة أم البواقي، العدد 3، 2020، ص-ص: 155-159.

والترقية، ويتجسد في التمكين الإيجابي من الحقوق اللغوية من خلال ترقيتها¹⁵⁷، عبر الاعتراف الدستوري بها (المطلب الأول)، وكسب تحدي إدماجها في الحياة العامة (المطلب الثاني).

المطلب الأول : دسترة الحقوق الثقافية واللغوية في الدول المغاربية

أثارت الحقوق الثقافية واللغوية مسألة مضمونها وخصوصيتها واستقلالية موقعها ضمن الشريعة الدولية لحقوق الإنسان (الفقرة الأولى)، وكذا أهمية أحكامها في الوثائق الدستورية للدول المغاربية (الفقرة الثانية).

• الفقرة الأولى : مسألة الحقوق الثقافية واللغوية في ضوء دسترتها بالدول المغاربية

ترتبط الحقوق الثقافية، حسب منظمة الأمم المتحدة، بكسب رهان وتحدي تمكين الأشخاص، سواء بصفته الفردية أو الجماعية، من فعالية هذه الحقوق لمجموعة بشرية ما، ومن ضمان التعبير عن انسانيته ومعنى وجودهم ورؤيتهم للعالم الذي يوجدون فيه. وذلك من خلال مجموعة الخصائص المميزة لهويتهم الجماعية على المستوى المادي والفكري والروحي والعاطفي والسلوكي وغيرها، من قبيل : القيم، المعتقدات، القناعات، اللغات، المعارف، الفنون، المؤسسات وأنماط العيش والحياة¹⁵⁸.

وللهوية الثقافية لشعب ما، من منظور محمد عابد الجابري، ثلاثة مستويات، هي¹⁵⁹ :

- الهوية الفردية: وهي هوية الفرد المتميزة والمستقلة داخل جماعة واحدة (قبيلة، حزب، وغيرهما...).
- الهوية الجماعية: وهي الجماعات داخل الأمة، والتي لكل منها ما يميزها داخل الهوية الثقافية المشتركة.
- الهوية الوطنية (القومية): وهي الأمة الواحدة مقابل الأمم الأخرى، والتي هي أكثر تجريداً، وأوسع نطاقاً، وأكثر قابلية للتعدد والاختلاف.

¹⁵⁷ يوسف (زادم)، الحقوق اللغوية : بحث في مسببات وتأثير اعتبار اللغة مسألة فعل عام، المجلة الجزائرية للعلوم الإجتماعية والإنسانية، عدد ديسمبر 2018، ص : 95.

¹⁵⁸ Bengio (Abraham), Les droits culturels en débat : Pour une approche des droits culturels bien tempéré, Site électronique: <https://www.cairn.info/revue-nectart-2016-1-page-50b.htm> (date de visite : 1/8/2022), P : 50.

¹⁵⁹ أورده : - هرهار (عبد الله)، التنوع الثقافي : قضايا وإشكالات، إفريقيا الشرق، الدار البيضاء، 2020، ص-ص: 45-46.

وفقا لهذا المستوى، تتنوع الذات الثقافية بتنوع المجموعات الإنسانية، وتجهد كل مجموعة بشرية في الحفاظ على ملامح شخصيتها، وتسعى لإعادة انتاجها ونقلها إلى الأجيال اللاحقة، باعتبارها هويتها الجماعية وسمات مميزة لها، وتستوجب وعيها بحقوقها الثقافية وتمتعها بها والجد في المطالبة بها والحق في ممارستها وعدم إقصاء أو احتواء هويتها الثقافية¹⁶⁰.

وإذا كانت الحقوق الثقافية كأساس للهوية الثقافية الجماعية تتطلب خطوة هامة نحو تكريسها قانونيا¹⁶¹، فإنها ظلت أقل تطورا من حيث مداها ومحتواها القانوني وقوة تطبيقها مقارنة ببقية حقوق الإنسان الأخرى¹⁶². حيث لم تحظ هذه الحقوق بموقع مستقل ضمن منظومة حقوق الإنسان المضمونة بموجب قواعد القانون الدولي، بل كانت في موضوعها محلا لأحكام مشتتة ومتفرقة في الوثائق التي تتضمن الحقوق المدنية والسياسية، وكذا، الاجتماعية والاقتصادية. وتأرجحت في الأشخاص المتمتعين بها بين النصوص التي تتضمن حقوق الإنسان بشكل عام وبين حقوق بعض الفئات الخاصة بالأقليات والشعوب الأصلية وغيرها، ولم تجد في شكلها بعد الوصف الملائم بين الحقوق الفردية أو الجماعية. فبخلاف جميع الحقوق الأخرى المكفولة بموجب النصوص الدولية لم تحظ الحقوق الثقافية بالقدر الكافي من الفهم والتفصيل، واختلفت طرق النظر لها باختلاف نظرة كل مجتمع لفكرتي الثقافة والتنوع الثقافي¹⁶³. إذ، رغم إدراج بعض الحقوق الثقافية في العديد من نصوص الشريعة الدولية لحقوق الإنسان، فإن ذلك لم يحل دون تكريس اختلال التوازن على حساب هذه الحقوق وتمحورها حول الحق في التربية والتعليم¹⁶⁴. حيث النصوص العامة لحقوق الإنسان بشكل عام لم تول الاهتمام اللازم لهذه الحقوق مقارنة بنظيراتها من أنواع حقوق الإنسان الأخرى، فالعهدين الدوليين لم يفصلا كثيرا في مضمون الحقوق الثقافية، وإن تضمننا بعض النصوص ذات الصلة بفكرة الثقافة والتنوع الثقافي.

¹⁶⁰ السلبي (عمر)، الحقوق الدينية والثقافية للمسلمين في بلاد الغرب، إفريقيا الشرق، الدار البيضاء، 2018، ص 189-190.

¹⁶¹ Bengio (Abraham), op.cit, p : 50.

¹⁶² لوباتكا (أدم)، "الحقوق المهمشة" من بين حقوق الإنسان، في: "التنوع الثقافي والحقوق الثقافية"، (ترجمة عبد القادر المهيبي وحماي صمود)، المعهد العربي لحقوق الإنسان، تونس، 2003، ص 176.

¹⁶³ بن مهي (الحسن)، مرجع سابق، ص-ص 153-154.

¹⁶⁴ المادتان 26 و 27 من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان والمواد 13 و 14 و 15 من العهد الدولي الخاص بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية لسنة 1966. أنظر: - عاشور (عباض)، الحضارة والحقوق الثقافية، في: "التنوع الثقافي والحقوق الثقافية"، سبق ذكره، ص 102.

ومع ذلك، فقد ظل مستوى الاهتمام بالحقوق الثقافية واللغوية في هذه المرحلة موضوعا للعديد من الاتفاقيات والمعاهدات والبروتوكولات التي تتضمن أحكاما مهمة عن الحقوق الثقافية وأسسها للتمتع بها في أغلب بلدان العالم، بما فيها الدول المغربية¹⁶⁵.

وبعد هذه المرحلة، ومن خلال سعي اليونسكو إلى تجاوز فكرة عدم تقييد الحقوق الثقافية إلى مساعدة الأفراد والجماعات على تطوير ثقافتهم مضمونا وشكلا، تم بتاريخ 2 نونبر 2001 اعتماد أول صك دولي خاص بمضمون وممارسة هذه الحقوق، وهو إعلان اليونسكو بشأن التنوع الثقافي، الذي أقام علاقة وثيقة بين التنوع الثقافي واحترام حقوق الإنسان من خلال تأكيده في مادته الخامسة على أن: "الحقوق الثقافية جزء لا يتجزأ من حقوق الإنسان، وحقوق الإنسان عالمية ومتلازمة ومتكافلة. ويقتضي ازدهار التنوع المبدع التحقيق الكامل للحقوق الثقافية كما حددت في المادة 27 من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان وفي المادتين 13 و 15 من العهد الدولي الخاص بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية. وبناء على ذلك ينبغي أن يتمتع كل شخص بالقدرة على التعبير عن نفسه وإبداع أعماله ونشرها باللغة التي يختارها، وخاصة بلغته الأصلية. ولكل شخص الحق في تعليم وتدريب جيدين يحترمان هويته الثقافية. وينبغي أن يتمتع كل شخص بالقدرة على المشاركة في الحياة الثقافية التي يختارها وأن يمارس تقاليده الثقافية الخاصة، في الحدود التي يفرضها احترام حقوق الإنسان والحريات الأساسية"¹⁶⁶.

من جانب آخر، وقع مجموعة من الأكاديميين من جامعات مختلفة يوم 7 مايو 2007 "إعلان فريبورغ"¹⁶⁷ لحماية حقوق الإنسان الثقافية، كأول وثيقة تحدد مضمونها، ومن أهم مضامينه :

¹⁶⁵ بخصوص هذه المعاهدات والدول المغربية التي صادقت عليها، أنظر في هذا الشأن :

- بعض المعاهدات الدولية لحقوق الإنسان، وثيقة أدرجت مختارات من أهم معاهدات واتفاقيات حقوق الإنسان واللاجئين مع التفاصيل حول الدول التي وقعتها وصادقت عليها (الرابط الإلكتروني : <https://www.fmreview.org/files/signatorie.pdf>، تاريخ آخر زيارة: 12/08/2022).

- جوهرى سهام، الحقوق الثقافية بالمغرب بين المرجعيات وآليات الحماية، المجلة المغربية للإدارة المحلية والتنمية، عدد 141، 2018، صص 214-216.

¹⁶⁶ لاطلاع أكثر، راجع :- بن مخلوف (فؤاد)، القانون الدولي والتنوع الثقافي، المجلة المغربية للإدارة المحلية والتنمية، عدد 153، 2020، صص 158-159.

¹⁶⁷ Déclaration de Fribourg sur les droits culturels, disponible sur le site de la FIDH, <https://www.fidh.org/IMG/pdf/fr-declaration.pdf> (date de visite : 28 août 2022).

- الانتساب إلى الجماعات الثقافية أمر اختياري ولا يمكن فرض الانتماء إلى جماعة ثقافية بعينها على أحد، كما لا يمكن فرض مرجعية ثقافية على أحد رغما عنه.
- الحق في ممارسة الحياة الثقافية الذي لا يمكن الحجر عليه.
- ضمان إبراز قيمة المخزون الثقافي للفرد.
- حق المشاركة لكل شخص منفرد أو ضمن مجموعة في التنمية الثقافية للجماعات التي ينتمي إليها. وصياغة القرارات التي تعنيها وإعمالها وتقييمها، مع تنمية التعاون الثقافي في مختلف مستوياته.
- حرية أولياء الأمور في توفير التربية الأخلاقية والدينية لأطفالهم وفقا لقناعاتهم الشخصية، في نطاق حرية احترام التفكير والمعتقد والدين للأطفال.
- تمتع الفرد بحرية البحث عن المعلومات وتلقمها وتبليغها.
- مسؤولية الفاعلين العموميين، ووجوب أن يدمجوا في تشريعاتهم وممارساتهم الوطنية الحقوق المعترف بها في هذا الإعلان واحترامها وحمايتها والسهر على تحقيقها لتحقيق المساواة.
- ويرتكز مضمون الحقوق الثقافية عموما، على الحقوق التالية¹⁶⁸:
- الحقوق الثقافية المرتبطة بمشاركة الفرد أو الجماعة في المجتمع (الحق في التعليم، الحق في المشاركة الحرة في حياة المجتمع والتمتع بالفنون والمساهمة في التقدم العلمي، الحق في حرية الرأي والتعبير).
- الحقوق الثقافية المرتبطة بمكانة الفرد أو الجماعة في المجتمع (الحق في الهوية والتعبير عنها وحمايتها، الحق في احترام حرية الدين والمعتقد وحماية المقدسات الدينية، الحق في الانتماء الثقافي، الحق في استخدام اللغة).
- إن الهوية الثقافية، التي هي من أهم الحاجات النفسية غير المادية للجماعات، ولكونها تختزل مجموعة من العلاقات الإنسانية والقيم البشرية، يمكن أن تكون أيضا مصدرا من مصادر الصراع المتزايد داخل المجتمعات. وفي هذا الإطار، تنص المادة الأولى من إعلان الأمم المتحدة الخاص بالأقليات على ضرورة التزام الدول بحماية "وجود الأقليات وهويتها القومية أو الاثنية، وهويتها الثقافية والدينية واللغوية، وبتهيئة الظروف الكفيلة بتعزيز هذه الهوية". وهو

¹⁶⁸ بن مهي (لحسن)، مرجع سابق، صص 155-159.

الأمر الذي لا يمكن تحقيقه إلا باعتراف دستوري وقانوني صريح من هذه الدول بهوية هذه الجماعات ووجودها¹⁶⁹. فكيف قاربت دساتير الدول المغاربية مسألة الحقوق الثقافية واللغوية؟

● الفقرة الثانية: الحقوق الثقافية واللغوية في دساتير الدول المغاربية

يكتسي اعتراف دساتير الدول بالحقوق الثقافية واللغوية أهمية خاصة، ويترب عنده تمكن المجموعات البشرية من النظام القانوني والمؤسسي الذي يضمن التمتع بهذه الحقوق وممارستها.

غير أن أغلب الدساتير المتعاقبة للدول المغاربية والصادرة قبل سنة 2011 تميزت بالإنكار الدستوري لباقي مكونات الهوية الثقافية لهذه البلدان، باستثناء إقرار الهوية العربية الإسلامية كهوية وحيدة لها¹⁷⁰.

وإذا كانت الدول المغاربية تتميز بالتعدد الثقافي والتنوع الإثني واللغوي، فإن مقارنة دساتير ما بعد سنة 2011 لهذا التعدد والتنوع اختلف من دستور لآخر.

فبينما أعلن كل من الدستور المغربي والموريتاني بشكل صريح عن تعدد تنوعها الثقافي وذكرها جل مقومات هويتها الوطنية، حصرت ديباجة الدستور الجزائري في صيغته الصادرين سنتي 2016 و2020 المكونات الأساسية للهوية الجزائرية في الإسلام والعروبة والأمازيغية، إذ رغم أن نفس الديباجة أكدت على أن الجزائر بلاد متوسطية وإفريقية، فإنها لم تعتبرهما وغيرهما من الروافد من مكونات الهوية الجزائرية.

في حين خلا الدستور التونسي لسنتي 2014 و2022 من أي إشارة إلى تنوعها الثقافي أو مكونات هويتها الوطنية. فرغم أن هذا البلد يبدو متجانسا نسبيا مقارنة بباقي البلدان المغاربية وبخاصة في ظل غياب أقلية بارزة، إلا أن هذه الصورة تحجب في حقيقة الأمر التنوع الكبير للبلد. فدستور تونس لسنة 1959 بجميع تعديلاته حتى 2008، أكد في ديباجته وفي مادته الأولى على ترسيخ الهوية العربية/الإسلامية كهوية وحيدة للدولة. وتعزز هذا الأمر جليا في

¹⁶⁹ أعلوان (فؤاد)، حقوق الأقليات في دساتير دول الربيع العربي : دراسة مقارنة بين المغرب وتونس ومصر، منشور بمركز حرمون للدراسات المعاصرة بتاريخ 15 فبراير 2021 (الرابط الإلكتروني: <https://www.harmoon.org/researches/>، تاريخ آخر زيارة: 2022/08/25)، صص 19-20.

¹⁷⁰ هذا الوضع انطبق على كل الدول المغاربية محل الدراسة. وبخصوص حالي المغرب وتونس، انظر:

- أعلوان (فؤاد)، مرجع سابق، صص 13-18.

الفصل الأول من دستور 2014¹⁷¹ الذي جاء فيه - وبالترتيب الحرفي نفسه الذي سبق أن ورد في دستور 1959 - على أن: "تونس دولة حرة، مستقلة ذات سيادة، الإسلام دينها، والعربية لغتها، والجمهورية نظامها"، مع التنصيص على عدم جواز تعديل هذا الفصل لقطع الطريق على كل اعتراف مستقبلي بأي مكون آخر عدا المكون العربي/الإسلامي¹⁷².

أما دستور 2022¹⁷³، وإن أكد في ديباجته على انتماء تونس للقارة الإفريقية إلى جانب انتماءها للأمة العربية وحرصها على التمسك بالأبعاد الإنسانية للدين الإسلامي ولم يربط مقتضى الهوية العربية/الإسلامية بحظر تعديله كسابقه، إلا أنه أقر من جديد وحدة الهوية من خلال تنصيصه على أن: "تونس جزء من الأمة الإسلامية" في فصله الخامس، وعلى أن: "تونس جزء من الأمة العربية واللغة الرسمية هي اللغة العربية" في فصله السادس.

وفي الوقت الذي نص كل من دستوري تونس والجزائر على ضمان الحق في الثقافة وحماية الدولة للموروث الثقافي، لم يشركل من الدستورين المغربي والموريتاني إلى الثقافة كحق.

بالمقابل، يلاحظ أن أغلب الدساتير المغاربية، باستثناء تونس انتقلت من مرحلة الوحدة اللغوية المتمثلة في العربية إلى التعددية اللغوية. فإلى جانب تأكيد المادة الخامسة من الدستور المغربي لسنة 2011 على ضرورة صيانة الحسانية وحماية اللهجات والتعبيرات الثقافية المستعملة في المغرب، أدرجت هذه المادة الأمازيغية، بعد العربية، كلغة رسمية للبلاد¹⁷⁴. إلا أن اتسام هذا الفصل بغياب الدقة والوضوح، واستخدامه لكلمة "نظّل"، وتنصيص على حماية اللغة العربية وتطويرها علما أنها لغة الأغلبية، ثم وصفه للعربية بالتعريف (اللغة الرسمية)، وإشارته للأمازيغية بغير تعريف (لغة رسمية)، جعل البعض يثير أسئلة الغاية من ذلك، هل هي تأكيد أفضلية اللغة العربية؟ أم طمأننة الأغلبية الناطقة بالعربية؟ أم هما معا؟¹⁷⁵.

¹⁷¹ منشور بالرائد للجمهورية التونسية، عدد خاص بتاريخ 10 فبراير 2014.

¹⁷² أعلوان (فؤاد)، مرجع سابق، ص 20.

¹⁷³ منشور بعدد خاص من الرائد الرسمي للجمهورية التونسية، السنة 165، بتاريخ 18 غشت 2022.

¹⁷⁴ المادة 5 من دستور 2011.

¹⁷⁵ أعلوان (فؤاد)، مرجع سابق، ص-ص: 21-22.

أما الدستور الموريتاني لسنة 1991 كما تم تعديله وتغييره، فقد أكد في مادته السادسة على أن اللغات الوطنية هي العربية والبولارية والسوننكية والولفية، وأن اللغة الرسمية للبلاد هي العربية¹⁷⁶.

وفي الجزائر، وبعد أن تم الاعتراف بموجب التعديل الدستوري المؤرخ في 2002/4/2 في نص المادة 3 مكرر باللغة الأمازيغية كلغة وطنية¹⁷⁷، أصبحت هذه اللغة كذلك، وبعد اللغة العربية، لغة رسمية بموجب الدستورين الصادرين سنة 2016 و2020¹⁷⁸.

ويبقى الاعتراف الدستوري بالحقوق الثقافية واللغوية في الدول المغاربية، عموماً، معالجة للمسألة الثقافية في أبعادها المتعددة فقط، ما لم يتم سن قوانين ملائمة من شأنها تفعيل مقتضياتها الدستورية والنهوض بها وفعليتها في مختلف مناحي الحياة العامة.

المطلب الثاني : الحقوق الثقافية واللغوية أمام محك إدماجها في الحياة العامة بالدول المغاربية

تتوقف فعالية الحقوق الثقافية واللغوية وترقيتها على إدماجها في واقع الحياة العامة (الفقرة الأولى)، ومواجهة التحديات والصعوبات التي تواجه النهوض بها (الفقرة الثانية).

• الفقرة الأولى : واقع إدماج الحقوق الثقافية واللغوية في الحياة العامة للدول المغاربية

تتطلب حماية الحقوق الثقافية واللغوية وترقيتها - إلى جانب التأسيس لها في الدساتير والقوانين - ترسيخها في مؤسسات الدولة وفي الحياة العامة. وهو ما فرض على الدول المغاربية التي أقرت ترسيمها الدستوري أو الاعتراف بها كأحد مكونات الهوية الوطنية الالتزام بتفعيل مقتضياتها الدستورية في القوانين المؤطرة لها والعمل على إدماجها في مختلف مناحي الحياة العامة.

¹⁷⁶ نشير إلى أن كل من دستور 1959 ودستور 1961 نصا في على أن : " اللغة الوطنية هي العربية واللغة الرسمية هي الفرنسية"، وفي التعديل الدستوري لسنة 1968 على أن : " اللغة الوطنية هي العربية واللغات الرسمية هي العربية والفرنسية".

¹⁷⁷ محمد أمين أوكيل، الهوية الأمازيغية ومسألة بناء الدولة الوطنية في الجزائر: مقاربة قانونية، مجلة الاجتهاد للدراسات القانونية والاقتصادية، المجلد 80، العدد4، 2019، ص343.

¹⁷⁸ نصت المادة 3 من الدستورين على أن : اللغة العربية هي اللغة الوطنية والرسمية. تظل العربية اللغة الرسمية للدولة.

يحدث لدى رئيس الجمهورية مجلس أعلى للغة العربية...".

فعلى المستوى المغربي، لاتزال صيانة مختلف التعبيرات الثقافية المغربية والنهوض بها، ومن ضمنها الحسانية يفرض باب الاجتهاد فيما يتعلق بإيجاد السبل المثلى لإدماجها في الحياة اليومية، ويتطلب توفر إرادة سياسية قوية من أجل المحافظة عليها في إطار مشروع وطني شامل يهدف إلى الاهتمام بالثقافات المحلية بدون عقدة ولا حيطة ولا حذر ويؤسس لمشروع حديثي ديمقراطي¹⁷⁹.

بالمقابل، ارتبط تفعيل الطابع الرسمي للأمازيغية بصدور قانون تنظيمي يفعلها ويحدد كيفية إدماجها في الحياة العامة. كما ارتبط النهوض بالحقوق الثقافية واللغوية بإحداث مجلس وطني للغات والثقافة تحدد صلاحياته وتركيبته وكيفية سيره بموجب قانون تنظيمي¹⁸⁰. غير أن هذين النصين عرفا تأخرا وبطئا في إعدادهما وإصدارهما. وهو ما جعل العديد من الهيئات المدنية تحرص على المطالبة بتسريع إخراجها تفعيلا للطابع الرسمي للأمازيغية وإعمالا لمبدأ المساواة بينها وبين اللغة العربية، والتي أقرها الدستور إلى جانب التعبيرات الثقافية المتنوعة التي يزخر بها المغرب.

ورغم تحقيق الأمازيغ لمطلب الاعتراف الدستوري الجديد بلغتهم وثقافتهم، إلا أنهم لا زالوا يرون بأن الاعتراف بها غير كامل ولم تدرج، بعد بما يكفي، في الحياة المغربية العامة. وبأنه قد تم تهميشهم لعقود على الصعيدين الاقتصادي والاجتماعي، وأن مكاسمهم عرفت تراجعات كبيرة، وفقا لما رصدته بعض التقارير الأمامية، حيث أكد أحدها¹⁸¹ على وجوب التعجيل بإصدار القانون التنظيمي للطابع الرسمي للأمازيغية، ودعم ولوج الأمازيغ للتعليم بلغتهم، وتمكينهم من استعمال اللغة الأمازيغية أمام القضاء والإدارة، والسماح بتسجيل المواليد الجدد بأسماء أمازيغية¹⁸².

¹⁷⁹ أدرس اليزمي، إدماج الثقافة الحسانية في منظومة التربية والتكوين، أشغال اليوم الدراسي المنظم يوم 27 يونيو 2013 بالرباط، منشورات المجلس الوطني لحقوق الإنسان 2014، ص 2-3.

¹⁸⁰ تأتي دسترة هذه المؤسسة في إطار تحديث وتعزيز الإطار المؤسساتي المعني بحقوق الثقافية واللغوية، من قبيل المعهد الملكي للثقافة الأمازيغية، الذي تم إعداده سنة 2001. للمزيد حول الإطار المؤسساتي، راجع: - جوهري سهام، مرجع سابق، صص: 219-221.

¹⁸¹ وهو التقرير الأممي الصادر عن اللجنة المنبثقة عن العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية، عقب مناقشة التقرير الدوري السادس للمملكة حول تنفيذ مقتضيات هذا العهد بجنيف يومي 24 و 25 نونبر 2016.

¹⁸² راجع: - رشيد سيح، وضعية الأمازيغية بالمغرب من منظور التقارير الدولية، المجلة المغربية للدراسات القانونية والاقتصادية، عدد 4، ماي 2017، صص 66-67.

أمام هذا الوضع الذي طبع واقع حال الأمازيغية بعد ترسيمها الدستوري لمدة قاربت ولايتين حكوميتين في ظل دستور 2011، بادرت الحكومة المغربية إلى اتخاذ مجموعة من الإجراءات، قبل إصدار هذين القانونين التنظيميين.

بعدها صدر، على التوالي، القانون التنظيمي رقم 16.26 المتعلق "بتحديد مراحل تفعيل الطابع الرسمي للأمازيغية وكيفية إدماجها في مجال التعليم وفي مجالات الحياة العامة ذات الأولوية"¹⁸³. وقد تضمن إجراءات مهمة ستسهم في عملية الإدماج القوي والفعلي للأمازيغية في مختلف مناحي الحياة العامة وفي المجالات الحيوية، كاللغة والتعليم والإعلام والقضاء وغيرها. ثم القانون التنظيمي رقم 16.04 المتعلق بالمجلس الوطني للغات والثقافة المغربية¹⁸⁴، والذي يعتبر مؤسسة وطنية مرجعية في مجال السياسة اللغوية والثقافية. كما تضمن القانون الإطار رقم 17.51 بمنظومة التربية والتكوين والبحث العلمي، إجراءات مهمة في مجال تعزيز وضع الأمازيغية في مجال التعليم كمنهج استراتيجي. بالإضافة لما تضمنه البرنامج الحكومي لكل من الحكومتين في الولايتين 2012-2016 و 2017-2021، وكذا إحداث اللجنة الوزارية الدائمة المكلفة بتتبع تفعيل الطابع الرسمي للأمازيغية بموجب المرسوم رقم 2.20.600 الصادر في 8 شتنبر 2020 والمصادقة على المخطط الحكومي المندمج لتفعيل الطابع الرسمي للأمازيغية¹⁸⁵، ودعوة رئيس الحكومة كل القطاعات العمومية، كل في مجال تدخلها، على تفعيل كافة الإجراءات وفقا لمقتضيات القانون التنظيمي رقم 26.16 واحترام الأجل الواردة فيه.

بمقابل ذلك، ورغم أن القانون التنظيمي رقم 26.16 المتعلق بأجراً تفعيل الطابع الرسمي للأمازيغية وإدماجها في مجالات الحياة العامة، فرض في بابه السادس استعمال الأمازيغية بالإدارات وسائر المرافق العمومية، وذكر في المادة 21 منه بطاقة التعريف الوطنية ضمن الوثائق الرسمية التي يفترض أن تحرر البيانات المضمنة فيها باللغة الأمازيغية، إلى جانب اللغة العربية، إلا أن القانون رقم 04.20 المتعلق بالبطاقة الوطنية للتعريف الإلكترونية¹⁸⁶ لم

¹⁸³ الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.19.121 منشور بالجريدة الرسمية عدد 6816 بتاريخ 26 شتنبر 2019.

¹⁸⁴ الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 34.20.1 في 30 مارس 2020، منشور بالجريدة الرسمية عدد 6870 بتاريخ 2 أبريل 2020.

¹⁸⁵ للمزيد: راجع يحيى شوطي، مرجع سابق ص 4-5.

¹⁸⁶ الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.20.80 صادر في 8 أغسطس 2020 منشور بالجريدة الرسمية رقم 6907 بتاريخ

يتضمن أي مقتضى قانوني يفرض الالتزام بمضمون هذه المادة، وهو ما تم اعتباره تجاوزا لمقتضيات دستور 2011 وخرقا لمقتضيات القانون رقم 26.16 وإقصاء للغة الأمازيغية¹⁸⁷.

من جانب آخر، تأخر إخراج هيكلية المجلس الوطني للغات والثقافة المغربية بالرغم من صدور قانونه التنظيمي. وفي هذا الإطار، أكد الباحث أحمد عصيد أن الأسباب الكامنة وراء ذلك عديدة، أهمها : أولا، مجيء ظروف ووقائع "كوفيد 19"، ثم الحرب الروسية الأوكرانية التي جلبت ارتفاعا مهولا في الأسعار، وهي وقائع جعلت موضوع المجلس الوطني للغات والثقافة المغربية موضوعا ثانويا وغير مستعجل بالنسبة للحكومة. وثانيا، أن العديد من المؤسسات التي يفترض أن يضمها المجلس المذكور ما زالت غير موجودة على أرض الواقع؛ ومنها على الخصوص أكاديمية اللغة العربية التي ينص عليها ميثاق التربية والتكوين منذ 1998، ولم يتم إحداثها حتى الآن .. ويقال الشيء نفسه عن المؤسسات المتعلقة بالحسانية والعبرية، فالمؤسسة الوحيدة الموجودة والتي لها تراكم ورصيد هام هي المعهد الملكي للثقافة الأمازيغية¹⁸⁸.

ومع ذلك، يبقى إعلان الملك محمد السادس عن أن رأس السنة الأمازيغية أصبح عطلة وطنية رسمية مؤدى عنها، وإقرار الحكومة ضمن منشور لرئيسها حول إعداد مشروع قانون مالية 2024 يوم 14 يناير تاريخا للاحتفال بهذه المناسبة بداية من سنة 2024، تأكيدا للأمازيغية كمكون رئيسي للثقافة وللهوية المغربية بتعدد روافدها، وذلك بعد 12 سنة من دسترتها كلغة رسمية.

أما على مستوى الجزائر، فقد رافق الترسيم الدستوري للغة الأمازيغية إدماجها في المناهج التعليمية وسن آليات مؤسساتية خاصة بتجسيد محتوى النصوص المكرسة في الدستور. ومنها إحداث هيكل لترقيتها، حيث شكل إنشاء المحافظة السامية للغة الأمازيغية سنة 1995 أول خطوات ترسيم الهوية الأمازيغية في كيان الدولة¹⁸⁹.

¹⁸⁷ أنظر في هذا الشأن : - سامي (المصطفى)، الواقع اللغوي في المغرب : دراسة تاريخية للمسألة اللسانية مع إطلالة على

نماذج من العالم العربي، ط 1، مطبعة وراقة بلال، فاس، 2022، ص 250-251.

¹⁸⁸ محمد عصيد في تصريح لجريدة هسبريس (الرابط الإلكتروني : <https://www.hespress.com> 1012187)، بتاريخ 5

يوليوز 2022، تاريخ آخر زيارة : 28/08/2022.

¹⁸⁹ أوكيل (محمد أمين)، مرجع سابق، صص 342-347.

وتزيلا لمقتضيات دستور 2016، تم إحداث المجمع الوطني للغة بموجب القانون العضوي رقم 17-18¹⁹⁰. وهو المؤسسة المرجعية الرسمية في مسألة الهوية الأمازيغية في الدولة، والجهاز التقني الذي تعتمده الدولة في مسألة تعميم اللغة الأمازيغية واستكمال مسار تثبيتها في الهوية الوطنية¹⁹¹.

إضافة إلى ذلك، أعلن قرار صادر عن رئيس الدولة الجزائرية يوم 12 يناير من كل سنة عطلة مدفوعة الأجر واحتفالاً وطنياً برأس السنة الأمازيغية¹⁹².

من جانب آخر، فإن الأمازيغية، التي تم وضعها في خانة المواد الثابتة التي لا يمكن المس بها لاحقاً في أي تعديل قد يطرأ على الدستور، لا زال يعترض إدماجها في الحياة العامة بعض النواقص، فأكاديمية اللغة الأمازيغية التي تم إنشاؤها نهاية عام 2017، لم تصدر قوانين تنظيم عملها على مستوى الواقع البيداغوجي والثقافي والسياسي حتى الآن. كما لم يتم اختيار شكل الحرف الذي تكتب به اللغة الأمازيغية، وهو من أهم مهمات هذه الأكاديمية¹⁹³.

وبخصوص تونس، فرغم أن وثيقتها الدستورية قد تجاهلت الحقوق الثقافية للأقليات، وعملت على ترسيخ هوية وطنية واحدة جامعة، إلا أنها نجحت في اتخاذ بعد القرارات الغير ملزمة دستورياً، كما هو الشأن في القرار الصادر في يوليو 2020 الذي يسمح باستخدام أسماء أمازيغية لتسجيل المواليد الجدد¹⁹⁴.

¹⁹⁰ قانون رقم 17-18 مؤرخ في 2 سبتمبر 2018 يتعلق بالمجمع الجزائري للغة الأمازيغية، جريدة رسمية عدد 54 مؤرخة في 5 سبتمبر 2018.

¹⁹¹ أوكيل (محمد أمين)، مرجع سابق، صص 345-346.

¹⁹² روطان (فريدة)، البعد الهوياتي للغة الأمازيغية وانعكاساتها على أمن واستقرار الدول المغربية : دراسة مقارنة بين الجزائر والمغرب، منشور بموقع المركز الديمقراطي العربي للدراسات الإستراتيجية والسياسية والإقتصادية بتاريخ 11 يوليو 2018 (الرابط الإلكتروني: <https://democraticac.de/?P55152>، تاريخ آخر زيارة : 08/2022 /27).

¹⁹³ الكاتب والمفكر الجزائري أمين الزاوي في مقاله " الأمازيغية اللغة الأم للأمة الجزائرية: السكون الذي بعد الزوبعة" والمنشور بجريدة اندبندنت عربية بتاريخ 20 يناير 2022 (الرابط الإلكتروني :

<https://www.independentarabia.com/node/296076>، تاريخ آخر زيارة : 29/08/2022.

¹⁹⁴ أعلوان (فؤاد)، مرجع سابق، صص 32.

وترجمة لتنوعها الثقافي والنهوض بالحقوق الثقافية واللغوية لكل مكونات الهوية الوطنية، عملت موريتانيا على اتخاذ مجموعة من التدابير ذات الطابع المؤسسي والعملي التي ترعى العيش المشترك والحوار المتبادل فيما بين الثقافات، ومن أهمها¹⁹⁵:

-افتتاح شعبة اللغات الوطنية (البولارية والسوننكية والولفية) في جامعة نواكشوط. وهي تحل محل معهد اللغات الوطنية الذي مكن من كتابة هذه اللغات ومن الإشراف على تجربة تدريسها في المرحلة الابتدائية.

-وعلى الساحة الإعلامية برمتها، تقوم جميع وسائل الإعلام مجتمعة بتخصيص مساحات زمنية تركز لجميع اللغات الوطنية وللثقافة التي تعبر عنها هذه اللغات. ويخضع هذا الترتيب للالتزام تعاقدي في كراسة الشروط وتتكفل بمتابعته السلطة العليا للصحافة والسمعيات البصرية (الهيا).¹⁹⁶

غير أن ذلك لم يحل دون أن تجدد من حين لآخر بموريتانيا مطالب بالترسيم الدستوري للغات الوطنية، وذلك تعريزا لحقوق الثقافية واللغوية بالبلاد.

• الفقرة الثانية : صعوبات إدماج الحقوق الثقافية واللغوية في الحياة العامة للدول المغاربية

يكشف واقع الحال أن فعالية الحقوق الثقافية واللغوية تظل "يوتوبيا" أو بمعنى أدق مبتغى مثالي، يصعب ترجمتها على أرض الواقع وتحتاج إلى تعبئة كل الجهود الكفيلة بترقيتها¹⁹⁶ وتنزيل أحكامها الدستورية من طرف الدول المغاربية.

فرغم أن المطالب المتكررة بهذه الحقوق، وعلى رأسها ترسيم الأمازيغية، أفرز خطابا حقوقيا تمكن من إعادة تأسيس العديد من المفاهيم وتبني الخطاب الرسمي لها، حيث اتخذت مفاهيم، من قبيل : الهوية، الوطنية، الوحدة، اللغة، الثقافة، التاريخ، طابعا تعدديا منفتحا بعد أن كانت مفاهيم تختزل الهوية الثقافية في ما هو عربي- إسلامي¹⁹⁷ من جهة، واعتراف أغلب الدساتير المغاربية بأهمية تثبيت مكانة الحقوق الثقافية واللغوية وتأييدها قانونيا من

¹⁹⁵ ولد عبد الله (عبد الودود) وولد سيدينا (محمد المختار)، تعليم المواطنة وحقوق الإنسان : دليل لشباب موريتانيا، سلسلة منشورات اليونسكو "الشباب والمشاركة الديمقراطية"، اليونسكو، الرباط، 2015، ص150.

¹⁹⁶ Bengio (Abraham), op.cit, p : 53.

¹⁹⁷ محمد عصيد، الحركة الأمازيغية وإشكالية الدولة الوطنية، مجلة نوافذ، "المجتمع المدني" والدولة-المخزن، عدد 66، 2018، ص89.

جهة أخرى، فإن إدماج هذه الحقوق في الحياة العامة للدول المغاربية، ما زال يواجه تحديات كبيرة بعد ترسيمها، ومن أهمها:

1- هاجس الاستقرار السياسي ووحدة الهوية الوطنية:

ظلت المسألة الثقافية واللغوية في هذه الدول تعبيراً عميقاً عن أزمة الدولة الوطنية وخياراتها التي لم تستطع طرح تصور شامل لإشكالياتي: اللغة والثقافة¹⁹⁸. فالاستقرار السياسي هو ظاهرة تتميز بالمرونة والنسبية وتشير إلى قدرة الأنظمة على توظيف مؤسساتها واحتواء ما قد ينشأ من صراعات دون استخدام العنف السياسي إلا في أضيق نطاق دعماً لشرعيتها وفعاليتها. ولأن الثقافة بأبعادها الدينية واللغوية والفكرية كانت ولا تزال سبباً للكثير من النزاعات الداخلية التي تؤثر على استقرار الدول ووحدة كيائها، فقد سعت هذه الأخيرة في الغالب من النماذج إلى انتهاج سياسات لخفض حجم الاختلافات بين مختلف المكونات بدل السعي إلى حماية حقوقها الثقافية وكفالة أعمالها، من خلال فرض نظم تعليمية تخضع لمنهج وأساليب موحدة تضمن تنشئة أبناء الفئة الثقافية المختلفة على لغة وتقاليد واحدة، بالإضافة إلى نظم التوظيف والإسكان وتجنيد ما تملكه هذه النظم من وسائل إعلامية لتحقيق سياسات الدمج والاستيعاب القسري لأفراد الجماعات التي تختلف ثقافياً عن الأغلبية¹⁹⁹.

فمراجعة السياق العام الذي رافق مراحل اعتراف الدساتير الجزائرية بالأمازيغية باعتبارها أحد أركان الهوية الوطنية للدولة، يكشف العديد من النقائص والحدود التي شابت حيثيات وظروف واجراءات لجوء الدولة لاستعمال الحل الدستوري للأمازيغية، الأمر الذي من شأنه الانتقاص من مكانتها الدستورية باعتبارها أحد مقومات الهوية الوطنية. إذ غالباً ما تجبر السلطة التنفيذية تحت وطأة ضغط الأزمات الوطنية إلى المبادرة بالحلول الدستورية من أجل السيطرة على الوضع المتوتر القائم. وفي هذا الصدد فإن مساردسترة الأمازيغية مركله بأحداث وأزمات وطنية. فكان الموقف الرسمي الجزائري يتحرك دوماً كرد فعل لاحتواء أزمة الهوية الوطنية، بواسطة التعديلات الدستورية التي ظلت أبرز الحلول المتوفرة بيد الدولة لمعالجة مسألة الهوية الأمازيغية²⁰⁰.

¹⁹⁸ عبد اللطيف الخمسي، قضايا الإصلاح والتحديث في المغرب المعاصر، مجلة أبحاث، عدد 56، 2004/2005، ص 49.

¹⁹⁹ لحسن بن مهي، مرجع سابق، ص 163-164.

²⁰⁰ محمد أمين أوكيل، مرجع سابق، ص- ص 348-352.

فرغم الجهود في مجال التشريع أثبتت المقاربة القانونية عجزها في الفصل في المسألة اللغوية في الجزائر سواء ما تعلق باللغة العربية أو باللغة الأمازيغية كمكون لغوي، لأن الأمر يحتاج إلى إرادة سياسية حقيقية تفصل بشكل نهائي في تحقيق الوحدة الوطنية بالوحدة اللغوية بالسهل على وجود اللغة العربية في الإدارات والمؤسسات والتخصصات العلمية في الجامعات وفي النشرات الرسمية وفي الشركات والقطاع الاقتصادي²⁰¹.

وفي المغرب، ارتبطت مقارنة واقع التعددية اللغوية والتعامل معها بالاستقرار السياسي الذي يشكل من وجهة نظر الدولة بصفة عامة شرطا حيويا وأساسا لتأمين بقاء واستقرار النظام. فمعالجة الإشكاليات المرتبطة بالقضية اللغوية لا يتم الانتباه إليها إلا إذا شكلت تهديدا للاستقرار السياسي ومعالجة القضية اللغوية غالبا ما يتم في الاتجاه الذي يؤمن الحفاظ على ثوابت النظام السياسي المغربي، وكل القضايا الأخرى المرتبطة باللغة والثقافة تعتبر حساسيات ذات طابع اندماجي والتعامل معها لا يتم بطريقة الإقصاء بل بالاحتواء، وهي طريقة أخرجت المؤسسة من مأزق عملية سقطت فيها السلطة في الجزائر²⁰².

ويبدو تخلف الممارسة عن النص في المغرب أمرا طبيعيا، لأن منح حقوق دستورية لأقليات ثقافية ولغوية أو بالأحرى تقديم (تنازلات دستورية) لها لم يكن غاية في حد ذاته ولا إيمانا بمطالبها المشروعة، إنما فقط بغرض احتواء الحركات الاحتجاجية والحفاظ على استقرار النظام السياسي²⁰³. فالعوائق التي يشكلها نموذج الدولة المتبني بالمغرب منذ الاستقلال، أي نموذج الدولة الوطنية المركزية يضيق عن تدبير عناصر التنوع والإختلاف الثقافي والهوياتي²⁰⁴.

وقد بدا ذلك واضحا في المرحلة الأولى من بداية دستور 2011، حيث أسلوب عمل الدولة ظل متركزا على الازدواجية عربية/فرنسية في غياب أي اعتراف بأية ازدواجية داخلية. إذ ظل نموذج الدولة في تمرّكه المفرط مع تدابير ظرفية لا تغير أي شيء في عمق الواقع²⁰⁵.

فالأمازيغية التي لها سند في الدستور ولها قانون تنظيمي خاص بها وميزانية خاصة... لا يزال أثرها ضعيفا في واقع المؤسسات، مما جعل البعض يطرح السؤال عن مدى وجود إرادة

²⁰¹ عربي بومدين وسعاد بوسنية، اللغة و الهوية في الجزائر في زمن العولمة : نحو استكشاف العلاقة، المستقبل العربي، المجلد 41، العدد 481 (31 مارس 2019)، ص 66-87.

²⁰² محمد أمغار، دسترة الأمازيغية : إقرار بحقوق أم احتواء لمطالب، مجلة وجهة نظر، العدد 51، 2012، ص 37.

²⁰³ فؤاد أعلوان، مرجع سابق، ص 32.

²⁰⁴ محمد عصبيد، نفس المرجع السابق، ص 95.

²⁰⁵ المرجع نفسه، ص 98.

سياسية فعلية لتنمية اللغتين الرسميتين، خاصة أن المجالات الحيوية مثل الاقتصاد والتكوين العلمي يتم تدبيرها باللغات الأجنبية، ولا يتم بذل أي جهد لهيئة اللغتين الرسميتين وتأهيلهما للقيام بوظائف أكثر تطوراً²⁰⁶.

وفي موريتانيا، تشكل المسائل الطائفية والعرقية مصدر العديد من مشاكل حقوق الإنسان الأكثر عمقا وحساسية، فسكانها ليسوا متجانسين تماما، ومجتمعها لا يزال يعاني ظاهرة التشرذم والإنشطار الثقافي والعرقى والشرائحي والقبلي، نتيجة غياب التناغم بين الإرادة الجماعية، والنخب المتعلمة، والقيادة السياسية، بسبب تأميم الدولة الوطنية للسياسات الاستعمارية المشتتة²⁰⁷. ولا تزال المشكلة العرقية والثقافية إلى حدود اليوم تمثل العقبة الكأداء في وجه بناء دولة وطنية - مدنية، قائمة على منطلق الحقوق والواجبات والروابط الوطنية²⁰⁸ وتعزيز الحقوق الثقافية واللغوية.

ويختلف الدستور التونسي عن باقي الدساتير المغاربية في كونه لم يشر لأقليته الدينية أو العرقية، وتأكيد الهوية العربية الإسلامية هوية وحيدة، وهو ما أكده الفصل الأول من دستور 2012 كما سبق ذكره، وتمت الإشارة إليه مرتين في ديباجته: "وتعبيرا عن تمسك شعبنا بتعاليم الإسلام ومقاصده، ومن حركاتنا الإصلاحية المستنيرة المستندة إلى مقومات هويتنا العربية الإسلامية"، ثم أيضا "وتوثيقا لانتماثنا الثقافي والحضاري إلى الأمة العربية والإسلامية"²⁰⁹. وهو ما تم اعتباره نسيان "الربيع العربي" للأمازيغية في تونس وتجاهلا للاعتراف بتنوعها السكاني، فالأمازيغ بتونس مازالوا يطالبون بتحقيق أهداف الحركة المدنية الرئيسية في المجتمع، وهي: أن يكون كل من اللغة والثقافة الأمازيغية معترف بها، محمية ومقدرة، وأن يتم تنفيذ المبادرات الإدارية والقانونية لتعليم اللغات الأمازيغية في المدارس²¹⁰. فمعركة الهوية التونسية - حسب البعض - لم تحسم بعد، والحسم القانوني الذي حصل في نصوصها الدستورية لما بعد 2011 أقرب إلى التوافق السياسي منه إلى التوافق الثقافي العميق والمطلوب،

²⁰⁶ محمد عصيد في تصريح لجريدة هسبريس، سبق ذكره.

²⁰⁷ محمد الأمين ولد محمد ابراهيمات، الدولة المدنية في موريتانيا: جذور الأزمة في أصل القطيعة بين المجتمع والدولة، المستقبل العربي، 472، ص 78.

²⁰⁸ المرجع نفسه، ص 67.

²⁰⁹ فؤاد أعلوان، مرجع سابق، ص 20.

²¹⁰ كواتريني (سيلفيا)، الهوية والمواطنة في تونس: وضع الأقليات بعد ثورة 2011، مجموعة حقوق الأقليات الدولية (MRG)، نوفمبر 2018، ص 22.

حيث ظل الصراع حول هذه المسألة وفقا لما أراده الزعيم المؤسس (أي صيغة الفصل الأول من الدستور التي طمست سؤال الهوية منذ البداية ولم تعالجه)²¹¹.

عموما، تم الدفاع عن فكرة مفادها أن التخلف في الدول المغاربية نتج عن الإبقاء على لغة المستعمر في الإدارة والتعليم، وأن ترسيم اللغة العربية ضرورة للمعارف العلمية والإنسانية تكريسا للمواطنة وثوابت الأمة. غير أن التعريب وجهت له العديد من الانتقادات، كونه لم يستطع تدبير التنوع بطريقة عقلانية، فقد عمل على تذويب كل مكونات الثقافة المغربية داخل الايديولوجية الرسمية. بمعنى آخر، يتم استخدام فكرة الشرعية التوحيدية والمطابقة بين الدولة والأمة، لفرض نموذج وحيد للهوية. لهذا السبب يصبح التعريب أكثر مأساوية في البلدان التي تتحدث بالأمازيغية. حيث يؤكد منتقدو التعريب أن هذا الأخير، وبسبب التباسه الإيديولوجي، أنتج وضعا مفارقا للواقع الحاضر لصالح نموذج ذهني غائب، وخلق وضعية قلق هوياتي وانفصاما لغويا على حد سواء تجاه العربية والفرنسية والأمازيغية²¹².

من جانب آخر، تواجه ترقية الحقوق الثقافية واللغوية هيمنة اللغة والثقافة الفرنسية في البلدان المغاربية²¹³، واستمرارها كلغة أساسية للبحث العلمي في وقت تراجع دورها على الصعيد الدولي كلغة علوم. وهو ما خلق أزمة الهوية الوطنية والحضارية لهذه البلدان ومنعها

²¹¹ العلوي (نور الدين)، الهوية التونسية: بين رغبات النخب وأهواء الشعب، مقال منشور بجريدة نون بوست بتاريخ 11 فبراير 2017 (الرابط الإلكتروني: <https://www.noonpost.com/content/16602>، تاريخ آخر زيارة: 29/08/2022).

²¹² رشيد السعدي، إشكالية الهوية ولغات التعليم في المغرب، إفريقيا الشرق، الدار البيضاء، 2015، صص 52-60.

²¹³ أصدرت المحكمة الإدارية بالرباط، في هذا الإطار، قرارا خلصت فيه إلى أن إصدار وزير الصحة لقرار محرر باللغة الفرنسية يعد عملا مخالفا لقواعد الدستور، وهو بذلك مشوب بغيب المخالفة الجسيمة للقانون. وقد عللت المحكمة الإدارية قرارها بأن: " اللغة الرسمية المقررة بنص دستوري تعد مظهرا من مظاهر سيادة الدولة، في بعدها الثقافي والتاريخي ذي الامتداد الاقتصادي والسياسي والاجتماعي. ولذلك فإن استعمال الإدارة للغة أجنبية بديلة عن اللغة الرسمية ... يشكل تنازلا عن هذه السيادة في أبعادها المشار إليها، وانتهاكا لإرادة المواطنين المجسدة بنص الدستور الذين اختاروا العربية والأمازيغية لغتين لمخاطبتهم من قبل الدولة وجميع المرافق العمومية الأخرى، كما أنه تصرف لا يمكن تبريره بأي مسوغات واقعية أو قانونية جديّة، لأن الحاجة للانفتاح على مختلف الثقافات بما تشتمل عليه من لغات، والحرص على تعلمها وتعليمها إلى جانب اللغتين الرسميتين، في إطار "توسيع وتنوع والمبادلات الإنسانية والاقتصادية، والعلمية والتقنية، والثقافية مع كل بلدان العالم" حسب ما ورد بديباجة الدستور، لا يتم قطعاً عن طريق إحلال هذه اللغات بديلة عن اللغة الرسمية. ومن ثم فإن استعمالها من قبل الإدارات العمومية المغربية يعد عملا مخالفا للدستور، لأن اللغة المذكورة غير منصوص على استعمالها الرسمي بأي نص قانوني، فضلا على أنها لا تمثل أي مظهر من مظاهر الهوية المغربية ماضيا وحاضرا وليس لها أي امتداد تاريخي بالمغرب ذي بعد وطني ومشروع". - حكم المحكمة الإدارية بالرباط رقم 4550 بتاريخ 20/10/2017، منشور بالموقع الإلكتروني لمجلة مغرب القانون:

<https://www.maroclaw.com>، بتاريخ 27 مارس 2021، (تاريخ آخر زيارة: 27/09/2022).

من إمكانية انفتاح حقيقي على الحضارات الأخرى، بل وتكريس الإحساس بالهزيمة الحضارية لدى الإنسان المغربي من خلال فكرة أن اللغة العربية أصبحت لغة متجاوزة، ولغة أسيرة للغة الفرنسية بعد أن أصبحت وسيلة لنقل الأفكار الغربية إلى اللغة العربية²¹⁴.

2- ضعف تفعيل السياسة المتبعة في إدماج الحقوق الثقافية واللغوية في الحياة العامة:

اتخذت الحكومات في الدول المغاربية مجموعة من الإجراءات والتدابير بغية تفعيل الأحكام الدستورية المتعلقة بتنزيل السياسة اللغوية والثقافية. إلا أن هذه الإجراءات لم تعكس بما يكفي نجاعة هذه السياسة وتجسيد خطاب ترقية الحقوق الثقافية واللغوية²¹⁵.

وإذا كان احترام حقوق الإنسان كافة - المدنية والسياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية - أساسي لبناء مجتمعات أكثر مساواة ومرونة واستدامة. فإن الرقي بمكانة الحقوق الثقافية واللغوية وارتباطها بتوفير الاعتمادات المالية الكافية - باعتبارها من أهم دعائم نجاح السياسة اللغوية والثقافية وتفعيل إجراءاتها وتدابيرها²¹⁶ - مازالت تحول دون محدودية الموارد المالية اللازمة للنهوض بها من جهة، وأولوية الحقوق الاقتصادية والاجتماعية وما تتطلبه من تكاليف مالية - على قلتها - في الدول المغاربية. وذلك على الرغم من أن المطالب الثقافية لحركات الأقليات قد تسبق - في كثير من الحالات - مطالبها الاقتصادية والاجتماعية²¹⁷.

فالإكراهات المالية تبدو - بشكل واضح في موريتانيا، وبشكل أقل في تونس - من خلال عجزه إمكانياتهما المالية عن ترجمة برامج سياساتهما الاقتصادية والاجتماعية. فكيف بالحقوق الثقافية واللغوية.

ففي تونس لا تتلقى أي جمعية أمازيغية في الوقت الحالي تمويلا عاما. ورغم أن تدريس الأمازيغية ليس ممنوعا، لكن نقص التمويل العام يحول دون إستدامة هكذا عمل ويشكل تحديا كبيرا للجمعيات التونسية الأمازيغية²¹⁸.

²¹⁴ رشيد السعدي، نفس المرجع، ص 42-43.

²¹⁵ وهي إجراءات ذات طبيعة سياسية وتدييرية وإدارية، من قبيل ما سبق أن ذكرناه في الفقرة السابقة، فهي أيضا تجليات لضعف تفعيل السياسة الحكومية في مجال النهوض بالحقوق الثقافية واللغوية، ومن أهمها (بطء إصدار النصوص القانونية وتنزيلها وتطبيقها. عدم تشكيل بعض المؤسسات، عدم وضوح الرؤية والإرادة السياسية للحكومة ...) 216 فتوصيات أوسلو 1999 التي استهدفت الحقوق اللغوية اعتبرتها حقوقا أساسية و"لا يجوز للدولة أن تميز ضد هذه الكيانات على أساس اللغة، ولا تقيّد دون داع حق هذه الكيانات في التماس مصادرها والتمويل من ميزانية الدولة، والمصادر الدولية أو القطاع الخاص." - يوسف (زادم)، مرجع سابق، ص 98.

²¹⁷ أعلوان (فؤاد)، مرجع نفسه، ص 19.

²¹⁸ كواتريني (سيلفيا)، الهوية والمواطنة في تونس: وضع الأقليات بعد ثورة 2011، مجموعة حقوق الأقليات الدولية (MRG)، نوفمبر 2018، ص 22.

وفي الجزائر، وخلال عملية تعديل قانون المالية في العام 2017، اقترح "حزب العمال الجزائري" إضافة مادة لرفع ميزانية "المحافظة السامية للأمازيغية" من أجل إتاحة مزيد من التمويل اللازم لتعليم اللغة الأمازيغية. غير أن هذا المقترح تم رفضه من قبل اللجنة المسؤولة عن الميزانية، التي تشكلت أساساً من ممثلين عن أحزاب الأغلبية، لأن معظم المندوبين الذين قاموا بالتصويت اعتبروا أن ذلك المقترح يمثل مطلباً غير ضروري²¹⁹.

أما على المستوى المغربي، فإن تفعيل الطابع الرسمي للأمازيغية، في مختلف مناحي الحياة العمومية، يندرج ضمن أولويات العمل الحكومي، وذلك تفعيلاً للمقتضيات الدستورية. وهو ما فرض على الحكومة، ومعها مختلف المتدخلين، تعبئة الجهود والموارد البشرية واللوجيستية والمالية الكفيلة بتنزيل مقتضيات القانون التنظيمي للأمازيغية. ومن هذا المنطلق، أعدت الحكومة خارطة طريق تتضمن 25 إجراء تشمل إدماج الأمازيغية في الإدارات والخدمات العمومية، وفي التعليم، والصحة، والعدل، والإعلام السمعي البصري، والتواصل، والثقافة، والفن. وهكذا ستعرف إنطلاق مشروع تخصيص 300 عون استقبال ناطقين بالأمازيغية، لمواكبة المرتفعين بمحاكم المملكة، والمستشفيات والمراكز الصحية. كما سيتم الرفع من وتيرة تنزيل باقي الإجراءات خلال نفس السنة. وقد خصصت الحكومة لهذا الغرض 200 مليون درهم في قانون المالية لسنة 2022، وسيتم رفع هذا المبلغ تدريجياً حتى يبلغ مليار درهم سنة 2025²²⁰.

غير أن التزام الحكومة بتخصيص 200 مليون درهم لترسيم الأمازيغية في القانون المالي لسنة 2022 في أفق مليار درهم سنة 2025، جعل البعض يتساءل: أين وكيف سيتم صرفه؟ وأين بصمات الترسيم والسنة المالية الحالية تجاوزت منتصفها²²¹.

²¹⁹ "الانتماء للهوية والإصلاح الدستوري في الجزائر: توفيق الأيديولوجيات لتحقيق الانتقال السلمي"، دراسة منشورة في موقع المؤسسة البحثية "مبادرة الإصلاح العربي" بتاريخ 28 أكتوبر 2020 (الرابط الإلكتروني: <https://www.arab-reform.net/ar/publication>، تاريخ آخر زيارة: 29/08/2022).

²²⁰ منشور رئيس الحكومة 2022/16 بخصوص إعداد قانون المالية للسنة المالية 2023، (الرابط الإلكتروني بتاريخ 29/02/2022)

<https://lof.finances.gov.ma/ar/actualites/sdwr-lmdhkr-ltwjyhy-lryys-lhkwm-hwl-dd-mshrw-qnwn-lmly-lsn>، ص 10-11.

²²¹ ادريس السنيتسي، رئيس الفريق الحركي بمجلس النواب، في تصريح لجريدة هسبريس (الرابط الإلكتروني: <https://www.hespress.com> 1012187، بتاريخ 5 يوليوز 2022، تاريخ آخر زيارة: 28/08/2022).

ختاما، يبدو إذن أن هناك تفاوتاً في الدول المغربية على مستوى ترسيم الحقوق الثقافية والنهوض بها عموماً وترقية الحقوق اللغوية خصوصاً. فبينما يظهر الاهتمام القانوني والسياسي بالمغرب بهذه الحقوق والعزم على حمايتها وضمان ممارستها، والأمر نفسه بالجزائر، وإن بشكل أقل، بحكم خصوصية الثقافة واللغة الأمازيغية بهاذين البلدين، فإن نجاح سياسات الدول المغربية عموماً في مجال إدماج الحقوق الثقافية واللغوية في مختلف مناحي الحياة العامة المغربية يحتاج إلى الإرادة السياسية الصادقة التي تقطع مع التوجس من خصوصيات الجماعات الثقافية المكونة لها.

لائحة المراجع

I. المراجع باللغة العربية

1. ساسي (المصطفى)، الواقع اللغوي في المغرب : دراسة تاريخية للمسألة اللسانية مع إطلالة على نماذج من العالم العربي، ط 1، مطبعة وراقه بلال، فاس، 2022.
2. هرهار (عبد الله)، التنوع الثقافي : قضايا وإشكالات، افريقيا الشرق، الدار البيضاء، 2020.
3. السلكي (عمر)، الحقوق الدينية والثقافية للمسلمين في بلاد الغرب، افريقيا الشرق، الدار البيضاء، 2018.
4. طارق (حسن) و لحميداني (طه)، التواصل بين المجتمع المدني والبرلمان : المرجعيات، الاجتهاد المغربي والممارسات الجيدة، المجلة المغربية للإدارة المحلية والتنمية، "سلسلة : مواضيع الساعة"، عدد 102، 2018.
5. السعدي (رشيد)، إشكالية الهوية ولغات التعليم في المغرب، افريقيا الشرق، الدار البيضاء، 2015.
6. "التنوع الثقافي والحقوق الثقافية"، ندوة نظمت بالاشتراك بين المعهد العربي لحقوق الإنسان والمنظمة الدولية للفرنكوفونية بتونس : 21 و 22 و 23 سبتمبر 2003 (ترجمة عبد القادر المهيري وحمادي صمود)، المعهد العربي لحقوق الإنسان، تونس، 2003.
7. عبد الغفار، عادل وبيبل هيس. الأحزاب الإسلامية في شمال أفريقيا : تحليل مقارنة بين المغرب وتونس ومصر، دراسة تحليلية صادرة عن مركز بروكنجز الدوحة رقم 22، يوليو 2018.
8. بن مخلوف (فؤاد)، القانون الدولي والتنوع الثقافي، المجلة المغربية للإدارة المحلية والتنمية، عدد 153، 2020.

9. جوهري سهام، الحقوق الثقافية بالمغرب بين المرجعيات وآليات الحماية، المجلة المغربية للإدارة المحلية والتنمية، عدد 141، 2018.
10. سيح (رشيد)، وضعية الأمازيغية بالمغرب من منظور التقارير الدولية، المجلة المغربية للدراسات القانونية والاقتصادية، عدد 4، ماي 2017.
11. بن مهي (لحسن)، مضمون الحقوق الثقافية وتحديات الارتقاء بمكانتها ضمن منظومة حقوق الإنسان، مجلة العلوم الإنسانية لجامعة أم البواقي، العدد 3، 2020.
12. يوسف (زادم)، الحقوق اللغوية : بحث في مسببات وتأثير اعتبار اللغة مسألة فعل عام، المجلة الجزائرية للعلوم الإجتماعية والإنسانية، عدد ديسمبر 2018،
13. أوكيل (محمد أمين)، الهوية الأمازيغية ومسألة بناء الدولة الوطنية في الجزائر : مقارنة قانونية، مجلة الاجتهاد للدراسات القانونية والاقتصادية، المجلد 80، العدد4، 2019.
14. عصيد (محمد)، الحركة الأمازيغية وإشكالية الدولة الوطنية، مجلة نوافذ، المجتمع المدني والدولة- المخزن، عدد 66، 2018.
15. الخمسي (عبد اللطيف)، قضايا الإصلاح والتحديث في المغرب المعاصر، مجلة أبحاث، عدد 56، 2005/2004.
16. بومدين (عربي) وبوسنية (سعاد)، اللغة و الهوية في الجزائر في زمن العولمة : نحو استكشاف العلاقة، المستقبل العربي، العدد 481، مارس 2019.
17. أمغار (محمد)، دسترة الأمازيغية : إقرار بحقوق أم احتواء لمطالب، مجلة وجهة نظر، العدد 51، 2012.
18. ولد محمد ابرهيمات (محمد الأمين)، الدولة المدنية في موريتانيا : جذور الأزمة في أصل القطيعة بين المجتمع والدولة، المستقبل العربي، 472، يونيو 2018.
19. كواتريني (سيلفيا)، الهوية والمواطنة في تونس : وضع الأقليات بعد ثورة 2011، مجموعة حقوق الأقليات الدولية (MRG)، نوفمبر 2018.
20. اليزمي (أدريس)، إدماج الثقافة الحسانية في منظومة التربية والتكوين، أشغال اليوم الدراسي المنظم يوم 27 يونيو 2013 بالرباط، منشورات المجلس الوطني لحقوق الإنسان 2014.
21. ولد عبد الله (عبد الودود) و ولد سيدينا (محمد المختار)، تعليم المواطنة وحقوق الإنسان : دليل لشباب موريتانيا، سلسلة منشورات اليونسكو «الشباب والمشاركة الديمقراطية»، اليونسكو، الرباط، 2015.

22. أعلوان (فؤاد)، حقوق الأقليات في دساتير دول الربيع العربي : دراسة مقارنة بين المغرب وتونس ومصر، منشور بمركز حرمون للدراسات المعاصرة بتاريخ 15 فبراير 2021 (الرابط الإلكتروني: <https://www.harmoon.org/researches/>، تاريخ آخر زيارة : 2022/08/25).
23. روطان (فريدة)، البعد الهوياتي للغة الأمازيغية وانعكاساتها على أمن واستقرار الدول المغاربية : دراسة مقارنة بين الجزائر والمغرب، منشور بموقع المركز الديمقراطي العربي للدراسات الإستراتيجية والسياسية والإقتصادية بتاريخ 11 يوليو 2018 (الرابط الإلكتروني : <https://democraticac.de/?p=55152>، تاريخ آخر زيارة : 2022/08 /27).
24. التقرير الأممي الصادر عن اللجنة المنبثقة عن العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية، عقب مناقشة التقرير الدوري السادس للمملكة المغربية حول تنفيذ مقتضيات هذا العهد بجنيف يومي 24 و 25 نونبر 2016.
1. Bengio (Abraham), Les droits culturels en débat : Pour une approche des droits culturels bien tempéré, Site électronique : <https://www.cairn.info/revue-nectart-2016-1-page-50b.htm> (date de visite : 1/8/2022).
 2. Déclaration de Fribourg sur les droits culturels, disponible sur le site de la FIDH, <https://www.fidh.org/IMG/pdf/fr-declaration.pdf> (date de visite : 28 août 2022).

الفصل السادس

الحق في الأمازيغية بين ثقل التاريخ والبحث عن "السلم الثقافي" دراسة في سيرورة الانتقال من "النفى" إلى التضييظ: أنموذج المغرب الراهن والجزائر

د.خالد أوعسو

أستاذ التاريخ بجامعة الحسن الثاني

ملخص

يهدف المقال إلى دراسة تحولات المغرب الراهن من خلال قضايا اللغة والهوية التي ظلت حتى عهد قريب خارج دائرة المطلب المجتمعي لاعتبارات إيديولوجية وتاريخية، الأمر الذي أدى إلى بناء وطنية منقوصة سرعان ما تم تداركها نتيجة الديناميات الجديدة التي أطلقتها الحركة الأمازيغية، موازاة مع اتساع دائرة الاهتمام بحقوق الإنسان، وتنامي البحث في مختلف مجالات العلوم الإنسانية...

لقد كانت حصيلة كل ذلك إعادة النظر في الطابع الأحادي للهوية الوطنية، ومعها طرح المطالب المتعلقة بالحقوق اللغوية والثقافية الأمازيغية على قاعدة التداول السياسي، وهو ما أفضى إلى الانتقال نحو التضييظ من خلال المداخل القانونية والمؤسسية أو ما يرتبط بالسياسات القطاعية. ولأن الأمر يتعلق بهوية شمال إفريقيا كان "طبيعياً" أن تعمد الجزائر بدورها -نتيجة مخاضات الاستقلال ومطالب الديمقراطية - إلى إيجاد تركيبة تعددية لهوية الدولة والمجتمع من خلال الاعتراف بالمكون الأمازيغي.

الكلمات المفتاح: الهوية - الأمازيغية- التضييظ - المغرب - الجزائر

Abstract

This article delves into the current shifts in Morocco, focusing on language and identity issues that have long been overlooked in societal discussions due to ideological and historical reasons. This neglect led to the formation of a somewhat incomplete sense of national identity, swiftly addressed by the new dynamics of the Amazig movement. Simultaneously, there is a growing emphasis introduced by the Amazig movement on human rights and an increased interest in research across various humanities disciplines.

All of this led to reconsidering the monolithic aspect of national identity, bringing ng Amazigh linguistic and cultural rights through political forth demands regardi discussions, ultimately moving towards regulation via legal frameworks, institutions, specific policies. Given its relevance to North African identity, it was only -or sector to -shaped by its independence struggles and calls for democracy - natural for Algeria establish a diverse identity for the state and society by acknowledging the Amazigh .heritage

Algeria -Morocco -Regulation -Amazigh -Keywords: Identity

مقدمة

شكلت منظومة حقوق الإنسان تاريخيا أحد المرجعيات التي نهلت منها العديد من الدول والمؤسسات والمنظمات وكذا الفاعل السياسي، ولعل هذه الأهمية لا تتعلق فقط بالطبيعة الكونية التي تميز الشرعات الدولية، ولكن أيضا بالنظر إلى وجود آليات للحماية تُخول المجتمع الدولي سلطة معنوية فوق وطنية.

وإذا كان السجال الدائر اليوم حول مدى توفر شروط دولة الحق من عدمها داخل الدول المغاربية يطرح على أكثر من صعيد، فالأكيد أن منظومة حقوق الإنسان نفسها يصعب استيعابها خارج دائرة السياقات التي تتحكم فيها وترسم حدودها في الآن ذاته.

تسعى هذه الورقة البحثية إلى التفكير في قضية الهوية والتعدد اللغوي والثقافي بارتباط مع تجربة العدالة الانتقالية وما تلاها من ديناميات مجتمعية أفرزت انتقال المطلب الثقافي الأمازيغي إلى دائرة التضييق La Régulation.

وتحقيقا لهذه الغاية ستم مقارنة الإشكالية الآتية:

هل الإقرار بمشروعية الحقوق اللغوية والثقافية الأمازيغية واحتضانها دستوريا ساهم في تقعيد حقوق الإنسان مغاربيا؟

إن تناول هذه الإشكالية يستدعي طرح العديد من التساؤلات من قبيل:

هل ساهم الاعتراف الدستوري بالتعدد اللغوي بالمغرب في ترسيخ جانب التعددية؟ ما هي رهانات الترسيم الدستوري وحدوده؟

هل يتعلق بالأمر بمنظور للإنصاف أم سياسة استيعابية؟

هل يمكن الحديث عن صك للحقوق اللغوية و"الهوياتية" خارج دائرة الشرعية الدينية ومن ثمة على أسس جديدة تنبني على قيم حقوق الإنسان والمواطنة؟

هل يمكن الحديث عن عقد جديد ينزع إلى إعادة تعريف الهوية المغربية؟

جوابا عن هذه الأسئلة سنعمد بداية إلى تأصيل جانب الحقوق اللغوية والثقافية من خلال المرجعية الدولية لحقوق الإنسان، قبل الانتقال إلى تحليل سياق التحول نحو الاعتراف بهذه الحقوق وما يتعلق بها من رهانات جيوسياسية.

أولا: الحقوق اللغوية والثقافية بين المرجعية الدولية ورهانات تجرية العدالة الانتقالية

1- الحقوق اللغوية والثقافية: التأصيل التاريخي، الامتداد وآليات الحماية

عديدة هي الصكوك الدولية التي جعلت من الحقوق اللغوية والثقافية إطارا للإقرار والحماية اعتبارا لمركزية هذا النوع من الحقوق في السمو بالإنسان، حتى إن هناك من الأنتروبولوجيين من رأى في الصفة الثقافية ميزة بشرية²²². وإذا كان أكيدا أن التعبير القانوني عن هذه الخصوصية الإنسانية تزامن مع التطورات التي شهدتها العلوم الإنسانية، فإن حصيلة ذلك توسيع دائرة الفهم، حيث تم نقل الحقوق اللغوية والثقافية من مجال الالتزام المعنوي للدول إلى دائرة "الإلزام" التدريجي من خلال بروتوكولات اختيارية غايتها تععيد هذه الحقوق ودفع الدول إلى تأمينها عبر آلية التقارير والتوصيات²²³. ومع تنامي الوعي، نزع العديد من الدول إلى التنصيص عليها في تشريعاتها الوطنية وفي تعهداتها الدولية²²⁴. من هذا المنطلق فالمتأمل للقانون الدولي لحقوق الإنسان يلاحظ أن هذا الإقرار يتأسس على عنصرين على قدر كبير من الأهمية: يتعلق الأول بالاعتراف بالذاتيات اللغوية والثقافية، أما الآخر فيتجه إلى حفظ الحق في المشاركة في الحياة الثقافية عبر مختلف التدابير بما في ذلك بلورة سياسات عمومية

²²² Georges Charbonnier, Entretiens avec Claude Lévi- Strauss, plon, paris 1969, p : 182-184.

²²³ كما هو الحال مع لجنة الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية التي ترصد تنفيذ العهد الدولي الخاص بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية لسنة 1966.

²²⁴ كما هو الحال مع ديباجة الدستور المغربي لسنة 1992.

تخدم هذا المنحى²²⁵. وهنا لابد من الإشارة إلى أن هذا الارتقاء بالحقوق الثقافية إلى مستوى الاحتضان القانوني اقتضى تدريجياً رسم الحدود على مستوى المفاهيم، حيث عملت اللجنة المعنية بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية على تحديد مفهوم الثقافة بوصفه مفهومًا فضفاضًا " يشمل عناصر منها أساليب الحياة واللغة، والأدب الشفوي والمكتوب، والموسيقى والأغاني، والاتصال غير الشفوي، والدين أو مجموعات المعتقدات، والطقوس والاحتفالات، والرياضة والألعاب، وأساليب الإنتاج أو التكنولوجيا، والبيئات الطبيعية والاصطناعية، والمأكّل والملبس والمأوى، والفنون والعادات والتقاليد التي بواسطتها يعبر الأفراد ومجموعات الأفراد والمجتمعات عن إنسانيتهم والمعنى الذي يعطونه لوجودهم، ويكوّنون رؤيتهم للعالم التي تمثل مواجعتهم للقوى الخارجية المؤثرة على حياتهم"²²⁶. واضح إذن أن هذا التعريف يتجه إلى توسيع دلالة الثقافة، مع تأكيد الحاجة إلى تجاوز نزعتين في غاية الخطورة: تتعلق الأولى بالزعة العرقية الضيقة التي تتعالى على الواقع المتعدد لصالح أحادية متخيلة، أما الأخرى فلها علاقة بكل خصوصية محلية محدودة الفهم والأفق ضداً على المقاربات الجديدة ذات النفحة الكونية التي تعتبر أن ضياع أي إرث ثقافي هو ضياع للإنسانية جمعاء²²⁷.

إذا كان إعلان 1948 والعهد الخاص بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية لسنة 1966 قد نقلوا الحقوق الثقافية من مستوى التنصيص في صيغته العامة إلى دائرة التفصيل الجزئي عبر التنصيص على حقوق الهوية والتعليم والإنتاج الثقافي، فإن الصعوبات التي تطول احترام هذه الحقوق والوضعيات المختلفة التي صاحبت انجلاء الظاهرة الاستعمارية وبروز دول سيادية لا تتلاءم حدودها السياسية مع الحدود الثقافية، أفضى إلى ظهور صكوك دولية جديدة، كما هو حال إعلان الأمم المتحدة بشأن حماية الأشخاص المنتمين إلى أقليات قومية أو

²²⁵ يمكن الرجوع إلى كتيب دحسن إيد بلقاسم، حول الحقوق اللغوية والثقافية الأمازيغية (عدد الصفحات 53)، مطبعة المعارف الجديدة، 1992.

أيضاً: مجلس حقوق الإنسان الدورة الحادية والثلاثون، تقرير المقررة الخاصة في مجال الحقوق الثقافية، رقم A/HRC/31/59، ص 5.

²²⁶ مجلس حقوق الإنسان الدورة الحادية والثلاثون، تقرير المقررة الخاصة في مجال الحقوق الثقافية، رقم A/HRC/31/59، ص 4.

أنغير بوبكر: "الحقوق اللغوية والثقافية الأمازيغية: الواقع والمعوقات"، الحوار المتمدد (مجلة إلكترونية) <https://www.ahewar.org/debat/show.art.asp?aid=90261>, le 12-09-2022

²²⁷ وهو ما عكسته روح الاتفاقية الخاصة بحماية التراث العالمي والثقافي والطبيعي الذي أقرها المؤتمر العام لمنظمة الأمم المتحدة للتربية والعلم والثقافة بباريس 1972. انظر: <https://whc.unesco.org/archive/convention-arb.pdf>.

إثنية أو أقليات دينية ولغوية (18 ديسمبر 1992)، والذي أكد ضرورة قيام الدول "بحماية وجود الأقليات وهويتها القومية أو الإثنية، والثقافية والدينية واللغوية، وبتهيئة الظروف الكفيلة بتعزيز هذه الهوية" وذلك من خلال "التدابير التشريعية والتدابير الأخرى الملائمة لتحقيق تلك الغايات" مع تأكيد أحقية الأقليات (دينية أو إثنية أو لغوية أو قومية) في التمتع بكافة حقوقهم بكل حرية إلى جانب المشاركة في الحياة الثقافية والدينية والاجتماعية والاقتصادية والعامة مشاركة فعلية، وإلى جانب ذلك تم الإقرار بالحاجة إلى موازاة التمتع بهذه الحقوق بتملك حقوق لصيقة بها من قبيل الحق في التنظيم والمساهمة في بلورة السياسات العمومية²²⁸.

عموما شكلت المرجعية الدولية لحقوق الإنسان إطارا مؤسسا لحفظ الحقوق اللغوية والثقافية سيما أن سياق ما بعد الحرب العالمية الثانية واستقلال الدول المستعمرة أفرز واقعا ثقافيا أكثر تعقيدا. فمن جهة تم تشتيت العديد من المجموعات الثقافية على أكثر من دولة مما طرح إشكالية الأقلية والأغلبية، ومن جهة أخرى أفرز الانتقال نحو دولة المؤسسات بالنسبة إلى الدول حديثة العهد بالاستقلال سياقاً تاريخياً ومؤسسياً جديداً، ذلك أن أغلب الدول بنت قوانينها على نفحات إيديولوجية رافقت حماس الاستقلال، الأمر الذي لم يسمح بالانتباه موضوعياً إلى واقع المجتمع السوسيوثقافي، خاصة مع اتجاه مؤسسات التنشئة ذات الطابع الوطني إلى تجسيد الخيارات الرسمية في مجال السياسة الثقافية.

إن هذا الإطار الجديد جعل ثنائية الأغلبية / الأقلية مثار تجاذبات وتدافعات إيديولوجية وسياسية وحقوقية خاصة مع وجود سياق أكثر تعقيدا كما هو حال المغرب والجزائر، الأمر الذي رتب بروز "مفهوم الشعوب الأصلية" ضمن المرجعيات الدولية لحقوق الإنسان²²⁹، وهو مفهوم أسس قناعاته على اعتبار أن القوانين والقيم والعادات وأفاق الشعوب الأصلية داخل العديد من البلدان قد تآكلت لاعتبارات متعددة ما يستدعي النظر إليها بوصفها شعوبا ذات أحقية لارتباطها تاريخيا وثقافيا بالأرض. إن هذا الوعي الجديد وإن كان يجد سنده داخل المنظومة الدولية لحقوق الإنسان كما هو الشأن مع إعلان الأمم المتحدة الخاص بالقضاء على جميع أشكال التمييز العنصري، 20 نوفمبر 1963 والإعلان العالمي لحقوق الطفل 20 نوفمبر 1959 - اتفاقية الأمم المتحدة لحقوق الطفل 20 نوفمبر 1989 وإعلان اليونسكو العالمي حول

²²⁸ أنغبر بوبكر، م.س.

²²⁹ كما هو الحال بالنسبة للاتفاقية رقم 169 بشأن الشعوب الأصلية والقبلية في البلدان المستقلة الصادرة عن منظمة

العمل الدولية في يونيو 1989. لتفاصيل أكثر: <http://hrlibrary.umn.edu/arab/b063.html>

التنوع الثقافي وكذا الميثاق الأفريقي لحقوق الإنسان والشعوب وغير ذلك، فإنه مع ذلك وجب تأكيد الحاجة إلى تأويل دلالة الأقلية في الحالة المغربية، حيث لا يتعلق الأمر بأقلية عددية بل بمنظومة لغوية وثقافية تحضر أقلية داخل الفضاء الثقافي والسياسي.

مهما يكن وعلى الرغم من مركزية الحقوق اللغوية والثقافية وجوهريّة الدولة في حماية هذه الحقوق، فإن غياب اتفاقية دولية حول الجرائم الثقافية شكل عائقا في وجه مراقبة التزامات الدول بتعهداتها.

2. تجربة هيئة الإنصاف والمصالحة: خصوصية مغربية من أجل تعاقد جديد

إلى جانب المرجعية الدولية لحقوق الإنسان، شكلت التجربة المغربية فيما يخص العدالة الانتقالية إطارا مؤسسا لحركية المطالب الساعية إلى الاعتراف بالمكون الأمازيغي، ومعلوم أن تجربة الهيئة لم تخرج من العدم، بل هي نتاج تراكم لمسلسل ضمني وعلني أخذ طابعا مؤسسيا مع هيئة التحكيم المستقلة ثم مع هيئة الإنصاف والمصالحة الذي حدد المشرع نطاق اختصاصها²³⁰.

وبغض النظر عن مجال الاختصاص والسياق الذي أفرز الاتجاه نحو التسوية غير القضائية لملف الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان، فالأكيد أن عمل الهيئة شكل حدثا ذا قيمة على الأقل من ثلاث زوايا:

أولا: تمكين الضحايا من التعويض المادي، إضافة إلى حل بعض القضايا التي لها علاقة بالتأهيل الصحي والتسوية الإدارية وجبر الضرر الفردي ثم الجماعي.

ثانيا: أهمية التوصيات الصادرة في بناء دولة الحق والقانون.

ثالثا: وجود سياق مواكب ومواز لتجربة الهيئة، حيث تطور الإنتاج الفكري والأدبي خاصة من الضحايا الذين عمدوا إلى سرد الأحداث والوقوف على طبيعة الانتهاكات، إلى جانب تجربة البوح التي عمدت الهيئة إلى ترتيبها من خلال جلسات الاستماع العمومي²³¹.

من هذا المنطلق وجب النظر إلى التجربة المغربية ضمن مستويين: مستوى أول يتعلق بالإطار القانوني والمؤسسي وحضور الإرادة السياسية إذا ما تم الأخذ بعين الاعتبار حصيلة العمل بالعلاقة مع الضحايا فيما يخص مجال الاختصاص الآتي للهيئة. أما المستوى الآخر والمرتبط بالإصلاحات المتضمنة على مستوى التوصيات وبناء علاقة جديدة بين الدولة

²³⁰ النظام الأساسي للهيئة، الجريدة الرسمية عدد 5203 بتاريخ 12 أبريل 2004.

²³¹ هيئة الإنصاف والمصالحة، التقرير الختامي لهيئة الإنصاف والمصالحة (خاصة الكتاب الأول)، 2006. للاطلاع:

https://www.cndh.org.ma/sites/default/files/ier_1_ar.pdf

والمجتمع، فالموضوعي أن الأمر يحتاج إلى قراءة تعتمد الزمن المتوسط من خلال عناصر ترصد جانب التحول والثبات من قبيل: مؤشرات الثقة والسياسات العمومية ودرجة الانخراط السياسي والمؤسسي...، إلى جانب مؤشرات قيمية متعلقة بالاعتزاز بالهوية والتسامح والتعددية والاختلاف ومساحات التعبير....

ما يهمننا من خلال رصد تجربة هيئة الإنصاف والمصالحة هو جانب الأثر الذي تركته بالعلاقة مع قضايا الحقوق اللغوية والثقافية الأمازيغية، فتمكين الضحايا من سرد معاناتهم بالأمازيغية في جلسات علنية والدفع في اتجاه جبر الضرر الجماعي للعديد من المناطق "الأمازيغية" فيه إقرار بتمفصل الحقوق الاقتصادية والثقافية، ومن ثمة فإن الدعوة إلى الاعتراف بالأمازيغية دستوريا، يؤكد التلازم القائم بين التمتع بهذا الحق وتحقيق المواطنة الحقة.

عموما شكلت تجربة الهيئة ووجود مرجعية دولية في مجال الحقوق اللغوية والثقافية إلى جانب وجود حركة اجتماعية ضاغطة ومحيط دولي مساعد عناصر دافعة في اتجاه الاعتراف بالحقوق اللغوية والثقافية الأمازيغية.

ثانيا: دولة الاستقلال بين إرث التاريخ ومشروعية القطيعة: أنموذج المغرب

1. في محددات الميلاذ:

ترجع العديد من الدراسات عدم نجاح المغرب المستقل في تأمين جانب التعددية اللغوية والثقافية داخل ترسانته القانونية إلى وجود إرث إيديولوجي تعلق أساسا بطبيعة الأنموذج السياسي للوطنية المغربية الذي رافق صدور ظهير 16 ماي 1930 وميلاد الحركة الوطنية، والذي رسم هوية المغرب ضمن ثنائية العروبة والإسلام، الأمر الذي جعل كل السياسات العمومية ترى في تجسيد هذا الأنموذج أولوية على حساب المطلب الديمقراطي²³².

لقد كان أحد تجليات إخفاق الأنموذج السياسي للهوية الوطنية البروز التدريجي لخطاب هوياتي مضاد، استلهم مشروعيتها من واقع سوسيوثقافي يوجد خارج حسابات الحركة

²³² El khatir Aboulkacem, Nationalisme et élaboration du postulat identitaire de la nation au Maroc, Publication de l'IRCAM, N°91, 2022, P225-326.

الوطنية، الشيء الذي ترتب عليه -نتيجة تراكم شروط ذاتية وموضوعية- ميلاد حركة اجتماعية سميت داخل الأدبيات الفكرية والسياسية «الحركة الأمازيغية»²³³.

في الحالة المغربية، يقصد بالحركة الأمازيغية كل الديناميات الحاملة لمشروع هوياتي بديل لما تم ترسيمه غداة الاستقلال وتشمل العديد من الجمعيات، إلى جانب فعاليات مستقلة، وكذا تنظييمات "عرفية" تتمركز أساسا بالجامعات، والقاسم المشترك بين كل التعبيرات هو الدفاع عن الأمازيغية لغة وثقافة وهوية وحضارة والمطالبة بالاعتراف بها وإدماجها في الحياة العامة استنادا على مرجعية كونية أفقها بناء دولة الحق والقانون²³⁴.

إن ما وجب تأكيده في هذا المقام هو أن المطالب الهوياتية الأمازيغية - شأنها شأن أي فعل مطلبية احتجاجي- شكلت موضوع "أطر نظرية" حاولت فهم المحددات المفسرة لنشأة الفعل الأمازيغي بالمغرب؛ وذلك في صيغة أعمال أكاديمية تراوحت بين اعتماد المنظور التاريخي إلى اعتماد المقاربة الأنثروبولوجية والسوسيوسياسية وغيرها من المقاربات المختلفة المفسرة للحركات الاجتماعية²³⁵.

مهما يكن، فالأساس أن الفعل الأمازيغي هو نتاج كل هذه العناصر المركبة والتي تجد سندها في عنصرين في غاية الأهمية:

- وجود خصوصية: بين أن الثقافة المغربية ليست أحادية بل متعددة، وهو تعدد يمكن لمسه بكل بساطة من خلال مختلف جوانب الإنتاج الثقافي: سواء تعلق الأمر باللغة الأمازيغية التي مازالت حاضرة على مستوى الأغاني والكتابة والتواصل اليومي... أو بالإنتاج المادي حيث كل

²³³ لتفاصيل أكثر: -الحسين بوبعقوبي، المسألة الأمازيغية في المغرب والجزائر الجذور والرهانات خلال قرنين ونيف -XX- XIX، مطبعة أمستين، الرباط، 2019، ص: 51-76.

- Fadma Ait Mous : « Le réseau associatif amazigh : émergence et diffusion », In Usage de l'identité Amazighe au Maroc, Casa, 2006, P132-157.

²³⁴ مصطفى عنتر، المسألة الأمازيغية بالمغرب قراءة في مسار التحول من الثقافي إلى السياسي، مطبعة دار القرويين، الدار البيضاء، 2007، ص 13-34.

²³⁵ على سبيل المثال:

-Aboulkacem El khatir, Nationalisme et construction culturelle de la nation au Maroc: processus et réactions, Doctorat EHSS Paris, 2005.

-Mustapha -El Qadery, L'Etat nation et les berbères, le cas du Maroc, mythe colonial et négation national , Doctorat, Montpellier, 1995.

- Terhi Lehtinen, Nation a la marge de l'Etat. la construction identitaire du mouvement culturel Amazigh dans l'espace national Marocain et au-delà des frontières étatiques, Doctorat, EHSS Paris, 2003.

المظاهر الإبداعية التي تعبر عن هذه الخصوصية الثقافية من صناعة تقليدية ومظاهر اللباس والمعمار وغير ذلك، أو بالنظم الاجتماعية حيث تحتفظ مناطق مغربية بأعرافها المحلية في تدبير النزاعات وأمور الرعي والري...²³⁶. إن هذا الواقع السوسيو-ثقافي دفع الحركة الأمازيغية، خاصة مع تنامي الدراسات الأكاديمية إلى كشف العديد من الجوانب المجهولة داخل الحضارة المغربية والتي تم تغييرها لاعتبارات إيديولوجية لها علاقة بهيمنة منظورات الحركة الوطنية للتاريخ وللذاكرة وللتراث، ومن ثمة للأفق الحضاري للمغرب.

- وجود مطلب اجتماعي: لا يتعلق الأمر هنا بالإقرار بوجود خصوصية ثقافية وهوياتية، وإنما بوجود انتظارات مجتمعية، خاصة في المناطق التي مازالت محافظة على إرثها الأمازيغي. تظهر هذا الطلب الاجتماعي من خلال خلق العديد من الجمعيات الثقافية والتنموية الحاملة لأسماء أمازيغية وبروز الأعمال الفنية والإنتاجات الفكرية، بل حتى مقاولات للإنتاج السمعي البصري خاصة بالمدن الكبرى²³⁷، ولأن هذا الوضع لا ينفصل عن ترسبات تاريخية وسياسية ارتبطت أساسا بالعلاقة القائمة بين التهميش الاقتصادي والاجتماعي والإقصاء الثقافي، فقد برز العديد من المطالب التي أخذت على عاتقها إعادة الاعتبار للمنتج المحلي وكذا الخصوصية الثقافية قبل أن يتم الانتقال مع تطور العمل الجمعي إلى بلورة مطالب بداية التسعينيات (1991) من القرن الماضي. وهنا وجب تأكيد أن مطلب الاعتراف الدستوري بالأمازيغية وإدماجها في الحياة العامة، مع ما يستدعي ذلك من إعادة كتابة التاريخ باعتباره حقلا للبناء الرمزي لأرض المغرب تحول إلى مطلب مركزي إلى درجة لا يخلو أي تنسيق أو اجتماع وطني أو دولي من تأكيد ملحاحية دسترة الأمازيغية بوصفها لغة رسمية²³⁸.

2. خطى على درب مغربة الهوية: من النفى إلى الاعتراف

المعلوم أن ظهور الحركة الأمازيغية يسائل أنموذج الهوية المعترف به في مقابل المطالب به، لذلك ليس غريبا أن تنزع الحركة في بدايتها إلى الدفاع عن الثقافة الشعبية في مقابل الثقافة الوطنية. فإذا كانت هذه الأخيرة تندرج ضمن الإنتاج العالم المتسم بالتقعيد والجائز على كل مقومات الاعتراف والحماية، فإن الثقافة الشعبية تتسم بحيويتها وارتباطها بالمعيش، لذلك تم

²³⁶ أحمد عصيد، سياسة تدبير الشأن الأمازيغي بالمغرب بين التعاقد السياسي وسياسة الاستيعاب، منشورات المرصد الأمازيغي للحقوق والحريات، الرباط، ص 7-11. أيضا:

²³⁷ أحمد الدغرني، العمل الجمعي الأمازيغي بالمغرب، مطبعة أمبريال، الرباط، 1998، ص 34-50 أيضا:

-Aboukacem El Khatir: « Action collective et production culturelle : le cas de la néo-culture amazighe au Maroc », In Action collective en milieux amazighes,) Rabat : Publication de l'IRCAM, Série Etudes N° 27), P 53-72.

²³⁸ مصطفى عنتر، ص 13-26.

الالتفات إليها، ليس بوصفها منتجا وجب الاهتمام به ولكن باعتبارها تعكس "حقيقة" الهوية المغربية²³⁹. بهذا المعنى فالثقافة الشعبية ليست مرادفة لكل ما هو عامي محدود التطور، بل هي تجسيد للهامشي والمهمش الذي خضع لقصدية الإبعاد، وعليه اتجهت الحركة الأمازيغية بداية إلى تجميع الإنتاج الثقافي الأمازيغي وفتح أورش للتفكير في إشكالات اللغة، وكذا التعريف برموز التاريخ المغربي؛ وذلك قبل الانتقال إلى نقد التاريخ الرسمي، والغاية طبعاً إبراز مركزية الدولة في إضفاء الطابع الوطني على ثقافة وإقصاء أخرى. إن اتجاه الحركة إلى تأكيد استيفاء الأمازيغية لكل مقومات اللغة، هو اعتراف بالحاجة إلى إعادة النظر في المسوغات التي أقصت الأمازيغية وحصرت الهوية المغربية في بعدها العربي الإسلامي. كما أن اتجاه بعض أطر الحركة إلى النبش في التاريخ، وكذا إيجاد سند شرعي وواقعي لمطلب الإقرار بالبعد الأمازيغي²⁴⁰، تكريس لدور النخب الجديدة في هدم الكثير من اليقينيّات التي اختزلت المغرب وتاريخه في مرحلة ما سمي "الفتح الإسلامي"، الأمر الذي جعل مجالات اللغة والتاريخ والقانون إحدى حلقات الصراع العاكسة للجدل بخصوص الهوية.

وإذا نحن استحضرنّا تجربة الحركة الأمازيغية، فالثابت أنها لجأت إلى اعتماد كل آليات الضغط من عرائض وتظاهرات وفتح قنوات الحوار، إلى جانب تأمين حضورها في المجال العام من خلال الارتباط برموز. من هذا المنطلق، اتجهت الحركة إلى تأمين حضور العلم الأمازيغي في مختلف أنشطتها، إلى جانب حمل أسماء حركية داخل مختلف الأنشطة الوطنية والدولية، تعبيرا عن هوية الانتماء.

وبالموازاة مع ما سبق، شكلت الكتابة بتيفيناغ (الحرف الأمازيغي) أحد وسائط التعبير التي تحمل في ذاتها بعدا مطلبيا. على هذا الأساس تحول التواصل باللغة الأمازيغية والكتابة بها إلى إحدى الآليات الفعالة في الحفاظ على دينامية الهوية وتحقيق الإحساس بوحدة الانتماء²⁴¹.

239 Hassan Rachik : «Construction de l'identité amazighe», in Usages de l'identité amazighe au Maroc (Hassan Rachik (Ed), 1^{er} Ed (Najah El Jadida, Casablanca, 2006, P 27-33.

²⁴⁰ على سبيل المثال:

- أحمد عصيد، الأمازيغية في خطاب الإسلام السياسي، منشورات الجمعية المغربية للبحث والتبادل الثقافي، الرباط، 1998.

- علي صدقي أزايكو، تاريخ المغرب أو التأويلات الممكنة، مركز طارق بن زياد 2003.

- علي صدقي أزايكو، الإسلام والأمازيغ البدايات الأولى لدخول الأمازيغ في المجال الإسلامي، منشورات الهوية 2002.

²⁴¹ Khalid Ouassou, Le mouvement amazigh entre contestation et régulation, Doctorat, FSJES, Casablanca, 2021, P 94-101.

إن مختلف الديناميات التي تم التعبير عنها بوصفها تمظهرات للهوية في الفضاء العام سترافقها دينامية تنظيمية وأدبية مالت الحركة إلى مراكمتها، حيث ستظهر علنا تنظيمات طلابية وجمعيات نسائية وتنموية وأكاديمية وأخرى خاصة بمغاربة العالم²⁴²، وبموازاة ذلك سيتم بناء سيرورات ترافعية فوق وطنية تشمل منطقة شمال إفريقيا والساحل بغرض تأكيد الأسس التاريخية والحضارية للهوية الأمازيغية، وهو ما تجلى فعليا مع ميثاق أكادير. وفي هذا السياق، وجب التنصيص على رمزية هذا الميثاق لجملة اعتبارات: أولا كونه شكل أول أرضية مطلبية توافقت عليها كل مكونات الحركة الشيء الذي جعله لحظة تدشين من الناحية الأدبية والسياسية لمشروع هوياتي قيد التشكل يؤسس منطلقاته على نقد الهوية الرسمية، ثانيا كونه يجسد لحظة انتقال وتعيين للخطاب الأمازيغي على الأقل من حيث الانتقال من استعمال اصطلاح الثقافة الشعبية في الإشارة إلى المكون الثقافي الأمازيغي، إلى الحديث بلغة مباشرة عن الثقافة والهوية الأمازيغيتين، وأخيرا لكون الميثاق يرسم الحدود بين الحلفاء وغيرهم²⁴³. ومع تنامي الحضور التنظيمي والإعلامي والأكاديمي للحركة اتجهت صراحة إلى مطالبة الملك إبان التعديلات الدستورية لسنة 1996 بالإقرار بالمكون الأمازيغي إلى جانب المكونات الأخرى باعتبارها أبعادا للهوية المغربية مع المطالبة بترسيم اللغة الأمازيغية في الدستور، وهو المطلب الذي تم تأكيده من خلال بيان الاعتراف بأمازيغية المغرب الذي وُقِع من قبل مختلف المنظمات والعديد من الفعاليات الفردية، والذي شكل نقله نوعية في بناء خطاب هوياتي مضاد، بالنظر إلى حجمه وإلى مضمونه الذي لامس السياق التاريخي والاجتماعي والثقافي والسياسي والاقتصادي الذي ساهم في إقصاء الأمازيغية بعد الاستقلال، الأمر الذي أفضى إلى بناء ذهنية تنزع إلى تحقير كل ما هو خصوصي ومحلي، ومن ثمة دفع محرري البيان إلى الاتجاه رأسا إلى المطالبة بترسيم الأمازيغية في الدستور مع توفير شروط إدماجها داخل الفضاء السياسي

²⁴² أحمد الدغرني، العمل الجمعي...، ص33-56.

²⁴³ نص الميثاق يوجد على هذا الرابط :

-http://www.axl.cefanelulaval.ca/afrique/maroc-charte_agadir-1991.htm

لتفاصيل أكثر:

-Aboukacem El Khatir : « Aux origines de la politisation de l'action culturelle amazighe au Maroc », Asinag, N° 8, 2013, P61-62.

- Hassan Rachik : « Construction.. », op.cit, P46-49.

هنا نستعير مقاربة آلان تورين الذي اعتبر أن أية حركة تنزع إلى رسم هويتها بما يسمح بتحديد الحلفاء والأعداء. انظر:

A. Touraine : La production de la société, Paris, le Seuil, 1973, P 347- 360.

والمؤسسي، وهو ما تم تحقيقه تدريجيا من خلال تقويض الهوية الأحادية للدولة لصالح هوية تتسم بالتعدد مع دستور 2011²⁴⁴.

3. ثالثا: من الاحتجاج إلى التضييظ

الحركة الأمازيغية في مسيرة تطورها بلورت مجموعة مطالب، القاسم المشترك بينها هورد اعتبار الأمازيغية لغة، ثقافة وحضارة. وتحقيقا لهذه الغاية عمدت إلى استثمار الإمكانات التي يزخر بها المحيطان الداخلي والخارجي موازاة مع تطوير جانب الإنتاج الثقافي²⁴⁵ دون إغفال استثمار الوسائل التي يتيحها التطور التقني²⁴⁶، وقد مكنت مختلف أشكال الفعل الجماعي من الاتجاه رأسا نحو التفاعل مع هذه الدينامية الجديدة عبر تضييظ المطالب الهوياتية.

يقصد بالتضييظ مجموع الآليات والعمليات الإجرائية الهادفة إلى التنظيم والتوجيه حفاظا على التماسك الاجتماعي²⁴⁷. بالنسبة إلى "شوفالييه" يصعب الحديث عن التضييظ دون الإحالة على الدولة على الأقل من حيث دورها في حفظ هوية الجماعة (الوظيفة الرمزية)، إلى جانب الحفاظ على النظام الاجتماعي (وظيفة الهيمنة)²⁴⁸. في السياق نفسه يرى "ماي" أن اتجاه الدولة الحديثة نحو التضييظ يجد أسسه في التوفيق بين استراتيجيات تكون أحيانا متصارعة، لذلك تبرز الدولة مت دخلا مركزيا بما تملكه من سلطات الإكراه، ومن إمكانات مؤسسية لتصريف منظورها إلى الهوية²⁴⁹. من هذا المنطلق فالتضييظ وسيلة لتقوية المشروعية وبذلك

²⁴⁴ Khalid Ouassou, Le mouvement, op.cit, P118-126. - Hassan Rachik « Construction ... », op.cit, p: 49-60.

²⁴⁵ لتفاصيل أكثر:

- Aboukacem El Khatir: « Action collective... », P 53-72.

A.Lakhsassi « Amazighité et production culturelle », in Usages de l'identité amazighe au Maroc, op.cit, P93-128.

²⁴⁶ الحسين بويقوي، المسألة..م.س، ص136-138. أيضا:

Lehtinen Terhi, Nation..., P 278-282 -

²⁴⁷ Iconzi, C. Gendron (Sous La Direction De): La Régulation Sociale : Un Concept Au Centre Du Débat Récurrent Sur La Place Relative De L'acteur Et Du Système Dans L'organisation Des Rapports Humains En Société (Montréal: Bibliothèque Nationale Du Québec, Les Cahiers De La Chaire –Collection Recherche, 2005), P 9, 48-49.

²⁴⁸ Jacques Chevalier, « L'Etat Régulateur », Revue Française D'administration Publique, N° 111(3/2004), P 473-474.

²⁴⁹ Michel Miaille, « La Régulation Et Le Pouvoir Politique »,

In https://www.lcps.cat/archivos/workingpapers/WP_I_31.Pdf?Noga=1.

يمكن اعتباره من زاوية الزمن أحد مداخل التحديث على الأقل من منظور إعادة اختراق التمثلات السابقة للذات وبناء أخرى محينة تتلاءم مع الممتلك الرمزي الجديد الذي يتم تشكيله ليمنح الجماعة هوية جديدة.

1- الحالة المغربية :

بغرض استيعاب سيرورة الهدم والبناء في الهوية الوطنية سيتم الوقوف عند أشكال التضييق التي حملت الأمازيغية إلى دائرة الهوية الرسمية بعد سنوات من التجاهل.

1-1- الحقل المؤسسي: شكل خلق مؤسسة تعنى بقضايا اللغة والثقافة الأمازيغيتين أحد المطالب التي صدحت بها الحركة الأمازيغية منذ أول أرضية مطلبية (ميثاق أكادير)، وقد زاد من ملحاحية المطلب قرار تدريس الأمازيغية لهجات سنة 1994 وما رافقه من إخفاق بسبب غياب بنية مؤسسية لحل مشاكل إدماج اللغة داخل المنظومة التربوية، وهو ما حول مطلب الاحتضان المؤسسي إلى مطلب مركزي على الأقل لاعتبارين: أولاً خلق رجة ذهنية داخل المجتمع من خلال مأسسة مكون جوهر في الهوية الوطنية، أخيراً إنجاح مشروع المأسسة عبر الإدماج التدريجي والمحدود للأمازيغية داخل المدرسة لمركزية المنظومة التربوية في التنشئة الاجتماعية. إن هذين الاعتبارين ستم ترجمتهما عملياً مع إحداث مؤسسة المعهد الملكي للثقافة الأمازيغية سنة 2003 الذي اشتغل أساساً على ورش تدريس الأمازيغية على الرغم من مختلف الإكراهات التي لها علاقة أساساً بغياب وضوح في مآل إدماج الأمازيغية وحدوده إلى جانب وجود متدخلين متعددين، دون إغفال غياب حماية دستورية إلى غاية 2011²⁵⁰، لكن بصرف النظر عن مختلف هذه الصعوبات فقد نجحت الحركة الأمازيغية على الأقل في الانتقال من تدريس الأمازيغية بوصفها لهجات إلى تدريسها لغة معيارية.

2-1- مجال الحماية الدستورية: من المعلوم أن الدستور بوصفه قمة الهرم القانوني شكل على الدوام مجال صراع بين مختلف الفرقاء، لذلك عمدت الحركة الأمازيغية، شأنها شأن العديد من الحركات الاحتجاجية، إلى الدفع في اتجاه تأمين موقع للأمازيغية ضمن تشكيلات الهوية المغربية، سيما أن حصيلة سنوات من الاستقلال ساهمت في تراجع كبير للناطقين بالأمازيغية وبخاصة لدى الجيل الجديد. إن ملحاحية المطلب الدستوري دفعت الحركة

²⁵⁰ بخصوص تجربة تدريس الأمازيغية وحدودها. انظر:

عبد السلام خلفي، سؤال الأمازيغية بالمغرب من الإقصاء إلى الترسيم، منشورات المعهد الملكي للثقافة الأمازيغية، سلسلة دراسات وأبحاث رقم 65، دار أبي رقراق للطباعة والنشر، الرباط، 2018، ص 100-130.

الأمازيغية إلى اعتباره المدخل الأساس لتصحيح الخلل الذي صاحب ميلاد الدولة الحديثة بالمغرب، لذلك لم تتوان في تضمينه في كل مطالها، كما لم تتخلف عن أية إشارة للترافع عن مطلب دسترة ترسيم الأمازيغية مكوناً للهوية الوطنية إسوة بالعربية²⁵¹. وقد زكى من هذا الطرح ضعف أداء مؤسسة المعهد الملكي للثقافة الأمازيغية فيما يخص محدودية تدريس اللغة ونقلها من جدران المعهد إلى الفضاء العام، إلى جانب غياب سياسات قطاعية بالنظر إلى انعدام الحماية الدستورية. إن هذا الوضع الذي عُمِّرَ أكثر من خمسة عقود مرت على أول دستور بعد الاستقلال سرعان ما تم تجاوزه سنة 2011 من خلال ترسيم اللغة الأمازيغية. وعلى الرغم من النقاش الدستوري والسياسي الذي رافق دستور 2011 فيما يتعلق بتضمينه المساواة من عدمها بين اللغتين الرسميتين: العربية والأمازيغية²⁵²، فالأكيد أن المصادقة على القانون التنظيمي الخاص بالطابع الرسمي للأمازيغية²⁵³ جسد لحظة فارقة في مسير البناء الهوياتي بالمغرب بموجبه تم الانتقال من سؤال لماذا الأمازيغية إلى سؤال كيف وبأية طريقة سيتم الإدماج.

3-1- السياسات العمومية القطاعية : شكلت السياسات القطاعية أحد المداخل فيما يخص اختيارات الهوية سيما في ظل الأنظمة الهجينة، حيث تبرز بجلاء عوائق الانتقال نحو دولة الحق والقانون²⁵⁴. من هذا المنطلق شكل كل من قطاعات التعليم والإعلام والعدل والجماعات المحلية مجالات للترافع بغرض تأمين حضور بصري وعملي للأمازيغية داخل الفضاء العام، وهو ما بدأ يظهر جليا داخل المدن منذ بداية التسعينيات حيث أضحت بعض المؤسسات التجارية تعتمد إلى كتابة أسمائها بالحرف الأمازيغي تيفناغ. لكن المعارك الحقيقية

²⁵¹ يمكن في هذا الإطار الإشارة إلى كون ميثاق أكادير طالب بدسترة الأمازيغية لغة وطنية. ومع تعديلات دستور 1996 صاغت الحركة الجمعوية الأمازيغية مذكرة مطالب للديوان الملكي لاعتبار الأمازيغية لغة رسمية. انظر: -الجمعية المغربية للبحث والتبادل الثقافي، 30 سنة من العمل الثقافي الأمازيغي، مطبعة أمبريال، الرباط، 1997، ص:123-124.

²⁵² لتفاصيل أكثر. انظر:

- Ahmed Boukous : « L'officialisation De L'amazighe Enjeux Et Stratégies », Asinag Revue De L'ircam, N° 8, 2013, P16-19.

²⁵³ تمت المصادقة على القانون التنظيمي الذي ينص عليه دستور 2011 بعد ثمان سنوات، الأمر الذي يدل على أن سؤال الهوية يتعدى الجانب التقني القانوني ليلامس البعد السياسي. بخصوص القانون التنظيمي يمكن الرجوع إلى : <http://bdj.mmsp.gov.ma/Ar/Document/10396-Loi-organique-n-26-16-promulgu%C3%A9-par-le-dahir-n.aspx?KeyPath=594/596/595/10396>

²⁵⁴ عبد الله ساعف: "اضطرابات الدولة حول العلاقة بين الدولة البنوية والدولة المتغيرة" ترجمة ادريس لعقيل في بيبير سلامة وآخرون "جدلية الدولة والمجتمع بالمغرب"، افريقيا الشرق، الدار البيضاء 1992، ص262.

ستبرز جليا بالعلاقة مع القطاعات السابقة بوصفها قطاعات استراتيجية تؤثر على وجود تقدم أو على عدمه في مجال الحقوق اللغوية والثقافية الأمازيغية؛ لذلك لم تكتف الحركة الأمازيغية بالترافع اتجاه هذه القطاعات، بل عمدت إلى إصدار تقارير سنوية والترافع الدولي إلى جانب سلك المساطر القضائية²⁵⁵. وبعد ترسيم الأمازيغية في الدستور وصدور القانون التنظيمي أمست السياسات العمومية القطاعية مثار تقييم وبالتالي مجال شد وجذب بين الحركة الأمازيغية والقطاعات المعنية بتصريف مضامين القانون التنظيمي وتفعيله²⁵⁶، الشيء الذي نقل النقاش العمومي من المطالبة بالحماية القانونية إلى السجال بخصوص توفر الإرادة السياسية أو غيابها.

مهما يكن كان لانتقال المغرب من دائرة الهوية الأحادية إلى دائرة الهوية المتعددة تأثيره الإيجابي على الأقل من حيث إطلاق دينامية جديدة تهتم هذه المرة قضايا ترسبت في الممارسة المغربية من مثل: العلاقة بين القانون والمجتمع، ففي الوقت الذي تبدوا النصوص القانونية أكثر جرأة في التعاطي مع قضايا من صميم البناء الديمقراطي، تبرز جليا ممانعات من قبل المجتمع أو المؤسسات، الشيء الذي يسائل موقع النصوص بين الإلزام والالتزام، سيما وأن الأمر له علاقة بمسلسل طويل من المصالحة مع الذات. وهنا لا بد من تأكيد أن هذا المسير الجديد بقدر ما يعطي صورة عن حجم التحولات التي بدأت تنخر الأسس التي تم اعتمادها في تشكيل الهوية الوطنية إبان الاستقلال، بقدر ما تدعو إلى الاستفسار عن موقع الثنائية السابقة (الإسلام والعروبة) في تأمين الأسس التاريخية لشرعية السلطة²⁵⁷ مع ما يصاحب كل ذلك من تساؤلات بخصوص الرهانات الحضارية للمغرب بين العروبة والتمزيغ.

255 يمكن في هذا الإطار الإشارة إلى تقارير المنظمات الأمازيغية بخصوص وضعية الحقوق اللغوية والثقافية مثال ذلك تقرير الشبكة الأمازيغية من أجل المواطنة لسنة 2015 و 2019 على الروابط التالية:

<https://azulpress.ma/?p=313034> <https://www.hespress.com/tamazight/436555.html>

256 محمد الراجي: "حصيلة مُحِبطة" ترافق تفعيل الطابع الرسمي للغة الأمازيغية بالمغرب " هسبريس 30/12/2019. يمكن الاطلاع عليه على الرابط الآتية:

<https://www.hespress.com/tamazight/454701.html>

257 مع التأكيد في هذا الصدد ان إعلان الأصول المشرقية للدول التي تعاقبت على المغرب كانت جزءا من تأسيس المشروعية ومن ثمة المطالبة بأحقية السلطة. لتفاصيل أكثر انظر:

- ج. كرانكوم: "التعريب وشرعنة الأنظمة المغاربية"، المجلة المغربية لعلم الاجتماع السياسي، السنة الأولى، العدد 1، خريف 1987، ص 97-117.

-Amraoui Abdelkader, Le Champ Linguistique Au Maroc Esquisse D'une Politique Publique 1956-2006, DESA, FSJES, Settat, 2007, P 37-46.

2- الحالة الجزائرية :

إن المتتبع للوضع في الجزائر لابد أن يستخلص وجود تقاطعات مع المغرب على الأقل في مسير الصراع من أجل الاعتراف بالأمازيغية، وهو وضع تتقاطع فيه جوانب الاشتراك مع التمايز. فإذا كانت الأمازيغية مغربيا حافظت على امتدادها الوطني، فإن الجزائر "نجحت" في جعل المطلب يتسم بالكثافة كما وكيفا على مستوى منطقة "القبائل"، الأمر الذي جعل كل المبادرات الداعمة إلى الاعتراف بالحقوق اللغوية والثقافية الأمازيغية تنطلق من شرق البلاد، حيث شكل الاستعمار- كما هو الحال بالنسبة إلى المغرب- سياقاً مؤسساً للوعي الهوياتي في جانبه الحسي قبل أن يتطور إلى وعي مؤطر ومهيكل بعد ذلك. في هذا الإطار شكل الصراع بين "مصالي الحاج" و"عمار إيماش" داخل منظمة "نجمة شمال إفريقيا" نهاية العشرينيات من القرن الماضي لحضبة بروز جنيني لتيار "وطني" دافع عن ضرورة "استمرارية" الهياكل التنظيمية التقليدية (العروش...) بوصفها إطاراً لتنظيم استمرارية جانب المواجهة مع المستعمر. وعلى الرغم من ظرفية الثلاثينيات التي كانت في صالح النزعات السلفية والقومية بفعل التأويل الذي طال ظهير 16 ماي 1930 بالمغرب وكذا مع تأسيس "اللجنة المستقلة للعبادة" بالمدن الكبرى بالجزائر، فإن ضمور المطلب الأمازيغي كان فقط لحظياً إذ سرعان ما خرج إلى العلن سنة 1949 إبان ما عرف بـ"الأزمة البربرية" والتي عبرت عن وضعية التدافع والانقسام بين مناصري الجزائر "المتعددة" وبين داعمي الجزائر العربية الذين توسعت دائرة أنصارهم سيما مع وجود سياق ثقافي وسياسي رأى في العروبة والإسلام ثنائياً حضارياً في مواجهة الاستعمار الفرنسي²⁵⁸. إن هذا الزخم الداعم لأمازيغية الجزائر سيعرف انتكاسته مع السنوات الأولى للاستقلال على الرغم من حضور الأمازيغية من خلال هوية الفاعلين السياسيين المتصارعين حول أسس الدولة المستقلة؛ وذلك لاعتبارات مركبة لها علاقة بثقل التاريخ إلى جانب أولويات ذات منحنى اقتصادي وسياسي أفرزه جلاء الاستعمار الفرنسي... لتكون الحصيلة استبعاد الملف الأمازيغي من دائرة الاعتراف، وغياب أية سياسة عمومية في هذا الاتجاه، بل أكثر من ذلك ستعرف الجزائر في عهد كل من أحمد بن بلة والهواري بومدين تراجعاً على العديد من "المكتسبات" التي تركها الاستعمار، وهو ما قوى جانب الإحساس بالتمييز، لتبرز تدريجياً المطالب الهوياتية الأمازيغية بشكل جلي وعلني من

²⁵⁸ Abdennour Ali Yahya, La Crise Berbériste De 1949, Portrait De Deux Militants : Ouali Bennai Et Amar Ould- Hamouda. Quelle Identité Pour l'Algérie, Barzakh, Alger, 2013, P 14.

خلال مختلف التظاهرات والأنشطة الأكاديمية²⁵⁹. وفي هذا الإطار وجب تأكيد قوة الحضور القبائلي بالمهجر وخاصة بفرنسا منذ تأسيس "الأكاديمية البربرية" بباريس 1967 التي لعبت دورا في بناء وعي أكاديمي وسياسي بالحق في الأمازيغية، خاصة مع وجود حزب معارض ذي قاعدة كبيرة شرق البلاد يتعلق الأمر بحزب جبهة القوى الاشتراكية بقيادة الحسين آيت احمد الذي تأسس سنة 1963. إن وجود هذه البنيات التنظيمية شكل عنصر دفع إلى المطالبة بالاعتراف بالأمازيغية سيما مع اتساع دائرة المتعاطفين والتوسع على المستويين التنظيمي والإشعاعي (تقديم دروس في الثقافة الأمازيغية - خلق نوادٍ وجمعيات وإنتاجات ثقافية وبروز شبكات طلابية، إلى جانب الرموز والأسماء ذات الدلالة الرمزية الهوياتية...)، وقد كانت أحداث " الربيع الأمازيغي" سنة 1980 لحظة مفصلية دفعت الحراك الجزائري في شقه الأمازيغي إلى المواجهة بين العمل الثقافي والضغط السياسي وطنيا ودوليا. وقد عزز هذا الطرح من جهة تأسيس حزب التجمع من أجل الثقافة والديمقراطية بقيادة سعيد سعدي سنة 1989 الذي جعل الحقوق اللغوية والثقافية الأمازيغية أحد أولوياته، ومن جهة أخرى تأسيس الكونغريس الأمازيغي البني أضفى على المطلب الهوياتي بعدا حضاريا يشمل دول الشمال الغربي لأفريقيا "تامازغا"²⁶⁰، الأمر الذي عزز جانب الاتجاه -داخل السلطة - الداعي إلى الانفتاح على أمازيغية الجزائر خاصة مع انطلاق مسير المكتسبات الجزئية داخل المغرب.

على العموم شكلت مختلف الديناميات المشار إليها محطات لرفع منسوب الشرعية وتوسيع دائرة المطالبة خاصة مع تنامي حجم التأثير الذي ارتبط بنخب الداخل والخارج نتيجة تطور وسائل التواصل المعاصرة وكذا بروز آليات جديدة للتنسيق والترافع(الكونغريس العالمي الأمازيغي) اتجاه مؤسسات دولية، أو بالعلاقة مع أنظمة المنطقة .

إن هذه الدينامية المحلية والجيوقليمية ستفضي إلى طرح قضية الحقوق اللغوية والثقافية على قاعدة التداول السياسي من خلال تأكيد الحركة الأمازيغية على جوهرية المدخل الدستوري إلى جانب السياسات العمومية القطاعية، وهو ما تم تدريجيا. فبعدها تم إقرار الأمازيغية مكونا للهوية الوطنية سنة بعد الإدخال التدريجي لهذا المكون في المناهج الدراسية في بعض المناطق، وذلك بموجب دستور 1996، اتجهت الحركة الأمازيغية إلى الدفع في اتجاه

²⁵⁹ كما هو الحال مع نهائي كأس الجزائر سنة 1977 حيث رفعت شعارات المطالبة بالاعتراف بالأمازيغية بالملاعب الكبير بالجزائر العاصمة بحضور الرئيس الهواري بومدين. لتفاصيل أكثر: الحسين بوعقوبي، المسألة الأمازيغية... م.س، ص74-76.

²⁶⁰ لتفاصيل أكثر، انظر: - نفسه، ص74-76.

توسيع سقف المطالب سيما مع وجود ظرفية داخلية صعبة عمقتها الأحداث التي عرفتها منطقة القبائل سنة 2002، وهو ما جعل الأمازيغية "ترتقي" إلى مستوى اللغة الوطنية ليعقب ذلك إطلاق قناة تلفزيونية ناطقة بالأمازيغية (2009)، ما أفضى أخيرا إلى ترسيم الأمازيغية بموجب دستور 2016²⁶¹.

الملاحظ أن اتجاه الجزائر نحو تضييظ المطلب الأمازيغي تزامن مع السبق المغربي نحو خلخلة هذا الملف الذي أخذ يتجه منذ التسعينيات نحو المجتمع الدولي لتسريع مداخل التضييظ، خاصة مع مراهنة الحركة الأمازيغية على قيمة الزمن في تأمين الحق في أعلى درجاته. وإلى جانب ذلك يظهر جليا إيقاعات التجاوب بالعلاقة مع حدة المطالب وقوتها؛ فإذا كان الطابع السياسي وثقل المواجهات يبرز بجلاء على مستوى الجزائر، فإن الطابع الثقافي للمطلب الأمازيغي الذي تعزز المطالب السياسية لبعض القوى جعل أمر التضييظ يتسم بنوع من السلاسة التي تنزع نحو الاستجابة ضمن آلية الاحتواء التي تجعل سقف المطلب لا يتجه نحو اختراق "ثوابت" تاريخية ثقافية وحضارية تفسح المجال أمام الانزلاق نحو "عرقية مغلقة". وهنا وجبت الإشارة كذلك إلى أهمية الظرفية التي رافقت ما سمي "الربيع العربي"، والتي شكلت عنصرا دافعا في اتجاه تعجيل كل من المغرب والجزائر طرح صيغ لحل الملف الأمازيغي ومعه قضية الحقوق اللغوية والثقافية.

عموما كان للتدافع الثقافي والسياسي إلى جانب الفرص التي أتاحتها الوضع الجيوحضاري والدولي أهمية في اتجاه كل من المغرب والجزائر إلى إعادة بناء الشرعية "الديمقراطية" من زاوية المدخل الأمازيغي في ظل تنافس يطول كل شيء بما في ذلك الشق المتعلق بحقوق الإنسان.

3- تضييظ بطعم التأجيل: الحاجة إلى الإنصاف :

من المؤكد أن مسير التضييظ يصعب تقويمه من زاوية الإحالة إلى نفسه أي باعتباره هدفا، ذلك أن أي تضييظ هو مسلسل من التراكم تغذيه طبيعة موازين القوى. من هذا المنطلق، فالسؤال الذي يطرح نفسه هو: هل شكل ترسيم الأمازيغية لحظة تحول في اتجاه تحقيق العدالة اللغوية والثقافية؟

إن الجواب عن هذا السؤال يستدعي الوقوف عند بعض العناصر المحددة:

²⁶¹ الحسين بويغوي، المسألة الأمازيغية... م، ص 89-91، 124-126، 130-135، 161-162، 170-172.

أيضا : Terhi Lehtinen, Nation..., P 264-278.

أولاً: إن الاعتراف الدستوري سواء في المغرب أو الجزائر لم يتجه إلى خلق ثنائية لغوية بقدر ما رسم معالم تراتبية سواء من حيث الشكل أو من حيث المرجعية المؤسسة للصياغة الدستورية.

ثانياً: إن ترسيم الأمازيغية اقترن لزوماً بصدور قانون يحدد مراحل الترسيم والكيفية وكذا شروط الإدماج الأمازيغية في الفضاء الثقافي والسياسي والمجتمعي..

ثالثاً: الطابع الاختياري وغير المعمم الذي يرسم جانب الاعتراف والذي يطرح بإلحاح سؤال الإزادة السياسية ولاسيما مع وجود هدر للزمن التشريعي ومعه هدر الزمن التاريخي الذي ينتج عنه المزيد من انحصار قاعدة تداول الأمازيغية.

رابعاً: إن الاعتراف الرسمي يصعب ربطه بما هو تقني سياسي بقدر ما يطرح شرعنة الأنظمة السياسية من زاوية لغوية حيث العروبة والأصول المشرقية -بوصفها مصدر الدين أو النسب- تبقى مؤسساً جوهرياً للفعل السياسي، فيما تظل الروافد الأخرى إغناء لهذه الشرعية بالعلاقة مع الساكنة الأصلية.

بناء على ما سبق يصعب الحديث عن تععيد للحقوق اللغوية والثقافية مادام الأمر لا يخرج عن دائرة الاختيار، وهو ما يطرح على الأقل إكراه غياب التعميم والإلزامية ومعهما غياب الإنصاف الذي يقتضي مخططا استعجاليا لتمكين الأمازيغية من نفس فرص التطور المتاحة لغيرها²⁶².

مهما يكن، فإن تنامي الدعوات من داخل الحركة الأمازيغية -لخلق أحزاب سياسية - كما هو الحال بالمغرب- وانتقال هذه الدعوات إلى الفعل حيث تشكل مطالب العلمانية والدولة الفدرالية وخيار الاستقلال أحد المكونات الجوهرية في البرامج السياسية المعلنة²⁶³؛ إلى جانب أن خيار الاستقلال في الجزائر يطرح ملحاوية التفكير في الرهانات الجيوستراتيجية، خاصة مع بروز دينامية جمعوية أمازيغية بتونس دون إغفال الحضور اللافت للملف الأمازيغي في صراع الفرقاء في ليبيا.

²⁶² Ouassou Khalid, Le Mouvement, Op.Cit, P200-203.

²⁶³ مثال ذلك برنامج الحزب الديمقراطي الأمازيغي المؤسس سنة 2005 قبل أن يتعرض للحل والإبطال من قبل وزارة الداخلية. انظر: - عبد الله بوشطارت، الأمازيغية والحزب، ط1، الرباط: دار السلام للنشر، 2019، ص 136-172. أيضا: Khalid Ouassou, Le Mouvement., Op.Cit, P 203-209.

خاتمة

من خلال ما سبق، يتبين أن سؤال الهوية الوطنية في علاقته بالدولة الحديثة لم يبرح دائرة السجال الفكري والإيديولوجي والسياسي، ومرد ذلك إلى الآثار التي ترتبت على ثنائية الاعتراف والإقصاء التي رافقت ميلاد تصور معين للهوية وترسيخه على حساب آخر تم القذف به خارج بنيات الدولة الحديثة، قبل أن يتجه بدوره إلى التشكل باعتباره خطابا مضادا ينازع في مشروعية هوية وطنية تأسست على منظور سياسي وأسلوب في ممارسة السياسة يبدو أنه فقد جاذبيته وقدرته التعبوية ومخزونه التأويلي الذي ينزع نحو تقديم الدولة على المجتمع واعتبار بناء الدولة أولوية على حساب المطالب الديمقراطي.

لائحة المراجع

• الكتب

1. أزيكو علي صدقي، تاريخ المغرب أو التأويلات الممكنة، (الرباط: مركز طارق بن زياد، 2003).
2. أزيكو علي صدقي أزيكو، الإسلام والأمازيغ البدايات الأولى لدخول الأمازيغ في المجال الإسلامي، (منشورات الهوية 2002).
3. إيد بلقاسم حسن، حول الحقوق اللغوية والثقافية الأمازيغية، مطبعة المعارف الجديدة، 1992.
4. بوعقوبي الحسين، المسألة الأمازيغية في المغرب والجزائر الجذور والرهانات خلال القرنين ونيف XX-XIX، ط1 (الرباط: مطبعة أمستين،، 2019).
5. الجمعية المغربية للبحث والتبادل الثقافي، 30 سنة من العمل الثقافي الأمازيغي، مطبعة أمبريال، الرباط، 1997.
6. خلفي عبد السلام، سؤال الأمازيغية بالمغرب من الإقصاء إلى الترسيم، (الرباط: منشورات المعهد الملكي للثقافة الأمازيغية، سلسلة دراسات وأبحاث رقم 65، دار أبي رقرق للطباعة والنشر، 2018).
7. عصيد، أحمد (2009)، سياسة تدبير الشأن الأمازيغي بالمغرب بين التعاقد السياسي وسياسة الاستيعاب، منشورات المرصد الأمازيغي للحقوق والحريات، الرباط.

8. -عصيد أحمد، الأمازيغية في خطاب الإسلام السياسي (الرباط: منشورات الجمعية المغربية للبحث والتبادل الثقافي، 1998).

9. عنتره مصطفى، المسألة الأمازيغية بالمغرب قراءة في مسار التحول من الثقافي إلى السياسي ط1 (الدار البيضاء: مطبعة دار القرويين، 2007)

1. Ali Yahya Abdennour, La crise berbériste de 1949, portrait de deux militants : Ouali Bennai et Amar Ould- Hamouda. Quelle identité pour l'Algérie, Barzakh, Alger, 2013.

2. Charbonnier Georges, Entretiens avec Claude Lévi- Strauss, plon, paris 1969.

3. -El khatir Aboukacem, Nationalisme et élaboration du postulat identitaire de la nation au Maroc, Publication de l'IRCAM, N°91, 2022.

• أطروحات/بحوث

1. -Amraoui Abdelkader, Le champ linguistique au Maroc Esquisse d'une politique publique 1956-2006», Mémoire pour l'obtention du DESA, Université Hassan 1^{er} Faculté de Droit Settat, 2007.

2. -El khatir, Aboukacem, Nationalisme et construction culturelle de la nation au Maroc : processus et réactions, Doctorat EHSS Paris, 2005.

3. -El Qadery, Mustapha, L'Etat nation et les berbères, le cas du Maroc, mythe colonial et négation national , Doctorat, Montpellier, 1995.

4. -Lehtinen, Terhi, Nation a la marge de l'Etat. la construction identitaire du mouvement culturel amazigh dans l'espace national Marocain et au-delà des frontières étatiques, Doctorat, EHSS Paris, 2013.

5. Ouassou Khalid (2021), Le mouvement amazigh entre contestation et régulation, Doctorat, FSJES, Casablanca.

• المقالات

1. ساعف عبد الله: "اضطرابات الدولة حول العلاقة بين الدولة البنيوية والدولة المتغيرة" ترجمة ادريس لعقيل في بيير سلامة وآخرون. جدلية الدولة والمجتمع بالمغرب،، افريقيا الشرق، الدار البيضاء1992.

2. -ج. كرانكوم ج : "التعريب وشرعنة الأنظمة المغاربية"، المجلة المغربية لعلم الاجتماع السياسي، السنة الأولى، العدد 1، خريف.1987

1. Boukous Ahmed : « L'officialisation de l'amazighe Enjeux et stratégies », Asinag Revue de l'IRCAM, N° 8 (2013).

2. -El Khatir Aboukacem : « Action collective et production culturelle: le cas de la néo-culture amazighe au Maroc », In Action collective en milieux amazighes, Publication de l'IRCAM, Série Etudes N° 27.

3. -El Khatir Aboukacem : « Aux origines de la politisation de l'action culturelle amazighe au Maroc », Asinag, N° 8 ,2013.

4. l'identité Amazighe au Maroc, Casa, 2006.

5. -Iconzi E ; C. Gendron (sous la direction de), La régulation sociale : un concept au centre du débat récurrent sur la place relative de l'acteur et du système dans l'organisation des rapports humains en société (Montréal : Bibliothèque nationale du Québec, Les cahiers de la Chaire –collection recherche, 2005).

6. -Lakhsassi A « Amazighité et production culturelle », in Usages de l'identité amazighe au Maroc (Hassan Rachik (Ed)), 1^{er} Ed Najah El Jadida, Casablanca 2006.

7. Rachik Hassan: « Construction de l'identité amazighe », in Usages de l'identité amazighe au Maroc (Hassan Rachik (Ed)), 1^{er} Ed Najah El Jadida, Casablanca 2006.

الفصل السادس

في حدود كونية حقوق الإنسان: حقوق إنسانية بشروط ثقافية مقاربة سوسولوجية لحقوق الإنسان بالمجتمع المغربي

د.يونس الحياتي

أستاذ علم الاجتماع، جامعة ابن طفيل

كلية العلوم الإنسانية والاجتماعية بالقنيطرة

ملخص

نبرز في هذه الورقة أهمية المقاربة السوسولوجية لحقوق الإنسان انطلاقاً من دراسة السيرة الاجتماعية والثقافية باعتبارها عملية تشكل مستثمر للأفكار والقيم والتصورات والممارسات الموجهة للأفراد والمجموعات في الحياة اليومية. نشدد على الطابع الإشكالي لمسألة "كونية حقوق الإنسان"، ليس فقط على مستوى النقاش الفكري والفلسفي والقانوني، بل أيضاً على مستوى التمثلات والمعاني المبنية اجتماعياً والتي تتشكل في سياقات وبرهانات متعددة. لأجل ذلك أنجزنا بحثاً ميدانياً، تزامن مع مرحلة الحراك الاجتماعي والسياسي الذي عرفته المنطقة، زاوجنا فيه بين التقنيات الكمية والكيفية، مع عينة من الطلبة الجامعيين. نقدم ملامح لتمثلات هؤلاء الشباب لحقوق الإنسان، وموقفهم من الإعلان العالمي وتطبيقاته ومن مبدأ الكونية والخصوصية لنرصد مداخل لفهم أكثر عمقا لثقافة حقوق الإنسان على مستوى المعارف والتصورات والاتجاهات.

الكلمات المفتاحية: حقوق الإنسان، الاتجاهات، الثقافة، السوسولوجيا، الكونية، الخصوصية، التمثلات الاجتماعية.

Abstract

This paper highlights the importance of the sociological approach to human rights, grounded in the study of social and cultural dynamics as a process shaping the formation of ideas, values, perceptions, and practices directed towards individuals and groups in daily life. It presents aspects of young people's representations regarding human rights, their stance towards the Universal Declaration, its applications, and the principles of universality and particularity. The aim is to provide insights for a deeper

understanding of the human rights culture in terms of knowledge, perceptions, and attitudes.

مقدمة

ظلت مسألة "الكونية" و"الخصوصية"²⁶⁴ فيما يتعلق بالقيم والحقوق- إشكالية تؤثر في مأسسة حقوق الإنسان أو في درجات قبولها والتوافق عليها سياسيا وثقافيا. لأن "النوايا الدفاعية الحسنة لا تكفي لتأسيس كونية حقوق الإنسان" كما يقول أحد الباحثين²⁶⁵. فعلى الرغم من مرور كل هذه السنوات على إصدار "الإعلان العالمي لحقوق الإنسان" والعمل به بالنسبة لقوانين ومواثيق الدول وتوقيعها على العديد من الاتفاقيات الموازية، إلا أنه لم يستطع لحد الآن أن يجعل من مبادئه ثقافة إنسانية كونية تحد من الانتهاكات وأشكال الاستبداد والحيث وتقتضي على المشاعر السلبية وتضمن العيش المشترك داخل المجتمعات وبين الثقافات المختلفة. وهو ما يجعل البحث عن الأسس الكونية لحقوق الإنسان أشبه ما يكون بمن يحفر في صحراء قاحلة (تاريخ الأفكار والمذاهب والأديان والوقائع والتجارب الإنسانية السياسية..). بحثا عن قطرة ماء تروي عطش الجميع.

لقد طرحت إمكانية الاتفاق حول صبغة لحقوق مشتركة بين جميع البشر، قلنا واسعا يمكن ملامسته في بيان مجلس إدارة الجمعية الأنثروبولوجية الأمريكية بشأن حقوق الإنسان في العام 1947؛ بحيث يتساءل البيان عن "كيف يمكن للإعلان العالمي لحقوق الإنسان، الذي كان ولا يزال مقترحا، أن يطبق على جميع البشر ولا يكون إقرارا بحقوق في ضوء القيم السائدة في بلدان غرب أوروبا وأمريكا"²⁶⁶. وقد كان هذا السؤال -كما يشير إلى ذلك تشارلز آر بيتز في مؤلفه "فكرة حقوق الإنسان" - ذريعة لإثارة المشكلة، لأن "المعايير والقيم" التي تنطبق على ثقافة ما "هي نسبية بالنسبة للثقافة المشتقة منها". ومن ثم فإن الفهم الذي يمكن تبريره بشأن "معايير عالمية للحرية والعدالة" ينبغي تأسيسه على "حق البشر في العيش وفق تقاليدهم"²⁶⁷.

²⁶⁴ تتعدد التناقضات: العالمي/ المحلي أو التديول، الوحدة/التعدد الثقافي "التنوع"... الخ

²⁶⁵ Médevielle, G. (2008). La difficile question de l'universalité des droits de l'homme. *Transversalités*, (3), 69-91.

<http://www.cairn.info/revue-transversalites-2008-3-page-69.htm>

²⁶⁶ American Anthropological Association, Executive Board Statement on human Rights, *American Anthropologist*, ns 49 (1947), p.539. <http://www.jstor.org/stable/662893>

²⁶⁷ تشارلز، آر. بيتز، فكرة حقوق الإنسان، ترجمة، شوقي جلال، سلسلة: عالم المعرفة، المجلس الوطني للثقافة والفنون والآداب - الكويت فبراير 2015، ص 94.

يبدو أن هذه الملاحظات كانت تعي جيدا أن الخصوصيات الثقافية والمجتمعية قد تمثل حاجزا حقيقيا أمام نشر ثقافة حقوق الإنسان بالشكل الذي ضُمّن في الإعلان.

ينبغي الإعلان -مبدئيا- على أن يحظى المبدأ الدولي لحقوق الإنسان بقبول واسع النطاق إذا شاء أن ينتزع دعما إراديا من الحكومات وغيرها من القوى الفاعلة، "فما لم يرتض الشعب هذه الحقوق وتكون ملزمة لهم، فإنهم لن ينصاعوا لها إراديا في التطبيق ولن يطالبوا حكومتهم باحترامها وتعزيز حقوق الإنسان في الأداء الرسمي للدولة"²⁶⁸، وهو ما يضعنا أمام مشكلة العلاقة بين القبول الواسع النطاق وبين الفعالية السياسية والقانونية والتشريعية. لقد ساد تصورين خلال المؤتمر العالمي لحقوق الإنسان التي نظمتها الأمم المتحدة في فيينا في عام 1993: بحيث يقوم التصور الأول على أن حقوق الإنسان تعبر عن قيم كونية مع أنها ثمرة لتجارب تاريخية غربية. إلا أن هذا الموقف لازال معزولا وغير مقبول من طرف المجتمعات والثقافات غير الغربية. بحيث ترفض العديد من الدول المسلمة بشدة أي مفهوم لحقوق الإنسان لا يقوم على الحق الإلهي"²⁶⁹. فهل هذا يجعلنا نقول مع كريستوف ابرهارد "إن كونية حقوق الإنسان، إلى حدود اللحظة، مجرد أسطورة، ليس فقط أن حقوق الإنسان يتم احترامها بأشكال مختلفة في مختلف الدول ولكن أيضا مصممة بشكل مختلف"²⁷⁰. يدخلنا التفكير في هذا الإشكال في سجلات مختلفة²⁷¹: أخلاقية ودينية وسياسية وقانونية وإيديولوجية وواقعية، كما ترتبط بالزمنة وبالأمم المتحدة وبالتحولات التاريخية. إنها ليست نتيجة "الأنثي" وإنما هي تاريخ ممتد لا ينفك أن يعاد بأشكال مختلفة.

²⁶⁸ A, A. An-Na'im. (2000). Islam and human rights: Beyond the universality debate. In *Proceedings of the ASIL Annual Meeting* (Vol. 94, pp. 95-101). Cambridge University Press.

https://drive.google.com/file/d/0B_xWbXTA_LnldGJUeVZ6M0JmYjg/view

²⁶⁹ N, Rouland. (2003). À propos des droits de l'homme: un regard anthropologique. *Droits fondamentaux*, (3), P129-151.

http://droitsfondamentaux.uparis2.fr/sites/default/files/publication/a_propos_des_droits_de_lhomme_un_regard_anthropologique.pdf

²⁷⁰ C, Eberhard. (2009). Au-delà de l'universalisme et du relativisme: l'horizon d'un pluralisme responsable. *Anthropologie et sociétés*, 33(3), 79-100.

<https://www.erudit.org/revue/as/2009/v33/n3/039682ar.html#re1no3>

²⁷¹ يشير الباحث كريستوف ابرهارد Christoph Eberhard في نفس المقال إلى أن التفكير والتطبيق العملي لحقوق الإنسان عرف تجاذبا بين من يدعون للكونية وهم في الغالب قانونيون وبين من يتحدثون عن النسبية وهم في الغالب أنثروبولوجيون. نفس المصدر.

أولا. مسألة حقوق الإنسان كإشكالية متجددة:

من الناحية النظرية، وبدون الدخول في كثير من التفاصيل التي يفرضها السياق، يمكن التمييز بين ثلاث اتجاهات رئيسية تتجاذب التفكير الفلسفي والسياسي والقيمي والحقوق أيضا بخصوص إشكالية كونية حقوق الإنسان:

1- حقوق الإنسان "كونية" لأنها طبيعية:

يعتبر الاتجاه الأول أن حقوق الإنسان لا يمكن أن تخضع لأي استثناء، أو للخصوصيات مهما كانت طبيعتها سواء كانت سياسية أو اقتصادية أو دينية أو ثقافية أو لغوية. فحقوق الإنسان مرتبطة بالوجود الإنساني المجرد ولهذا فهي واحدة في كل مكان وأنها "مقدسة"، مهما كان المكان الذي يعيش فيه أو الظروف التي يوجد فيها أو الفترة الزمانية التي ينتمي إليها؛ لأن الإنسان بشموليته يتجاوز أي تحديد كيفما كان. يستند هذا الموقف في الغالب على "تصور طبيعي" أو "أخلاق طبيعية" في التعامل مع حقوق الإنسان؛ وهو نفس ما صرحت به كل المراجع الرسمية ومنها ديباجة الإعلان العالمي لحقوق الإنسان. باعتبار أن "حقوق الإنسان" هي حقوق فطرية متأصلة في الإنسان لأنه كذلك، لا يمكنه التخلي عنها أو مصادرتها أو إسقاطها. "ما يعني أنها تتوفر على خصائص الطابع الشمولي الكلي، والاستقلال (عن الاعتراف الاجتماعي أو القانوني)، وكذا الخاصية الطبيعية وعدم قابليتها للتصرف، وعدم قابليتها للمصادرة أو الانتهاك. ففي نهاية المطاف "هي حقوق يمتلكها جميع البشر (في أي زمان ومكان) لا لشيء إلا لإنسانيتهم"²⁷².

يفتحنا هذا التصور "المعياري" على العديد من التأويلات؛ إذ إن وجود هذه الحقوق الطبيعية سيكون لها خاصية "المرجع" أو "المعيار النقدي" الذي يمكن به صياغة حقوق عبر قوانين معينة أو أيضا انتقاد ممارسات أو قوانين أو أعراف مخالفة أو سالبة لهذه الحقوق. ومعنى هذا أيضا أن على كل البشر أن يروا في هذه الحقوق كحقوق أساسية ولا يقبلوا التنازل عنها²⁷³. يواجه التفكير في الأساس الكوني، المبني على أساس الطبيعة البشرية المشتركة، إمكانية تحديد الطبيعة البشرية نفسها أو فهم معين لها. ولهذا تجد بعض "الشكاك" يقررون إنه لاشيء "نسميه حقا إنسانيا يمكن أن نستخلصه من الطبيعة البشرية، ذلك لأن الاستعدادات

²⁷² A. J., Simmons, & Simmons, A. J. S. (2001). Justification and legitimacy: Essays on rights and obligations. Cambridge University Press. P 185.

²⁷³ لكن وقائع مختلفة ومتعددة تبرز كيف أن مجتمعات تقبل ممارسات ولا تعتبرها انتهاكا لحقوق الإنسان في مرحلة معينة (مسألة الرق، مكانة المرأة، العقوبات...).

السلوكية التي نلاحظها فعليا لدى البشر شديدة التباين ومتصارعة بما لا يسمح لنا بأي تعميم يمثل قاعدة متماسكة²⁷⁴. وهو ما يجعلنا نعيد التفكير في مسألة "الكونية"، هل نحن أمام إمكانية الاعتراف الكوني بنفس الحقوق وبنفس الشاكلة أو التفاصيل؟ أم أننا أمام اعتراف فقط بفكرة أن يكون لكل إنسان حقوق معينة، ولكن التفاصيل يمكن لكل مجتمع أن يديرها كما يريد؟

هنا سوف نجد أنفسنا نفتح على تصور يعارض فكرة "الكونية" باعتبارها بعدا أيديولوجيا يستعمل من أجل الهيمنة.

2- حقوق الإنسان ك"إيديولوجيا للهيمنة":

يرى هذا التصور²⁷⁵ أن فكرة "الكونية" بالنسبة لحقوق الإنسان هي وجه من أوجه الهيمنة الثقافية الغربية وأنها طريقة لفرض توجه معين، ألا وهو النظرية الغربية لـ"حقوق الإنسان" التي أفرزتها الفلسفة السياسية خلال القرن الثامن عشر في أوروبا والتي ترجمها الإعلان الفرنسي لحقوق الإنسان والمواطن سنة 1789، والتي ستتلور أكثر في الإعلان العالمي الذي أصدر بعد الحرب العالمية الثانية في سياق الصراعات القطبية التي ميزت تلك المرحلة. ومن "الانتهاكات الأكثر توثورا للحدثة"²⁷⁶ هو أنها "تنطبق على التجربة الثقافية والاجتماعية الغربية، وبالتالي فإنها تزعم أن لها أهمية عالمية فقط من خلال تأكيدها الذي يتسم بالوقاحة على هذه القصة بعينها كمرحلة عامة في التاريخ الإنساني"²⁷⁷.

كما ارتبط الدفاع عن حقوق الإنسان بـ"الدول الكبرى والمصالح الاقتصادية الكبرى، للدول المهيمنة في عالم اليوم، التي ينظر إليها باعتبارها وحدها القادرة على الدفاع عن حقوق الإنسان في العالم، والقادرة على صناعة الأسباب الكافية و"المشروعة" لتبرير التصرف وفق ما تسميه "الخير العام"²⁷⁸. كما يبرر منتقدو واقع حقوق الإنسان ما يصفونه "التعامل

²⁷⁴ تشارلز آر، مصدر سابق، ص 17.

²⁷⁵ يلاحظ أن هذا التصور يتبناه العديد من المفكرين الراضين للنموذج الغربي الذي يتم اعتباره صاحب الإعلان: لأنه ذو توجه ليبرالي، أو لأنه غربي أو مسيحي أو لأنه علماني... إلى غير ذلك من التوصيفات المتداولة.

²⁷⁶ على اعتبار الربط بين الحدثة كمنظومة فكرية وفلسفية وحياتية وبين حقوق الإنسان.

²⁷⁷ جون، توملينسون، العولمة والثقافة، تجربتنا الاجتماعية عبر الزمان والمكان، ترجمة امهاب عبد الرحيم محمد، سلسلة

عالم المعرفة، المجلس الوطني للثقافة والفنون والآداب-الكويت، العدد 354، أغسطس 2008، ص 89-90.

²⁷⁸ عبد الرزاق، الدواي، حقوق الإنسان بين الأخلاق والسياسة، ضمن دفاتر سياسية، العدد السابع "الأخلاق والسياسة" مطبعة الخليج العربي، 2003، ص 61.

التمييزي²⁷⁹ في الدفاع عن الحقوق من خلال التعامل على أسس المصالح الاقتصادية والسياسية، ما يجعل من "حقوق الإنسان" مجرد إيديولوجيا ضد شعوب معينة وثقافتها لأنها سياسيا واقتصاديا لا تتماشى مع مصالح الغرب.

3- "النزعة التوفيقية": "الكونية" لا تلغي "الخصوصية":

هناك نزعة ثالثة تحاول التوفيق بين النزعتين السابقتين؛ فتؤكد أن "الكونية" لا تنفي الخصوصيات وأنه يمكن الجمع بينهما. وقد وجد هذا الاتجاه- إلى حد ما- دعما لرؤيته في الإعلان الصادر في مؤتمر فيينا حول حقوق الإنسان الذي نص على ما يلي: "جميع حقوق الإنسان عالمية وغير قابلة للتجزئة ومتراصة ومتشابكة، ويجب على المجتمع الدولي أن يعامل حقوق الإنسان على نحو شامل، وبطريقة منصفة ومتكافئة، وعلى قدم المساواة، وفي حين أنه يجب أن توضع في الاعتبار أهمية الخاصيات الوطنية والإقليمية ومختلف الخلفيات التاريخية والثقافية والدينية، فإن من واجب الدول بصرف النظر عن نظمها السياسية والاقتصادية والثقافية تعزيز حماية حقوق الإنسان والحريات الأساسية"²⁸⁰. لكن يبقى هذا النص مجرد "كلام عام" وغير واضح المعالم من حيث تحديد مداخل إجرائية للأخذ بالاعتبار للخلفيات التاريخية والثقافية والدينية وفي نفس الوقت حماية حقوق الإنسان والحريات الأساسية، وذلك في حالة التعارض الكبير في اللحظة التي يتعين علينا صياغة قوانين ملزمة لمواطني البلد.

انطلاقا مما سبق ووعيا بأهمية النقاش الدولي حول مسألة الكونية والخصوصية والتي برزت بشكل واضح في خلاصات مؤتمر فيينا -كما سبق الإشارة- يمكن القول إن هذا التوجه، وإن اعترف بإشكال الخصوصيات، فإنه لم يستطع أن يحسم أو يقدم مداخل نظرية وعملية واضحة لإحداث توافق على حقوق الإنسان على المستوى العالمي. لكن يظل الاعتراف بهذا الإشكال كاف لكي يمنع مثل هذه الدراسات الأهمية العلمية والعملية.

لهذا سأحاول في هذه الورقة رصد جانب من تصورات واتجاهات عينة من الشباب الجامعي، لمسألة الكونية والخصوصية، لمعرفة إلى أي حد يمكن بناء فهم وقبول مشترك

²⁷⁹ تطرح مجموعة من الحالات التي تبرز تعاطي الدول الغربية أو القوى الاقتصادية الكبرى بتحيز مع حقوق الإنسان وضمان تحقيقها بالشكل المطلوب: مثلا القضية الفلسطينية أو الحرب على العراق، أو استغلال بلدان في إفريقيا جنوب الصحراء...بالإضافة إلى التدخل في شؤونها الداخلية وفرض قوانين وجعلها تابعة لصندوق النقد الدولي.

²⁸⁰ للمزيد انظر: إعلان وبرنام عمل فيينا، الذي اعتمد في المؤتمر الدولي لحقوق الإنسان المعقود في فيينا يوم 25 حزيران/يونيه 1993 على موقع المفوضية السامية لحقوق الإنسان، التابعة للأمم المتحدة على الرابط التالي

<http://www.ohchr.org/ar/ProfessionalInterest/Pages/Vienna.aspx>

لحقوق في بعدها الكوني وهو ما يفيد الباحثين المهتمين بتأثير هذه التصورات والاتجاهات على واقع تطبيق وتنفيذ والدفاع عن هذه الحقوق وطنياً²⁸¹.

ثانياً: سياق البحث:

بالرجوع إلى السياق السوسيو-سياسي الذي تعيشه بعض البلدان العربية والمغربية منذ سنوات، بسبب الحركية الاحتجاجية، التي عبّرت عن نفسها بأشكال متعددة وبدرجات مختلفة، وصلت إلى حدود "إسقاط" رؤساء دول استمر حكمهم لمدة طويلة، سجد القاسم المشترك، بين جل هذه المجتمعات، أنها تتميز بمستوى "ضعيف"²⁸² من الديمقراطية، لا يسمح بانتقال سلس وسلمي للسلطة السياسية عبر الانتخابات، وأيضاً ارتفاع حدة الصراعات الثقافية والعرقية والدينية، بالإضافة إلى وضعية حقوقية "هشة"²⁸³. منحت هذه الوضعية للحراك الاجتماعي "مشروعيته" وقوته، سواء العددية، أو بالنظر إلى طموحاته، التي وصلت إلى حدود المطالبة بإسقاط "الأنظمة السياسية" (شعار: الشعب يريد إسقاط النظام) ومحاكمة المسؤولين عنها، أو على الأقل، تغيير دساتيرها وقواعد اللعبة السياسية فيها (شعار: الشعب يريد دستوراً جديداً).

بالعودة، أيضاً، إلى تقارير حقوقية²⁸⁴ سلّطت الضوء على الواقع الحقوقي ما قبل الحراك الاجتماعي والسياسي الذي ميز ما يعرف إعلامياً بـ"ثورات الربيع العربي" وما بعده، نجدها تؤكد

²⁸¹ هذه المساهمة أولية في هذا المجال، يحتاج الحقل إلى المزيد من الاشتغال والتوسع لتقديم صورة أكثر وضوحاً لواقع معقد طبيعياً.

²⁸² لكي لا نقول انعدام، وهذا التوصيف نابع من النظر إلى تعبيرات الديمقراطية نفسها، فما يلاحظ أن أغلب عناصرها غائبة في البلدان العربية، إذا ما قارناها مع تعريف الديمقراطية أو التجارب الديمقراطية في بلدان أوروبية مثلاً. فإذا تحدثنا عن انتخابات دورية ونزيهة سنلاحظ أن هذه العملية غير متاحة أو تنجز في ظروف غير ملائمة في المجتمعات العربية، أو أن مشكل التقطيع الانتخابي لا يسمح للأحزاب بتسيير مستقل للحكومة (كما هو الشأن في المغرب مثلاً).

²⁸³ استعمالنا هنا لعبارة "هشة" مبني على تقارير دولية، لمؤسسات غير حكومية بشأن الأوضاع الحقوقية بالبلدان العربية والمغرب بشكل خاص، سواء قبل الحراك أو بعده، ولعل ذلك ما يفسر حدة الاحتجاج في هذه المناطق.

²⁸⁴ نشير هنا إلى أن هذه التقارير، في الغالب، خاصة بمنظمات غير حكومية دولية أو محلية، ونحن هنا نعي ما يمكن أن يقال حول مصداقية هذه التقارير في علاقتها بحكومات البلدان العربية خصوصاً، إلا أن هذه المصادر، هي على العموم، معترف بها من طرف الأمم المتحدة ومؤسساتها المركزية، والتي تعتبر جزءاً من منظومة الوسائل المعتمدة على المستوى الدولي في نقل وضمان تفعيل بنود الإعلان العالمي وبقية المواثيق.

انظر تقرير لمنظمة العفو الدولية حول دور المنظمات غير الحكومية في إطار نظام الأمم المتحدة لحماية حقوق الإنسان على الرابط:

على أن هذه المرحلة عرفت مدًا وجزرا، تقدّمًا وتراجعا بخصوص الوضعيات الحقوقية، لم يكن بنفس المستوى ولا بنفس الشكل، بخصوص كل الدول العربية والمغربية التي شهدت الحراك. كما تشير إلى تقدم في مجالات وتراجع في مجالات أخرى أكبر، بالنسبة للدول التي لم تشهد الحرب (عكس سوريا وليبيا واليمن كمثال). وبخصوص الوضعية المغربية يصف التقرير: "لم يتوان المغرب بنفسه عن موجة القمع السائدة في معظم بلدان المنطقة، فعلى الرغم مناستمرار حيوية النقاشات العامة في المغرب حول قضايا الديمقراطية وحقوق الإنسان، وبشكل خاص حقوق المرأة، إلا أن التصديق على المجتمع المدني المستقل، والإعلام النقدي في تزايد وبشكل مقلق خلال الثلاث سنوات الأخيرة"²⁸⁵. صحيح أن السلطة السياسية المغربية، عبر مؤسساتها الرسمية، ترفض الكثير من هذه التقارير وتعتبرها غير محايدة، إلا أنه وبصرف النظر عما يمكن أن يوصف به أو يقال حول موضوعيتها، فرجعنا إليها بهدف فقط إلى إبراز ملامح عامة لوضعية حقوق الإنسان، بالقياس إلى ما تؤسس له الإعلانات الدولية لحقوق الإنسان²⁸⁶، وما يطالب به الحراك الاحتجاجي، الذي أصبح العلامة البارزة لوصف الوضع السياسي والاجتماعي للمجتمعات العربية خلال السنوات الأخيرة.

ساهمت عوامل وشروط تاريخية، متعددة ومتداخلة، في تشكيل وضعية حقوق الإنسان بالمجتمع المغربي كما هي عليه اليوم، كما عرفت هذه الوضعية تطورا ليس فقط على مستوى التشريعات والقوانين والمؤسسات، وإنما أيضا، على مستوى النقاش العمومي، الذي يمكن ملاحظته في خطاب الحركات الاحتجاجية في الشارع العام أو في الحلقات الطلابية أو في الندوات والمحاضرات المنظمة حول قضايا حقوقية، أو ما يتم فتحه في وسائل الإعلام والفضاءات الافتراضية وشبكات التواصل الاجتماعي (فايسبوك، تويتر...). لكن ومع أن أغلب الشعارات الحقوقية تطالب بما نسميه هنا "الثالوث الحقوقي المقدس": الحرية، الكرامة والعدالة الاجتماعية²⁸⁷، بالإضافة إلى مطالب أخرى كانت توحد كل التوجهات السياسية والإيديولوجية،

<http://www.amnestymena.org/ar/magazine/Issue11/TheRoleOfNGOsInTheFrameworkOfTheUnitedNations.aspx?articleID=941>

²⁸⁵ حقوق الإنسان تحت الحصار، حالة حقوق الإنسان في العالم العربي لعام 2016، مركز القاهرة لدراسات حقوق

الإنسان، ص 15. موجز التقرير: http://www.cihrs.org/?page_id=19193

²⁸⁶ خصوصا وأنها في الغالب تقارير لمنظمات معترف بها دوليا.

²⁸⁷ لازم هذا الشعار أغلب الخرجات الاحتجاجية، بل يمكن اعتباره "أيقونة" الشعارات، وهو ما لاحظناه ميدانيا عبر المشاركة في أغلب الاحتجاجات التي قادتها حركة 20 فبراير أو حركة المعطلين أو بقية الأشكال الاحتجاجية المحلية، وصولا إلى ما عرف بحراك الريف أو جرادة.

إلا أن هذا لا يعني وجود فهم مشترك أو منسجم أو موحد لمضامين هذه الحقوق أو لأشكال تنزيلها وحدودها. إن أهم ما يواجه فكرة الكونية هو إشكالية "التنزيل" أو "التطبيق السياسي" أو "واقعية" الحقوق في سياق اجتماعي، تاريخي وسياسي معين²⁸⁸؛ فبالرجوع إلى واقع الحقوق السياسي في كثير من الدول التي تختلف في منطلقاتها المعرفية والدينية والأخلاقية والتاريخية، يلاحظ بشكل كبير – بالإضافة إلى الانتهاكات السياسية المقصودة من طرف الأنظمة السياسية (يلاحظ) اختلافات في تصور ماهية الحقوق والحكم عليها وفق نفس المنظور أو منحها نفس القيمة.

سوف نعيد طرح السؤال الكلاسيكي/المتجدد: هل يمكن القول إن حقوق الإنسان كما تم التنصيص عليها في الإعلان العالمي لحقوق الإنسان الصادر عن الأمم المتحدة بعد الحرب العالمية الثانية يعبر فعلا عن مطالب وانشغالات وإرادات كونية؟ بأي معنى يتم تمثيل الكونية واجتماعيا؟ هل مسألة كونية تعني أن الإنسان يجب أن يمتلك مجموعة من الحقوق باعتباره إنسانا؟ أم إن "حقوق الإنسان كما هي مقررة في "الإعلان العالمي" هي التي يجب أن تكون كونية؟ وما موقف الناس من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان؟

ثالثا: سؤال البحث ومنهجيته :

انطلقنا في هذا العمل من سؤال يستهدف رصد تصورات واتجاهات الشباب بخصوص مسألة كونية حقوق الإنسان. مفترضين أن ثقافة حقوق الإنسان لا تتشكل بنفس العناصر (الأساسية والثانوية) التي تتشكل به الخطابات الرسمية حول حقوق الإنسان، حيث تؤثر المعاني الذاتية الاجتماعية في تمثيل حقوق الإنسان وبالتالي الممارسة الحقوقية. وللتأكد أكثر أنجزنا بحثا شمل عينة عشوائية طبقية مكونة من 296²⁸⁹ من الشباب الجامعيين (جامعة محمد الخامس، وجامعة القاضي عياض، وجامعة عبد المالك السعدي موزعين على ثلاث تخصصات وهي السوسولوجيا والقانون والدراسات الإسلامية). مبررين اختيارنا لفئة الطلبة من ملاحظتنا للدور المؤثر الذي لعبته في النقاش العمومي أو الخرجات الاحتجاجية، في الفضاءات الواقعية أو الافتراضية، وكذلك بسبب ما تعرفه الجامعة من حركية، تعبر عن نفسها في الانتماء لتنظيمات أو إيديولوجيات سياسية أو دينية أو فكرية مختلفة ومتصارعة. استعملت في البداية تقنية الاستمارة لمعرفة الاتجاه العام بخصوص القبول بفكرة الكونية

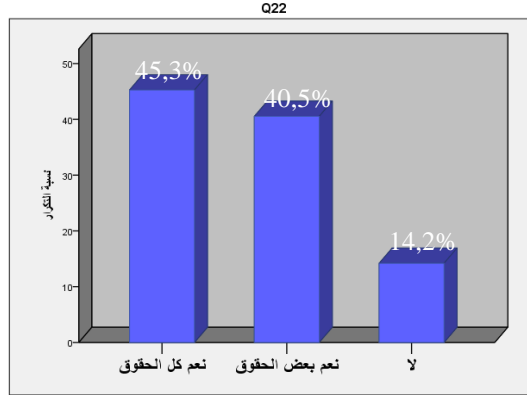
²⁸⁸ Christoph, Eberhard, Op.cit.

²⁸⁹ شملت عينة البحث في البداية 300 طالب إلا أننا حذفنا أربع استمارات لم تنجز بالشكل المطلوب.

وفي نفس الوقت القبول ب فكرة الخصوصية، لرصد العلاقة بينهما ومعرفة إلى أي يحضر التكامل أو التعارض أو التوفيق في التعاطي مع هذين المكونين الأساسيين. مع استحضر فكرة الربط بين حقوق الإنسان و"المجتمع الغربي"²⁹⁰، ثم وظفنا 20 من المقابلات للتعلم أكثر في الأجوبة المقدمة والتي تعكس تصورات واتجاهات الطلبة لفكرة الكونية وما يرتبط بها وإمكانية التعارض أو التوافق بين الإسلام كنصوص معيارية أو كنصوص فقهية تفسيرية وبين مواد الإعلان العالمي.

- اختلاف معاني الكونية عند الشباب الجامعي : للوقوف عند معاني "كونية حقوق الإنسان" بالنسبة للطلبة انطلقنا بداية من معرفة درجة قبولهم لفكرة الكونية من حيث المبدأ فكانت النسب كما بينها المبين الآتي:

مبيان 1: نسبة تكرار القبول بفكرة كونية حقوق الإنسان بالنسبة لمجموع العينة



المصدر: البحث الميداني

يلاحظ إذن من خلال المبين رقم 1 ارتفاع نسبة القبول المبدئي بإمكانية كونية حقوق الإنسان عموماً عند العينة وذلك بحوالي 86%، توزعت هذه النسبة بين القبول بكونية كل الحقوق ب 45,3% والقبول بكونية بعض الحقوق بنسبة 40,5%، بينما وصلت نسبة عدم القبول بفكرة الكونية بشكل تام 14,2%. يبدو للوهلة الأولى وجود قبول أكبر بفكرة الكونية التي تأسس عليها الإعلان العالمي نفسه والتي طرحها العديد من الفلاسفات التي حاولت تجاوز

²⁹⁰ استخدمنا هنا عبارة "مجتمع غربي"، بعد أن أبرز البحث الاستطلاعي تكرارها للدلالة على المجتمعات الأوروبية التي تتميز بنمط عيش وتاريخ وهوية حضارية مختلف بالإضافة إلى اعتباره مختلف ثقافياً عن المجتمعات العربية الإسلامية. صحيح أن هذا اللفظ يحمل معاني أو أحكام قيمة ولكننا هنا نستخدمه بالمعنى الواسع والمتداول لترصد إلى أي حد يؤثر في فهم أو التعامل مع الإعلان العالمي وحقوق الإنسان بشكل عام.

التحديات الثقافية أو الذاتية عموماً، والتي تم استخدامها لتبرير أشكال متعددة من الانتهاكات²⁹¹. إلا أن التمييز بين المعاني التي تقدم للكونية عند الطلبة تضعنا أمام "قبول المشروط"، أو "بمعنى مختلف" وأن فكرة الخصوصية ستحضر بقوة بالنسبة لهؤلاء الطلبة.

فهل للكونية ها هنا نفس المعنى بالنسبة للجميع؟ هل يمكن أن يكون للأمر علاقة بعدم إدراك معنى الكونية كما يحددها الإعلان، أم أننا أمام معاني ذاتية للكونية؟ عند انفتاحنا على متن المقابلات وسؤالنا عن معنى الكونية بالنسبة للطلبة، استطعنا التمييز بين معنيين يقدمان للكونية ويفسران هذه النسب:

- يلاحظ، من جهة، وجود معنى يتوافق مع البعد الإنساني والكوني الذي شيد على أساسه الإعلان العالمي، من حيث كون الإعلان يتضمن مجموعة من الحقوق تتجاوز التحديدات "الضيقة" أو "ذات طابع ثقافي، محلي" أو أي انتماء كيف ما كان، وأن الإعلان بذلك يكون قادراً على تحقيق غايات إنسانية في صالح كل الناس: "يعنى أن حقوق الإنسان من حق أي إنسان لأنه إنسان بغض النظر عن دينه وعرقه (...). سواء كان مسلم بوذي مسيحي جزائري فرنسي (...). وفي أي مكان كان (...). حقوق الإنسان ليست خاصة بفئة معينة أو دولة معينة، هي للجميع بدون استثناء" (مقابلة 2) " أكد الإعلان لديه بعد كوني لأنه جاء بمبادئ عامة ومتعالية لا يمكن لأي إنسان في أي مكان أن يعيش بدونها. (مقابلة 3) " أفهم كونية حقوق الإنسان كما هو متعارف عليها عالمياً ومدونة في الإعلان العالمي بمعنى أنها لا تميز على أي أساس كيف ما كان ثقافي ديني عرقي... (مقابلة 16)

- معنى آخر للكونية، ليست بالنظر إلى البعد الإنساني والعالمي لحقوق الإنسان كما حددها الإعلان العالمي، وإنما الاعتقاد بأن الإنسان من حيث المبدأ يمتلك مجموعة من الحقوق التي يمكن أن تكون كونية لأنه إنسان، فكل إنسان يجب أن يكون لديه الحق في الحرية ولكن ليس بالضرورة متطابقة مع المنظور الغربي، الأوروبي، الدولي²⁹² لهذه الحقوق أو لتطبيقاتها. ولعل هذا المنظور على الرغم من "ضبابيته" إلا أنه تكرر خلال متن المقابلات وهو ما سنفهم فيما بعد كيف يقترب من تصور أن الحقوق المؤسسة على الدين هي الكفيلة بضمان البعد الإنساني: نعم الإنسان لأنه إنسان من اللازم أن يكون عنده حقوق، ولكن هذا لا يعني أنها يجب أن

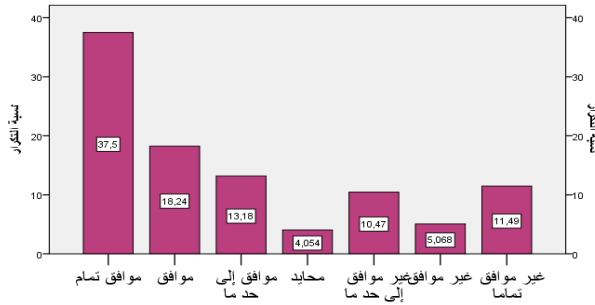
²⁹¹ من المعروف وجود بعض الممارسات في بلدان مختلفة مقبولة وسائدة (ترويج القاصرات، عقوبات الرجم أو الزنى، عدم توريث النساء ...) تعتبر مرفوضة وانتهاكاً لحقوق الإنسان في نظر الهيئات والمنظمات الدولية، وتجد المجتمعات تبريرات في اعتبارها ممارسات ثقافية أو دينية.

²⁹² المقصود بالنسبة إليهم التوجه العام المصحح به أو غير المصحح به في الإعلان.

تتوافق مع المنظور الغربي، لأنني أعتقد أن ما جاء به الإسلام هو الكوني.."(مقابلة 16) "لو تم تطبيق تعاليم الإسلام لعاش الجميع بشكل عادل ولحصل الجميع على حقوقه الإنسانية.."(مقابلة 13).

وبالمزيد من التفصيل في تناول إشكالية الديني والوضعي في الحقوق يمكن ملاحظة أن الأمر يصل، بالنسبة لعدد من الطلبة، إلى حدود عدم الاعتراف بالإعلان بشكل نهائي، بتصور أنه متعارض مع أصول ومبادئ الدين الإسلامي؛ وهو الأمر الذي يتضح في اختيار كونية بعض الحقوق أو الرفض التام الذي تقوم على وعي مسبق بمسألة الخصوصية الدينية التي توطر هذه الحقوق وتضبطها. وللمزيد من التعمق ووضع الطلبة أمام الإمكانيات الأخرى أو احتمالات لرصد اتجاهاتهم المضمنة، طرحنا سؤال لمعرفة حدود القبول بفكرة الخصوصية، فكانت النتائج الآتية:

المبيان 2: نسبة تكرار حق كل مجتمع في فهم حقوق الإنسان بحسب خصوصيته بالنسبة للعينة



المصدر: البحث الميداني

ترتبط مسألة الخصوصية بشكل مباشر بإشكالية الكونية، ولعل هذا الارتباط هو الذي يطرح العديد من العراقيين بخصوص نشر ثقافة حقوق الإنسان كما سطرت في الإعلان العالمي؛ لأن "الخصوصية" تخلق عوائق نفسية وثقافية في حالة ما إذا كانت تتعارض مع مبادئ يمكن اعتبارها كونية. لهذا حاولنا استكشاف هذا الترابط لرصد أبعاده وتداخلاته، وهو ما يمكن ملاحظته: فهناك ارتفاع نسبة قبول فكرة ضرورة احترام مسألة الخصوصية المجتمعية في التعاطي مع حقوق الإنسان، بحيث وصلت النسبة إلى حدود 69% من مجموع العينة، موزعة بين 37,5% موافقين جدا و18,24% موافقين و13,8% موافقين إلى حد ما. بينما لم تتجاوز نسبة عدم القبول 27%، نسبة عدم القبول الكلي فيها 11,49% و5,06% غير موافقين و10,47% غير موافقين نسبيا. إن أول ملاحظة تسترعي انتباهنا، وبالرجوع إلى السؤال السابق حول القبول بفكرة الكونية، وجود ما يشبه التعارض: فكيف يستقيم أن ترتفع نسبة القبول بفكرة الكونية، وفي نفس الوقت القبول بفكرة أن يكون لكل مجتمع الحق في فهم

حقوق الإنسان بحسب خصوصيته الثقافية والمجتمعية؟ وهل نستطيع فعلا تسميته بالتعارض؟ ألا يستقيم فعلا أن نجمع بين الكونية والخصوصية؟

3- "حدود" كونية حقوق الإنسان: حقوق إنسانية بشروط ثقافية (دينية)

تواجه فكرة الكونية في حقوق الإنسان مسألة الاختلاف بين الثقافات، وهو ما وصفته اليونيسكو بالتنوع الثقافي²⁹³، الذي اعتبرته في إعلانها "غنى ومصدرا للتعددية والإبداع والتنمية"، لكنه في الواقع، إلى حدود الآن، في نظرنا، يشكل عائقا أمام نشر ثقافة حقوق الإنسان بالمعنى الكوني الذي نُظِّر له في الإعلان العالمي. لقد أوضح لنا الاشتغال على الخطابات المنتجة من طرف العينة كيف أن قبول فكرة الكونية، بالمعنى العام، يكون في الغالب فقط من حيث ضرورة وجود حقوق خاصة بالإنسان من حيث المبدأ، ولكن في تطبيقاتها أو تنزيلها واقعا يصبح قبول أي حق رهينا بتوافقه مع خصوصية المجتمع: "هنالك حقوق كونية وهي مجموع الحقوق التي لا تمس قدسية الدين الإسلامي و إبطال أحكامه، التي أمنحها القيمة العليا (..) الحقوقي هو ما هو ديني لأن ما هو ديني إذا تحقق يتحقق من خلاله ما هو ثقافي اجتماعي (...). أنا لا أنفي قيمة الحق الكوني الذي كما أشرت، لكن يجب عليه أن لا يناقض أصلا من أصول الدين المنصوص في القرآن والسنة (مقابلة 8)" يمكن أن نتفق على الكونية من حيث المبدأ لأن كل إنسان يحتاج إلى حقوق معينة لأنه، ولكن هذا لا يعني أنني يمكن أن أقبل الحقوق كما يراها الغرب ويريد أن يفرضها علي" (مقابلة 11). وهو ما يجعل من فكرة الكونية في نظر أحد المحوئين مجرد توجيه من طرف الغالب أو المنتصر²⁹⁴ الذي يريد أن يجعلها كونية: "الحديث عن كونية مبادئ حقوق الإنسان هو حديث نظري غير قابل للأجراً دون حيازة قوة من جهة الطرف الذي سيفرضه، أقصد الغرب. فمثلا حينما نقر قانونا ما فهذا يستدعي بالضرورة سلطة لحماية هذا القانون (..) ومادام أن هناك أناس لا يعترفون لك بهذا القانون منذ البداية، فإن المسألة سيحددها الصراع، ومن ينتصر سيفرض رأيه، وبالإعلام سينشره على أساس أنه المشترك والكوني والمجمع عليه" (مقابلة 7).

إن وجود بعض -إن لم نقل الكثير- من المعايير والقواعد في المعاهدات الدولية الرئيسية التي تتعارض مع عناصر بعض (أو كثير) الأعراف الاجتماعية والأخلاقية والدينية الرئيسية

²⁹³ إعلان اليونيسكو العالمي بشأن التنوع الثقافي، 2001.

<https://www.ohchr.org/ar/instruments-mechanisms/instruments/universal-declaration-cultural-diversity>

²⁹⁴ نلاحظ كيف تستخدم هذه الألفاظ والعبارات للدلالة على الصراع وهنا في صيغته الهوياتية، وهو ما يحيلنا على التوجه الذي سبق أن اشرنا إليه في البداية.

الموجودة في العالم (حرية الدين، المساواة بين الجنسين...)، هو ما يجعلنا نصل، عبر طريق آخر، إلى وجهة النظر القائلة "إن حقوق إنسان "كونية" بالمعنى الأصيل قليلة نسبيا (...) لأن المصالح والاهتمامات التي يتقاسمها البشر واقعيًا أقل كثيرا من أن تشكل أساسا لأي شيء سوى أبسط أنواع التحريمات- مثال القتل والتعذيب والحرمان المادي شديد القسوة".²⁹⁵ تلعب إذن التحديدات الثقافية والدينية (خصوصا المجتمعات المسلمة)، دورا (حاسما أحيانا) في توجيه فهم الحقوق وضبط تطبيقاتها أو المناسب منها بحسب السياقات؛ فالحديث عن الحرية، مثلا، مقبول من حيث المبدأ، ولكن لا يمكن القبول بحرية ممارسة الجنس خارج إطار الزواج، أو اختيار اللباس أو طريقة العيش بشكل مطلق؛ "فالدين يحدد النظرة إلى الحياة وكل تفاصيل الحياة وأنماط العيش، كما يصبح في لحظات الصراع أداة لشرعنة الأفكار والأفعال والممارسات"²⁹⁶. حتى إن تعددت أشكال فهم الديني لهذه المسائل إلا أن الدين في نهاية المطاف يتأسس على تحديدات معينة للسلوك الإنساني.

إن التداخل بين الديني والثقافي والعرفي والقانوني الوضعي يمكن أن يجعل الديني يطغى على منطق التعامل مع الحقوق سواء بالقبول أو عدم القبول الكلي أو النسبي، على اعتبار الصفة المقدسة التي يكتسبها الدين كرابط بين السماء والأرض. وهو ما يدافع عنه المنظرون الإسلاميون.

4- حول العلاقة بين الإعلان العالمي و"المجتمعات الغربية":

حاولنا في السؤال الموالي أن نرى مدى ربط فكرة حقوق الإنسان ب"المنظور الغربي"، ونقصد هنا ب"الغرب" كما يتم تداوله في الخطابات العامة للدلالة على المجتمع الأوروبي أو الثقافة الغربية أو الدول المتقدمة²⁹⁷. ومن الملاحظ أن النتائج تبرز، من جهة، ضعف نسبة الاعتقاد بكون الغرب مصدر حقوق الإنسان، وفي نفس الوقت ارتفاع نسبة الاعتقاد بأن "الغرب" هو الذي يروج لحقوق الإنسان، ونقصد هنا بالترويج إصدار المواثيق والإعلانات والدعوة إلى احترامها والدفاع عنها دوليا عبر كل الوسائل الممكنة (إعلام، الانترنت، التكوينات، دعم الجمعيات...):

²⁹⁵ جون توملينسون. العولمة والثقافة، تجربتنا الاجتماعية عبر الزمان والمكان، مصدر سابق، ص 18.

²⁹⁶ R, Bourqia. (2010). Valeurs et changement social au Maroc. Quaderns de la Mediterrània, 13(2010), 105-115. P111.

²⁹⁷ تحيل عبارة "الغرب"، ليس فقط على ما هو جغرافي (الشمال والجنوب مثلا) بل على الآخر المختلف بنمط تفكيره وتاريخية الحضاري والثقافي والديني والسياسي.. الخ. ولهذا قد يستعمل في التداول العامي للتعبير عن لديه أفكار تخالف هوية المجتمع.

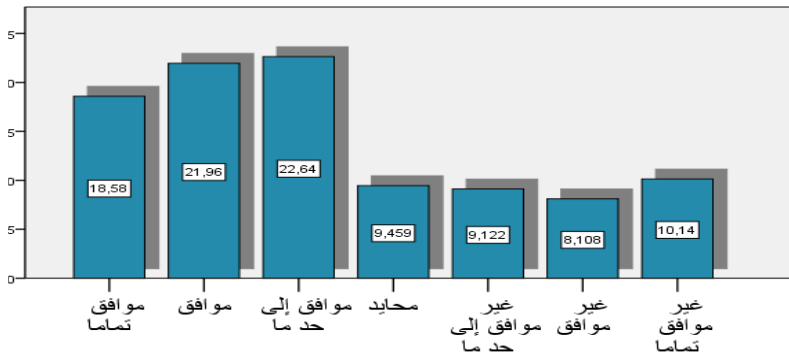
مبيان 3: نسبة تكرار الاعتقاد بأن الغرب هو الذي أنشأ فكرة حقوق الإنسان بالنسبة لمجموع العينة



المصدر: البحث الميداني

كما يلاحظ في المبيان رقم 3، فقد وصل نسبة رفض فكرة الربط بين حقوق الإنسان والغرب من حيث النشأة حوالي 62% موزعة بين من لم يوافقوا بشكل مطلق هذا الربط 42,91% و 5,74% لم يوافقوا و 13,51% لو يوافقوا نسبيا. وإذا قمنا بمقارنته مع المبيان التالي:

المبيان 4: نسبة تكرار القبول بفكرة أن الغرب "المروج" لحقوق الإنسان بالنسبة لمجموع العينة.



المصدر: البحث الميداني

يلاحظ إذن في المبيان رقم 4، على عكس السابق، ارتفاع نسبة اعتبار أن الغرب هو المسؤول عن الترويج لحقوق الإنسان دوليا وذلك من خلال كل الوسائل الإعلامية والتكنولوجية والمؤسسية. إن هذه النظرة لها ما يفسرها ولها نتائجها أيضا.

يمكن فهم هذا التوجه نحو عدم ربط حقوق الإنسان بالغرب وفي نفس الوقت اعتباره المروج له في اتجاهين:

-الاتجاه الأول: يرى في حقوق الإنسان تراكما إنسانيا ساهمت فيه كل الحضارات، ولكنه كما نعرفه اليوم، بالنسبة للفريق الأول، هو نتيجة مباشرة للفكر السياسي الأوربي وتجاوز للأفكار والعقائد السابقة تاريخيا ويعتبر أرقى ما تم التوصل له. بينما يرى الفريق الثاني أنه تراكم إنساني يتجاوز المجتمعات الغربية لأنه إنساني، مع الاعتراف أن ما سطره الإعلان يعتبر نموذجا متقدما في زمانه، لكن مع ضرورة تطويره للأفضل (بمعنى أنه يمثل مرحلة متقدمة فقط). ويعتبر ترويج الغرب للإعلان العالمي مسألة "عادية" باعتباره يمثل القوة السياسية والاقتصادية، التي بإمكانها ضمان تحقيقه على المستوى العالمي، على الرغم من اعترافهم بأن ضمان الحقوق يكون بنسب متفاوتة، وأيضا خاضع للحسابات والمصالح السياسية.

-الاتجاه الثاني: يرى أن الإسلام (أو الحضارة الإسلامية) قد سبق الغرب في تحديد حقوق الإنسان وفق معنى وتحديد إلهي أثبت نجاعته في التاريخ الأول لتطبيق الإسلام "المرحلة المحمدية والخلفاء الراشدين"، وبأن المنظور الغربي للحقوق ليس النموذج المثالي الصالح للإنسان في العالم (وبالخصوص المجتمعات المسلمة) ومنه نجد فريقا أولا منه يقبل فكرة التراكم وإمكانية الاستفادة المتبادلة بين المنظور الديني والمنظورات الثقافية الأخرى، وفريقا ثانيا منه يرفض أي إمكانية للتوفيق بين هذه المنظورات على اعتبار النموذج الغربي مرفوض بشكل كلي. ووفق هذا المنظور الثاني أيضا يصبح القول إن الغرب يسهر على الترويج لحقوق الإنسان فقط باعتبارها إيديولوجيا لنشر منظوره الخاص بهذه الحقوق أو لمحاربة الإسلام.

يلاحظ إذن كيف يساهم التصور الثقافي والديني في توجيه مواقف عدد من الشباب الجامعي بخصوص الإعلان العالمي من حيث الاعتراف به كمصدر رئيسي أو ببعده الكوني، وهو ما يفتحنا على ضرورة التفكير في حدود التعارض أو التوافق بين منظومة الإعلان والمنظومة الدينية الإسلامية هنا بشكل خاص. ووعيا بهذه الإشكالية ارتأينا تسليط الضوء عليها أكثر من خلال تحليل متن المقابلات. وهنا لاحظنا وجود تأثير واضح للتنظيرات الفكرية أو الدينية التي عبرت عن نفسها من خلال أعمال فكرية أو تأصيلات فقهية أو تجارب لحركات إسلامية سياسية (نقصد ما تراكم على مستوى النقاش الديني في العالم العربي سواء بين التوفيقيين وبين القطعيين أي الرافضين لأي تصور لا يقوم على أساس ديني).

بخصوص مسألة القبول بفكرة التعارض بين الإسلام والإعلان العالمي وجدنا أنها تتوزع بين نموذجين داخل كل واحد منها إتجاهين. بخصوص النموذج الأول (التوفيقي):

- الاتجاه الأول: يمكن اعتبار هذه الفئة من المتدينين²⁹⁸ المنتمين للحركات الإسلامية ممن درسوا العلوم الاجتماعية أو انفتحوا على قراءات مفكرين "توفيقيين" ممن عرف عنهم محاولات للتقريب بين المنظومتين الدينية الإسلامية والمنظومة الغربية العلمانية، ومحاولة تجاوز الصراع لأنه السبب في غياب التعايش، وأن القراءات المتطرفة للدين كفيلة بتشويه الإسلام وتراجع دوره في التغيير الإيجابي لهذه المجتمعات²⁹⁹. وهنا نستحضر ما يعرف بمقاصد الشريعة (يتكرر استخدام هذا العبارة عند هذه الفئة): "نعم هناك خصوصيات في ديننا ولكن ليست كبيرة لدرجة أن نعتبر الإسلام يتعارض مع الإعلان (...) الإعلان فيه أشياء جاء بها الإسلام ودعا إليها مثل حرية التعبير والكرامة والحق في حياة كريمة وهناك اختلافات يمكن أن يعاد فهمها بشكل جديد عبر اجتهادات فقهية" (مقابلة 15) "اعتقد أن الاختلافات تدخل في باب الخصوصية التي تعبر عن تعدد الشعوب (...)" (مقابلة 7) إذا أردنا أن نزيل التعارضات يجب أن نتعامل مع الدين وفق مقاصده الكبرى التي تجعله متعالياً عن القراءات الفقهية الضيقة" (مقابلة 15)

-الاتجاه الثاني: يظهر في الغالب عند فئة من يعتبرون أنفسهم يساريين أو علمانيين، المنتمين حزبياً أو مستقلين، ممن يستمدون تأطيرهم النظري من تنظيرات فكرية لمفكرين وفلاسفة "توفيقيين" أيضاً تعاملوا مع التراث الإسلامي عبر إعادة قراءة النصوص الدينية، من أجل إيجاد صيغ قادرة على استيعاب مضامين الإعلان العالمي (مثال محمد عابد الجاربي). على اعتبار أن الإيمان بدين معين وبنصوص معينة لا يلغي مسألة الحقوق ببعدها الكوني، وأن التعارض ليس إلا قراءة سلبية أو غير واقعية للنصوص المؤسسة: الإسلام كدين يمكن ألا متعارضاً مع الإعلان لأن هناك قراءات جديدة تجعل من نصوصه نصوص متقدمة وحقوقية" (مقابلة 20) وهو ما يعني - في نظر هذه الفئة- أن الإسلام من حيث المبدأ لا يتعارض مع

²⁹⁸ نعي جيداً صعوبة تحديد معايير أو مؤشرات للتدين، ولكن نميل هنا عموماً إلى اعتبار المتدين من يمارس طقوساً دينية ويستعمل خطاباً يغلب عليه تعابير ذات دلالات دينية أو منتمي إلى حركة دينية أو له طموح وغايات دينية.
²⁹⁹ في نظرنا يشترك هؤلاء- وإن اختلفت منطلقاتهم أو طرق اشتغالهم أو المواقع التي يحتلونها- في غاية واحدة هي محاولة إيجاد صيغ كفيلة بضمان التعايش بين الاختلافات التي تقوم على أساس الدين أو اللغة أو المذهب.. والتي تؤدي في الغالب إلى الحروب والنزاعات، أو صعوبة اندماج المسلمين في الثقافات الأخرى. أو بروز نزعات شوفينية في حق المسلمين (الإسلاموفوبيا)، وذلك من جهة عبر إعادة قراءة النصوص الدينية بكيفية تبرز طابعها الكوني وخصوصيتها الإنسانية وإمكانية تعيشتها مع منظومات أخرى.

الإعلان وإن كانت هناك اختلافات فهي جزئية، لا ترقى إلى مستوى التعارض الكلي، بل هي فقط تعارضات بسيطة في إطار الاختلاف والخصوصية. وهذه الفئة، وإن كانت "غير متدينة" أو غير ممارسة لطقوس دين معين، إلا أنها ترى أن مسألة إنكار أو إلغاء الدين بشكل تام أمر غير عقلائي، ولا يمكن أن يساهم في العمل المشترك من أجل تحقيق مزيد من الحقوق، أو ضمان القبول بالآخر في المجتمع المغربي.

هكذا إذن يشترك هذين التصورين في عدم القبول بفكرة التعارض بين الإسلام والإعلان، على أساس أنه بالإمكان إيجاد نقاط مشتركة، قد تذيب تلك الاختلافات وتجعلها أمرا عاديا. في حين يظهر النموذج الثاني (التعارض) الذي يعبر عن نفسه في اتجاهين أيضا من تصور هذه العلاقة:

✓ الاتجاه الأول: يعبر عن هذا التصور فئة من غير المتدينين أو "غير المؤمنين بأي دين"، ممن يعتبرون الدين عائقا أمام تطور هذه الشعوب، ولا يمكن في نظرهم التوقف عنده، لا من أجل إعادة قراءته ولا من أجل تطويره، لأنه جملة وتفصيلا يعبر عن ماضي لا يناسب هذه المرحلة وأن ما يحتويه يتناقض مع الإعلان من حيث المبدأ (إلبي مقدس في مقابل بشري نسبي): الدين يجب ألا يكون مصدر للتشريع لأنه يؤمن بالمطلق، والتشريع البشري يجب أن يكون نسبيا ومتطورا، من غير الممكن اليوم حد الرجم ولا حد الردة، إنها من أزمنة غابرة" (مقابلة 20) " كما أن هذه الخصوصية مسألة كابحة للتغير والتطور: الخصوصية بالنسبة لي قوى تكبح التنزيل الحقيقي لثقافة حقوق الإنسان في المجتمع (...). يمكن أن تكون قوى سياسية أو حزبية محافظة (...). لديها امتدادات في المجتمع المدني، وزوالها سيحقق تحولا كبيرا في ثقافة حقوق الإنسان" (مقابلة 10).

✓ الاتجاه الثاني: المقابل للاتجاه الأول، حيث يقوم على اعتبار التعارض الكلي، بين الإسلام كمنظومة إلهية كافية بذاتها وصالحة لكل زمان ومكان، وبين الإعلان كتعبير عن منظومة غربية مسيحية علمانية للحقوق؛ حيث يبقى الأمر أشبه بالصراع بين الحق/ المطلق (التصور الديني) والباطل/ النسبي (البشري الوضعي) في مسألة الحقوق: "موقفي من الإعلان هو أنه إعلان عام، لم ينجح بعد في احتواء الاختلافات القائمة في العالم، ولن يستطيع، نظرا لأنه يوجد ثقافات ومرجعيات لا يمكن أن تتناغم معه أو أن تقبل باحتضانه لها، وفق صيغة تناقض هويتها. وفي هذا الباب يمكن استحضار الأيديولوجية الدينية الإسلامية، كما هي في الكتب الفقهية، أو التراث والموروث بشكل عام" (مقابلة 7) "الإعلان ليس نصا مقدسا (...). الإسلام يعارض كثير مما نص عليه الإعلان ولهذا على

المواثيق الوطنية والدولية أن تكون خاضعة للإسلام وليس العكس (مقابلة 8) "حقوق الإنسان في الشريعة مصدرها الله يعني هو الذي يعرف ما يناسب البشر (...). لا يمكن أن تتوافق الشريعة مع منظومة غربية مسيحية علمانية إلحادية" (مقابلة 11).

خاتمة

انطلاقاً من تأكيدنا على أهمية المقاربة السوسيوولوجية لحقوق الإنسان، من خلال الانتباه لدور السيرورة الثقافية كعملية تشكل مستمر لقيم واتجاهات وممارسات الأفراد والمجموعات، والتي من شأنها أن تقدم معرفة أفضل بواقع الحقوق (إلى جانب التراكم النظري والفلسفي والسياسي..). حاولنا في هذه الورقة، انطلاقاً من قراءة لنتائج بحث ميداني أنجزته مع عينة من الشباب الجامعي، إبراز كيف أن تمثيلات الشباب الطلبة لمسألة كونية حقوق الإنسان تختلف وتتعدد أو تشارك في عناصر معينة أو تتعارض في عناصر أخرى، بشكل جزئي أو بشكل تام. وهو ما جعلنا نؤكد حدود القبول بكونية حقوق الإنسان، ونعتبرها قبول بحقوق إنسانية ولكن بشروط ثقافية. هكذا سيتضح لنا أن قبول فكرة الكونية بالمعنى العام يكون في الغالب فقط من حيث ضرورة وجود حقوق خاصة بالإنسان من حيث المبدأ، ولكن في تطبيقاتها أو تنزيلها واقعياً يصبح قبول أي حق رهيناً بتوافقه مع خصوصية المجتمع (القبول الاجتماعي).

وبهذا خلصنا إلى القول إن التحديدات الثقافية، والدينية تعتبر في أحيان كثيرة وبالنسبة للمجتمعات المسلمة (المجتمع المغربي كنموذج) مسألة حاسمة في توجيه فهم الحقوق وضبط تطبيقاتها أو المناسب منها بحسب السياقات، وهو ما يعني أنها قد تكون محفزا أو عائقا أمام نشر الثقافة الحقوقية بالمعنى الذي نظر له الإعلان العالمي لحقوق الإنسان.

لائحة المراجع

I. المراجع باللغة العربية :

1. آر. بيتز، تشارلز، فكرة حقوق الإنسان، ترجمة، شوقي جلال، سلسلة :عالم المعرفة، المجلس الوطني للثقافة والفنون والآداب – الكويت فبراير 2015.
2. عبد الرزاق، الدواي، حقوق الإنسان بين الأخلاق والسياسة، ضمن دفاتر سياسية، العدد السابع "الأخلاق والسياسة" مطبعة الخليج العربي، 2003.

3. جون، توملينسون، العولمة والثقافة، تجربتنا الاجتماعية عبر الزمان والمكان، ترجمة ايهاب عبد الرحيم محمد، سلسلة عالم المعرفة، المجلس الوطني للثقافة والفنون والآداب-الكويت، العدد 354، أغسطس 2008.

II. لائحة المراجع بلغات أخرى

1. Médevielle, G. (2008). La difficile question de l'universalité des droits de l'homme. *Transversalités*, (3),
2. American Anthropological Association, Executive Board Statement on human Rights, *American Anthropologist*, ns 49 (1947).
3. An-Na'im, A. A. (2000). Islam and human rights: Beyond the universality debate. In *Proceedings of the ASIL Annual Meeting* (Vol. 94, pp. 95-101). Cambridge University Press.
4. Rouland, N. (2003). À propos des droits de l'homme: un regard anthropologique. *Droits fondamentaux*, (3),
5. Eberhard, C. (2009). Au-delà de l'universalisme et du relativisme: l'horizon d'un pluralisme responsable. *Anthropologie et sociétés*, 33(3),
6. Simmons, A. J., & Simmons, A. J. S. (2001). *Justification and legitimacy: Essays on rights and obligations*. Cambridge University Press
7. Bourqia, R. (2010). Valeurs et changement social au Maroc. *Quaderns de la Mediterrània*, 13(2010),

الفصل الثامن

المغرب والمحكمة الجنائية الدولية بين الاعتبارات الحقوقية والرهانات الجيوسياسية

د.محمد الوادراسي

أستاذ القانون الدولي والعلاقات الدولية

كلية العلوم القانونية والاقتصادية

والاجتماعية، ابن زهر- أكادير

ملخص

عرف المغرب منذ بداية تسعينيات القرن الماضي انفتاحا كبيرا على المنظومة الحقوقية الدولية، عبر الانضمام إلى مجموعة من الاتفاقيات الدولية ذات الصلة. في هذا السياق وقد وقّعت السلطات المغربية المختصة في 17 يوليوز 1998 على معاهدة روما المنشأة للمحكمة الجنائية الدولية، ولم يُستكمل مسطرة الانضمام إلى حدود اليوم لأسباب مختلفة، منها ما هو مرتبط باعتبارات جيوسياسية. لرصد هذه الرهانات الجيوسياسية التي تحول، حتى اليوم، دون المصادقة على واحدة من أهم الآليات الدولية لضمان احترام حقوق الإنسان، ولفهم أسباب تردد المغرب ستركز هذه الورقة على الاكراهات المرتبطة بالسياسة الدولية وما تفرضه من اعتبارات جيوسياسية بعضها يتعلق باختصاصات المحكمة الجنائية الدولية وبمنطق التحالفات وموقف القوى الكبرى من هذه الهيئة القضائية الدولية والبعض الأخر يتعلق بآليات اشتغال المحكمة الجنائية الدولية وتوجهاتها، لاسيما وأن أغلب التحقيقات التي باشرتها شملت قضايا تهم دول إفريقية، مما يطرح أكثر من علامة استفهام حول حيادية هذه المحكمة ومدى استقلاليتها عن أجندات السياسة الدولية.

الكلمات الدالة: المغرب، المحكمة الجنائية الدولية، المنظومة الحقوقية، الاكراهات الجيوسياسية

Abstract

Since the beginning of the nineties of the last century, Morocco has witnessed a great openness to the international human rights system, by acceding to a set of relevant international conventions. On July 17, 1998, Morocco signed the Statute of the International Criminal Court, and to date it has not completed the accession procedure for various reasons, including geopolitical considerations. To monitor these geopolitical stakes that prevent, until today, the ratification of one of the most important international mechanisms to ensure respect for human rights, and to understand the reasons for Morocco's hesitation, this paper will focus on the constraints associated with international politics and the geopolitical considerations it imposes, some of which relate to the competences of the International

Criminal Court, the logic of alliances and the position of the major powers towards this international judicial body, and others related to the mechanisms and orientations of the International Criminal Court, especially since most of the investigations it has initiated included cases of interest to African countries, which raises More than a question mark about the neutrality of this court and the extent of its independence from international political agendas.

Keywords: Morocco, International Criminal Court, Human rights system, geopolitical constraints.

مقدمة

شهد المغرب منذ بداية تسعينيات القرن الماضي انفتاحا كبيرا على المنظومة الحقوقية الدولية، عبر الانضمام إلى مجموعة من الاتفاقيات الدولية ذات الصلة. في هذا السياق وقّعت السلطات المغربية المختصة في 17 يوليوز 1998 على معاهدة روما المنشأة للمحكمة الجنائية الدولية، التي دخلت حيز التنفيذ في يوليوز 2002، إلا أن مسطرة الانضمام لم تُستكمل إلى حدود اليوم لأسباب مختلفة.

كان الباعث على تأسيس المحكمة الجنائية الدولية التصدي "لأخطر الجرائم التي تثير قلق المجتمع الدولي"³⁰⁰، لاسيما وأن القرن العشرين شهد ارتكاب جرائم بشعة، بقيت دون عقاب بفعل ظروف الحرب الباردة. وتتجسد أهمية إحداث مثل هذه المؤسسة القضائية ذات الاختصاص العالمي في محاسبة المتورطين في انتهاك الحقوق الإنسانية دون تدمير الدول من خلال التدابير العسكرية الأممية والعقوبات الاقتصادية التي تتضرر منها الشعوب أكثر من المسؤولين المتورطين³⁰¹.

وتعود المحاولات الحقيقية لتأسيس قضاء جنائي دولي إلى نهاية الحرب العالمية الثانية³⁰²، بعد إحداث محاكم نورمبرغ وطوكيو لمحكمة المتورطين في جرائم الحرب من قادة الدول

³⁰⁰ أنظر الفقرة الرابعة من ديباجة نظام روما الأساسي للمحكمة الجنائية الدولية المعتمد في روما في 17 يوليوز 1998،

في: <https://bit.ly/3Bzb28j>

³⁰¹ محمد الوادراسي، "الليات القضائية لتطبيق القانون الدولي الإنساني"، مجلة شؤون الأوسط، العدد 149، خريف

2014، ص 161.

³⁰² تضمنت اتفاقية فرساي لسنة 1919 أول تلميح لإنشاء محكمة جنائية دولية حول بمقتضاها للحلفاء إمكانية مقاضاة الألمان على ما ارتكبوه من جرائم حرب، كما عُقد العزم على مثول الإمبراطور الألماني كيوم الثاني أما محكمة

المنهزمة³⁰³. أعقب هذه المحاولات فترة صمت طويلة (1955-1993)، امتدت إلى نهاية الحرب الباردة، استفاق العالم بعدها على مجازر إبادة ذهب ضحيتها مئات الآلاف من الأبرياء في كل من يوغسلافيا السابقة وروندا، ليؤسس على إثرها محاكم مؤقتة Hoc Ad لمتابعة المتورطين في الجرائم الدولية³⁰⁴. وقبل أن يُسدل الستار على قرن من الدمار، تم اعتماد نظام المحكمة الجنائية الدولية سنة 1998، كما تم إحداث محاكم جنائية أخرى مؤقتة اختصت بالنظر في الجرائم المرتكبة في سيراليون، وتيمور الشرقية، وكمبوديا، بالإضافة إلى البوسنة والهرسك. وكان الهدف من تأسيس هذه الأجهزة القضائية محاكمة المتورطين في هذه الجرائم كأشخاص وليس محاسبة الدول ككيانات سياسية، مع التركيز على الأشخاص الأكثر تورطا في المجازر الأكثر بشاعة التي شهدتها هذه البلدان³⁰⁵.

وبالموازاة مع التطورات التي عرفها المجتمع الدولي في المجال الحقوقي بعد نهاية مرحلة الثنائية القطبية انخرط المغرب في مجموعة من الاتفاقيات الدولية المتعلقة بحقوق الإنسان، كما تم تعزيز دساتير المملكة بفصول تُعلي من مكانة حقوق الإنسان، آخرها دستور 2011 الذي سعى، كما يقول الأستاذ الحسان بوقنطار، إلى "توسيع المعيارية الدولية، المتسمة بالطابع الكوني عبر عدد من أحكامه، خصوصا فيما يتعلق باحترام الحقوق والحريات (...)"³⁰⁶. ويظهر اهتمام المغرب بمكانة حقوق الإنسان في عدد الإحالات على القانون الدولي في موضوع حقوق الإنسان³⁰⁷.

ورغم الانفتاح على المنظومة الحقوقية الدولية لازال المغرب مترددا في المصادقة على نظام روما الأساسي بالنظر إلى عدد من الاكراهات المرتبطة بالسياسة الدولية وما تفرضه من اعتبارات جيوسياسية بعضها مرتبط باختصاصات المحكمة الجنائية الدولية وبمنطق

دولية ل"الاعتداء الشنيع على الأخلاق الدولية والسلطة المقدسة للمعاهدات"، غير أن الأسبقية كانت للمصالح وليس للأخلاق الدولية و"الاتفاقيات المقدسة" واستقبلت هولندا كيوم الثاني دون أن يمثل للمحاكمة. للمزيد من التفاصيل أنظر:

Cécile Aptel, "Justice Pénale Internationale : Entre Raison d'Etat Et Etat De Droit", *Revue Internationale Et Stratégique*, N° 67, Automne 2007, P72.

³⁰³ محمد الوادراسي، نفس المرجع.

³⁰⁴ محمد شريف سيوني، القانون الدولي الإنساني، القاهرة: منشورات دار النهضة العربية، 2008، ص 162.

³⁰⁵ Cécile Aptel, op. cit., P 71.

³⁰⁶ الحسان بوقنطار، المغرب والقانون الدولي، الرباط: مكتبة دار السلام، الطبعة الأولى 2021، ص 18.

³⁰⁷ أنظر تصدير دستور 2011، والفصول 19، 23 و 55 منه.

التحالفات وموقف القوى الكبرى من هذه الهيئة القضائية الدولية، والبعض الآخر يتعلق بآليات اشتغال المحكمة وتوجهاتها، لاسيما وأن أغلب التحقيقات التي باشرتها شملت قضايا تهم دول إفريقية، مما يطرح أكثر من علامة استفهام حول حيادية هذه المحكمة ومدى استقلاليتها عن أجندات السياسة الدولية.

تنبثق أهمية هذه الدراسة من السجلات التي صاحبت ولادة هذه الهيئة القضائية الدولية والآثار المحتملة على المغرب في حال قرر المصادقة على النظام الأساسي للمحكمة، سواء من حيث المكاسب الحقوقية المفترضة أو من جانب التداعيات الجيوسياسية المحتملة.

ويعود بنا النقاش النظري حول الموضوع إلى الجدل الذي ساد في مرحلة ما بعد الحرب العالمية الأولى، ولاسيما بين أنصار المدرستين المثالية والواقعية³⁰⁸؛ حيث يعتبر مؤيدو النظرية المثالية أن تنظيم العلاقات الدولية يقتضي وجوبا الإعلاء من مكانة القانون الدولي واحترام حقوق الإنسان، وإيلاء المؤسسات الدولية المكانة اللازمة لضبط سلوك الدول، في حين يرى الواقعيون أن طبيعة العلاقات بين الدول تتحدد تبعا لعاملي القوة والمصلحة. فإذا كان تأسيس المحكمة الجنائية الدولية يندرج تحت خانة الانتصار لفكرة سمو قواعد القانون الدولي كما دعا إلى ذلك المثاليون، فإن واقع العلاقات الدولية اليوم، كما أمس، يجبرنا على تأمل المشهد الجيوسياسي الراهن بمنظار المدرسة الواقعية وتبين موقف القوى المؤثرة فيه من المحكمة الجنائية الدولية. لذلك تشكل كل من النظريتين الواقعية والمثالية إطارا نظريا للدراسة.

في هذا السياق المليء بالتناقضات السياسية والقانونية تثار إشكالية التوفيق بين رهان تعزيز منظومة حقوق الإنسان بالمغرب وما تفرضه من انخراط كامل في الحركة الحقوقية الدولية وبين بعض الرهانات الجيوسياسية التي يُملها منطق المصالح والتحالفات؟.

تنبثق عن هذه الإشكالية الأساسية بعض الأسئلة الفرعية من قبيل:

✓ كيف يمكن للمحكمة الجنائية الدولية أن تساهم في تعزيز حقوق الإنسان في المغرب؟

✓ ما مدى تأثير المشهد الجيوسياسي الدولي على قرار انضمام المغرب إلى المحكمة؟

✓ ما هي المكاسب والمخاطر المحتملة من استكمال المغرب لمسطرة الانخراط في المحكمة؟

³⁰⁸ Heribertus Jaka Triyana, "Geopolitical Analysis Concerning Universal Acceptance and Fairness of the International Criminal Court", p. 50. accessed on 1/8/2022, at :<https://bit.ly/3DdyU2l>

أولا : انضمام المغرب إلى نظام روما كآلية لتعزيز منظومته الحقوقية

تتجسد الوظيفة الرئيسية للمحكمة الجنائية الدولية، كما تنص على ذلك ديباجة نظامها الأساسي، في التعامل مع "أخطر الجرائم التي تثير قلق المجتمع الدولي بأسره"، وتهدف من خلال ذلك إلى منع مجموعة من الجرائم التي يُحتمل أن تنتهك حقوق الإنسان الأساسية لأعداد كبيرة من الأفراد مثل جرائم الإبادة الجماعية، جرائم الحرب والجرائم ضد الإنسانية. وبالتالي فهي تشكل جزء من الجهد الدولي المبذول لتحقيق الحماية العالمية لحقوق الإنسان³⁰⁹.

ومن أهم المستجدات التي جاء بها نظام روما الأساسي لتعزيز وضعية حقوق الإنسان هي توسيع نطاق الجرائم ضد الإنسانية، التي كانت ترتبط في السابق بوجود نزاع مسلح، لتشمل الأفعال المرتكبة في فترات السلم، بما يعني أن انتهاك حقوق الإنسان خارج أوقات الحروب أضحي يُرتب مسؤوليات جنائية دولية³¹⁰.

كما تُكتمل العدالة الجنائية الدولية نظام الأمن الجماعي للأمم المتحدة، وتسعى إلى تأسيس نظام دولي قائم على سيادة القانون يُعزز المسؤولية الجنائية الفردية للأشخاص الذين يشغلون مناصب قيادية في الدولة³¹¹. وتشكل هذه الأنظمة المكونات الرئيسية لنظام قانوني دولي مكرس لصون السلم والحفاظ على الحقوق الإنسانية³¹². وقد عبرت رئيسة المحكمة الجنائية الدولية السابقة، القاضية سيلفيا فرنانديز دي غورمندي عن هذا الترابط بين العدالة الجنائية والسلم الدولي بالقول: "إن العدالة في الجرائم الفظيعة (...) عامل مهم للاستقرار على المدى الطويل في مجتمعات ما بعد النزاع (...) إن مُساءلة الجناة أمر بالغ الأهمية أيضا لمنع تكرار الجرائم الجماعية"³¹³.

لذلك فإن الخلاف الحقيقي ليس حول الحاجة إلى الحماية الدولية لحقوق الإنسان، فنظام المحكمة الجنائية الدولية يضمن حماية حقوق الإنسان من جهتين: الأولى هي عندما

³⁰⁹ Jamie Mayerfeld, "Who Shall Be Judge Judge? : The United States, The International Criminal Court, And The Global, Human Rights Quarterly", Vol. 25, No. 1 (Feb., 2003), P98.

³¹⁰ Steven W. Becker, "The objections of larger nations to the international criminal court", Revue Internationale de Droit Pénal, 2010/1 Vol. 81, P 59.

³¹¹ Sascha Rolf Luder, "The Legal Nature Of The International Criminal Court And The Emergence Of Supranational Elements In International Criminal Justice", IRRIC, (March 2002), Vol. 84 No 845, P 85.

³¹² Ibid., P 82.

³¹³ Cour pénale internationale : «La justice est essentielle à une paix durable», Communiqué de presse: 21 septembre 2015, consultée le 25/9/2022, sur : <https://bit.ly/3CRIGGT>

تصادق الحكومات على معاهدة روما لسنة 1998، فإنها تلتزم التزامًا قويًا، وإن كان ضمنيًا، بحماية حقوق الإنسان التي يغطيها نظام روما الأساسي. و من جهة ثانية يمكن للمحكمة الجنائية الدولية أن تتدخل نيابة عن الدولة لحماية حقوق الإنسان إذا فشلت الحكومة في الحفاظ على هذه الحقوق. قد تفعل ذلك حتى ضد مقاومة الحكومات المعنية بشكل مباشر. إن مجرد المعرفة بأن المحكمة الجنائية الدولية قد تتصرف بهذه الطريقة يدفع الحكومات إلى التفعيل الجيد للآليات المتعلقة بحقوق الإنسان، وبالتالي فإن مستوي الإنفاذ متشابهان بشكل معقد³¹⁴.

وفي سعيه إلى تكييف منظومته التشريعية في المجال الحقوقي مع متطلبات نظام روما الأساسي من جهة، والتجاوب مع بعض المطالب الحقوقية التي دعت إلى المصادقة على النظام الأساسي لروما من جهة ثانية³¹⁵، عمل المغرب على تضمين دستور 2011 مقتضيات تخص الجرائم التي تدخل في اختصاص المحكمة الجنائية الدولية ك"جرائم الإبادة، وجرائم الحرب، والجرائم ضد الإنسانية، وكافة الانتهاكات الجسيمة والممنهجة ضد حقوق الإنسان"³¹⁶، وهي جرائم تم إدراجها في مشروع القانون رقم 10.16 القاضي بتغيير وتتميم مجموعة القانون الجنائي المحال إلى البرلمان منذ سنة 2016³¹⁷، كما تضمن تصدير الدستور المغربي التزام ب"حماية منظومتي حقوق الإنسان والقانون الدولي الإنساني، والنهوض بهما، والإسهام في تطويرهما، مع مراعاة الطابع الكوني لتلك الحقوق وعدم قابليتها للتجزئ".

من جانب آخر، يتيح الانضمام إلى المحكمة مجموعة من المكاسب منها تسويق صورة البلاد خارجيا كدولة تهتم بتطوير منظومة حقوق الإنسان؛ والمشاركة في جمعية الدول الأطراف في النظام الأساسي للمحكمة الجنائية الدولية التي تختص بإقرار ميزانية المحكمة، اختيار القضاة

³¹⁴ Jamie Mayerfeld, op. cit., P97.

³¹⁵ نادى مجموعة من الفعاليات الحقوقية بضرورة مصادقة المغرب على النظام الأساسي للمحكمة الجنائية الدولية: أنظر على سبيل المثال: "من أجل مصادقة المغرب على النظام الأساسي للمحكمة الجنائية الدولية"، مركز دراسات حقوق الإنسان والديمقراطية، خلاصات واقتراحات، ص 75-81؛ أنظر أيضا: تقرير مشترك بين منتدى الحقيقة والإنصاف والفدرالية الدولية لحقوق الإنسان حول "مكافحة الإفلات من العقاب وهيئة الإنصاف والمصالحة والمحكمة الجنائية الدولية"، مائدة مستديرة 1-3 أكتوبر 2004.

³¹⁶ الفصل 23 الفقرة 6 من الدستور المغربي لسنة 2011.

³¹⁷ أنظر مشروع قانون رقم 10.16 يقضي بتغيير وتتميم مجموعة القانون الجنائي: <https://bit.ly/3GBrPKM>

وممثلي الإدعاء، وعزلهم إن اقتضى الحال³¹⁸، بالإضافة إلى الاستفادة من تحريك مسطرة الإحالة ضد دولة يشتبه في تورط بعض مسؤوليها في جرائم دولية³¹⁹.

غير أن التفاعل بشكل كامل مع المطالب الحقوقية الداعية إلى المصادقة على نظام روما الأساسي خارج منطق الحسابات الجيوسياسية يبقى محفوظا بالمخاطر، فإقدام الدول على اتخاذ القرارات الخارجية المهمة ينبغي أن يأخذ في الاعتبار منطق المكاسب والخسائر، أي ماذا سيجني المغرب من قرار المصادقة، وما هي الخسائر المحتملة؟. في هذا الإطار ينبغي أن يندرج قرار السلطة المختصة بالمصادقة على النظام الأساسي للمحكمة الجنائية الدولية من عدمه، أو تأخيره، بحيث أن قراءة السياق الداخلي والدولي وواقع التوازنات الدولية قبل استكمال مسطرة الانضمام تعتبر مسألة في غاية الأهمية.

ثانيا : التحديات الخارجية لانضمام المغرب إلى المحكمة الجنائية الدولية

قبل الإقدام على اتخاذ قراراتها الدولية، تأخذ الحكومات، عادة، الوضع الجيوسياسي بعين الاعتبار بشكل لا يجعل من هذه القرارات مطية للإضرار بمصالحها الخارجية. وتكشف القراءة المتأنية للوضع الجيوسياسي أن أي قرار للمغرب بالمصادقة على نظام روما الأساسي يجب أن يأخذ في الحسبان موقف الإدارة الأمريكية من المحكمة الجنائية الدولية، وخصوصا في ظل التطورات الأخيرة التي شهدت اعتراف الولايات المتحدة الأمريكية بسيادة المغرب على أقاليمه الجنوبية، كما يتعين تأمل مواقف باقي الدول الكبرى، مثل روسيا والصين، بالإضافة إلى الهند. ومن جهة ثانية يمكن لقرار الانضمام أن يؤثر على قرارات المغرب المتعلقة بالمشاركة في بعثات حفظ السلم.

ثالثا: السياق الدولي وموقف القوى الكبرى من المحكمة

من المفارقات السياسية الدولية أنّ المحكمة الجنائية الدولية قد شرعت في التحقيق في قضايا أحالها مجلس الأمن الدولي (ليبيا، وقبلها السودان)، في الوقت الذي يمتنع فيه ثلاثة من أصل خمسة من أعضائه الدائمين عن الانضمام إلى نظام روما الأساسي، بل شكك بعضهم في حياديتها. هنا تصبح الأبعاد السياسية لهذه الإحالات أكثر انتقادا³²⁰. وبشكل رفض ثلاثة أعضاء

³¹⁸ أنظر المواد 36، 42 و46 من النظام الأساسي للمحكمة الجنائية الدولية.

³¹⁹ أنظر المادة 14 من النظام الأساسي للمحكمة الجنائية الدولية.

³²⁰ Heribertus Jaka Triyana, Op. Cit., P47.

دائمين في مجلس الأمن - روسيا والصين والولايات المتحدة - الانضمام إلى المحكمة الجنائية الدولية نقطة ضعف رئيسية في النظام الجنائي الدولي.³²¹

تعارض الولايات المتحدة المحكمة لاعتبارات تتعلق بالانتشار الواسع لقواتها في مناطق عديدة من العالم، حيث تشكل القوات الأمريكية الجزء الرئيسي من قوات حفظ السلام التابعة للأمم المتحدة التي أذن بها مجلس الأمن. كما فرضت إستراتيجية مكافحة "الإرهاب"، كجزء من دبلوماسيتها العالمية، ارتفاع احتمالات مشاركة الولايات المتحدة بشكل كبير في الحروب الدولية مما يعني أن الجنود الأمريكيين قد يواجهون اتهامات من قبل المحكمة الجنائية الدولية بارتكاب أفعال إجرامية على أراضي دولة طرف.³²²

لقد تبنت الولايات المتحدة الأمريكية، بشكل علني، موقفا عدائيا ضد المحكمة الجنائية الدولية، ولم تكتف برفض المصادقة على نظام روما الأساسي، بل قامت بالتعبئة ضد هذه الهيئة القضائية لثني باقي الدول عن القيام بذلك.³²³ وردًا على قرار المحكمة بالسماح بإجراء تحقيق في جرائم الحرب والجرائم ضد الإنسانية في أفغانستان، وقع دونالد ترامب على مرسوم يفوض من خلاله لوزير الخارجية الأمريكي، مايك بومبيو، بالاتفاق مع وزير الخزانة ستيفن منوتشين، بتجميد أصول مسؤولي المحكمة الجنائية الدولية المشاركين في التحقيق في الولايات المتحدة. كما أذن ترامب بتمديد القيود المفروضة على التأشيرات ضد مسؤولي المحكمة وأفراد أسرهم.³²⁴

وكجزء من حملتها ضد المحكمة، أقر الكونجرس الأمريكي "قانون حماية أعضاء الخدمة الأمريكية" (ASPA)، في سنة 2002، الذي يفرض على مشاركة الولايات المتحدة في عمليات حفظ السلام التابعة للأمم المتحدة شروطا تجعل الجنود الأمريكيين المنخرطين بعينين عن متناول المحكمة الجنائية الدولية؛ ويقضي أيضا بحجب المساعدات العسكرية عن الدول التي صادقت على نظام روما الأساسي ما لم تتعهد بعدم تسليم المواطنين الأمريكيين إلى المحكمة ؛

³²¹ Ibid., P46.

³²² Lu Jianping and Wang Zhixiang, "ICC And Non-PARTY States: China's Attitude Towards the ICC", JICJ 3 (2005), P 610.

³²³ Marieke de Hoon and Kjersti Lohne, "Negotiating Justice at the ASP: From Crisis to Constructive Dialogue", (29 November 2016), accessed on 25/7/2022, at : <https://bit.ly/3yXVVDI>

³²⁴ "Donald Trump menace de sanctions les magistrats de la Cour pénale internationale", *le Monde*, le 11 juin 2020, consultée le 5/10/2022, sur : <https://bit.ly/3VG5Rf1>

كما رخص هذا القانون للرئيس الأمريكي استخدام "جميع الوسائل الضرورية والمناسبة للإفراج عن مواطن أمريكي تحتجزه المحكمة الجنائية الدولية"، وقد سماه البعض، ساخرا، "قانون غزو لاهاي"³²⁵ Hague Invasion Act .

وبخلاف الولايات المتحدة الأمريكية، فإن التزامات الصين العسكرية في الخارج أقل، وبالتالي فهي ليست قلقة من أن تخضع قواتها يوما ما لولاية المحكمة الجنائية الدولية، كما أن الصين ليست في وضع يسمح لها بالضغط على الدول الأخرى لتوقيع اتفاقيات ثنائية كما فعلت الولايات المتحدة الأمريكية. وسواء انضمت الصين في نهاية المطاف إلى نظام روما الأساسي أم لا، فإنها لا تستطيع تجنب الولاية القضائية للمحكمة الجنائية الدولية في أجزاء أخرى من العالم³²⁶، غير أنّ مخاوف كل من الهند والصين تبقى ذات طبيعة قانونية وسياسية مرتبطة أساسا بوضعهم الداخلي³²⁷، سيتم توضيحها في المحور المتعلق باختصاص المحكمة في النزاعات المسلحة الداخلية (ثالثا).

وبخصوص الموقف الروسي، فسنجده مطبوعا بالتناقض، فعلى الرغم من مصالح روسيا الاقتصادية في السودان ودعمها السابق لنظام الخرطوم، قبلت بإحالة الوضع في دارفور إلى المحكمة الجنائية الدولية³²⁸، وأعلنت "أن مكافحة الإفلات من العقاب هي أحد عناصر الاستقرار الطويل الأجل في دارفور"³²⁹. وقبلت بإحالة الوضع في ليبيا إلى المحكمة الجنائية الدولية³³⁰، بينما عارضت روسيا، من خلال مجلس الأمن، إحالة الملف السوري إلى المحكمة ثلاث مرات³³¹، وسحبت توقيعها بعد يوم من وصف المحكمة الوضع في شبه جزيرة القرم بأنه نزاع مسلح دولي واحتلال³³². ويصعب حاليا توجيه اتهامات ضد المسؤولين الروس بارتكاب جرائم حرب في أوكرانيا لسببين: فروسيا ليست طرفا في نظام روما الأساسي، كما أن وضعها

³²⁵ Philippe Ferlet, Patrice Sartre, "La Cour Pénale Internationale à la lumière des positions américaine et française", *Études*, 2007/2, Tome 406, p 172. consultée le 5/10/2022, sur : <https://bit.ly/3s9NeIV>

³²⁶ LuJianping and Wang Zhixiang, op. cit., P608.

³²⁷ Heribertus Jaka Triyana, op. cit., P44.

³²⁸ مجلس الأمن، قرار رقم 1593 بتاريخ 31 مارس 2005، شوهد في 2022/8/20، في : <https://bit.ly/3GiilgG>.

³²⁹ Heribertus Jaka Triyana, op. cit., 47.

³³⁰ قرار مجلس الأمن رقم 1970 المتعلق بإحالة الوضع في ليبيا إلى المحكمة الجنائية الدولية، بتاريخ 15 فبراير 2011، شوهد في 2022/7/28، في : <https://bit.ly/3i4K81s>.

³³¹ Bert Koenders, "CPI : pendant ce temps, dans les nombreux États qui n'ont pas adhéré au statut de Rome...", *Jeune Afrique*, 17 novembre 2016 (consultée le 5/10/2022, sur : <https://bit.ly/3CRdIxj>)

³³² Marieke de Hoon and Kjersti Lohne, op. cit.

كعضو دائم في مجلس الأمن سيسمح لها باعتراض أي محاولة إحالة إلى المحكمة من خلال المجلس. فهل من العدل أن يمنع مجلس الأمن الإحالة إلى المحكمة في بعض القضايا ويحيل بنفسه قضايا أخرى على أنظارها؟، أليس هذا كيلا بمكيالين؟ يتساءل الأستاذ بيرت كوندرز³³³.

من جهة أخرى، أثر السياق الدولي على وضع المحكمة من خلال مواقف بعض الدول الأطراف، حيث لوّحت كل من كندا، ألمانيا وبريطانيا، إلى جانب 8 دول أخرى³³⁴، بخفض الدعم المالي المقدم إلى المحكمة تحت ذريعة الأزمة الاقتصادية العالمية وعدم نجاعة تحقيقات المحكمة، وذلك بعد أيام فقط من إعلان مكتب المدعي العام عن إمكانية فتح تحقيق في أفغانستان، بشأن أعمال التعذيب المفترضة المنسوبة إلى مسؤوليين في الجيش الأمريكي، كما أعلنت عدة حكومات، بما فيها حكومات كندا وألمانيا وأستراليا، عن معارضة التحقيق في مزاعم جرائم إسرائيل في الأراضي الفلسطينية³³⁵.

رابعاً: تقييد المساهمة الخارجية للمغرب في بعثات حفظ السلام

تُمثل المشاركات المغربية في بعثات حفظ السلام محورا مهما في السياسة الخارجية المغربية لما لها من مكاسب دبلوماسية، وقدرة على التأثير في الساحة الدولية، ولاسيما في المناطق التي تشارك فيها القوات المغربية، كما تُقدم المشاركة في هذه البعثات المغرب كفاعل أمني ومساهم نشيط في عمليات حفظ الأمن³³⁶.

وترجع مساهمة القوات المغربية في بعثات حفظ السلم لتعزيز السلام وحماية السكان المدنيين، إلى ستينيات القرن الماضي. كما يحتل المغرب المرتبة 12 بين البلدان المساهمة بقوات

³³³ شغل منصب وزير خارجية هولندا بين سنوات 2014-2017. وكان رئيسا لبعثتي الأمم المتحدة في كوت ديفوار (2011-2013) ومالي (2013-2015). شوهد في 2022/9/28، في: <https://bit.ly/3IAEcYX>.
334 ألمانيا وكندا وكولومبيا وإكوادور وإسبانيا وفرنسا وإيطاليا واليابان وبولندا والمملكة المتحدة وفنزويلا. للمزيد من التفاصيل، أنظر:

Amnesty International, "Les États ne doivent pas invoquer le budget de la CPI pour entraver son travail", (Novembre 23, 2016), consultée le 22/8/2022, sur : <https://bit.ly/3Qw7tEd>

³³⁵ Amnesty International, "Les États ne doivent pas invoquer le budget de la CPI pour entraver son travail", (Novembre 23, 2016), consultée le 22/8/2022, sur : <https://bit.ly/3Qw7tEd>

³³⁶ Axel Augé, "Les opérations de paix du Maroc : un axe majeur de la politique extérieure du pays", Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix, consultée le 22/7/2022, sur : <https://bit.ly/3Vnmc67>

في بعثات الأمم المتحدة، والمرتبة الثانية بين الدول العربية³³⁷. شارك في سنة 2019 في ثلاث بعثات للأمم المتحدة ب 2,120 جنديا وخيبرا مغربيا³³⁸. كما تمت تعبئة الجنود المغاربة في عملية الأمم المتحدة الثانية في الصومال سنة 1994. وفي غرب أفريقيا، شارك المغرب أيضا ب 734 جندي في كوت ديفوار في سنة 2004، في ذروة أزمة ما بعد الانتخابات كجزء من عملية الأمم المتحدة في كوت ديفوار، و ب 750 جندي في بعثة الأمم المتحدة في الكونغو الديمقراطية منذ سنة 1999³³⁹

لهذه الاعتبارات يمكن أن تُشكل مصادقة المغرب على نظام روما الأساسي عائقا أمام إرسال قوات حفظ السلام التابعة له إلى الخارج خوفا من مقاضاة جنوده أمام المحكمة الجنائية الدولية على جرائم الحرب المحتمل ارتكابها خلال بعثة لحفظ السلام³⁴⁰.

وبالإضافة إلى التأثير الذي يمكن أن يُلحقه الانضمام المحتمل إلى المحكمة على سياسة المغرب الخارجية، هناك مخاوف أخرى مرتبطة باختصاص المحكمة في النزاعات المسلحة الداخلية بما فيها مكافحة الحركات الانفصالية.

خامسا : اختصاص المحكمة في النزاعات المسلحة الداخلية

شكلت صلاحيات المحكمة الجنائية الدولية في جرائم الحرب المرتكبة في سياق النزاعات المسلحة الداخلية، والجرائم ضد الإنسانية، عائقا أمام انضمام العديد من الدول التي تواجه تمرد حركات انفصالية مسلحة، وتعتبر الصين والهند من هذه الدول التي لا ترى أي ميزة في الانضمام إلى المحكمة سوى وضع قواتها أمام إشكالية مكافحة التمردات الداخلية واحترام حقوق الإنسان، وهي معضلة يصعب حلها³⁴¹. كما أن توسيع نطاق الجرائم ضد الإنسانية

³³⁷ Bakary Traore, "La contribution africaine au maintien de la paix onusien : Enjeux et dessous d'un engagement croissant", le 30 août 2013, note d'analyse, Groupe de Recherche et d'Information sur la paix et la sécurité, consultée le 7/8/2022, sur : <https://bit.ly/3TeDAKA>

³³⁸ Axel Augé, op. cit.

³³⁹ Ibid.

³⁴⁰ Devasheesh Bais, "the raison d'être of non-ratification of the Rome statute by Asian states", april 28, 2012, accessed on 18/8/2022, at : <https://bit.ly/3EACl4k>

³⁴¹ Valerieane Toon, "International Criminal Court: Reservations of Non-State Parties in Southeast Asia", Contemporary Southeast Asia 26, no. 2 (2004), p. 220.

لتشمل انتهاكات حقوق الإنسان في فترات السلم من أهم الإشكالات التي تواجه الدول المترددة في الانضمام إلى المحكمة³⁴².

وتعتبر كل من الصين والهند من الدول التي عارضت اختصاص المحكمة في النزاعات المسلحة الداخلية، حيث اعتبرت الصين أن هذا الاختصاص يتعارض مع احترام سيادة الدول ومع مبدأ عدم التدخل في الشؤون الداخلية للدول، وأشارت إلى أن هذا النوع من القضايا ينبغي أن تتناوله المحاكم المحلية فقط، وأن إدراج النزاع المسلح الداخلي في اختصاص المحكمة لا يتسق مع القانون الدولي العرفي³⁴³، ومن شأنه أن يجعل من المحكمة الجنائية الدولية محكمة عامة لحقوق الإنسان³⁴⁴. وتتخوف الصين بشكل أساسي من إمكانية التحقيق مع جنودها بخصوص العنف المتكرر في "التبت" و"شينجيانغ"³⁴⁵.

الهند بدورها تواجه مطالب الانفصال في كشمير وشمال شرق البلاد، وبالتالي فهي مترددة في الانضمام إلى المحكمة الجنائية الدولية ذات الولاية القضائية في الصراع الداخلي. ولطالما اتهمت الهند بانتهاك حقوق الإنسان في المنطقة. لذلك تتوجس من الانضمام إلى المحكمة الجنائية الدولية، مخافة الشروع في إجراءات كيدية ضدها³⁴⁶. ومخاوف الهند بشأن هذه النقطة محددة للغاية، وهي إمكانية استخدام المحكمة الجنائية الدولية ضد الهند في قضية "كشمير"³⁴⁷.

نفس الهواجس تظل مطروحة بالنسبة للمغرب في حربه ضد جبهة البوليساريو، ولاسيما بعد كسر "الجبهة" لاتفاق وقف إطلاق النار ودخول المغرب في مواجهة مسلحة مع الحركة الانفصالية، وبالتالي فتخوفات المغرب من الانضمام قد تجد ما يبررها بالنظر إلى صعوبة توقع تطورات الأحداث في الأقاليم الجنوبية. وما يزيد من تعقيدات الوضع الطفرة التي

³⁴² Steven W. Becker, op. cit., p. 59.

³⁴³ Devasheesh Bais, op. cit.

³⁴⁴ Steven W. Becker, op. cit., p. 59.

³⁴⁵ Ibid., p. 58.

³⁴⁶ Devasheesh Bais, op. cit.

³⁴⁷ Steven W. Becker, op. cit., p. 58.

تعيّشها الجزائر من حيث الاستفادة من عائدات المواد النفطية، لاسيما بعد الأزمة الأوكرانية، وجنوحها المتزايد نحو دعم مليشيا البوليساريو³⁴⁸.

وغني عن البيان القول بأن قضية الوحدة الترابية تعتبر المحدد الأول لسياسة المغرب الخارجية و"النظرة التي ينظرها المغرب إلى العالم"³⁴⁹. فهي قضية ذات أولوية قصوى، ومن شأن استكمال إجراءات الانضمام إلى المحكمة أن يضع القوات المغربية أمام معادلة صعبة، وهي مكافحة الحركة الانفصالية وفي نفس الوقت إثبات احترام الإجراءات العسكرية المتخذة للمعايير الدولية لحقوق الإنسان.

سادسا : تشكيك دول من الجنوب في حيادية المحكمة

ارتفعت بعض الأصوات، خاصة من أفريقيا، للتنديد بالمحكمة الجنائية الدولية باعتبارها "عديمة الفائدة" و"وسيلة عنصرية"، وأنها تأتي بنتائج عكسية للسلام وحتى للعدالة³⁵⁰. فعجزت المحكمة الجنائية الدولية عن مقاضاة الدول الغربية يخلق تصورا لدى الرأي العام الدولي بأن الأفارقة فقط هم الذين يرتكبون جرائم دولية ويحتاجون إلى تدخل من المحكمة³⁵¹. وما يزيك هذا التصور أنّ معظم الحالات المعروضة حاليا على المحكمة الجنائية الدولية تخص دول من القارة الأفريقية³⁵².

وبفعل هذه الاتهامات المتكررة، عاشت المحكمة الجنائية الدولية أزمة وجودية إلى حد ما، وخاصة عند إعلان كل من بوروندي وجنوب أفريقيا وغامبيا نيّهم الانسحاب من نظام روما الأساسي، وتهديد دول أخرى بالانسحاب، مثل أوغندا والفلبين. هذا التهديد بالانسحاب يشكك في صفة "العالمية" وهي الغاية التي تنشدها المحكمة الدولية³⁵³.

³⁴⁸ "Sahara occidental : entre le Maroc et l'Algérie, la guerre diplomatique fait rage", le *Monde*, le 06 septembre 2022, consultée le 12/10/2022, sur : <https://bit.ly/3VMFmEz>

³⁴⁹ "خطاب ملك المغرب بمناسبة ذكرى ثورة الملك والشعب"، 20 غشت 2022، شوهده في 2022/7/12، في : <https://bit.ly/3sbh0XD>

³⁵⁰ Marieke de Hoon and Kjersti Lohne, op. cit.

³⁵¹ Ibid., op. cit.

³⁵² Devasheesh Bais, op. cit.

³⁵³ Marieke de Hoon and Kjersti Lohne, op. cit.

تعتبر الأستاذة Valeriane Toon أن التحيز من أي نوع كان سيقبل حتما من إيمان الدول الأخرى بحياد المؤسسة³⁵⁴. كما يرى الأستاذ بيرت كوندرز أن اتهامات المحكمة بالتحيز ضد أفريقيا تشير إلى حقيقة واقعة³⁵⁵.

التعرف على هذه المواقف مهم بالنسبة للمغرب من جانبين: الأول هو أن المغرب جزء من القارة الإفريقية ومعني بمواقف وتوجهات دول القارة بشكل كبير، لاسيما بعد الأهمية الذي باتت تحظى بها إفريقيا في السياسة الخارجية المغربية في العقدين الأخيرين، والجانب الثاني هو أن المصادقة على نظام روما الأساسي من شأنها أن تُلزم المغرب بالتعاون القضائي والأمني مع المحكمة بخصوص ملفات تخص قادة ومسؤولين أفارقة تربطهم علاقات دبلوماسية وسياسية مع المغرب.

خاتمة

خدمة لأجندته الخارجية، التي تقع قضية الوحدة الترابية في مقدمتها، يسعى المغرب جاهدا إلى تعزيز مكانته الدولية. أهمية قضية الوحدة الترابية، في السيلستين الخارجية والداخلية للمغرب تفرض على مسؤوليه التفكير مليا قبل استكمال مسطرة الانضمام إلى المحكمة الجنائية بشكل كلي. فقرار المصادقة الذي يعتبره الفاعل الحقوقي أولوية قصوى، ويرى فيه الباحث في القانون الدستوري خطوة تستدعي بعض المواءمات الدستورية والقانونية قبل مرحلة المصادقة، قد يحمل أبعادا جيوسياسية أكثر تعقيدا تفرض أخذها بعين الاعتبار. فاستحضار لغة المصالح التي تقوم عليها العلاقات الدولية، يفرض طرح سؤال المكاسب والخسائر المترتبة عن مثل هذا القرار؟

ومن خلال هذه الدراسة يتبين أن مكاسب المغرب المفترضة، أي اكتساب العضوية في المحكمة والانضمام إلى جهازها التقريبي، لا يرقى إلى حجم المخاطر أو التهديدات الجيوسياسية المحيطة به، ولاسيما بعد دخول القوات المغربية في مواجهة مسلحة مع حركة البوليساريو الانفصالية، وما قد يتيح ذلك، نظريا، من إمكانية فتح المحكمة الجنائية الدولية للتحقيق بمبادرة من المدعي العام للمحكمة. فاختصاصات المحكمة في النزاعات المسلحة الداخلية، بما فيها مكافحة الحركات الانفصالية، تستدعي التريث في المصادقة، أو تأخيرها إلى وقت لاحق

³⁵⁴ Valeriane Toon, Op. Cit., P. 220.

³⁵⁵ Bert Koenders, Op. Cit.

تكون فيه الرؤية أكثر وضوحا، ومراقبة كيفية تأثير المحكمة الجنائية الدولية في المشهد الجيوسياسي المتغير الذي تؤثر فيه وتتأثر به.

من جهة أخرى، لا يمكن للمغرب من جهة أخرى، ولاعتبارات متعددة، أن يتجاهل، في الوقت الحالي، توجهات الولايات المتحدة الأمريكية وموقفها من المحكمة، ولاسيما بعد التطورات الأخيرة في الموقف الأمريكي اتجاه قضية الوحدة الترابية. بالإضافة إلى ذلك، تُعتبر علاقات المغرب المتنامية مع دول الاتحاد الإفريقي والصين، وموقف هذه الدول من المحكمة من المحددات الرئيسية لتوجهات المغرب الخارجية.

كما أن النهوض بمنظومة حقوق الإنسان لا يتوقف بالضرورة على مصادقة المغرب على معاهدة روما المنشئة للمحكمة الجنائية الدولية، بل يمكن الرقي بهذه المنظومة من خلال التفعيل الجيد والسليم للآليات التي تمت المصادقة عليها سابقا، وتطوير المنظومة القانونية الداخلية بشكل عام، كما أنّ اختصاص المحكمة، كما ينص على ذلك نظام روما الأساسي، يعتبر اختصاصا تكميليا للقضاء الوطني، وليس اختصاصا أصليا.

لائحة المراجع

I. المراجع العربية

1. الحسان بوقنطار. المغرب والقانون الدولي. الرباط : مكتبة دار السلام. الطبعة الأولى 2021.
2. محمد شريف سيوني. القانون الدولي الإنساني. القاهرة: منشورات دار النهضة العربية. 2008.
3. محمد الوادراسي. "الآليات القضائية لتطبيق القانون الدولي الإنساني". مجلة شؤون الأوسط. العدد 149. خريف 2014.
4. نظام روما الأساسي للمحكمة الجنائية الدولية المعتمد في روما في 17 تموز/ يولييه 1998، في: <https://bit.ly/3Bzb28j>
5. دستور المملكة المغربية لسنة 2011.

II. المراجع الأجنبية

1. Bakary Traore. "La contribution africaine au maintien de la paix onusien : Enjeux et dessous d'un engagement croissant". le 30 août 2013. note d'analyse. *Groupe de Recherche et d'Information sur la paix et la sécurité*. <https://bit.ly/3TeDAKA>
2. Bert Koenders, "CPI : pendant ce temps, dans les nombreux États qui n'ont pas adhéré au statut de Rome...". *Jeune Afrique*. 17 novembre 2016, (<https://bit.ly/3CRdlxj>)
3. Devasheesh Bais. "the raison d'être of non-ratification of the Rome statute by Asian states". april 28. 2012. <https://bit.ly/3EACl4k>
4. Heribertus Jaka Triyana. "Geopolitical Analysis Concerning Universal Acceptance and Fairness of the International Criminal Court". <https://bit.ly/3DdyU2l>
5. Jamie Mayerfeld. "Who Shall Be Judge Judge? : The United States, the International Criminal Court, and the Global, Human Rights Quarterly". Vol. 25. No. 1 (Feb., 2003).
6. Lu Jianping and Wang Zhixiang. "ICC And Non-PARTY States : China's Attitude Toward the ICC". *JICJ* 3 (2005).
7. Philippe Ferlet, Patrice Sartre, "La Cour Pénale Internationale à la lumière des positions américaine et française", *Études*, 2007/2, Tome 406, p 172. sur : <https://bit.ly/3s9NeIV>
8. Sascha Rolf Luder. "The legal nature of the International Criminal Court and the emergence of supranational elements in International Criminal Justice". *IRRC*, (March 2002). Vol. 84 No 845.
9. Valeriane Toon. "International Criminal Court: Reservations of Non-State Parties in Southeast Asia". *Contemporary Southeast Asia* 26. no. 2 (2004).
10. Axel Augé. "Les opérations de paix du Maroc : un axe majeur de la politique extérieure du pays". *Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix*, consultée le 22/7/2022. sur : <https://bit.ly/3Vncm67>
11. "Donald Trump menace de sanctions les magistrats de la Cour pénale internationale", le *Monde*, le 11 juin 2020. <https://bit.ly/3VG5Rf1>
12. "Sahara occidental : entre le Maroc et l'Algérie, la guerre diplomatique fait rage", le *Monde*, le 06 septembre 2022. <https://bit.ly/3VMFmEz>
13. Amnesty International. "Les États ne doivent pas invoquer le budget de la CPI pour entraver son travail." (Novembre 23, 2016). <https://bit.ly/3Qw7tEd>

الفصل الثامن

أي دور للمحكمة الجنائية الدولية في تعزيز حماية حقوق الإنسان في البلدان المغاربية؟

ذ.علي فاضلي
باحث في القانون العام

ملخص

أبانت تجارب الحراك الاجتماعي خلال سنة 2011 فيما سمي بالربيع الديمقراطي/العربي أن الاكتفاء بإصدار دساتير تتضمن مقتضيات متقدمة في مجالي الحريات وحقوق الإنسان غير كاف لحماية تلك الحقوق على المستوى العملي. وأحد الأسباب الرئيسة وراء ذلك هو ضعف المؤسسة القضائية في حماية تلك الحقوق ومعاقبة المتهمين بانتهاكها.

وقد شكل إصلاح الجهاز القضائي وضمان استقلاله وفعاليته أحد المطالب الأساسية خلال تظاهرات الحراك الاجتماعي، وهو الأمر الذي ترجم في الدساتير التي تم إقرارها عقب سقوط بعض الأنظمة العربية أو تلك التي بادرت إلى القيام بإصلاحات دستورية. غير أن ضعف الجهاز القضائي في حماية حقوق الإنسان وتكريس سلطته تجلى بشكل ظاهر في الأحداث والنزاعات التي أعقبت الموجة الأولى من الربيع العربي.

هنا تبرز أهمية المحكمة الجنائية الدولية بالنسبة للمنطقة المغاربية، في كونها تسعى للحيلولة دون وقوع انتهاكات جسيمة لحقوق الإنسان أو محاسبة مقترفيها والعمل على عدم تكرار تلك الانتهاكات مستقبلا، خصوصا في فترات الاضطرابات والنزاعات.

Abstract

The experiences of the Arab Spring showed that constitutions that include advanced requirements in the fields of freedoms and human rights is not sufficient to protect these rights on a practical level. One of the main reasons behind this is the weakness of the judicial institution in protecting these rights and punishing those accused of violating them.

Reforming the judiciary and ensuring its independence and effectiveness was one of the main requests during the demonstrations of the Arab Spring, which was translated into the constitutions that were approved after the fall of some Arab regimes or those that have undertaken constitutional reforms. However, the weakness of the judiciary in protecting human rights and consolidating its authority was evident in the events and conflicts that followed the first wave of the Arab Spring.

The importance of the International Criminal Court (ICC) for the Maghreb region emerges to seek to prevent gross violations of human rights or hold the perpetrators accountable and work to ensure that such violations are not repeated in the future, especially in periods of unrest and conflict.

مقدمة

تطلب خروج المحكمة الجنائية الدولية لحيز الوجود عقوداً من النقاشات، قبل أن يتم إصدار النظام الأساسي للمحكمة في 17 يوليوز 1998³⁵⁶. وبالرغم من معارضة الدول الكبرى وعلى رأسها الولايات المتحدة والصين إنشاء المحكمة، إلا أن المحكمة أضحت تحظى بالقبول من قبل غالبية دول العالم، بحيث بلغ عدد الدول الأطراف في نظام روما الأساسي 123 دولة، من بينهم 33 دولة أفريقية، ما يجعل القارة الأفريقية من أكثر المناطق مصادقة وانضماماً للنظام الأساسي لروما.

لكن على عكس الدول الإفريقية، تعتبر الدول العربية ومنها الدول المغاربية استثناءً في الموقف من المحكمة الجنائية الدولية، فباستثناء تونس من المنطقة المغاربية ومعها الأردن وجيبوتي وجزر القمر من المنطقة العربية، فبقية الدول العربية والمغاربية ما زالت ترفض الانضمام إلى النظام الأساسي للمحكمة.

بالرغم من أن مطلب الانضمام إلى المحكمة الجنائية الدولية شكل أحد المطالب الرئيسية للمنظمات الحقوقية قبل اندلاع أحداث الحراك الاجتماعي فيما عرف بالربيع العربي أواخر سنة 2010، وتزايد الطلب عليه خلال تلك الفترة، إلا أن تونس كانت الدولة الوحيدة التي انضمت لنظام روما الأساسي، في حين أن المغرب، بالرغم من قبوله لتوصية الانضمام إلى ذلك النظام خلال أشغال الاستعراض الدوري الشامل سنة 2012، إلا أنه لم يفعل ذلك القبول على أرض الواقع، أما بقية الدول المغاربية والعربية التي شهدت أحداث الحراك الاجتماعي فلم تتفاعل إيجاباً مع مطلب الانضمام للمحكمة.

تؤكد تجربة دول الحراك الاجتماعي، خصوصاً بعد الأحداث التي شهدتها مصر منذ يوليوز 2013، والحرب الأهليتين في اليمن وليبيا، وبعد المسار الذي دخلته تونس منذ الإجراءات الاستثنائية للرئيس قيس سعيد في يوليوز 2021، أن الاكتفاء فقط بالشق الدستوري

³⁵⁶ حسب مقتضيات المادة الخامسة من النظام الأساسي لروما "تشكل المحكمة الجنائية الدولية أهم جهاز قضائي جنائي دولي يتولى محاسبة المتهمين بارتكاب الجرائم الأشد خطورة، وهي جريمة الإبادة الجماعية، والجرائم ضد الإنسانية، وجرائم الحرب، وجريمة العدوان".

والقانوني داخليا عبر التنصيص على استقلالية القضاء ومنحه مكانة فعلية، وعبر تأسيس المؤسسات الوطنية المستقلة المكلفة بحماية حقوق الإنسان، وتكريس الحماية الدستورية والقانونية لتلك الحقوق، غير كاف لمنع وقوع انتهاكات جسيمة لحقوق الإنسان. كما تؤكد تجربة دول الحراك الاجتماعي أحد أبرز مميزات فترات الانتقال الديمقراطي، وهي أنها فترة صعبة ومعقدة، ولا تسير بالضرورة نحو خط تصاعدي، بل هي فترات قد تكون في مسار انتكاسي تراجمي.

وتعتبر المحكمة الجنائية الدولية أهم مؤسسة دولية قادرة على منع وقوع انتهاكات جسيمة لحقوق الإنسان، أو محاسبة المتهمين بارتكابها، والعمل على عدم وقوعها مستقبلا، وتعطي التجربة الكينية نموذجا في هذا الباب، بحيث تدخلت المحكمة بعد أحداث سنتي 2007 و2008 لفتح تحقيق في تلك الأحداث واتهام قادة البلد وعلى رأسهم رئيس البلاد ونائبه بارتكاب جرائم ضد الإنسانية، وفي سابقة بالنسبة لرئيس دولة ونائبه -ما يزالان في منصبهما- حضر الاثنان لمقر المحكمة للدفاع عن نفسيهما.

إن من شأن الانضمام إلى النظام الأساسي لروما أن يشكل ضمانا لعدم وقوع انتهاكات جسيمة لحقوق الإنسان، خصوصا في فترات الاضطرابات، كما أن من شأنه تعزيز وترسيخ مكانة واستقلالية القضاء والمؤسسات الوطنية المعنية بحماية حقوق الإنسان.

تقتضي مناقشة دور المحكمة الجنائية الدولية في حماية حقوق الإنسان بالمنطقة المغربية، التطرق أولا إلى موقف دول المنطقة من المحكمة، والتعرف على أسباب عدم انضمام تلك الدول إلى المحكمة، وهو ما يتيح رصد تخوفات وتحفظات تلك الدول على النظام الأساسي للمحكمة.

تحاول الدراسة التعاطي مع الإشكالية التالية:

بالنظر إلى الأحداث التي شهدتها المنطقة العربية وضمنها المنطقة المغربية منذ سنة 2011 في سياق الربيع العربي وما تمخض عنه من حروب وانتهاكات جسيمة لحقوق الإنسان، في أي حد يمكن للمحكمة الجنائية الدولية بما تمتلكه من صلاحيات أن تسهم حماية حقوق الإنسان في المنطقة المغربية؟

ويقتضي التعاطي مع هذه الإشكالية تفكيكها إلى مجموعة من الأسئلة:

- ما هو موقف الدول المغربية من المحكمة الجنائية الدولية؟

- هل تختلف الدول المغاربية في الموقف من المحكمة عن الدول العربية؟
- ما هي الأسباب التي تحول دون انضمام الدول المغاربية للمحكمة؟
- هل يمكن للمحكمة أن تلعب دورا في حماية حقوق الإنسان في الدول المغاربية؟
- هل للمحكمة دور فعلي في حماية حقوق الإنسان؟

إن الهدف من اختيار الموضوع هو تسليط الضوء على دور القضاء الجنائي الدولي ممثلا في المحكمة الجنائية الدولية في تقرير حماية فعلية لحقوق الإنسان خصوصا بالنسبة للدول التي تمر من فترات انتقال ديمقراطي صعبة، وتمر من نزاعات وحروب أهلية كما هو الحال بالنسبة للمنطقة المغاربية، التي تمر بعض دولها من مرحلة انتقال ديمقراطي صعبة، في حين تمر إحدى دولها من حرب أهلية منذ سنوات.

المحور الأول: موقف الدول المغاربية من المحكمة الجنائية الدولية

ليست الدول المغاربية بدعا من المنطقة العربية فيما يخص الموقف من المحكمة الجنائية الدولية، بحيث تعتبر المنطقة العربية من أقل المناطق الجغرافية مصادقة وانضماما إلى النظام الأساسي لروما. فأربع دول فقط انضمت إلى المحكمة الجنائية الدولية، وهي الأردن، وجيبوتي، وجزر القمر، وتونس.

باستثناء تونس ما تزال بقية الدول المغاربية ترفض الانضمام إلى نظام روما الأساسي، مع الإشارة إلى أن المحكمة الجنائية الدولية تتولى، بقرار من مجلس الأمن الدولي، التحقيق في الأحداث التي شهدتها ليبيا منذ فبراير 2011 عقب الاحتجاجات ضد نظام معمر القذافي³⁵⁷.

تعود أسباب رفض الدول المغاربية الانضمام إلى النظام الأساسي لروما إلى مجموعة من الاعتبارات التي تثير مخاوف تلك الدول، وهي مخاوف ومحاذير تتقاسمها مع غالبية الدول العربية. وهو رفض يعود لمجموعة من الأسباب³⁵⁸:

- القلق بأن تستعمل القوى العظمى المحكمة الجنائية الدولية للضغط على البلدان العربية؛

³⁵⁷ قرار مجلس الأمن الدولي رقم 1970 حول الحالة في ليبيا بتاريخ: 26 فبراير 2011- رمز الوثيقة: S/RES/1970(2011)، على الرابط:

<https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N11/245/56/PDF/N1124556.pdf?OpenElement>

³⁵⁸ محمد عبد العزيز ابراهيم جاد الحق:- التحديات الدستورية والتشريعية للتصديق على النظام الأساسي للمحكمة الجنائية الدولية في العالم العربي- مائدة مستديرة حول التصديق وتطبيق النظام الأساسي للمحكمة الجنائية- المنامة:2- 4 يونيو 2004- منشورات الفيدرالية الدولية لحقوق الإنسان- ص21-23.

- القلق بأن تفحص المحكمة الجنائية الدولية في الأحداث التي قد تقع في البلدان العربية؛
- القلق من سوء استخدام اختصاصات وسلطات المدعي العام؛
- الخوف من أن الجرائم التي تحاكم في إطار المحكمة الجنائية الدولية تعتبر جرائم جديدة؛
- القلق المتعلق بالحصانة القانونية لرئيس الدولة؛
- القلق من تسليم مواطني البلدان العربية إلى المحكمة الجنائية الدولية؛
- الخوف من التدخل في الأمن القومي للدول العربية.

أولاً- مسألة الحصانة:

بالعودة إلى دساتير الدول المغاربية نجدتها خصصت مجموعة من مقتضياتها لتكريس حصانة قادتها وبعض مسؤوليها من أي متابعة قضائية، إما بصورة مطلقة أو نسبية، ووضعت الدساتير التي تجيز متابعة قادتها ومسؤوليها شروطاً خاصة لتفعيل المتابعة القضائية.

1. الحصانة في الدستور المغربي:

إذا كان الدستور المغربي منح الملك صلاحيات واسعة فإنه في المقابل منحه بحصانة مطلقة تتعذر معها أية إمكانية للمتابعة القضائية، في حين منح أعضاء البرلمان حصانة نسبية.

وقد سبق لوزير الخارجية المغربي الأسبق "محمد بنعيسى" في جواب شفوي بمجلس النواب سنة 2007 ان صرح بأن الحصانة التي يؤمنها الدستور لرئيس الدولة هي من بين ثلاثة أسباب رئيسة لعدم مصادقة المغرب على النظام الأساسي لروما³⁵⁹.

- حصانة الملك:

وفقاً لأحكام الدستور المغربي يتمتع الملك بمجموعة من الصلاحيات الواسعة والمهمة، فهو أمير المؤمنين وحامي حى الملة والدين، ورئيس الدولة وممثلها الأعلى³⁶⁰، ويرأس الملك المجلس الوزاري الذي من أبرز صلاحياته إشهار الحرب³⁶¹، كما أنه القائد الأعلى للقوات المسلحة³⁶²،

³⁵⁹ خالد الشراوي السموني -موقف الدولة المغربية من المحكمة الجنائية الدولية- موقع هسبريس الإلكتروني 11 شتنبر 2014 على الرابط:

(2022 يوليو 5 تاريخ الدخول): <http://www.hespress.com/writers/240440.html>

³⁶⁰ الفصلان 41 و 42 من الدستور

³⁶¹ الفصلان 48 و 49 من الدستور

³⁶² الفصل 53 من الدستور

ويرأس المجلس الأعلى للأمن³⁶³، وللملك الحق في إعلان حالة الاستثناء، وله في هذه الحالة صلاحية اتخاذ الإجراءات التي يفرضها الدفاع عن الوحدة الترابية والرجوع للسير العادي للمؤسسات³⁶⁴. وعلى المستوى القضائي، فإن الملك هو الذي يعين القضاة ويعزلهم، وبالتالي "لا يمكن لهؤلاء القضاة مسألته عن أي مسألة مهما كانت طبيعتها، لأن الأحكام كلها تصدر باسم الملك، وعليه لا يمكن للأحكام التي تصدر باسمه أن تكون ضده"³⁶⁵.

في مقابل هذه الاختصاصات الواسعة والمهمة التي يتمتع بها الملك، فقد منحه الدستور المغربي حصانة مطلقة، يتعذر معها إجراء أي متابعات قضائية ضد شخص الملك، فقد نص الفصل 46 من دستور 2011 على أن شخص الملك لا تنتهك حرمة، وأن له واجب التوقير والاحترام؛ وهي حصانة تم تكريسها في منظومة القانون الجنائي المغربي³⁶⁶.

- حصانة البرلمانين:

منح الدستور المغربي في فصله 64 حصانة نسبية لأعضاء البرلمان بتنصيبه على أنه "لا يمكن متابعة أي عضو من أعضاء البرلمان، ولا البحث عنه، ولا إلقاء القبض عليه، ولا اعتقاله ولا محاكمته، بمناسبة إبدائه لرأي أو قيامه بتصويت خلال مزاولته لمهامه، ما عدا إذا كان الرأي المعبر عنه يجادل في النظام الملكي أو الدين الإسلامي أو يتضمن ما يخل بالاحترام الواجب للملك".

وهذا المقتضى الدستوري يمنع متابعة عضو البرلمان بسبب آراءه، وقد أورد الدستور الحالات التي تتم فيها متابعة أعضاء البرلمان، وهي المتعلقة بالدين الإسلامي وبالنظام الملكي وبالاحترام الواجب للملك. وما عدا هذه الحالات فلأعضاء البرلمان حصانة تامة من المتابعة القضائية بسبب آرائهم.

غير أن هذه الحصانة تتعارض مع مقتضيات النظام الأساسي للمحكمة الجنائية الدولية، والذي ينص على أن للمحكمة الجنائية الدولية الاختصاص على الأشخاص الطبيعيين الذين

³⁶³ الفصل 54 من الدستور

³⁶⁴ الفصل 59 من الدستور

³⁶⁵ محمد بوبوش: النظام الأساسي لمحكمة الجنايات الدولية وإشكالية التعارض مع نصوص الدستور المغربي- منشورات مجلة العلوم القانونية- العدد:02 سنة 2014 ص170.

³⁶⁶ تنص المادة 10 من القانون الجنائي المغربي على أنه "يسري التشريع الجنائي المغربي على كل من يوجد بإقليم المملكة من وطنيين وأجانب وعديبي الجنسية، مع مراعاة الاستثناءات المقررة في القانون العام الداخلي والقانون الدولي".

يسألون جنائيا، ويعرضون للعقوبة في حال قيامهم، بالأمر أو الإغراء بارتكاب، أو الحث على ارتكاب جريمة وقعت بالفعل أو شرع في تنفيذها، أو التحريض على ارتكاب الجريمة أو الشروع في تنفيذها³⁶⁷.

2. الحصانة في الدستور الجزائري:

على خلاف الدستور المغربي لم يحصن الدستور الجزائري الرئيس الجزائري من المتابعة القضائية، غير أنه وضع مسطرة وشروطا خاصة لمتابعة الرئيس والوزير الأول وكذلك أعضاء البرلمان.

- حصانة الرئيس:

حصرت المادة 183 من الدستور الجزائري أي إمكانية للمتابعة القضائية لرئيس الجمهورية في حالة وحيدة، وهي حالة الخيانة العظمى، وجعل من المحكمة العليا للدولة الجهة الوحيدة المؤهلة لمتابعة رئيس الدولة بسبب الخيانة العظمى³⁶⁸.

من خلال المقتضى السابق يتضح أن الرئيس الجزائري "معفى من أي تحقيق أو متابعة قضائية أو محاكمة جزائية، سواء بالنسبة للأعمال المرتبطة بمهامه أو غير المرتبطة بذلك أثناء ممارسة عهده، وبالنتيجة فهو يتمتع بحصانة مطلقة مهما كان نوع الجرم الذي يرتكبه، غير أنه يستثنى من هذه الحصانة ارتكابه لجريمة الخيانة العظمى"³⁶⁹.

بالنسبة لمقتضيات الفقرة الثانية من المادة 183 من الدستور الجزائري والتي تنص على اختصاص المحكمة العليا للدولة بالنظر في الجنايات والجرح التي يرتكبها الوزير الأول بمناسبة ممارسته لمهامه، فهي لا تشكل تناقضا مع النظام الأساسي لروما، ما دامت تقرب بإمكانية المتابعة القضائية للوزير الأول ولا تمنحه حصانة أمام المتابعة القضائية. وهنا لا يهم الجهاز المختص وطنيا في المتابعة القضائية، بل المهم هو عدم الدفع بالحصانة كسبب للإفلات من العقاب.

- حصانة أعضاء البرلمان:

³⁶⁷ الفقرة 3 ب- ج من المادة 25 من النظام الأساسي لروما

³⁶⁸ الفقرة الأولى من المادة 183 من الدستور الجزائري:

³⁶⁹ هواري هامل، تابتي بوحانة، نظام الحصانة الدستورية والامتياز القضائي ومبدأ المساواة أمام القانون، مجلة الدراسات الحقوقية، المجلد 8، العدد 02، سنة 2021، ص 558-615.

متّع الدستور الجزائري أعضاء البرلمان بحصانة مطلقة فيما يتعلق بالأعمال المرتبطة بممارسة مهامهم المحددة دستوريا، كما أقر مسطرة خاصة لمتابعة أعضاء البرلمان حين قيامهم بأفعال غير مرتبطة بمهامهم الدستورية. فيشترط لمتابعة عضو البرلمان تنازل هذا الأخير عن حصانته البرلمانية، أو صدور قرار من المحكمة الدستورية بهذا الشأن³⁷⁰.

وهذه الحصانة التي أقرها الدستور الجزائري لصالح أعضاء البرلمان هي أقوى من الحصانة التي يتمتع بها البرلمانيون المغاربة، فبالإضافة إلى عدم إمكانية متابعة عضو البرلمان الجزائري بسبب آراءه والتي يمكن أن تكون مشمولة بمقتضيات المادة 25 من نظام روسا/روما الأساسي، فإن الدستور الجزائري وضع مسطرة خاصة لمتابعة عضو البرلمان حين اقترافه جرائم تقع خارج نطاق مهامه البرلمانية.

3. الحصانة في الدستور الموريتاني:

أقر الدستور الموريتاني مجموعة من المقتضيات منحت بعض المسؤولين حصانة من المتابعة القضائية، ووضعت شروطا ومسطرة خاصة لمتابعتهم ومحاسبتهم.

-حصانة الرئيس:

على غرار الدستور الجزائري، متّع الدستور الموريتاني رئيس الجمهورية بحصانة ضد أي متابعة قضائية، وحصر الحالة الوحيدة التي يمكن من خلالها متابعة الرئيس في حالة الخيانة العظمى، وقد اشترط الدستور أن يوجّه الاتهام من قبل غرفتي البرلمان بتصويت أغليتهما المطلقة، على أن تتولى محكمة العدل السامية المحاكمة³⁷¹.

أما بالنسبة للوزير الأول وباقي الوزراء فقد نصت المادة 93 من الدستور الموريتاني على مسؤوليتهم الجنائية أثناء ممارستهم لمهامهم، وأناط بمحكمة العدل السامية محاكمتهم³⁷².

1-حصانة أعضاء البرلمان:

منحت المادة 50 من الدستور الموريتاني حصانة كاملة لأعضاء البرلمان فيما يتعلق بأرائهم، كما اشترطت الحصول على موافقة مكتب المجلس الذي ينتهي إليه عضو البرلمان لمتابعته عن

³⁷⁰ المادتان 129 و 130 من الدستور الجزائري.

³⁷¹ المادة 93 من الدستور الموريتاني في فقراتها الأولى والثانية والثالثة

³⁷² المادة 93 من الدستور الموريتاني في فقرتها الرابعة والخامسة

الجنايات والجرح المتهم بارتكابها إلا في حالة التلبس بالجريمة. كما أقرت المادة نفسها بوضع حد لاعتقال عضو البرلمان بطلب من المجلس الذي ينتهي إليه³⁷³.

– حقيقة دور الحصانة كعائق أمام الانضمام إلى المحكمة الجنائية الدولية

لاستجلاء موقف الدول المغربية من قاعدة عدم الاعتداد بالحصانة أمام المحكمة الجنائية الدولية لابد من العودة لأشغال اللجنة التحضيرية للمحكمة الجنائية الدولية والمؤتمر الدولي للمفوضين الدبلوماسيين، بحيث لم تتطرق الدول المغربية لمسألة الحصانة ولم تبد تحفظات عليها³⁷⁴.

في التعاطي مع مسألة الحصانة وإمكانية انضمام الدول المغربية لنظام روما الأساسي، ينبغي التمييز بين كل من الجزائر وموريتانيا كنظامين جمهوريين وبين المغرب كنظام ملكي.

فبالرغم من حصر الدستورين الجزائري والموريتاني للحالة الوحيدة التي تتيح إمكانية متابعة رئيس الدولة، وتحديدتهما للمسطرة الخاصة لتفعيل المتابعة، إلا أنهما لا يمنحان لرئيسا البلدين حصانة مطلقة من المتابعة القضائية، على خلاف الدستور المغربي الذي يقر بحصانة مطلقة وتامة تتعذر معها أي متابعة لملك البلاد.

بالنسبة للجزائر وموريتانيا فيمكن الاقتداء بالتجربة التونسية أو الفرنسية في التعاطي مع تعارض المقتضيات الدستورية المتعلقة بالحصانة مع نظام روما الأساسي، فقد أقرت تونس دستور 2014 والذي منح حصانة لرئيس الجمهورية بمناسبة قيامه بالأعمال في إطار مهامه الدستورية، كما وضع مسطرة خاصة لمحاسبة الرئيس³⁷⁵. وفي علاقة التشريعات الوطنية مع

³⁷³ المادة 50 من الدستور الموريتاني

³⁷⁴ اللجنة التحضيرية لإنشاء محكمة جنائية دولية- تقرير الاجتماع المنعقد بين الدورات في الفترة من 19 إلى 30 يناير 1998- رمز الوثيقة:

A/AC.249/1998/L.13

³⁷⁵ نص الفصل 87 من الدستور التونسي لسنة 2014 على انه:

يتمتع رئيس الجمهورية بالحصانة طيلة توليه الرئاسة، وتعلق في حقه كافة آجال التقادم والسقوط، ويمكن استئناف الإجراءات بعد انتهاء مهامه.

لا يسأل رئيس الجمهورية عن الأعمال التي قام بها في إطار أدائه لمهامه.

ونص الفصل 88 على انه: يمكن لأغلبية أعضاء مجلس نواب الشعب المبادرة بلائحة معللة لإعفاء رئيس الجمهورية من أجل الخرق الجسيم للدستور ويوافق عليها المجلس بأغلبية الثلثين من أعضائه و في هذه الصورة تقع الإحالة إلى المحكمة الدستورية للبت في ذلك بأغلبية الثلثين من أعضائها. ولا يمكن للمحكمة الدستورية أن تحكم في صورة الإدانة

الاتفاقيات الدولية، نص دستور 2014 على جعل الاتفاقيات الدولية أعلى من القوانين وأدنى من الدستور³⁷⁶.

في التجربة الفرنسية، فبعد قرار المجلس الدستوري الفرنسي³⁷⁷ الذي اعتبر نظام روما الأساسي يتعارض مع الحصانة المقررة دستوريا لبعض المسؤولين خصوصا رئيس الجمهورية، وبأن الانضمام إلى ذلك النظام يتطلب تعديل الدستور، قامت فرنسا بتعديل دستوري عبر إضافة فصل ينص على أنه يمكن "للجمهورية أن تعترف باختصاص المحكمة الجنائية الدولية وفق الشروط المنصوص عليها في معاهدة روما"³⁷⁸.

أما بالنسبة للمغرب فإنه يتعذر تصور قيام أي تعديل دستوري بمراجعة المقتضيات المتعلقة بحصانة الملك المطلقة، لكن هذا لا يمنع من انضمام المغرب إلى نظام روما الأساسي، خصوصا بعد قبوله لتوصية الانضمام إلى ذلك النظام خلال أشغال الاستعراض الدوري الشامل للمجلس الدولي لحقوق الإنسان سنة 2012.

كما إنه بالعودة إلى الاتفاقيات المتعلقة بالقانون الدولي الإنساني والتي صادق عليها المغرب نجده انضم إلى اتفاقية منع جريمة الإبادة الجماعية والمعاقبة عليها³⁷⁹، وهي اتفاقية تنص في مادتها الرابعة على معاقبة مرتكبي الإبادة الجماعية حتى ولو كانوا حكاما دستوريين، فالمغرب لم يدفع بمسألة حصانة الملك لعدم الانضمام لهذه الاتفاقية أو الانسحاب منها بعد إقرار دستور 1962³⁸⁰.

وهو أمر دفع لبروز اتجاه يدافع عن الانضمام إلى النظام الأساسي لروما بالرغم من المقتضيات الدستورية المتعلقة بحصانة الملك، فالهدف من حصانة الملك "هو تسهيل قيامه

إلا بالعزل. ولا يعفي ذلك من التتبعات الجزائية عند الاقتضاء. و يترتب على الحكم بالعزل فقدان له حقّ الرّشّح لأيّ انتخابات أخرى.

³⁷⁶ الفصل 20 من الدستور التونسي لسنة 2014

³⁷⁷ Decision 98-408 DC- Decision 98-408 DC of 22 january 1999 : Treaty laying down statute of the international criminal court. Paragraph: 15-17- Available at: https://www.conseil-constitutionnel.fr/sites/default/files/as/root/bank_mm/anglais/a98408dc.pdf

³⁷⁸ المادة 35/2 من الدستور الفرنسي.

³⁷⁹ انضم المغرب إلى الاتفاقية بتاريخ 24 يناير 1958.

³⁸⁰ علي فاضلي، المغرب والمحكمة الجنائية الدولية: دراسة تحليلية على ضوء دستور 2011، أطروحة لنيل شهادة الدكتوراه في القانون العام والعلوم السياسية، كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بمراكش، الموسم الجامعي: 2018-2019، ص156

بمهامه الدستورية، وليس تسهيل أو ضمان الإفلات من العقاب من الإبادة الجماعية أو الجرائم ضد الإنسانية، أو جرائم الحرب، والتي لا يفترض أن يقوم بها، خاصة وأنه الساهر على إنفاذ العدالة وحماية الملة والدين وضامن وحدة البلاد"³⁸¹.

في هذا الإطار يستشهد بالتجربة الأردنية حيث صادقت الدولة الأردنية على النظام الأساسي للمحكمة الجنائية الدولية بالرغم من الحصانة المطلقة التي يمنحها الدستور الأردني للملك³⁸². فالدستور الأردني يمنح الملك صلاحيات كبيرة ومهمة ومنها ممارسة السلطة التنفيذية، والقيادة العليا للقوات المسلحة بمختلف فروعها، والإعلان عن الحرب³⁸³، وهي صلاحيات تقع في تماس مباشر مع اختصاص المحكمة الجنائية الدولية بحكم إشرافه على القوات المسلحة وسلطته في إعلان الحرب.

إن صلاحيات الملك الأردني هي صلاحيات مشابهة إلى حد كبير لصلاحيات العاهل المغربي خصوصا فيما يتعلق بالرئاسة الفعلية للقوات المسلحة والإعلان عن الحرب، لكن الأردن انضمت للمحكمة الجنائية الدولية بالرغم من الحصانة المقررة دستوريا للملك.

ثانيا: مسألة ولاية المحكمة الجنائية الدولية على النزاعات الداخلية

من القضايا التي تثير حفيظة الدول المغاربية من المحكمة الجنائية الدولية هي ولايتها على النزاعات الداخلية، فوفقا للمادة السابعة من نظام روما الأساسي المتعلقة بالجرائم ضد الإنسانية، فهذه الأخيرة هي مجموعة من الأفعال التي ترتكب في إطار هجوم واسع النطاق أو منهجي موجه ضد أية مجموعة من السكان المدنيين.

بالرجوع لمواقف الدول المغاربية من مسألة ولاية المحكمة الجنائية الدولية على النزاعات الداخلية خلال أشغال المؤتمر الدبلوماسي المعني بإنشاء المحكمة الجنائية الدولية، نجدها ترفض تمتيع المحكمة بهذه الولاية، بحيث اعتبر الوفد المغربي بأن "الجرائم المرتكبة ضد

³⁸¹ هشام الشرقاوي- المحكمة الجنائية الدولية والدستور المغربي- جريدة المساء المغربية- 19 يونيو 2008. نقلا عن: علي فاضلي، سلطة المحكمة الجنائية الدولية في متابعة رؤساء الدول بين الإطار القانوني والواقع الدولي. حالة الرئيس السوداني عمر البشير نموذجا، رسالة لنيل شهادة الماستر في القانون العام، كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بسطات، الموسم الجامعي: 2010-2011، ص 74

³⁸² تنص المادة 30 من الدستور الأردني على أن " الملك هو رأس الدولة وهو مصون من كل تبعة ومسؤولية".

³⁸³ المادتان 26 و 32 من الدستور الأردني

الإنسانية يجب أن ينظر فيها في إطار النزاع الدولي، وليس في حالة النزاع الداخلي³⁸⁴، كما يجب أن تكون العلاقة بين المحكمة والدول الأعضاء قائمة على أساس من الثقة والتعاون، مع مراعاة الاختصاص الوطني في الأمور القانونية³⁸⁵.

موقف أعلن عنه كذلك الوفد الجزائري الذي أكد معارضته "إدراج النزاعات المسلحة الداخلية تحت اختصاص المحكمة، بسبب الصعوبة العملية في التمييز بين النزاع المسلح الحقيقي وعمليات إقامة الأمن المقصود بها استعادة النظام العام"³⁸⁶.

ثالثا: صلاحيات المدعي العام

عبرت الدول العربية عن تحفظها على صلاحيات المدعي العام للمحكمة الجنائية الدولية³⁸⁷ من خلال قرار جامعة الدول العربية الذي أقر القانون العربي النموذجي للجرائم التي تدخل في اختصاص المحكمة الجنائية الدولية، والذي تحظر المادة الرابعة منه إجراء أي تحقيق في الدول العربية إلا بناء على إذن كتابي من النائب العام لتلك الدول أو من يقوم مقامه³⁸⁸.

بالعودة لأشغال المؤتمر الدبلوماسي للمفوضين المعني بإنشاء محكمة جنائية دولية نلاحظ اختلافا بين الدول المغاربية في الموقف من صلاحيات المدعي العام للمحكمة، فإذا كان الوفد الجزائري اعتبر أن الدور المسند إلى المدعي العام في مشروع النص المقترح يطرح بعض المشاكل فيما يخص مبدأ التكامل، وأعلن معارضة بلاده منحه سلطات لبدء التحقيقات بحكم منصبه³⁸⁹، إلا أن المغرب في المقابل دعم منح المدعي العام دورا مستقلا "لضمان أن تكون

³⁸⁴ الوثائق الرسمية لمؤتمر الأمم المتحدة الدبلوماسي للمفوضين المعني بإنشاء محكمة جنائي دولية: رمز الوثيقة:

A/CONF.183/C.1/SR.3 - الفقرة:38

³⁸⁵ الوثائق الرسمية لمؤتمر الأمم المتحدة الدبلوماسي للمفوضين المعني بإنشاء محكمة جنائي دولية: رمز الوثيقة:

A/CONF.183/SR.6 - الفقرة: 109

³⁸⁶ للاطلاع أكثر على الموقف من مسألة ولاية المحكمة الجنائية الدولية على النزاعات الداخلية أنظر الوثائق الرسمية للمؤتمر الدبلوماسي للمفوضين المعني بإنشاء محكمة جنائية دولية:

- A/CONF.183/C.1/SR.3

- A/CONF.183/C.1/SR.35

- A/CONF.183/C.1/SR.36

³⁸⁷ المادة 15 من النظام الأساسي للمحكمة الجنائية الدولية

³⁸⁸ اعتمد هذا القانون من قبل مجلس وزراء العدل العرب في دورته 21 بالقرار 598 -21د- بتاريخ 29/11/2005.

³⁸⁹ الوثائق الرسمية لمؤتمر الأمم المتحدة الدبلوماسي للمفوضين المعني بإنشاء محكمة جنائي دولية: رمز الوثيقة:

A/CONF.183/C.1/SR.10 - الفقرة:30

المحكمة مستقلة وفعالة، ينبغي أن يمنح المدعي العام جميع السلطات للاضطلاع بمسؤولياته بفعالية، ولا ينبغي أن يكون خاضعا لأي مراقبة غير تلك المستمدة من النظام الأساسي والمحكمة نفسها³⁹⁰.

وطالب المغرب بأن يكون المدعي العام قادرا على بدء التحقيقات بحكم منصبه، بيد أنه طالب بأن تكون مثل هذه الدعوى خاضعة لاتفاق مع الدائرة التمهيدية، كما دعا لخصر مصدر المعلومات فقط في الدول والمنظمات الداخلة في منظومة الأمم المتحدة³⁹¹، بحيث "ينبغي أن يكون للمدعي العام حق اتخاذ المبادرة في بعض الدعاوى، ولكن يجب أن تكون هناك ضمانات كافية لتجنب إساءة استعمال سلطاته ولضمان احترام حقوق المتهمين"³⁹².

المحور الثاني: دور المحكمة الجنائية الدولية في حماية حقوق الإنسان بالدول المغربية

شكلت المطالبة بانضمام الدول المغربية للنظام الأساسي لروما أحد المطالب الأساسية للفاعلين الحقوقيين في هذه الدول، كما طالبت به هيئة رسمية ممثلة في هيئة الإنصاف والمصالحة، بحيث كان من بين توصياتها الرئيسة مواصلة مصادقة المغرب وانضمامه إلى الاتفاقيات الدولية المتعلقة بحقوق الإنسان والقانون الدولي الإنساني، وعلى رأس تلك الاتفاقيات النظام الأساسي لروما³⁹³.

إن من شأن انضمام الدول المغربية لنظام روما الأساسي تعزيز الحماية القانونية والمؤسسية لحقوق الإنسان في هذه الدول، خصوصا في ظل التحديات التي تواجهها تجارب الانتقال الديمقراطي منذ سنة 2011، وهي مرحلة معقدة تكون مفتوحة على خيارات متعددة.

³⁹⁰ الوثائق الرسمية لمؤتمر الأمم المتحدة الدبلوماسي للمفوضين المعني بإنشاء محكمة جنائي دولية: رمز الوثيقة: A/CONF.183/C.1/SR.29-الفقرة: 54.

³⁹¹ الوثائق الرسمية لمؤتمر الأمم المتحدة الدبلوماسي للمفوضين المعني بإنشاء محكمة جنائي دولية: رمز الوثيقة: A/CONF.183/C.1/SR.9-الفقرة: 100.

³⁹² الوثائق الرسمية لمؤتمر الأمم المتحدة الدبلوماسي للمفوضين المعني بإنشاء محكمة جنائي دولية: رمز الوثيقة: A/CONF.183/SR.6-الفقرة: 107.

³⁹³ للإطلاع بشكل مفصل على توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، يمكن الرجوع إلى:

التقرير الختامي لهيئة الإنصاف والمصالحة- الكتاب الأول- ص 114-127

التقرير الختامي لهيئة الإنصاف والمصالحة- الكتاب الثالث- ص 100-114

التقرير الختامي لهيئة الإنصاف والمصالحة- الكتاب الرابع- ص 79-101

التقرير الختامي لهيئة الإنصاف والمصالحة- الكتاب السادس- ص 80-82

سيكون للانضمام إلى النظام الأساسي للمحكمة الجنائية الدولية تأثيرات على الحماية المؤسساتية لحقوق الإنسان، بحيث سيسهم في تعزيز مكانة القضاء كجهاز مستقل وفعال في حماية حقوق الإنسان بالدول المغاربية، بالإضافة إلى تكريس وظيفة ومكانة المؤسسات المستقلة المعنية بحماية حقوق الإنسان.

كما سيسهم الانضمام إلى النظام الأساسي لروما في تعزيز الترسانة القانونية لحماية حقوق الإنسان، بالإضافة إلى حماية تلك الحقوق في فترات الاضطرابات، والحيلولة دون ارتكاب جرائم جسيمة لتلك الحقوق تدخل ضمن خانة الجرائم ضد الإنسانية المشمولة بالولاية القضائية للمحكمة الجنائية الدولية.

أولاً: تعزيز مكانة وفعالية القضاء

يشكل مبدأ التكامل إحدى الركائز التي يقوم عليها النظام الأساسي لروما، وإحدى التسويات المهمة التي تمت بين أعضاء المجتمع الدولي من أجل تجاوز الهواجس التي أثرت بشأن انتقاص المحكمة الجنائية الدولية من سيادة الدول³⁹⁴.

ومبدأ التكامل من بين أهم المبادئ التي يقوم عليها النظام الأساسي للمحكمة الجنائية الدولية إن لم يكن أهمها على الإطلاق، ولهذا تم التنصيص عليه في ديباجة النظام الأساسي وفي مادته الأولى؛ والتطبيق العملي لهذا المبدأ يعني في المقام الأول منح الاختصاص للقضاء الوطني لمباشرة مهامه، قبل تدخل القضاء الدولي في حالة عجز الأول القيام بواجباته في هذا الباب³⁹⁵.

وفقاً للمادة 17 من النظام الأساسي لروما فإن المحكمة الجنائية الدولية تصبح صاحبة الاختصاص وفقاً لمبدأ التكامل إذا كانت الدولة غير راغبة أو غير قادرة على مباشرة التحقيق ومقاضاة المتهمين بارتكاب جرائم تدخل ضمن اختصاص المحكمة.

بالعودة إلى دساتير الدول المغاربية التي تم إقرارها منذ سنة 2011 نجدها تخصص حيزاً مهماً للقضاء، عبر تعزيز وتكريس الضمانات الدستورية لاستقلاليتها، والتنصيص على دوره في حماية حقوق وحرية الأفراد.

³⁹⁴ علي فاضلي، مرجع سابق، ص 69

³⁹⁵ لؤي محمد حسين النايض: العلاقة التكاملية بين المحكمة الجنائية الدولية والقضاء الوطني- مجلة جامعة دمشق

للعلوم الاقتصادية والقانونية- المجلد 27- العدد:3- 2011- صص 541-548

فقد أفرد الدستور المغربي بابا كاملا للقضاء³⁹⁶، بحيث لأول مرة تتم الإشارة إلى القضاء باعتباره سلطة مثل السلطتين التشريعية والتنفيذية؛ وتم التنصيص بشكل واضح على استقلالية السلطة القضائية عن السلطتين التشريعية والتنفيذية. وتكرسا لمكانة القضاء فقد تم التنصيص على أن النظام الأساسي للقضاة، والقانون المتعلق بالمجلس الأعلى للسلطة القضائية يجب أن يصدر عن طريق قانونيين تنظيميين، ما يعني ضرورة إحالتهما إلى المحكمة الدستورية لإقرار مدى مطابقتها للدستور، وهو أمر يشكل ضمانا دستورية لاستقلالية القضاء ومكانته.

الأمر نفسه ذهب إليه الدستور الجزائري لسنة 2020³⁹⁷ فيما يخص استقلالية القضاء وفيما يخص ضرورة صدور القوانين المتعلقة بالقضاء في شكل قوانين عضوية³⁹⁸.

في الاتجاه نفسه سار الدستور الموريتاني، والذي جاء بمقتضيات جديدة سنة 2012 تنص على القضاء كسلطة مستقلة، وعلى إنشاء مجلس أعلى للقضاء يصدر القانون المنظم له والنظام الأساسي للقضاة على شكل قانونيين نظاميين يعرضان وجوبا على المجلس الدستوري للتقرير في مدى مطابقتها للدستور³⁹⁹.

في تونس منح دستور 2014 مكانة معتبرة للقضاء⁴⁰⁰، بحيث أقره كسلطة مستقلة، ومنع أي تواجد للسلطة التنفيذية ضمن هياكل المجلس الأعلى للقضاء. غير أن هذه المكانة تراجعت مع الدستور الجديد⁴⁰¹، تراجع انعكس شكلا ومضمونا، عبر تقليص عدد الفصول (من 16 فصلا في دستور 2014 إلى ثمانية فصول في دستور 2022)، و التراجع عن مصطلح السلطة القضائية لصالح مصطلح الوظيفة القضائية، وكذلك التراجع عن استقلالية القضاء عبر إلغاء المجلس الأعلى للقضاء كمؤسسة تهم جميع أنواع القضاء لصالح مجلس أعلى خاص بكل

³⁹⁶ الباب السابع من الدستور المغربي المراجع سنة 2011، الفصول من 107 إلى 128.

³⁹⁷ الفصل الرابع من الباب الثالث من الدستور الجزائري المراجع سنة 2020.

³⁹⁸ وفقا للمادة 140 من الدستور الجزائري، تخضع القوانين العضوية للمراقبة من قبل المحكمة الدستورية للنظر في مدى مطابقتها للدستور.

³⁹⁹ الباب السابع من الدستور الموريتاني المراجع سنة 2012.

⁴⁰⁰ الباب الخامس من الدستور التونسي لسنة 2014.

للمزيد حول القوانين العضوية في النظام القانوني الجزائري، أنظر:

بن عربية رقية، مسراتي سليمة، الرقابة على القوانين العضوية في النظام الدستوري الجزائري (رقابة المطابقة أم رقابة الدستورية)، مجلة صوت القانون، المجلد 8، العدد الخاص، 2022، ص51-68.

⁴⁰¹ تتم اقرار الدستور الجديد في يوليو 2022، وتم التطرق للقضاء من خلال الباب الرابع.

صنف، وإزالة الفقرة التي كانت تتحدث عن استقلالته المالية والإدارية وإعداده لميزانيته الخاصة وعرضها على البرلمان.

تؤكد الإجراءات التي أقدمها عليها الرئيس التونسي قيس سعيد منذ يوليو 2021 أن مسار تعزيز استقلالية القضاء ليس مسارا تصاعديا بل يمكن أن يكون تراجعيا، وأن المقتضيات الدستورية المكرسة لاستقلالية القضاء ومكانته في حماية حقوق الإنسان قد لا تكون كافية في تعزيز تلك الاستقلالية على أرض الواقع وبشكل مستمر.

هنا تبرز أهمية الانضمام إلى المحكمة الجنائية الدولية، بحيث أن مبدأ التكامل يتيح لهذه الأخيرة التدخل في حال عدم رغبة أو عدم قدرة القضاء الوطني على محاسبة المتهمين بارتكاب انتهاكات جسيمة لحقوق الإنسان، وهو الأمر الذي يشكل ضغطا على السلطات الحاكمة لمنح القضاء استقلالية أكبر، وقبل هذا، التفكير مليا قبل الإقدام على ارتكاب انتهاكات جسيمة لحقوق الإنسان.

إن مبدأ التكامل هو بمثابة جهاز إنذار ورقابة على السلطات الحاكمة لدفعها نحو منح القضاء استقلالية التحقيق والمحاكمة في أي انتهاكات جسيمة لحقوق الإنسان، خصوصا وأن المحكمة الجنائية الدولية تملك صلاحية فتح تحقيق والمحاكمة بناء على إحالة من مجلس الأمن الدولي حتى دون أن تكون الدولة عضوا بالمحكمة، كما هو الحال في قضية دارفور والقضية الليبية.

ثانيا: تكريس مكانة مؤسسات حماية حقوق الإنسان

أضحت المؤسسات الوطنية المعنية بحقوق الإنسان تلعب دورا مهما في حماية حقوق الإنسان عبر التدخل الاستباقي أو اللاحق لمنع أو معالجة أي انتهاكات لحقوق الإنسان، ونظرا لأهميتها قامت الدول المغربية بتأسيس مؤسسات وطنية لحقوق الإنسان والتنصيب عليها دستوريا.

في المغرب وبعد تجربة المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان خلال تسعينيات القرن الماضي والعقد الأول من القرن 21، تم تأسيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان في فاتح مارس 2011 بموجب الظهير الملكي رقم 19-11-2011، وهو التأسيس الذي جاء في سياق الحراك الاجتماعي خلال تلك الفترة، وهو أول جواب من الدولة على حراك 20 فبراير.

ويعتبر المجلس الوطني لحقوق الإنسان من المؤسسات الحاصلة على اعتماد الفئة (أ) من طرف لجنة التنسيق الدولي للمؤسسات الوطنية التابعة للأمم المتحدة بموجب "مبادئ باريس" التي اعتمدها الجمعية العامة للأمم المتحدة سنة 1993، حيث اعتبرت لجنة التنسيق الدولية المجلس الوطني لحقوق الإنسان مؤسسة مستقلة وتعددية طبقا لمبادئ باريس⁴⁰². وقد حددت صلاحياته بموجب الفصل 161 من دستور 2011، وبموجب الظهير الملكي المؤسس له.

وبالمثل حصلت اللجنة الوطنية لحقوق الإنسان المحدثه بموجب المادة 97 من الدستور الموريتاني لسنة 2012 على اعتماد الفئة "أ"⁴⁰³، وهي هيئة استشارية مستقلة لترقية وحماية حقوق الإنسان.

في تونس تم تأسيس هيئة حقوق الإنسان كمؤسسة دستورية مستقلة لحماية حقوق الإنسان وفقا للفصل 128 من دستور 2014⁴⁰⁴، وهي مؤسسة حاصلة على اعتماد الفئة (ب)⁴⁰⁵، غير أن دستور 2022 تراجع عن التنصيب على الهيئة، وهو ما يطرح أسئلة حول التوجهات المستقبلية للسلطات التونسية الحالية في التعااطي مع الهيئة بعد حذفها من الدستور الجديد.

أما في الجزائر فقد تم التنصيب على المجلس الوطني لحقوق الإنسان في دستور 2016 باعتباره مؤسسة استشارية مستقلة موضوعة لدى رئيس الجمهورية، تعمل على حماية حقوق الإنسان⁴⁰⁶، وهي المقتضيات التي تم الاحتفاظ بها في دستور 2020⁴⁰⁷. وعلى غرار هيئة حقوق

⁴⁰² تقرير رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان أمام مجلسي البرلمان المغربي بتاريخ 16 يونيو 2014، منشورات المجلس الوطني لحقوق الإنسان، الرباط، 2014.

⁴⁰³ The Global Alliance Of National Human Rights Institutions (GANHRI), 2021 Annual Report: https://Ganhri.Org/Wp-Content/Uploads/2022/09/GANHRI-2021-Annual-Report_Final.Pdf

⁴⁰⁴ صدر القانون المنظم لهيئة حقوق الإنسان التونسية بتاريخ 29 أكتوبر 2018.

⁴⁰⁵ The Global Alliance Of National Human Rights Institutions (GANHRI), 2021 Annual Report, Ibid

⁴⁰⁶ للمزيد حول المجلس الوطني لحقوق الإنسان في الجزائر:

بشقاوي فؤاد، بن قرايت وسام، دور المجلس الوطني لحقوق الإنسان في حماية الحقوق والحريات العامة في الجزائر، مذكرة مقدمة لنيل شهادة ماستر في القانون، كلية الحقوق والعلوم السياسية، جامعة 8 ماي 1945 قالمة، السنة الجامعية: 2017-2018، ص: 61-80

⁴⁰⁷ المادتين 211 و212 من الدستور الجزائري لسنة 2020.

الإنسان التونسية فالمجلس الوطني لحقوق الإنسان الجزائري حاصل هو كذلك على اعتماد الفئة (ب)⁴⁰⁸.

إن أهمية الانضمام إلى نظام روما الأساسي في علاقته بالمؤسسات المعنية بحماية حقوق الإنسان بالدول المغاربية يكمن في تفعيل دور تلك المؤسسات، الاستباقي والحماي، لحقوق الإنسان، للحيلولة دون ارتكاب انتهاكات جسيمة لتك الحقوق تقع تحت طائلة الولاية القضائية للمحكمة الجنائية الدولية، وفي التدخل البعدي لمعالجة أثار تلك الانتهاكات وتقديم التوصيات اللازمة للسلطات المختصة لمعالجة أي انتهاكات جسيمة لحقوق الإنسان، ومن بينها متابعة المتهمين بارتكاب تلك الانتهاكات أمام القضاء.

كما أن من شأن الانضمام لنظام روما الأساسي تكريس المكانة الفعلية لتلك المؤسسات على أرض الواقع، عبر ممارستها لوظائفها الدستورية والقانونية لحماية حقوق الإنسان. وتؤكد التجربة التونسية بعد الإجراءات التي أقدم عليها الرئيس قيس سعيد ان المؤسسات الدستورية لها مكانة مهمة بل ومصيرية في مواجهة أي ارتدادات في المسار الديمقراطي أو الحقوقي، فغياب المحكمة الدستورية في تونس كان له دور سلبي في حماية المسار الديمقراطي في البلاد، حيث أحدث غيابها فراغا استغله الرئيس التونسي لتأويل وتعطيل الدستور وفقا لقراءته الخاصة.

وبعد التراجعات الحقوقية منذ الاجراءات الاستثنائية التي اتخذها قيس سعيد، ومنها تراجع مكانة القضاء والتدخل في شؤونه، والتراجع عن هيئة حقوق الإنسان، يشكل انضمام تونس لنظام روما الأساسي ضمانا قضائية للحيلولة دون ارتكاب انتهاكات جسيمة لحقوق الإنسان.

ثالثا: حماية حقوق الإنسان في فترات الاضطرابات

من مميزات فترات الانتقال الديمقراطي أنها فترات صعبة، وبأنها فترات قد تكون في مسار تصاعدي أو في مسار تراجعي⁴⁰⁹، وتؤكد تجربة الربيع العربي هذه الخاصية المميزة للانتقال الديمقراطي، بحيث شهدت جل التجارب انتكاسات في مسار الانتقال الديمقراطي، وكانت تونس آخر تجربة في مسار الانتقال الديمقراطي قبل أن يتراجع المسار منذ اجراءات الرئيس قيس سعيد الاستثنائية.

⁴⁰⁸ The Global Alliance Of National Human Rights Institutions (GANHRI), 2021 Annual Report.

⁴⁰⁹ وليد حسن رجب قاسم، الانتشار الديمقراطي دراسة في الآليات والمسارات والمحددات، المجلة العلمية لكلية الدراسات الاقتصادية والعلوم السياسية، جامعة الاسكندرية، المجلد 5، العدد 9، يناير 2020، ص: 34-7.

غير أن التراجع في بعض التجارب لم يقتصر على تجميد وحل المؤسسات المنتخبة، والتراجع عن استقلالية القضاء، وتجميد المؤسسات المعنية بحقوق الإنسان، بل تعداه إلى انتهاكات جسيمة لحقوق الإنسان كما هو الحال في مصر منذ يوليو 2013، وإلى حروب أهلية كما هو الحال في اليمن وليبيا.

تشكل هذه الانتهاكات جزءا من الجرائم التي تدخل ضمن ولاية المحكمة الجنائية الدولية، فالمادة السابعة من نظام روما الأساسي تعرف الجرائم ضد الإنسانية بكونها مجموعة من الأفعال (مثل القتل العمد، والتعذيب، والاختفاء القسري...) متى ارتكب في إطار هجوم واسع النطاق أو منهجي موجه ضد أية مجموعة من السكان المدنيين، وعن علم بالهجوم.

لقد كانت تونس استثناء من بين دول الربيع العربي التي تعاطت إيجابا مع مطالب الانضمام إلى نظام روما الأساسي، وبالرغم من قبول المغرب للتوصية الدولية رقم 6-129 الصادرة عن مجموعة من الدول الأعضاء في مجلس حقوق الإنسان الدولي خلال أشغال الاستعراض الدوري الشامل سنة 2012، والمتعلقة بالنظر في تصديق المغرب على نظام روما الأساسي، إلا أنه لم يفعل قبوله على أرض الواقع.

إن من شأن الانضمام لنظام روما الأساسي حماية حقوق الإنسان والحيلولة دون وقوع انتهاكات جسيمة لتلك الحقوق خلال فترات الاضطرابات، أو العمل على تلافيمها مستقبلا، والتجربة الكينية مع المحكمة الجنائية الدولية تبين أي دور يمكن أن تلعبه المحكمة في محاسبة مرتكبي الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان.

تعتبر كينيا من الدول الأعضاء في نظام روما الأساسي، وخلال سنتي 2007 و2008 وبسبب الخلاف حول نتائج الانتخابات الرئاسية اندلعت أحداث عنف تسببت في مقتل أزيد من 1000 شخص ونزوح أكثر من نصف مليون شخص من بيوتهم، وهي الأحداث التي دفعت المحكمة الجنائية الدولية لفتح تحقيق بشأنها سنة 2010 بعد اتهام مسؤولين كبار في مقدمتهم الرئيس الكيني بارتكاب جرائم ضد الإنسانية⁴¹⁰. وفي سابقة في تاريخ المحكمة حضر الرئيس الكيني ونائبه لمقر المحكمة في لاهاي للدفاع عن نفسيهما ضد الاتهامات الموجهة إليهما.

⁴¹⁰ The International Criminal Court, PRE-TRIAL CHAMBER II, Decision Pursuant to Article 15 of the Rome Statute on the Authorization of an Investigation into the Situation in the Republic of Kenya, 31 March 2010, No: ICC-01/09.

بالرغم من وقوع جرائم ضد الانسانية في كينيا وهي طرف في نظام روما الأساسي، بالإضافة إلى إسقاط المحكمة للتهمة الموجهة للرئيس الكيني أوهورو كينياتا، ونائبه وليام روتو، إلا أن حدث وقوف الرئيس الكيني ونائبه بقرار ذاتي أمام المحكمة كمتهمين هو حدث وسابقة لصالح المحكمة الجنائية الدولية. كما أن الأحداث التي شهدتها كينيا سنتي 2007 و2008 لم تتكرر منذ تلك اللحظة، بالرغم من التشكيك في نزاهة تلك الانتخابات ووقوع بعض النزاعات، لكنها تبقى محدودة ودون أحداث 2007.

هددت كينيا بالانسحاب من المحكمة وصوت برلمانها على قرار بالانسحاب من المحكمة، بعد الاتهامات التي وجهت لقادة البلاد، إلا أن ذلك لم يمنع المحكمة من مواصلة تحقيقاتها وإصدار لوائح اتهامها ضد القادة الكينيين، على اعتبار أن الانسحاب من المحكمة -حتى وإن طبق- لا يؤثر على الأحداث التي وقعت قبل إيداع قرار الانسحاب.

وعليه فإن الانسحاب من المحكمة الجنائية الدولية -وهو أمر يطالب به مثلا بعض أنصار الرئيس قيس سعيد- لا يمنح حصانة قضائية عن الأحداث التي وقعت قبل إيداع وثائق الانسحاب لدى الأمين العام للأمم المتحدة، كما أن النظام الأساسي نص على بدء نفاذ قرار الانسحاب بعد سنة من إيداع القرار⁴¹¹، ما يعني أن هذه المدة الفاصلة تبقى خاضعة لولاية المحكمة.

خاتمة

شكلت المرحلة الأولى من الحراك الاجتماعي في ما عرف بالربيع العربي خلال سنتي 2011 و2012 فرصة كبيرة لدول الحراك للانضمام إلى نظام الأساسي لروما، كما فعلت تونس، وذلك في سياق تصاعد الطلب على الحماية القانونية والمؤسسية لحقوق الإنسان، للحيلولة دون تكرار تجارب الانتهاكات الجسيمة لتلك الحقوق.

وقد جاءت الأحداث التي شهدتها مصر منذ يوليو 2013، وتحول الصراع في اليمن وليبيا إلى حربين أهليتين، لتؤكد أن الاكتفاء بالحماية الدستورية والقانونية لحقوق الإنسان وخلق المؤسسات الوطنية المكلفة بحماية تلك الحقوق وتعزيز استقلاليتها وفعاليتها، وعلى رأسها مؤسسة القضاء، غير كاف، في دول تمر من فترة انتقال ديمقراطي صعب، لمنع وقوع انتهاكات جسيمة لحقوق الإنسان تصنف ضمن خانة الجرائم ضد الإنسانية.

⁴¹¹ المادة 127 من النظام الأساسي لروما.

وإذا كانت الدول المغاربية عموما -باستثناء ليبيا- لم تشهد انتهاكات جسيمة لحقوق الإنسان تصنف ضمن خانة الجرائم ضد الإنسانية منذ 2011، فإن هذا لا يشكل ضمانا كافية لعدم وقوع انتهاكات جسيمة في المستقبل، خصوصا في دول مثل الجزائر التي ما زالت تشهد حراكا اجتماعيا مستمرا منذ 2019، وهو حراك أظهر عمق الخلافات بين أقطاب النظام الجزائري، وهي خلافات قد تتحول إلى نزاعات وصراعات مستقبلية، مع استحضار ما سمي بالعيشية السوداء خلال تسعينيات القرن الماضي، والتي راح ضحيتها عشرات الآلاف من الجزائريين.

وإذا كان الرئيس التونسي قيس سعيد قد أقدم على تعطيل المسار الديمقراطي في تونس، وأضعف استقلالية القضاء وتدخل في شؤونه، وتراجع عن المؤسسة الدستورية المستقلة لحماية حقوق الإنسان، فإن الملاحظ أن تونس لم تشهد انتهاكات جسيمة لحقوق الإنسان منذ إقدام الرئيس التونسي على إجراءاته الاستثنائية. فبالإضافة إلى مجموعة من العوامل التي تفسر ذلك، فإن جزءا منها يتمثل في عضوية تونس في نظام روما الأساسي، وهو تواجد يدافع عنه جزء معتبر من المجتمع المدني التونسي من مؤيدي ومعارضين الرئيس على حد سواء، وهو ما يفسر استمرار عضوية تونس بالمحكمة الجنائية الدولية بالرغم من مطالبات بعض أنصار قيس سعيد بالانسحاب منها.

تؤكد التجربة التونسية وتجربة الربيع العربي عموما أن الانضمام إلى المحكمة الجنائية الدولية يشكل ضمانا مهمة للدول السائرة في طريق الانتقال الديمقراطي لحماية حقوق الإنسان، ومنع انزلاق الصراعات نحو ارتكاب انتهاكات جسيمة لتلك الحقوق، أو محاسبة مرتكبي تلك الانتهاكات والعمل على تلافئها مستقبلا، وهنا تحضر كينيا كنموذج في هذا السياق.

لائحة المراجع

I. المراجع بالعربية:

الكتب والرسائل الجامعية والندوات والمجلات والمقالات:

1. (النايف) لؤي محمد حسين: العلاقة التكاملية بين المحكمة الجنائية الدولية والقضاء الوطني- مجلة جامعة دمشق للعلوم الاقتصادية والقانونية- المجلد 27- العدد:3- 2011- ص: 548-541
2. (السموني) خالد الشرفاوي-موقف الدولة المغربية من المحكمة الجنائية الدولية- موقع هسبريس الالكتروني 11 شتنبر 2014 على الرابط:
<http://www.hespress.com/writers/240440.html> (تاريخ الدخول: 5 يوليوز 2022)
3. (الشرفاوي) هشام - المحكمة الجنائية الدولية والدستور المغربي- جريدة المساء المغربية- 19 يونيو 2008.
4. (بوبوش) محمد: النظام الأساسي لمحكمة الجنايات الدولية وإشكالية التعارض مع نصوص الدستور المغربي- منشورات مجلة العلوم القانونية- العدد:02 سنة 2014.
5. (بن عربية) رقية، مسراتي سليمة، الرقابة على القوانين العضوية في النظام الدستوري الجزائري (رقابة المطابقة أم رقابة الدستورية)، مجلة صوت القانون، المجلد 8، العدد الخاص، 2022، ص: 51-68.
6. (بشقاوي) فؤاد، بن قرايت وسام، دور المجلس الوطني لحقوق الإنسان في حماية الحقوق والحريات العامة في الجزائر، مذكرة مقدمة لنيل شهادة ماستر في القانون، كلية الحقوق والعلوم السياسية، جامعة 8 ماي 1945 قالمة، السنة الجامعية: 2017-2018.
7. (جاد الحق) محمد عبد العزيز ابراهيم، التحديات الدستورية والتشريعية للتصديق على النظام الأساسي للمحكمة الجنائية الدولية في العالم العربي- مائدة مستديرة حول التصديق وتطبيق النظام الأساسي للمحكمة الجنائية- المنامة:2-4 يونيو 2004- منشورات الفيدرالية الدولية لحقوق الإنسان.

8. (هامل) هوارى، (بوحنانة) تابتي، نظام الحصانة الدستورية والامتياز القضائي ومبدأ المساواة أمام القانون، مجلة الدراسات الحقوقية، المجلد 8، العدد 02، سنة 2021، ص: 558-615
9. (فاضلي) علي، المغرب والمحكمة الجنائية الدولية: دراسة تحليلية على ضوء دستور 2011، أطروحة لنيل شهادة الدكتوراه في القانون العام والعلوم السياسية، كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بمراكش، الموسم الجامعي: 2018-2019.
10. (قاسم) وليد حسن رجب، الانتشار الديمقراطي دراسة في الآليات والمسارات والمحددات، المجلة العلمية لكلية الدراسات الاقتصادية والعلوم السياسية، جامعة الاسكندرية، المجلد 5، العدد 9، يناير 2020، ص: 7-34.

1. التقارير الوطنية:

- التقرير الختامي لهيئة الإنصاف والمصالحة- الكتاب الأول
 - التقرير الختامي لهيئة الإنصاف والمصالحة- الكتاب الثالث
 - التقرير الختامي لهيئة الإنصاف والمصالحة- الكتاب الرابع
 - التقرير الختامي لهيئة الإنصاف والمصالحة- الكتاب السادس
 - تقرير رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان أمام مجلسي البرلمان المغربي بتاريخ 16 يونيو 2014، منشورات المجلس الوطني لحقوق الإنسان، الرباط، 2014
- #### 2. الاتفاقيات والقرارات والتقارير الدولية:
- النظام الأساسي للمحكمة الجنائية الدولية
 - الوثائق الرسمية لمؤتمر الأمم المتحدة الدبلوماسي للمفوضين المعني بإنشاء محكمة جنائي دولية
 - اللجنة التحضيرية لإنشاء محكمة جنائية دولية- تقرير الاجتماع المنعقد بين الدورات في الفترة من 19 إلى 30 يناير 1998- رمز الوثيقة: A/AC.249/1998/L.13
 - القانون العربي النموذجي للجرائم التي تدخل في اختصاص المحكمة الجنائية الدولية، مجلس وزراء العدل العرب في دورته 21، القرار 598 -د21- بتاريخ 29/11/2005.

- قرار مجلس الأمن الدولي رقم 1970 حول الحالة في ليبيا بتاريخ: 26 فبراير 2011- رمز الوثيقة: S/RES/1970(2011)

II. المراجع الأجنبية:

1. Decision 98-408 DC- Decision 98-408 DC of 22 January 1999: Treaty laying down statute of the international criminal court. Paragraph : 15-17- Available at :

https://www.conseil-constitutionnel.fr/sites/default/files/as/root/bank_mm/anglais/a98408dc.pdf

2. The Global Alliance of National Human Rights Institutions (GANHRI), 2021 Annual report:

https://ganhri.org/wp-content/uploads/2022/09/GANHRI-2021-Annual-Report_final.pdf

3. The International Criminal Court, PRE-TRIAL CHAMBER II, Decision Pursuant to Article 15 of the Rome Statute on the Authorization of an Investigation into the Situation in the Republic of Kenya, 31 March 2010, No: ICC-01/09.

الفصل العاشر

العلاقات الأرومغربية ومشروطة حقوق الإنسان: إختبار ما بعد الحراك

ذ. أبولاه البشير

باحث في القانون العام والعلوم السياسية بكلية الحقوق

جامعة القاضي عياض - مراكش

ملخص

منذ دخول معاهدة ماستريخت المؤسسة للإتحاد الأوروبي لحيز التنفيذ في نوفمبر 1993 أصبح "شرط حقوق الإنسان" بند جوهرى وأحد ثوابت التعاون الإقتصادي والسياسي وتقديم المساعدات في مجال التنمية في العلاقات الخارجية للإتحاد الأوروبي، ومن ذلك العلاقات الأرومغربية، غير أن الديناميات الجديدة التي عرفتها المنطقة المغاربية منذ سنة 2011، وما اكبتها من تردد وإزدواجية من قبل الدول الأوروبية في الدفاع عن قضايا الديمقراطية وحقوق الإنسان، أكدت أن الإتحاد من منطلق براغماتي يُفضل أنظمة الإستقرار وحماية المصالح ومكافحة الإرهاب والهجرة ويتغاضى عن الإنتهاكات الحقوقية في المنطقة، ومن تم فالحرك المغاربي يُمثل إختبارا وتحديا حقيقيا لصدقية سياسات مشروطة حقوق الإنسان التي إنبتت عليها العلاقات الأرومغربية منذ عقود وفعاليتها.

كلمات إفتتاحية: المشروطة، حقوق الإنسان، الإتحاد الأوروبي، الحراك.

Abstract

Since the Maastricht Treaty, the one setting the European Union, got into effect in November 1993, the « human rights clause » has become a core clause and on the pillars of economic and political cooperation and provision of aid in the field of development in the external relations of the European Union, including the Euro-Maghreb relations. However, the new dynamics that the Maghreb region has known since the year 2011, and the accompanying hesitation and duplicity on the part of European countries in defending the issues of democracy and human rights, affirmed that the Union, from a pragmatic premise, favors systems of stability, protection of interests, combating terrorism and immigration, and condones human rights violations in the region. Hence, the Maghreb movement represents a test and real challenge to the credibility of the human rights conditional policies that underpin the decades-old Euro-Maghreb relations and their effectiveness.

Keywords: Conditionality- Human Rights -European Union – The movement.

مقدمة

منذ أفول التجربة الاشتراكية وإيديولوجيتها وانتصار المنظومة الليبرالية أصبح مصطلح مشروطية حقوق الإنسان عنصرا إستراتيجيا في العلاقات الدولية ومحددا أساسيا للتعامل الدولي من طرف القوى الكبرى، رغم ما يثيره هذا المقتضى من إشكالات من منطلق تعارضه مع مبدئين أساسيين في العلاقات الدولية وهما سيادة الدولة، وعدم التدخل في الشؤون الداخلية للدول.

يكاد يتفق جل الباحثين الذين خصوا سياسة مشروطية حقوق الإنسان في العلاقات الدولية بالبحث والتمحيص على أنها تلك " السياسة التي تنتهجها دولة أو منظمة دولية والتي تجعل بموجبها منح أي إمتيازات أو معونات لدولة أخرى مرهونا بمدى الإستعداد الكامل لهذه الأخيرة في ضمان إحترام مسائل حقوق الإنسان ومبادئ الديمقراطية⁴¹²، وتطبيق مبدأ المشروطية مستلهم من الآليات المطبقة من طرف المؤسسات المالية الدولية خاصة برتون وودز وكانت في البداية تقتصر على المجال الإقتصادي، غير أن التدايعيات الكارثية لبرامج التقويم الهيكلي في كثير من الدول النامية في أواخر التسعينيات فرضت إعتماد هذه الآلية في المجال السياسي عبر ربط منح الإعانات المالية بدمقرطة الدول وإرساء دولة الحق والقانون.

من منطلق عالمية وتدويل حقوق الإنسان أصبح وجود مشروطية إحترام حقوق الإنسان في سياسات التعاون الدولي أمرا مشروعاً سواء على مستوى العلاقات الثنائية أو المتعددة الأطراف، ومن ذلك العلاقات الأرومغارية، التي أصبحت فيها مشروطية حقوق الإنسان منذ دخول معاهدة ماستريخت المؤسسة للإتحاد الأوروبي حيز التنفيذ في سنة 1993 أحد ثوابت التعاون الإقتصادي والسياسي تقديم المساعدات في مجال التنمية، وقد تجسد هذا المبدأ في كل مسارات الشراكة التي أسست للعلاقة بين دول ضفتي المتوسط، ومن ذلك مسلسل برشلونة، مسار السياسة الأروبية للجوار....

لقد تفاجأ الإتحاد الأوروبي بالإحتجاجات التي شهدتها المنطقة المغاربية إبتداء من سنة 2011، فكانت البداية من تونس، ثم تدرجت ككرة الثلج إلى باقي بلدان المنطقة وإلى كل أنحاء الوطن العربي، ليسقط في شهرين فقط إثنان من أقدم الرؤساء في المنطقة (زين العابدين في

⁴¹² Elisabeth SMITH «The use of political Conditionality» In The Eu's relations with third countries who effective , Paper of the ECSA International conference seattle, 29 may-juin 1997 , P 05, Disponible sur site web://aci.pitt.edu/2729/1/002732_1.PDF

تونس وحسني مبارك في مصر) وبسرعة غير متوقعة، ومجمل هذه الأحداث وسرعتها وطابعا الفجائي وضع مشروطة حقوق الإنسان التي إنبتت عليها العلاقات الأرومغربية في المحك، وكان ذلك بمنزلة إختبار لصدقية السياسات الأوروبية الإشتراطية. حيث ثبت أن نشر حقوق الإنسان ليس هو الغاية ذات الأولوية لدى الدول الأوروبية في البلدان المغاربية، فبعد تردي الأوضاع وما رافق ذلك من إنتهاكات لحقوق الإنسان في المنطقة خاصة في حالة ليبيا وما تشهده الحالة التونسية مؤخرا، والتي يضاف إليها طريقة إستجابة الحكومة الجزائرية لمطالب الحراك الشعبي، ثبت باللموس أن دول شمال المتوسط من منطلق براغماتي تفضل أنظمة الإستقرار وحماية المصالح ومكافحة الإرهاب والهجرة غير النظامية، على دعم ترسيخ إحترام حقوق الإنسان وإطلاق الحريات.

أهداف الورقة: تهدف الورقة للتأكد من مدى صدقية سياسات مشروطة حقوق الإنسان في العلاقات الأرومغربية وفعاليتها، من خلال الكشف عن أوجه قصورها التي أبانت عنها التحولات الراهنة التي تعرفها المنطقة مع محاولة إستكشاف البدائل المتاحة أو الممكنة لدعم تحول حقيقي بالمنطقة من منطلق ترسيخ الديمقراطية وكفالة إحترام حقوق الإنسان و بناء دولة الحق والقانون.

إشكالية البحث: تتمحور الإشكالية حول التساؤلات التالية : ما الأهداف التي تصبوا الدول الأوروبية لتحقيقها من خلال إدراج شرط حقوق الإنسان في علاقاتها التعاقدية مع البلدان المغاربية؟ إلى أي حد نجحت السياسات الأوروبية المرتبطة بمشروطة حقوق الإنسان في علاقاتها المغاربية في دعم ديناميات التحول وتفاعلاته في سبيل بناء دولة الحق والقانون في المنطقة المغاربية؟ ولما تغليب منطق المصلحة التي تكمن في الحفاظ على الأمن والإستقرار ومكافحة الإرهاب على مبدأ مشروطة حقوق الإنسان الذي إنبتت عليه العلاقات الأرومغربية منذ عقود؟

فرضيات الدراسة : في سعينا نحو سبر غائبة إدراج مشروطة حقوق في العلاقات الأرومغربية وإختبار صدقيتها لجئنا لطرح العديد من الفرضيات والتي سنحاول إختبار مدى صحتها من عدمها، وهي كالآتي :

مشروطة حقوق الإنسان في العلاقات الأرومغربية وإدعاء نقل المعايير الأوروبية أداة لخدمة المصالح الإستراتيجية للإتحاد الأوروبي.

صعوبة التكهن بنتائج التحول الذي تعرفه المنطقة المغاربية دفع بالدول الأوروبية إلى تفضيل الإعتبارات الأمنية على حساب دعم حقوق الإنسان وإطلاق الحريات.

مشروطة حقوق الإنسان في السياسات الأوروبية معبر لتكريس التسلطية وكبح الحريات وإنتهاك الحقوق بإسم ضمان الأمن والإستقرار في المنطقة المغاربية.

دعم إحترام حقوق الإنسان وإطلاق الحريات هو الطريق الأمنة لبناء الإستقرار والتنمية التي ينشدها الإتحاد الأوروبي في جواره المتوسطي.

المقاربة المنهجية : تتوسل الورقة في سبيل مطارحة إشكالية الدراسة بمنهج تحليلي إستقرائي يرصد حضور مشروطة حقوق الإنسان في العلاقات الأرومغربية وغائته منذ عقود، مع مقابلة ذلك بطريقة إستجابة دول الشمال المتوسطي لديناميات الحراك المغاربي وتفاعلاته، ومن تم الكشف عن نقط القصور التي كشفت عنها المرحلة لإقتراح البدائل التي ستمكن من جعل مشروطة حقوق الإنسان في العلاقات الأرومغربية آلية من آليات دعم التحول الديمقراطي في المنطقة.

خطة الدراسة : لمعالجة الإشكالية وإختبار الفرضيات وفق مقاربة منهجية متكاملة سيتم تقسيم الورقة إلى ثلاث محاور، المحور الأول سنتاول فيه مرتكزات مشروطة حقوق الإنسان في السياسات الأوروبية، على أن يتم في المحور الثاني التطرق لغائية "إشترطية حقوق الإنسان" في العلاقات الأرومغربية، وننتهي في المحور الثالث بإستعراض الإختلالات التي كشف عنها الحراك المغاربي في مجال مشروطة حقوق الإنسان في العلاقات الأرومغربية وبدائل تجاوزها.

المحور الأول : مرتكزات مشروطة حقوق الإنسان في السياسات الأوروبية

لقد ساهمت المتغيرات الدولية التي عرفها العالم مع سقوط الأنظمة الشيوعية وإنتصار الأنظمة الليبرالية دورا حاسما في بروز رأي عام دولي يدعو للحماية الدولية لحقوق الإنسان من منطلق بعدها الكوني، فضلا على الحث على إعتقاد سياسة حقوق الإنسان كعنصر إستراتيجي في العلاقات الدولية يجعلها مؤشر ومحدد أساسي للتعامل، وهذه أهم مرتكزات مشروطة حقوق الإنسان في السياسات الأوروبية.

أولا: تدويل حقوق الإنسان :

يجمع الدارسون إلى أن فكرة حقوق الإنسان قديمة قدم المجتمع البشري، غير أنها لم تجد طريقها إلى دائرة القانون ودخول مجال التقنين دوليا إلا بعد الحرب العالمية الثانية، بعدما قطعت ثلاث مراحل من تطورها، بدءا بمرحلة التطور الفكري والفلسفي للحقوق الطبيعية في

القرن 18، وبعدها مرحلة السلطة والإستبداد في القرن 19، ثم الوصول إلى مرحلة تأسيس حقوق الإنسان في المواثيق الدولية⁴¹³.

للحد من المعاناة والمآسي التي عرفها التاريخ البشري خاصة في فترة الحربين العالميتين سعى المجتمع الدولي إلى البحث عن أطر قانونية دولية يتوخى من خلالها حماية حقوق الإنسان دون تمييز في مواجهة تعسف وتجاوزات الدول والأفراد والجماعات، وقد بدا ذلك واضحا في ديباجة ميثاق منظمة الأمم المتحدة الذي أكدت مادته الأولى على أن من مقاصد الهيئة الأممية " تحقيق التعاون الدولي في سبيل تعزيز إحترام حقوق الإنسان والحريات الأساسية" فيما نصت المادة 55 منه على أن " الأمم المتحدة سوف تشجع الإحترام العالمي لحقوق الإنسان والحريات الأساسية للجميع دون تفرقة".

عديدة هي الإتفاقيات والمواثيق الدولية التي كرست المرجعية الكونية لحقوق الإنسان⁴¹⁴، ومن ذلك الجيل الأول والثاني من الإتفاقيات الدولية التي عنيت بمعالجة مختلف قضايا حقوق الإنسان ذات البعد الفردي أو الجماعي ومن أهمها الإعلان العالمي لحقوق الإنسان (1948)، العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية (1966)، العهد الدولي الخاص بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية (1966)... وكذا الإتفاقيات ذات التخصص الموضوعاتي مثل الإتفاقيات الخاصة بالمرأة والطفل، العمال المهاجرين، ذوي الإعاقة، ضحايا النزاعات المسلحة...، وكل هذه المواثيق لم تقتصر موادها وبنودها على تعداد الحقوق المكفولة للإنسان، بل إنها أقرت آليات لحماية وتعزيز حقوق الإنسان وذلك لتكريس الإحترام الكوني الفعال لهذه الحقوق⁴¹⁵.

مع تنامي حركة حقوق الإنسان على المستوى الدولي إتسع نطاق التصديقات على الإتفاقيات الدولية ذات الصلة، وما يرتبط بها من إلزام بتقديم الدول المتعاقدة لتقاريرها الأولية والدورية إلى اللجان الأممية المختصة بعد قيامها بموائمة تشريعاتها الوطنية مع المعايير الدولية لحقوق الإنسان وإنشاء هيئات قضائية مستقلة تضمن العدالة الاجتماعية وتعزيز دعم

⁴¹³ يوسف البحري : حقوق الإنسان والحريات العامة "التجربة المغربية بين التأصيل والمكتسب" المطبوعة والوراقة الوطنية، مراكش، ط1، 2020 ص 30-31.

⁴¹⁴ تجدر الإشارة إلى أن مبدأ كونية حقوق الإنسان نصت عليه بشكل صريح المادة 30 من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان، وكذا المادة 05 من العهدين الدوليين اللذين يتضمنان قاعدة أساسية تمنع كل دولة أو جماعة من ممارسة أي نشاطات تهدف إلى تضييق الحقوق والحريات المعترف بها.

⁴¹⁵ عبد القادر نزار "الآليات الدولية في مجال حقوق الإنسان" منشورات معهد جنيف لحقوق الإنسان، ط01، 2011،

حقوق الإنسان وحمايتها من تعسف السلطة⁴¹⁶ وذلك بإيقاع العقاب على الأشخاص مرتكبي إنتهاكات حقوق الإنسان بعد مساءلتهم ومقاضاتهم أمام المحاكم الوطنية، وهذا النهج سيمكن لا محالة من تحويل مبدأ كونية حقوق الإنسان إلى واقع عملي بإرساء دعائم مراعاتها كما هي متعارف عليها عالميا بواسطة المؤسسات الوطنية.

بناء على كل هذه الأسس ركز المنتظم الدولي بعد الحرب العالمية الثانية على تعزيز حماية حقوق الإنسان وكفالتها عالميا كسبيل لتفادي تكرار مآسي الماضي، ولعل هذا من أبرز معالم النظام العالمي الجديد الأحادي القطبية بقيادة الولايات المتحدة الأمريكية التي أصبحت تدعو دول المعمورة إلى ديمقراطية أنظمتها السياسية وإحترام حقوق الإنسان بل وإعتبرت ذلك من أهم معايير التعامل الدولي وعامل جوهري لإستمرارية الظرفية السياسية الجديدة⁴¹⁷، التي يصبغها هيمنة النظام الليبرالي وأقول الإيديولوجية الإشتراكية مما دفع الأمريكي فوكوياما إلى الحديث عن "نهاية التاريخ" على إعتبار أنه قائم على الصراع ومادام الصراع بين المعسكرين الشرقي والغربي قد توقف، فإن التاريخ قد إنتهى بإنتصار المعسكر الغربي الليبرالي⁴¹⁸.

علاوة على مساهمة الأسباب السالف ذكرها في تدويل حقوق الإنسان في عالم اليوم، لا يخفى دور الثورة التكنولوجية في تحويل قضايا حقوق الإنسان إلى قضايا تهم الرأي العام الدولي، فسرعة إنتقال المعلومات بفضل تطور وسائل الإعلام وإتصال أدى في الكثير من الأحيان إلى فضح خبايا العديد من الدول وسهل رصد حالات إنتهاك حقوق الإنسان في جميع بقاع العالم⁴¹⁹، مما أدى إلى إتساع نطاق إثارة المسؤولية الدولية إتجاه الدول التي تنتهك حقوق الإنسان.

ثانيا: الإتحاد الأوروبي : القوة المعيارية

لإستيعاب أهمية إستحضار حقوق الإنسان في العلاقات التعاقدية الأرومغربية لابد من فهم مركزية حقوق الإنسان في بناء الوحدة الأوروبية، إذ تعتبر النواة الصلبة من القيم المشتركة، فالديمقراطية وحقوق الإنسان والحريات الأساسية هي الأساس المعياري والقانوني للإتحاد

⁴¹⁶ يوسف البحيري : حقوق الإنسان والحريات العامة " التجربة المغربية بين التأصيل والمكتسب" مرجع سابق، ص35.

⁴¹⁷ أمينة حميدي"حقوق الإنسان في السياسة الخارجية للدول:إختيار أم الإلتزام" مجلة المنارة للدراسات القانونية والإدارية، عدد خاص/ يناير 2020 ص161.

⁴¹⁸ يوسف بومدين" حقوق الإنسان بين السلطة الوطنية والسلطة الدولية" دار الرواية للنشر والتوزيع، عمان-الأردن- ط 01، 2011، ص137.

⁴¹⁹ المختار مطيع" المدخل لدراسة العلاقات الدولية" مطبعة أمستيتن، الرباط، المغرب، ط 02، 2016، ص111.

الأوروبي⁴²⁰ فبموجب المادة 06 من معاهدة الإتحاد الأوروبي فالإتحاد ملزم بإحترام الحريات الأساسية كما تضمنتها الإتفاقية الأوروبية لحماية حقوق الإنسان والحريات الأساسية الموقعة في روما في 04 نوفمبر 1950، وكما تتبع التقاليد الدستورية للدول الأعضاء، وذلك بوصفها مبادئ عامة من مبادئ قانون الجماعة الأوروبية، ومن أهداف الإتحاد الأوروبي السياسية والأمنية" تطوير دعم الديمقراطية وحكم القانون وإحترام حقوق الإنسان والحريات الأساسية"⁴²¹.

من منطلق مركزية حقوق الإنسان في بناء الوحدة الأوروبية أصبح الإتحاد الأوروبي يقدم نفسه كقوة معيارية⁴²² وذلك بالعمل على تصدير قيمه ومعاييرته وهويته المشتركة المرتبطة بالنهوض بالديمقراطية وحقوق الإنسان والتعددية السياسية إلى خارج حدوده، وتبريره في ذلك هو أن هذه القيم والمعايير مقبولة ومعترف بها داخل منظومة الأمم المتحدة بإعتبارها واجبة التطبيق على المستوى الكوني⁴²³، بل إن مدخل إحترام حقوق الإنسان وبناء دول القانون والحكم الرشيد عن طريق تنظيم إنتخابات دورية نزيهة عوامل ستشجع على الإستقرار ومن تم إقامة سلام دائم في العلاقات الدولية.

من خلال كل هذه الأهداف الأنف ذكرها أصبح إحترام حقوق الإنسان وصيانتها جزء رئيسي في العلاقات الدولية للإتحاد الأوروبي بين المجتمع الأوروبي و الدول الأعضاء فيه، وبينه وبين الدول الأخرى، ولعل هذا ما ألمح إليه القرار الخاص بحقوق الإنسان والديمقراطية والتنمية الصادر عن المجلس الأوروبي في نوفمبر 1991، والذي رتب قيم المجتمع الأوروبي تبعا لأهميتها في علاقاته الخارجية وهي أولا "إحترام حقوق الإنسان" ثم ثانيا " تعزيز إحترام حقوق الإنسان" وأخيرا "صيانة حقوق الإنسان"، وكل هذا تم إدراجه بموجب معاهدة ماستريخت التي تم التوقيع عليها في 01 نوفمبر 1993 ضمن الدعائم المشتركة للسياسة الخارجية والأمنية للإتحاد الأوروبي.

إن الحصيلة الأولية لمأسسة إحترام حقوق الإنسان بعد التوقيع على إتفاقية ماستريخت هي إضافة بند جديد في كافة إتفاقيات التعاون الإقتصادي الخارجي للمجموعة الأوروبية والذي

⁴²⁰ Said HAMMAMOUN « Droits de l'homme et conditionnalité dans les accords de coopération de l'union européenne : quelle logique Juridique » Revue Général de droit, Vol 40 n° 01 (2010) P 146.

⁴²¹ Article 13 du traité instituant Communauté Européenne.

⁴²² محمد حمشي " الإتحاد الأوروبي و التحول الديمقراطي في الوطن العربي: حدود القوة المعيارية" سياسات عربية، العدد 35، نوفمبر 2018، ص ص 64 78.

⁴²³ Richard WHITMAN « Normative Power Europe: Empirical and Theoretical Perspectives » (London :Palgrave Macmillan ;2011).

أصبح يُعرف ببند " إحترام حقوق الإنسان والمبادئ الديمقراطية" والذي أصبح بموجبه الإتحاد الأروبي يعمل على تصدير قيمه وقواعده القانونية والديمقراطية التي يؤمن بها، فأصبح الإتحاد بذلك يسعى عبر إتفاقاته الخارجية إلى تصدير مكاسبه الحقوقية والديمقراطية وتجسيدها في إتفاقيات مع الدول خارج أروبا⁴²⁴.

لعمود من الزمن ظلت تقارير المؤسسات الأروبية ترى أن أوضاع حقوق الإنسان والممارسة الديمقراطية في دول جنوبه عامة والمغربية خاصة تعاني أوجه من الخلل تتمثل في ضعف أداء المؤسسات السياسية وغياب مفهوم المشاركة السياسية، لعدم الأخذ بمبدأ تداول السلطة وإتساع الدور الذي تُمارسه السلطة التنفيذية مع عدم خضوعها لرقابة السلطة التشريعية أو القضائية وعدم إستقلالية السلطة هذه الأخيرة، وتهميش دور منظمات المجتمع المدني خاصة العاملة في مجال تعزيز الحريات الأساسية في المجتمع، وعدم حيادية وسائل الإعلام وإستخدام هذا الأخير للحفاظ على منظومة القيم والتقاليد السلطوية⁴²⁵، وعلى الرغم من كل ذلك فقد ظل موضوع " حقوق الإنسان" غائبا عن الإتفاقيات الأرومغربية المبرمة في الستينيات والسبعينيات من القرن الماضي، حيث كان يعتبر آنذاك أن المعاهدات الإقتصادية لم يكن من طبيعتها المساس بحقوق الإنسان، غير أن تطور هذه المعاهدات أدى إلى إلزامية إدراج موضوع حقوق الإنسان في إتفاقيات التعاون، وهو الأمر الذي أثار خلافات حادة بين الدول المتعاقدة حيث رفضته الدول المغربية من منطلق أن فيه تكريسا لسياسة نيوامبريالية جديدة وإستعمار جديد، لأن الغاية الأساس منه تتجلى في الرغبة في فرض أنماط سياسية معينة في هذه الدول، علاوة على أن هذا الإدراج يتعارض مع مبادئ أساسين في العلاقات الدولية وهما سيادة الدول، وعدم التدخل في الشؤون الداخلية للدول.

أصبحت مشروطية حقوق الإنسان مبدأ موجه في السياسة الخارجية للإتحاد الأروبي الذي أصبح من خلال هذه الآلية يسعى إلى تصدير قواعد سلوكه ومعايير وممارساته وقيمه إلى خارج حدوده، وذلك تماشيا مع المرجعية الكونية لحماية حقوق الإنسان التي أرست لها المواثيق الدولية والإقليمية التي تعهدت بها بدورها الدول المغربية بل وإلتزمت بتطبيق مقتضياتها، وقد يعتمد الإتحاد الأروبي في ذلك أولا سياسة الجذب والإقناع أو القسر والإكراه

⁴²⁴ Josiane AUVRET-FINCK « Les procédures de sanction internationale en vigueur dans l'ordre interne de l'union et la défense des droites de l'homme dans le monde » Revue Trimestrielle de droit européen n°01(Mars 2003) P P 1-21.

⁴²⁵ Richard YONGS « Europe's Uncertain Pussuit of Middle East Reform Middle Etat Series » carnegie n°45 ;June 2004 P P 3-4.

ومن ذلك إيقاع العقوبات على الدول الغير الملتزمة والتي قد تكون ذات طبيعة إقتصادية أو دبلوماسية أو منع تصدير الأسلحة أو بيعها ومصادرة الممتلكات في حالة إنتهاك حقوق الإنسان أو الإرهاب.⁴²⁶

المحور الثاني : غائية 'إشترطية' حقوق الإنسان في العلاقات الأرومغربية

منذ دخول معاهدة ماستريخت المؤسسة للإتحاد الأوروبي حيز التنفيذ في سنة 1993 تحصل الإتحاد الأوروبي على أساس قانوني يسمح له بإدراج مشروعية حقوق الإنسان في إطار إتفاقيات التعاون والشراكة التي يبرمها مع الدول الأخرى، ولعل المستجد في هذا الموضوع وفي سبيل ضمان إحترام حقوق الإنسان وصيانتها من طرف الدول المعنية ربط ذلك بالدعم المالي والمساعدات في مجال التنمية بين الإتحاد والدول المغاربية.

أولا: حضور مشروعية حقوق الإنسان" في الشراكات الأرومغربية

في سبيل جعل المتوسط منطقة للحوار والتعاون ولضمان تحقيق الأمن والإستقرار والإزدهار بين ضفتيه أوروبية كانت أو آسيوية أو إفريقية كانت المبادرة بإرساء ما يسمى بالشراكة الأرومتوسطية، والتي أصبحت تتميز عن إتفاقيات التعاون بكونها أولا إطار شامل متعدد الأطراف، وثانيا إرسائها لقواعد وآليات جديدة لتجسيد التعاون بين الإتحاد الأوروبي وكل الدول المتوسطية المشاركة من أجل مواجهة التحديات المشتركة.

لعل من أبرز الآليات المستجدة التي أرسى إليها إتفاقيات الشراكة الأرومتوسطية منذ عقد التسعينيات من القرن الماضي "آلية مشروعية حقوق الإنسان"، التي أصبحت أحد ثوابت التعاون الإقتصادي والسياسي وتقديم المساعدات في مجال التنمية بين الإتحاد الأوروبي وباقي شركائه في الضفة الجنوبية للمتوسط، وقد تجسدت هذه الآلية عبر مسارين أساسيين هما مسار الشراكة الأرومتوسطية المعروف بمسار برشلونة، ثم مسار السياسة الأوروبية للجوار.

يعد مسار الشراكة الأرومتوسطية (مسار برشلونة) Euro-Mediterranean Partnership⁴²⁷ أحد أبرز المحطات التي بدأ فيها الإتحاد الأوروبي بوصفه "قوة ناعمة ومعيارية" إستحضار

⁴²⁶ Conseil de l'union Européenne «lignes directrices relatives aux sanctions» Bruxelles 08/12/2017 Accessed on 25/09/2022 at <https://bit.ly/2S4R3IN>.

⁴²⁷ إنطلق مسار الشراكة الأرومتوسطية على إثر إنعقاد مؤتمر برشلونة في 27-28 نونبر 1995 و الذي حضرته 27 دولة، منها 15 دولة عضو في الإتحاد الأوروبي في تلك الفترة وهي (ألمانيا، بريطانيا، فرنسا، إسبانيا، إيطاليا، البرتغال، اليونان، فنلندا، الدنمارك، السويد، بلجيكا، هولندا، لوكسمبورغ، النمسا، إيرلندا) و 12 دولة متوسطة وهي (الجزائر، قبرص،

مبدأ مشروطية حقوق الإنسان في علاقاته مع محيطه الجغرافي شرقا وجنوبا، وقد بدا ذلك واضحا في المرتكزات الأساسية التي قامت عليها الشراكة الأرومتوسطية لإنشاء فضاء مشترك للسلم والاستقرار وهي ثلاث مرتكزات⁴²⁸:

✓ المحور الإقتصادي المالي: الغاية منه بناء شراكة إقتصادية ومالية تحقق الإزدهار والتنمية للمنطقة والتوجه التدريجي نحو التأسيس لمنطقة التبادل الحر.

✓ المحور السياسي: غايته إنشاء فضاء مشترك للسلم والإستقرار من خلال التعاون الأممي و الحوار السياسي لبناء الإستقرار عبر تعزيز دولة القانون والديمقراطية وإحترام حقوق الإنسان والحريات الأساسية.

✓ المحور الإجتماعي والثقافي والإنساني: غايته التقريب بين المجتمعات في المنطقة وذلك بإقامة شراكة إجتماعية وثقافية ومدنية، وإيجاد تواصل فعال بين المؤسسات المدنية قصد إنشاء مجتمع مدني موحد ومتعاون.

من خلال المحور الثاني يبدو جليا أن إحترام المبادئ الديمقراطية وحقوق الإنسان والحريات الأساسية أصبح عنصرا جوهريا في إتفاقيات الشراكة بين الإتحاد الأوروبي وشركائه في الضفة الجنوبية للمتوسط، والمقصود هنا الدول المغاربية التي تعهدت بدورها بموجب بنود إتفاق برشلونة على توفير الشروط الكفيلة لبلوغ الأهداف المعلنة وإيلاء عناية خاصة للمحور المتعلق بتعزيز دولة القانون وحقوق الإنسان، وذلك من خلال الإلتزام بما يلي:

✓ التصرف وفقا لميثاق الأمم المتحدة والإعلان العالمي لحقوق الإنسان ووفقا للإلتزامات الأخرى بموجب القانون الدولي وعلى الأخص الإلتزامات المنبثقة من المعاهدات الدولية والإقليمية التي هم طرف فيها.

✓ تطوير الديمقراطية وسيادة القانون وإحترام حكم القانون وإحترام حقوق الإنسان وحرياته الأساسية، وضمان الممارسة الشرعية والفعلية لهذه الحقوق ومن ضمنها حرية التعبير وحرية التجمع وحرية الدين والفكر والعقيدة وذلك على نحو فردي أو جماعي.

مالطا، المغرب، تونس، مصر، الأردن، سوريا، لبنان، تركيا، السلطة الفلسطينية، إسرائيل) علاوة على مجلس الإتحاد الأوروبي والمفوضية الأوروبية.

⁴²⁸ وداد غزلاني: السياسات التعاونية بين المجموعة الأوروبية والدول المتوسطية في مجال مكافحة الهجرة غير الشرعية، في المؤلف الجماعي "الهجرة غير الشرعية في البحر الأبيض المتوسط، المخاطر وإستراتيجيات المواجهة" تحرير غربي محمد، سفيان فوكة، مشري مرسى، الجزائر، ابن النديم للنشر والتوزيع، ط01، 2014، ص 409.

✓ النظر بإيجابية إلى تبادل المعلومات حول الأمور المتعلقة بحقوق الإنسان والحريات الأساسية.

لم تف الدول المتعاقدة ومن ضمنها الدول المغاربية بما تعهدت به في "إعلان برشلونة في عام 1995" حول تعزيز حقوق الإنسان وحمايتها وترسيخ الإصلاحات الديمقراطية، بل إن الأوضاع بهذه الدول إزدادت سوءا خاصة بعد أحداث 11 شتنبر 2001 وما رافقها من تضيق على الحريات بهذه الدول، بل وسجلت تراجعات وإخفاقات كبيرة مست بناء مسار دولة الحق والقانون بالمنطقة وهو ما دفع الدارسين إلى إعتبار الشراكة الأرومتوسطية أخفقت في تحقيق مجمل أهدافها، إذ لم تسهم في تحقيق النمو الإقتصادي ولم تحقق هدف الإستقرار ولم ترسخ ما وعدت به ن إصلاحات ديمقراطية وكفالة إحترام حقوق الإنسان.

إن فشل مسلسل برشلونة دفع دول شمال المتوسط لابتداع إطار جديد للشراكة الأرومتوسطية سعي هذه المرة "السياسة الأروبية للجوار"⁴²⁹ في سنة 2004، لمصلحة دول ااروبا الشرقية غير المرشحة للانضمام للاتحاد الأروبي ولدول جنوب المتوسط⁴³⁰ ومنها دول المنطقة المغاربية. وكانت الغاية منها خلق فضاء للأمن والاستقرار وحسن الجوار القائم على التعاون في مجال التنمية الاقتصادية، الهجرة، البيئة، الأمن، الإرهاب والإصلاحات الديمقراطية.

إن المستجد الذي أسست له السياسة الأروبية للجوار في مجال مشروعية حقوق الإنسان والإصلاح الديمقراطي هو رهن قيمة المساعدات المالية والتقنية الممنوحة للدول المعنية بشروطية الإلتزام بالقيام بالإصلاحات السياسية والحقوقية وكذا الإقتصادية، أو ما أصبح يعرف بالإلتزام بثالوث الديمقراطية وحقوق الإنسان ودولة القانون، فأصبحت بذلك هذه الآلية أحد أهم ثوابت التعاون الإقتصادي والدعم المالي والمساعدة في مجال التنمية بين الإتحاد الأروبي والدول المغاربية، وقد خضعت السياسة الأروبية للجوار لعدة تعديلات خصوصا في سنة 2011 و 2015 والتي أكدت على أن منح الدعم المالي سيم وفق آلية واحدة وهي إلتزام الدول بالمضامين السياسية والإقتصادية والإجتماعية التي تضمنتها خطة العمل الخاصة بسياسة الجوار الأروبية الجديدة، غير أنه في الواقع العملي خاصة مع قدوم الربيع العربي سيطر الهاجس الأمني ومكافحة الإرهاب والهجرة غير النظامية على مستوى العلاقات الأرومغربية وذلك على حساب تشجيع الإصلاحات السياسية وترسيخ إحترام حقوق الإنسان.

⁴²⁹ بالفرنسية: Politique Européenne de Voisinage

- بالانجليزية: European Neighborhood Policy

⁴³⁰ الدول المعنية بالسياسة الأروبية للجوار هي: أرمينيا، أذربيجان، روسيا البيضاء، جورجيا، مولدافيا، اوكرانيا، المغرب، الجزائر، تونس، ليبيا، مصر، الاردن، فلسطين، سوريا، لبنان، إسرائيل.

من خلال إتفاقيات الشراكة هذه يبدوا جليا أن الإتحاد الأوروبي يجعل من إحترام حقوق الإنسان ومبادئ الديمقراطية إحدى أولوياته في السياسة التعاونية مع دول المنطقة المغاربية بل إن له إمتياز حق تعليق التعاون في حالة ثبوت أن هناك إنتهاك جسيم لحقوق الإنسان ولمبادئ الديمقراطية من طرف أحد الشركاء تماشيا مع أحكام المواد 60 و 65 من إتفاقية فيينا لقانون المعاهدات، أي أن الإتحاد الأوروبي يسعى بإعتماد مختلف الوسائل ومنها آلية المساعدات على التنمية لإسقاط مكاسباته الحقوقية على دول المنطقة كوسيلة لتدعيم مساعيه لتعزيز الإستقرار في المناطق المحاذية له.

ثانيا : حقوق الإنسان والمساعدات الأوروبية : أية إشتراطية؟

يقصد بالمساعدات الخارجية مجموع تدفقات رؤوس الأموال الموجهة إلى الدول النامية لدعم التنمية بها وتحسين البنية التحتية وتطوير الأنظمة الصحية ودعم التربية والتعليم، وعموما تنقسم المساعدات الإنمائية الرسمية إلى مساعدات ثنائية تتم بين حكومتين أو أجهزة تابعة لها، أو متعددة الأطراف من خلال المنظمات الدولية المانحة كالبنك الدولي، مجموعة البنوك الإقليمية للتنمية، المنظمات الأوروبية، الهيئات التابعة للأمم المتحدة كمظمة الصحة العالمية، منظمة الأغذية والزراعة وغيرها⁴³¹.

لم تكن المعونات الإقتصادية والمالية التي تمنحها الدول الأوروبية لصالح البلدان المغاربية أثناء الحرب الباردة تخضع لأي شروط تذكر، ذلك أنه كان من ضمن الأهداف التي كانت تسعى المجموعة الأوروبية آنذاك للوصول إليها من وراء منح هذه المساعدات هو المحافظة على الروابط السياسية والإقتصادية مع هذه البلدان، من منطلق كونها مصدر مهم للطاقة والمواد الأولية، كما حرصت في الآن ذاته عن عدم إبداء أي إنتقاد للسياسات الممنهجة من قبل شركائها في المنطقة لاسيما حول حقوق الإنسان والديمقراطية كي لا تسعى تلك البلدان إلى الميول إلى المعسكر الشرقي⁴³²، غير أنه مع إستفراد الولايات المتحدة الأمريكية بالريادة العالمية أصبحت هذه الأخيرة تعتمد في سياستها في منح المساعدات الإنمائية على الربط بينها وبين إحترام حقوق الإنسان وصيانتها ولعل هذا ما يبدوا عليه الأمر ظاهريا، غير أن المتحصص لعمق هذه السياسة

⁴³¹ للمزيد من التفاصيل حول المساعدات الخارجية يُرجى الرجوع إلى : عبد العزيز النويضي " إشتراطية حقوق الإنسان: ربط المساعدات بإحترام حقوق الإنسان في العلاقات بين الدول" وارد ضمن 40 سنة من الحريات العامة بالمغرب(1959-1998).

⁴³² Jean Louis ATANGANA AMOUGOU « La Conditionnalité Juridique des aides et respectes des droits fondamentaux » Revue Afrilex, Disponible sur site Web : <http://afrilex.u-bordeaux4.fr/conditionnalité-juridique-des-aides-et-respectes-des-droits-fondamentaux>

يُلاحظ أن محركها هو المصلحة واستخدام النفوذ الأمريكي للتأثير في حكومات الدول الممنوحة دون أن يُعار للإعتبارات الأخلاقية سوى النزر القليل من الأهمية⁴³³.

إن الربط بين إحترام حقوق الإنسان وتلقي المساعدات لم يكن يرقى إلى الإهتمام في العلاقات الأرومغربية إلا بعد توقيع إتفاقية لومي الرابعة في سنة 1989 والمراجعة في عام 1995 لتصبح بذلك قضايا حقوق الإنسان والديمقراطية والتقييد بها معيار أساسي للتعاون الرامي للمساعدة على التنمية⁴³⁴ في العلاقات الأرومغربية، فأصبح السؤال يطرح حول مشروعية إستراتيجية الدول الأروبية تقييد منح المساعدات بإحترام وصيانة حقوق الإنسان؟ وإلى أي حد يحق لهذه الدول فرض قيمها ومبادئها على دول أخرى؟ ولعل مشروعية طرح هذه الأسئلة مرده هو إختلاف الرؤى حول مفهوم حقوق الإنسان بين بلدان شمال المتوسط وجنوبه.

من المفترض نظريا أن المنح والمساعدات الإنمائية الخارجية لا تُكلف الدول النامية المتلقية لها أي أعباء مادية بخلاف ما هو حاصل في الإستدانة من الخارج، التي تُمثل عبئا مباشرا على الدول المعنية، غير أن التعاطي العملي مع هذه المساعدات يُؤكد أن لها تبعات إستراتيجية تفوق تكلفتها الأعباء المادية والعينية للقروض المباشرة⁴³⁵، ودليل ذلك في حالة العلاقات الأرومغربية ربطها بضرورة إحترام قيم لا تحضى في الغالب برضى الدول المغاربية، والتي ترى فيها إضفاءا قسريا للهوية الأروبية عليهما من دون مراعاة لخصوصياتها الثقافية والسياسية والإقتصادية، وهي في نظر هذه الدول سياسة إمبريالية بوجه جديد لأنه وعلى مر التاريخ كثيرا ما سعت الإمبراطوريات لفرض الإستقرار في المناطق المحيطة بها، وإستخلاص مزاياها الإقتصادية وتصدير نظامها الإمبريالي عبر تدجين نخبها⁴³⁶.

⁴³³ محمد النشاطي، "شرط حقوق الإتفاقيات الإقتصادية الأرو-إفريقية، معاهدات لومي نموذجا" دكتوراه الدولة في القانون العام، كلية الحقوق، جامعة القاضي عياض بمراكش، السنة الجامعية 1999-2000، ص192.

⁴³⁴ Frank HOFFMEISTER « Les Clauses des droits de l'homme et leur implications dans les relations Euro-maghrébines » in: La partenariat euro-maghrébin, les accords d'association entre l'EU et les pays de Maghreb, bilan et perspectives à la lumière des développements actuels, Actes du Colloque organisé à KIEL 25-26 October 2002 ; Publication REMALD, Thèmes actuels n°42, 2004, P141.

⁴³⁵ مصطفى شفيق علام، "أفرقة التنمية" نغرات في مؤشرات الإدارة القومية بالقارة السمراء "قراءات إفريقية، العدد 14، القاهرة، المنتدى الإسلامي، ديسمبر 2012، ص107.

⁴³⁶ أمينة مصطفى دلة، "الإتحاد الأروبي فاعلا أمنيا: دراسة في حدود التحولات البرادغمية للإستراتيجية الأمنية الأروبية (2003)، والإستراتيجية العالمية للإتحاد الأروبي (2016)، سياسات عربية، العدد 46، سبتمبر 2020، ص08.

إن ربط المساعدة على التنمية بإحترام حقوق الإنسان وبالتعددية والانتخابات الديمقراطية ومسألة الحكم الرشيد أصبحت تطرح مفارقات في أرض الواقع، فالمساعدات المقدمة في غالب الأحيان تتضمن صراحة أو ضمنا شروطا سياسية أو إقتصادية لا تتلائم عموما مع حق الشعوب في إختيار أنظمتها السياسية والإقتصادية والثقافية بكل حرية، وذلك يُعد تعديا على السيادة وحق الشعوب في تقرير مصيرها⁴³⁷، ويشكل خرقا لمبدأ عدم التدخل الذي يُعد من أهم مبادئ القانون الدولي التي يُحرم بموجبها كل أوجه التدخلات ضد شخصية الدولة ومكوناتها السياسية والإقتصادية والثقافية⁴³⁸، وهو ما عليه الأمر في العلاقات الأرومغربية، التي ظلت فيها إشتراطية حقوق الإنسان لمنح المساعدات تشكل سلاحا بيد الدول الأروبية لتحقيق مصالحها السياسية الخارجية والإستراتيجية كما يتم التأكيد دوما في الوثائق المعنية بالسياسة الخارجية والأمنية للإتحاد الأروبي خاصة في العقدين الأخيرين.

إن ربط المساعدة بحقوق الإنسان في العلاقات الأرومغربية وإن كان يبدأ مشروعا من حيث المبدأ فهو محكوم بإعتبارات مصلحة ليس إلا، وإلا بما يمكن تفسير موقف الإتحاد الأروبي من الحراك الذي شهدته المنطقة المغاربية و الذي رفع شعارات تتفق مع غائية القوة المعيارية الأروبية فيما يتعلق أساسا بكفالة إحترام حقوق الإنسان وإرساء أنظمة ديمقراطية قادرة على صيانتها، غير أن الإتحاد الأروبي في هذه المرحلة سعى إلى التركيز على النخب القائمة حتى وإن كانت تسلطية وغير قادرة على الإصلاح، بل وغض الطرف عن الكثير من ممارساتها التسلطية التي أقدمت عليها في سبيل ضمان الإستقرار، وهذا كله يُؤكد أن إشتراطية حقوق الإنسان في العلاقات الأرومغربية يظل محكوما بمنطق الواقعية السياسية المحضة.

المحور الثالث : مشروطية حقوق الإنسان واختبار المصادقية

سعى الإتحاد الأروبي على مدى عقود من الزمن إلى نشر قيمه ومعاييره إلى خارج حدوده وعلى أطرافه خاصة في الدول المغاربية، ويأتي تعزيز الديمقراطية وإحترام حقوق الإنسان في طليعة هذه المعايير، غير أن مسارات التحول التي شهدتها الدول المغاربية منذ فترة الحراك ومخرجاتها غير اليقينية وضعت "مفهوم القوة المعيارية" الذي شكل أساس العلاقات الأرومغربية في المحك، حيث ظل السلوك الأروبي محكوما بالواقعية السياسية المحضة، القائمة على تفضيل المصالح عوض دعم عمليات التحول الديمقراطي في دول الحراك، وكل

⁴³⁷ عبد العزيز النويضي، "الحق في التنمية بين القانون الدولي والعلاقات الدولية" الطبعة 01، 1998، ص 177.

⁴³⁸ صالح عبد القوي السيد، "التدخل الدولي بين المشروعية وعدم المشروعية وإنعكاساته على الساحة الدولية" دار الجامعة الجديدة الإسكندرية، مصر 2012، ص 38.

هذه المتغيرات أصبحت تشكل دافعا قويا للقيام بمراجعات في أسس المشروعية التي قامت عليها العلاقات الأرومغربية.

أولا: تفضيل المصالح على معايير حقوق الإنسان

قامت العلاقات الخارجية للإتحاد الأوبي منذ إقرار إتفاقية لشبونة في سنة 2007⁴³⁹ على مفهوم "القوة المعيارية" الذي يستند على نقل معايير تعزيز الديمقراطية وحقوق الإنسان إلى خارج حدوده، غير أن طريقة تفاعل الإتحاد الأروبي مع أحداث الحراك التي إبتدأت شرارتها من تونس في أواخر 2010، والتي أفرزت واقعا مضطربا ميزته اللايقين الإستراتيجي في جنوب المتوسط، أكدت أن الإتحاد الأروبي لا يبدووا جادا في دعم عمليات التحول التي تصبوا إليها الشعوب المغاربية لدمقرطة أنظمتها السياسية والتي تُعد مفتاح كفالة إحترام حقوق شعوب المنطقة، وذلك على هدى الكيفية التي تم بها التعامل مع الثورات الملونة⁴⁴⁰ من قبل روسيا في مناطق نفوذ الإتحاد السوفيياتي سابقا، حيث سعت إلى الحفاظ على الطبيعة السلطوية في الدول المعنية بدعم نظم الحكم الإستبدادية، وغايتها في ذلك تقويض النظم الديمقراطية في محيطها ومن تم الحفاظ على نفوذها في هذه الدول⁴⁴¹.

على الرغم من إدراج مبدأ "مشروعية حقوق الإنسان" في الإتفاقيات الأرومغربية منذ عقود من الزمن، فقد بقي السلوك الخارجي الفعلي للإتحاد الأروبي إتجاه قضايا حقوق

⁴³⁹ Treaty of lisbon « official journal of the European union C306,Vol 50 (December 17,2007)Accessed on 29-08-2022 at <https://bit.ly/2Kp3oF>

⁴⁴⁰ شهدت الدول التي خضعت سابقا للإتحاد السوفيياتي خلال العقدين الأخيرين عدة ثورات شعبية جرى تسميتها الثورات الملونة، ومن أنجح هذه الثورات ثورة الورد (2003) في جورجيا، والتي أطاحت بالرئيس إدوارد شيفرنا دزه Eduard SHEVARDNDZE، وكذا الثورة البرتغالية (2004) بأكرانيا والتي إندلعت إعتراضا على ما تم إعتبره عملية تزوير ضد مرشح المعارضة فيكتور بوشينكو Viktor YUSHCHENK، وأيضا الثورة البنفسجية (2005) بقرغيزستان التي تمت الإطاحة فيها بالرئيس Kurmanbek BAKIYEV، للمزيد من التفاصيل حول الثورات الملونة يرجى الرجوع إلى : السعداوي عاطف، "الثورات الملونة في آسيا الوسطى: فشل النموذج الأمريكي في التغيير" أمتي في العالم، مركز الحضارة للدراسات السياسية، 27-08-2022 على الرابط: <http://bit.ly/2SK2Mdk>

أيضا يُراجع: عبد الرحمان ناصر، "الثورات الملونة: وجه آخر للثورة" ساسة بوست 28/05/2014، شوهد في <http://bit.ly/2RDbfKX> على الرابط: 21/09/2022

⁴⁴¹ Alex LOCKIE «Russia has grand plan to undermine the west's democracies-and its'working»Business insider 30/09/2016;Accessed On 18/09/2022 at <https://read.bit/2Hg6aeu>

الإنسان بالمنطقة المغاربية يتسم بالتردد والإزدواجية مع السعي الحثيث على المحافظة على إستقرار أنظمة الحكم القائمة بالمنطقة وذلك بمسوغات ثلاث على الأقل⁴⁴² وهي :

– ضمان تدفق موارد الطاقة.

– الإنخراط في الحرب العالمية على الإرهاب.

– مراقبة الحدود للحد من الهجرة غير النظامية.

من خلال الإلتزام بهذه المسوغات أصبح الإتحاد الأوروبي يكافئ دول المنطقة المغاربية بزيادة دعمه المالي، وكذا تعزيز العلاقات الثنائية معه في كل المجالات التجارية والثقافية والإقتصادية والرفع من المبادلات التجارية، أي ان الدولة الملتزمة تصبح أكثر حظوة للإرتقاء بعلاقتها مع الإتحاد الأوروبي إلى مستوى أفضل، ودليل هذا نوردده في الجدول الآتي:

الأطر الإتفاقية لتنظيم التعاون بين الإتحاد الأوروبي والدول المغاربية

ليبيا	الجزائر	المغرب	تونس	
لا يوجد	وقع عليه في عام 2002 ودخل حيز التنفيذ في عام 2005	وقع عليه في عام 1996 ودخل حيز التنفيذ في عام 2000	وقع عليه عام 1995 ودخل حيز التنفيذ في عام 1998	اتفاق الشراكة
لا يوجد	لا يوجد	حصل عليه في أكتوبر 2008	حصلت عليه عام 2012	وضع الشريك المتقدم
لا يوجد	لا يوجد	بداية المفاوضات في مارس 2013	مفاوضات متقدمة منذ أكتوبر 2015	اتفاق التبادل الحر
لا يوجد	لا يوجد	تم توقيعه في يونيو 2013	تم توقيعه في مارس 2014	الاتفاق من أجل التبادل الحر

المصدر: من إعداد الباحث

لقد ساهمت الديناميات الجديدة التي عرفها المنطقة المغاربية في فضح حدود القوة المعيارية للإتحاد الأوروبي، حيث تم تفضيل المصالح على المعايير، فالتحديات المعقدة والمخرجات غير اليقينية (بمعنى لا يمكن التنبؤ بما ستؤول إليه الأوضاع) التي تعرفها المنطقة المغاربية، أدت لتزايد الإقتناع في العواصم الأوروبية بضرورة تأمين حدودها الجنوبية من المخاطر بوصفها

⁴⁴² محمد حمشي " الإتحاد الأوروبي و التحول الديمقراطي في الوطن العربي: حدود القوة المعيارية" سياسات عربية، العدد 35، مرجع سابق ص70.

أولوية إستراتيجية، مما جعل سياسات المشروعية التي قامت عليها العلاقات المغاربية تفقد الكثير من صديقتها، فعوض دعم مبادرات المرحلة لخدمة مصالح الشعوب وتطلعاتها للنهوض بحقوق الإنسان وإرساء قيم سيادة القانون و الديمقراطية فضلت دول الإتحاد الأروبي تعزيز اعتمادها على الأنظمة التسلطية بالمنطقة، وذلك من خلال المنطلقات الآتية:

— إن عامل اللايقين المصاحب للتحويلات التي عرفتها المنطقة المغاربية وما صاحبه من الخوف في "زحف الأصوليات الإسلامية" في علاقته مع الإرهاب، أصبح يُشكل الهاجس اللامركزي لدى دول الضفة الشمالية لحوض البحر لأبيض المتوسط، وهذا ما يفسر سياسة الصمت التي إنتهجتها المجموعة الأروبية، بل وغض الطرف عن الطبيعة التسلطية وكذا الممارسات التسلطية التي مست حقوق الإنسان وأدت لتضييق الحريات بالمنطقة⁴⁴³.

— براعة الأنظمة القائمة في المنطقة المغاربية في توظيف مخاوف الإتحاد الأروبي حيال ضمان الإستقرار في المنطقة، لتجنب تنزيل الإلتزامات المتعلقة بحقوق الإنسان، أو التعامل معها بشكل ملتو وبطيء، وكل هذا أدى لتعزيز اعتماد الإتحاد الأروبي على الأنظمة التسلطية التي تهدف إلى الحفاظ على الوضع الراهن.

— تصاعد موجات الهجرة غير النظامية واللجوء القادمة من جنوب المتوسط وتزايد خطر التهديدات الإرهابية، إذ تزامن الحراك الذي شهدته الدول المغاربية مع العديد من العمليات الإرهابية التي شهدتها العواصم الأروبية، ولعل ذلك ما كون قناعة لدى دول الإتحاد الأروبي مفادها أن إستمرارية الوضع الراهن ودعم الأنظمة القائمة ذات الطبيعة السلطوية هو السبيل الوحيد لوقف زحف الأخطار القادمة من جنوب المتوسط.

من منطلق كل هذه الإعتبارات و حفاظا على المصالح الإستراتيجية غض الإتحاد الأروبي النظر على نحو واضح عن الكثير من السياسات الغير الديمقراطية في المنطقة المغاربية وكذا الإنتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان في المنطقة مقابل التعاون الأمني معه⁴⁴⁴، لتصبح هذه الأخيرة ما يشبه المنطقة الحاجزة التي تُؤمن له حدوده الجنوبية من جهة، وتحول دون وصول

⁴⁴³ محمد حمشي "الإتحاد الأروبي و التحول الديمقراطي في الوطن العربي: حدود القوة المعيارية" سياسات عربية، العدد

35، مرجع سابق ص70.

⁴⁴⁴ كارس هايدي عصمت، "السياسة الخارجية للاتحاد الأروبي اتجاه جنوب المتوسط في أعقاب الثورات"، موقع

السياسة الدولية، 26 ديسمبر 2015، تم الإطلاع 24.09.2022 على الرابط: <https://bit.ly/2saw03>

التحديات الأمنية العابرة للحدود نحوه (التحديات القادمة من الشرق الأوسط ومنطقة الساحل والصحراء)⁴⁴⁵.

ثانيا: مداخل إعادة التفكير في أسس المشروطة في العلاقات الأرومغربية

تعرض أداء الإتحاد الأوروبي بشأن مساعيه لنشر حقوق الإنسان وكفالة إحترامها عبر منطق القوة المعيارية في المنطقة المغاربية لوابل من الإنتقادات، حيث تم إعتبار الطبيعة الذرائعية للمعايير الأوروبية ماهي إلا أداة لخدمة المصالح الإستراتيجية للإتحاد في المنطقة، وإلا بما يُمكن تفسير سياسة الصمت وغض الطرف عن الطبيعة التسلطية للأنظمة في المنطقة على مدى عقود من الزمن مع الإستمرار في الحديث من قبل الدول الأوروبية عن "مجرد" تشجيع الإصلاحات السياسية والإقتصادية في المنطقة.

يكاد يتفق الكثير من الدارسين إلى أن الإتحاد الأوروبي فوت الفرصة السانحة التي وفرها الربيع العربي، فيما يتعلق بتعزيز التحول الديمقراطي والدفع به نحو تحقيق الأهداف المرجوة في المنطقة، وذلك على غرار النهج الذي سار عليه الإتحاد في التعامل مع الثورات التي عرفتها أوروبا الشرقية في تسعينيات القرن الماضي، غير أنه ومن أجل إحتواء التحولات في المنطقة وضبط إنعكاساتها على الإستقرار الإقليمي تم تفضيل المصالح على المعايير، ففي حالة التحول الديمقراطي عموما فالأمن يأتي قبل الديمقراطية وحقوق الإنسان⁴⁴⁶.

لا جدال في أن دعم الإصلاحات السياسية وتمكين حقوق الإنسان وتشجيع التعاون الإقليمي بين الدول في المجال الإقتصادي والإجتماعي والثقافي هو الطريق الأنسب لتعزيز الإستقرار في جنوب المتوسط، ومن ذلك الدول المغاربية، ودعم هذا السبيل من طرف دول شمال المتوسط الأروبية سيؤدي لا محالة إلى التخفيف من حدة إنتقال التحديات والمخاوف الأمنية التي تقض مضجع دول الشمال ومن ذلك التخفيف من حدة تدفق المهاجرين غير النظاميين، وتحقيق الموازنة بين وجهي هذه المعادلة يقتضي مراجعة شاملة لأسس المشروطة، ومن ذلك مشروطة حقوق الإنسان في العلاقات الأرومغربية، ولعل مداخل بلوغ هذه الغاية هي كالاتي:

⁴⁴⁵ طارق رداق "المغرب العربي في التصورات الأروبية: الشريك أم المنطقة الحاجزة؟ مجلة شؤون عربية، العدد

163 (2015) ص 194.

⁴⁴⁶ حسام شاكر "أروبا والربيع العربي: إنتهى الحفل"، الجزيرة نت، مقالات رأي، تم الإطلاع 04/09/2022 على الرابط:

<https://bit.ly/2QBHEYK>

– تجاوزت "مقولات الحرب على الإرهاب" ضد مطالب التغيير التي تطالب بها شعوب المنطقة، لأن ذلك له مخاطر عدة أولها أن استخدام هذه الحرب، ماهو إلا آلية لإستمرار معادلة الهيمنة الغربية وتحقيق الأمن ولو على حساب الديمقراطية وحقوق الإنسان، وهذه سياسية قصيرة النظر وتسهم في إشعال المنطقة، لأنها تتجاهل أن الإرهاب نتيجة أساسية من أزمة شرعية الحكم⁴⁴⁷، ونماء إقتصادات ريعية تعمق من تفكير الطبقات الإجتماعية الهشة وتزيد من السخط الإجتماعي.

– ضرورة نهج مقاربة تشاركية في بناء المبادرات التي تهم نشر حقوق الإنسان وصيانتها في العلاقات الأرومغربية عوض نهج منطق المشروطية الأحادي الجانب العمودي، والذي يكشف عن نزعة أرومركزية طاغية في سياسات الإتحاد الأوروبي، وهذا من أهم أسباب محدودية حصيلة المبادرات والإجراءات المتخذة في تعزيز حقوق الإنسان تعريزا حقيقيا في دول المنطقة.

– الإقرار بكون إستقرار المنطقة المغاربية عبر دعم الأنظمة السلطوية التي لها صيت تاريخي في حماية المصالح الإستراتيجية للجماعة الأوبية هو منطق متجاوز، لأن فيه تكريسا لمعاناة شعوب المنطقة والتي تبين المؤشرات العالمية المرتبطة بالديمقراطية⁴⁴⁸ والتنمية البشرية⁴⁴⁹ وحقوق الإنسان وحرية الصحافة، أن المنطقة المغاربية هي إحدى المناطق الأشد هشاشة إجتماعيا والأشد إنتهاكا للحقوق الأساسية للإنسان، والسياسات الإشتراكية الأروبية بمنطقها الحالي فيما تكريس لهذا الواقع، ومن تم فإن الصدقية الأخلاقية للإتحاد الأوروبي "كقوة معيارية" أصبحت تحتّم تعزيز احترام حقوق الإنسان في دول المنطقة بعيدا عن الرؤية البراغمتية الضيقة⁴⁵⁰.

– إيلاء العناية الكاملة في سياسات المشروطية الأروبية لمشروع تعزيز الإندماج الإقليمي المغاربي، من منطلق أن الإندماج له دور في إنجاح مشروع بناء دولة القانون وحقوق الإنسان في المنطقة، فوجود مؤسسات فوق قومية قوية في الإتحاد الأوروبي له الفضل الكبير في ديمقراطية

⁴⁴⁷ عبد الفتاح ماضي "مخاطر الإستثمار في الإرهاب" الجزيرة نت، بتاريخ 22/11/2015، تم الإطلاع عليه: 11/09/2022

على الرابط: <https://goo.gl/GHKJGW>

⁴⁴⁸ في سنة 2017 على سبيل المثال جاء ترتيب الدول المغاربية تبعا لمؤشر الديمقراطية على الشكل الآتي: تونس (69)، المغرب (101)، الجزائر (128)، ليبيا (154).

⁴⁴⁹ في سنة 2017 على سبيل المثال جاء ترتيب الدول المغاربية تبعا لمؤشر التنمية البشرية على الشكل الآتي: تونس (95)، المغرب (123)، الجزائر (83)، ليبيا (108).

⁴⁵⁰ Sally KHALIFA ISAAC « Eroupe and the arab revolutions from a weak to a proactive reponse to a changing neighrhood »Freie universitat Berlin KFG Working paper n°39 (May 2012) P24 .

دول أوروبا الشرقية بعد الإنضمام إلى الإتحاد الأوروبي، ومن تم فإن دعمه لمسار الإندماج الإقليمي المغربي "إتحاد المغرب العربي" يجب أن يكون من صميم إهتمامه لأن تحقق هذا الحلم سيُمكن لا محالة من تعزيز الديمقراطية وصيانة حقوق الإنسان في المنطقة المغربية.

خاتمة

بعد معالجة إشكالية الدراسة وإختبار فرضياتها وفق مقاربة منهجية متكاملة خلصت الورقة البحثية إلى النتائج التالية:

– "مشروطة حقوق الإنسان" المدمجة في الإتفاقيات التعاونية الأرومغربية هي وسيلة ضغط وآلية لفرض محاكاة النموذج الأوروبي بتبني الوصفة التي تقترحها دول الإتحاد الأوروبي على الدول المغربية.

– فرض إحترام حقوق الإنسان ليس هو الغاية ذات الأولوية الأولى لدى الإتحاد الأوروبي في علاقاته مع دول المنطقة المغربية قبل الحراك وبعده، بل هو وسيلة لتحقيق أهداف أمنية، وإستراتيجية وأداة لمواجهة التهديدات الأمنية النابعة من جنوب المتوسط عموما وفي مقدمتها الهجرة غير النظامية، الإرهاب، أمن الطاقة.

– الإتحاد الأوروبي فوت الفرصة السانحة التي وفرها الحراك المغربي لتعزيز التحول الديمقراطي والدفع به نحو تحقيق الأهداف التي يفترض أنها تتفق مع غائية القوة المعيارية التي تأسست عليها الوحدة الأوروبية، ومنها ترسيخ حقوق الإنسان في المنطقة المغربية، وهي الوسيلة المثلى لتدعيم مساعي الدول الأوروبية لتعزيز الإستقرار والوقاية من النزاعات في حدوده، بغية الحد من تدفق المهاجرين غير النظاميين بسبب إنتهاكات حقوقهم الإنسانية في بلدانهم الأصلية.

– ضرورة القيام بمراجعة شاملة لبند مشروطة حقوق الإنسان الوارد في إتفاقيات التعاون الأرومغربية منذ عقود من حيث الموضوع وكذا من حيث آليات تفعيله، فلا يمكن لدول الشمال أن تستمر في سياستها التقليدية القائمة على تغليب الأمن والإستقرار على الديمقراطية ونشر حقوق الإنسان.

لائحة المراجع

I. المراجع بالعربية

1. البحيري يوسف: حقوق الإنسان والحريات العامة " التجربة المغربية بين التأصيل والمكتسب" المطبعة والوراقة الوطنية، مراكش، ط 1، 2020.
2. السعداوي عاطف "الثورات الملونة في آسيا الوسطى: فشل النموذج الأمريكي في التغيير" أمي في العالم، مركز الحضارة للدراسات السياسية، 27-08-2022 على الرابط: <http://bit.ly/2SK2Mdk>
3. النشطاي محمد "شرط حقوق الإتفاقيات الإقتصادية الأرو-إفريقية، معاهدات لومي نموذجاً" دكتوراه الدولة في القانون العام، كلية الحقوق، جامعة القاضي عياض بمراكش، السنة الجامعية 1999-2000.
4. النويضي عبد العزيز "إستراتيجية حقوق الإنسان: ربط المساعدات بإحترام حقوق الإنسان في العلاقات بين الدول" وارد ضمن 40 سنة من الحريات العامة بالمغرب (1959-1998).
5. النويضي عبد العزيز: "الحق في التنمية بين القانون الدولي والعلاقات الدولية" الطبعة 01، 1998.
6. بومدين يوسف "حقوق الإنسان بين السلطة الوطنية والسلطة الدولية" دار الرواية للنشر والتوزيع، عمان-الأردن- ط 01، 2011.
7. حمشي محمد "الإتحاد الأروبي والتحول الديمقراطي في الوطن العربي: حدود القوة المعيارية" سياسات عربية، العدد 35، نوفمبر 2018.
8. رداف طارق "المغرب العربي في التصورات الأروبية: الشريك أم المنطقة الحاجزة؟" مجلة شؤون عربية، العدد 163 (2015).
9. شاكرا حسام "أروبا والربيع العربي: إنتهى الحفل"، الجزيرة نت، مقالات رأي، تم الإطلاع 04/09/2022 على الرابط: <https://bit.ly/2QBHEYK>
10. شفيق علام "مصطفى أفرقة التنمية" ثغرات في مؤشرات الإدارة القومية بالقارة السمراء" قراءات إفريقية، العدد 14، القاهرة، المنتدى الإسلامي، ديسمبر 2012.
11. عبد القوي السيد صالح "التدخل الدولي بين المشروعية وعدم المشروعية وإنعكاساته على الساحة الدولية" دار الجامعة الجديدة الإسكندرية، مصر 2012.
12. غزلاني وداد: السياسات التعاونية بين المجموعة الأروبية والدول المتوسطية في مجال مكافحة الهجرة غير الشرعية، في المؤلف الجماعي "الهجرة غير الشرعية في البحر الأبيض المتوسط، المخاطر وإستراتيجيات المواجهة" تحرير غربي محمد، سفيان فوكة، مشري مرسي، الجزائر، ابن النديم للنشر والتوزيع، ط 01، 2014.

13. مصطفى دلة أمينة "الإتحاد الأوروبي فاعلا أمنيا: دراسة في حدود التحولات البراديغمية للإستراتيجية الأمنية الأوروبية (2003)، والإستراتيجية العالمية للإتحاد الأوروبي (2016)، سياسات عربية، العدد 46، سبتمبر 2020.

14. ناصر عبد الرحمان " الثورات الملونة: وجه آخر للثورة" ساسة بوست 28/05/2014، شوهد في <http://bit.ly/2RDbfKX> على الرابط : 21/09/2022

II. المراجع الأجنبية

• بالفرنسية

1. Conseil de l'union Européenne « lignes directrices relatives aux sanctions » Bruxelles 08/12/2017.
2. -Said HAMMAMOUN « Droits de l'homme et conditionnalité dans les accords de coopération de l'union européenne : quelle logique Juridique » Revue Général de droit ,Vol 40 n° 01 (2010) .
3. Frank HOFFMEISTER « Les Clauses des droits de l'homme et leur implications dans les relations Euro-maghrébines » in :La partenariat euro-maghrébin,les accords d'association entre l'EU et les pays de Maghreb,bilan et prespectives à la lumière des développements actuels, Actes du Colloque organisé à KIEL 25-26 October 2002 ; Publication REMALD, Thèmes actuels n°42, 2004.
4. -Josiane AUVRET-FINCK « Les procédures de sanction internationale en vigueur dans l'ordre interne de l'union et la défense des droites de l'homme dans le monde » Revue Trimestrielle de droit européen n°01(Mars 2003) .

بالإنجليزية

1. Alex LOCKIE « Russia has grand plan to undemine the west's democracies-and its'sworking » Business insider 30/09/2016 ; Accessed On 18/09/2022 at <https://read.bit/2Hg6aeu>.
2. -Elsabeth SMITH «The use of political Conditionality» In The Eu's relations with third countries who effective , Paper of the ECSA International conference seattle ,29 may-juin 1997 ,P 05,Disponible sur site web://aci .pitt.edu/2729/1/002732_1 .PDF.
3. -Richard WHITMAN « Normative Power Europe: Empirical and Theoretical Prespectives » (London: Palgrave Macmillan ; 2011).
4. -Richard YONGS «Europe's Uncertain Pussuit of Middle East Reform Middle Etat Series » carnegie n°45 ;june 2004.
5. Sally KHALIFA ISAAC « Eroupe and the arab revolutions from a weak to a proactive reponse to a changing neighrhood »Freie universitat Berlin KFG Working paper n°39 (May 2012).

الفصل الحادي عشر

أثر التحولات السياسية و الدستورية على الوضعية الحقوقية الراهنة للمرأة المغربية - المغرب و تونس نموذجا -

ذ.سمية الديك

طالبة باحثة في القانون العام بجامعة القاضي عياض
كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية، مراكش

ملخص

تتناول هذه الورقة البحثية مسألة تأثير التحولات السياسية و الدستورية على الوضعية الحقوقية للمرأة في المغرب و تونس، من خلال التطرق لما جاءت به دساتير ما بعد الحراك من مكتسبات تهم حقوق المرأة و كذا ما أفرزه الوضع السياسي و المستجدات المرتبطة به، أخذا بعين الاعتبار خصوصية كل من البلدين ووضعية المرأة فيهما.

كما شمل الجزء الثاني من الموضوع التطرق لما أفرزته المتغيرات السياسية و الدستورية من مؤشرات على وضعية المرأة و التي أبانت عن تطور نسبي سيما في بعض الحقوق المدنية و السياسية و كذا بعض الحقوق الاقتصادية و الاجتماعية.

Abstract

This research paper examines the impact of political and constitutional transformations on the human rights situation of women in Morocco and Tunisia, by addressing the gains made by the post-Hirak constitutions in terms women's rights, as well as the political situation and related developments, taking into account the specificity of both countries and the situation of women in them.

The second part of the topic deals with the indicators of women's status, resulting from political and constitutional changes, which showed a relative development especially in some civil and political rights, as well as some economic and social rights.

مقدمة

قد كثرت الحديث في العقدين الأخيرين عن قضايا حقوق الإنسان بشكل أكبر من أي وقت قد مضى، خصوصا في ظل عالم يعرف متغيرات دولية، إقليمية و وطنية، حيث أضحت الدولة مطالبة اليوم بالاعتراف بحقوق مواطنيها وتطبيقها وضمان حمايتها من كل تعسف أو سلب قد ينال منها، على اعتبار أنها من مقومات دولة القانون⁴⁵¹.

لذا أضحت قضية حقوق الإنسان تعد من القضايا المهمة الشائكة، خاصة وأنها أصبحت لصيقة بسيادة الدولة، فباحترام حقوق الإنسان تضمن الدولة إغلاق باب التدخل في شؤونها الداخلية، وبالتالي الحفاظ على سيادتها، وهذا ما يجعل معادلة التوفيق بين السيادة وحقوق الإنسان إشكالية حقيقية⁴⁵².

وقد عرفت المنطقة المغربية تحولات مجتمعية ومؤسسية، خاصة في العشرة الأخيرة بعد ما سمي " بالربيع العربي"، والذي اعتبره البعض حلقة تحول في المسار الديمقراطي والحقوقى لدول المغرب الكبير. حيث كان هذا التحول نتيجة رغبة شعوب الدول المغربية في التطلع إلى بلدان يجد فيها المواطن هويته ومكانته، ويتمتع فيها بحقوقه وحرياته، وذلك رغم اختلاف سياقات البلدان المغربية في طبيعة أنظمتها السياسية وبنيتها المجتمعية.

والمعروف أن المرأة كانت ولا زالت، فاعلا قويا داخل المجتمعات المغربية، وهذا ما شهد عليه تاريخها النضالي الطويل في تكريس مكانتها داخل المجتمع وإبراز أهميتها في جميع المجالات⁴⁵³. فاستحضار "قضية" المرأة في هذا السياق نسعى من خلاله إلى دراسة أثر التحولات السياسية والدستورية على الوضعية الحقوقية الراهنة للمرأة المغربية، وخاصة في التجريبتين المغربية والتونسية، وذلك من أجل معرفة طبيعة هذه الوضعية في خضم المتغيرات التي تعرفها البلدان المغربية في أنظمتها السياسية و الدستورية.

⁴⁵¹ فؤاد الصامت، " مقومات دولة القانون بالمغرب"، المجلة المغربية للإدارة المحلية والتنمية، عدد 143، نونبر- دجنبر 2018، ص 278 وما بعدها.

⁴⁵² مليكة الزخيني، " السيادة وحقوق الإنسان: عسر العلاقة و حدود التوفيق"، ذ ادريس لكربني و ذ الحسين شكراني (الجيل الثالث لحقوق الإنسان السياق و الإشكالات)، منشورات المجلة المغربية للإدارة المحلية والتنمية، عدد 110 سلسلة ((مواضيع الساعة))، 2020، ص 218.

453 Rabéa Naciri « LE MOUVEMENT DES FEMMES AU MAROC» édition Antipodes)Nouvelle Question Féministe vol.33,2014,pp.45-54.

ومن هذا المنطلق، وتماشيا مع التحول النوعي⁴⁵⁴ الذي عرفته الحقوق والحريات الأساسية مع إقرار دستور 2011⁴⁵⁵ في المغرب ودستور 2014⁴⁵⁶ في تونس، حيث تم ربط الإقرار الدستوري للحقوق والحريات بالبعد الكوني، متجاوزا بذلك الخصوصية الوطنية⁴⁵⁷، التي تطرح إشكالات عديدة في تمتع الفرد بكافة حقوقه وحرياته كما هي متعارف عليها كونيا، وخاصة مع اتساع قاعدة المصادقة والانضمام إلى الاتفاقيات الدولية ذات الصلة بحقوق الإنسان⁴⁵⁸. إلا أن هذا التحول بقيت من خلاله قضية حقوق المرأة من القضايا التي يلفها التردد والضبائية كلما انتقلنا من النص الدستوري إلى النص التشريعي، حيث بقي هذا الأخير بعيدا عن النص الدستوري المتقدم في فحواه و مضمونه⁴⁵⁹.

إذن الإشكالية التي سندعى لمقاربتها من خلال هذه الدراسة تتمحور حول : إلى أي مدى أثرت التحولات السياسية والدستورية على الوضع الحقوقي الراهن للمرأة بكل من المغرب و تونس؟

و لتعميق النظر في الإشكالية المركزية، وللإجابة عنها تأتي ضرورة طرح مجموعة من التساؤلات الفرعية، لتساهم في توضيح وتبسيط الضوء على الإشكال المركزي وهي كالتالي :

1- هل ساهمت المتغيرات الدستورية في تكريس حقوق المرأة والاعتراف بها؟

2- كيف ينعكس الوضع السياسي على الوضع الحقوقي للمرأة؟

3- وهل سجلت كل من المرأة المغربية والتونسية تقدما أم تراجعاً في تحقيق مطالبها و تنزيل حقوقها الدستورية؟

⁴⁵⁴ صالح أضحاف، "التحول النوعي للحقوق والحريات الأساسية في الدستور المغربي"، منشورات المجلة المغربية للأنظمة القانونية والسياسية، العدد 15، دجنبر 2018، ص71.

⁴⁵⁵ الظهير الشريف رقم 1.11.91 الصادر في 27 من شعبان 1432 (29 يوليوز 2011) بتنفيذ نص الدستور، الجريدة الرسمية عدد 5964 مكرر بتاريخ 30 يوليوز 2011 -ص3600.

⁴⁵⁶ دستور تونس الصادر عام 2014، الجريدة الرسمية للجمهورية التونسية عدد 10 بتاريخ 24 فبراير 2014، ص.331.

⁴⁵⁷ البحيري يوسف، حقوق الإنسان والحريات العامة جدلية الكونية والخصوصية، المطبعة و الوراقة الوطنية، مراكش 2015، ص.63.

⁴⁵⁸ نادية جامع، "مكانة المعاهدات الدولية في النظام القانوني المغربي: قراءة نقدية"، المجلة المغربية للإدارة المحلية و التنمية عدد 157، مارس-أبريل 2021، ص.104.

⁴⁵⁹ سمير والقاضي و سعيد ورحو، "الحقوق والحريات: من المفهوم إلى الدسترة والتنزيل"، سمير و القاضي، سعيد ورحو، إبراهيم بحوت (الحقوق و الحريات الأساسية بالمغرب قراءات متقاطعة)، مطبعة شمس برينت، 2020، ص 18 و ما بعدها.

4- وما درجة انخراط كل من المغرب وتونس في المنظومة القانونية الدولية المتعلقة بحماية حقوق المرأة؟

وللإجابة على الإشكالية المثارة والأسئلة المطروحة، يمكن الانطلاق من تبيان المتغيرات السياسية والمستجدات الدستورية التي عرفها كل من المغرب وتونس في مجال حقوق المرأة، كما سنعرج على مؤشرات الوضعية الحقوقية للمرأة على ضوء المتغيرات السياسية والدستورية.

المطلب الأول: المتغيرات السياسية و المستجدات الدستورية ذات الصلة بحقوق المرأة

إن المهتم بقضايا حقوق الإنسان يدرك تمام الإدراك العلاقة الوثيقة بين النظام السياسي والتحولت السياسية التي تعرفها الدولة وبين الوضعية الحقوقية بها، خاصة وأن فهم محتوى ومضمون التشريع المنظم لحقوق الإنسان والحريات الأساسية، لا بد من ربطه بالمستجدات الدستورية والشروط السياسية المفترزة له⁴⁶⁰.

• الفقرة الأولى: المستجدات الدستورية و تكريس حقوق المرأة:

تم إقرار دستور 2011 في سياق عرف توترات واحتجاجات تمثلت في الحراك الاجتماعي، حيث تجاوز سقف المطالب ما هو اجتماعي لكي يلامس مطالب سياسية كانت من قبل حكرا على الأحزاب السياسية والنقابات بالمغرب⁴⁶¹. فالاستجابة لمطالب الحراك جاء نتيجة تفاعل المؤسسة الملكية مع حركة 20 فبراير، وكذا من أجل الحفاظ على المسار الإصلاحية الذي قطعه المغرب منذ منتصف تسعينات القرن الماضي سواء السياسي أو الدستوري، من خلال إعادة هيكلة الحقل السياسي⁴⁶² وفق منهجية دستورية تلتزم باحترام حقوق الإنسان، كما هي متعارف عليها عالميا. فقد ساهمت تجربة المغرب في مجال العدالة الانتقالية من خلال إحداث

⁴⁶⁰ علي كربي، حقوق الإنسان والحريات العامة في المغرب، منشورات المجلة المغربية للإدارة المحلية والتنمية – سلسلة أعمال ومؤلفات جامعية عدد 46، 2003، ص15.

⁴⁶¹ حسن الزواوي، "التحولت الدستورية والسياسية وإشكالية الانتقال الديمقراطي بالمغرب"، مجلة الدراسات السياسية والاجتماعية – عدد مزدوج – سنة 2017 ص14.

⁴⁶² أمين عبد الإله "الثابت والمتغير في النظام السياسي المغربي على ضوء دستور 2011"، المجلة المغربية للإدارة المحلية والتنمية عدد 121، مارس-أبريل، 2015، ص ص 53-80.

هيئة الإنصاف والمصالحة سنة 2005 في خلق دعامة حقوقية للانتقال المغربي، جعلت من هذه التجربة نموذجا ملهما لبعض الدول العربية⁴⁶³.

وتفاعلا مع الحركات المطالبة التي نادى بتحسين وضعية حقوق الإنسان عامة وحقوق المرأة خاصة، فقد توج دستور 2011- الذي سمي بوثيقة الحقوق والحريات⁴⁶⁴ - بفصل اعتبر "انتصارا" لقضية المرأة وإنصافا لها من خلال الفصل 19 الذي جاء بالتنصيص على مبدأ "المناصفة"، والذي جاء جامعا بشكل عام للحقوق الأساسية للإنسان في سياق المساواة بين الرجل والمرأة سواء تلك الواردة في الجيلين الأول و الثاني و الثالث، لتتولى بقية الفصول⁴⁶⁵ عرض تفاصيلها في باب خاص (الباب الثاني) المعنون بالحريات والحقوق الأساسية. كما تم التنصيص في ديباجة الدستور على أن الاتفاقيات الدولية التي صادق عليها المغرب تسمو على التشريعات الوطنية والعمل على ملاءمة التشريعات مع ما تتطلبه تلك المصادقة.

أما في التجربة الدستورية التونسية، فقد شكل دستور 2014 أبرز خطوة قطعها مسار الانتقال نحو الديمقراطية في تونس ما بعد حكم نظام "زين العابدين بن علي" و بعد ما سمي بـ " ثورة الياسمين"، حيث ترتب على إثره إجراء انتخابات تشريعية و رئاسية في 26 من أكتوبر و 25 من نونبر 2014، لتنتهي المرحلة الانتقالية و تدخل البلاد في عملية تداول سلمي للسلطة.

ومما لا شك فيه أن هذا المسار قد تعزز، وبالنظر إلى ما جاء به الدستور من مضامين ديمقراطية، فيما يخص شكل الدولة المدنية وطبيعة النظام السياسي، الذي يمزج بين خصائص النظام البرلماني والرئاسي⁴⁶⁶، أو فيما يخص الضمانات المقدمة لأفراد المجتمع

⁴⁶³ حسن الزواوي، مرجع سابق، ص 125.

⁴⁶⁴ يوسف البحيري، مرجع سابق، ص.63.

⁴⁶⁵ نص الفصل 31 من دستور 2011 على أنه (تعمل الدولة والمؤسسات العمومية والجماعات الترابية، على تعبئة كل الوسائل المتاحة، لتيسير أسباب استفادة المواطنين و المواطنات، على قدم المساواة، من الحق في:- العلاج والعناية الصحية: ...).

⁴⁶⁶ أجريت الانتخابات الرئاسية التونسية يوم الثالث عشر من أكتوبر 2019، حيث نجح الرئيس المنتخب (قيس سعيد) بعد حصوله على نسبة أصوات بلغت (72.71 بالمئة)، في مقابل نسبة (27.29 بالمئة) للمرشح صاحب الرتبة الثانية (نبيل القروي)، وبنسبة مشاركة بلغت 55 بالمئة و بمجموع 3 ملايين و 892085 من الأصوات وذلك حسب أرقام الهيئة العليا المستقلة للانتخابات التونسية)، أطلع عليها بواسطة الرابط:

<http://www.isie.tn/resultats/resultats-presidentielles> / بتاريخ 29/07/2022.

لممارسة الحقوق و الحريات، و كذا على مستوى توزيع و استقلال السلطات بما يسمح بعدم تركيزها بيد جهة واحدة⁴⁶⁷.

وقد عرفت تونس مرحلة "النجاح السياسي" من خلال بناء دولة ديمقراطية عربية فريدة كانت نتيجة أحداث " الربيع العربي "، وطي صفحات ماضي الدولة "البوليسية"، المنتهكة لحقوق الإنسان ودخول تجربة انتقالية، عبر تشكيل الهيئة الوطنية للحقيقة والكرامة، وإلزام الدستور "الجديد" الدولة من خلال الفصل 148 بتطبيق منظومة العدالة الانتقالية في جميع مجالاتها و خلال المدة الزمنية المحددة .

وفي مجال حقوق المرأة فقد جاء دستور 2014 بمكتسبات للمرأة التونسية بالتنصيص في الفصل 21 منه على أن المواطنين والمواطنات متساوون في الحقوق والواجبات، وهم سواء أمام القانون من غير تمييز، وهو المقتضى الذي حافظ عليه دستور 2022 في الفصل 23 منه، وتضمن الدولة للمواطنين والمواطنات الحقوق والحريات الفردية العامة وتبرئ لهم أسباب العيش الكريم. كما ينص الفصل 46⁴⁶⁸ من الدستور التونسي على غرار الفصل 19 من الدستور المغربي على حماية الحقوق المكتسبة للمرأة وضمان تكافؤ الفرص بينها وبين الرجل، وكذا تسعى الدولة إلى تحقيق "التناصف" في المجالس المنتخبة، وتتخذ الدولة التدابير الكفيلة بالقضاء على العنف ضد المرأة.

والملاحظ في هذا السياق كون الفصل 46 من الدستور التونسي عمل على إدراج مبدأ "التناصف" في المجالس المنتخبة وبالتالي في الحقوق السياسية للمرأة، بينما في الفصل 19 من الدستور المغربي جاء عاما و شاملا ولم يتم حصره في مجال محدد. كما أن الفصل 19 نص على حماية الحقوق المدنية والسياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية سواء المنصوص عليها في الدستور أو في الاتفاقيات الدولية كما صادق عليها المغرب، وبالتالي فتح المجال على مجموع الحقوق و مهما كان المصدر القانوني لها.

وقد أدرج في الفصل 46 من الدستور التونسي في فقرته الأخيرة مقتضى جد هام حيث جاء بالتنصيص على أن تتخذ الدولة التدابير الكفيلة بالقضاء على العنف ضد المرأة، وهذا فيه التزام دستوري مهم تسعى الدولة من خلاله مناهضة العنف الممارس ضد المرأة التونسية.

⁴⁶⁷ توفيق عبد الصادق، "قضايا الحقوق والحريات في الدساتير العربية الجديدة : دراسة لحالة المغرب و تونس"، مركز القاهرة لدراسات حقوق الإنسان، 25 (1) ص52.

⁴⁶⁸ حافظ دستور 2022 على نفس المقتضى الدستوري بموجب الفصل 51 منه.

وما يمكن قوله في هذا السياق، أن المقتضيات الدستورية التي جاء بها دستور 2011 في المغرب، ودستور 2014 في تونس، تعكس إرادة سياسية في الاعتراف بحقوق المرأة وتحسين وضعها، وهو ما يبقى معه مطلب التنزيل أمرا ملحا، بالإضافة إلى مدى قدرة الفاعل السياسي على تفعيل مضامين الدستور.

• الفقرة الثانية: المتغيرات السياسية بعد سنة 2011

عرف المغرب بعد إقرار دستور 2011 أول تجربة انتخابية في ظرفية استثنائية لأنها اعتبرت مرحلة مهمة للتنزيل السليم لمقتضيات الدستور "الجديد"، وذلك من خلال قدرتها على ترسيخ مبادئ الديمقراطية الانتخابية والحقوق والحريات الأساسية. إن أهم ما ميز هذا الاستحقاق الانتخابي هو تصدر "حزب العدالة والتنمية" ذو التوجه الإسلامي للنتائج الانتخابية بحصوله على 107 مقعدا من أصل 395 مقعدا. وقد كانت توقعات المغاربة من حكومة حزب العدالة والتنمية الذي استمر لولايتين حكوميتين (2011-2021)⁴⁶⁹ عالية سواء من ناحية إعادة الثقة في العمل السياسي وأهمية المشاركة السياسية في صناعة القرار العام، أو من ناحية الاستجابة للحقوق الاقتصادية والاجتماعية الملحة، حيث كانت للمرحلة انعكاسات على الوضع الحقوقي خاصة في مجال حقوق المرأة.

وقد جسدت المرأة أدوارا هامة إبان الاحتجاجات التي عرفها كل من المغرب وتونس، كما أحرزت المرأة التونسية انتصارات مهمة خلال الفترة الانتقالية لاسيما اعتماد قانون يكرس المساواة في القوائم الانتخابية وإعلان رفع التحفظات عن اتفاقية سيداو، كما كانت مشاركة المرأة في المغرب فعالة في الاحتجاجات عبر المناداة بالإصلاح السياسي والحقوق. إلا أن المكتسبات التي حققها المرأة في المغرب وتونس عبر المسيرات النضالية ظلت محط تخوف من مدى قدرتها على الحفاظ عليها، خاصة بعد تولي أحزاب ذات مرجعية إسلامية قيادة الحكومة (العدالة والتنمية في المغرب وحزب النهضة الإسلامي في تونس).

إن فوز حزب العدالة والتنمية في المغرب لم يأت صدفة، بل جاء نتيجة ظرفية وسياق عرف توترات وانقسامات، كما جاء بفعل عدة عوامل منها الاعتقاد بكونه يمثل توجه التغيير

⁴⁶⁹ أجريت الانتخابات للولاية التشريعية الثالثة بعد دستور 2011 في 8 شتنبر 2021 حيث تصدر حزب "النجم الوطني للأحرار" نتائج الانتخابات و بلغت نسبة المشاركة 50.86 في المائة على الصعيد الوطني، مقارنة بانتخابات 2016 حيث وصلت نسبة المشاركة 43 في المائة وهي النسبة الأعلى منذ 2011. أنظر الرابط:

<http://www.elections.ma/elections/legislatives/resultats.aspx> #اطلع عليه بتاريخ 07/07/2022.

والاستقرار، بالإضافة إلى انضباطه وديمقراطيته الداخلية مقارنة بالأحزاب السياسية الأخرى، وحسن إدارته للحملة الانتخابية، بالإضافة غياب أحزاب إسلامية أخرى منافسة له، وأيضا عذريته السياسية بحيث لم يسبق له أن تولى مسؤولية حكومية⁴⁷⁰.

وكثيرة هي التساؤلات التي طرحت حول الأحزاب الإسلامية، من قبيل هل يوجد حزب سياسي إسلامي معتدل؟، وهل تسعى جميع تلك الأحزاب في نهاية المطاف إلى إقامة دولة إسلامية كاملة؟ وهل تقبل هذه الأحزاب قيم الديمقراطية، وليس فقط العملية الانتخابية، كوسيلة للوصول إلى السلطة؟ وهل ستدافع عن الحقوق والحريات أم أنها ستحاول تشكيل المجتمع تبعا لقيمتها؟.

وباستحضار حصيلة تجربة هذه الأحزاب سواء في المغرب أو في تونس يتضح أنها عرفت ازدواجية في الخطاب السياسي بين مرجعيتها من جهة، وما تفرضه سياقات المرحلة من تحديات وإشكالات من جهة أخرى، فقد أبانت التجربة التونسية أن هذه الأحزاب لا تستطيع فرض مرجعيتها في ظل ما حققته المرأة التونسية، فقد التزم "حزب النهضة" بعدم التراجع عن مكتسبات التونسيات.

وفي المغرب نجد أن "حزب العدالة والتنمية" جاء بمرجعية في برنامجه الانتخابي تدعو إلى وضع سياسة فعالة للنهوض بوضع المرأة و تكريس عهد جديد في مجال الحريات وحقوق الإنسان، في الوقت الذي سجل فيه تراجع على مستوى تمثيلية المرأة في الحكومة من 8 وزيرات من أصل 38 وزيرا في الحكومة السابقة إلى وزيرة واحدة من أصل 30 وزيرا سنة 2011.

إذن فلا شك أن للمتغيرات السياسية والدستورية في العشرية الأخيرة سواء في المغرب أو في تونس أثر على الوضع الحقوقي عامة، ووضعية حقوق المرأة خاصة، وهذا يقودنا لطرح السؤال حول محصلة تنزيل المقتضيات الدستورية ذات الصلة بحقوق المرأة وكذا تأثير قيادة حزب سياسي ذو توجه "إسلامي معتدل" لولايتين حكوميتين؟ وهل كانت هذه المحصلة إيجابية أم سلبية على وضعية حقوق المرأة؟

⁴⁷⁰ الرباع جواد، "تجربة حزب العدالة والتنمية المغربي وانتخابات 2021: بحث في السياقات والمخرجات"، مجلة رؤية تركية، عدد 4 2021، ص 111.

المطلب الثاني : مؤشرات الوضعية الحقوقية للمرأة على ضوء المتغيرات السياسية والدستورية

تستدعي عملية بحث مسار تغير الوضع الحقوقي للمرأة بكل من المغرب وتونس استحضار محصلة هذا التغير وكذا تبيان مؤشراتته في مختلف أنواع الحقوق سواء المدنية والسياسية، والاقتصادية والاجتماعية من أجل تبيان تأثير مسار التحولات السياسية والدستورية على الوضع الحقوقي الراهن.

• الفقرة الأولى: المؤشرات المرتبطة بالحقوق المدنية والسياسية

تعرف الحقوق المدنية والسياسية بأنها تلك الفئة من الحقوق التي (تسمى الجيل الأول) وهي لازمة لحياة الإنسان والثابتة لكل شخص بمجرد كونه إنسانا، وتتم بصفة الأمرة التي لا يجوز انتهاكها أو مخالفتها، و التي يعد تحقيقها وتعزيزها شرطا سابقا و جوهريا للتمتع بكافة الحقوق الأخرى⁴⁷¹. وقد تضمنت مجموعة من الموائيق الدولية هذه الحقوق، أهمها الإعلان العالمي لحقوق الإنسان والعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية⁴⁷². وتعد هذه الحقوق بالنسبة للمرأة صمام أمان يضمن لها العيش الكريم داخل المجتمع. وتعد اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة⁴⁷³ (CEDAW) والبروتوكول الاختياري الملحق بها⁴⁷⁴ من أهم المعاهدات الدولية في هذا المجال، وذلك بتنصيبها على مقتضيات توجيهية للدول الأعضاء والتزامات واضحة ودقيقة على الدول احترامها والالتزام بها في قوانينها الوطنية وسياساتها العمومية.

وبعد مصادقة المغرب على الاتفاقية سنة 1993، كان لها الأثر البالغ على القوانين والسياسات العمومية، وأولها على مستوى دستور 2011 والذي جاء متضمنا لمبدأ "المساواة"،

⁴⁷¹ محمد نشطاوي، في الحق والحرية، مكتبة المعرفة-مراكش، 2019، ص49.

⁴⁷² صادق المغرب على هذه الاتفاقية ولم يبد أي تحفظ بخصوص أي بند من بنودها أنظر: ظهير شريف رقم 1.79.186 بتاريخ 17 ذي الحجة 1399 (8 نونبر 1979) بنشر الميثاق الدولي المتعلق بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والميثاق الدولي المتعلق بالحقوق المدنية والسياسية المبرمين يوم 16 دجنبر 1966 الجريدة الرسمية عدد 3525، بتاريخ 6 رجب 1400 (21 ماي 1980)، ص631.

⁴⁷³ ظهير شريف رقم 1.93.631 صادر في 29 رمضان 1421- 26 ديسمبر 2000 بنشر اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة المعتمدة من طرف الجمعية العامة للأمم المتحدة في 18 ديسمبر 1979 (الجريدة الرسمية عدد 4866 ص26).

⁴⁷⁴ صادق البرلمان في يوليوز 2015 على القانون رقم 12-12 المتعلق بالموافقة على البروتوكول الاختياري و صدر بالجريدة الرسمية في 17 غشت 2015.

وكذا مبدأ "المناصفة"، والتنصيص على هيئة المناصفة ومحاربة جميع أشكال التمييز ضد المرأة⁴⁷⁵.

وعلى مستوى القوانين التي تنظم الوضعية المدنية للمرأة، فقد تضمنت مدونة الأسرة⁴⁷⁶ مجموعة من التعديلات تماشيا مع مبدأ المساواة خاصة على مستوى تحديد سن الزواج في 18 سنة وإلغاء الولاية على الراشدة، والمساواة في رعاية الزوجين للأسرة وتوسيع حق المرأة في اللجوء إلى التطليق والمساواة في الذمة المالية و استقلالها⁴⁷⁷. بالإضافة إلى تغيير قانون الجنسية المغربي بمقتضى يسمح للمرأة بمنح جنسيتها لمولودها حيث نصت المادة السادسة منه على أنه (يعتبر مغربيا الولد المولود من أب مغربي وأم مغربية) فهذا الحق كان ممنوحا للرجل دون المرأة. أما في تونس، فالمسار بدأ بشكل مبكر، حيث تم سن مجلة الأحوال الشخصية منتصف القرن الماضي، وهذا المعطى منح للمرأة التونسية على مستوى التشريعات وضعا متقدما، حيث وصلت اليوم إلى حدود المطالبة بالمساواة في الإرث، كما ساهم في ذلك مجموعة من العوامل التاريخية والاجتماعية والثقافية⁴⁷⁸.

وقد شمل التعديل أيضا الفصل 475 من القانون الجنائي المغربي الذي كان يسمح لمن غرر بقاصرتزوج بها بعد ذلك الإفلات من العقاب، حيث كان هذا الفصل موضوع توصية من لجنة (CEDAW) إذ تطالب هذه التوصية بعدم إيقاف الإجراءات الجنائية ضد الجناة حين يتزوجون ضحاياهم. إلا أن النقاش لا زال مطروحا حول ضرورة إخراج قانون جنائي جديد يتماشى مع التغيرات المجتمعية و الحقوقية التي يعرفها المغرب، خاصة وأنه مضى على وضعه أزيد من خمسة عقود حيث وضع في سياق وطني ودولي مختلف عن السياق الحالي⁴⁷⁹.

⁴⁷⁵ الفصل 164 من دستور 2011.

⁴⁷⁶ من المرتقب أن تعرف مدونة الأسرة مزيدا من التعديلات خاصة بعد الخطاب الملكي بمناسبة عيد العرش بتاريخ 30 يوليوز 2022.

⁴⁷⁷ إدريس الفاخوري، "تطور الوضع الحقوق للمرأة المغربية من مدونة الأحوال الشخصية لسنة 1957 إلى مدونة الأسرة لسنة 2004"، مجلة العلوم القانونية والقضائية عدد 2، 2015، ص 37 وما بعدها.

⁴⁷⁸ Bochra Manai، « Condition sociales des femmes dans la Tunisie contemporaine : Entre symbolisme féministe et justice spatiale », Hérodote , N°180, La Découverte, 1^{er} trimestre 2021, P121.

⁴⁷⁹ علال البصراوي، الحقوق الإنسانية للنساء بين القانون ومرجعية حقوق الإنسان، مكتبة الرشاد، سطات، 2020، ص66.

كما نص القانون التنظيمي 12-02 المتعلق بالتعيين في المناصب العليا⁴⁸⁰ على أن التعيين في المناصب العليا يخضع لمبادئ تكافؤ الفرص والاستحقاق والشفافية في وجه المرشحات والمرشحين دون تمييز وتحقيقا لمبدأ المناصفة .

وارتباطا بالحق في السلامة الجسدية، نجد من القوانين المهمة التي أصدرت في هذا المجال هو قانون رقم 13-103⁴⁸¹ المتعلق بمحاربة العنف ضد النساء، والذي جاء بعد تقديم المغرب تقريره الثالث والرابع في الدورة الأربعين للجنة القضاء على كل أشكال التمييز ضد المرأة، حيث قدمت اللجنة ملاحظاتها، وكان من أهمها هو وجود فراغ تشريعي واضح يخص تجريم العنف الذي تتعرض له النساء⁴⁸². وقد جاء هذا القانون⁴⁸³ بمقتضيات إيجابية أهمها تحديد الإطار المفاهيمي للعنف ضد المرأة وتحديد أشكاله من جسدي وجنسي ونفسي واقتصادي، كما تعرض القانون لظاهرة التحرش الجنسي وعاقب عليها وذلك إذا حصل الإمعان أو مضايقة الغير في الفضاءات المفتوحة أمام العموم سواء بأفعال أو أقوال أو إشارات ذات طبيعة جنسية.

وقد نص هذا القانون على مقتضيات تجرم عدة أفعال كانت منفصلة منه، خاصة إكراه المرأة على الزواج وتبديد أو تفويت أحد الزوجين أمواله بسوء نية بقصد الإضرار بالآخر. ولم يكتفي القانون بالتجريم، بل وضع الآليات التي تقتضيها مناهضة العنف ضد المرأة، وتحديدًا خلايا التكفل بالنساء ضحايا العنف، وفي المقابل ظلت هذه الخلايا محل نقاش دائم من طرف المهتمين، خاصة حول نجاعتها ومدى توفير الإمكانيات اللازمة لعملها⁴⁸⁴.

وانتقالا إلى التجربة التونسية⁴⁸⁵ في هذا المجال حيث نجد قانون أساسي يتعلق بالقضاء على العنف ضد النساء⁴⁸⁶، وهو قانون متطور في مضامينه مقارنة مع قانون 13-103، خاصة وأن

⁴⁸⁰ ظهر شريف رقم 1.12.20 صادر في 27 من شعبان 1433 (17 يوليوز 2012) بتنفيذ القانون التنظيمي رقم 12-02 المتعلق بالتعيين في المناصب العليا، الجريدة الرسمية عدد 29-6066 شعبان 1433 (17 يوليوز 2012) ص 4235.

⁴⁸¹ ظهر شريف رقم 1.18.19 صادر في 5 جمادى الآخرة 1439 (22 فبراير 2018) بتنفيذ القانون رقم 13-103 المتعلق بمحاربة العنف ضد النساء، الجريدة الرسمية عدد 6655 بتاريخ 12 مارس 2018.

⁴⁸² علال البصراوي، مرجع سابق، ص 68.

⁴⁸³ المصطفى منار، "حماية النساء من العنف في المواثيق الدولية وتكريسها في الدساتير والقوانين المغربية"، المجلة المغربية للإدارة المحلية والتنمية عدد مزدوج 144-145 يناير، أبريل 2019، ص 66 وما بعدها.

⁴⁸⁴ علال البصراوي، مرجع سابق، ص 69.

⁴⁸⁵ صادقت تونس على مجمل الاتفاقيات الدولية الضامنة لحقوق المرأة وتعمل بمبدأ المساواة بصفة إجمالية. أوردته ليس عيتان، "المرأة والتنمية في تونس بين الموروث ونزعة التجديد"، ذ احمد حضرائي، (المرأة والتنمية)، منشورات مركز الدراسات في الحكامة والتنمية الترابية، مطبعة الأمنية الرباط، 2020، ص 109.

تونس، وكما سبق الذكر، جعلت من محاربة العنف ضد النساء مقتضى دستوري لا نجده في العديد من دساتير دول العالم حتى المتقدمة منها. وتطبيقا لهذا المقتضى صدر القانون الأساسي، والذي نص بالإضافة إلى أنواع العنف المنصوص عليها في قانون 13-103 إلى العنف السياسي وهو الذي يهدف مرتكبه إلى حرمان المرأة أو منعها من ممارسة أي نشاط سياسي أو حزبي أو جمعياتي يكون قائما على أساس التمييز بين الجنسين. كما جعل من محاربة العنف مجال تدخل مختلف القطاعات الوزارية ووضع آليات للتنسيق فيما بينها، كما اعتمد على مقاربة وقائية وحمائية وهو الذي لا نجده في قانون 13-103.

وبالرغم من الجهود المبذولة لمكافحة العنف ضد المرأة في المغرب، نجد أن الظاهرة لازالت منتشرة، فبلغة الأرقام والإحصاء وما قدمته وزارة التضامن والأسرة في البحث الوطني الثاني حول انتشار العنف ضد النساء، فإن نسبة انتشار العنف خلال سنة 2018 بلغت 54.4% مقارنة مع سنة 2009 التي بلغت 62.8% فبالرغم من تسجيل تراجع بلغ 8% إلا أن النسبة لازالت مرتفعة⁴⁸⁷.

وفي تونس، فقد ورد في التقرير الوطني حول مقاومة العنف ضد المرأة عن تراجع نسبة العنف لأكثر من النصف بـ15 ألف إشعار بالتعرض للعنف في سنة 2020 إلى 7588 سنة 2021، ورغم انخفاض مؤشر العنف المسلط على المرأة، إلا أن الأرقام لازالت مرتفعة وفقا للتقرير الذي اعتبر أن الظاهرة تحتاج إلى مزيد من العمل من أجل مكافحتها⁴⁸⁸.

- الحق في المشاركة السياسية: يحيل مفهوم المشاركة السياسية إلى مجموع الأنشطة التي تسمح للمواطنين بالتأثير في النظام السياسي، عبر الانتخابات، باختيار الحاكم والمساهمة في صنع القرار السياسي⁴⁸⁹.

ويشكل استحضار المشاركة السياسية للمرأة المغربية- باعتبار هذه الأخيرة تشكل قاعدة أساسية ضمن الهرم السكاني المغربي⁴⁹⁰- لبنة أساسية في مسار الانتقال الديمقراطي. ولم يكن

⁴⁸⁶ قانون أساسي عدد 58 لسنة 2017 مؤرخ في 11 غشت 2017 يتعلق بالقضاء على العنف ضد المرأة، الرائد الرسمي للجمهورية التونسية 15 غشت 2017، عدد 56، ص 2586.

⁴⁸⁷ البحث منشور بالموقع الرسمي للوزارة على الرابط <https://social.gov.ma/> اطلع عليه بتاريخ 19/08/2022.

⁴⁸⁸ التقرير منشور بالموقع الرسمي لوزارة الأسرة والمرأة والطفولة وكبار السن على الرابط:

content/uploads/2017/07/Rapport-AR-03-08-2021-1.pdf <http://www.femmes.gov.tn/wp> اطلع عليه بتاريخ 08/08/2022.

⁴⁸⁹ محمد مهداوي، "المشاركة السياسية للمرأة المغربية وتمكينها من صناعة القرار السياسي"، مجلة مسارات في الأبحاث والدراسات القانونية عدد مزدوج 19-20، سنة 2021، ص 58.

هذا الحق و ليد دستور 2011، بل نجد الدساتير السابقة تنص صراحة على أن الرجل والمرأة متساويان في التمتع بالحقوق السياسية.

إلا أن المرأة ظلت مغيبة في الساحة السياسية ولم تتمكن من ولوج المؤسسة البرلمانية حتى سنة 1993 من خلال نائبتين بنسبة لم تتجاوز 0.6%. وإذا قمنا بجرد تاريخي يعتمد لغة الأرقام، سنلاحظ الصعوبات التي كانت تعترض وصول المرأة إلى دائرة الترشح، فلم تتجاوز عدد المرشحات للبرلمان سنة 1976 سوى 8 مرشحات من أصل 2072 و لم تفز منهن أي واحدة، وهو نفس العدد الذي وصل إلى قبة البرلمان سنة 1997 من أصل 69 مرشحة⁴⁹¹.

وأمام هذه الوضعية المتدنية لنسب التمثيلية سيفتح باب النقاش لاعتماد نظام "الكوتا"⁴⁹² سنة 2002، لترتفع تدريجيا نسبة تمثيلية النساء في مجلس النواب من 10.8% سنة 2002 إلى 15% سنة 2007، وهو ما سيتعزز أكثر بعد دستور 2011 من خلال التعديلات التي طالت القوانين المنظمة للانتخابات بالمغرب سواء الوطنية أو المحلية⁴⁹³، عن طريق تخصيص نسبة محددة للنساء في اللوائح الانتخابية وكذا في الأجهزة المسيرة للأحزاب السياسية.

وتفاعلا مع الاستحقاقات الانتخابية لـ 8 شتنبر 2021، فقد ارتفعت نسبة المشاركة السياسية النسائية مقارنة مع استحقاقات 2016 حيث وصلت نسبة الترشيحات 34.17% للانتخابات البرلمانية منها 1567 مترشحة برسم الدوائر الجهوية و 762 مترشحة برسم الدوائر الانتخابية المحلية، بينما وصلت نسبة الترشيحات لانتخاب مجالس الجماعات والمقاطعات نسبة 30% من مجموع الترشيحات⁴⁹⁴.

وبالنسبة للمرأة التونسية، فقد شهدت تمثيليتها في البرلمان التونسي تطورا من تمثيلية لا تتجاوز 6% سنة 1986 إلى تمثيلية تعادل 31% سنة 2014، ومن تمثيلية لا تتجاوز 3% على

⁴⁹⁰ حسب آخر إحصاء للمندوبية السامية للتخطيط فتشكل النساء نسبة 50.3 بالمئة من الساكنة.

⁴⁹¹ محمد مهدي، مرجع سابق، ص 67-68.

⁴⁹² صباح العمراني، "الكوتا أو نظام المحاصصة: قراءة في التجربتين المغربية و الجزائرية"، ذ نجاة العمري، ذ حنان النحاس (المرأة المغربية بين مساعي التمكين وإكراهات الواقع)، منشورات مركز تكامل للدراسات والأبحاث، مطبعة قرطبة – دار العرفان أكادير، 2020، ص 38 وما بعدها.

⁴⁹³ جفري مراد، "مشاركة المرأة في الحياة السياسية مؤشرا للتحوّل الديمقراطي"، ذ.أحمد حضرائي (المرأة و التنمية)، منشورات مركز الدراسات في الحكامة والتنمية الترابية، مطبعة الأمنية – الرباط، 2020، ص 40 وما بعدها.

⁴⁹⁴ اطلع عليه على الرابط <http://www.elections.ma/elections/legislatives/candidature.aspx> بتاريخ

مستوى الحكومة التونسية إلى تمثيلية تعادل 20%⁴⁹⁵. وتشهد نسبة حضور المرأة في السجل الانتخابي تطورا مستمرا من موعد انتخابي لآخر إذ تطور من نسبة 46% سنة 2011 إلى 47 ثم نسبة 47.71 في الانتخابات البلدية سنة 2018، و تمثل المرأة اليوم حوالي نصف السجل الانتخابي في تونس. ورغم هذا التطور في التمثيلية النسائية، إلا أن نسبة المشاركة السياسية للمرأة سواء في المغرب أو تونس تظل دون الأهداف المسطرة، فهي طالما كانت موضوعا للفعل السياسي أكثر مما هي فاعلة فيه⁴⁹⁶، كما أن حضورها يظل ضعيفا في الأحزاب السياسية بصفة عامة و في أجهزتها بصفة خاصة.

• الفقرة الثانية: المؤشرات المرتبطة بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية

تمثل الحقوق الاقتصادية والاجتماعية الجيل الثاني من حقوق الإنسان التي تظل لصيقة بالحياة اليومية للمواطن، فبعدما تبث أن الحرية تكتسي أهمية قصوى في حياة الإنسان، تبين أن ضمانها يقتضي الاعتناء بوضعه الاقتصادي والاجتماعي، وضمن حقوق الجيل الأول لا تقوم إلا باحترام الركيزة الثانية للحقوق وهي المتعلقة بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية⁴⁹⁷. وبالرغم من كون مطالب حماية حقوق المرأة ظلت مرتبطة أكثر بالحقوق المدنية والسياسية لأنها كانت تعتبر عنوانا لعدم إنصافها، إلا أن الوضعية التعليمية والصحية ظلت من أكثر الجوانب سلبية خاصة نسبة الأمية في صفوف النساء وارتفاع عدد الوفيات عند الولادة، حيث ظلت الصورة النمطية المتدنية للمرأة هي السائدة في وسائل الإعلام وغيرها. وهو الجانب الذي سنطرحه في هذا السياق لرصد المؤشرات المتعلقة ببعض الحقوق الاقتصادية والاجتماعية للمرأة.

- الحق في التعليم: يشكل الحق في التعليم محور اهتمام الصكوك الدولية الخاصة بالمرأة، وذلك بالنظر إلى انتشار الأمية بشكل كبير في صفوف النساء، وإلى كون التعليم هو المدخل الأساسي لتحقيق مزيد من المكتسبات، خاصة وأن المرأة تشكل نصف الساكنة وتعليمها يساوي نشر الوعي في المجتمع بأكمله.

⁴⁹⁵ BEN Rhouma Amel et Kchouk Bilel , « L'accès des femmes aux postes de gouvernance en Tunisie :une analyse en termes de capacités » revue –travail-genre –et sociétés n° 41-AVRIL2019,p.113.

⁴⁹⁶ Hafidha Chekir, « Les droits des femmes en tunisie :Acquis ou enjeux politiques ? ,Hérodote , N°160-161, La Découverte, 1^{er} trimestre 2016, PP365-367.

⁴⁹⁷ البصراوي علال، مرجع سابق، ص94.

ولرصد مؤشر تطور وضعية تعليم المرأة، سنتوقف عند آخر إحصاء في المغرب لسنة 2020، حيث أن نسبة تمدرس الفتيات تتراجع كلما انتقلنا إلى مستوى تعليمي أعلى، وتبلغ نسبة تمدرس الفتيات بالتعليم الأولي 71.9%، وتنخفض في التعليم الأساسي إلى 66.8%، فيما تسجل انخفاضا حادا في مستوى التعليم التأهيلي إلى 37.5%⁴⁹⁸.

فيما تعرف المرأة التونسية وضعا أكثر تقدما في تمتعها بالحق في التعليم حيث بلغت نسبة تمدرس الفتيات التونسيات في سن السادسة خلال سنتي 2019/2020 نسبة 99.6%، فيما تبلغ هذه النسبة 99.1% خلال المرحلة العمرية بين 9-11 سنة، أما في المرحلة العمرية بين 12-18 فتبلغ النسبة 87.5%، أما بالنسبة لحاملي الشهادات العليا فنسبة النساء تفوق نسبة الرجال⁴⁹⁹.

- الحق في الصحة: ارتباطا بتمتع المرأة بالحق في الصحة، فإن الوضع الصحي للمرأة المغربية عرف تطورا حيث أن نسبة الوفيات من النساء الحوامل تراجعت من 112 وفاة لكل 100 ألف امرأة خلال العام 2010، إلى 72.6 وفاة خلال العام 2018. ويبقى عدد النساء اللاتي يفارقن الحياة بسبب الحمل أو خلال الوضع مرتفعا في الوسط القروي مقارنة بالوسط الحضري، حيث تبلغ في الأول 111.1 حالة وفاة مقابل 44.5 في الثاني. أما في تونس فإن 42% من النساء تفصلهم 2 كلم كأقصى تقدير للوصول إلى مستشفى عمومي أو مركز صحي.

وعلاقة بالوضع الصحي الأخير المرتبط "بفيروس كورونا" وانعكاساته على وضعية المرأة فإنه في عام الجائحة، 34% من نساء المغرب لم يكن لهن الحق في الولوج للرعاية الصحية، 27% بالوسط الحضري و39% بالوسط القروي⁵⁰⁰.

- الحق في العمل: شكل ولوج المرأة لمناصب اتخاذ القرار السياسي والاقتصادي من أهداف الخطة الحكومية للمساواة⁵⁰¹ وأهداف التنمية المستدامة لسنة 2030⁵⁰²، على اعتبار

⁴⁹⁸ طلع عليه بالموقع الرسمي للمندوبية السامية للتخطيط على الرابط:

-de-ans-20-chiffres-en-Marocaine-femme-La-Publie-Plan-au-Commissariat-Haut-Le/ma.hcp.www://https.html2759a_progres.20/08/2022.اطلع عليه بتاريخ

⁴⁹⁹ الإحصائيات واردة بالتقرير الوطني السابع للدولة التونسية حول اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة في 16 نونبر 2020، اطلع عليه على الرابط <https://tbinternet.ohchr.org> بتاريخ 17/08/2022.

⁵⁰⁰ طلع عليه بالموقع الرسمي للمندوبية السامية للتخطيط على الرابط https://ma.hcp.www://https.html2759a_progres-de-ans-20-chiffres-en-Marocaine-femme-La-Publie-Plan-au-Commissariat اطلع عليه بتاريخ 20/08/2022.

أن المشاركة الفاعلة للمرأة عبر ولوجها لمواقع صنع القرار هي ضرورة ملحة للنهوض بحقوقها، معتبرين أن القيادة ومواقع اتخاذ القرار هي قوة مؤثرة و موجهة في تحقيق التنمية⁵⁰³.

ومن أجل رصد مكانة المرأة في سوق العمل، فإنه و حسب الأرقام المسجلة خلال عام 2020 يظل ولوج النساء المغربيات لسوق الشغل ضعيفا بنسبة لا تتجاوز 19.9% مقارنة بالرجال بنسبة 70.4%. وخلال عام 2019 بلغت نسبة النساء المغربيات اللاتي يقدن مقاولات خاصة بنسبة 12.8%.، بينما تبقى نسبة إدارة المرأة المغربية للمقاولات الكبرى جد ضعيفة و لا تتجاوز نسبة 8%، حيث تبلغ 13.4% بالنسبة للمقاولات الصغرى، و نسبة 10.2 بالمئة للمقاولات المتوسطة.

وفي القطاع العمومي، تصل نسبة النساء اللاتي يشغلن مناصب المسؤولية 23.5% مقابل 36.5% بالنسبة للنساء في تونس، فيما تسجل نسبة البطالة في أوساط النساء انخفاضا طفيفا إذ انتقلت من 14.7 % إلى 13.5⁵⁰⁴، بينما في تونس فإن نسبة البطالة لدى المرأة وصلت إلى 20.9 % خلال سنة 2020⁵⁰⁵. وتشكل الأسر التي تعيلها امرأة في المغرب نسبة 16.7%، و تظل النسبة مرتفعة في الوسط الحضري بنسبة 19.7%، فيما تنخفض بالوسط القروي إلى 11.4

⁵⁰¹ فاطمة الزهراء هيرات، "دور الخطة الحكومية للمساواة في إدماج النساء في السياسات العمومية و برامج التنمية"، د أحمد حضرائي، (المرأة والتنمية)، منشورات مركز تكامل للدراسات والأبحاث، مطبعة قرطبة – دار العرفان أكادير، 2020، ص 63-64.

⁵⁰² حمو محمد، "التنمية الاجتماعية النسوية لتمكين المرأة اقتصاديا وتحقيق ريادةها في مجتمع الأعمال وفق مرثيات أهداف التنمية المستدامة لعام 2030"، ذ نجاة العماري- ذ حنان النحاس، (المرأة المغربية بين مساعي التمكين و إكراهات الواقع – دراسات متكاملة -)، مركز تكامل للدراسات والأبحاث، مطبعة قرطبة أكادير، 2020، ص 140 و ما بعدها.

⁵⁰³ مدراني نجود، "التمكين الاقتصادي للنساء بالمغرب بين التشريع و الواقع " د أحمد حضرائي، (المرأة و التنمية)، منشورات مركز الدراسات في الحكامة و التنمية الترابية، مطبعة الأمنية الرباط، 2020، ص 124.

⁵⁰⁴ اطلع عليه بالموقع الرسمي للمندوبية السامية للتخطيط على الرابط https://www.hcp.ma/Le-Haut-Commissariat-au-Plan-Publie-La-femme-Marocaine-en-chiffres-20-ans-de-progres_a2759.html

بتاريخ 20/08/2022.

⁵⁰⁵ اطلع عليه بالموقع الرسمي للمعهد الوطني للإحصاء بتونس على الرابط <http://www.ins.tn/ar/statistiques/153> بتاريخ 24/08/2022.

بالمئة. بينما تعيل المرأة التونسية 14.5% من مجموع الأسر التونسية⁵⁰⁶. وتظل نسبة وصول المرأة للمناصب الحكومية والقيادية منخفضة سواء في المغرب أو في تونس .

خاتمة

يمكن القول أن مجموع المتغيرات السياسية والاقتصادية التي عرفها كل من المغرب و تونس، كان لها أثر على الوضعية الحقوقية للمرأة، خاصة من حيث الإقرار والاعتراف بهذه الحقوق دستوريا وقانونيا. كما كان للسياسات العمومية في مجال حقوق المرأة أثرا واضحا في تسجيل تقدم نسبي لمؤشرات هذه الوضعية، وإن كان المغرب من جانب آخر يسجل رفضه لجانب من توصيات الاستعراض الدوري الشامل الثالث والمتعلقة بمسألة المساواة في الإرث ومنع تعدد الزوجات لكونها تتعارض مع ثوابت المملكة المنصوص عليها في الفصل الأول من الدستور⁵⁰⁷.

والمؤكد منه أن مجموع الجهود الرامية إلى تحسين مكانة المرأة داخل المجتمع لا تكون ذات تأثير دون تغيير التمثل الاجتماعي والتصورات النمطية في حقها⁵⁰⁸، والتي تشكل عائقا أمام أي تقدم. فنضال المرأة ليس نضال ضد الرجل، وإنما ضد التمثل الاجتماعي الذي يحصرها في زاوية مغلقة، بعيدا عن الحياة العلمية والعملية ويحول دون تقدمها.

506 الإحصائيات واردة بالتقرير الوطني السابع للدولة التونسية حول اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة في 16 نونبر 2020، اطلع عليه على الرابط <https://tbinternet.ohchr.org> بتاريخ 17/08/2022 .
507 محمد المكليف، " المغرب وتوصيات الاستعراض الدوري الشامل : دراسة تحليلية"، المجلة المغربية للإدارة المحلية و التنمية عدد 156، يناير-فبراير 2021 ص 60.

508 Brahim HACHLAF, « La femme et le développement au MAGHREB. Une approche socio-culturelle », Afrika Focus , Vol.7, Nr4, 1991,p.351.

لائحة المراجع

I. مراجع باللغة العربية

• الكتب:

1. نشطاوي محمد، في الحرية والحق، مطبعة النجاح الجديدة، الدار البيضاء 2019.
2. البحيري يوسف، حقوق الإنسان والحريات العامة جدلية الكونية والخصوصية، المطبعة والوراقة الوطنية، مراكش، 2015.
3. البصراوي علال، الحقوق الإنسانية للنساء بين القانون ومرجعية حقوق الإنسان، توزيع مكتبة الرشاد، سطات، 2020.
4. لكريني إدريس، العلاقات الدولية مفاهيم أساسية وقضايا معاصرة، مكتبة المعرفة مراكش، 2018.
5. الزخيني مليكة، الجيل الثالث لحقوق الإنسان السياق والإشكالات، منشورات المجلة المغربية للإدارة المحلية والتنمية، سلسلة ((مواضيع الساعة)) عدد 110، 2020.
6. كريبي علي، حقوق الإنسان والحريات العامة في المغرب بين طوح التغيير وإكراهات الظروف السياسية، منشورات المجلة المغربية للإدارة المحلية والتنمية، سلسلة مؤلفات و أعمال جامعية، عدد 46، 2003.
7. العمراني صباح، "الكوتا أو نظام المحاصصة: قراءة في التجريبتين المغربية والجزائرية".
8. نجاة العماري- حنان النحاس (المرأة المغربية بين مساعي التمكين وإكراهات الواقع - دراسات متكاملة-)، مركز تكامل للدراسات والأبحاث، مطبعة قرطبة أكادير، 2020.
9. حمو محمد، "التنمية الاجتماعية النسوية لتمكين المرأة اقتصاديا وتحقيق ريادتها في مجتمع الأعمال وفق مرئيات أهداف التنمية المستدامة لعام 2030"، ذ نجاة العماري- ذ حنان النحاس، (المرأة المغربية بين مساعي التمكين وإكراهات الواقع - دراسات متكاملة -)، مركز تكامل للدراسات والأبحاث، مطبعة قرطبة أكادير، 2020.
10. سمير والقاضي وسعيد رحو، "الحقوق والحريات: من المفهوم إلى الدسترة والتزليل"، سمير والقاضي، سعيد رحو، إبراهيم بحوت (الحقوق والحريات الأساسية بالمغرب قراءات متقاطعة)، مطبعة شمس برينت، 2020.

11. جفري مراد، "مشاركة المرأة في الحياة السياسية مؤشر للتحول الديمقراطي" ذ أحمد حضرائي (المرأة والتنمية)، منشورات مركز الدراسات في الحكامة والتنمية الترابية، مطبعة الأمنية – الرباط، 2020.
12. فاطمة الزهراء هيرات، "دور الخطة الحكومية للمساواة في إدماج النساء في السياسات العمومية وبرامج التنمية"، ذ.أحمد حضرائي، (المرأة و التنمية)، منشورات مركز تكامل للدراسات والأبحاث، مطبعة قرطبة – دارالعرفان أكادير، 2020.
13. عيتان لميس، "المرأة و التنمية في تونس بين الموروث ونزعة التجديد"، ذ.أحمد حضرائي، (المرأة والتنمية)، منشورات مركز الدراسات في الحكامة والتنمية الترابية، مطبعة الأمنية الرباط، 2020.
14. مدراني نجود، "التمكين الاقتصادي للنساء بالمغرب بين التشريع والواقع" ذ.أحمد حضرائي، (المرأة و التنمية)، منشورات مركز الدراسات في الحكامة والتنمية الترابية، مطبعة الأمنية الرباط، 2020.

• المقالات:

1. أزحاف صالح، "التحول النوعي للحقوق والحريات الأساسية في الدستور المغربي"، المجلة المغربية للأنظمة القانونية والسياسية، العدد 15، دجنبر 2018.
2. جامع نادية، "مكانة المعاهدات الدولية في النظام القانوني المغربي: قراءة نقدية"، المجلة المغربية للإدارة المحلية والتنمية عدد 157، مارس-أبريل 2021.
3. الزواوي حسن، "التحولات الدستورية والسياسية وإشكالية الانتقال الديمقراطي بالمغرب"، مجلة الدراسات السياسية والاجتماعية – عدد مزدوج 2-3، 2017.
4. الصامت فؤاد، مقومات دولة القانون بالمغرب، المجلة المغربية للإدارة المحلية والتنمية عدد 143، نونبر- دجنبر 2018.
5. عبد الصادق توفيق، "قضايا الحقوق والحريات في الدساتير العربية الجديدة: دراسة لحالة المغرب وتونس"، مركز القاهرة لدراسات حقوق الإنسان، (1) 25.
6. مهداوي محمد، المشاركة السياسية للمرأة المغربية وتمكينها من صناعة القرار السياسي، مجلة مسارات في الأبحاث والدراسات القانونية، عدد مزدوج 19-20 سنة 2021.
7. المكليف محمد، "المغرب وتوصيات الاستعراض الدوري الشامل : دراسة تحليلية"، المجلة المغربية للإدارة المحلية والتنمية عدد 156، يناير-فبراير 2021.

8. العنبي رضوان، "المرأة والمشاركة السياسية بالمغرب: الفرص والتحديات"، مجلة المنارة للدراسات القانونية والإدارية، عدد خاص، مارس 2019.
9. منار المصطفى، "حماية النساء من العنف في المواثيق الدولية وتكريسها في القوانين المغربية"، المجلة المغربية للإدارة المحلية والتنمية، عدد مزدوج 144-145، يناير – أبريل 2019.
10. الفاخوري إدريس، "تطور الوضع الحقوقي للمرأة المغربية من مدونة الأحوال الشخصية لسنة 1957 إلى مدونة الأسرة لسنة 2004"، مجلة العلوم القانونية والقضائية، العدد الأول 2015.
11. الربيع جواد، "تجربة حزب العدالة والتنمية المغربي وانتخابات 2021: بحث في السياقات والمخرجات"، مجلة رؤية تركية، عدد 4، 2021.

II. مراجع باللغة الفرنسية

• Les Articles :

1. BEN Rhouma Amel Et Kchouk Bilel , «L'accès Des Femmes Aux Postes De Gouvernance En Tunisie:Une Analyse En Termes De Capabilités», Revue –Travail-Genre –Et Sociétés N° 41-AVRIL2019.
2. Manai Bochra, « Condition Sociales Des Femmes Dans La Tunisie Contemporaine: Entre Symbolisme Féministe Et Justice Spatiale », Hérodote , N°180, La Découverte, 1^{er} Trimestre 2021.
3. Chekir Hafidha, « Les Droits Des Femmes En Tunisie : Acquis Ou Enjeux Politiques ? , Hérodote , N°160-161, La Découverte, 1^{er} Trimestre 2016.
4. Naciri Rabéa « Le Mouvement Des Femmes Au MAROC » Edition Antipodes (Nouvelle Question Féministes) Vol.33 ,2014.
5. HACHLAF Brahim, « La Femme Et Le Développement Au MAGHREB. Une Approche Socio-Culturelle », Afrika Focus , Vol.7, Nr4,1991.

الفصل الثاني عشر

حقوق الإنسان ومواقع التواصل الاجتماعي قراءة في أدوار ما يسمى بالمؤثرين

ذ.خالد مجدوب

باحث في القانون العام، كلية العلوم القانونية
والاقتصادية والاجتماعية المحمدية

ملخص

برز المؤثرون (صناع المحتوى) في ظل ارتفاع مؤشرات الفضاء الرقمي⁵⁰⁹، وانتشار وتيرة الاستهلاك اليومي للإنترنت، تصفحا ونتاجا وبرمجة، ما جعل الأفراد مرتبطين بهذا الفضاء بشكل كبير، ليطرح ذلك أسئلة حول علاقة المتلقي بالمنتج (المؤثر أو المبرمج أو الشركة)، وما يرافق ذلك من ترند وخوارزميات وذكاء اصطناعي وما بات يعرف بالثورة الصناعية الخامسة⁵¹⁰.

تحاول الدراسة معرفة مدى علاقة المؤثرين بالفضاء المغربي بمواضيع حقوق الإنسان، في ظل الارتفاع المتواصل للفضاء الرقمي.

وتكمن أهمية الدراسة في تحليل مضمون منشورات صناع المحتوى، الذين باتوا فاعلين في الفضاء الافتراضي، وبتوا يناقسون باقي قادة الرأي الآخرين، ما جعل منصات التواصل الاجتماعية تنافس باقي مؤسسات التنشئة الاجتماعية، مثل العائلة والقبيلة والمدرسة، عبر خوارزميات تجمع وتحدد وتؤطر جمهور هذه المنصات الذي بلغ أعدادا قياسية لم تتمكن قوالب أخرى تقليدية أو عصرية أن تتحكم فيها من قبل، توجيهها وتأييرها، سلوكيا ومعرفيا، فكريا ونفسيا.

⁵⁰⁹ يستعمل 84 في المائة من المغاربة "واتساب" سنة 2021، و3 من أصل 4 مغاربة يستخدمون الفيسبوك بشكل منتظم. انظر:

- Cartographie des réseaux sociaux au Maroc en 2021(Baromètre), Groupe Sunergia, mai 2021, [En ligne]. Disponible sur: <<https://cutt.us/1iaY8>>. (Consulté le: 08/09/2022)

"84 في المائة من المغاربة يستخدمون واتساب في 2021"، موقع وكالة المغرب العربي للأنباء (جهة الشرق)، ماي 2021 تاريخ الدخول <<https://cutt.us/CJFdl>> (8/9/2022)

⁵¹⁰ الثورة الصناعية الخامسة توليفة ما بين الذكاء الاصطناعي و إنترنت الأشياء والبيانات الضخمة، مع توظيف الذكاء البشري، أي أن العامل البشري سيبقى متحكما في الإنتاج.

ورغم الحضور القوي لصناع المحتوى من خلال منشوراتهم اليومية، إلا أن الحقوق والحريات تبقى غائبة بالنظر إلى اعتبارات سياسية واقتصادية واجتماعية وشخصية ورقمية.

الكلمات المفتاحية

الحراك الاجتماعي – المؤثرون -صناع المحتوى -الترند -حقوق الإنسان –الحريات

Abstract

In the midst of rising digital engagement indicators and the ubiquitous daily use of the internet for browsing, content creation, and programming, influencers (content creators) have come to prominence. This increased individuals' connection to this digital space, raising questions about the relationship between these influencers and their audience, as well as the implications in terms of trends, algorithms, and artificial intelligence.□

مقدمة

قبيل الحراك الاجتماعي بالمنطقة المغربية نهاية 2010، اضطلع رواد ونشطاء منصات التواصل الاجتماعية بدور كبير في التعبئة ودعوة المواطنين للخروج في تظاهرات للمطالبة بالكرامة والعيش الكريم والحريات العامة.

وبعد نجاح المحتوى الرقمي آنذاك في إحداث تغيير وكسر عدد من الحواجز بالمنطقة المغربية، افتراضيا وواقعا، استعملت بعض دول المنطقة سياسة الردع للحد من هذا المحتوى، رغم أن "لكل شخص حق التمتع بحرية الرأي والتعبير، ويشمل هذا الحق حريته في اعتناق الآراء دون مضايقة، وفي التماس الأنباء والأفكار وتلقيها ونقلها إلى الآخرين، بأية وسيلة ودونما اعتبار للحدود"⁵¹¹.

محاولات التضييق تمت من خلال قوانين للحد من قوة المحتوى الرقمي، حيث أوقفت السلطات⁵¹² عددا من رواد منصات التواصل الاجتماعية، بسبب تدوينات أو تغريدات أو مقاطع فيديو أو صور.

⁵¹¹ الأمم المتحدة، الإعلان العالمي لحقوق الإنسان، وثيقة، (تاريخ الدخول 11 يوليوز 2022): <https://cutt.us/8y74W>

⁵¹² تم توقيف المدونين عبد الرحمن ولد ودادي وشيخ ولد جدو بموريتانيا بأمر من وحدة الجرائم الاقتصادية في نواكشوط ووجهت لهما اتهامات تتعلق بتعليقات نشرها على فيسبوك اتهمتا مسؤولين موريتانيين فيها بالفساد.

ولا تزال منصات التواصل الاجتماعية تشكل إحدى فضاءات التعبير عن انتهاك حقوق الإنسان وتراجع الحريات العامة مغاربيا، خصوصا من طرف مواطنين عاديين لإسماع صوتهم، حيث تتحرك السلطات لإرجاع الأمور إلى نصابها عندما يتم نشر انتهاك الحريات بهذه المنصات ويتم تداولها بشكل كبير.

ويهدف البحث التعرف على طبيعة تناول المؤثرين لمواضيع حقوق الإنسان بالمنطقة المغاربية، ومدى حضور حقوق الإنسان في مواقع التواصل الاجتماعية، والدوافع والأسباب التي تحكم علاقة المؤثرين بمواضيع حقوق الإنسان بالمقارنة مع باقي القضايا الأخرى، فضلا عن تحليل العلاقة بين المحتوى الرقمي وثقافة حقوق الإنسان.

وعلى ضوء ذلك، تتمثل إشكالية البحث في:

إلى أي مدى يعتمد المؤثرون على مواضيع حقوق الإنسان، وما هي طبيعة المحتوى الرقمي المتعلق بهذه الحقوق بمواقع التواصل الاجتماعية، في ظل السياق الجيوسياسي الراهن.

وتتفرع عدد من الأسئلة مثل:

- ما مدى تطرق المؤثرين لمواضيع حقوق الإنسان؟
- كيف يتناول المؤثرون قضية حقوق الإنسان؟
- ما هي طبيعة مواضيع حقوق الإنسان، شكلا ومضمونا؟
- ما مدى تأثير التحولات الرقمية على واقع حقوق الإنسان؟

وما بين 2017 و2019، واجه 9 مدونين بتونس على الأقل تهما جنائية بسبب تعليقات على منصات التواصل الاجتماعي انتقدوا فيها مسؤولين كبارا واهتموهم بالفساد، أو زعم أنهم أسأؤوا إليهم.

وما بين شتنبر 2019، وفبراير 2020، اوقفت السلطات المغربية وحاكمت ما لا يقل عن 10 نشطاء، أو فنانيين، أو مواطنين آخرين لم يفعلوا شيئا سوى التعبير السلمي عن آراء انتقادية عبر منشورات على "فيسبوك"، أو مقاطع فيديو على "يوتيوب"، أو أغاني الرب.

أنظر: موريتانيا تفرج عن مدونين اتهمتا بالتشهير بالرئيس، سويس أنفو، يونيو 2019 (تاريخ الدخول 11 غشت 2022).

<https://cutt.us/Bzdhk>

هيومن رايتس ووتش، تونس: احتجاز مدونين انتقدوا مسؤولين، يناير 2019 (تاريخ الدخول 11 غشت 2022).

<https://cutt.us/0l5Ty>

هيومن رايتس ووتش، المغرب: حملة قمعية ضد حرية التعبير، فبراير 2020 (تاريخ الدخول 11 غشت 2022).

<https://cutt.us/RIE5q>

تعتمد المنهجية المقترحة للبحث على المنهج المسيحي⁵¹³، مع استعمال أداة تحليل المضمون. ويهدف المنهج المسيحي جمع المعطيات والحقائق والبيانات عن مستوى المؤثرين، والعمل على تفسير مدى حضور مواضيع حقوق الإنسان.

واختيار أداة تحليل المضمون مرده إلى التدوينات أو الصور أو مقاطع الفيديو المنشورة من طرف المؤثرين والتي تحتاج إلى رصد وجمع وتحديد الفئات والوحدات، ثم تفكيكها وتحليلها. وعلى ضوء ذلك سيتم اعتماد فئات الشكل (كيف قيل؟) وفئات المضمون (ماذا قيل؟).

فئات الشكل تتمثل في اللغة/اللهجة، والمرفق بصورة وفيديو، والمصادر، في حين تتمثل فئات تحليل المضمون، طبيعة الموضوع، والحقوق والحريات، ارتباط الموضوع بالإثارة.

وبخصوص عينة الدراسة، وقع الاختيار على 3 مؤثرين بكل من المغرب (مصطفى الفكك المعروف بسوينغا) وتونس (لؤي الشارني) وموريتانيا (أبو بكر مامي)، من أجل تسليط الضوء على موضوع الدراسة، وتم حصر العينة، خصوصا في ظل التغيير الكبير في هذه الفئة وارتفاع عددها في وقت وجيز. و"يختلف أفراد المجتمع، في بعض خواصها، ولما كان من الصعب أو من المستحيل، اختبار جميع أفراد المجتمع للتعرف على خواصه، فإن الدراسات العلمية، تجري على عينات من هذا المجتمع. فالعينة هي عدة أفراد مكونة للمجتمع، أخذت منه لتمثله. ويتوقف صدق تمثيل العينة للمجتمع، على طريقة اختيار العينة، وحجمها"⁵¹⁴، وهمت الدراسة منشورات خلال شهري ديسمبر 2021 ويناير 2022، باعتبار أنها فترة تتزامن مع ذكرى الحراك في الدول المغربية.

المحور الأول: المؤثرون وأقادة الرأي الجدد

إبان الحراك الاجتماعي بعدد من الدول في شمال إفريقيا والشرق الأوسط، ارتفعت أسهم منصات التواصل الاجتماعية⁵¹⁵، بسبب دورها في التعبئة والدعوة إلى التظاهرات آنذاك،

⁵¹³ يمكن تعريف المنهج المسيحي بأنه: منهج بحثي يهدف إلى مسح الظاهرة موضوع الدراسة، لتحديدها، والوقوف على واقعها بصورة موضوعية، تمكن الباحث من استنتاج علي لأسبابها، والمقارنة فيما بينها وقد تتجاوز ذلك للتقييم تبعا لما تخلص له من نتائج. سعد سلمان المشهداني، "منهجية البحث الإعلامي"، دار الكتاب الجامعي، ط1، الإمارات 2020، ص316.

⁵¹⁴ مبارك الصاوي، "البحث العلمي أسسه وطرق كتابته"، المكتبة الأكاديمية، القاهرة، 1992، ص40.

⁵¹⁵ يعود تاريخ ظهور منصات التواصل الاجتماعية إلى عام 1994، عبر موقع Geocities، بالولايات المتحدة الأمريكية ثم Classmates و The globe. حيث مانت تهتم بالربط بين زملاء الدراسة، إلا أنه ما بين 2002 و2004، برزت شبكات التواصل بشكل جلي، عبر Myspace و Friendster و Facebook، هذا الأخير الذي تحول إلى أكبرها وأشهرها (أنظر: مبي

وسهولة نقلها للمعلومات، ودورها في نقل الأحداث بالصورة والفيديو عبر تقنية النقل المباشر، مما جعل شرارة الاحتجاج تنتقل من دولة إلى أخرى، بشكل شكل مفاجأة للحاكمين والمحكومين.

ورغم أن حقوق الإنسان أخذت نصيبها في معظم دساتير دول المغرب العربي، وأصدرت بشأنها قوانين عضوية وتشريعات وقوانين تنظيمية، وانضمت الدول المعنية وصادقت على مجمل الاتفاقيات الدولية المهمة بقضايا حقوق الإنسان السياسية، إلا أن ما حدث على المستوى العربي في عام 2011 من تحولات ااماط اللثام عن الكثير من المفاهيم والعلاقات التي كانت تسوق للاستقرار الوهمي، وأثبتت أن المجتمعات والمواطنين مهددين بالعديد من التهديدات كالعنف السياسي مثلا والإرهاب وغيرها...⁵¹⁶.

وبقدر ما كانت منصات التواصل الاجتماعية، خصوصا الفيسبوك، محركا وقلبا نابضا لهذه الاحتجاجات، بقدر ما انتهت سلطات الدول إلى خطورتها، لتتحرك هذه الأخيرة للحد من تأثيراتها على الحقوق والحريات.

وفي ظل التطور الكبير على مستوى الاعلام الجديد (تشكل المواقع الالكترونية ومنصات التواصل الاجتماعية أبرز مكوناته...)، الذي يضع الفرد في صلب اهتمامه، تغيرت الكثير من قواعد الاتصال، ومن ثم قادة الرأي، وأتاح هذا الوضع الجديد فرص وتحديات أخرى، "فكل شخص يمكنه أن يكون قائد رأي في وقت معين"⁵¹⁷.

ولا تزال الثورة المعلوماتية والتقنية والتواصلية تضع أطراف المعادلة الحقوقية أمام عدد من التحديات، محاولة مواكبة التطور الرقمي، علما أن مهندسي هذه التقنية (شركات التقنية الكبرى)، تسيطر على المعلومة، مصدرا وتوجيها وتأثيرا، وعلى مستقبل المعلومة، التي لها انعكاس على الواقع، تفكيكا وتنظيرا وممارسة، مما جعل أدوار الأسرة والقبيلة ومؤسسات الوساطة الأخرى، تتراجع لفائدة منصات التواصل الاجتماعية والفلوجات (مدونات الفيديو) والبودكاست

محمد عبد المنعم توفيق، "شبيكات التواصل الاجتماعي...النشأة والتأثير، مجلة كلية التربية، جامعة عين شمس مصر، العدد 24 (الجزء الثاني) 2018، ص 213 و214.

⁵¹⁶ بن عثمان فوزية، وغضبان مبروك، "حقوق الإنسان السياسية وإشكالية بناء الأمن السياسي في المغرب العربي: دراسة لبعض نماذج الحكم (جمهوري-ملكي) الجزائر-المغرب"، أطروحة دكتوراه في حقوق الإنسان والحريات الأساسية، كلية الحقوق والعلوم السياسية، جامعة الحاج لخضر، باتنة الجزائر، 2015/2016، ص 328.

⁵¹⁷ عزوز وهيبه حنان، "الفضاء الافتراضي، إعادة النظر في نظرية قادة الرأي"، مجلة قبس للدراسات الانسانية والاجتماعية، المجلد 3، العدد 2، صص 689-705.

وتطبيقات التراسل الفوري مثل واتساب وتلغرام، وما يتبع ذلك من منشورات وعدد المتابعين... ومع توالي السنوات، تطور عمل صناع المحتوى بشكل متزايد، وباتوا أحد أطراف الفضاء العام رغم أن تحركهم يتم داخل الفضاء الافتراضي، الذي ينبني على معادلات رقمية وخوارزميات تشارك في بناء اختيارات الجمهور، رغم أن هذا الأخير عرف تلاشيا بسبب التطور الكبير للويب" ولعل من أهم التأثيرات التي جاء بها الويب التحول الجذري لمفهوم الجمهور، وانتهاء عهد الملتقي السلبي، إلى حد أن هناك من يتحدث عن نهاية الجمهور"⁵¹⁸.

واستفاد مشاهير منصات التواصل الاجتماعية من طفرة امتلاك الأسر المغربية من الانترنت والحواسيب والألواح الالكترونية، حيث سجل عام 2020 زيادة مهمة على مستوى توفر الأسر على حاسوب أو لوحة الكترونية، لتبلغ 64.2 بالمائة مقارنة مع 2019، وارتفعت هذه النسبة منذ 2011 بالمغرب⁵¹⁹.

وقبل القادة الافتراضيين أو المؤثرين، اعتمد خبراء وكتاب عدد من المصطلحات الأخرى، مثل مفاتيح الاتصال والزعماء والزعماء غير الرسميين... وزعماء تأثير... وحراس الأبواب، وجميع هذه الأسماء تشير إلى نفس الموضوع وهو قيادة الرأي⁵²⁰.

• أولاً: صناع المحتوى والفضاء الافتراضي المتغير

يمكن اعتبار المجال الافتراضي فضاء عاما، بشخصيات افتراضية، ونقاش عمومي بدون ضوابط تقيد حرية هذا النقاش، في مجال يتسم باللامادية.

ورغم أن الفضاء الافتراضي غير من قواعد النقاش العمومي، إلا أنه أمسى مكتملا لهذا الأخير لأنه يؤثر ويتأثر به، وقبل أن تكون شخصياته افتراضية، فهي واقعية.

وتختلف العلاقات بين الفضائين (الافتراضي والواقعي)، ففي الأولى تتمظهر بدون الكشف عن الوجه الحقيقي، ويحتمل أن يكون الشخص منتحل صفة أخرى، أو حساب وهمي، مقابل الواقعي حيث تظهر الصورة حقيقة، فضلا عن تعابير الوجه والإشارات.

⁵¹⁸ المرجع نفسه، ص 697.

⁵¹⁹ الوكالة الوطنية لتقنين المواصلات، "تجهيزات واستعمالات تكنولوجيا المعلومات والاتصالات سنة 2020"، الرباط،

2021 ص 4.

⁵²⁰ أفريت روجرز، "الأفكار المستحدثة وكيف تنتشر"، ترجمة سامي ناشد، عالم الكتب، القاهرة، 1962، ص 260.

ورغم اختلاف الفضائين، إلا أن الافتراضي هو مكمل للعمومي، على اعتبار أنه يضم جمهور واقعي، بغض النظر عن الحسابات الوهمية التي تثير الكثير من الأسئلة. وفي الوقت الذي كانت عناصر الاتصال سابقا تتمثل في المرسل والمستقبل والقناة، تغيرت القاعدة وبات المستخدم مرسلا ومستقبلا في الآن نفسه. ورغم أن المؤثرين، يؤطرون ويؤثرون في العالم الافتراضي، إلا أنه تأثير متبادل يطال أيضا متصفح الانترنت ويمتد إلى باقي الأفراد.

ويطفو على السطح فجأة عدد من مستخدمي الانترنت ويتحولون إلى مؤثرين⁵²¹ جدد بين عشية وضحاها، رغم محدودية سلمهم الاجتماعي، فكريا وعمليا ودراسيا... ويعتلي أحد المؤثرين حلقة النقاش لساعات أو أيام، ثم يطويه النسيان ليحل محله آخر لفترة محددة في الزمن، إلا أن عدد منهم لا يزالون يسجلون نسب مشاهدة عالية، تضمن لهم مداخيل مالية كبيرة. وتوجد أيضا صفحات ومجموعات مغلقة بمنصات التواصل الاجتماعي، تضم ملايين المتابعين الذين يكتبون ويتفاعلون مع المنشورات، ولا يعرفون حتى من يقف وراء هذه الصفحات، بل إن المستخدمين متقلبي المزاج، حيث ينبرون دفاعا عن مؤثر في قضية معينة، ولكن يهاجمون نفس الشخص في قضية أخرى...

وتبعاً لذلك، فإن صعوبة قياس التأثير صعب، في ظل فضاء افتراضي متقلب، يتيح لكل شخص فتح مجموعة أو صفحة وإدارتها وغلقها، وتسويد أي شيء فيها.

ورغم أن المؤثر يكون له متابعون بالآلاف أو الملايين، إلا أن مواضيعه هي التي تستأثر باهتمامهم، وليس شخصه، على اعتبار انعدام العلاقة أو الصورة الحقيقية بينه وبين الجمهور، لذلك فإن غياب المؤثر عن الكتابة، وغياب مواضيعه عن الفضاء الافتراضي تجعله خارج اهتمام المتابعين.

كما يتأثر الفضاء الافتراضي بالسياق السياسي للدول المغاربية، خصوصا في ظل التغييرات الكبيرة التي عرفتها الأنظمة السياسية، فضلا عن تبادل الاتهامات ما بين التيارات السياسية، والتي وجدت من العالم الرقمي فضاء مناسباً يتيح حرية أكبر، وهو المؤشر الذي عرف بدوره

⁵²¹ وهو ما وقع لكل من محمد الملولي، ومي نعيمة، الأول شاب من بني ملال يعمل حفارا للآبار، وضع فيديو في تطبيق تيك توك، وهو يغني أغنية، وهو بيتسم، ليحطم الفيديو ارقام قياسية في نسب المشاهدة بالتطبيق، والثانية (مي نعيمة)، امرأة مغربية تعمل على وضع مقاطع فيديو حول حياتها اليومية، وسبق أن أديننت بالحبس النافذ بسبب تشكيكها بفيروس كورونا أيام الحجر الصحي.

مدا وجزرا خلال السنوات الماضية.

وساهم السياق السياسي المغربي، المتمثل في تراجع أدوار الأنماط التقليدية للضغط مثل العمل النقابي والبرلماني والحقوق في بروز المؤثرين أو شخصيات عادية تدافع عن قضية معينة في فترة معينة وتصبح قضية رأي عام بعدما يتم نشرها بالإنترنت.

• ثانيا: المؤثرون والترند :

ينصب اهتمام صناع المحتوى على الترند، وهو المصطلح الذي يشير إلى المواضيع الأكثر تداولاً أو انتشاراً، وتصدر لائحة المواضيع الأكثر مشاهدة، مما يؤثر على طبيعة المحتوى، لأن العملة الرائجة هي الترند وليس المضمون.

ويتصدر هذا الترند بالدول المغربية مواضيع الترفيه والموسيقى والرياضة والمواضيع الشخصية للفنانين والممثلين والرياضيين، فضلا عن مواضيع الإثارة، في حين تتذيل مواضيع الفكر والثقافة والسياسة والحقوق والحريات هذا الترند، ومرد ذلك إلى البرمجة المسبقة للتقنية، وفتح الباب بمصراعيه للمستخدمين للنشر في أي وقت، وهو ما أتاح للجميع سلطة إنتاج المعلومة، بالإضافة إلى طبيعة المجتمعات المغربية التي تتميز بارتفاع مستويات الأمية، وتراجع مؤشرات الثقافة والتعليم، فضلا عن ارتفاع نسبة الشباب المقبل على التقنية بجميع تلاوينها، في ظل ارتفاع نسبة الشباب المغربي. ويمثل الشباب الذين تتراوح أعمارهم بين 15 و24 سنة 16,2 بالمائة من سكان المغرب خلال سنة 2021، حيث يصل عددهم 5,9 ملايين شخص⁵²².

كما أن طبيعة الأنظمة بهذه الدول التي تراقب أو تضيق على المعلومة الحقوقية والسياسية وتغمض العين على معلومات الترفيه والتسلية، يساهم في هذه المعادلة.

وتتحكم الخوارزميات في طبيعة الاختيار وتوجيه المواضيع التي تظهر لدى المستخدمين، حيث تسمح بمعرفة المواضيع التي يختارها المستخدمون، ثم تظهر مواضيع مشابهة في واجهة هذه المنصات، وهو ما يجعل الجمهور حبيس "غرفة رجع الصدى"، أي أنه لا يرى إلا ما يتماشى وطبيعة اهتمامه، ولا تظهر لديه معلومات وصور ومقاطع فيديو تتعارض مع أفكاره.

⁵²² Haut-commissariat au plan, "Note d'information à l'occasion de la journée internationale de la jeunesse du 12 août 2022",

août 2022. [En ligne]. Disponible sur :< <https://cutt.us/vOTfj> >. (Consulté le: 13/08/2022)

ويعمل الفضاء الرقمي، وفق آليات ووسائل وخوارزميات، تضطلع بها الدول الكبرى، في غياب واضح للدول النامية، بما فيها الدول المغاربية. فالخوارزميات والمعادلات الرقمية تعمل إلى جانب الذكاء الصناعي، حيث تتحكم في المعلومة، إظهارا وحذفًا، فمثلا تخفي المعلومة الداعمة للقضية الفلسطينية، وتفتح الباب على مصراعيه للحرب بأوكرانيا، مبرزة الرواية الأوكرانية.

وفي الوقت الذي تلعب فيه منصات التواصل الاجتماعية، ومن ورائها الخوارزميات، حارس بوابة جديد، تسمح لمعلومات معنية بالظهور وتحجب أخرى عن الجمهور، وتتداخل الحقيقة مع الإشاعة في ثنايا المعلومات المروجة.

ويشكل الترنند حدثا بارزا يشعل الفضاء الافتراضي والعام أيضا، ويلفت نظر السلطة التنفيذية أو التشريعية لخلل ما، بالمقابل هناك "الترند المتلاعب به، ويقصد به قيام عدد من الحسابات الموجهة، أو الوهمية، بالنشر بشكل مخطط له ومتزامن بهدف الترويج لقضية معينة، والتلاعب بخوارزميات منصات التواصل لتصنف تلك القضية ضمن الأكثر تداولًا، وإيهام الرأي العام أنها تحظى باهتمام عدد كبير من المستخدمين"⁵²³.

لذلك تعمل بعض الجهات على إبراز قضية معنية، في وقت يكون فيه مثلا الترنند يهم حقوق الإنسان أو الحريات، بهدف التغطية عليه أو لفت انتباه الجمهور إلى قضية أخرى. ويطرح ظهور أو اختفاء مشاهير الفضاء الافتراضي أكثر من سؤال، خصوصا أن هناك طرق كثيرة للتلاعب بالترند من بينها⁵²⁴:

أ. دفع مبالغ لمشاهير وسائل التواصل الاجتماعي لنشر وجهة نظر الحكومة أو حزب أو تيار أو مؤسسة ما، وقد يطلب منهم التحدث في أوقات محددة، وبكلمات أو وسوم متفق عليها مسبقا.

ب. توظيف عدد كبير من مستخدمي وسائل التواصل الاجتماعي، قد يصل عددهم إلى عشرات الآلاف (حسب قدرات الجهة الممولة)، وهدف هؤلاء المستخدمين هو أن يكونوا أبواقا للجهة التي توظفهم.

ج. استخدام برامج آلية أو bots تحاكي ما يفعله المستخدمون العاديون، ويتم برمجتها لنشر محتوى محدد أوقات محددة عبر حسابات وهمية.

⁵²³ يونس مسكين ومحمد خميسة، "أخلاقيات الصحافة في العصر الرقمي"، معهد الجزيرة للإعلام، قطر، 2022، ص 22.

⁵²⁴ المرجع السابق، ص 22 و 23.

وفي خضم الصراع ما بين الترنند الحقيقي الذي يثير مواضيع سياسية وحقوقية، بما فيها قضايا الحريات وحقوق الإنسان، مثل ارتفاع الأسعار والمطالبة برحيل الحكومات أو تحسين خدمات معينة، أو الترنند المتلاعب به، أو التي تقف وراءه جهات تابعة للسلطة أو جماعات الضغط المالية والاقتصادية، فإن سيرورة المطلب المتجسد في شكل الهاشتاغ، يتطلب مراحل لتحقيق أثر على أرض الواقع، فإما أن ينطلق من المرحلة الأولى (الترنند) في الفضاء الافتراضي، ثم يكون له وقع على نقاش السياسي في الفضاء العام، مثل البرلمان والمجلس الحكومي أو الوزاري، وينتقل إلى مرحلة (خلق الجدل)، ثم المرحلة الأخيرة الذي يكون للترنند وقع على الواقع (التأثير).

وتتطور هذه المراحل اتساعا أو انحصارا بحسب المتغيرات السياسية أو الاجتماعية أو الاقتصادية لكل دولة مغربية، حيث نجحت بعض الحملات الافتراضية، مثل حملة مقاطعة 3 شركات بالمغرب عام 2018⁵²⁵، خصوصا أنها وسيلة خالية من المخاطر من أجل التعبئة الاجتماعية والسياسية، بحيث تمكن النشطاء والفاعلين المدنيين من المشاركة السياسية والتأثير في الرأي العام من دون أن يتعرضوا لضغوطات السلطة⁵²⁶.

ومقابل الحملات النابعة من حقوقيين، توجد حملات مختلفة ومختلفة يكون هدفها الرأي العام الداخلي للدول المغربية، أو حملات من طرف حكومات أو شركات كبرى غربية تستهدف المنطقة المغربية والعربية، تحاول نشر أخبار زائفة من أجل تهيئة الرأي العام لأحداث معينة، مثل حروب معينة أو تغييرات على مستوى الحكومات أو الأنظمة أو إعادة تحالفات إقليمية أو دولية، أو تغيير نقاش معين يستأثر باهتمام الرأي العام إلى نقاش آخر. و" بدل أن تسود القضية أو السردية جمع عليها الأغلبية في المجتمع وتتصدر الترنند، أصبح شخص واحد يسير آلاف الحسابات الوهمية قادرا على التأثير في تلك السردية؛ عبر توجيه تلك الحسابات لإقصاء أي ترنند يقوده نشطاء مع أو ضد قضايا يرونها مهمة، ومنعه من الوصول لعامة الناس"⁵²⁷.

⁵²⁵ نجحت في المغرب حملة مقاطعة 3 شركات للماء والوقود والحليب، وهي سيدي علي، وإفريقيا غاز، وسونطرا ليتير، حيث خفضت آنذاك أسعارها، وانسحبت فيما بعد هذه الأخيرة من البورصة، بسبب تداعيات المقاطعة.

⁵²⁶ محمد مصباح، "خليه يربب: حملة المقاطعة وتمكين دور المواطن العادي"، المعهد المغربي لتحليل السياسات، مايو

2019 (تاريخ الدخول: 20 يوليو 2022) <https://mipa.institute/6734>

⁵²⁷ كريغ سيلفرمان، "دليل التحقق من عمليات التضليل والتلاعب الإعلامي"، ترجمة محمد زيدان، ط1، معهد الجزيرة للإعلام، قطر 2020، ص9.

المحور الثاني: المؤثرون والحقوق والحريات

علاقة المؤثرين بالحقوق والحريات عرفت تراجعاً منذ الحراك الاجتماعي، في ظل تبدل الأحوال والأنظمة والحكومات، وانعكاس ذلك على القوانين المؤطرة لحرية التعبير⁵²⁸، فضلاً عن طبيعة الشعوب العربية، بعد أجيال⁵²⁹ رأت النور في زمن الهواتف المحمولة والتطبيقات والذكاء الاصطناعي.

وفي ظل حالة الشد والجذب ما بين الحقوقي والفاعل السياسي أو الأمني، في علاقتهما مع منصات التواصل الاجتماعية، تستمر هذه الأخيرة في لعب دور كبير في الإخبار والتواصل وريح مساحات حرية أو التحكم فيها.

وتبعاً لذلك، فإن اللجوء إلى هذه المنصات فرضته خصوصية السياق المغربي. وذلك في ظل التمسك الشديد من قبل الدول النامية بجميع أنواع الخصوصية حتى الاقتصادية منها، والتي يأتي في مقدمتها التدرج بالتنمية والفقر، لتبرير انتهاكات حقوق المواطنين، وهم يعتقدون أن التضحية المؤقتة بحقوق الإنسان لحين بلوغ التنمية أمر عادي ومستساغ، وكأن حقوق الإنسان للأغنياء فقط⁵³⁰.

وبات الإعلام متنفساً جديداً للشعوب المغربية، في ظل سيطرة الحكومات على القطاع السمعي البصري. فقد ثبت أن الحكومة الجزائرية ركزت غداة الاستقلال مباشرة على تقوية وسائل الإعلام السمعية البصرية التي لا تزال تحتكرها إلى يومنا هذا، وبدرجة أقل الصحافة المكتوبة، مانحة لها الدعم الكافي مقابل مردود ضعيف في عمومها على مستوى الرسالة والأداء معاً⁵³¹.

⁵²⁸ اعتمدت عدد من الدول المغربية قوانين تحد من حرية التعبير، وانعكس ذلك على نشاط منصات التواصل

الاجتماعية، حيث تم توقيف عدد منهم بسبب منشورات بهذه المنصات

⁵²⁹ جيل "زد"، وهم مواليد الممتدة من منتصف التسعينات أو من عام 2000 إلى منتصف العقد الأول من القرن 21. ثم جيل ألفا وهو الجيل الذي رأى النور منذ 2010 إلى 2020. وإذا كان الجيل الأول نشأ في ظل بيئة تقليدية بموازاة بيئة رقمية، فإن الجيل الثاني وجد نفسه في خضم الثورة الرقمية.

⁵³⁰ معزز علي، "حقوق الإنسان بين العالمية والخصوصية"، أطروحة دكتوراه في القانون، جامعة مولود معمري تيزي

وزو، كلية الحقوق والعلوم السياسية، الجزائر، 2016

⁵³¹ جمال العيفة، "الاتصال الشخصي ودوره في العمل السياسي: دراسة ميدانية حول استفتاء ميثاق السلم والمصالحة الوطنية بالجزائر (29 شتنبر 2005)". أطروحة لنيل الدكتوراه في علوم الاعلام والاتصال، كلية العلوم السياسية والإعلام، جامعة بن يوسف بن خدة، الجزائر، 2008، ص 292.

ثمة أمثلة كثيرة حول بروز احتجاجات في أماكن معينة، عبر استخدام منصات التواصل الاجتماعية، سواء بالمنطقة المغربية أو في مناطق أخرى، ولم تسلم هذه المنصات من كونها فاعل في هذه الاحتجاجات، من خلال تدخلها لحذف حسابات وهمية، مثل ما وقع إبان احتجاجات هونك كونج؛ حيث حذف تويتر 200 ألف حساب نشأ من طرف الصين لتضخيم الاحتجاجات⁵³².

وتبعاً لذلك، فإن السياق السياسي والاقتصادي والاجتماعي مغارياً، أثر على طبيعة منشورات المؤثرين، ولتسليط الضوء على ذلك، اعتمدت الدراسة على منهجية تحليل مضمون منشورات المؤثرين، سواء تعلق الأمر بالتدوينات أو مقاطع الفيديو أو الصور، من خلال تحليل الشكل والمضمون.

ويهدف تحليل الشكل إلى الجواب على سؤال "كيف قيل؟" من خلال 3 فئات: اللغة/ اللهجة، ومرفق بصورة وفيديو، والمصادر، في حين يهدف تحليل المضمون إلى معرفة ماذا قيل؟ من خلال 3 فئات أيضاً وهي: طبيعة الموضوع، والحقوق والحريات، وارتباط الموضوع بالإثارة. وللحصول على أرقام ومؤشرات تساعد على التحليل، سيتم اعتماد وحدة التكرار، في التدوينات ومقاطع الفيديو.

⁵³² Blog, Twitter, information operations directed at Hong Kong, august 2019 ("accessed august11, 2022)
<https://cutt.us/a7QPE>

أولاً: تحليل الشكل

1- فئة اللغة / اللهجة

	سوينغا (المغرب)		لؤي الشارني (تونس)				أبو بكر مامي (موريتانيا)					
	التدوينات	الفيديو و	التدوينات	الفيديو	التدوينات	الفيديو	التدوينات	الفيديو				
	ك ⁵³³	%	ك	%	ك	%	ك	%	ك	%	ك	%
العربية الفصحى									90	100	3	100
العامة	5	100	4	80	13	61.9	8	100				
العربية/الفرنسية			1	20	7	33.4						
العامة/الإنجليزية					1	4.76						
المجموعة	5	100	5	100	21	100	8	100		100		100

يعتمد المؤثران بكل من المغرب والجزائر على العامة في منشوراتهم، سواء تعلق الأمر بالتدوينات أو مقاطع الفيديو، في حين أن صانع المحتوى الموريتاني يكتب باللغة العربية الفصحى جميع منشوراته.

وتغيب تقريبا اللغة الانجليزية أو بعض مصطلحاته عن منشوراتهم، في حين تحضر بعض المصطلحات الفرنسية بشكل متوسط.

وتعكس اللغة طبيعة تكوين المؤثرين، حيث يدل الاعتماد الكلي على اللهجة المحلية على عدم الإلمام باللغة العربية، مما يحد من انتشار أفكارهم خارج البلد، فضلا عن استمرار استهلاك جمهور كل بلد للمحتوى داخل البلاد وعدم انفتاحه على بلدان أخرى، لأن العربية ستساعد على الانتشار ووصول الرسالة إلى دول أخرى، وجمهور أوسع.

⁵³³ "ك" تعني تكرار اختصارا.

مرفق بصورة وفيديو

بو بكر مامي (موريتانيا)		لؤي الشارني (تونس)		سويناغا (المغرب)		
التكرار %	العدد	التكرار %	العدد	التكرار %	العدد	
51.25	41	17.14	6	50	5	تدوينة
36.25	29	14.28	5			تدوينة مرفق بصورة (من في الصورة)
3.75	3	60	21	40	4	مرفق بفيديو
						مرفق بصورة وفيديو
0.08	7	8.5	3			مشاركة تدوينة/صورة/فيديو
				10	1	رابط
100	80	100	35	100	10	المجموع

تفوق أبو بكر المامي، الموريتاني، على نظرائه بكل من المغرب وتونس في عدد المنشورات ب 80 منشور، إلا أن المنشورات المرفقة بالفيديو لم تتعدى 3 مقاطع (سبق نشرها في وسيلة إعلامية وأعاد نشرها فقط)، عكس سويناغا الذي أنتج 4 مقاطع طويلة المدة، والتونسي 21 مقطع قصيرة المدة.

ويتطلب نشر الفيديو وقتا كبيرا، إعداد وتصويرا وتوضييا، وهو ما يفسر قلة مقاطع الفيديو المنشورة لدى التونسي والمغربي عكس التدوينات التي لا تتطلب جهدا كبيرا.

كما أن الجمهور يستهلك الفيديو أكثر بمنصات التواصل الاجتماعي، وهو ما يفسر اعتمادهما على مقاطع الفيديو، حيث تبين المؤشرات العدد الكبير لتداول هذه المقاطع.

3- المصادر

	سويناغا (المغرب)				لؤي الشارني (تونس)				أبو بكر مامي			
	التدوينات		الفيديو		التدوينات		الفيديو		التدوينات		الفيديو	
	ك	%	ك	%	ك	%	ك	%	ك	%	ك	%
المصادر الرسمية	2	66.7	1	50	1	5	2	28.57	10	12.4		
المصادر غير الرسمية							1	14.28				
وسائل الاعلام					1	5			12	14.45	3	100
منصات التواصل الاجتماعي/محركات البحث	1	33.3	1	50	1	5			19	22.89		
معطيات شخصية					12	60			32	38.55		
بدون مصادر					5	5	4	57.14	10	12.04		
المجموعة	3	100	2	100	20	100	7	100	83	100	3	100

تظهر المؤشرات ضعف الإشارة إلى المصادر مما يفقد المنشورات مصداقيتها. كما أن عدم الإشارة إلى المصادر تظهر بشكل جلي لدى مقاطع فيديو المدون التونسي بنسبة فاقت النصف، وبدرجة أقل لدى الموريتاني بنسبة 4.12 بالمائة بالتدوينات، هذا الأخير يعتمد على إعادة نشر مقاطع فيديو نشرت بوسائل إعلام سابقة. ويعتمد سوينغا على المصادر الرسمية بشكل كبير في التدوينات فاق الثلثين مقابل الثلث لمنصات التواصل الاجتماعية، وفي الفيديو يعتمد عليهما بشكل متساو. ويتميز سوينغا بنشره مصادر وروابط منشوراته، حيث يتيح الفرصة للمتلقي للاطلاع على المصادر الأصلية، وهو ما يغيب عن المؤثرين الآخرين. كما أن التونسي والموريتاني ينشران المعطيات الشخصية بشكل كبير، أي أنهما ينسبان مصادره لمعطياتهما الشخصية، وهو ما يشكل نقطة ضعف المنشورات، على اعتبار عدم نسب المصادر لأصلها. وهو نفس الأمر بالنسبة لاعتمادهما على منصات التواصل الاجتماعية كمصدر للخبر، رغم أن نسبة كبيرة من المعطيات المنشورة في هذه الأخيرة تفتقد الدقة والصحة.

ثانيا: تحليل المضمون

1-فئة طبيعة الموضوع:

	سوينغا (المغرب)				لؤي الشارني (تونس)				أبو بكر مامي			
	التدوينات		الفيديو		التدوينات		الفيديو		التدوينات		الفيديو	
	ك	%	ك	%	ك	%	ك	%	ك	%	ك	%
سياسي	1	25			5	29.41	6	85.71	12	14.28		
اقتصادي	1	25	1	33.33					3	3.57		
اجتماعي	1	25			1	5.88	1	14.28	35	41.66		
ثقافي/فكري									4	4.76	3	100
رياضي	1	25	1	33.33	3							
علمي/ تكنولوجي					2	11.76			20	23.80		
صحي	1	25	1	33.33					5	5.95		
مواضيع مختلفة					7	41.17			5	5.95		
المجموعة	5	100	3	100	17	100	7	100	84	100	3	100

نشر سوينغا، صانع المحتوى المغربي، مواضيع في السياسة والاقتصاد والاجتماع والصحة بشكل متوازن، وغابت عنه الثقافة والتكنولوجية، وذلك في التدوينات، واقتصر على نفس المواضيع بمقاطع الفيديو باستثناء المواضيع الاجتماعية.

مواضيع لؤي الشارني، المدون التونسي، همت السياسة بشكل كبير، خصوصا في مقاطع الفيديو (85.71 بالمائة)، في حين غلبت المواضيع الاجتماعية على تدوينات أبو بكر مامي الموريتاني، ويمكن تفسير ذلك للحراك السياسي الدائم والجدل الذي لا تزال تعيش على وقعه تونس، والمشاكل الاجتماعية التي تعرفها موريتانيا.

1- فئة الحقوق والحريات

	سوينغا (المغرب)				لؤي الشارني (تونس)				أبو بكر مامي			
	التدوينات		الفيديو		التدوينات		الفيديو		التدوينات		الفيديو	
	ك	%	ك	%	ك	%	ك	%	ك	%	ك	%
حق حرية التنقل	2	50										
حق توفير لقمة العيش	1	25										
حق الأمن	1	25										
حق الهجرة			1	100								
ربط المسؤولية بالمحاسبة									1	4.76		
حقوق الانسان									1	4.76		
حق الصحة									7	33.33		
حق الإخبار									1	4.76		
حق الشغل									1	4.76		
الحرية									2	9.52		
حق الاعتذار									1	4.76		
حق معيشة مناسبة									2	9.52		
حق الحصول على خدمة عمومية جيدة									1			
حق التمدرس									3	14.28		
الكرامة									1	4.76		
حقوق النساء							1	33.33				
قضاء نزيه							1	33.33				
التوزيع العادل للثروة							1	33.33				
المجموعة	4	100	1	100	0	100	3	100	21	100		

أشار سوينغا إلى 4 حقوق فقط في منشوراته، أغلبها بشكل غير مباشر، وتعلق الأمر بحق حرية التنقل وحق توفير لقمة العيش وحق الأمن وحق الهجرة.

ويتضح من خلال ذلك، ضعف التطرق لمواضيع حقوق الإنسان والحريات، رغم أن منصات التواصل الاجتماعي والوضع يضم مؤشرات عن تدني وضع حقوق الإنسان، في ظل تزامن ذلك بإجراءات الحد من انتشار كورونا.

في مقاطع الفيديو، التي يعتمد عليها سوينغا بشكل كبير، أشار إلى حق الهجرة في مقطع فيديو بشكل غير مباشر، ما يدل على خلو مقاطع الفيديو من الاهتمام بحقوق الإنسان، لاعتبارات سياسية واقتصادية ورقمية، الاعتبار الأول بسبب رقابة ذاتية خوفا من رد فعل السلطات أو المجتمع، والاعتبار الثاني له ارتباط بالشركات والصفقات، لأن المؤثرين يستهدفون ذلك، من أجل جني المال. وأتقن المؤثرون فن الإغراء فأصبح عرض الحياة اليومية عبر منصات التواصل الاجتماعي مهنة بحد ذاتها إذ انتقلنا من الهواية أو الشغف بموضوع ما إلى عرض تفاصيل الحياة الخاصة على الشاشات الزرقاء لحصد أكبر عدد ممكن من الإعجابات أو المشاركات، وكلما زاد عدد المعجبين أو المشتركين، كلما زادت قيمة المؤثر في سوق العرض والطلب للعلامات التجارية التي أصبحت تبحث عن هؤلاء (المؤثرين) للترويج لصورتها ومنتجاتها⁵³⁴.

الاعتبار الثالث لكون مواضيع حقوق الإنسان لا تجلب متابعين ومعجبين، في الوقت الذي يبحث المؤثرون عن المواضيع التي تجلب الترنند.

بخصوص لؤي الشارني التونسي لم يشر للحقوق أو الحريات في التدوينات، واقتصر على 3 أمور في المقاطع الفيديو: حقوق النساء وقضاء نزيه والتوزيع العادل للثروة رغم أنه لم يشر إلى ذلك بشكل مباشر، ما يبين ضعف تناوله لمواضيع الحريات وحقوق الإنسان.

أبو بكر مامي الموريتاني، تطرق لمواضيع حقوق الإنسان 21 مرة، حيث تناول مواضيع حق الصحة بنسبة الثلث ثم حق التمدرس، والحرية ومطالب أسعار مناسبة، ثم الكرامة وحق الحصول على خدمة عمومية جيدة (طريق معبدة مناسبة) وحق الاعتذار وحق الشغل وحق الإخبار وحقوق الانسان وربط المسؤولية بالمحاسبة.

⁵³⁴ حورية شريط، "المؤثرون أو قادة الرأي الجدد على الويب 2.0: قراءة في مفاهيم السلطة والتأثير وعرض الذات والسمعة الرقمية"، مجلة رقمنة للدراسات الإعلامية والاتصالية، المجلد 2 العدد 3، ص ص 139 - 161.

وتبين هذه المؤشرات أن الموريتاني متابع للشأن الموريتاني ويربط تدويناته بالسياق والأحداث الدائرة آنذاك، ويطلب على ضوء ذلك بالحريات وحقوق الانسان رغم عدم وصول المطالب إلى سقف كبير، مع ربط بعض تدوينات بمسؤولين، حيث أشاد مثلا بخطاب رئيس الجمهورية، محمد الغزواني، الذي تطرق لحقوق الإنسان. بالمقابل كانت مطالب حقوق الصحة بارزة وموجهة للمسؤولين.

ومن خلال منشورات المؤثرين، يظهر أن هناك قصور في الإشارة إلى الحقوق، سواء تعلق الأمر بحقوق الصحة، (باستثناء الموريتاني) لتزامن فترة الدراسة مع تدابير الحد من كورونا وارتباط ذلك بانتهاك العديد من الحقوق والحريات، بالإضافة إلى عدم الإشارة إلى ذكرى الحراك الاجتماعي التي عرفت كل من تونس والمغرب وتونس.

وتبين الحقوق التي أشار إليها المؤثرون بحقوق بسيطة ترتبط بالمعيشة العادية للمواطنين، ولم ترق إلى مستوى المطالبة بالحقوق والحريات المرتبطة مثلا بحرية الرأي والتعبير أو محاربة الفساد ...

ويرجع التخوف من التطرق إلى الحريات والحقوق إلى عدة عوامل:

- التخوف من المتابعة القانونية بسبب اعتماد دول مغربية لقوانين تحد من حرية التعبير.
- الابتعاد عن مواضيع حقوق الانسان والحريات وباقي المواضيع المماثلة لعدم جليها إعجابات ومتابعين بشكل كبير، مقابل مواضيع الترفيه والإثارة التي تعرف تصدر الترنند.
- التخوف من ضياع فرص الحصول على إشهار أو فرص من طرف القطاع الحكومي أو الخاص.

4- فئة ارتباط الموضوع بالإثارة

	سويغا (المغرب)				لؤي الشارني (تونس)				أبو بكر مامي (موريتانيا)			
	التدوينات		الفيديو		التدوينات		الفيديو		التدوينات		الفيديو	
	ك	%	ك	%	ك	%	ك	%	ك	%	ك	%
اثارة /دين/عرق									2	33.4		
المرأة							1	33.4	1	16.6		
إجرام	1	50										
فنون قتالية	1	50	1	100								
مواضيع مختلفة					2	100	2	66.6	3	50		
المجموعة	2	100	1	100	2	100	3	100	6	100		100

اعتمد المؤثرون موضوع الدراسة على الإثارة في تدويناتهم، حيث بلغت 3 بالنسبة للمغربي، و5 للتونسي و6 للموريتاني.

ويلاحظ المؤثرون لهذه المواضيع لجلب أكثر المتابعين والمشاركين، خصوصا أن أغلب التردد بالفضاء المغربي، تنصده مواضيع الإثارة، أو التطرق للمواضيع بشكل مثير.

خاتمة

بقدر ما تشكل منصات التواصل الاجتماعية، وعاء وقالبا لنشر مواضيع حقوق الإنسان، بقدر ما تساهم في توجيه الرأي العام أو التأثير عليه أو حذف المواضيع من خلال تحكم الخوارزميات في طبيعة الاختيار وتوجيه المواضيع التي تظهر لدى المستخدمين، وهو ما يجعل الجمهور حبيس "غرفة رجع الصدى"، أي أنه لا يرى إلا ما يتمشى وطبيعة اهتمامه.

وأمام قوة وبروز هذه المنصات، وسحبها البساط من الأحزاب والنقابات وجمعيات المجتمع المدني على مستوى التنديد بانتهاك حقوق الإنسان أو تراجع الحريات العامة، برز المؤثرون بسبب المتابعة الكبيرة لحساباتهم بهذه المواقع...

وعلى ضوء هذا السياق، فإن دور المؤثرين بالمنطقة المغربية بات مهما في اقتراح مواضيع للنقاش أو الانخراط في النقاش العمومي، إلا أن هناك ضعف في التطرق لمواضيع حقوق الإنسان والحريات، رغم تدني مؤشرات وضع حقوق الإنسان، ورغم تزامن الدراسة مع تدابير الحد من كورونا وارتباط ذلك بانتهاك العديد من الحقوق والحريات، بالإضافة إلى عدم الإشارة إلى ذكرى الحراك الاجتماعي التي عرفتها كل من تونس والمغرب وتونس.

ويهتم المؤثرون بحقوق بسيطة ترتبط بالمعيشة العادية للمواطنين، ولم ترق إلى مستوى المطالبة بالحقوق والحريات المرتبطة مثلا بحرية الرأي والتعبير أو محاربة الفساد ...

ويرجع التخوف من التطرق إلى الحريات والحقوق إلى عدة أسباب من بينها، التخوف من المتابعة القانونية، وكون مواضيع حقوق الانسان والحريات لا تغري بجلب إعجابات ومتابعين بشكل كبير، فضلا عن التخوف من فرص الحصول على إشهار أو فرص.

لائحة المراجع

I. المراجع العربية

1. الإعلان العالمي لحقوق الإنسان، الصادر عن الجمعية العامة للأمم المتحدة بتاريخ 10 دجنبر 1948.
2. الوكالة الوطنية لتقنين المواصلات، "تجهيزات واستعمالات تكنولوجيا المعلومات والاتصالات سنة 2020"، الرباط، 2021
3. أفريت روجرز، "الأفكار المستحدثة وكيف تنتشر"، ترجمة سامي ناشد، عالم الكتب، القاهرة، 1962.
4. بن عثمان فوزية، وغضبان مبروك، "حقوق الإنسان السياسية وإشكالية بناء الأمن السياسي في المغرب العربي: دراسة لبعض نماذج الحكم (جمهوري-ملكي) الجزائر-المغرب"، أطروحة دكتوراه في حقوق الإنسان والحريات الأساسية، كلية الحقوق والعلوم السياسية، جامعة الحاج لخضر، باتنة الجزائر، 2015/2016.
5. حورية شريط، "المؤثرون أو قادة الرأي الجدد على الويب 2.0: قراءة في مفاهيم السلطة والتأثير وعرض الذات والسمعة الرقمية"، مجلة رقمية للدراسات الإعلامية والاتصالية، المجلد 2 العدد 3.
6. جمال العيفة، "الاتصال الشخصي ودوره في العمل السياسي: دراسة ميدانية حول استفتاء ميثاق السلم والمصالحة الوطنية بالجزائر (29 شتنبر 2005)"، أطروحة لنيل الدكتوراه في علوم الاعلام والاتصال، كلية العلوم السياسية والإعلام، جامعة بن يوسف بن خدة، الجزائر، 2008.
7. سعد سلمان المشهداني، "منهجية البحث الإعلامي"، دارالكتاب الجامعي، ط1، الإمارات 2020.
8. عزوز وهيبية حنان، "الفضاء الافتراضي، إعادة النظر في نظرية قادة الرأي"، مجلة قيس للدراسات الانسانية والاجتماعية، المجلد 3، العدد 2.
9. كريغ سيلفرمان، "دليل التحقق من عمليات التضليل والتلاعب الإعلامي"، ترجمة محمد زيدان، ط1، معهد الجزيرة للإعلام، قطر 2020.
10. مبارك الصاوي، "البحث العلمي أسسه وطرق كتابته"، المكتبة الأكاديمية، القاهرة، 1992.

11. محمد مصباح، "خليه يريب: حملة المقاطعة وتمكين دور المواطن العادي"، المعهد المغربي لتحليل السياسات، مايو 2019.
12. معزوز علي، "حقوق الإنسان بين العالمية والخصوصية"، أطروحة دكتوراه في القانون، جامعة مولود معمري تيزي وزو، كلية الحقوق والعلوم السياسية، الجزائر، 2016.
13. 13-ميحي محمد عبد المنعم توفيق، "شبكات التواصل الاجتماعي. النشأة والتأثير، مجلة كلية التربية، جامعة عين شمس مصر، العدد 24 (الجزء الثاني) 2018، ص 213 و214.
14. نها نبيل محمود الأسدي وآخرون، "دور مواقع التواصل الاجتماعي في إدراك الشباب الجامعي لحرية الرأي ومشاركتهم السياسية في ثورة 25 يناير 2011 (دراسة تحليلية ميدانية)"، مجلة بحوث التربية النوعية، عدد 23، يناير 2014.
15. يونس مسكين ومحمد خميسة، "أخلاقيات الصحافة في العصر الرقمي"، معهد الجزيرة للإعلام، قطر، 2022.

II. مواقع:

1. موريتانيا تفرج عن مدونين اتهموا بالتشهير بالرئيس، سويس أنفو، يونيو 2019.
<https://cutt.us/5sovj>
2. هيومن رايتس ووتش، تونس: احتجاز مدونين انتقدوا مسؤولين، يناير 2019.
<https://www.hrw.org/ar/news/2019/01/25/326770>
3. هيومن رايتس ووتش، المغرب: حملة قمعية ضد حرية التعبير، فبراير 2020.
<https://www.hrw.org/ar/news/2020/02/05/338341>
- 4.

III. المراجع الأجنبية:

1. Cartographie des réseaux sociaux au Maroc en 2021 (Baromètre), Groupe Sunergia, mai 2021, Disponible sur :< <https://groupe-sunergia.com/market-insights/barometre-cartographie-reseaux-sociaux-maroc-2021/>>
2. blog.twitter, information operations directed at Hong Kong, august 2019
https://blog.twitter.com/en_us/topics/company/2019/information_operations_directed_at_Hong_Kong
3. Haut-commissariat au plan, "Note d'information à l'occasion de la journée internationale de la jeunesse du 12 août 2022". [En ligne]. Disponibles sur :<https://www.hcp.ma/Note-d-information-a-l-occasion-de-la-journee-internationale-de-la-jeunesse-du-12-aout-2022_a3563.html>.